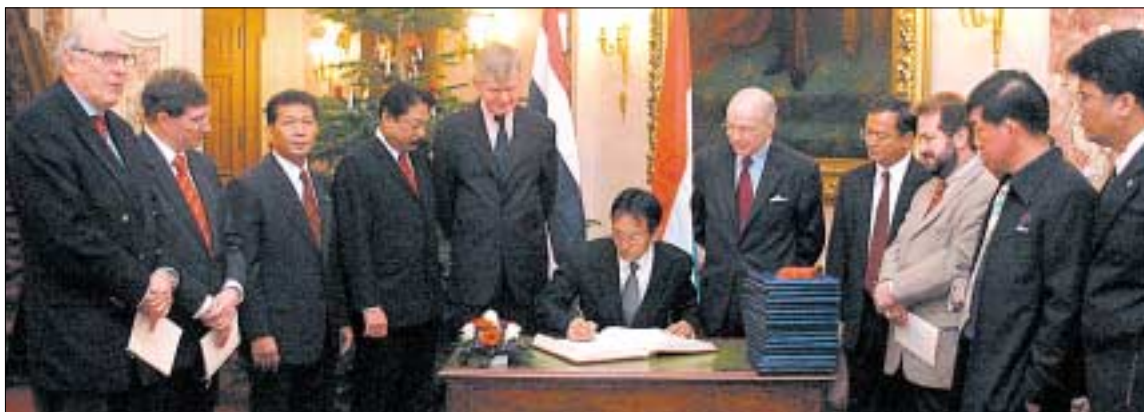




# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

## Visite thaïlandaise



M. Krieng Kaltinan signe le Livre d'or de la Chambre des Députés

Le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, a reçu dans la matinée du 12 décembre une délégation de la Chambre des Représentants du Royaume de Thaïlande sous la conduite de

M. Krieng Kaltinan, Président de la Commission parlementaire des Affaires administratives. L'entretien en tête-à-tête de MM. Spautz et Kaltinan a été suivi d'une réunion élargie des deux délégations.

Du côté de la Chambre des Députés, MM. Ben Fayot, Gusty Graas, Norbert Hauptert et Gast Gibéryen participaient à cet échange de vues.

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale:

## «Sans une Europe forte, pas de victoire!»

«Sans autonomie, sans partenariat transatlantique rééquilibré, sans une Europe forte, pas de victoire, sinon paix durable, dans la lutte contre les menaces nouvelles d'aujourd'hui et de demain!» Tels sont quelques-uns des propos-clés de M. Renzo Gubert lors de son rapport intitulé «Un concept stratégique européen - aspects de défense» qu'il a présenté au nom de la Commission de défense au cours de la deuxième partie de la 49<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale à Paris du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2003.

A part ces idées directrices résumant la première journée de débats, il faut aussi retenir le discours d'ouverture du Président, M. Marcel Glesener, au cours duquel il a souhaité des éclaircissements sur les «formules de compromis» trouvées le 27 novembre à Naples par les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne concernant «l'inscription éventuelle d'une clause de défense mutuelle dans le traité constitutionnel» européen et les modalités de la «coopération structurée» en matière de défense.

En effet, le Luxembourg a marqué par la présence et du Président de l'Assemblée, M. Marcel Glesener, du Président de la délégation, M. Gusty Graas, accompagné des



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, Ministre de la Défense, M. Marcel Glesener, Président de l'Assemblée de l'UEO, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre et M. Armand De Decker, Président du Sénat de Belgique

suppléants, MM. Norbert Hauptert et Emile Calmes, et surtout du Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, ainsi que du Ministre de la Défense, M. Charles Goerens, l'importance qu'il accorde aux problèmes de politique européenne de sécurité et de défense et le suivi parlementaire des conclusions de la Convention sur l'avenir de l'Europe et des travaux de la Conférence intergouvernementale.

M. Juncker a plaidé lors de son discours devant l'assemblée,

d'ailleurs fort apprécié, pour le développement des coopérations structurées permettant à ceux des pays, voulant avancer plus vite, de ce faire. Il s'est référé notamment au précédent que constitue l'Union économique et monétaire qui, elle aussi, a été consensuelle il y a une dizaine d'années. Quant au contrôle parlementaire de la défense, le Premier Ministre a reconnu le rôle qui revient aux représentants des parlements nationaux pour tous les aspects non couverts par la compétence du Parlement européen.

## Travaux des commissions parlementaires

### Commission du Travail et de l'Emploi

#### Projet de loi 5239 (réforme ITM):

La Commission du Travail et de l'Emploi s'est réunie en date du 15 décembre 2003 sous la présidence de M. Marcel Glesener, président de la commission, et en présence de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.

Elle a entendu la présentation détaillée du projet de loi 5239 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines. Elle a désigné son président M. Marcel Glesener comme rapporteur de cet important projet de réforme qui constitue une nécessité impérieuse en vue d'adapter l'Inspection du travail et des mines à l'évolution du monde du travail au cours des dernières décennies. La commission a exprimé le souhait que les chambres professionnelles et le Conseil d'Etat rendent leurs avis dans les meilleurs délais afin que ce projet de loi puisse encore être évacué par la Chambre des Députés avant la fin de la législature en cours.

Dans cette même réunion, le Ministre du Travail et de l'Emploi a encore sommairement présenté trois autres projets de loi constituant ensemble avec le

projet 5239 prémentionné un ensemble cohérent de réformes, à savoir

- le projet de loi 5240 portant approbation des Conventions Internationales du Travail n° 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 153, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 177, 178, 183 et 184 et des Protocoles relatifs aux Conventions 81 et 155 (Rapporteur: M. Marcel Glesener);

- le projet de loi 5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail (Rapporteur: M. Nico Loes)

- le projet de loi 5242 portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite (Rapporteur: M. Marcel Glesener).

Finalement, la commission a procédé à un bref échange de vues sur le projet de loi 5249 portant notamment transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (Rapporteur: M. Marcel Glesener).

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

(Art. 21 du Règlement de la Chambre des Députés)

### Commission de l'Égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine

#### Débat d'orientation:

La Commission de l'Égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine de la Chambre des Députés a décidé de placer le traditionnel débat d'orientation à l'occasion de la Journée Interna-

tionale de la Femme (en mars 2004) sous le sujet: «Débat d'orientation sur l'égalité des chances entre femmes et hommes: suivi des initiatives parlementaires.» La Présidente de la Commission, Mme Ferny Nicklaus-Faber, a été désignée rapportrice.



## Ordre du jour

- 4906 - Débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes

*(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale)*

- Ordre du jour

- 4884 - Projet de loi portant modification du Titre VI intitulé „Règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes“ du Livre VII de la Première Partie du Nouveau Code de Procédure Civile

*(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

- 5230 - Projet de loi autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré, d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

- 5244 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

*(Rapport de la Commission du Règlement - Discussion générale - Vote de la proposition de modification du Règlement)*

Au banc du Gouvernement se trouve M. François Biltgen, Ministre.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Haut de Mëtteg hu mer um Ordre du jour d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen zwëschen dem Stat an de Gemengen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Nicklaus, déi Häre Klein, Helminger, Jaerling, Urbany, Halsdorf, Di Bartolomeo, Graas, Gibéryen, Loes a Calmes. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marco Schank.

- 4906 - Débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'Etat et les communes

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures**

M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung vum 12. August 1999 gouf den Débat vun haut de Mëtteg folgendermoossen ugekënnegt: „Le Gouvernement affirme son attachement aux principes de l'autonomie communale et de la subsidiarité. Dans cette optique, le Gouvernement suscitera auprès du secteur communal une réflexion approfondie au sujet de la répartition des compétences et des responsabilités entre l'Etat et les communes en vue d'une définition plus précise des missions confiées au secteur communal.“

La répartition des compétences devra tenir compte du contexte institutionnel propre à l'organisation du secteur communal en veillant à ce que dans chaque domaine la responsabilité reste acquise au preneur de décision.

Sur base de cette démarche et après discussion avec les représentants du secteur communal, le Gouvernement entreprendra une analyse critique du système actuel, du financement des communes comportant le cas échéant une adaptation du modèle de financement en vigueur.“

De 5. Abrëll 2000 gouf am Kader vun enger Interpellatioun iwwert

d'Gemengefinanzen hei an der Chamber eng Resoloutioun ugeholl, wou ënner anerem drastung: „d'organiser avant la fin de l'année“ - dat hu mer net grad gepackt - „un débat d'orientation sur la répartition des compétences entre l'État et les communes, dans un esprit de subsidiarité moderne;“

- de préparer ce débat d'orientation par l'élaboration d'un document de synthèse des enjeux, des pistes d'actions envisageables et des implications fiscales et financières des options énoncées.“

An anere Wieder : Mat dësem Débat gëtt d'Diskussioun iwwert d'Veerdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen an hir Complémentaritéit - dat ass wichteg an ech kommen nach dorop zrëck - eréischt richtig lancéiert. De Rapport vun der Kommissioun ass dann och eent vun de Basisdokumenter fir dës zukünfteg Diskussioun.

Während zwee Joer ass an der Kommissioun diskutéiert ginn op Basis vun engem Dokument vum Ministère de l'Intérieur mat enger detaillierter Oplëschung vun de bestehende Gesetzer am Kontext Stat-Gemengen.

De 25. Februar 2002 gouf de Syvicol säin Avis of, wéi ech mengen en excellenten Avis, wou déi éischte Kéier déi nei Struktur vum Syvicol mat sengen Aarbechtsgruppe voll zum Droe koum. Méi oder wéiniger am selwechten Zäitraum koumen och déi eenzel Prises de position vun de verschiddene Chamberfraktiounen.

Enttäuschend war den Émstand, datt et net méiglech war vun der Chamber d'Méiglechkeet ze kréien, fir e Sondage bei de Leit dobause kënnen ze maachen iwwert d'Qualitéit vun den öffentleche Gemengeservicer. Dovun ofgesinn huet d'Kommissioun awer eng Rei vun Organisatioune gehéiert. Notamment d'FNCTTFEL, d'Fédératioun vun de Gemengebeamten, d'Associatioun vun de Gemengesekretären an de Gemengereceveuren, de Conseil national des Femmes, de CLAE, also de Comité de liaison et d'action des étrangers, de Mouvement écologique, an zum Schluss nach déi zwou Enseignantengewerkschaften, de SEW an de SNE.

En éischt Kapitel an deem Rapport, Rapport, dee sech a senger Struktur un dem Canevas vum Innenminister orientéiert huet, ass d'Ofgrenzung vum öffentleche Secteur par rapport zum Privatsektor.

Eise Premier huet an der Regierungserklärung vum 21. August 1999 e puer wesentlech Sätz gesot, déi an dësem Kontext ganz wichteg sinn an déi ech hei wollt répétéieren: „Mir sinn um Enn vun dësem Jorhonnert ukomm. Dat ass den idealen Zäitpunkt fir op d'Entwécklung vum Stat an deene leschten 100 Joer zrëckzekucken a fir sech seng Weiderentwécklung fir déi nächst Jorzéngte virzestellen.“

De Stat, deen ëmmer méi nei Aufgabe bäikritt, kann net onbegrenzt wuessen. D'Fro ass net: Wéi vill méi Stat brauche mer? D'Fro ass: Wéi kréie mer e bessere Stat?

E bessere Stat, dat ass e Stat, deen no bei de Leit ass. Dat ass e Stat, deen a sengem Funktionement transparent ass. D'Regierung wäert d'Statsverwaltung net onnéideg erweiteren. Déi allgemeng Evoloutioun vun den Effektiver wäert enger strikter Kontroll ënnerworfen ginn.“

Elo war an ass eis Kommissioun der Meenung, datt sech d'Kompetenzopdeelung tëschent de Gemengen an dem Stat no de Prinzipien vun der Subsidiaritéit an der Nohaltegkeet ausriichte muss. Deemno soll bei all Fall, wou ee Service, dee sech an der Haaptsaach un de Bierger richt, gepréift ginn, ob en den demokrateschen, de sozialen, den ekologeschen a wirtschaftlechen Imperative gerecht gëtt, a wat fir eng Strategie entsprechend soll ugewannt ginn.

Eis Kommissioun schléit vir, vu Fall zu Fall ze ënnersiche wéi eng Strategien Erfolleg versprechen, fir am beschten den Erwaardungen an eiser Gesellschaft ze entsprechen. Et gëtt net een eenzege Modell fir op optimal Manéier d'Missiounen vun deenen eenzelnen Acteuren opzedeelen. A wann een Opdeelee seet, därerf een net vergiessen, datt Stat a Gemengen eng partnerschaftlech Relatioun mussen ustriewen. Eng Polariséierung wier deemno fatal. Gemengen a Stat sätzen hei zesammen an engem Boot a sinn och ee vun deem aneren ofhängeg, net fir d'lescht och um Niveau vun de Finanzen.

Dobäi kënn, datt dësen Exercice vun der Neioopdeelung vun de Kompetenzen éischer, huet d'Kommissioun gemengt, eng Jorhonnertaufgab duerstellt a selbstverständlech net no dësem Débat ophält. Do brauche mir sécher méi wéi eng nächst Regierungsperiod fir no an no och do Neel mat Käpp ze maachen.

D'Aufgabe vum Stat a vun de Gemenge multiplizéiere sech. De sou genannte Fortschritt schaaft stänneg nei Erwaardungen, an d'Gesellschaft évoluéiert selbstverständlich ëmmer weider. Et ass och d'Gesellschaft, déi decidéiert, wéi eng Missiounen no an no quasi obligatoresch gi fir d'Gemengen. Ech kommen nach dorop zrëck.

D'Biergerinnen an d'Bierger erwaarde stänneg méi vun hirem Stat. Zu engem setzt déi europäesch Politik op eng verstärkt Liberaliséierung a verschiddene Beräicher, wéi zum Beispill Kommunikatioun, Telefon, Eisebunn, Energie. Dat géif also heesche manner Stat. Anerersäits schreift awer och d'Europäesch Gemeinschaft ëmmer méi Normen a Veruerdunge vir a ville Beräicher, wou dann eigentlech e Méi u Stat misst entstoen, Beispill: Landwirtschaft, Schutz vun de Konsumenten oder och Émwelt.

Hei seet d'Kommissioun ganz daitlech: Mir brauchen net ee Méi oder e Manner u Stat, mä e sou genannte „mieux État“, also e bessere Stat. Dat wat de Premier op dëser Plaz scho gesot huet. Och e bessere Stat, deen a sengem Fonctionnement transparent ass.

An der Optik vun der Notion vun engem bessere Stat ass d'Kommissioun der Meenung, datt d'Objektiver an d'Instrumenter, déi entweder dem Stat oder de Gemengen, oder deene béid zoufale, besser definéiert solle ginn. Fir dem Gaspillage, virun allem vun de wirtschaftleche Ressourcë besser entgéintzrieden, solle béid Acteuren op dat wirtschaftleche effizienteste Mëttel zrëckgräifen.

De Service public huet sech an de leschte Jore weiderentwéckelt an ass haut aus eise sozialer, kulturellen a wirtschaftleche Liewen net méi ewechzedenken. Fir datt sech den öffentleche Service beschtens de Besoine vun den eenzelne Biergerinnen a Bierger upasst, huet sech d'Kommissioun fir héich Qualitätsstandarden - Sécuritéit, Transparenz ass scho gesot ginn - ausgeschat, déi definéiere solle wéi dëse Service an Zukunft soll ausgesinn. Dëst sinn alles Kritären, déi dauerhaft sollen definéiert ginn an déi sech souwuel un de Stat wéi och un d'Gemengen an hir Bierger richten.

En zweet grousst Kapitel ass dat vun de konkrete Kompetenzbestimmungen Stat-Gemengen nom Subsidiaritéitsprinzip.

An der Charte européenne de l'autonomie communale vun 1985, déi 1987 an d'nationaalt Recht transposéiert gouf, steet ënner anerem: „Les collectivités locales ont, dans le cadre de la loi, toute latitude pour exercer leur initiative pour toute question qui n'est pas exclue de leur compétence ou attribuée à une autre autorité.“

D'Kommissioun schwätzt sech am Rapport fir d'Konsolidéierung vun der kommunaler Autonomie aus. Wéi wäit dës Autonomie allerdings därerf goen, do ware sech d'Kommissiounsmemberen net eens. Dat ass och, mengen ech, net einfach, besonnesch wann een un déi Jurisprudenz erënnert am Kader vun dem Bau vun engem Wandpark an enger Gemeng hei zu Lëtzebuerg, notamment am Préizerdall, wou fir d'éischt den Tribunal administratif gesot huet, datt „l'autonomie communale comporte outre le nécessaire, également l'utile et l'agréable de la collectivité publique locale...“. Dëst Uerteel ass duerno vun der Cour administrative ofgeännert ginn, wou gesot gëtt, den Intérêt général - deen am Fond de Bau vun engem Wandpark duerstellt, och mat deenen ekologesche Virdeeler déi draus entstinn - bedeit net automatesch, datt dee generellen Notzen och engem kommunalen Notze géif entsprechen.

D'Kommissioun huet sech awer fir eng breet Definitioun vun Intérêt communal an dem Gesetz vum 13. Dezember 1988 ausgeschat, déi och un d'Dispositiounen aus dem Kapitel 28 vun der Agenda 21 ugelehnt ass. Deemno soll den Intérêt communal net nëmme dat Noutwendegst beinhalten, mä och dat, wat um Territoire vun enger Gemeng doriwier erausgeet, wann et net ausserhalb vun hirer Kompetenz steet respektiv en anere Pouvoir genau déi Kompetenz huet. Dat ass dat, wat beispillsweis och an der belscher Gesetzgebung ervirkënn.

D'Kommissioun setzt sech och dofir an, den administrative Contrôle vun de Gemengen ze vereinfachen. Am Moment gëtt et jo éischer en duebele Contrôle vun den Distriktskommissariater engeräits a vum Ministère de l'Intérieur engeräits. Dir wësst, d'Kommissariater passen op, datt déi kommunal Gesetzgebung an d'Reglementer agehale ginn, an d'Ge-

neraliwwerwaachung. De Ministère kontrolléiert d'Budgeten, déi kommunal Finanzéierung respektiv d'kommunal Keesen.

D'Kommissioun ass hei fir d'Bäibehale vun dem administrative Contrôle vun de Gemengenakten, mä plädéiert fir eng Vereinfachung vum Contrôle tutélaire. Mir schloen also vir déi duebel Kontrollen ofzebauen. Als éischte Schrëtt soll d'Funktioen vun Distriktskommissär och do nei definéiert ginn. Wéi dat am Einzelne soll geschéien, do ware mir eis net eens. Verschidde Memberen hu gesot, si kéinte sech virstellen, dass eng Aart Guichet unique entsteet, eng Ulafsstell fir d'Gemengen - also eng allgemeng Berodung a Betreuung, Conseil juridique an esou weider.

Dann ee ganz wichtige Beräich am Kader vun dem Rapport: D'Verstärkung vun der interkommunaler Zesummenaarbecht.

D'Kommissioun plädéiert fir eng zukünfteg erweidert Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, an dat ënner anerem iwwert de Wee vu regionale Gemengesyndikater, wéi dat am Artikel 25 vum 99er Landesplanungsgesetz virgesinn ass. D'Formatioun vun dëse Syndikater soll am beschten der Andeelung aus dem Programme directeur iwwert d'Landesplanung zu Grund leien. Dat géif och verënnern, datt sech eng Rei Syndikater forméieren, déi a similaré Beräicher aktiv sinn, émsou méi mir den Débat iwwert de Programme directeur jo schon op dëser Plaz gefouert hunn, a wou fraktionsiwwergräifend déi Démarche do och guttgeheescht gouf.

Fir ze kucken, wéi dës Syndikater an Zukunft schaffe sollen, schléit d'Kommissioun och vir fir en éischte Bilan ze zéien iwwert d'Gesetz vum 23. Februar 2001 iwwert d'Gemengesyndikater.

Här President, well déi interkommunal Zesummenaarbecht am Kader vum Programme directeur e Schlüsselkapitel am Rapport duerstellt, wollt ech nach eng Kéier kuerz un d'Prioritéiten erënnern, d'Priorités d'action wéi se am Programme directeur stinn. Et geet Rieds vu fënnef groussen Domaines d'intervention, déi ech nach eng Kéier wëll ernimmen. Éischters d'Verstärkung vun der Koordination tëschent den eenzelne Ministären. Zweetens d'Émsetzung vun der regionaler Planung. Drëttens d'Reorganisatioun vun der territorialer Struktur am Kontext vun der Déconcentration déconcentrée, a wou den Innenminister doudsécher herno wäert drop agoen, den Aménagement communal an den Développement urbain, dat 37er Gesetz, wat viru kuerzem, virgëschter, an der Plénière vum Statsrot war, a fënnfens d'Valoriséierung vun europäeschen a grenziwwerschreidenden Initiativen.

Wat d'Émsetzung vun där regionaler Planung ugeet, gesäit de Stat eng Politik vun der Ennerstézung fir d'Gemenge vir. Fënnf Niveauen - kuerz nach eng Kéier gesot -: d'Initiatioun, d'Begleedung, d'Berodung, d'Koordinatioun an d'finanziell Ennerstézung. Fir d'Opstellung vun de Regionalpläng wier et illusoresch fir en Zäitplang wëlen opzestellen. D'Gemenge selwer mussen wëssen a sech eens sinn an och verstanen hunn, datt Handlungsbedarf op regionalem Niveau besteet. De Stat kann awer, an dat gesäit de Programme directeur vir, eng éischt Etapp encouragéieren, zum Beispill eng Stärkten-Schwächen-Analyse maachen, wéi dat am Süden and geschitt ass, regional Konferenzen organiséieren an esou weider.

Et ass vu Virdeel, datt déi zwou Kompetenzen, d'Gemengen an den Aménagement du Territoire, dem Intérieur, also engem Minister, ennerstinn. Ech rappeléieren dann



och nach an deem Kontext den Artikel 2 vum 99er Gesetz. Et ass de Landesplanungsminister, deen déi verschidde Moyens d'aménagement koordinéiert - also fir déi regional Entwécklung -, an dat sinn an éischer Linn Moossnamen am Zesammenhang mat de Plans d'aménagement vun de Gemengen an den öffentlechen Investissementser a bestëmmte Beräicher. Hei steet am Programme directeur, datt eng déif gräifend Reflexioun muss gefouert ginn, wéi de Stat finanzéiert hëlleft. Ech erlabe mir och nach dorop anzegoen.

Ech soen elo schon: Egal wéi e Modell, op jidde Fall ass et wichtig, datt d'Regierung regional Zesummenaarbecht schmackhaft mécht. Dat heescht, si muss an eisen Ae finanziell Hëllef konkret un d'Kooperationsstrukture bannen. Déi sechs Planungsregione brauchen och haaptamtlech Leit. D'Regionalentwicklung braucht Leit, Fachleit, regional Managerinnen a Manager fir Projeten ze plangen, Projeten ëmzesetzen, a Leit kaschten nun eemol Suen.

Bei d'Verstärkung vun der interkommunaler Zesummenaarbecht gehéieren och d'Gemengefusiounen. D'Memberen aus der Kommissioun sinn zur Konklusioun komm, datt Fusione kloer an Intérêt vun de Gemenge sinn, besonnesch an deene kleng Gemengen, fir hir Missiounen beschteens ze erfëllen. Am gläichen Otemzuch setzt d'Kommissioun viraus, datt sech dese Prozess vun ënnen hier muss entwéckelen, dat heescht vun de Gemengen an hire Bierger selwer, an anere Wieder op fräiwëlleger Basis. Dat heescht, déi lokal Bevëlkerung gëtt gefrot per Referendum, ähnlech wéi dat viru kuerzem an de Gemenge Baastenduerf a Fure geschitt ass.

Konkret Opdeelung vun den Aufgaben. Ech kommen da bei déi verschidde Beräicher. Ech ka selbstverständlech aus engem Rapport, deen 116 Säiten huet, nëmmen an eenzelne Punkte stéchuertarteg op d'Sujeten agoen. Uerdnungs- a Polizeigewalt: D'Kommissioun rappeléiert d'Gesetz vum 31. Mee 1999, wou jo eng Regionalisierung vun de Services koom. D'Virbeugung vun der Kriminalitéit, d'systematesch Spuresécherung, déi an all d'Regione koom, déi also an der Tëschenzäit ëmgesat ass.

Besonnesch gëtt awer d'Wichtigkeet vun de Comités de prévention intercommunales ervirgehoff, déi mengen ech e ganz gutt Beispill sinn fir de Partenariat Stat-Gemengen. An deem Kontext ginn och lokal respektiv regional Sécherheitspläng ernimmt.

De Beräich Éducatioun. De Syvicol recommandéiert a sengem Avis an Zukunft folgend Opdeelung: De Stat ass verantwortlech fir de Schoulinhalt op allen Niveaue an d'Organisatioun an d'Finanzéierung vun Schoulunterricht u sech mat der Subventionéierung vun der Schoulinfrastruktur; d'Gemenge si verantwortlech fir d'Aménagéieren an den Entretien vun de Schoul- an Empfangsstrukturen.

Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun iwwert déi finanziell Belaaschtung vun de Gemengen respektiv Schoulsyndikater, well si nach wie vor een Drëttel vun de Paië vum Personnel enseignant bezuelen, ouni datt jo d'Gemengen an d'Gemengesyndikater am Schoulberäich eppes zu de Schoulinhalter, zu de Programmer ze soen hunn. An der Moyenne maachen deen Drëttel Paien ee Véirel vun de gesamten Éducatiounsbudgeten an de Gemengen aus.

Do si mir eis awer och net eens gewiescht, well zum Deel op d'Recht vun der Nominéierung gepocht ginn ass, an dat queesch d'Fraktiounen. Datselwecht, mir haten den SNE an den SEW invitéiert an deem Kontext, an déi ware sech och net eens, wat elo besser ass, ob wéi gesot d'Gemenge sollen nominéieren oder net.

An engem anere Punkt ware mir eis awer eens, an zwar geet et hei ëm d'Ästellung vun Léierpersonal duerch d'Gemengesyndikater, duerch d'Schoulsyndikater. D'Gesetz vun 1912 gesäit vir, datt d'Gemengen dat maachen. Abee, virun 90 Joer gouf et nach keng Schoulsyndikater, keng Gemengesyndikater. Haut elo ass dat anescht an et féiert déi eng an déi aner Kéier zu wierklech groteske Problemer, wann de Schoulsyndikat, dee jo alles géréiert eigentlech, net dat do och ka maachen. Hie ka mol Educateurs an Éducatrices astellen. Hie kann och nach administrativ Leit opstellen an astellen, mä Léierpersonal net, an duerfir froe mir fir d'Nominatioun vun Léierpersonal duerch Gemengesyndikater am Kader vu sou genannte Regional-schoulen an dat neit Schoulgesetz ze verankeren. Souwäit ech weess, ass d'Éducatiounskommissioun mat engem Reformprojet befasst. Et wier also elo dee beschte Moment fir dëser Forderung, déi eestëmmege an der Kommissioun uegoll gouf, am neien Text och Rechnung ze droen.

Ee Saz zur Ofwaassersanéierung an dem Drénkwaasser. D'Ofwaasserskommissioun ass am Prinzip fir ee kompletten Zyklus vun der Ofwaassersanéierung duerch d'Gemengen, ënnerstëtzt duerch staatlech Bähëllef. Verschidde Kommissiounsmembere wollten méi wäit goen an d'Kompetenzen dahingehend opdeelen, datt d'Gemengen d'Kollekt vum Schmutzwaasser iwwerhuele géifen an de Stat fir den Traitement zoustänneg gëtt. Wéi gesot, do ware mir eis da schlussendlech net eens. De Kompromëss, kann ee soen, ass deen, datt sech de Stat méi aktiv an de Gemengekompetenzen an deem Beräich bedeelegt. Eng Pist ass opgewise ginn, kënnt zum Beispill d'Schafung vu gemischten interkommunale Syndikater sinn, déi sech souwuel aus Verrieder vu Gemenge wéi och vum zoustänneg Ministère zesummesetzen, vläicht ähnlech wéi de SEBES oder wéi am Naturparkgesetz, wou d'Statsverrieder mat um Dësch kënne setzen.

Am Beräich Émwelt. Am Prinzip sinn d'Gemenge verantwortlech fir d'Kollekt an den Traitement vun Haushaltsoffäll an aneren, ënnerstëtzt duerch staatlech Bähëllef. Bei den Offäll gëtt et entsprechend dem Gesetz vun 1994 eng Opdeelung vun de Responsabilitäten elo schon tëschent Stat a Gemenge bei Net-Haushalts-offäll, zum Beispill d'Superdrecks-këscht. De Prinzip vum Pollueur ass och vun der Kommissioun ënnerstrach ginn, ansonste war e groussen Deel vun de Kommissiounsmemberen der Meenung, fir an Zukunft d'Pist vun de Syndicats mixtes ze poursuivéieren.

Am Rapport weise mer och nach op dat neit Naturschutzgesetz hin, wat jo déi nächst Woch an d'Chamber soll kommen, datt d'Responsabilitéit vun de Gemengen eigentlech soll festschreien, zum Beispill ënner anerem iwwert d'Station biologique. An der Émweltkommissioun si mer eis bis elo eens ginn, datt d'Regierung e spezielle Projet de loi ausschafft fir déi Verankerung mat alle Partner virzehuelen. Ech wëll drop hiweisen, datt d'Gemengen an deene leschte Joren am Naturschutz Pionéieraarbecht gemaach hunn an definitiv dee wichtigste Partner um lokale Plang duerstellen.

Dann ee Wuert zur Energie. Zue Stéchwierder: D'Förderung vun erneierbaren Energien an d'Eegendynamik an der Energiepolitik. A punkto erneierbar Energien hunn d'Gemengen an de Stat an deene leschte Joren, kann ee soen, eng Virreiderroll gespilt. An den Ae vun der Kommissioun sollen eis Gemengen eng gewëssen Autonomie an der Energiepolitik hunn. Virun allem am Beräich vun de Fortschreiter, déi bei den erneierbaren Energien erreicht gi sinn, wier et wünschenswäert fir hir Energiepoli-

tik op eng méiglechst émwelt-schonend a rationell Aart a Weis auszerichten.

Dann d'Services sociaux. Am Kontext dovunner plädéiert d'Kommissioun fir eng Reform vun der Gesetzgebung iwwert d'Offices sociaux, respektiv setzt se sech a fir d'Regionalisierung vun de Services sociaux. Fir déi méi kleng Gemenge kënne beispillsweis sozial Büroen duerch e sektorielle Plang geregelt an entsprechend finanzéiert ginn. Des Weidere muss driwwer nogeduecht ginn, fir verschidde sozial Dëngschtleeschungen, déi momentan nach an der Kompetenz vun Stat leien, an Zukunft nei opzedeelen.

Dann e wichtegt Kapitel, vläicht dat wichtigst, d'Landesplanung, Raumuerdnung. Nach eng Kéier onmëssverständlech. D'Kommissioun wëll eng méiglechst séier Ëmsetzung vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire vum 21. Mee 1999. D'Kommissioun begréisst unanime d'Approche, déi dem 99er Gesetz iwwert d'Landesplanung zu Grond läit. Déi véier Instrumenter, dat heescht:

1. de Programme directeur de l'Aménagement du Territoire,
2. déi sechs Plans régionaux,
3. déi sektoriell Pläng an
4. d'Plans d'occupation du sol,

sinn an der Optik vun de Kommissiounsmemberen de richtige Wee zu enger integréierter Landesplanungspolitik fir dat 21. Jorhonnert.

Émsou méi bedauert d'Kommissioun, datt déi sechs Plans directeurs, déi am Programm virgesi sinn, nach net virleien, an am Prinzip d'Gesetz vun 1999 nëmmen a Kraaft triede kann, wann déi sechs Pläng virleien. Et wier sënnavoll, datt d'Regierung géif hëllef d'Viraussetzungen ze schafen, fir datt déi Syndicats régionaux kënne geschafe ginn ier definitiv de jeeeweile Regionalplang virläit, fir datt déi Syndikater um Ausschaffe vun deene Pläng kënne matmaachen. Domat géif gewëssermoossen d'Démarche aus dem Süde generaliséiert ginn. De Prosud gëtt et, de Regionalplang nach net. An d'Erfahrung aus dem Süden huet geléiert, datt esou laang et nëmmen e Groupe mixte gëtt, éischer d'Gemenge méi individuell argumentéiere wéi wa wierklech et e Regionalsyndikat gëtt.

Här President, et ass immens wichtig, datt de Prozess vun der Ausaarbechtung vun deene Pläng séier virugeet, mat enger personaliséierter Démarche fir all Region, datt d'Politik vun der staatlecher Ënnerstëtzung sech séier konkretiséiert, datt d'Gemengen encouragéiert ginn Entwécklungspläng opzestellen en fonction vun deene Prioritéiten, wéi ech se virun ernimmt hunn.

D'Schafe vu Wunnraum, e weidere Beräich. Hei sinn d'Stéchwierder Steiererlichterung an Erhéijung vun de staatlechen Hëllef, nei Wunnungsbaumossnamen, Zones d'aménagement différencié a Bail emphytéotique.

Ech erënneren un de Circulaire vum 21. Juli 2003, deen op Basis vun der Émännerung vun deem engen oder anere Gesetz am Kontext Logement de Stat an d'Gemengen als Partner brauch fir eng effikass Wunnungsbaupolitik.

An am Débat d'orientation vum 19. März dëst Joer ware Stat a Gemengen ënner anerem opgefouert gi Projets d'habitat de qualité ze realiséieren, den Impôt foncier ze reforméieren, d'Zréckhale vu potenzielle Bauterrainen am Kontext mat Spekulationen. Och do kommen ech nach drop zrëck.

De Beräich Transport. Am Beräich vum öffentlechen Transport plädéiert d'Kommissioun dofir, datt

d'Gemengen an de Stat nach méi enk zesummeschaffen. D'Kommissioun ënnerstëtzt dofir och d'Schafung vun enger Mobilitéitszentral, déi de Bierger iwwert d'Offer informéiert am Kontext öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg an och iwwer Lëtzebuerg eraus, dat heescht an der Groussregion. A grad am Kontext Mobilitéitszentral ass d'Regierung jo dobäi Neel mat Käpp ze maachen.

Sport a Kultur. D'Stéchwierder do, datt d'Organisatioun, d'Schafung vun entsprechenden Infrastrukturen op regionaler Basis soll virgedriwwen ginn. Hei hu mer och d'Multifonctionnalitéit vun den Infrastrukturen an e besseren Zougank fir Famillje mat Kanner ervirgestrach.

Da wollt ech awer nach ee Wuert zum Tourismus soen. Am Tourismusberäich erënnert d'Kommissioun virun allem drun, datt hei eng regional Approche ageschloe gi soll. Mir erënnere och un d'Iddi vun den Agences touristiques. Ech selwer hat d'Méiglechkeet am Kader vun der Interpellatioun iwwert den Tourismus d'lescht Joer eng entsprechend Motioun ze déposéieren. D'Kommissioun seet, datt mer eng Professionalisierung am Lëtzebuerg Tourismus brauchen an deemno ginn och déi ernimmte regional Agencé gebraucht, fir direkt déi Prioritéiten, déi wichtig sinn, ze iwwerhuelen.

An dann e lescht Wuert an dem Kontext vun de verschidde Aufgaben. Ee Wuert zur Entwécklungshëllef. De Stat soll hei den Haaptacteur sinn. Et dierf de Gemengen awer net verbuede sinn zesumme mam Stat aktiv ze ginn, net fir d'lescht am Kontext vun der Sensibiliséierung an deem Beräich. An och do, mengen ech, hunn d'Gemengen an der Vergaangenheet eng Virreiderroll gehollef spillen.

Här President, ech kommen da bei eist drët grousst Kapitel, d'Moyenen, déi de Gemengen zur Verfügung sti fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn. Hei stinn dann an éischer Linn emol déi finanziell Moyenen am Méttelpunkt. Am Kader vun dem Débat iwwert d'Veerdeele vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen hu mer eis an der Kommissioun allgemeng emol d'Fro gestallt vun der Finanzéierung vun de Gemengen. Ech erënnere drun, datt Lëtzebuerg Gemengen am Joer ronn 1,2 Milliarden Euro ausginn. An de leschte Joren huet dat sech entwéckelt tëschent ronn engem Véirel bis zu engem Drëttel vun den Dépenses vum Stat. Ech weisen och drop hin, datt am Moment ganz aerdeg am Conseil supérieur vun de Finances communales iwwer nei Weeër diskutéiert gëtt.

Mir sinn eis eens fir ze soen, all Reform vun de Gemengefinanze muss selbstverständlech als Objektiv hunn, fir gläichwärtig Lievenskonditiounen fir all Awunner an alle Gemenge vum Land ze garantéieren. De Syvicol schreift beispillsweis an deem Kontext, datt et wuel illusoresch ass fir eng strikt Egalitéit vun de Services wëllen ze erreche fir d'Awunner alleguer. Nächst desto trotz misst een e Standard minimum vu Confort a vun Dëngschtleeschungen definéieren, déi all Biergerin an all Bierger misst kennen allgemeng revendiquéieren. De Moment ass et awer esou an do huet de Syvicol Recht, datt d'Gemengen insgesamt entweder duerch hir Taille, hir geographesch Situatioun oder och hiert Akommes dat do net kënnen errechen.

Tatsaach ass de Moment eben, datt net all 118 Gemengen zu Lëtzebuerg gläich sinn. Vu kleng Landgemengen, vun eventuell ënner 1.000 Awunner bis Gemengen, déi 15.000 Awunner mat grouse Gewerbezon, sinn natierlech d'Viraussetzungen net déiselwecht. Da kënnt dobäi, datt d'Grenze vu Missions obligatoires a facultatives an de Gemenge méi wéi fléissend sinn. Wann een un

d'Structures d'accueil, den Enseignement musical denkt oder och u Crèches, da si mir hei längst bei Missiounen, déi ee kaum nach als fakultativ ka bezeichnen.

D'Konklusioun vum Syvicol ass iwwregens déi, datt et keng Alternativ zur Kooperatioun vun de Gemenge gëtt. Dat huet d'Kommissioun och esou gesinn, seet et nach eng Kéier. E gëtt keng Alternativ zur Virgehensweis vun der Landesplanung mat de Plans régionaux an e proposéiert den Découpage mat sengen zukünftege Syndicats régionaux an enger entsprechender Finanzéierung. An ech ginn dovunner aus, datt d'Regierung dat dote genau d'selwecht gesäit.

Derniewent ass et awer wichtig verschidde Gemengen a Gemengenzesummeschlëss an deenen nächste Jore vläicht méi gerecht ze behandelen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. De Rapport schwätzt vun deene Gemengen, déi duerch hir Vokatioun manner kommerziell oder industriell Aktivitéiten hunn an dofir net an deem Mooss vun der Gewerbesteier beispillsweis kënne profitéieren, wéi Schlofgemengen, ländlech Gemengen oder och vläicht méi touristesch geprägte Gemengen.

A propos kommunal Gewerbesteier. D'Kommissioun stellt sech net queesch fir iwwert d'Gewerbesteier eng grondleeënd Iwwerleeung unzestellen. Am Géigendeel, am Fall wou dës Lescht soll ofgeschaf ginn, proposéiert d'Kommissioun de Conseil supérieur des Finances communales domadder ze chargéieren, fir e Konzept auszeschaffen, dat allgemeng iwwert de Wee vum Fonds communal matabegräift, fir datt och si kënnen um staatleche Steierprodukt deelhuefen, fir en eventuellen Ausfall vun der Gewerbesteier ze kompenséieren. Wann een d'Gewerbesteier ofschaaft, muss ee se duerch e Modell ersetzen, datt op jidde Fall een Ureiz fir d'Gemenge bleift fir Betriber bei sech unzesidelen.

Dann zum „Fonds communal de dotation financière“: D'Kommissioun beschäinigt dem Gemengefonds am Allgemengen e gudden Fonctionnement, mä wënscht sech, dass d'Prozedure vereinfacht a beschleunegt ginn. Am selwechte Kontext mussen och - wéi gesot - d'Repartitiounskritären enger Évaluatioun ënnerworf ginn, an do virun allem wat d'Bevölkerungsdicht vun eenzelne Gemengen ubelaangt. Hei gëtt virun allem vun der Bevölkerungsdicht vu Gemenge geschwat, déi eventuell eng grouss Fläch hunn, wéi virdu gesot, mat villen Uertschaften, ganz dacks ländlech Gemengen, déi also net dicht besiedelt sinn, vill Uertschaften hunn, déi awer wéineng Abnehmer op laange Réseauen hunn, dat heescht déi normalerweise méi Sue brauche fir hir Infrastrukturen ze realiséieren. Aus dese Grënn plädéiert d'Kommissioun och fir d'Afféierung vun engem Repartitiounskritär, dee sech aus dem Volume vun den infrastrukturellen Investitiounen par rapport zur Awunnerzuel ergëtt.

Dann e Wuert zur Grondsteuer. D'Grondsteuer muss no de Wënsch vun der Intérieurskommissioun enger déif gräifender Reform ënnerzu ginn. Dës Reform dierf net nëmmen ausschliesslech an der Optik vun enger weiderer finanzieller Ressource fir d'Gemenge gesi ginn, mä soll och e Méttel duerstelle fir ze probéieren d'Spekulationen op Bauterrainen ze ënnerbannen. Ech erënnere an deem Kontext un d'Orientéierungsdebat iwwert de Logement, wou eng Partie vu Moossnamen an d'A gefaasst si gi fir dës Spekulationen ze reduzéieren. Där Meenung vun eiser Kommissioun ass iwwregens och d'Associatioun vun de Gemengereceveuren, also fir deen dépaséierte Mechanismus vun der Steier do ferme op de Leescht ze huelen an e modernt Instrument draus ze maachen.



Als direkt Moosnam schléit d'Kommissioun vir, den Artikel 1 aus dem Arrêté grand-ducal vom 27. Juni 1967 aus dem Code fiscal ze sträichen, dee virgesäit, dass déi zwee Tauxen A a B liéiert sinn. Dës Moosnam géif de Gemengen erlaben, den Taux B kënnen ze erhéijen. D'Gemenge kënnen dann hir Tauxe fir d'Ennerkategorie vum Taux B staffelen, wat géing mat sech bréngen, datt d'Gemengen hir Terraine besser kënnen gérieréi kréien an d'Spekulatioun méi héich besteiere kënnen.

Dann e Wuert zum Regionalfong. Fir déi regional Zesummenaarbecht téschent de Gemenge weider ze ennerstéize proposéiert d'Kommissioun fir enner Emstänn e sou genannte Regionalfong an d'Liewen ze ruffen, dee sech virun allem un déi Gemenge rücht, déi sech a Syndikater zesummegeeden hunn, respektiv déi sech zesummendinn an deenen „Syndicats régionaux“ am Kader vun 99er Gesetz iwwert d'Landesplanung. De Moment gétt et eng Aart Iwwergang a Form vun „Syndicats à vocation multiple“, mä wéi gesot, d'Endzil misste jo déi sechs regional Syndikater sinn.

An darselwechter Logik ernimmt de Rapport och d'„Contrats de développement“. An der Kommissioun ass och iwwert dës Formule geschwat ginn, déi am „Programme directeur“ ernimmt ass, e Modell wou ech net weider drop aginn, mä deen aus Frankräich kënnt an dee seet, dass d'Gemengen, déi a spezifesche Politikberäicher interkommunal zesummeschaffen, finanziell gehollef kréien. An der aktueller Logik, nämlech, dass all eenzelne Ministère seng spezifesche Kreditter allouéiert, misst een eigentlech eng Logik vu globaliséierte Kreditter entgéinstsetzen, an dat fir all eenzel Region en fonction vun de Projeten an de Besoinen, déi ufanks festgeluecht goufen, e bëssen esou wéi dat bei de LEADER-Programmer beispillsweis geschitt ass oder och bei den europäesche Strukturfonten. Perséinlech ass et mir egal ob eng Regionalentwécklung besser iwwert e Regionalfong oder iwwert en anere Modell, zum Beispill dee vun engem „Contrat de développement“ stimuléiert gétt. Wichtig ass, dass eppes an deem Kontext geschitt.

Här President, zum Schluss vun eise Rapport bleift awer nach iwwert d'„Ressources humaines“ ze schwätzen an eise Gemengen: engersäits d'„élus locaux“, d'„élus communaux“, an anerersäits natierlech déi haaptamtlech Mataarbechterinnen a Mataarbechter, vum Sekretär iwwert de Receveur bei d'Gemengenaarbechter, ouni déi e Buergermeeschter, e Schäffen an e Conseiller séier, mengen ech, och um Enn wieren.

Iwwert den „Congé politique“ hat d'Kommissioun schon am Kader vum Wahlgesez Positioun bezunn. Et ass kloer: Bei der Diversitéit vun Aufgaben, déi eis Gemengevertrieder ëmmer méi ze bewältegen hunn, mussen se och entsprecheend ëmmer méi Zäit matbréngen. Et gétt ëmmer méi Aarbecht iwwert d'Gemengesyndikater beispillsweis. Da kënnt och d'Aarbecht derbäi wou d'Regierung d'Gemenge probéiert anzebannen an d'Landesplanung, wat jo sennvoll ass. Wann ech IVL soen, wann ech „Plans sectoriels“ soen, da kommen am Fong ëmmer Saachen derbäi, déi och ëmmer méi Zäit verlaangen. An deem Kontext erënneren ech och un eng Motioun vum honorabele Kolleg Jempi Klein, déi den 12. Oktober 2000 hei an der Chamber ugeholl ginn ass an déi d'Regierung freet fir den „Congé politique“ - „sensiblement“ stoung dran - fir d'Gemengeverantwortlech eropzesetzen, an dat besonnesch eben och am Kontext vun de Vertrieder vun de Gemengen an deene ville Gemengesyndikater, an och fir ze kucken - wéi d'Kommissioun et seet -, dass een d'Stonnen am „Congé politique“ daitlech besonnesch fir de Buer-

germeeschter, d'Schäffen awer och fir d'Conseillere eropsetzt.

D'Kommissioun invitéiert d'Regierung och de Regime iwwert déi penal Responsabilitéit vum Buergermeeschter a vun de Schäffen ze iwwerschaffen, fir déi Akten, déi se während hirer Fonctioun maachen oder gemaach hunn. D'Kommissioun stellt sech och hannert eng al, oder besser gesot eng Urfuerderung vun de Gemengesekretäre fir hinnen eng méi grousse Rechtssécherheet zouzegestoen, a fir d'Fonctioun u sech opzewäerten. Do sollen dann d'Fonctiounen an d'Missiounen an der „Loi communale“ ageschriwwen ginn. Am selwechten Otemzuch hu sech d'Kommissiounsmemberen duerfir ausgeschwat, de Profil, wat also d'Qualifikatioun ubelaangt, esouwuel vum Sekretär wéi och vum Receveur communal nei ze definéieren. Et soll doriwwer eraus e Pool vu Remplaçanten an d'Liewe geruff ginn, am Fall wou e Gemengesekretär oder e Receveur ausfällt.

Als leschte wichtege Punkt huet et der Kommissioun wichteg geschéngt, dass esouwuel d'Gemenge wéi och de Stat d'Bürokratie op e Minimum reduzéieren mussen, wa si de Biergerinnen a Bierger en effizienten an transparenten öffentliche Service wëllen zur Verfügung stellen. An am selwechte Kontext ass et och wichteg, de Bierger op eng schnell an onkomplizéiert Manéier ze informéieren. D'Kommissioun denkt, dass „Guichets uniques“ oder sou genannte Biergerzentren e Wee sinn op dee méi Gemengen an Zukunft solle goen. Mir hunn och gesot, dass d'Sensibiliséierung vun de Leit an eise Gemengen un der kommunaler Politik eng ganz wichteg Démarche ass an dass - last but not least - d'Gemenge mussen hëllef, jiddferengem den Zougang zu der Informationsgesellschaft ze gewährleisten.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Intérieurskommissioun huet an hirem Rapport eng Partie Recommandatiounen ausgeschafft wou mer als Kommissioun mengen, dass se eisen Objektiv vun enger neier a verbesserter Opdeelung vun de Kompetenzen téschent Stat a Gemengen am beschten nokommen. Ech ginn och zou, dass et net einfach war, halbwegs gemeinsam Aussoen ze maachen, well d'Meenungen deelweis esou wäit auserne gaange si wéi et Leit an der Kommissioun gétt, wat, mengen ech, bei esou enger Zort vun Débat awer net ongewéinlech ass. Jiddfereng gesäit natierlech säin Eck, seng Gemeng, seng spezifesche Problemer, a Verbindung natierlech mat der jeeweileger politescher Astellung vu senger Fraktioun.

Näischtdestotrotz ass de Rapport ouni Géigestëmm ugeholl ginn. Verschidde Konklusiounen hunn dann och hiren Nidderschlag an enger Rei vu Motioune fonnt. Ech sinn och frou, dass et méiglech war, deelweis iwwert d'Fraktiounsgrenzen eraus, eng Partie wegweisend Konklusiounen daitlech ze maachen. Dës soll, wéi ech am Ufank scho gesot hunn, kee Schluss mä en Ufank sinn, fir d'Diskussioun iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenze Stat-Gemenge virunzebréngen.

Ganz zum Schluss wëll ech deene merci soen, déi bei der Ausaarbechtung vun deem Rapport mat ugepaakt hunn, fir d'éischt emol menge Kolleginnen a Kollegen aus der Kommissioun, awer och de Vertrieder aus dem Ministère de l'Intérieur, dann den Associatiounen, déi mer invitéiert haten op déi verschidden Hearingen, a last but not least och dem Sekretariat vun der Kommissioun respektiv vu menger Fraktioun.

Här President, no der Presentatioun vum Rapport erlaabt mer, dass ech als Vertrieder vu menger Fraktioun nach e puer Motioune deposéieren. Ech mengen, ech

kann dat ganz kuerz maachen, well d'Inhalter vun deene Motioune sech am Fong an dat abette wat am Kader vum Rapport elo grad gesot gouf. Ech hunn eng éischt Motioun, déi ech wollt viruginn, wou et am Fong drëm geet fir deen „double degré de contrôle“ um Niveau vun engersäits dem Ministère de l'Intérieur, anerersäits dem Commissariat de district ze suppriméieren, dat heescht fir och déi Inconvénienten ze verhënnere, déi duerch eng duebel Kontroll entstinn, an och fir ze soen et soll een iwwert déi zukünfteg Fonctiounen, Missiounen vun den „Commissariats de district“ nodenken.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les missions variées du commissaire de district, définies à l'article 114 de la loi communale, telles que le contrôle de l'exécution des lois et règlements généraux et communaux, le maintien du bon ordre, de la sûreté, de la tranquillité et de la salubrité publiques ainsi que la surveillance générale de la gestion des administrations communales et de toutes les écritures des bureaux;

- le „double degré de contrôle“ étant opéré, d'une part, par les services des commissariats de district, et d'autre part, par les services du Ministère de l'Intérieur;

- constatant que la tutelle administrative est exercée par le Grand-Duc et par le Ministère de l'Intérieur, et que le commissaire de district y participe sous le contrôle du Gouvernement;

- constatant encore que le contrôle tutélaire s'applique aussi bien aux actes ainsi qu'aux personnes;

- estimant que le contrôle administratif de l'État doit s'exercer uniquement sur la légalité des actes communaux et non pas sur leur opportunité;

- estimant finalement que le Ministère de l'Intérieur doit davantage se concentrer sur la politique communale du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à supprimer le „double degré de contrôle“, permettant ainsi un traitement plus efficace et rapide des dossiers et évitant les inconvénients qui résultent d'une appréciation disparate de situations semblables;

- à mener une réflexion approfondie sur les futures fonctions et missions du commissaire de district.

(s.) Marco Schank, Camille Gira, Gusty Graas, Aly Jaerling, Jean-Pierre Klein.

Dann hunn ech eng zweet Motioun, déi gesäit vir, dass mer am Fong d'Regierung opfuere fir am Kader vun der Reform vun der Loi scolaire vun 1912 d'Méiglechkeet ze schafen, fir dass och d'Schoulsyndikater kënne Léierpersonalustellen.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 37 de la loi scolaire du 10 août 1912 prévoit la nomination du corps enseignant dans l'enseignement primaire et préscolaire;

- considérant que ladite loi est actuellement soumise à une réforme substantielle;

- constatant que de nos jours l'enseignement est fréquemment organisé de manière conjointe par plusieurs communes avoisinantes dans le cadre des écoles régionales;

invite le Gouvernement

- à prévoir expressément dans le cadre de la réforme de la loi scolaire de 1912 des dispositions permettant aux syndicats intercommu-

naux de procéder à la nomination et au recrutement du personnel enseignant.

(s.) Marco Schank, Camille Gira, Gusty Graas, Aly Jaerling, Jean-Pierre Klein.

Eng drëtt Motioun ass dahingehend, dass mer soen, fir ze probéieren dass et méiglech gétt fir dass d'Regierung an Zukunft méi aktiv, méi intensiv un de Kompetenz vun de Gemenge participéiert wat d'Ofwaassersanéierung ubelaangt, dat am Kontext och vun enger besserer Performance een um Niveau vun de bestehende Syndikater eventuell mat Syndicats mixtes schafft, wou een déi zoustänneg Ministère mat um Dësch setzen hätt.

#### Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 15 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau prévoit que les communes sont tenues de collecter, d'évacuer et d'épurer les eaux usées produites sur leur territoire;

- considérant toutefois que la création de l'Administration de la gestion de l'eau au niveau du Ministère de l'Intérieur en 1999 a été effectuée dans l'optique de garantir la disponibilité de cette ressource vitale à long terme, d'en améliorer la qualité, ainsi que de promouvoir son utilisation rationnelle ce qui permet une surveillance permanente et efficace sur les activités dans les domaines vitaux de l'approvisionnement en eau potable et de l'épuration des eaux usées;

- les communes sont acteurs responsables de l'hygiène et la salubrité publiques, afin de pourvoir à un approvisionnement de leur territoire en eau potable;

invite le Gouvernement

- à participer directement et plus activement aux compétences communales en matière de traitement des eaux usées afin de réaliser les objectifs ministériels susmentionnés, en maintenant ses soutiens financiers sous forme de dotation en capital aux communes lorsque celles-ci ont l'obligation de créer des infrastructures de l'espèce;

- à envisager dans l'intérêt d'une meilleure performance en la matière, la création de syndicats mixtes composés de représentants des communes ainsi que de l'Etat, en se basant sur les syndicats d'ores et déjà existants.

(s.) Marco Schank, Gusty Graas, Paul-Henri Meyers, Maggy Nagel, Fred Sunnen.

Dann eng Motioun 4, wou mer als Kommissioun d'Regierung froen, fir d'Kreatioun vu Syndicats communaux ze ennerstéize virun der Elaboratioun vu Regionalpläng. Dat ass kuerz am Rapport erauskomm. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass fir an där Démarche, déi dem 1999er Gesetz an dem Programme directeur zu Gronn läit, virunzekommen.

#### Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire constitue une étape importante, voire innovante en matière de politique d'urbanisme et de l'aménagement du territoire;

- considérant que l'article 9 de ladite loi prévoit les modalités concernant l'élaboration des plans directeurs régionaux;

- considérant que l'article 19 de ladite loi stipule que les plans directeurs régionaux modifient de plein droit les projets ou plans d'aménagement communaux non conformes aux plans déclarés obligatoires règlement grand-ducal;

- considérant que l'article 25 de ladite loi prévoit la création de syndicats communaux régionaux à l'initiative du Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ou des communes, qui ont pour mission de faire le suivi et de participer à la mise en œuvre des plans directeurs régionaux;

- considérant que les communes doivent être associées aux travaux préparatoires des plans directeurs régionaux;

invite le Gouvernement

- à soutenir la création de syndicats communaux régionaux avant le début des travaux d'élaboration des plans directeurs régionaux, afin qu'ils puissent contribuer dès le départ aux plans directeurs régionaux;

- à prévoir un apport financier aux syndicats s'engageant dans cette démarche.

(s.) Marco Schank, Camille Gira, Gusty Graas, Jean-Pierre Klein, Fred Sunnen.

D'Motioun 5 betrëfft d'Grundsteier, wou mer d'Regierung opfuere fir eng Reform an d'Wee ze leeden.

#### Motion 5

La Chambre des Députés,

- constatant que les ressources budgétaires des communes ne cessent de diminuer;

- constatant que les communes doivent faire face aux attentes de leurs citoyens surtout dans les domaines social, culturel, éducatif et sportif;

- constatant que les communes disposent de peu de moyens propres permettant d'endiguer la tendance à la baisse des recettes;

- constatant que l'impôt foncier en tant qu'impôt communal a perdu de son poids relatif par rapport aux autres sources de revenus non affectés des communes;

- estimant qu'une réforme de l'impôt foncier pourrait non seulement représenter une source de financement plus importante, mais également un moyen de la politique locale pour une meilleure gestion du territoire communal, et qu'elle permettrait d'imposer davantage la spéculation et la méaffectation des immeubles;

invite le Gouvernement

- à procéder à une réforme de l'impôt foncier;

- à abolir dans l'immédiat l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté grand-ducal du 27 juin 1967 du code fiscal, qui stipule que les taux A et B sont liés.

(s.) Marco Schank, Camille Gira, Gusty Graas, Jean-Pierre Klein, Fred Sunnen.

Dann hätt ech nach d'Motioun 6, wou mer d'Regierung froen, fir d'Mise en place vun engem Regionalfong ze studéieren am Kontext vum 1999er Gesetz, wéi et virun am Rapport och daitlech ginn ass.

#### Motion 6

La Chambre des Députés,

- constatant les multiples coopérations intercommunales dans les domaines de l'éducation, de la gestion des déchets, de l'assainissement, de l'eau potable, du tourisme par le biais de syndicats intercommunaux;

- estimant que les communes se rendent de plus en plus compte du besoin d'une coopération accrue au niveau intercommunal, voire régional;

- constatant que le domaine de l'aménagement du territoire en particulier exige une planification régionale, ainsi qu'une réorganisation de la structure territoriale en fonction de la déconcentration concentrée, mesures préconisées dans le Programme directeur de l'Aménagement du Territoire;

- constatant qu'aujourd'hui bon nombre de communes veulent intensifier leurs ambitions régionales, en initiant des projets régionaux communs;



- constatant néanmoins que les communes concernées ont besoin de fonds afin de financer ces projets dans le contexte de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire.

invite le Gouvernement

- d'étudier la mise en place d'un fonds régional permettant la réalisation de projets régionaux dans des regroupements de communes travaillant selon une approche régionale;

- à examiner la faisabilité d'un transfert d'un certain pourcentage du Fonds communal de dotation financière (FCDF) dans l'intérêt de la coopération régionale.

(s.) Marco Schank, Camille Gira, Gusty Graas, Maggy Nagel, Fred Sunnen.

Eng lescht Motioun geet an d'Rich- tung fir eng Base légale ze kreéiere fir e Pool de remplaçants vu Gemengeseekretären a Gemengereceveuren, wéi och am Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 d'Missioun vum Gemengeseekretär ze preziséieren an och hire Profil ze redefinieren.

### Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que le personnel communal joue un rôle déterminant pour mener à bien toute politique communale;

- constatant qu'au fil des années, les missions des fonctionnaires communaux sont devenues plus larges et plus complexes;

- constatant que le collège des bourgmestre et des échevins doit s'appuyer sur des fonctionnaires bien formés, compétents et motivés;

- constatant que les fonctions du secrétaire et du receveur communal occupent des postes-clés au niveau de la coordination pour le bon fonctionnement de la vie communale;

invite le Gouvernement

- à créer une base légale pour permettre d'instaurer, dans un souci de continuité, un pool de remplaçants de secrétaires communaux, respectivement de receveurs communaux afin de garantir la continuité;

- à préciser dans la loi communale du 13 décembre 1988 les missions du secrétaire communal, en l'occurrence la préparation des affaires avant leur soumission aux organes politiques, la direction et coordination des services communaux sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins, ainsi que la coordination des ressources humaines au niveau communal;

- à redéfinir le profil requis au niveau des qualifications pour le poste de secrétaire communal.

(s.) Marco Schank, Camille Gira, Gusty Graas, Aly Jaerling, Jean-Pierre Klein.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischt Diskussiounsriednerin ass d'Madame Ferny Nicklaus-Faber agedroen. D'Madame Nicklaus-Faber huet d'Wuert.

### Discussion générale

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéll ech dem Rapporteur Marco Schanck merci soe fir säin ausféierleche schréfflechen a méndleche Rapport.

Ech muss awer mat e bësse Bedauere feststellen, datt d'Commission des Affaires intérieures, där ech net ugehieren, d'Thema vun der Chancëgläichheet op Gemengenniveau nëmmen a siwen Zeilen um Punkt 9.2.3.2 ugeschnidden huet. Et kann ee soen, mir hate jo schon eng ausféierleche Debatt iwwert d'Fraen an de politeschen

Entscheidungsgremië vun eisem Land. Dat Thema ass och an de folgenden Orientéierungsdebatte vun der Egalitéitskommissioun op déi eng oder aner Manéier ëmmer erëm opgegraff ginn. Et sollt een awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier op dëst Thema, virun allem op kommunaler Basis, méi ausféierlech zrëckzekommen.

Ech erënneren drun, datt mer den 3. Mäerz 1999 eng Orientéierungsdebatte iwwert d'Participatioun vun de Fraen an der Prise de décision an dësem Haus hatten. Während der Diskussioun goufe verschidde Punkte festgehalen fir d'Gläichheet vun de Fraen op Gemengenniveau ze förderen. Och wann d'Regierung sech déi lescht Jore via Sensibiliséierungscampagnen, Konferenzen, Publikatiounen a Spotte, fir Chancëgläichheet agesat huet a vill Iddien a Recommandatiounen mat Erfolleg ëmgesat goufen, sou bleift awer op verschiddene Pläng, och um kommunalen Niveau, nach esou munches ze maachen.

85% Männer, 15% Fraen, dat sinn eis Gemengeréit. Dat ass eng Feststellung, déi och de Conseil national des Femmes gemaach huet, wéi en d'Resultater vun de leschte Gemengerotswahlen am Joer 1999 analyséiert huet, eng Feststellung, déi ganz gutt illustriert, dass zu Lëtzebuerg nach laang net alles am Rengen ass, wat d'Representatioun vun de Fraen am politesche Liewen ugeet.

### (Coups de cloche de la Présidence)

D'Frae sinn nach ëmmer op alle politeschen Niveaue ënnerrepresentéiert, och do wou wichteg Décisiounen fir eis Sied an Dierfer geholl ginn, dat heescht an eise Gemengeréit. De Syvicol, de Syndikat vun de Gemenge gesäit dat a sengem Beitrag zu dësem Débat net anescht. Ech zitieren: „Bien souvent la population, et plus particulièrement la frange des jeunes, est absente du débat politique. Il en est de même de l'implication des femmes ; les efforts menés jusqu'à présent dans le domaine de l'égalité des chances doivent être poursuivis.“

Och de schréffleche Rapport iwwert d'Kompetenzopdeeling tëschent dem Stat an de Gemengen ënnersträicht d'Wichtigkeet op lokalem Plang vun enger aktiver Politik a Saache Chancëgläichheet.

Am Joer 2001 waren an de konsultative Kommissioun vum den 118 Gemengen am Land am Ganzen 8.432 Memberen. Dovu waren 72% Männer, 28% Fraen. Och wann et bei de Frae par rapport zum Joer 1998 zu enger Hausse vu 7% komm ass, ass den Déséquilibre an de Gemengekommissiounen nach ëmmer frappant. Ech wéll dofir an dësem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, dass dës Chamber am Kader vun der Orientéierungsdebatte iwwert d'Geschlechterdimensioun vum 6. Mäerz 2003 eng Motioun gestëmmt huet, wou d'Regierung opgefuerdert gouf, d'Gemengeverantwortlech ze incitéieren entweder eng Chancëgläichheetskommissioun oder e Chancëgläichheetsservice anzeféieren. Och soll derfir gesuergt ginn, dass et zu engem méi groussen Equilibre tëschent Mann a Fra an de verschiddene Gemengekommissiounen kënnt. Meng Fro un d'Regierung: Wat huet d'Regierung konkret op dësem Plang ënnerhollt?

### (Interruptions diverses)

Besonnenesch wichteg, fir eng gréisser Participatioun vun de Fraen am politeschen Entscheidungsprozess ze kréien, ass deemo d'Präsenz vun enger Chancëgläichheetskommissioun an de Gemengen an dem Poste vun engem oder enger Délégué(e) à l'égalité. Hei mussen d'Gemengen hir Röll iwwerhuelen, well dëst eng konkret Méiglechkeet ass, fir d'Fraen un d'Politik erunzeféieren. Schliesslech besteet eng vun den Aufgabe

vun der oder dem Délégué(e) à l'égalité dora fir d'Fraen un d'politestcht Liewe vun der Gemeng erunzeféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann op dësem Plang nach vill Aarbecht ze maachen ass, wéll ech awer och op e puer positiv Chiffren agoen. Am Joer 1999 hate mer an 48 Gemengen en Délégué à l'égalité. 2001 waren et der 70. Déi Gemenge mat Chancëgläichheetskommissiounen waren 1999 zu 13 an 2001 zu 41.

D'Stad Lëtzebuerg huet zënter dem leschte Joer e Service à l'égalité des chances geschaf, besat mat enger diploméierter Psychologin. Verschidden aner Gemengen, wéi zum Beispill d'Gemeng Suessem, offréieren och e virbildleche Service. Vill Gemenge mussen do awer nach Effortë maachen, fir esou e Service anzusetzen.

### (Interruptions diverses)

Et kann net jiddfer Gemeng eleng dee Service op d'Bee stellen. Déi kleng Gemenge sollten iwwert d'Méiglechkeet nodenken, fir zesummenzeschaffen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat gëtt scho gemaach!

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Awer net iwwerall, Här Gira.

Positiv ass och, datt mer awer mëttlerweile 87 Gemengen iwwert d'Land weinstens eng Ulafstell hunn, déi sech an der Haaptsaach ëm d'Egalitéit tëschent Männer a Frae këmmert.

Ech wéll an dësem Kader besonnenesch dem Conseil national des Femmes seng Initiativen ervirhiewen, fir méi Fraen an d'Gemengepolitik ze kréien. Déi Aarbecht, déi de Conseil national des Femmes duerch Publikatiounen, Zesummendroe vu Statistiken an duerch d'Organisatioun vu semestriellen Treffleescht, dréit ganz vill zu der Bewusstsaänsbildung an de Gemenge bäi, datt d'Gläichheet vu Fraen a Männer en zentraalt Thema vun alle Politiken ass.

Sensibiliséierungsarbecht eleng op Gemengenniveau geet awer net duer. D'Frae sinn nämlech net nëmmen an de Gemengen, mä och op nationalem Niveau ënnerrepresentéiert. D'Gemengekompetenze garantéieren keng aktiv Gläichheetspolitik. Konkret Mesuren, wéi zum Beispill Gesetze fir d'Promotion féminine, ginn net an de verschiddene Gemengekommissiounen decidéiert, mä bekanntlech hei an der Chamber. Dofir muss mer d'Fraen encouragéieren a motivéieren, fir och un der nationaler Politik deelzehuelen. D'Composition paritaire vun alle Gemengekommissiounen, d'obligatoresch Schaffung vu Chancëgläichheetskommissiounen an de Service à l'égalité des chances, dat sinn dräi konkret Forderungen vum Conseil national des Femmes, dee jo dofir haut de Mëtteg virun der Chamber manifestéiert huet.

D'Tatsaach, dass am Moment d'Frae mat 12 Sätz 20% vun den Deputéierten duerstellen - d'Frae selwer stellen awer iwwer 50% vun der Bevölkerung duer -, weist, dass och op nationalem Niveau nach vill Iwwerzeegungsaarbecht muss geleescht ginn, fir d'Disparitéit tëschent Fraen a Männer um Niveau vum Entscheedungspouvoir ze verkleinere.

Et läit awer besonnenesch och un de Frae selwer, sech ze beméien, sech anzusetzen an aktiv an de Partie matzeschaffen. D'Konditiounen vun der politescher Stee sinn déiselwech fir d'Frae wéi fir d'Männer. Si bedeiten e konsequente Asaz, haart Aarbecht, e groussen Zäitopwand, Flexibilitéit a ganz vill Motivatioun an Ausdauer

fir ee wéi fir deen aneren. De Ball an der Politik läit bei de Frae selwer. Et ass un ons en opzefänken.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur fir d'Presentatioun vum Rapport vun der Kommissioun, deen ausgeschafft ginn ass op Grond vun engem Dokument, dat de Ministère de l'Intérieur opgestallt huet.

Eng Virbemierkung, déi ech heizou wollt maachen, ass, dass dat Dokument, wat den Inventar ass vun den aktuelle Gemengeemissionen an den Ae vum Ministère, entweder fakultativer oder obligatorescher Natur, viles awer net alles opzielt, woufir d'Gemengen zoustänneg sinn. Et kënnt een nach munches derbäisetzen, wéi zum Beispill um Plang vun de Classes moyennes: d'Autorisatioun fir d'Maert, Foires et marchés, de Régime de cabarets, d'frai Nuechten, de Régime des aliénés, de Bureau de la population, d'Wielerleschte fir d'Chambres professionnelles, d'Fischerpermissen, den Indigénat, d'Naturalisatiounen an d'Optiounen, d'Adoptiounen, d'Accessibilitéit un d'öffentlech Gebaier, d'Assistance judiciaire, d'Loyersgesetz an, net ze vergiessen, d'Roll vun de Gemengen, wat d'Ausländerwiesen ubelaangt. Dat, fir d'Lescht vum Ministère de l'Intérieur ze ergänzen. Ech hunn net elo alles opgezielt, wat feelt, mä ech wollt einfach weisen, datt d'Aufgabe vun de Gemenge schwéier ze délimitéieren sinn an datt also net alles am Rapport, dee mir jo hei virleien hunn, abegraff ass.

Ech wéll elo hei net nach eng Kéier den Historique vun der politescher Entwécklung vun de Lëtzeburger Gemenge widderhuelen, de Rapport vun der Kommissioun mécht dat op eng komplett an detailléiert Manéier. Ech fannen et awer wichteg, dass mir dës Evolutioun an eisem Kapp behalen, bei eisen Diskussiounen vun haut, well se ganz kloer weist, dass de Gemengen hir Kompetenzen, hir Missiounen, esouguer hir Zesummensetzung näischt Statesches sinn, mä dass se iwwert d'Joren évoluéiert a sech politeschen, sozialen an ekonomeschen Emstänn ugepasst hunn a weiderhi wäerten upasse mussen.

Elo am Ufank vum 21. Jorhonnert schéngt mir nees de Moment ze sinn, wou eng Rei fundamental Froe muss gestallt ginn. Et ass allgemeng ugeholl, datt de Pouvoir communal net op engem Pied d'égalité steet mat dem Pouvoir législatif, exécutif a judiciaire. Et ass en ënnergeuerdnete Pouvoir, deen nëmmen en fonction vum Gesetz existéiert. Mä esoubal een iwwert dës elementar Feststellung erausgeet an zum Beispill probéiert ze definéieren, wat d'Intérêts propres vun de Gemenge sinn, kënnt een a gréisser Diskussiounen eran. Déi sinn a kengem Gesetz no der Constitutioun vun 1868 festgehalen an definéiert, sou datt een als eenzeg Referenz d'Dekrete vun 1789 a 1790 huet.

D'Definitioun vun den Uraufgabe vun de Gemenge läit also wäit zrëck. Am Laf vun der Zäit awer sinn d'Missiounen vun de Gemenge gewuess fir den neien Uspréich vun der Gesellschaft Rechnung ze droen. De Gemenge sinn duerch d'Gesetzgebung, déi och permanent évoluéiert huet an ugepasst ginn ass, ëmmer méi Chargen iwwerdroe ginn. De Stat huet ni Aufgaben, déi hien de Gemengen iwwerdroe huet, zrëckgehall, an et si besonnenesch déi finanziell Laaschten, déi fir d'Gemengen onerträglech gi sinn, well d'Akomesse vun de Gemengen net Schrëtt gehalen huet mat de galoppéierenden

Dépenses, déi sech aus de Fonctionnementskäschten, Nofolgeskäschten an den Infrastrukturen a Strukturen erginn hunn.

Dofir muss mir eis haut Froe stellen. Sinn all Gemengen den Aufgaben, de Kompetenzen, déi hinnen haut zougedroe ginn, nach gewuess? Si se dofir all équipéiert?

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 30 Gemengen, déi manner wéi 1.000 Awunner hunn, 51 Gemenge vun 1.000 bis 3.000 Awunner, also am Ganzen 81 Gemenge mat manner wéi 3.000 Awunner. 30 Gemenge vun 3.000 bis 10.000 Awunner. 6 Gemenge vun 10.000 bis 30.000 Awunner an d'Stad Lëtzebuerg mat ronn 80.000 Awunner. Wa mir eis mat deenen aneren europäesche Länner vergläichen, stelle mir fest, dass mir zu Lëtzebuerg déi drëttklengsten Awunnerzuel pro Gemeng hunn. D'Moyenne an der Europäescher Union läit bei 5.200 Awunner pro Gemeng. Mir leien daitlech drënner mat 3.700.

### (Interruptions diverses)

Déi klengste Gemengen hunn d'Fransousen, mä hei sief drun erënnert, datt si d'Communautés de communes schonn agefouert hunn, duerch déi d'Gemenge gehale sinn an enger Rei Beräicher zesummenzeschaffen. Mir hu keen esou en Instrument. Wat geschitt awer, wann an deenen nächste Joren nach zousätzlech Aufgaben op eis Gemengen duerkommen, dat am Hannergrond vun enger wirtschaftlech vläicht manner favorabler Situatioun, mat deene bekannte Konsequenzen op d'Gemengefinanzen? Dëst si Froen, op déi mir och mussen prett sinn ze äntwerten, wa mir iwwert d'Kompetenzverdeelung schwätzen.

An eisen Ae misst een eng méi fundamental Diskussioun féieren iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen. Wann all Politiker sech senger Pflicht bewusst ass, wat d'Zukunft vun eisem Land un ekonomeschen, sozialen a ekologesche Plang ubelaangt a sech wéllt fir eng nohalteg Entwécklung asetzen, da muss en och bereit si fir iwwer eng territorial Strukturreform ze diskutéieren. Eng nei Definitioun vun de Missiounen vun de Gemenge mécht nëmmen da Sënn, wann ee sech enger Reform vun eisen territoriale Strukturen net verschléisst. Dës Diskussioun hätt mussen à la base vun enger Kompetenzverdeelung tëschent Stat a Gemenge gefouert ginn.

Ech explizéiere mech. Et kann ee vun enger Gemeng vun 230 Awunner net verlaangen, dass se hire Bierger déiselwech Dénigschter mat darselwechter Qualitéit offréiert wéi eng Gemeng vu 6.000 Awunner dat mécht. Dat schéngt mir evident. Wa mir awer d'Opdeeling vun de Kompetenzen op der Basis vun den heitegen territoriale Strukturen vum Lëtzeburger Land festleeën, da wäert et wuel drop erauskommen, datt déi klengst Gemeng dee klengsten Dénominateur commun duerstellt an dass d'Gemengen insgesamt nëmmen déi Kompetenzen zugesprach kréien, déi déi klengst vun hinne capabel ass op eng zefriddestellend Aart a Weis ze realiséieren. Ech mengen net, dass dëst am Interesse vun der Autonomie communale a virun allem vum demokratesche Gläichgewicht vun eisem Land wär.

Méi grouss Unitéiten hu par rapport zum Pouvoir central méi Gewicht. Den Débat iwwert d'Kompetenzopdeeling ass méi schwéier ze féieren, wann een en face 118 Gemengen huet vun deene verschiddenste Gréissten, wat d'Awunnerzuel ubelaangt. Grouss Entitéite kënne méi Responsabilitéit revendiquéieren wéi klenger. Mir sinn der Meenung, dass mir um lokale Plang eng Masse critique vun Awunner brauchen, déi et de Gemengen erlaabt als stark a crédibel Acteurs géintwärt dem Stat kënnen ze bestoen.

Kleng Gemengen hu finanziell gesinn net déiselwech Méiglechkeet



wéi gréisser Gemengen. Doduerch entstinn substanzuell Ennerscheeder um Niveau vun der Qualitéit vun de Servicer, déi d'Leit ugebuede kréien. Et wär ubruecht fir iwwert de Wee vun regionalen, suprakommunalen Niveau d'Chancéglichheet vun alle Bierger esou no wéi méiglech beieenen ze bréngen, wou dann och de Stat gefuerdert wär méi substanzuell ze finanzéieren. Eng gréisser Gemeng ka sech méi eng performant Verwaltung leeschten, souwuel am klasesche wéi am technesche Beräich. D'Services de secours zum Beispill kënne mat méi Effikasitéit bedriwwen ginn.

E ganz wichtege Problem ass och dee vun der rationeller Nötzung vun Buedem. Dat kann een errechen, wann een op méi enger grousser Échelle zesummeschafft, duerch zesumme plangen an zesummen ausféieren. Et ass net normal, datt all Gemeng eng eegen Industriezon huet mat deenen dozou néidegen Accessoiren. Et ass grad esou anormal, dass Gemengen, déi keng Industriezon hunn, net genuch vun den Nopeschgemengen hiren hunn, obschonn se doduerch vill Nuisancë musse mat a Kaf huelen. Duerch een Zesummeschaffe kënnt een och esou Problemer léisen.

Am Sënn vun enger harmonescher Landschaft a Gestaltung vun eisen Dierfer mussen d'Bebauungspläng openeen ofgestëmmt ginn. A groussen Unitéiten oder regional kann ee vill besser plangen an dem Geescht vum IVL gerecht ginn. Eng allgemeng Réglemëntatioun kéint ee realiséieren. Et gëtt heiansdo behaupt, et wäeren nach grouss Resistenze bei de Bierger, fir sech mat enger suprakommunaler oder regionaler Entitéit ze identifizéieren. Ech mengen, dass sech d'Mentalitéit geännert huet an dass iwwer Zäit och aner Zougehéerregkeetsgefäller entstane sinn. De Bierger ka sech haut mat Liichtgeek mat enger Regioun identifizéieren. De Sport, d'Musek, d'Kultur hunn d'Bierger aus enger bestëmmter Regioun méi no beieene bruecht.

D'Zentralisatioun vun de Schoulen huet och wesentlech dozou bäigedroen. An dësem Kontext bedauern ech, dass et net zu enger Émfro bei de Bieger am Virfeld vun eisen Diskussiounen komm ass, déi et eis enner anerem erlaabt hätt d'Meenung vun de Bierger zu dëser Problematik besser anzuschätzen. Dat hate mer iwwerengs an der Kommissioun gefrot a mir hunn dat net accordéiert kritt.

An de 70er bis 77er Jore war d'Gemengefusioon e wichteg Thema hei zu Lëtzebuerg. Et si gutt Erfahrung gemaach ginn. D'Zuel vun de Gemengen ass vun 126 op 118 erfogéiert ginn. Dat ass net vill, mä säithier ass et roueg ëm dës Fusiounen hei zu Lëtzebuerg. Bis viru kuerzem, wou e puer Gemengen zur Asiicht komm sinn a Courage gewisen hunn, fir den Dossier erëm opzemaachen an dat am Intérêt vun hire Bierger, fir hinnen déiselwecht Méiglechkeeten ze offéieren wéi de Bierger an deene gréissere Gemengen, dat am Sënn vun enger Verbesserung vun de Servicer, déi se ugebuede kréien a fir hinnen domat nach eng besser Liewensqualitéit ze garantéieren.

Et ass wichtege, dass kleng Nopeschgemenge seriö matenee schwätzen, fir eventuell sech zesummenzeseelen, fir ze fusionéieren laut engem Schema, wat der geographescher Lag an dem menschlechen Aspekt, nämlech der Eenegkeet vun de Mentalitéiten, den Affinitéiten an de regelméisseg Relatiounen Rechnung dréit, Facteuren, déi et erméigleche fir e kohärenten Ensemblen ze bilden. D'Fusioun vun de Gemengen daerf natierlech kee Selbstzweck sinn. Et geet net duer, fir einfach nëmmen d'Zuel vun de Gemenge wellen ze reduzéieren a sech domat zefriden ze ginn. Et muss no de Viranden Nodeeler gekuckt ginn an an alle Fäll muss d'Nützlechkeet vun der Operatioun an Evidenz gesat

ginn. Fir d'Fusiounen, déi a Fro kommen, mussen d'Bierger anstänneg an objektiv opgekläert ginn. D'Fusioun muss och de fräiwëllege Charakter behalen a ka jo an deene verschiddene Gemengen engem Referendum ennerworf ginn. D'Décisioun fir ze fusionéieren muss vun ennen erop kommen an daerf a kengem Fall vun uewen erof imposéiert ginn.

Selbstverständlech mussen se enger Léisung vun aneren Aspekter ennerworf ginn an en zäitgepassend Kadergesetz ass bestëmmt vun Noutwendegkeet an Nützlechkeet. Et sief drun erënnert, dass esou e Projet vu Kadergesetz am Ufank vun de 70er Joren hei an der Chamber déposéiert ginn ass vum deemolegen Innenminister Jos Wohlfart, wat awer leider net zum Droer komm ass.

Déi ganz Diskussioun iwwert d'Gemengefusioon ass 1970 lancéiert gi vum deemolegen eminenten Innenminister Eugène Schaus, liberalen Innenminister. Dass mer eis awer an déi do Richtung bewegen mussen, schéngt mer evident. Am anere Fall ass de Prinzip vun der Autonomie communale, iwwert déi mer eis jo hei eens sinn, dass se soll preservéiert, jo esouguer gestärkt soll ginn, nëmmen nach eng Coquille vide. Well wéi eng Autonomie, wéi eng Marge de manoeuvre huet dann nach eng kleng Gemeng mat limitéierte finanzielle Méttelen, fir eng crédibel Gemengepolitik, déi reell Virsätz ze féieren? Ech mengen net, dass mer Intérêt drun hunn, dass d'Autonomie communale nach just um Paibeier existéiere soll.

Mir sinn hei zu Lëtzebuerg dat eenzeg Land an Europa, wat keng regional Strukturen huet. Mir hu wuel e Gemengesyndikatsgesetz, wat 2000-2001 ausgebessert ginn ass a wat elo erfahrungsgeméis erëm eng Kéier misst verbessert an ugepasst ginn. Et sinn immens Schwierigkeeten beim Fonctionnement vun de Gemengesyndikater, besonnesch wat d'Personalbesetzung ubelaangt, mat Sekretären a Receveuren, déi hir Aarbecht mussen owes no Feierowend maachen an déi Syndikater kënnen net anstänneg funktionéieren an deen Objet erfüllen, fir déi se beruff sinn auszuféieren.

**M. Jos Scheuer (LSAP).** - Et steet awer näischt am Rapport doruwer, Här Klein.

**M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Ech hunn dat elo gesot.

#### (Interruptions diverses)

Dat Gesetz ass net ze vill demokratéisch, well de Bierger keng direkt Kontroll doruwer huet, zum Beispill wat d'Designatioun vun de Membere vun de Comitée vun de Syndikater ugeet a besonnesch wat hir Autonomie betrëfft.

Ech weisen och nach drop hin, dass d'Gemengesyndikater zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore regelrecht proliferéiert hunn an dass et kee Land an Europa gëtt wou esou vill Kooperatiounen vun dëser Form téschent de Gemenge bestinn. Et kann een doraus schléisen, dass um lokale Plang an enger Rei vu Beräicher, déi elo vun de Syndikater ofgedeckt ginn, e Besoin do ass, fir op engem suprakommunalen oder regionalen Niveau zesummenzeseelen, sief et well d'Gemengen individuell deen néidegen Know-how net hunn, fir déi Beräicher kënne selwer ofdecken, sief et aus finanzielle Grënn.

Mir gesinn allerdéngs och, dass déi interkommunal Kooperatioun iwwert de Wee vun Gemengesyndikater net op eng kohärent Aart a Weis organiséiert ass, mä dass se punktuell Léisungen op eenzel Problemer vun de Gemenge liwwert. An eisen Aen ass dës laangfristeg keng ideal Form vu Kooperatioun, eng méi rationell an ekonomesch Solutioun fir op de Wee vu regionale Syndicats a vocation multiple ze goen. Ech komme spéider nach dorop zrëck.

Mir kënnen eis virstellen, datt ee virun allem emol am Geescht vum Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du Territoire géing denken an handelen. Dat ass e Gesetz wat zukunftsorientéiert ass. Niewent dem Programme directeur ass de Plan directeur régional e wichteg Instrument fir d'Objektiver vum Gesetz ëmzesetzen an deem d'Gemenge mam Stat eng wichteg Roll ze spillen hunn an och eng grouss Verantwortung mat ze droen hunn. Dat geet daitlech aus den Artikele 6 a 7 vum Gesetz ervir.

Et besteet ganz kloer eng Obligatioun fir d'Gemengen um Programme directeur an hirer Politik Rechnung ze droen.

Als zentraalt Element vun enger méi nohalteger Entwécklung vun eise Land gesäit de Programme directeur eng méi intensiv Kooperatioun um regionale Plang vir. Et ass un de Gemengen elo eng konstruktiv Roll ze spillen, fir zesumme mat der Regierung dat Gerüst, wat d'Gesetz an de Programme directeur duerstellen, mat Liewen auszufüllen, esou datt déi regional Kooperatioun, déi soll entstoen, de Besoinen an de Virstellunge vun de lokalen Autoritéiten entsprécht. An deem Kontext ginn et menger Meenung no nach dräi wichteg Froen, déi misste gekläert ginn.

1. Wéi eng Konture soll déi regional Andeelung unhuelen? De Programme directeur deelt d'Land a sechs Planungsregiounen an. Et schéngt eis wichteg, dass déi nei Glidderung déi regional Zougehéerregkeetsgefäller, déi elo scho bestinn, net iwwert e Koup geheit. Et kann een och nach ënnersichen, ob den Découpage vun de Regiounen realistesch ass oder ob een nach soll dorunner Redressementer virhuelen oder esouguer hir Zuel eropsetzen, datt se beispillsweis plazeweis oder ganz mat de Limité vun de Kantonen iwwereneestëmme. Dat kënnt een nach grëndlech ënnersichen. Och d'Limité vun de Kantone kënnt een op där enger oder anerer Plaz nei fixéieren. Zum Beispill hat ech bei Geleeënheet vun der Diskussioun iwwert dat neit Wahlgesetz am Ufank vun dësem Joer d'Fro opgeworf, ob de Bridel nach ëmmer an de Kanton Kapellen gehéiert an ob et net méi logesch wär fir de Bridel an de Kanton Lëtzebuerg ze integréieren op Grond vu senger geographescher Situatioun an op Grond vun der Erkenntnis, datt eng grouss Majoritéit vun de Leit am Zentrum vum Land schafft.

2. Wéi eng Kompetenze sollen déi regional Syndikater zougesprach kréien? Den Artikel 25 vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire gesäit vir, dass d'Gemenge regional Syndikater schafe kënnen, déi de Suivi an d'Ëmsetzung vun de Plans directeurs régionaux assureiere sollen. Méi konkret Indikatiounen iwwert d'Kompetenze vun dëse Syndikater an iwwert d'Manéier wéi se funktionéieren sollen, ginn et keng. Aus den Travaux parlementaires vum Gesetz geet dat och net ervir. Och d'Diskussiounen an der Chamber iwwert dës Gesetz maachen eis doruwer net méi schlau. Kee vun de Riedner, esouguer deen deemolege Rapporteur net, den Här Scheuer, huet doruwer eng kloer Ausso gemaach.

#### (Interruptions diverses)

**M. Jos Scheuer (LSAP).** - Dat ass ee vun de Schwaachpunkten a menger Karriär.

**M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Et muss ee sech awer iwwerleeën, ob een d'Roll vun dëse Syndikater soll op eng Planungsmissioun reduzéiert loosse oder ob een hir Kompetenze soll ausweiden, esou datt dës Organ eng

vocation multiple soll kréien. Konkret géif dat op e Regruppement vun den Aktivitéiten vun existéierende Syndikater erauskommen am Sënn vun enger méi grousser Effizienz. Ech kënnt mer virstellen, datt esou eng regional Struktur sech Problematike géif unhuelen wéi d'Bebauung, d'Aktivitéitszonen, den öffentlechen Transport, d'Assistance sociale an nach anerer, gemäss dem Subsidiaritätsprinzip an andeems datt een deene verschiddenen Centres d'attraction et de développement Rechnung dréit. Dat wier e System wéi en och vun der Associatioun vun de Gemengesekretären a vun der FGFC, also vu Leit, déi um Terrain kënnen sinn, virgeschloen ginn ass, esou wéi et och aus dem Rapport vun der Kommissioun ervirgeet. Aner Missiounen kënnte vum Stat un déi regional Struktur am Sënn vun enger effikasser Dezentralisatioun transferéiert ginn an e positiven Impact op d'Ëmwelt hunn.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

3. Wéi sollen déi regional Aktivitéite finanzéiert ginn? Am Deel Mise en oeuvre du programme directeur ass virgesinn, datt d'Kooperatioun um interkommunalen an um regionale Plang duerch eng Neiverdeelung vun de Finanzmëttelen soll ënnerstëtzt ginn. Dat schéngt mer effektiv d'Conditio sine qua non ze si fir datt d'Regionalisatioun ka funktionéieren. D'Gemenge mussen duerch finanziell Incitatiounen encouragéiert gi fir regional zesummenzeseelen. D'Iddi vum Schafe vun engem regionale Fond geet hei sécher an déi richteg Richtung. Déi regional Aktivitéite kënnen zum Beispill duerch en Erhéije vum Undeel un deenen dräi Statssteieren, déi den „Fonds communal de dotation financière“ dotéieren, den Impôt sur le revenu, d'TVA an d'Autossteuer, finanzéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer an dëse Beräicher, a Regionalisatioun a Fusioun, géingen avancéieren, wiere vill aner Problemer, déi mer am Dossier Kompetenze vum Stat a vun de Gemengen erëmfannen, vill méi einfach an elegant ze léisen, am Intérêt vum Développement durable vum Lëtzebuerg Land a letztlech am Intérêt vun eise Bierger. Dat heescht natierlech net, datt een net op punktuell Problemer, déi sech méi oder manner akut stellen, Léisunge fanne soll, déi d'Kooperatioun téschent Stat a Gemenge verbessere sollen. Ech denken do un d'Tutelle administrative, d'Distriktskommissariat, d'Waasserversuergung an d'Behandlung vum Schmotzwaasser, d'Gestioun vun de Bëscher, de Fonctionnement vun de Schaffereit, den „Pool des remplaçants“ an esou weider.

An deem Kontext géif ech gären zousätzlech zu deem, wat am Rapport vun der Kommissioun steet, nach folgend Fuerderungen duerbréngen: d'Eropsetze vum Congé politique. Dës Fuerderung vun de Gemengen huet schon e laange Baart an et wier un der Zäit, datt den Innenminister endlech eng rasonnabel Regelung fir déi lokal Mandatairé géing treffen. Et ass dem Innenminister ganz bestëmmt bewosst, datt déi jëtzege Zuel vu Stonne vum Congé politique wäit aus de Feiss vun deem geet wat effektiv gebraucht gëtt, fir datt se hire Verpflichtungen nokomme kënnen. Duerfir fuerdere mer éischtens eng Erhéijung vum Congé politique vu 50% fir d'Buergermeeschteren - „Provinzfürsten“ seet den Här Fayot duerfir - an d'Schaffen.

#### (Interruptions et hilarité)

Zweetens, datt all Conseiller, egal ob en an engem Majorz- oder Proporzsystem agéiert, véier Stonnen d'Woch Congé politique zegutt soll hunn. Drëttens, datt d'Frontalieren, déi an hirem Land e politesch Mandat ausüben, e Recht op en Congé politique non rémunéré solle kréien. Véiertens, dass d'Membre vun de Gemengesyndikater Congé politique an Usproch missten huele kënnen.

Mir wëllen och eng spezifesch Formation fir déi gewielte Gemengepolitiker. Et ass bekannt, datt mer scho jorelaang e Recht op Formation fir déi gewielte Kommunalpolitiker froen. Dat wier am allgemengen Interesse vun de Gemengen a vun de Gemengepolitiker selwer. Do bougéiert och näischt, Här Minister. An deem Sënn hat ech eng Proposition de loi gemaach am Joer 2000, d'Méiglechkeet fir d'Gemengepolitiker, sozial Cotisatiounen anzebezuelen an déi Rechter, déi doraus entstinn, an Usproch kënnen ze huelen. Eng Diskussioun iwwert den „bourgmestre à plein temps“ oder aner Solutiounen fir déi deeglech Gestioun vun eise Gemengen ze verbessere misst och op de Métier geholl ginn.

Ech muss awer hei och nach en anert Thema uschwätzen op deem d'Gemenge sech och kuerzfristeg Moosnamen erwaarden: Dat sinn d'Gemengefinanzen. Am europäesche Vergläich stelle mer fest, datt a kengem Land d'Gemengefinanzen esou konjunktur-ofhängeg si wéi zu Lëtzebuerg. Dës mécht et fir déi politesch Responsabel an de Gemenge schwierig iwwert en Zäitraum vun e puer Joer ze plangen. Mir sinn elo an der Situatioun wou - no de Schätzunge vun der Regierung - d'Recetté vum Impôt commercial fir d'Joer 2004 ëm 21 Milliounen Euro ënnert de Chiffere vun 2001 wäerte leien. Am Accord téschent der Regierung an dem Syvicol vum 3. August 2001 war festgehalen, datt wann dës Situatioun géif anrieden, de Stat d'Gemenge géif entschidegen. Dës war fir d'Gemengen e wichteg Engagement, well et hinnen d'Stabilitéit um Niveau vun hire Finanzen garantéiere sollt. D'Regierung soll sech duerfir elo an dës Ofmaachung halen, en attendant datt een eng méi déif gräifend Reform um Niveau vun de Gemengefinanzen ugeet.

Wat missten déi grondleeënd Elementer vun esou enger Reform sinn? Éischtens, d'Schwankungen, deenen d'Gemengefinanzen ausgesat sinn, si gréisstendeels op d'Ënnerscheeder vun de Recetté vun der Gewerbesteier vun engem Joer zum aneren zrëckzeféieren. Ier mer awer iwwert eng Ofschaffung vun der Gewerbesteier schwätzen, muss mer sécher sinn, datt mer op där anerer Säit eng Recette hunn, déi equivalent ass, soss kënnt déi Diskussioun iwwert d'Ofschaffung fir d'Gemengen net a Fro. Ganz wichteg schéngt et mer an deem Kontext, datt e finanziellen Intéressement fir déi Gemenge bäibehale gëtt, déi d'Usiedlung vun Entrepreneuren op hirem Territoire encouragéieren an d'Nuisancen, déi doraus entstinn, akzeptéieren oder akzeptéiert hunn.

Zweetens, d'Berechnung vun der Grondsteuer ass net méi zäitgeméis. D'Kommissioun huet konkret Propositionen gemaach fir hei ze reforméieren, déi ganz sécher schon an déi richteg Richtung ginn. Drëttens, d'Participatioun vun de Gemengen an enger Rei vu Statssteieren iwwert de Fonds communal de dotation financière stellt fir d'Gemengen e relativ stabilt Akommes duer. Op Grond vun de ville Missiounen, déi d'Gemengen an de leschte Jore bäikritt hunn, mussen déi jëtzege Taxen, déi de Fonds communal de dotation financière vun de Gemengen dotéieren, eropgesat ginn. E regionale Fond, wéi mer e virdu schon ernimmt hunn, kënnt och iwwert dës Wee gespeist ginn.

Wat de Schlëssel fir d'Opdeeling vun dëse Recetten téschent de Gemengen ubelaangt, schléit d'Kommissioun jo vir, ländleche Gemengen, déi vum Tourismus geprägt waren, misste méi e groussen Undeel zougesprach kréien. Ech sinn der Meenung, datt dat net deen eenzege Kritär ass, dee muss berücksichtegt ginn, wann dës Schlëssel nei definéiert soll ginn. Strukturschwach Stied a Gemengen zum Beispill missten an deem Fall och besser behandelt



ginn. De Programme directeur gesäit vir, datt besonnesch d'Entwécklung vun de regionale Centres d'attraction et de développement soll favoriséiert ginn. Hei schéngt mer op jidde Fall eng méi grondleeënd Diskussioun noutwendeg.

Schlussendlech wëll ech och nach eng méi allgemeng Bemierkung zum Thema Gemeengefinanzierung maachen. Et schéngt mer wiczig, datt all Décisiounen vun der Regierung, déi d'Recetté vun de Gemenge beaflossen, an enker Ofstëmmung mat deene Betraffenen, dat heescht de Gemenge selwer, geholl ginn. An der Vergaangenheet war dat net de Fall. D'Schafe vum Conseil supérieur des finances communales war sécher e Schritt an déi richteg Richtung. Et ass ze hoffen, datt an Zukunft an deem Beräich e richtegen Esprit de partenariat tëschent dem Stat an de Gemengen entstoe wäert.

Dës Kommissioun huet, wéi ech schonn aganks gesot hunn, eng Opléschung vun den Attributiounen vun de Gemenge gemaach. Dat ass gutt realiséiert, mä mir hunn awer näischt Fundamentales festgehale, ausser wéi déi eng oder aner Kompetenz vu Stat-Gemengen hin an hier soll transferéiert ginn. Wa mer iwwert d'Kompetenzen hei schwätzen, hätt mer onbedéngt am Virfeld mat de Gemengen an deem Sënn missten zesummekommen, fir mat hinnen doriwwer an iwwer nei Strukturen ze diskutieren. Dat ass elo net geschitt. Mir dierfen awer an dese Froe keng Zäit verléieren a mussen domadder esou séier wéi méiglech ufänken an eis Prozedure ginn, déi et eis erméiglechen, datt mer schnell virkommen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Klein. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Helminger. Den Här Helminger huet d'Wuert.

M. Paul Helminger (DP). - Här President, ech géing zum Ufank gären dem Rapporteur villmools merci sou fir säi mëndlechen an nach vill méi fir säin excellente schréftleche Rapport, deen en zesumme mat der Kommissioun ausgeschafft huet, un där ech net deelgeholl hunn, duerfir ass mäi Kompliment géif ech mengen esou méi neutral. E Rapport, deen en eis ënnerbreit huet a wou en a Kooperatioun mat Kontributiounen, déi mer vun der Regierung kritt hunn, déi mer vun Syvicol kritt hunn, wou vun enger ganzer Rei Associatiounen aus der ziviler Gesellschaft Beiträg geleescht gi sinn, deen wierklech op eng ganz flott Aart a Weis déi Problematik, mat där mer befaasst sinn, resüméiert an och munnech interessant Piste fir d'Zukunft opzeechent, déi sech jo och dann an deene Motiounen, déi déposéiert gi sinn, zu engem ganz groussen Deel erëmfannen.

Wann ech richteg gezielt hunn, si mer an der Chamber zu 44, déi iergendwéi e Gemengemandat hunn. Dat ass dräi Véierel vun alle Membere vun deser Chamber, an et ass och dofir vläicht net verwonnerlech, datt mer alleguerter schonn eng Zäit laang drop gegammst hu fir deen Débat iwwert d'Rolleverdeelung tëschent Stat a Gemenge kennen ze féieren.

Ech spiere mech iergendwéi bal erëm zrëckversat an de Konvent, wou mer jo och iwwert d'Kompetenzverdeelung, an deem Fall tëschent der Europäescher Unioun an de Staten diskutéiert hunn iwwer Prinzipie wéi Subsidiariteit, déi och hei an eise Rapport virkommen an déi sécherlech am Kär vun deser Debatt stinn. Et geet drëm fir an enger moderner Gesellschaft, déi och an d'Zukunft kuckt, ze definieren, wat dann d'Kompetenzen oder d'Roll, wann ee wëllt, vum Stat, respektiv vun de Gemengen

an eiser Gesellschaft sinn oder ass.

Ech géing dofir ganz kuerz wëllen op engersäits de Contenu vun deene Kompetenzen agoen, de Kader an deem mer eis virstellen, datt se sech kënnen ausüben, an dann op d'Moyenen, ier meng Kollegee Gusty Graas an Emile Calmes dann och nach op deen een oder aneren Aspekt vun deser Problematik aginn.

Wat de Contenu vun de Funktiounen ubelaangt, huet de Rapporteur ganz zu Recht gesot, datt mer do iwwert dat lescht Jorhonnert eng wesentlech Evolutioun hate vun engem Stat, deen sech eischer als Gendaarm verstanen huet, e Stat deen Emverdeeler war, deen jiddferengem zu sengem Gléck sollt verhëlfen, bis mer haut ukomm si bei engem Stat, deen wuel nach zum Deel déi zwou éischt Funktiounen erfëllt, mä deen awer eng ganz wesentlech, souguer Haaptfunktioun géif ech behaupten, huet, dat heescht, deen ze sinn, deen am Fong manner selwer operationell ass, wéi datt en éischer d'Aktiviteit vun der Gesellschaft an hirem Developpement regléiert.

Dat, wat fir de Stat gëllt, dat gëllt iergendwéi och fir d'Gemengen, wou een, mengen ech, muss kënnen festhalen, datt d'Gemengen, déi nach virun net allze laanger Zäit an deem ganzen Engrenage vun den Institutionen vun eise Stat éischer en Ausdrock um lokale Plang vun der Autoriteit waren, haut vill méi en Déngschtleeschungsbetrieb gi sinn am Déngscht vun hire Bierger. A mat deem Wandel vun de Funktiounen huet sech och de Begrëff vu Service public, deen jo haut éischer e Service d'intérêt général ass wéi d'intérêt communal, deen jo den Inbegriff ass vun der Autonomie communale, gewandelt.

A vläicht war d'Charte européenne de l'autonomie communale, déi ëmmerhin aus dem Joer 1985 staamt, schonn deemools virsichteg andeems se d'Autonomie communale eigentlech ganz large, ganz generéis definéiert huet als „le droit et la capacité effective pour les collectivités locales de régler et gérer sous leur responsabilité et au profit de leur population une part importante des affaires publiques“. Et ass net probéiert gi fir limitativ opzezielen, wat dann elo deen een an deen anere ka maachen, mä et ass en allgemenge Prinzip duergeluecht ginn, an domadder ass der Gesellschaft an dem Liewen an der Gesellschaft d'Méiglechkeet ginn, fir sech un déi Gegebenheeten nei unzepassen. An där neier Besoinen, där si sécherlech do, an déi allermannst vun hinne kënnen nach haut cadréiere mat där Definitioun, déi mer nach ëmmer an eise Gemengegesetz dran hunn, vun de Missions obligatoires an de Missions facultatives.

Wann ech d'Missions obligatoires, sou wéi mer se haut nach ëmmer rechtlech verstinn, opzielen: Aménagement du territoire, Police, Waasser, Offall, Circulatioun, Spill a Primärschoul, État civil an esou weider, da muss mer feststellen, datt mat Ausnahme vläicht vum État civil an dem Waasser - beim Offall do gëtt et schonn zweifelhaft -, déi meescht Gemenge wuel nach hire Fanger dran hunn, mä awer fir vill anerer wéi den Aménagement du territoire ganz zu Recht iwwregens, déi Funktiounen sollen zesummen ausüben, net nëmme mam Stat mä och mat hiren Nopeschgemengen. Datt an der Police mer zwar nach alleguerter Polizeireglementer stëmmen, mä mir haut strictement kee Moyer méi hu fir derfir ze suergen, datt déi och agehale ginn.

Par contre sinn eng ganz Rei Missiounen, déi awer haut fir de Bierger zu deene wesentleche Missiounen vun der Gemeng gehéieren, wou ee mierkt, datt se do ass, wou en och jugéiert, ob d'Gemeng effikass a performant gefouert gëtt oder net, wéi den öffentlechen Transport, net fir all Gemeng, mä fir

ëmmerhin eng ansehnlech Zuel vu Gemengen am Land, Kultur, Tourismus, Animatioun an esouguer d'Promotioun vun deene Geschäftszentren, déi mer glécklecherweis nach an e puer Stied hunn.

Jugend, dat ganzt Émfeld vun de Schoulen, den drëtten Alter, soziale Wunnengsbau, Energie, Émwelt sinn e ganze Koup vu Missiounen, wou vun de Gemengen erwaart gëtt, datt se hire Bierger eng wesentlech Déngschtleeschung erbréngen, mä déi net zu den obligatoresche Missiounen gehéieren.

Mir brauchen - an anere Wieder gesot - eng generéis Definitioun vun der Gemengenautonomie, déi och évolutif ass, an dofir par définition net ka limitatif sinn.

A wat fir engem Kader stelle mer eis elo vir, datt déi Gemengenautonomie, modern definéiert, sech kënn exercéieren? Et ass ganz kloer, datt déi Autonomie net grenzenlos ass. Et ass ganz kloer, datt d'Gemenge sech bewegen an der Rumm vun deem Stat vun deem se nun eben e wesentleche Bestanddeel sinn, datt se mussen d'Constitution respektéieren an datt se den allgemengen Objektiv, déi de Stat sech selwer fixéiert huet, musse gerecht bleiwen.

Fir verschidde Gebidder, kann ee soen, ass dat relativ kloer, wann de Stat seet, d'Gemenge solle sech ëm den Enseignement précoce bekëmmern a se opfuert deen ze organisieren, dann ass et kloer, datt de Stat de Gemengen déi Missioun ginn huet. Wat leider manner kloer ass, dat ass, ob en hinnen domadder och zu gläicher Zäit déi Moyene ginn huet, fir datt se där neier Responsabilitéit gerecht ginn oder och nëmme Zäit gëtt, fir datt se sech esou kënnen organisieren, fir datt se där Erwaardung, déi sécherlech eng berechtigt Erwaardung vun de Bierger ass, se där och effektiv kënnen gerecht ginn. Wat eis oft schéngt ze feelen an deem Zesammenhang, dat ass eng gewësse Kohärenz an eng Prévisibilitéit och an deem Kader an deem d'Gemenge sech bewegen.

De Wirtschaftsminister huet sécherlech net zu Onrecht a senger leschter Foiresried en Appel un d'Gemenge lancéiert, déi zum Beispill am Energiesecteur tätég sinn, fir datt se sech méiglechst séier drop astelle fir an deem liberaliséierte Maart, deen mir jo net hei zu Lëtzebuerg gewollt hunn, mir waren net Demandeur dovun, mä mir hunn e vun Europa nun eben imposéiert kritt, fir datt se sech géingen deem Maart upassen, an huet seng Suerg ausgedréckt, datt dat senger Meenung no bei verschidde Gemengen net séier genuch géing goen.

Wann ee probéiert eng Gemeng esou ze organisieren, datt se sech kann an deem Maart bewegen, da kann een zumindest soen, datt d'Gemengegesetz oder déi Interpretatioun, déi em gi gëtt, net grad just dobäi behëlleflech ass, esou datt ee muss feststellen, datt do net onbedéngt mat där leschter Kohärenz virgaange gëtt. Et kënn een där Beispiller nach eng Rei opzielen.

Mir gi vum Émweltminister opgefouert am Kader vum Kyoto-Protokoll eise Beitrag dozou ze leeschten, datt mer méi eng gesond Loft an eise Stied sollen hunn, datt mer d'CO<sub>2</sub>-Ausstéiss méiglechst sollen erofsetzen. Wa mer eis dann awer engagieren an alternativ Energien oder esou, dann ass et och net evident, datt mer dat kënnen oder dierfe maachen. Ech menge schonn, datt do en Appel ze lancéiere wär, datt d'Gemenge sollen encouragéiert ginn, zum Deel esouguer finanziell encouragéiert ginn, fir ze maachen, datt se

dat dann och herno kënnen anstänneg maachen. Ech kommen op d'Moyenen an enger Minutt nach zrëck.

Déi Moyenen an enger wuelverstänener Autonomie communale kënnen natierlech net nëmme aus Subventiounen bestoen. A wa se aus Subventiounen bestinn, a mir si frou, datt mer prinzipiell gesot kréien, wann der Créchë baut, Foyerë baut, wann der dést maacht, wann der dat maacht, elo Studentewunnengen an allegueren déi Geschichten, da kënn der dermat rechnen, datt der vum Stat ënnert d'Äerm gegruff kritt, nach misst awer dee politeschen Engagement sech och iergendwéi konkret nidderschloen a Saachen an Engagementer, wou een dann och wéisst wéi héich se effektiv sinn, datt se net esou artificiel plafonnéiert sinn an erëm eng Kéier net deene Responsabilitéit gerecht ginn, déi d'Gemenge sollen iwwerhuelen, an datt et virun allem mol prévisibel ass. Mir froen net alles gläich am Joer, mä datt een zumindest awer e Kalenner huet op deen ee sech kënn verloossen, datt déi och kommen.

Fir eng Kéier nach aus der Schoul ze schwätzen. Mir hunn erëm eng Kéier an eise Budget fir d'nächst Joer, net nëmme aus eegene finanziellen Iwwerleungen, awer effektiv och bestaerkt doduerch, mussen eng Rei absolut bluttnoutwendeg Investitiounen an eise Kanalisatiounsréseau an an eise Klärstatioun zrëcksetzen, well mer absolut net wëssen, obscho prinzipiell am Raum eng 90%eg Subventionéierung dovun steet, well mer keng Ahnung hunn, wéini datt dat dann elo an engem drasteet respektiv wéini datt déi Suen da géinge kommen. Do gëtt et eng Lösung derfir. Wéi gesot, deen Engagement muss jo net sinn, dat ass, dass déi Suen elo direkt kommen, well dat do si jo Investisementer, wou mir jo da wëssen, eng Kéier kommen déi Suen. Mä wann een dat awer sécher weess, datt e se géing kréien, kéint een zum Beispill fir dat do jo Sue léine goen. Alldéngs d'Finanzkäschte vun deem Léine missten alldéngs, bien entendu, an déi Subventioun, an déi mir da solle kommen, an dee Käschtpunkt mat agebaut ginn. Also net nëmme Subventiounen.

Evidenterweis muss et eng Emverdeelung ginn, well eist Land ass nun eben esou, datt et Streecher vum Land gëtt, wou sech méi Aktivitéiten ofspillen, déi dann och Steieren ofwerfen. Dofir ass dat absolut indiscutabel. Iwwert déi Manéier, wéi déi Emverdeelung geschitt, wéi ech awer nach an enger Minutt een oder zwee Wieder soen, mä dat Allerwichtigst ass awer, wa mir schonn dru si fir eng modern Autonomie communale ze definieren, datt mir de Gemengen d'Méiglechkeet loosse fir eege Ressourcen ze hunn, dat heescht Ressourcen, déi hir sinn, an déi hir och erlaben, fir dann doriwwer fräi an am Kader vun hirer Autonomie ze verfügen.

D'Gewerbesteier ass esou eng Gemengesteier. Ech wëll net laang dorobber zrëckkommen. An och mir als Demokratesch Partei, wéi Dir wësst, sinn der Meenung, datt, esou wéi se haut ass, si esou fragile ass, datt een effektiv sech net kann drëm laansch drécken, fir sech ze froen: Ass dat do nach déi gesécher Quell fir d'Gemengenakomes? Mä op där anerer Säit ass et awer och ganz kloer, datt wann ee géing drun denken, fir se ofzeschaffen, da muss ee se duerch eppes aneschesters ersetzen an zwar - ech soen lech et nach eng Kéier - net einfach duerch Zouwendunge vum Stat, mä doduerch, datt een erlaabt, datt Ressourcen propres fir d'Gemenge kënnen doraus entstoen.

Déi grouss Funktiounen vun de Gemengen: Wunnen, Schaffen, Fräizäit, Natur, déi sinn - ech hunn et scho gesot - ongläichméisseg iwwert d'Land an d'Gemenge verdeelt. Et schéngt eis, wéi wann

deene verschidde Funktiounen a besonnesch dem Emverdeelungsschlüssel eigentlech net richteg Rechnung gedroe gëtt.

Ech gi just ee Beispill. Dass d'Awunner e wictege Bestanddeel vun där Emverdeelung sinn, ass evident, well et ass jo op d'Awunner, wou d'Gemenge da sollten hir Déngschtleeschung ginn. Datt se also der Unzuel vun hiren Awunner no och solle Moyene kréien, datt dat ee vun de Kriterie soll sinn, ass onbestritten. Mä op där anerer Säit ass et awer vläicht net ganz korrekt, datt, wann d'Salariéien, déi anerersäits jo och am Emverteilungsschlüssel dra sinn, déi wuel gezielt ginn, mä si gezielt net do wou se schaffen, mä si gezielt do, wou se wunnen. Dat musst Dir deene Gemengen net iwwerhuelen, déi zegdausende Salariéien hunn an déi och deene mussen Déngschtleeschungen erbréngen vun allen Zorten, datt déi dovunner iwwerhaapt näischt hunn, well déi zielen allegueren an deene Gemengen, wou se wunnen, net se schwätze vun den Navetteuren oder vun de Frontalieren, déi iwwerhaapt net am Land wunnen an déi also néierens eigentlech do erfaasst ginn an déi awer Käschten hei am Land verursachen.

Ech menge mol net, datt mir eis do missten tëschent Gemengen, fir déi Disparitéit do an de Grëff ze kréien, d'Käpp aschloen, well dee Plan directeur d'aménagement du territoire, deen mir hunn, deen seet jo selwer, datt mir eng Hauptstadt hunn, mir hunn e ganze Koup regional Pôles de développement, esou datt et eigentlech net schwéier dierft sinn, fir de Gros vun deenen nationale respektiv regionale Responsabilitéiten, déi éischer op verschidde Gemenge wéi op anerer afalen, fir deenen och deementspreechend Rechnung ze droen. Ech soen nach eng Kéier den öffentlechen Transport, Theateren, Muséeën an esou weider, zentral oder regional Schoule fir nëmme déi Beispiller ze ginn.

Et ass och ganz kloer, do ginn ech awer wierklech net drop an, well de Kollege Emile Calmes nach doriwwer wäert schwätzen, datt déi Missiounen, déi d'Gemengen hunn, zu engem ganz groussen Deel, an och vun där gréisste vun hinnen, nëmme kënnen an der Kooperatioun mat anerer Gemenge gemaach ginn, ob dat elo a Form vu Syndikater ass oder sossweil.

Et ass awer grad esou kloer a mengen Aen, datt mir déi Frousse, déi mir nach hu virun enger Kooperatioun vun der öffentlecher Hand an dem Privatsecteur, mussen iwwerwannen. Et gëtt ganz einfach eng Rei Secteuren, wou deen een an deen anere seng eege Kompetenz muss erbréngen, mä och do muss een dann d'Gemengen awer en mesure setzen, fir datt se och an esou engem Joint Venture, kënnen hire Mann oder hir Frau stoen, jiddefalls hir Positioun do kënnen anhuelen an domat si mir da bei de Formes juridiques.

Ech huelen ee Beispill, d'Cogénération, wou et evident ass, datt mir musse mat dem Privatsecteur zesummeschaffen. Mä wa mir awer do eppes wëllen zesumme maachen oder géinge wëllen zesumme maachen, da muss mir eis och kënnen als Gemeng déi Form ginn an eis géréieren oder deen Deel vun eisen Aktivitéiten esou géréieren, datt e kompatibel ass mat där Manéier wéi de Privatsecteur sech géréiert.

Nach eng allerlescht Remarque dozou: d'Territorialitéit. Et ass richteg, d'Gemenge sinn eng territorial Entitéit. An deene moderne Funktiounen si se et awer oft erëm net. Zum Beispill an der Elektrizitätsdistributioun sinn, haut an deem Marché, Entreprises, déi mengetwegen zu Esch oder an der Stad hire Siège huet, mä déi awer uechter d'Land zwielef aner Adressen hunn an déi laut dem Gesetz iwwert de Marché liberalisé à même



sinn, fir bei engem Fournisseur hire Stroum ze kafen. Elo wäert jo awer kee mir soen, datt do eng Gemeng net därerf deem Stroum liwweren, well zoufälleg een Deel vun deenen Etablissementer, déi concer néiert sinn, ausserhalb dem Territoire vun där Gemeng sinn, esou wéi mer eis jo och net kënne wiere wann en aneren Distributeur op eise Territoire Stroum liwwert. Mir mussen also an deem Marché, wa mir eis wëllen do behaupten, eis esou verhalte kënnen, wéi dee Marché dat ebe verlaangt.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech sinn der Meinung, datt mir eng gesond Gemengenautonomie brauchen, déi sech dem Wandel vun de Bierger hire Besoiné kann upassen, déi sech kann an engem kohärenten a rechtlich kloer Rumm entfalten, no Forme vun Zesummenaarbecht mam Stat, mat anere Gemengen, mä och mam Privatsektor, déi ubruecht si fir déi jeeeweileg Missionen an déi iwwer sécher, previseibel finanziell Ressourcë ka verfüegen. Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Helming. Den nächsten Orateur ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Félicitatiounen un den Här Rapporteur, deen et fäerdeg bruecht huet an enger geraffter Form d'Resultat vun enger laangwieriger, zwar kontradiktorescher ass trotz allem konstruktiver Diskussioun an der Kommissioun hei ze presentéieren. Net félicitéiere kann ech him awer, datt en am Zesammenhang mat de Gemengeconseilleren an dem Gemengepersonal de Begrëff Ressourcen humaines gebraucht huet. Ech mengen, och wann u mir nach vill Substanz drun ass, hunn ech awer net gär, wann hie mech mat engem Rohstoff vergläicht.

#### (Interruptions diverses)

Här President, wa mir aus der Siicht vum ADR vu Kompetenzen téschent Gemengen a Stat schwätzen, da sinn do e puer elementar Saachen awer am Virfeld als wichtig ervirzehiewen. Ech mengen, mir wëllen emol klorstellen, datt mir als ADR am Zesammenhang mat de Kompetenzen téschent Gemengen a Stat eis géint all weideren an och ze vill Zentralismus ausschwätzen. Mir optéieren éischter an d'Richtung vu méi Autonomie fir d'Gemengen an domadder och fir d'Dränéiere vu méi Finanzmëttel an de Gemengeberäich.

Et därerf einfach net méi sinn, datt d'Finanze vun de Gemengen ëmmer méi gekierzt ginn an datt se praktesch forcéiert sinn hir Budgeten iwwer ëmmer méi Taxé mussen opzepäppelen, wat iwwregens a verschidde Gemenge schonn amgaangen ass ze geschéien a wat sech och elo an de Budgetpropositionen a Previsiounen am Chrëschtmount an enger Rei vu Gemenge wäert ganz kloer erausschliessen. Dofir war et an den Diskussiounen iwwert d'Kompetenzen téschent Gemengen a Stat klorstellen, datt Akzenter gesat mussen ginn, fir datt d'Gemengen net nimm méi Autonomie kréien, mä och méi finanzkräfteg mussen ginn. Well grad elo, wou mir schonn duerch de wirtschaftlechen Abroch am Investissementsberäich eng net ze ënnerschätzend Kris hunn, mussen grad d'Gemengen e Maximum un Investitionsméiglechkeete behalen, well soss steiere mir wirtschaftlech op nach méi e grousst Lach zou.

Här President, wat elo den Inhalt vum Rapport ugeet, sou wëll ech mech haut mat enger Rei vu Punkte méi speziell begnügen, well et kann een an der Riedezäit, déi zur Verfügung steet, net op all Beräicher agoen. D'Missionen téschent dem öffentlechen an dem Privat-

sektor sollen eigentlech nom Subsidiaritätsprinzip an der Nohaltegkeet definéiert ginn. Dat heescht fir eis, datt all Missioun, déi vergi gëtt, un deen Acteur dränéiert muss ginn, deen am kompetentesten ass fir se ze realiséieren. Et därerf einfach net méi sinn, datt den öffentlechen Apparat mat Aufgaben opgepäppelt gëtt, déi vun der Privatwirtschaft net nimm méi bëlleg mä och méi schnell a ganz oft méi effikass kënnen ausgefouert ginn.

#### (Interruption)

Oh, do kann ech lech eng Rei nennen am öffentlechen Transport am Beräich vun der Müllbereedung an esou weider. Ech mengen, do gëtt et zeg Aufgaben, déi net onbedéngt an de Kompetenzberäich vun der öffentlecher Hand gehéieren an déi vu Privatentreprisé grad esou effikass a vill méi bëlleg kënnen ausgefouert ginn. An ech mengen, et ass un de Gemengen an um Stat...

#### (Interruptions diverses)

Här Gira, Dir sidd Buergermeeschter vun enger Gemeng, da misst Der wëssen, dass et Är Aufgab ass fir déi Suen, déi Der vum Steierzueler erakritt, esou optimal wéi méiglech ze verwalten...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dat maache mer!

M. Aly Jaerling (ADR). - ...an dann dofir ze suergen, dass net alles a Richtung Planwirtschaft geet, wéi dat an Ärem Wonschdenken ass.

#### (Interruption)

Ech wäert lech deemnächst un Äre Folklor erënneren, deen Dir alt emol vun lech gitt, an och un déi Prinzipien, déi Der an der Opposition hei erausbläert an déi Der dann an der Majoritéit am ronnen Dossier verschwanne loosst.

#### (Interruption)

Ech wëll lech dat just soen. Dat ass esou een Ausdrock aus dem Süden. Huel mer deen net iwwel.

M. le Président. - Loosst lech net stéieren a fuer Dir weider!

M. Aly Jaerling (ADR). - Et ass also fir d'Käschtpunkten ze definéieren wat dann elo Objétkaschten, déi solle vun der öffentlecher Hand ausgefouert ginn. Déi solle ganz kloer unhand u Cahiers des charges opgestallt ginn an dann eben dohinner vergi ginn, wou se am optimaalsten an am bëllegste kënnen ausgefouert ginn.

Ech mengen, dat ass e wichtige Aspekt, deen, wann e respektéiert géif ginn, eng effizient Auslaaschtung vun allen implizierten Acteuren kennt erméiglechen, zumools wann ee méi en effiziente Stats- a Gemengenapparat wëllt ustriewen.

Här President, wat sinn eigentlech déi kommunal Aufgaben an Obligationen? Wat ass eigentlech den Intéret communal? A wat fir enger Form misst d'Gemengegesetz reforméiert ginn, fir datt d'Gemengen hirer Mission kënnen vollkommegerecht ginn? Misst net eng méi large Visioun am Zesammenhang mat de Gemengeninteresse bestoen an definéieren wat da schlussendlech noutwendeg ass, fir datt d'Gemengen a Fonctioun vun deem Noutwendegen a Finanzielle kënnen am Interesse vum Bierger wierken? Dofir muss eiser Usiicht no den Aktiounskader vun de Gemengen ausgedehnt ginn.

Wann och e gewëssene Contrôle muss bestoen, esou därerf awer do-duerch d'Onofhängegkeet vun de Gemengen net ageschränkt ginn. De Contrôle an d'Tutelle vum Stat mussen d'Exception bleiwen, net wéi dat elo ass. Elo ass et praktesch d'Regel.

Méi eng enk Zesummenaarbecht vun de Gemengen ass erwünscht, esouguer méi Fusiounen vu Gemengen, dat mat finanziellen a materiellen Hëllef. Eng regional Kooperatioun vun de Gemengen iwwert

de Wee vu Syndikater ass sénnvoll, wann des Kollaboratioun zum Zil huet dem Bierger déiselwecht Servicer regional unzbediden. Dat zur allgemenger Approche am Zesammenhang mat de Gemengen. An deem Zesammenhang war an der Kommissioun d'Diskussioun iwwert de Wee vu Syndikater och kënnen d'Enseignanten ze rekrutéieren am Kader vu regionale Schoulen. Deemo misst dann awer d'Schoulgesetz vun 1912 reforméiert ginn an nei Akzenter gesat ginn an der Schoulorganisatioun. Mir hunn als ADR kee Problem domadder, mä bei der Opdeelung vun de finanzielle Chargen därerf awer dann d'Gemengen net benodelegt ginn.

Des Weidere si mer als ADR, an dat hu mer scho méi wéi eng Kéier klogemaach, fir méi Autonomie fir d'Schoulen. Eng Autonomie, wou déi implizéiert Acteuren, d'Enseignanten an d'Eltere méi Gewicht an der Schoulorganisatioun solle kréien a wou d'Gemengen an de Stat just den Encadrement solle garantéieren.

E weideren Diskussionspunkt sinn d'Kompetenze vun de sou genannten Agents municipaux. Hei huet d'Kommissioun sech fir eng Ausweidung vun deenen hiren Attributiounen ausgeschwat, ouni awer kloer ze definéieren, wéi wäit dass déi kënne goen. Et schéngt mer wéi wann d'Diskussioun doriwier aus engem Problem resultéiert, deen haaptsächlech d'Gemeng Lëtzebuerg huet, well duerch hiert neit Verkéierskonzept an duerch hir méi restriktiv Uwendungen am Beräich vum Parkraum sinn eng Onmass zousätzlech Agents municipaux agestallt gi fir dat ze géréieren. Wéi awer d'Uerteel komm ass, datt nimm méi assermentéiert Fonctionnaire kënnen Avertissements taxés ausstellen, dann hat d'Gemeng Lëtzebuerg Problemer, well de Gros vun deene Leit, déi se als Agents municipaux engagéiert hat, deene Bedéngungen net entsprach huet an d'Gemeng Lëtzebuerg net méi wousst wouhinnet mat hinnen, esou datt se ganz oft gebraucht gi fir bei der Cathedral de Pilger iwwert d'Strooss ze hëllefen oder op anere Plazen als Guide vun de Schoukanner aktiv sinn, wat och wichtig Aufgabe sinn, mä sécherlech awer net zu den initialen Aufgabe vun engem Agent municipal gehéieren.

Et soll och eng Gesetzesproposition kommen iwwert d'Attributiounen vun de Agents municipaux, eng gesetzlech Regelung, déi kloer festleet a wat fir enge Beräicher d'Agents municipaux Kontrollrecht hunn, wat fir e Statut, dass se kréien, a se muss kloer soen, dass se keen Initiativrecht därerf kréie wat ënner d'Kompetenz vun der Polizei fällt. Wéi wäit dat goe ka muss engersäits mat den Attributiounen vun der Police koordinéiert ginn, well et därerf net esou sinn, datt elo allgemeng sech op deem Wee eng eege Police kreéiert, well mer jo just dat mat der Fusioun vun der Police an der Gendarmerie wollte verhéieren. Et därerf och net esou sinn, datt ëmmer méi Agents municipaux mutwëleg op d'Autofuerer lassgelooss ginn, fir d'Gemengekeesen ze fëllen. Dofir, wann dem Agent municipal seng Attributiounen iwwert d'Gesetz geregelt solle ginn, wat och muss sinn, fir him eng eegen Identitéit a Legitimitatioun ze ginn, da muss dat mat allen implizierten Acteuren am Virfeld ofgeschwat ginn, fir datt et net nach zu weideren Iwwerschneidunge vu Kompetenze kënn. Well kierzlech hate mer nämlech de Fall wou dräi Instanzen: d'Hygiène, d'Douane an d'ITM zu dräi verschidde Konklusionen an enger an darselwechter Affär komm sinn.

Här President, e wichtige Aspekt an der Opdeelung oder Klärung

vun de Kompetenzen téschent Stat a Gemenge sinn d'Sozialengagementer, déi vun de Gemengen iwwer hir Offices sociaux solle geholl ginn. Et schielt sech kloer eraus, dass eist Sozialnetz ëmmer méi belaascht gëtt duerch e systemateschen Ausbau vun der Ennerstétzung a Richtung Wirtschaft an Ennerstétzung vun der ongeregelter Libéralisatioun. D'Ofsécherung vun deene schaffende Leit ass duerch déi ëmmer méi negativ wirtschaftlech Entwécklung net méi garantéiert, esou datt mer ëmmer méi sozial Problemer kréien, wat mat sech bréngt, datt d'Sozialämter déi des Entwécklung mussen opfänken, och net méi fäeg si fir deem eleng Meeschter ze ginn. Dofir ass et wichtig, datt eng Reform vum Gesetz iwwert d'Sozialämter ageleet gëtt mat Méiglechkeete fir d'Sozialarbecht regionaliséieren ze kënnen, do wou et méiglech ass, mä awer och mat méi enger héijer staatlecher Participatioun, wou et noutwendeg ass. Do derbäi mussen awer regional, sozial Analysen ageleet ginn, fir net nimm en Bestandsopnam vun de Leit an der Nout ze maachen, mä och eng konkret Ursaacheferschung, fir da konkret Mesuren an d'Wee ze leeden.

Och besonnesch an der Jugendarbecht schéngt mer d'Kompetenze vun de Gemengen ëmmer méi grousst ze ginn, d'Chargé vun de Gemengen ëmmer méi grousst ze ginn, well mer et einfach net fäerdeg bréngen der Jugend eng Approche ze ginn zu eiser Gesellschaft a well vill Jugendlecher aus deser Gesellschaft wëllen eraus. Dofir schéngt et mer och, dass besonnesch d'Gemengen sech misste mat der Jugend befaassen, fir d'Jugend méi un d'Politik erunzeziehen an och fir hinne méi eng wäertvoll Approche ze gi vun deem wat am Gemengeberäich an an eiser Gesellschaft geschitt.

Ech mengen, ech hunn dat schonn hei widderholt, dass et do eng Reigutt Initiative gi sinn an der leschter Legislaturperiode, wéi de Jugendkommunalplang an dräi Aktiounsplang, déi leider awer elo iergendwéi am ronnen Dossier verschwonne sinn. Dat ass schued an et misst een erëm drun erënneren, dass déi gutt Viraarbecht, déi do geleescht ginn ass, misst awer emol erëm eng Kéier optiewe gelooss ginn, fir erëm op d'Jugend zougeng.

Här President, d'Gemengerecetté berouen zum Deel op de Recetten aus der Gewerbesteier. Iwwert d'Opdeelung vun deene Recetté ginn awer d'Meenungen ausenaner. D'Diskussioun iwwert d'Ofschafe vun der Gewerbesteier huet d'Gemiddler erhéizt. D'Regierung wollt dat nämlech ouni Kompensatioun duerchziehen. D'Argument, d'Ofschafe vun der Gewerbesteier géif d'Betriber entlaaschten, stëmmt an deem Sënn net, well eng ganz Rei vu mëttleren a klengen Betriber keng Gewerbesteier aus Emsazgrënn bezuelen, also besonnesch an deem Beräich wär dat eng Null-Operatioun. Et därerf awer keen Ofschafe vun der Gewerbesteier ginn, ouni datt de Gemengen e substantziellen adequaten Ersatz zoukomme gelooss gëtt. Et missten och iwwerhaapt nei Richtlinie geschafe gi wat d'Emverdeele vun de Steieren téschent Gemengen a Stat insgesamt ubelaangt. An zwar misst méi Gewicht op d'Awunnerzuel geluecht ginn, dat net nimm kommunal, mä och am Zesammenhang mat de regionalen Engagementer, déi déi respektiv Gemengen ze droen hunn.

Här President, d'Grondsteier ass en Diskussionsobjekt, deen ëmmer méi an de Mëttelpunkt réckelt wéinst dem Manktum u Bauperimeteren, awer och vläicht d'Ursach ass, dass ëmmer méi Gemengen no neien Akommesquelle sichen an do schéngt eng Erhéijung vun der Grondsteier iergendwéi wëllkomm ze sinn.

D'Reform vun der Grondsteier, déi vun der Kommissioun verlaangt

gëtt, huet zum But d'Eenheitswäerter vun de Logementer ze aktualiséieren an domadder automatesch eng Hausse vun der Grondsteier mat sech ze bréngen. Wann een elo kann domat averstane sinn, dass d'Grondsteier, déi bezuelt gëtt, net méi a Relatioun steet mat der Valeur vum Terrain a vun deem, wat op dem Terrain steet, sou ass awer ze bedenken, dass eng Erhéijung och all déi Leit wäert treffen, déi sech e klengt Eegenheem jorzéngtelaang vum Mond ofgespuert hunn.

Et muss also kloer sinn, dass bei enger Aféierung vun Eenheitswäerter kloer differenzéiert Taxe wat d'Grondsteier ubelaangt festgeluecht ginn, fir dass net just déi Leit, déi sech hiert Heem vum Mond ofgespuert hunn, op deeselwechten Niveau gestallt gi wéi Spekulant. Wann et och den Objektiv ass fir d'Spekulatioun mat den Terrainen oder d'Zweckentfremung vu Gebaier méi héich ze besteieren, sou muss awer hei eng kloer Trennung gemaach ginn, an zwar téschent deene Leit, déi sech en Terrain fir eege Bedierfnisser oder fir hir Kanner versueren, an deenen, déi manifestement Terrainen usammele fir ze spékuléieren.

Des Weidere muss och eng kloer Trennung gemaach ginn téschent de Spezifitéiten an der Valeur vun den Terraine wat d'Besteuerung ubelaangt.

#### (Interruption)

Här Gira, et gëtt eng Rei Terrainen, wou zum Beispill Bëscher drop stinn, déi absolut net vill Valeur hunn. Et gëtt aner Terrainen, déi leien am Bauperimeter. Et gëtt verschidde Spezifitéite vun Terrainen, wou déi eng eng manner héich Valeur hu wéi déi aner. Mä wann awer Eenheitswäerter geschafe ginn, da ginn déi all d'selwecht behandelt, an dat fanne mir net gutt.

#### (Interruptions)

Jo dach! Dat ass awer dat wat am Text vun der Motioun erauskënn.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Et ass dach dat wat am Text vun der Motioun erauskënn, awer kloer an daitlech! Et schéngt mer dofir bedenklech, einfach fir Eenheitswäerter ze plädéieren, anstatt kloer differenziert Objéktwäerter anzeféieren. Wann differenziert Appréciatiounen den Objektiv solle sinn, dee vun der Kommissioun erwünscht ass, a wann den Här Rapporteur eis dat hei ka bestätegen, da kënne mer och mat der Motioun 5 vun der Majoritéit aus der Kommissioun d'accord sinn, déi op eng Reform vun der Grondsteier an eng Trennung vun den Tauxen am Code fiscal viséiert.

Op kee Fall si mer awer mat enger Gläichbehandlung vu Leit mat Eegenheemer a Spekulant averstane. Et kënn awer dorobber eraus, dass wann Eenheitswäerter agefouert ginn, ee behandelt gëtt wéi deen aneren. Wann hei klogestallt gëtt, dass dat kloer differenziert gëtt, da soll dat hei gesot ginn. Dann hu mer och kee Problem mat där Motioun. Awer mir hätten dat gären hei kloer, an an der Kommissioun konnt dat einfach net klogestallt ginn.

#### (Interruption)

Neen, Här Gira, lauschtert, Dir wëllt eng Reform vun der Grondsteier maachen, an da steet ganz kloer do dran, dass Der wëllt Eenheitswäerter aféieren oder d'Eenheitswäerter aktualiséieren. Wat maacht Der dann? Ech mengen Dir maacht eng Reform, da gëtt dat, wat elo besteet, jo geännert. An da kënn aus deem, wat Der gäre wëllt änneren, net kloer eraus, dass Der do differenziert téschent deem wat ech elo gesot hunn. Mir sinn domat d'accord, dass d'Spekulante solle méi héich besteiert gi wat d'Terraine ubelaangt, mä mir sinn net d'accord, dass déi Leit, déi en Eegenheem hunn, an een Dépe gehäit gi mat Spekulant. Dat ass dat wat mir hei kloer soen, a wa



mer hei bestätegt kréien, dass dat net de Fall ass, dann hu mir och kee Problem mat där Motioun.

**M. le Président.** - Här Jaerling, wann ech gelift, fuert Dir weider. Ech géif déi aner Kollegee bieden, dem Här Jaerling nozelauschteren. Dir hutt alleguerten Zäit fir ze intervenéieren an Är Meenungen duerzeleeën.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Lauschtert mengem Fraktiounsprezident no. Mir sinn enger Meenung wéi ëmmer.

#### (Hilarité)

Här President, wat déi regional Zesummenaarbecht ubelaangt, huet den ADR keng Awänn, kann awer net d'accord sinn, dass iwwert de Wee vun engem Fonds régional a méi héich Transferten aus dem Dotationsfong Fusione solle praktesch octroyéiert ginn. An déi ginn octroyéiert wann d'Zesummenaarbecht soll gefördert ginn an déi Gemengen, déi net matmaache wëllen, da manner sollen aus dem gemeinsame Pott kréien. Hei gëtt op eng verstoppten Aart a Weis d'Gemengenautonomie begruewen. Regional Zesummenaarbecht soll gefördert ginn, awer esou wéi dat elo schonn de Fall ass, mat Statshëllef vu Projet zu Projet, an net op d'Käschte vun anere Gemengen.

Wat fir eng Legitimation hätten zum Beispill déi Leit, déi esou e Fonds régional géife géréieren? Wat wier dat fir eng Gestiou wann d'Gemengen, déi matmaachen, dat Gremium géife besetze wat awer och mat Sue finanziert gëtt vu Gemengen, déi da manner aus dem Dotationsfong kréien, well se net matmaachen? Gëtt dem Här Innenminister sai Wonschdenke vu Groussregiounen hei net promovéiert mat deem d'Gemengenautonomie total ënnergrouwe géif? Wéi gesot, den ADR ass d'accord, dass d'regional Zesummenaarbecht soll vum Stat gefördert ginn, awer mat direkten Hëlfelefen an déi Gemengen, déi matmaachen, an net ëmmer erëm iwwer dräi Ecker an op Käschte vun anere Gemengen.

Här President, wat elo d'Gestiou vun de Gemengen ubelaangt, sou hu mer kee Problem domat, dass e Pool vu kommunale Sekretäre soll kreéiert ginn, wann dat mat der néideger Weiterbildung a mat der Koordinatioun vun der Gemengegestiuon verbonnen ass. Och misst ganz kloer souwuel de Profil vum Receveur wéi dee vum Gemengesekretär a sengen Attributiounen nei definéiert gi fir der aktueller Entwécklung Rechnung ze droen.

Eng weider progressiv Entwécklung misst am Zesammenhang mat den Aarbechte vun de Buergermeeschteren an de Schäfte ugepeilt ginn. Haut kann een d'Gemengen, ob se grouss oder kleng sinn, als Entrepreneuren gesinn, déi nientwéi de Relatioun mam Bierger och Beschäftegter hu fir déi se verantwortlech sinn. Do wërf sech d'Fro op ob déi Zäit, déi d'Gesetz deene Betreffenen zougesteet, effektiv duergeet fir dësere Aufgab gerecht ze ginn. Besonnesch d'Buergermeeschteren oder d'Schäfte, déi aus dem Privatsektor stammen, si benodelegt, well et besonnesch fir kleng Entrepreneuren schwéier ass fir hir Leit fräizestellen. Déi Zäit, déi fir d'politesch Aarbecht als Fräistellung zougestane gëtt, geet net duer fir déi Aarbechten optimal ze erleedegen, déi an enger Gemeng ufalen. Duerfir schéngt eis eng Revisioun vum Congé politique ubruecht, mat der Zilsetzung, dass de Minimum misst 20 Stonnen d'Woch sinn, bis zur vollamtlecher Tâche a gréissere Gemengen.

Bei der Option Vollamtlechkeet muss awer och dann eiser Meenung no de Cumul vun de Mandat Chamber a Gemeng ënnerbonnen ginn, en Thema dat vun der Majoritéit awer net onbedéngt erwünscht ass. Et kann een awer net

engersäits Vollamtlechkeet an der Gemengenaarbecht verlaangen, well ee soss d'Aarbecht net pakt, dann op där anerer Säit sech awer nach fäeg fillen, och e Vollamt als nationalen oder Europadeputéierten auszuféieren. Dat ass e Widersproch, deen dat Ganzt zur Lächerlechkeet degradéiert.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Et ass jo scho ganz kloer, dass net erwünscht war, dass d'Mandat vum Europadeputéierte mat deem vun der Gemeng net cumuléierbar war. Waart Der do dofir oder waart Der do dergéint? Dir waart do dergéint wéi d'Fuerderung komm ass, dass déi zwee Mandater net duerfe cumuléiert ginn. Dir waart do dergéint! Also kennt Der elo net soen, Dir wäert net hei dergéint. Also dat hei ass genau datselwecht. Och mat dëser Diskussioun hat Der Problemer.

#### (Interruptions)

**M. le Président.** - Här Jaerling, fuert weider, wann ech gelift.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Neen, Dir waart lech net eens, dat ass jo Äre Problem.

Wat elo déi pénal Responsabilitéit vun de Buergermeeschteren ubelaangt, sou ass et schwéier ze definéieren wéi wäit dass een elo do ka goen. Et ass jo an alle Betriber esou, dass déi pénal Responsabilitéit beim Betribschef läit, ausser wann an eenzelne Responsabilitéitsposté kloe gesetzlech Responsabilitéite festgeschriwwen sinn, wéi zum Beispill am Kader vun der Sécherheet oder Gesondheet. Et ass also schwéier ze definéieren wat ënnert d'Responsabilitéit vum Buergermeeschter a vum Schaffere fält, an et misst scho kloer gesetzlech festgeluecht ginn, ob et sech ëm eng kollektiv Responsabilitéit vun engem ganze Schaffere handelt oder souguer vum ganze Gemengerot, well jo och eng Rei vun Initiativen, déi zu Problemer féieren, vum Gemengerot eestëmmege verabschied ginn. Et wäert also ganz schwéier sinn, do eng Responsabilitéit festzeleeën.

Här President, ofschléissend wëll ech Stellung bezéien zu deenen eenzelne Motiounen, déi virbruecht gi si vum Här Schank, Motiounen, déi zum Deel d'Unanimitéit vun der Kommissioun fonnt hunn, eenzeler awer dem ADR seng Zoustëmmung net fannen.

Den Alinéa 1 vun der Motioun 1 ass fir eis akzeptabel, well en an aller hirem Intérêt den „double contrôle“ vum Distriktkommissariat an dem Intérieur wëllt ofschafen an domadder eng administrativ Hürd wëllt ofbauen. Am Alinéa 2 hätte mer zwar léiwer gehat wann do dra géif stoen, dass net nëmme déi zukünftige Fonctiounen a Missiounen vum Distriktkommissär missten iwwerducht ginn, mä d'Existenzberechtigung vun där Tëschestation iwwerhaapt. Wann et awer esou ass, wéi an der Kommissioun gewënscht, dass den Distriktkommissär soll zur Missioun hunn, och besonnesch kleng Gemengen zur Hand ze goen, an net nëmme als Kontrollmechanismus ze funktionéieren, da kënnen mer als ADR där Motioun zoustëmmen.

Mat der Motioun 2, déi zum But huet, dass och interkommunal Syndikater kënnen Enseignante recrutéieren an nominéieren, huet den ADR kee Problem, well des Mesure kënn effektiv zur Vereinfachung vun deene komplizéierten Ofstëmmungsprozedure féiere mat deenen d'Gemenge virun der Schoulvakanz an oft iwwert de Summer ewech befaasst sinn.

Mat der Motioun 3 hu mer als ADR e Problem, well mer einfach net agesinn, firwat mer bei der Waasserbetrieung Syndikater musse kreéieren. Wa Projeten am Zesammenhang mat der Waasserversuergung oder -entsuergung zesumme vu Gemenge realiséiert ginn, hëlleft de Stat substanzuell, sou dass fir

eis zousätzlech Strukturen do net opportun sinn.

Eis Argumentatioun zur Motioun 4 iwwert de Fonds régional hunn ech virdu schonn erkläert. Mir sinn net d'accord, dass systematesch a Richtung vu Groussregiounen gewierkt gëtt an datt d'Gemengenautonomie an de Subsidiaritätsprinzip ëmmer méi a Fro gestallt gëtt. Dofir eisen Neen zur Motioun 4.

Wat d'Motioun 5 iwwert d'Grondsteuer ubelaangt, hunn ech eis Motivatioun scho ginn. Wann déi Objektiv, déi ech virdu opgezielt hunn, effektiv sollen d'Zilsetzung sinn, da kënnen mer mat dëser Motioun d'accord sinn, mä do hätt ech awer nach gär d'Confirmatioun vum Auteur vun der Motioun, dass dat och esou ass.

Wat d'Motioun 6 ubelaangt, hu mer als ADR keng Awänn, well se drop hincillt, fir eng Koordinatioun an d'Missiounen vun de Sekretären a Receveuren ze bréngen, an och dozou bäidroen soll, dass d'Pénurie op deene Posten a Grenze gehale gëtt.

Bei der Motioun 7 schéngt eis eng Kontradiktioun ze bestoen tëschen deem wat an de Considérante steet a wat déi eigentlech Fuerderung sinn. Am leschte Considérant steet, dass d'Gemenge sollten un de Virbereedungsarbechte vun de regionalen Entwécklungspläng bedeelegt ginn. Dorënner steet dann awer als Fuerdung, dass missten d'Syndikater promovéiert ginn, fir sech kënnen un de Virbereedungsarbechten ze bedeelegen. Wat wëlle mer also? Wëlle mer, dass d'Gemengen associéiert ginn oder wëlle mer, dass just d'Syndikater associéiert ginn? Fir eis géif et duergoen, dass an de Fuerderung steing, dass d'Gemengen mussen d'office un de Virbereedungsarbechte vum Plan directeur bedeelegt ginn an et hinnen iwwerlooss ass, ob se dat an engem Syndikat oder eleng wëlle maachen.

Här President, et kann een an enger Debatt wéi där heiten, an där esou vielfältig Theme behandelt ginn, net all Elementer duerchknaen. Et sinn an enger wirklecher Sisyphusaarbecht während deene leschte Méint eng Rei vu Richtlinnen an Iddien diskutéiert a festgehale ginn, wou déi meescht praktesch eng Eestëmmegekeit fonnt hunn. Déi Iddien, déi net eestëmmege zrëckbehale gi sinn, si meeschtens awer komm duerch aner politesch Prioritéiten oder Orientéierungen, oder awer och souguer heiansdo vu Représentanten aus kleng Gemengen oder gréisseren, jee nodeem wéi et da war.

Et huet bei verschiddeenen Iwwerleeungen also net dat kollektivt Denke gespillt, mä och e bëssen de Partikularegoismus vun deem engen oder deem aneren. D'Iddien, déi keng Majoritéit kruten, mussen hire Wee iwwer eng Majoritéit fannen, déi sech mat hinnen identifiziéieren kann. Grosso modo gesinn, war déi Viraarbecht an déi Debatt haut awer noutwendeg, well se eis weist, dass am Beräich vun der Koordinatioun tëschen Gemengen a Stat net alles klappt an datt d'Konsequenzen dovun meeschtens vun de Gemenge musse gedroe ginn.

D'Iddien vun der Kommissioun an dëser Debatt sollen also eng Aart Pilotgedanke sinn, fir iwwer gezielte Mesuren d'Zesummenaarbecht tëschen Gemengen a Stat ze förderen, de Subsidiaritätsprinzip ze respektéieren an de Gemengen déi néideg Moyenen ze ginn, fir kënnen all hiren Aufgabe gerecht ze ginn. Wann dat d'Zilsetzung ass, da sti mer als ADR voll dohannert. Wann awer de Gedanken a Richtung Groussregiounen mat Aschränkung vun der Gemengenautonomie

soll goen, da spille mer als ADR net mat.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech net normal, wann aacht Deeg virun engem Débat d'orientation ee vun den zwee Koalitionspartner eng Pressekonferenz mécht, fir seng Positionen zum Thema duerzeleeën. Dat ka jo bal nëmme heeschen, dass Differenzen tëschen den zwou Majoritéitsparteien existéieren. Des Differenzen tëschen DP an CSV sinn an eisen Aen eng vun den Ursaachen, firwat mer...

#### (Interruption)

...am Rapport iwwert d'Kompetenzopdeeling tëschen Stat a Gemenge keng méi grondsätzlech Virschléi erëmfannen.

Eng aner Ursach läit sécherlech och an den Differenzen, déi tëschen zumindest enger Rei Leit vun der CSV-Fraktioun an dem Innenministère bestinn. Ech hat schonn dat Gefill an der Kommissioun, dass den Här Rapporteur a verschidde Punkten hätt wëlle méi wäit goen, mä dass en d'Léngt vun der Beaumontsgaass hier awer relativ kuerz gehal kritt huet. Ech wëll dem Rapporteurpresident awer bescheiden, dass e probéiert huet en éierleche Makler ze sinn tëschen deenen ënnerschiddleche Positionen, déi och an der Kommissioun waren, a wëll him am Numm vun der grénger Fraktioun merci soe fir säin Asaz a seng fair Manéier wéi en d'Debatte geleet huet.

Als Resumé zum Rapport kann ech fir déi Gréng soen, dass mir eigentlech wéineg Problemer hu mat deem wat drasteet, dofir och net dergéint gestëmmt hunn. Eis feelen éischer eng ganz Rei wichteg Saachen an deem Rapport, respektiv wiere mir frou gewiescht, wa mer an enger Rei Pisten, déi hei zwar ugedeit sinn, e bësse méi Courage gehat hätten a méi wäit gaange wieren. Ech wäert am Laf vu mengem Ausféierungen op déi Punkten hiweisen. Eemmerhi fanne sech awer deen een oder deen anere Schrëtt, kleng Schrëtt, an déi richteg Richtung, an duerfir hu mer och déi eng oder aner Motioun, déi vun der Majoritéit proposéiert ginn ass, mat ënnerschrivven.

Déi Gréng bedauern insgesamt, dass et net méiglech war méi eng grondsätzlech Neidefinéierung vun den Aufgabe vun de Gemenge fäerdeg ze bréngen an dass et net gelongen ass eng Rei fundamental Neiorientéierung kloer zum Ausdruck ze bréngen. Mir bedauern dat, well mer fest dovun iwwerzeegt sinn, dass d'Gemengen an d'Regiounen an Zukunft nach vill méi eng wichteg Roll sollen a wäerte kréien, wéi se se haut schon hunn. Firwat? Wat ass amgang ze geschéien, Här President, Dir Dammen an Dir Hären?

Duerch déi zwee parallell Phänomene vun der Globaliséierung an der europäescher Konstruktioon verléiert deen eenzelne Stat ëmmer méi u Bedeitung, gëtt en ëmmer méi u senger Souveränitéit of, an doduerch entsteet e Vide. Dëst Lach kann een objektiv nowiesen, gëtt awer och vun de Leit dobaussen als allgemengt subjektivt Onsécherheetsgefill verspuert, als allgemeng Machtlosegkeet ëmfonnt.

D'Leit dobaussen hunn dat Gefill vun enger net méi gräifbarer ondefinéierbarer Muecht, déi wäit ewech vun hinnen ass, regéiert ze ginn. An dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kee gutt Gefill. An dat Gefill verdréit eng Gesellschaft net gutt. Dat Gefill verquësst eng Gemeinschaft net laang. An dofir dréien d'Leit sech

méi a méi zu hirer Regioun, sichen haut an hire Gemengen, probéieren hire Buergermeeschter ze paken ze kréien.

Ech mengen, dese Phänomene kënnen all déi, déi eng kommunal oder regional Aufgab hunn, bestätegen. Dese Phänomene gëtt awer och bestätegt doduerch, dass déi Diskussioun, déi mir hei haut féieren, de Moment a villen europäesche Länner gefouert gëtt. An dese Phänomene hu vill Analysen als eng vun den Ursaachen vum 21. Abrëll 2001 a Frankräich gesinn. Den Här Chirac hat séier verstanen ëm wat et gaangen ass. Et ass net fir näischt, dass en e Mann vum Vollek, wann ech dat mol esou däreif nennen, e Mann, deen un der Spëtzt vun enger Regioun stung, geholl huet fir Premierminister, fir de Lien erëm bei d'Leit ze fannen. Dass dat deem an Tëschenzäit alles wéi net gegléckt ass, dat huet sécherlech aner Ursaachen, mä ech mengeschon, dass eng Rei Leit a Frankräich ganz schnell verstanen haten ëm wéi e Phänomene et hei géing goen.

A mir sinn als Gréng och der Meenung, dass dës Zrëckzéien op de regionalen a lokalen Niveau eng ganz positiv Evolutioun ka sinn. Mir gesinn et positiv. Mir gesinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nientwéi der Société civile d'Gemengen an d'Regiounen als e wichteg Géigegewicht zur Globaliséierung. Jo, mir gesi virun allem an der Vernetzung vun desen Acteuren, awer och an der Vernetzung vun desen Acteure mat der Société civile e Wee, fir de Leit hiert Onmaachtsgefill ewechzehuelen an nei Perspektiven ze entwéckelen nom Motto, fir e berühmte Slogan ëmzedréien: Think local, act global.

Mir gesinn awer och, Här President, an de Gemengen déi wichtigst demokratesch Zell, fir eng nohaltig Entwécklung konkret ëmzesetzen. Bei der Ëmsetzung vun der Nohaltegkeet brauche mer Verhalensännerungen, bei der Ëmsetzung vun der Nohaltegkeet musse mir kreativ Léisungen entwéckelen. Ech froen lech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hutt Dir schonn eng Kéier gesinn, dass eng staatlech Bürokratie kreativ Léisungen entwéckelt huet? Ech nach net. Et ass um lokale Plang, wou nei Verhalensmuster musse geübt ginn. Et ass bei de Leit a mat de Leit, wou kreativ Zukunftsvisionen musse gesponne ginn. Et ass net fir näischt, dass an der Agenda 21 d'Gemengen eng ganz grouss Wichtigkeet zougessprach kréien.

Dofir, Här President, déi kruzial Fro, déi sech haut stellt, ass folgend: Sinn déi Lëtzebuurger Gemenge gutt preparéiert? Si se richtig organiséiert? Si se uerdentlech strukturéiert fir dese gewaltigen Eerausforderungen gewuess ze sinn? Ech soen lech meng an eis Antwort direkt: Neen, si sinn et net. Deene Gréngen hir Analys ass kloer. Et besteet akuten Handlungsbedarf an ech géing probéieren an der kuerzer Zäit, déi ech hunn, eis Analys an awer och en Deel vun eise Vuen a fënnf Punkten ze analyséieren.

Dës fënnf Punkte wäeren éischters d'Trennungslinn Public/Privé a Stat/Gemengen, zweetens d'Autonomie, drëtens d'Struktur, véiertens d'Gestiuon a fënnfens d'Finanzen. Zur Trennungslinn Public/Privé a Stat/Gemengen. Ech mengen, Här President, an den Här Jaerling huet elo grad bestätegt, déi Gréng stinn net am Verdacht zu Liberaliséierungsfanatikern a Privatisierungssupporteuren ze gehéieren. Déi Gréng si fir e staarke Service public. Wann et drëm geet sozial gerecht Servicer flächendeckend ze organiséieren, sollen se un der öffentlecher Hand definéiert an och kontrolléiert ginn. Wann de Risiko besteet, dass Aktivitéiten op d'Käschte vun der Ëmwelt a vun den nächste Generatiounen ginn, da muss d'öffentlech Hand sech améschen. A wann et



ëm d'Sécherheet vum Konsument geet, da kann een den Terrain och net nëmmen der Privatindustrie iw-erlousen.

Ech hoffen, dass mir eis eens sinn, dass, wann et ëm liewenswichtig Beräicher wéi Waasser, Loft an esou weider geet, déi nu scho guer net a privat Hänn gehéieren. Eiser Meenung no ass schonn ze vill liberaliséiert ginn an an eiser Meenung geet et elo duer mat der Privatisierung. Insgesamt plädéiere mir dofir, dass mol eng Evaluatioun gemaach gëtt vun all deem, wat scho liberaliséiert a privatiséiert ginn ass, wat d'Effeten dovunner sinn. Mir krute villes versprach. Mir krute versprach den Telefon géing méi bëlleg ginn.

#### (Interruption)

Dat ass net richtig. Neen, dat ass net richtig. Dat ass iwwerhaupt net richtig.

#### (Interruption)

Gelift?

#### (Interruption)

Ech weess net, wat de Citybus mat der Postliberalisierung ze dinn huet.

#### (Interruption)

Ech mengen net.

■ Une voix.- Et ass awer esou.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech mengen net, Här Zanussi. Ech géing gäre mat lech, Här Henckes, d'Beispill duerchgoe vu Leit, déi ganz weéng telefo- néiert hu virun der Liberalisier- ung, déi bezuelen haut duerch d'Eropsetze vum Abonnement pro Verbindung méi wéi virun der Libe- ralisierung.

#### (Interruption)

Wa mir eng Kéier gutt Zäit hunn...

#### (Interruption)

Här Henckes, wa mir zwéin eng Kéier gutt Zäit hunn...

#### (Interruption)

Här President, wann den Här Henckes an ech eng Kéier gutt Zäit hunn, da setze mir eis dohinner, dann huele mir mol e puer Rech- nunge vu Leit vun der Post vu virun an no der Liberalisierung, da wäerte mir dat dote klären.

Ech wëll lech awer soen, dass mir als Gréng och net um Mount liewen an dass et elo heescht, wou eng Rei Servicer liberaliséiert sinn, dat Beschdt draus ze maachen. Ech hunn och dat Gefill, dass ganz oft an den Diskussiounen, déi ustinn, eng Verwiesselung geschitt të- schent Liberalisierung a Privati- sierung. Ech menge schonn, dass do villes an een Dëppe gehäit gëtt, a sécherlech kann een nodeem eng Rei Saache liberaliséiert sinn, nach duerfir suergen, dass mir öf- fentlech Acteuren hunn, déi Struk- ture kréien, dass se amstand sinn op engem liberaliséierte Maart matzehale mat eventuell privater Konkurrenz.

Dofir ass awer d'Viraussetzung - an do sinn ech frou, dass den Här Hel- minger eigentlech dat schonn, mengen ech, aus kompetenter Säit hei gesot huet, wat ech och wollt soen - dofir hätte missen déi Ge- mengungen, déi am Fall sinn, prepa- réiert ginn op déi doten Échéan- cen, et hätte missen am Virfeld le- gislativ Initiative kommen, fir Instru- menter ze schafe fir déi Geme- ngen, déi e Stadwierk hunn, fir Ge- mengungen, déi am Gasberäich dra sinn, ze erlabe sech dem Liberali- sierungsmaart ze stellen ouni mis- sen ze privatiséieren an awer flexi- bel genuch kënnen ze reagéieren.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wat ech elo wierklech eng Kéier ganz eslechterlech bedauern, dat ass, dass et éischer esou aus- gesäit, wéi wann de Ministère de l'Intérieur zwar eng ganz Rei Weeër, déi noenee probéiert si ginn, blockéiert, awer net mat Zäi- ten u war a sech am Rôle gesinn

huet, fir de Gemengen déi néideg Instrumenter ze ginn. Ech géing mengen, dass et vläicht nach net ze spéit wier, dass ee sech zesum- me kéint iwwerleeën, wat een an deem Beräich kéint maachen.

Ech wëllt dofir och eng Motioun hannerleeë fir sech emol Gedan- ken ze maachen, ob een net och zu Lëtzebuerg eng Basis kéint schafe fir eng Société d'économie mixte locale oder eng juristesche Konstruktioon wéi d'Stadwierker an Däitschland op d'Been ze setzen, wat engem géing erlabe flexibel genuch op deem Maart do ze rea- géieren an awer d'Kontroll vun der öffentlecher Hand ze hunn. Dofir géing ech lech, Här President, mol eng éischer Motioun iwwerreechen.

#### Motion 8

*La Chambre des Députés, considérant*

- que le secteur public a tendance à confier ses services à des prestataires privés, soit par recherche d'efficacité et d'économie budgétaire, soit par obligation suite aux mécanismes de libéralisation de certains services publics;

- que cette politique s'accompagne en général de répercussions négatives sur la qualité de ces services et sur le statut des salarié-e-s;

- que l'intérêt général de ces services n'est plus garanti;

- que tous les défis futurs - libéralisation, recherche de services publics de haute qualité etc. - ne pourront être atteints sans accorder aux autorités locales de nouveaux outils de gérance pour leurs affaires communales;

- que les communes ne sont plus à considérer comme de simples administrations locales, mais devraient fonctionner comme des prestataires de services de haute qualité;

- qu'il faut dans certains cas permettre au secteur communal de s'associer à des partenaires privés pour assurer des services d'intérêt général;

*invite le Gouvernement*

- à élaborer, à l'instar du modèle français de la Société d'économie mixte locale (Seml) ou des „Stadtwerke“ allemands, une loi permettant aux communes de constituer des entreprises commerciales, le cas échéant en association avec des partenaires privés, en vue d'une gestion plus efficace de certains services publics.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Dann zur Trennungslinn Stat/Ge- meng. Mir si fest der Meenung, dass ee soll esou vill wéi méiglech no ënne ginn, nom Subsidiaritäts- prinzip. Mir sinn der Meenung, dass a ville Beräicher de Stat sollt d'Rahmebedingung setzen, mä dass awer u sech déi konkret Aus- féierung a ville Beräicher wesent- lech besser hei de Gemenge läit. Ech zitieren hei e franséschen Artikel: „On gouverne bien de loin, mais on n'administre bien que de près.“ Dat wier eng Guideline, déi mir eis ganz kéinte virstellen an et gëtt eng Rei Beräicher, wou an der Vergaangenheet dat do och bewi- se ginn ass.

Ech huelen e Beispill, wat haut ugeschwat ginn ass. Ech mengen, et ass sécherlech um Stat fir déi néideg Gesetzer am Beräich Égali- té des chances, eng Rei Virausset- zungen ze maachen. Mä mir sinn eis awer eens: De Mentalitéitswan- del an de Käpp, dee kann nëmme geschéien, wa flächendeckend an de Gemengen eppes geschitt. Dofir hu mir jo och de Moien eng Pro- position de Loi déposiert duerch meng Kolleegin Dagmar Reuter- Angelsberg, déi mir opgegraff hu vum Conseil national des Femmes, déi mir emgeännert hunn, well mir der Meenung waren, dass eng Rei Iddien an der Proposition de loi praktesch bal onméiglech emze- setze wieren.

Ech sinn natierlech elo op eng Ma- néier frou, dass d'CSV de Mëtteg eng vun hire Fraen erausgeschéck- huet, an et gesäit jo elo scho bal aus, wéi wa mir zumindest déi ganz Fraktioun vun der CSV han- nert dëser Proposition de loi hät- ten. Ech si just e bëssen iwwer- rascht, wéi séier dass déi Fraktioun awer d'Kéier geholl huet, well si hätt bei der Geleeënheet vun der Loi électorale d'Geleeënheet gehat ganz konkret Mesuren ze ergräife fir d'Presenz vun de Fraen um Plan local ze verbesseren. Mir haten als Gréng eng ganz Rei Amendemen- ter zur Loi électorale hei gemaach, déi, mengen ech, praktikabel ge- wiescht wieren. Mir sinn e bëssen erstaunt, dass déi deemools total ofgeblockt gi sinn. Et ass awer haut vun der Geleeënheet vun...

#### (Interruption)

Jo, et ass nach guer net esou laang hier, Här Bausch. Et wier wierklech e flott Zeeche gewiescht deemools, wann déi Amendemen- ter, déi mir hei erabruecht haten, gestëmmt gi wieren. Dofir iwwer- rascht et mech e bëssen. Ech sinn awer elo nach fest iwwerzeegt no der Interventioun vun der Madame Nicklaus, dass eis Proposition de loi nach virum 13. Juni wäert ouni Problemer dës Chamber hei pas- séieren. Ech kann eng Rei aner Beispiller huelen.

#### (Interruption)

Gutt, dat gesi mir dann. Dat gesi mir dann.

Ech kann awer nach eng Rei aner Beräicher erwähnen, wou ech der Meenung sinn, dass et wichtig ass, dass de Stat d'Rahmebedin- gung setzt an d'praktesch Emset- zung awer vun de Gemenge ge- maach gëtt.

Ech kommen ëmmer erëm wéi aner Leit och, aner Spriecher, op de Beräich Energie zrëck. Mir gesinn, dass et schéin a gutt ass, dass mir gutt Règlements grand-ducaux hunn, déi de Ministère de l'Environ- nement an de Wee geleet huet. Mir gesinn awer net um Terrain d'Ge- mengungen an aner Acteuren zesum- me probéieren dat ganz konkret emsetzen. Da bleiwen déi Règle- ments grand-ducaux Lettre morte. Scho guer net ze schwätze vum Protokoll vu Kyoto, iwwert dee mir hei den Dënschdeg geschwat hunn. Ech si fest iwwerzeegt, wa mir net agesinn op Regierungssäit, dass d'Gemengen een eminenten Acteur mussen ginn am Beräich vun den Alternativenenergien, wat Bio- gas, wat d'Wärmenetzer ubela- ang, da brauche mir iwwerhaupt net méi ze diskutieren, mol nème 50% vun eisen Engagementer hei um nationale Plang ze erree- chen. Et si mat déi eenzeg Plazen, wou wierklech innovativ Projekte geschitt sinn oder amgaange sinn ze geschéien.

Ech géing et wierklech bedauern an ech géing e waarmen Appel un déi ganz Regierung maachen, mä speziell un den Innenminister, déi dote Projeten ze ënnerstëtzen, déi zukunftsweisend sinn, déi Aar- bechtsplazen an de Regiounen schafen, déi hëllef weinstens deelweis de Kyoto-Protokoll anze- halen. Et wier wierklech drama- tesch, wann déi innovativ Gedan- ken och nach um nationalen Ni- veau géingen zerriert ginn a futti ge- maach ginn a blockéiert ginn. Dat wier wierklech dramatesch.

Den Naturschutz ass schonn uge- schwat ginn. Mir hu gesinn, dass et net méiglech war, obwuel mer zën- ter 1982 e gutt Naturschutzgesetz hunn, flächendeckend Natu- rschutz iwwer eng staatlech Verwal- tung ze maachen. Mir gesinn awer an deene Regiounen hei am Land, wou mer Gemengesyndikater hunn, déi an deem do Beräich ak- tiv sinn, an Tëschenzäit, wann een duerch d'Landschaft fiert, wat do geschitt, e gutt Beispill wéi de Stat

ka Rahmebedingunge ginn, déi vu Gemenge kënnen a solle konkret Ausféierung maachen.

Dofir, Här President, déi Gréng sinn och kloer der Meenung, eng Ge- meng soll kee Kommerz maache just fir Benefiss erauszeschloen, eng Gemeng soll awer këne kom- merziell Aktivitéite fir hir Bierger a Biergerinnen ubidden, fir gutt Dëngschleeschtunge kënnen un- zebidden, fir awer och neien Tech- nologien an Iddien eng Chance ze ginn. A firwat soll se sech dann, wann déi Technologien, wann déi Iddien da vläicht och konkur- renzfäeg sinn, wa se wirtschaftlech sinn, net zu engem gewëssene Moment erauszéien oder mat pri- vate Leit sech zesummesetzen.

Fir ee Beispill vun der Drénkwaas- sersversuergung ze huelen. Wann um Ufank vum 20. Jorhonnert am Ministère de l'Intérieur esou restrikt- iv Iddi gewiescht wiere wéi haut, dann hätt jiddferee vun eis nach säi private Pëtz, well mat deems- elwechten Argument wéi een haut seet, firwat soll eng Gemeng en Nahwärmenetz leeën, hätt een deemools kënnen soen, wat geet et eng Gemeng un Drénkwaasser ën- nert d'Leit ze bréngen, déi hu jo all hire Pëtz. A wann een der Mee- nung ass, dat wier net gutt, da ka jo d'Privatindustrie op de Marché kommen an dat Drénkwaasser do- hinner leeën. Dofir nach eng Kéier mäi waarmen Appel, fir do endlech eng aner Siicht vun de Saachen ze kréien.

Den zweete Punkt, deen ech wollt behandelen, ass d'Autonomie. Si gëtt jo ëmmer grouss an d'Fenster gestallt, mä all déi, déi am Alldag mussen sech mat deem Begrëff erëmpleen, déi wëssen, dass et anescht ass. Ech froen lech, Här President, ass dat Autonomie, wann ee fir all Klenggeheet muss säin Tuteur froen? Ass dat Autono- mie, wann de Ministère de l'Inté- rieur muss säin Accord gi wann eng Gemeng en Terrain vun 350.000 Frang, net Euro, keeft oder verkeeft? Ass dat Autonomie, wann eng Gemeng eng Konventioun mat enger A.s.b.l. mécht iwwer 400.000 Frang, dass dann en Dossier muss gemaach ginn, dee mat der Post- kutsch iwwert de Kommissariats- distrikt bis an d'Stad geet an dann erëm zrëck, fir da gesot ze kréien, jo dat do ass an der Rei. Ech si wierklech der Meenung, mir sollen emol eng Kéier kloer bedenke wat mer do verlaangen. Kommt mir kucken emol alleguerte wat jidd- feree vun eis a senger eegener Fa- mill pro Mount, pro Joer vu Budget- en erëmwälzt an da verlaange mer, dass néng oder eelef oder dräi- zéng erwuesse Leit nach mussen en Innenminister froe wa se en Ter- rain vun 350.000 Frang wëlle kafen oder verkafen.

Et deet mer Leed, dat do ass lä- cherlech. Dat do ass aus der Zäit vun 1843, wou nach kaum ee konnt liesen a schreiwen dobaussen im weiten Land. D'Zäiten hu sech glécklecherweis geännert.

#### (Interruptions diverses)

Leider ass dës Philosophie, Här As- selborn, och mam neie Gesetz vun 1988 net grondsätzlech geännert ginn. Et sinn e puer Verbesserung- e komm, mä grondsätzlech herrscht déi do Philosophie, dass méi héich wéi mir kee liesen a schreiwe kann, nach ëmmer vir an där doten Ap- proche.

D'Resultat vun dësen Zoustänn kenne mer alleguerten. Et sinn der jo 45 anscheinend an de Geme- ngen aktiv. Eis Gemenge fänken un total onflexibel ze ginn. Si fänken un och ze verbürokratiséieren. Mech erënnert déi ganz Situatioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un d'Situatioun vun der Chambre des Comptes, ier mer d'Reform gemaach hunn. Wann ee wëllt alles kontrolléieren, da kon- trolléiert ee schlussendlech näischt méi. Dat war esou bei der Chambre des Comptes an dat ass och de Moment esou am Ministère de l'Intérieur. Dat beschte Beispill ass jo d'Déiffendenger Spidol. Do

wier ganz Villes ze kontrolléiere ge- wiescht. Do wier ganz Villes eraus- zefanne gewiescht. Näischt hu mer erausfonnt, bis iwwer aner Weeër de Skandal public ginn ass.

#### (Interruptions diverses)

Här Di Bartolomeo, Dir hutt elo hei gebillt, obwuel ech guer net op lech geschoss hat!

#### (Interruptions diverses)

Dat ass awer meeschtens esou, dass wann een e Stee gehäit, da billt deen, dee sech getraff fillt.

#### (Interruptions diverses)

Ech wollt mam Beispill Déifferdeng net déi schlecht Gestiou un der Spëtz vun dësem Spidol hei the- matiséieren, mä ech wollt just soen, dass de Contrôle de Moment vum Intérieur ineffikass ass, soss hätt e missen iwwert d'Joren déi do Mësstänn erausfannen. Dofir nach eng Kéier, wann ee wëllt alles kontrolléieren, da kontrolléiert ee schlussendlech näischt méi.

An dofir hätt et eiser Meenung no misse bei dëser Debatt zu engem Paradigmewissel kommen, e bes- sen ähnlech wéi bei der Loi de fer 1982 am Frankräich, wou drasteet: „Les communes s'administrent librement par les conseils des élus.“ Déi Gréng hunn an der Kommissi- on fir e Contrôle a posteriori plä- déiert, dass am Prinzip d'Geme- ngen autonom kënnen hir Gestiou fir e Contrôle total ofschafen. Mir stellen eis vir, dass een a posteriori eng Rei Stéchprouwe mécht. Dat wier zum Beispill eng Aufgab, déi den Distriktskommissariat kënnt maa- chen.

A mir hu jo festgestallt, Här Presi- dent, an dësem Haus, dass déi nei Cour des Comptes mat hirer Ma- néier fir gewëssen Dossierien am Detail ze kucken, fir e Contrôle a posteriori ze maachen, fir méi grondsätzlech Saachen an eise- m Statsgefüge ze analyséieren, ei- gentlech an deenen zwee, dräi Joer, wou mer déi Cour des Comptes hunn, scho méi beweegt ginn ass, scho méi Rouagen an ei- sem Stat iwwerduecht gi sinn, ver- bessert gi sinn, wéi vläicht déi 150 Joer Chambre des Comptes vir- drun, wou all Rechnung vun e puer Frang huet misse vum President vun der Chambre des Comptes ën- nerschrivwe ginn.

Ähnlech könnte mir eis et virstellen am Gemengesektor. Wann een esou géing virgoen, da kritt ee lues a lues d'Schwaachstellen an eise Gemengen eraus, da kënnt ee Pro- positione maachen a fir de Rescht géing een emol Vertrauen an déi Leit setzen, déi un der Spëtz vun eisen 118 Gemenge sinn. Ech mengen net, dass dat Leit sinn, déi liichtfankeg mat den öffentleche Gelder emginn, en plus sti se ën- nert der direkter Kontroll vun hire Conseillieren, vum Public, vun der Presse an ech mengen net, dass do Mëssbrauch ze fäerte wier, beson- nesch wann ee weess, dass een och op eng aner Manéier kënnt kontrolléiert ginn.

Ech fäerten awer, Här President, dass esou laang wéi d'CSV dës Ministère besat huet, dës patriar- chalesch Vue weider wäert bes- toen a mir bedauern dat, well et wier eigentlech zäitgeméiss, dass dat anescht géing ginn.

Fir eis ass et ganz kloer, mir gesinn d'Definitioun vum Intérêt communal folgendermoossen, an zwar dass alles erlaabt ass wat net verbue- den ass. Et gëtt Zäit, dass mer dat och erëm esou gesinn, fir dass mer kënnen an de Gemengen Kreativi- téit entwëckelen. Et war ënnert der aktueller Konstellatioun net virstell- bar, dass mer dës Paradigme- wissel an der Kommissioun fäer- deg bruecht hätten.

Dofir wëll ech awer als kleng Schrëtt zwou Motiounen eraginn, fir dass mer hei festhalen, wéi mir den Intérêt communal gesinn an och dofir suergen, dass mer weinstens an Zukunft e bësse manner Büro- kratie mussen bedreiwen an déi



Montanten, déi am Artikel 106 vun der Loi communal sinn, grad esou hiewe wéi déi, déi mer gehewen hu beim neien Ausschreibungs-gesetz. Dat wier an enger éischter Phas schonn e kleng Schrëtt an déi richteg Richtung a géing eis an och de Leit am Ministère de l'Intérieur vill Aarbecht ewechhuelen.

#### Motion 9

*La Chambre des Députés, considérant*

- les dispositions de l'article 106 de la loi communale déterminant les délibérations des conseils communaux soumises à une approbation du Ministère de l'Intérieur ;

- que la majorité des délibérations prises par le conseil communal sont concernées par cette disposition ;

- que ces procédures de contrôle tutélaire des actes administratifs des communes ne correspondent plus aux critères d'une gestion moderne et efficace des affaires communales ;

invite le Gouvernement

- à relever les montants fixés aux points 1°, 2°, 4° et 11° de l'article 106 de la loi communale à 250.000 € et le montant fixé au point 3° de ce même article à 125.000 €.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-An-gelsberg, Renée Wagener.

#### Motion 10

*La Chambre des Députés, considérant*

- l'article 28 de la loi communale du 13 décembre 1988 qui stipule que le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal ;

- que la loi ne donne pas de définition de l'intérêt communal ;

- que la Charte européenne de l'autonomie communale donne une interprétation large du champ d'action de l'autonomie communale ;

- que l'intérêt communal n'inclut pas seulement ce qui est nécessaire, mais également ce qui est utile et agréable sur le territoire communal et qu'il dépend des lieux, des circonstances et des moyens financiers de la commune concernée ;

invite le Gouvernement

- à adapter la loi communale du 13 décembre 1988 afin de disposer d'une vision large de ce qui est d'intérêt communal.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-An-gelsberg, Renée Wagener.

Här President, drëtte Punkt, d'Strukturen. Et ass scho vill geschwat ginn hei. Et gëtt e bësse gemaach wéi wann d'Gréissst vun eise Gemengen de Problem wier. De Jempy Klein huet schonn drop higewisen. Éischtens hu mer nach laang net déi klengst Gemengen. Mir hunn ëmmerhin en Duerchschnitt vun 3.400 Leit pro Gemeng, währenddeem a Frankräich der knapps 1.700 sinn. An da wollt ech froen: Ass dat wierklech de Problem, dee mer hunn? Ech froen lech, Här President: Ass d'Liewensqualität zu Ensber méi kleng wéi zu Bartreng? Kréien d'Leit manner gebueden zu Biekerech wéi zu Keel?

Ech hu vun engem Schoulin-spekter héieren, dee gesot huet, e wier versat ginn a wier an den Norde komm. En hätt nëmme kënne stau-ne wéi eng nei gutt équipéiert Schoulen en am Norde virfonnt hätt. Do missten eng ganz Rei Gemengen aus dem Süde sech schummen, wa se missten dorober goen. Wat soll also déi Relatioun fir ze soen, do wou et kleng ass, ech wëll net grad soen, gëtt Mësch gebaut, respektiv do ass keng Liewensqualität. Ech mengen net, dass do eng Relatioun besteet.

Sécherlech kann ee sech d'Fro stellen, ob Gemengen ënner 1.000

Leit nach zäitgeméiss sinn. Mä ass d'Fusion eng Léisung? Wat ass dann elo mat Baastenduerf an Tand-el, wann déi 1.500 Leit hunn? Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi, fir dass mer eis richteg verstinn, mä an dann? Dann hunn déi nach ëmmer keng Schwämm, an da kënnen se nach ëmmer keen Architekt astelle fir hire Service urbanistique.

Dass mer eis richteg verstinn, ech hunn nëischt géint Fusiounen, mä d'Zukunft läit an eisen Ae ganz kloer an der regionaler Zesummenaarbecht an dat wëll ech och betounen, dat gesi mer net nëmme fir déi kleng Gemengen. Well wou ass den Handlungsbedarf méi grouss wéi am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg an an den Nopeschge-menge ronderëm, fir d'Zones d'activité ze géréieren? Fir e gudden öf-fentlechen Transport iwwert d'Grenze vun der Stad Lëtzebuerg eraus ze definéieren, mengen ech, ass den Handlungsbedarf eigent-lech méi grouss, wéi elo nach vläicht am Kanton Klierf oder am Kanton Gréiwemaacher, déi zéng Gemengen ëm en Dësch ze brén-gen.

Mä, an do si mer um springende Punkt, wann een dat gären hätt, da muss duerfir gesuergt ginn, dass déi Zesummenaarbecht och zustane kënn. Mir sinn als Gréng der Meenung, dass een net brauch ze léigféréieren, mir sinn der Meenung, dass ee kee formaliséierten drëtten Niveau hei am Land brauch. Mir hunn e Landesplannungsgesetz wat eiser Meenung no net schlecht ass. Mir hätt gären zwou Viraussetzungen, fir dass déi regional Zesummenaarbecht klappt: éischts finanziell Ureizer schafen iwwert de Fonds régional an en Deel vum Fonds communal fir regional Zesummenaarbecht ze reservéieren. Well, Här President, et dierf net méi esou sinn, dass d'Trittbrettfahrer méi Rescht an hirer Gemengekeess hu wéi déi, déi iwwert hiren Tellerrand erauskucken.

Zweetens erwaarde mer awer och méi Flexibilitéit um Niveau vun de Gemengesyndikater. Ech sinn och der Meenung, dass dat neit Gesetz net zäitgeméiss ass. Ech hunn dat deemools scho gesot wéi et gestëmmt ginn ass. Mir kréien dat bestätegt an et mierkt ee jo och, dass eppes net klappt, well wa mer fäerdeg sinn, dann hu mer herno méi Gemengesyndikater wéi mer Gemengen hunn.

Dat ass jo awer och net ganz normal, mä da muss ee sech awer och froen: Wou kënn dat hier? Wa mer mat Zäit schonn erlaabt kritt hätte Syndicats à vocation multiple ze maachen, wou mer villes hätte kënnen an engem Syndikat maachen, da wär déi Proliféierung vun deene Syndikater net do. Et war awer deeseweche Ministère, deen eis forcéiert huet fir fir all neien Objet en neie Syndikat ze maachen. Da brauch ee sech net ze wonnere wann herno kee méi sech derbäi erëmfënnt. Dofir, wat dee Punkt ubelaangt, Här President, sinn ech iwwerzeegt wann nëmme usaz-weis esou vill Geld fir regional Zesummenaarbecht zur Verfügung gestallt gëtt wéi fir d'Fusiounen, da maachen ech mer keng Suergen, dass déi regional Zesummenaarbecht wäert fonctionnéieren.

Nächste Punkt: d'Gestioun. Stellt lech vir, Dir hutt e Privatbetrieb mat 60 Salariéen, acht Milliounen Euro Émsaz an 200 Clienten, an de Chef huet zwielef Stonnen d'Woch Zäit fir dese Buttek ze schmässen. Da géinge mer eis jo alleguerten un de Kapp gräifen. Abee, dat do ass d'Situatioun vun der Gemeng Biekerech de Moment, an déi Situa-tioun do ass net besser an net schlechter wéi an all deenen anere Gemengen. Et ass einfach net méi zäitgeméiss, wéi déi Responsabel mussen dee Betrieb schmässen, an dofir triede mir als Gréng selbst-verständlech fir d'Professionaliséierung vun der Gemengeféierung an. Mir kënnen eis en haapt-amtleche Buergermeeschter ab enger Gemeng vu 5.000 virstellen,

e Congé politique vun 20 Stonne fir déi Gemengen ënnendréiner. Ech mengen, e Land wat sech 60 De-putéierte ka leeschten, bréngt et och nach fäerdeg, sech 35 haapt-amtlech Buergermeeschteren a 85 hallefamtlech Buergermeeschteren ze leeschten.

Mir sinn och der Meenung, wa mer gären eng participativ Gesellschaft opbauen, da geet et net duer, dat wat mer gëschter gemaach hunn, zum Schluss vun enger Prozedur e Referendum anzeleeden; do muss mer ënnen ufänken, an dofir plädéiere mer och fir e Congé poli-tique vun de Membere vun de Kommissiounen. Och dat, mengen ech, misst machbar sinn, an ech wëllt och do eng Motioun hanner-leeën.

#### Motion 11

*La Chambre des Députés, considérant*

- le volume croissant de responsabilités et de nouvelles charges confiées aux communes;

- qu'une bonne gestion des affaires communales dépend en grande partie de la disponibilité du collège des bourgmestre et échevins;

- que le congé politique accordé actuellement aux membres du conseil communal est largement insuffisant par rapport à l'ampleur de leurs activités au niveau poli-tique;

- que la réglementation ne prévoit pas de congé politique pour assu-mer les fonctions de délégué-e-s au sein des syndicats communaux respectivement de membre dans les commissions consultatives;

invite le Gouvernement

- à introduire un congé politique pour les membres des commis-sions consultatives et des comités et bureaux des syndicats commu-naux;

- à augmenter substantiellement le congé politique pour le collège des bourgmestre et échevins et des autres membres du conseil communal;

- à étudier la possibilité de profes-sionnaliser le poste de bourgmestre dans les communes au-dessus de 5.000 habitants et d'ins-taurer un congé politique de 20 heures pour les bourgmestres des autres communes.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-An-gelsberg, Renée Wagener.

Leschte Punkt: d'Finanzen. Mir sinn eis eens: All Diskussiounen iwwert d'Gemengenautonomie si Makula-tur wann d'Finanzen net stëmmen. An eisen Ae wär natierlech eng ideal Situatioun wann d'Gemengen iwwert eege Ressourc géife verfü- gen. Do si mer leider haut wäit ewech. Zumindest misst een awer verhënnere, dass eng Regierung permanent no eegem Gutdünke kann un der Geldschrauf dréinen.

Ech mengen, dass des Regierung de Gemengen an och dem Land e schlechten Déngscht geleeschet huet, wou se de Gemengen esou vill Geld ewechgeholl huet. Ech fannen et schonn normal, Här Pre-sident, dass mer eis richteg verstinn, dass wann et allgemeng méi lues geet d'Gemengen och méi lues mussen trëppelen. Ech fannen et awer net normal, dass d'Gemen-ge sech keng Reserven, keen Apel fir den Duuscht konnten op d'Säit leeën zu deenen Zäite wéi et gutt gaangen ass, an dofir sinn ech der Meenung, dass op d'mannst misst d'Moins-value vum Impôt commer-cial kompenséiert ginn, an dofir meng fënneft Motioun.

#### Motion 12

*La Chambre des Députés, considérant*

- l'Accord entre le Gouvernement et le Comité du Syvicol du 8 octobre 2001 sur les mesures à prendre au niveau et en relation avec l'impôt commercial communal dans le cadre de la réforme fiscale;

- le mécanisme de sauvegarde des capacités de financement des communes proposé au point 5 de cet Accord;

- que ces mesures stipulent que „Dans le cas où le montant total de l'impôt commercial communal diminuerait au cours des années à venir par rapport à son montant pour l'année budgétaire 2001, des mesures seront prises pour corriger cette évolution, à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette.“ ;

invite le Gouvernement

- à compenser financièrement, le cas échéant, les moins-values de recettes communales de l'impôt commercial communal de l'année budgétaire 2003 par rapport à l'exercice 2001.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-An-gelsberg, Renée Wagener.

Ech hätt och nach eng Rei konkret Virschléi zu deenen eenzelle Steieren. D'Zäit leeft mer fort, dofir wëll ech dat kuerz halen. Ech wëll just soen, dass mer frou sinn, dass eng vun eisen Iddien awer Uklang fonnt huet, souwuel am Rapport wéi an enger Motioun, nämlech eng grondsätzlech Reform vun der Grondsteuer an enger éischter Phas och eng Méiglechkeet fir den A an de B ze trennen, fir dass mer landwirtschaftlech Fläche kënnen niddreg besteieren oder vläicht iwwerhaupt net méi, an awer grouss Valeuren, déi an de Perimetre leien, wierklech besteieren.

Här Jaerling, Dir hutt dat, mengen ech, falsch verstanen: Et ass jo dann um politeschen Ermiesse vun all Gemeng. All Gemeng kritt dann och am politesche Spillraum ze definéieren, wie se wéi vill innerhalb vum Perimeter besteiert, an ech freeë mech schonn op déi polites-ch Diskussiounen, an da gesi mer och emol erëm, wien, wou a wéi engem Gemengerot sech fir wéi eng Kategorie vu Leit fir wéi eng Besteuerung asetzt.

#### (Interruptions)

Ech géing mech freeën, Här Jaer-ling, op déi Diskussioun.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Mir brauche staark Gemenge mat enger grou-ser Autonomie, mat enger iwwer-zeegter Motivatioun zu regiona-ler Zesummenaarbecht, mat enger zäitgeméisser Gestionsstruktur an eegene Finanzquellen, fir dat Lach, dat duerch d'Globaliséierung ent-stanen ass, opzefüllen, fir eng no-haltig Entwécklung konkret ëm-setzen a fir kreativ Zukunftsmodel-ler ze entwéckelen. Fir dat ze ga-rantéieren, muss een awer age-sinn, dass d'Gemenge längst erwuesse sinn, dass se keen Tuteur méi brauchen. Et muss ee ver-stoen, dass déi Moyenen, déi si kréien, net verluer sinn an en engem schwarze Lach verschwan-nen, mä ganz oft a meeschtens méi effikass agesat gi wéi vun der staatlecher Bürokratie, an et muss ee begräifen, dass staark Buerger-meeschteren a Gemengeréit kee Blocage si fir eist Land, mä éisch-ter e Moteur fir nei Evolutiounen an nei Modeller.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Regierung huet, eiser Meenung no, all dat net verstanen. Ech hoffen, dass desen Débat zu-mindest e bëssen dozou bäidréit fir dat Verständnes ze verbesseren, well ech hunn dat Gefill, d'Leit do-baussen hunn et scho laang age-sinn, d'Leit hu verstanen, dass d'Regierung zwar fir hire Portmonni suergt, d'Gemengen awer hir Lie-wensqualität assuréieren, an, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit hu verstanen, dass dat Éischt ouni dat Zweet net vill wäert ass. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Merci, Här President. Dee schrëftleche Rapport, deen eis virläit - an ech wëll domadder och emol fir unzefänken dann hei e bësse Blumme streeën -, ass menger Meenung no eng gutt Duerstel-lung vun der geschichtlecher Entwécklung an och vun der juris-tischer Basis vun de Gemengen, vun hirer Autonomie, vun hire Kom-petenz, och vun hirer Ofgren-zung vis-à-vis vum Zentralstat an esouguer vun hiren offenen an och ënnerschwellige Konflikter mat der Regierung a besonnesch mam In-nenminister. Déi kommen och hei ab und zu zum Virschäin, an dat ass och ganz flott ze liesen.

Esou iwwerschwänglech meng Beuerteelung awer ausfällt beim „état des lieux“, deen dee schrëft-leche Rapport do mécht, esou gemëscht si meng Gefiller awer wat seng Konklusiounen ueget. Engersäits sinn eng Partie Konklusi-oune jo ze begrëissen. Éischtens emol gëtt sech staark op d'Autono-mie vun de Gemenge behaupt. Dat natierlech Selbstbestimmungs-recht vun de Gemenge fir hir eegen Affären ze behandle gëtt betount. De Stat hätt de Gemenge keng Pouvoiren ofzetrieden, gëtt zum Beispill gesot. Et gëtt dofir och gefuerdert, d'staatlech Tutelle ze reduzéieren an op eng allgéiert administrativ Kontroll vun der Le-galitéit vun den Décisiounen ze be-grenzen. D'Distriktkommissariater sollen net méi eng zweet Tutelle niewent dem Innenminister duer-stellen.

Zweetens, am Rapport gëtt och eng breet Definitioun vum Geme-negeninteresse virgeschloen, déi net nëmme, fir an der Terminologie vun de Verwaltungsgerichter ze bleiwen, den „Nécessaire“, mä och den „Utile“ an den „Agréable“ soll ofdecken. Och déi nei kulturell, so-zioökulturell, éducativ, sportlech oder ekologesch Besoine gehéie-ren dozou, gëtt gesot, an et gëtt sech zum Beispill géint de Versuch gewiert, d'„Coopération au déve-loppement“ aus der Kompetenz vun de Gemengen erauszehuelen.

D'Gemengen, seet de Rapport, sinn net nëmme zoustänneg fir d'Grondbedierfnesser, sou wéi se an der Franséischer Revoluoun definéiert goufen no dem Motto: „propreté, salubrité, sûreté et tran-quillité“, dat heescht den Nachtwächterstat wéi mer e ken-nen, de liberalen Nachtwächterstat aus dem 19. Jorhonnert, oder zum Beispill och fir verschidde gesetz-lech Obligatiounen, wéi déi, déi mat der Schoul zesummenhänken, neen, seet de Rapport, d'Gemen-gen hunn och d'Recht, selwer op anere Pläng aktiv ze ginn, wéi zum Beispill dem Wunnengsbau wou och iwwregens weider Moossna-men an deem Rapport gefuerdert ginn, an et gëtt gesot de Stat muss dobäi hëllefen.

Drëtens weist de Rapport och op déi néideg Kooperatioun tëschent de Gemengen hin a seet och, dass se mussen nei Mëttle kréie fir deenen neie Besoinen entgéintzekom-men. Véiertens seet en och zu Recht, dass d'Gemengefinanze par rapport zu de Statsfinanze besonnesch an de leschte Joren zrëckgaange sinn an dass deen Trend muss ëmgedrëint ginn.

Sou, elo hunn ech awer genuch Positives gesot, well niewent deene Punkte sinn awer wesentlech Froen, wat d'zukünfteg Entwéck-lung vun de Gemengen ueget, net geléist oder onzefridde stellend geléist, sou dass se erëm déi posi-tive Punkte kënnen a Fro stellen, déi ech elo just genannt hunn. Ech wëll dräi esou Fäll opgräifen. Éischtens gëtt sech an deem Rapport zwar fir d'Bäibehale vun der Gewerbe-steier ausgeschwat, e bësse „faute



de mieux". Gläichzäiteg gëtt awer betount, dass d'Approche vun der Regierung, d'Gewerbsteier ofzeschaffen, am Prinzip richtig wär, an et gëtt virgeschloen, dass de „Conseil supérieur des finances communales“ amplaz vun der Gewerbesteier soll e Konzept ausschaffe fir eng Partizipatioun, eng aner Zort vu Partizipatioun vun de Gemengen an de Statssteieren.

Ech mengen awer, dass d'Fro vun der Hierkunft vun de Gemengesteieren net eng neutral Fro ass. Et ass och eng wichteg Fro wat d'Laascht vun de Leit ugeet, déi se herno finanziell mussen droen. Ech wëll do dat zitëiere wat den André Hoffmann bei enger Interpellatioun iwwert d'Gemengefinanzschövirun dräi Joer hei an der Chamber gesot huet. Hien huet gesot: „Et ass net egal ob d'finanziell Ressourcë vun de Gemengen aus direkte Steiere kommen oder aus indirekten. Mir wëssen alleguer, dass déi déi indirekt Steieren en aneren, am Fond geholl regrettabelle regressive Charakter hu par rapport zu den direkte Steieren, an dass se déi Leit mat méi klengem Akommes méi hefteg treffen. Et ass net egal, ob d'Ressourcë vun de Gemenge vun de Benefisser vun de Betriber kommen, oder vun de Steieren op de Léin a Gehälter vun deene Leit, déi schaffen.“

Dofir ass fir mech d'Fro - huet e gesot - „vun der Gewerbesteier, respektiv hirer Ofschafung net einfach d'Fro vun der Kompensatioun, respektiv d'Fro vun der Héicht vun där Kompensatioun fir d'Gemengen, mä och d'Fro, wouhier dass déi Kompensatioun da soll kommen.“

En huet deemools kloer nogewisen, wéi wichteg d'Gewerbsteier och ass, fir déi Käschten ze kompenséieren, déi entsti wann Industrie- a Gewerbebetriber an de Gemengen ugesidelt ginn, an ech mengen an Zukunft wäert déi Fro bei der Gestaltung vu Belval-West eng wesentlech Roll spillen. D'Gewerbsteier ass eigentlech déi wesentlech Fro vun der Zukunft vun deem Projet Belval-West, an et hânt villen fir de Süden dovunner of, ob se weider reduzéiert gëtt oder ob se ganz ofgeschafft gëtt, oder awer, wéi mir et fuerderen, se reforméiert gëtt, méi transparent gemaach gëtt an ausgebaut gëtt.

An ech fannen, dass et e bëssen e moert Resultat ass, wann dës Kommissioun hir Hausaufgaben a puncto Reform vun de Gemengefinanzanzen einfach un de Conseil des finances communales weiderdelegéiert. Et ass keng richtig Konklusioun dran enthalen.

Zweetens, sinn ech guer net d'accord mat dem Virschlag vun de käschendeckende Gemengentaxen nom sou genannte Prinzip vum „coût vérité“. Dat ass d'Récksäit vun der Medail, wann ee mangelnd Konsequenz opweisen huet, fir d'Fro vun de Steieren ze léisen.

Wann d'Suen net méi geholl gi vun de Benefisser vun de Betriber, da muss se forcément geholl ginn engersäits bei der Akommessteier, bei der TVA, bei der Autossteier, wéi elo, oder och nach vläicht bei anere Steieren, déi an Zukunft agefouert ginn, an anersäits muss se da geholl gi bei de Gemengentaxen. An d'Gemengentaxen, dat wësse mer jo, hunn deeselwechten Effet wéi d'indirekt Steieren: Si bewirken am Fond geholl en emgréint Emverdeelungseffekt wéi dat bei anere Steieren de Fall ass, andeem se déi Leit, déi am mannsche verdingen, am meeschte belastschen, an dat grad bei deenen Dingschtleeschungen, op déi kee ka verzichten, wéi d'Waasser, d'Ofwaasser, den Offall an de Stroum zum Beispill.

Den Innenminister huet eis jo viru kuerzem gesot wat de „coût vérité“ senger Meenung no ass. Hien huet gesot, dass dann ee Fudder Waasser plus d'Kanaltax derbäi dräi Euro wäert kaschten. Dat sinn 120 aler Frangen. Iwwerall am Land soll

dee Präis gëlle bis d'Joer 2009, esou géif et eng europäesch Direktiv fuerderen. Dat bedeit an der Praxis d'Verduebelung, wann net esouguer d'Verdräifachung vun de Waasserpräisser, vun deem wat d'Leit fir d'Waasser de Moment an de Gemengen uechtert d'Land bezuelen.

An ech fannen et komesch, dass hei keng Alarmklacken an der Kommissioun lauden. Dovu fannen ech keng Remarque am Bericht. Ech sinn net an där Kommissioun dran, mä ech liesen,...

#### (Interruption)

Här Gira, et wonnert mech, dass Dir och net an déi Klack do eralaut.

Et wonnert mech awer, dass am schrëftleche Bericht net higewise gëtt op déi grouss sozial Konsequenzen, déi esou eng Erhéijung vum Waasserpräis an Zukunft fir d'Leit dobausse wäert hunn.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wéivill Prozent si wierklech dovun betraff?

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Mä allegueren déi, déi d'Waasser brauche fir dovun ze lieden an dermat ze kachen, an....

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wéivill Milliounen kommen zesumme fir aktiv Sozialpolitik ze maache vun deenen 90% Leit, déi d'Waasser korrekt bezuelen?

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Wann dat esou ass, da wäschten ech mech net méi.

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Ech hunn eng ganz aner Opfaassung, Här Gira, vun aktiver Sozialpolitik. Doriwwer kënnen mer jo mol eng Kéier diskutéieren, wann ech méi Zäit hunn, ausser de President seet mer, ech hätt elo fénnef Minutten, da kënnen mer och nach doriwwer schwätzen.

#### (Interruptions diverses)

**M. le Président.** - Här Urbany, fuert weider! Déi aner sollen nolauscheren a jiddferee seng Meenung hei soe loossen.

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Ech mengen, et ass nach eppes aneschters domat verbonnen, an dat misst awer den Här Gira zum Beispill och interesséieren. Well déi Politik bedeit jo och, dass den differenzéierte Waasserpräis an Zukunft net méi wäert méiglech sinn.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wéisou dann?

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Well den Innenminister dergéint ass.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Deen ass och elo schonn dergéint.

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Den Innenminister ass dergéint, an dat heescht, dass et net méiglech wäert sinn an Zukunft.

**Une voix.** - Vlächet ass en net méi do!

#### (Hilarité)

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Ech fäerten, dass och vlächet Innenminister komme vun anere Parteien, déi déiselwecht Politik wäerte fortféieren. A wann ech gesinn, wat an anere Länner, wou aner Parteien an der Verantwortung sinn, alles esou geschitt an asozialer Politik, da kann ech mer net sécher sinn, ob et just nëmme mat der Persoun vum aktuellen Innenminister zesummenhânt.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här Urbany.

#### (Hilarité)

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Wa mer keng differenzéiert Waassertaxé méi kënnen aféieren,

wéi mer dat awer op verschiddene Plaze gemaach hunn, heescht dat jo, dass mer zum Beispill de Grondbedarf u Waasser, deen awer all Mënsch huet, an ech sinn der Meenung, dass d'Waasser e Grondnahrungsmittel ass, dass mer deen dann net méi zum nidrege Tarif kënnen offréieren, an dass mer och d'Verschwendung, zum Beispill vun deenen, déi e Swimmingpool hunn hannert hirem Haus oder énnert hirem Haus, dann net zu engem méi héijen Tarif kënnen usetzen.

Ech wonnere mech, dass de Bericht vun der Kommissioun déi Problematik vum differenzéierte Waasserpräis net uschwätzt.

(L'orateur se sert à boire)

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dat do Waasser huet awer e ganz sozialen Tarif.

**M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Geschwënn ass dat Waasser hei méi bëlleg wéi dat, wat mer doheem am Krunn hunn.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

An da froen ech mech, Dir Damen an Dir Hären, wat den Hiweis op enger anerer Säit am Rapport soll bedeiten, wou geschwat gëtt vu „prix abordables“, déi missten offréiert ginn. An där Notioun vu „prix abordables“ läit jo awer schonn de sozialen Aspekt, menger Meenung no, ganz kloer dran.

An ech froe mech och, wat „à inciter les consommateurs à un mode de vie respectueux des ressources primaires“ dann alles nach soll heeschen, wann esou héich Waasserpräisser an Zukunft solle gëllen, déi keng Differenzéierung och vum Waasserpräis, an do sinn ech iwwerzeegt dovun, méi kënnen offréieren.

Dréttens, mengen ech, dass dee Rapport hei keng kloer Grenze gezunn huet, wat d'Drohung ugeet vun der Liberaliséierung a vun der Privatiséierung. Ech fannen esouguer ganz douteuse Definitiounen hei dran iwwert d'Opdeelung vu privaten a Gemengeninteressen. De Rapport seet: „Au lieu de vouloir établir une séparation stricte entre le secteur public et le secteur privé, la Commission propose de faire application du principe de subsidiarité et d'adopter une approche différenciée dans le cadre de l'organisation des missions entre les secteurs en question“. Wat heescht hei subsidiaresch, wéll ech emol froen? Wien ass hei subsidiaresch par rapport zu wem? Subsidiaresch heescht jo ennergeuerdnet. Ass de Secteur privé subsidiaresch, oder ass de Secteur public subsidiaresch? Oder ass et mol deen een, an emol deen aneren? Mä da froen ech mech, ob dat iwwerhaupt nach e Prinzip ass.

Den Innenminister, fir en erëm eng Kéier ze nennen, ass do méi kloer a sengen Aussoen. Hie seet, d'Compétence communale wier limitéiert net nëmmen duerch d'Compétence de l'État, mä och nach „par la compétence naturelle de l'initiative privée“, an e schwätzt vun der „liberté de commerce et de l'industrie“.

Ech kommen zrëck, Här Gira, op d'Affär „Commune de Bettborn contre Ministère de l'Intérieur“, fir lech drop hinzeweise wéi d'Gefore si vun där Entwécklung.

#### (Interruptions diverses)

Hei ass där Gemeng verbuede gi sech enger Gesellschaft ze beedelegen, iwwregens zesumme mat Privatleit, well gesot ginn ass, dat wär den natierlechen Domaine vun der „liberté de l'industrie“. Déi Kommissioun hei wiert sech zwar an hirem Bericht géint déi Ausleeung, mä wa se esou Definitiou-

ne bréngt vun dem Begrëff vun deem, wat de Stat oder d'Gemengen nach kënnen maachen, dann exposéiert se sech natierlech, dass an Zukunft et esou gehandelt gëtt an alle Fäll wéi am Fall „Commune de Bettborn contre Ministère de l'Intérieur“, an dass d'Gemengen herno iwwerhaupt näischt méi kënnen maachen, wat kommerziell oder industriell Aktivitéiten am Interesse vun hire Leit ugeet.

Wéi wéineg dat berücksichtegt gëtt, och am Rapport selwer, fir de Gemengen d'Instrumenter ze ginn, fir kënnen an déi Richtung tätég ze ginn, dat gesäit ee wann zum Beispill virgeschloen gëtt, dass déi kommerziell Aktivitéiten, déi am kommunale Beräich bleiwe sollen, wéi de Stroum zum Beispill, sollen - an dat steet pauschal esou am Bericht - a privat Gesellschafte verluucht ginn, mat deenen da sollen Ofkommessen ofgeschloss ginn. Dat heescht, déi Iddi vun den Établissements industriels et commerciaux publics, déi diskutéiert ginn ass, iwwregens och wéi mer hei diskutéiert hunn iwwert de Rôle de l'État, déi ass op eemol net méi virgesinn. Fir d'Gemenge gëllt dat op eemol net. Dat wat gëllt fir de Stat, wat gëllt fir d'Spuerkeess, wat gëllt fir d'Post, an dat si jo awer keng manner kommerziell Aktivitéite wéi déi heiten, vun deenen ech schwätzen, dat soll net fir d'Gemenge gëllen. D'Gemenge sollen déi Méiglechkeeten net kréien, mat deene se kéinten op deem liberaliséierte Maart méi flexibel virgoen.

Ech weiss och, firwat dass dat net geplangt ass. Dat geet aus den Aussoe vum Minister ervir, déi en och öffentlech gemaach huet, dass hie fir eng total Privatiséierung vun deene kommerziellen an industriellen Aktivitéiten op Gemengeplang ass. An dann ass et natierlech kloer, dass en de Gemengen net déi néideg Instrumenter gëtt, fir dass se och kënnen selwer aktiv an déi Richtung goen, mä dass en se drängt a Richtung Privatiséierung ze goen, wéi dat an der Stad Lëtzebuerg geschitt ass, wou iwwregens d'Sozialisten an déi Gréng sech dergéint opposéiert hunn, a wéi et eventuell riskéiert zu Esch ze goen, wann déi Opfaassung, déi mir als Lénk zum Beispill hu vun der Missioun vun de Gemengen, sech net sollt op där Plaz an där dooter Fro duerchsetzen.

#### (Interruptions)

Da schwätzt de Bericht och nach vun Établissements publics communaux, awer net an deem doten Zesummenhang, mä am Zesummenhang vun de Services sociaux ou techniques, ouni ze definéieren, wat dat ass. Wat ass dat dann, déi Services sociaux ou techniques? Ass dat den techneschen Déngscht an Zukunft vun der Gemeng, dee soll ausgelagert ginn, deen Établissement public soll ginn? Dat ass jo alles net seriö.

Dat alles ass jo am Widdersproch zu deem, wat verschidde Rapporten hei ganz kloer gesot hunn, wat de Rapport Roux gesot huet zum Beispill, dee gewarnt huet dovun, d'Dilutioun vun der „notion même de service public“ virzehulen, andeem een a Richtung privat Gesellschafte geet, och wa se am Numm vun de Gemenge solle schaffen. Et geet wäit iwwert déi europäesch Direktiv eraus, wat de Stroum ugeet, wou ganz kloer keng Privatiséierung vun den Trägere vun esou Gesellschafte virgesinn ass, an entsprécht esouguer net deem, wat den Institut vu Maastricht gesot huet, dee ganz kloer gesot huet, et sollt een oppassen an et sollt een net ze vill staatlech Servicer auslagere. Elo schwätze mir op eemol dovun, Services techniques vu Gemengen auszelagere. Ech mengen, dat ass net ganz seriö.

#### (Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Ech kommen zum Schluss, Här President. Dee Rapport hei huet e puer gutt Usätz a Richtung Gemengenautonomie, déi awer

duerch deen Neoliberalismus, deen iwwerall present ass, prinzipiell erëm a Fro gestallt ginn. Dës Kommissioun huet keng Parade géint déi Entwécklungen, déi kommen, an net nëmmen dass se keng Parade dergéint huet, mä si geheit sech och nach virun de Won a riskéiert iwwerrannt ze gi bei der Entwécklung, déi kënn. A mat hir riskéieren iwwerrannt ze ginn, virun allem déi Leit, déi herno an de Gemenge wäerte betraff sinn dovunner, duerch héich Tariffer vun den Taxen zum Beispill. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären. Eis Diskussioun vun de Mëtteg soll eng Rei vun Äntwerten op d'Fro ginn, wéi de Stat an d'Gemengen am beschten zesummeschaffen, fir mat dem Bierger a fir de Bierger déi beschtméiglech öffentlech Servicer iwwerall am Land ze garantéieren.

Hei geet Rieds vu Partnerschaft, Aufgabendeelung, gemeinsamer Definitiounen vun Zilsetzungen a Missionen, vu Finanzen, Kontroll, Biergerbedeelegung, Prozeduren a villem méi. An anere Wieder geet et hei ëm d'Fro: Wie ka wat besser maachen, wie soll et maachen, a sinn d'Mëttele dofir do? Wie soll déi Mëttele bréngen? Wat kann de Stat, wat kann d'Gemeng erabrénge, a wat kann een dem Bierger zoomudden? De Rapport vun der Chamberkommissioun ass eng gutt Bestandsopnahm, mä si werft awer méi Froen op wéi se der kloer beäntwert. Et wäert elo op de gudde Wëlle vun der Regierung a vum Parlament, vu Gemengen an der Force vive, dem Bierger, ukommen, ob mir et zesumme fäerdeg bréngen, déi éierlech oppen a gläichberechtigt Partnerschaft ze schaffen, vun där mir - an dat muss ee soen, wann een den Terrain kennt - nach wäit ewech sinn.

Et wäert drop ukommen, ob mir eis déi richtig Method kënnen ginn, fir aus där viller Literatur, déi mir zesummen elo zesummegebroen hunn, och eng reell existéierend Politik um Terrain kënnen emsetzen. Ech wäert mech dovun hidden, fir pauschal Uerteiler hei ofzeginn, wat d'Zesummenaarbecht vun der Gemeng, de Gemengen an dem Stat ugeet. Stat, Gemengen, Ministère a lokal Institutione schaffe vill a gutt zesummen, an dach kann een et, an dat muss ee soen, op enger Rei vu Plaze vill besser maachen. Dat gëllt virun allem fir d'Zesummenaarbecht tëscht de Gemengen an dem sou genannte Ministère de tutelle - wat schonn alles seet -, dem Ministère de l'Intérieur. Als ee vum Terrain kritt een net selten d'Impressioun, dass bei eise Virmond de Prinzip gëllt: Firwat soll een et einfach maachen, wann et och komplizéiert geet. An allze oft kritt een d'Impressioun, dass an der Relatioun zwëschen Stat a Gemengen de Prinzip vum „Här ass Här a Max ass Max“ gëllt, wou ech lech...

#### (Hilarité)

Voilà, dat ass e bësse méi komplizéiert fir d'Differenz do dertëscht ze maachen, wann dat esou no ass. Wien den Här ass a wien de Max ass, brauch ech lech wuel net ze soen.

Ganz oft gëllt de Prinzip, dass d'Gemenge proposéieren an de Ministère de tutelle disposéiert. Et gëtt eng ganz Rei vu Beispill, wou een dat dote kann illustrieren. Eent vun deene rezentesten ass dat vun der Ofschafung oder der Reduktioun vu Gemengesteieren iwwert de Kapp vun de Gemengen ewech. Dat huet deemools gegollt bei der Gewerkekaptalsteier, wou net am Virfeld mat de Gemengen diskutéiert ginn ass. Dat gëllt fir d'Reduktioun vun der Gewerbesteier ëm 25% 2001, wou net am Virfeld mat de Gemengen diskutéiert ginn ass, wou herno mat hin-



nen diskutéiert ginn ass, wou och herno en Accord fonnt ginn ass, mä nëmmen en Accord fonnt ginn ass, well déi Ofschafung de Gemenge ganz schmackhaft gemaach ginn ass mat zwee Argumenter.

Éischtens mam Argument, dass d'Gemenge kee Risiko géife lafen, well déi dynamesch Wirtschaft de Gemengen déi Reduktioun méi wéi géif kompenséieren, an zweetens, wann dann déi Wirtschaft iergend eng Kéier méi lues dréie géif, da géifen d'Gemenge Kompenséierung kréien, Kompenséierungen, wann d'Evolutioun vun de Statsrecetten dat erlabe géif. Mir hunn deemools gesot kritt: Dir braucht lech iwwerhaapt keng Suergen ze maachen, dat leeft alles riicht. An och haut menge mir, dass mer u sech kee Risiko hunn, och net doerch, - wéi et am leschten Deel vum Saz duergestallt gëtt -, dass de Stat nëmme géif kompenséieren, wa seng Situatioun dat géif erlaben.

Ech hunn nämlech an deene leschte Méint dem Finanzminister, dem Budgetsminister an dem Premierminister ganz opmierksam nogelauschert an déi hunn eis gesot, dass d'Statsfinanze gesond bleiwen, äusserst stabil bleiwen, dass et zwar e bësse méi problematesch gëtt, mä dass d'Statsfinanze stabil sinn, sou dass een eis net soll soen, dass de Stat net an der Lag ass, fir säi Wuert vis-à-vis vun de Gemengen ze halen. Allerdéngs kléngen d'Téin aus dem Regierungslager e bëssen anescht, well bei där leschter oder virlieschter Sitzung vum Conseil supérieur des finances communales, dee jo entstanen ass als Konsequenz vun deene Moosnamen a Saache Gewerbesteier, den Innenminister eis gesot huet: Dir kritt keng Kompensatiounen, well d'Situatioun net esou ass, dass Dir der braucht. - Richtig zitéiert, mengen ech. Den Innenminister huet eng ganz aner Lecture vun deem Ofkommen, wat mir mat der Regierung...

#### (Interruption)

Jo, mä d'Konklusioun war déi do. Ech si gewinnt, als fréiere Journalist, mech ëmmer ganz einfach auszedrecken. Vun där Langue de bois halen ech net vill. D'Konsequenz war, dass den Här Innenminister eis gesot hutt: Dir hutt keng Kompensatiounen zegutt! - Point à la ligne. An de Premierminister war nach e bësse méi kloer, mä e war och e bësse méi witzeg, well ugeschwat op Kompensatiounen huet hien eis gesot: Dir kritt keng Kompensatiounen, well d'Gemengen - Haalt lech un! - hunn 1999, 2000 an 2001 méi kritt wéi dat, mat deem se gerechent hunn. Witzeg ass de Statsminister, well den Accord ass 2001 geschloss ginn, da kann een eis also net soen, wat virdru war, a wa mir keng Kompensatiounen zegutt gehat hätten an deem Cas de figure, dee sech lo agestallt huet, dann hätt d'Regierung och keng solle versprechen.

De Conseil supérieur des finances communales huet eng excellent Bestandsopnam gemaach, mä bis elo ass näischt Gräifbares aus den Diskussiounen erauskomm. Den Innenminister huet eis gesot, e wëllt des Debatt ofwaarderen, ier mir da géifen iwwer konkret Schrëtt schwätzen. Den Owend ass jo déi Debatt eriwuer, da kënne mir eis erëm zesummesetzen, fir iwwer konkret Moosnamen ze schwätzen.

Fir awer d'Regierung un hir Versprechen ze erënneren, a fir och déi grouss Solidaritéit vun alle Gemengevertreieder ze ënnersträiche vis-à-vis vun deem Accord, hunn ech mer erlaabt, eng kuerz, einfach, onpolemesch Motioun virzeleeën, wou näischt aneschters drasteet wéi dat, wat mer an där leschter Syvicol-Generalversammlung diskutéiert an decidéiert hunn. Do hunn all d'Vertreieder am Syvicol gesot: Mir fuerderen d'Regierung op, dat anzéleise wat se 2001 versprach huet, dat heescht am Kloer-

text, de Gemengen d'Kompensatiounen zoukommen ze loossen iwwer eng Héicht vun 21 Milliounen Euro, wat d'Differenz ass téschent 2003 an 2001, wat d'Referenzperiod ass.

A well mer jo net mengen als LSAP-Fraktioun, dass mir eleng fir d'Intériteit vun de Gemengen anrieden, hu mer Ennerschrëften hei opstoe gelooss, fir enner anerem dem Generalsekretär vum Syvicol, dem Här Halsdorf, dee mat eis zesummen op där Generalversammlung dofir plädéiert huet, et ze erméigleche fir zu sengem Wuert ze stoen, och seng Ennerschrëft ze ginn, fir zum Beispill dem Paul-Henri Meyers och d'Geleeënheet dozou ze ginn, et j'en passe et des meilleurs, och fir dem Här Hauptert zum Beispill d'Geleeënheet ze gi fir zu deem ze stoe wat en am Syvicol verteidegt huet.

#### Motion 13

*La Chambre des Députés,*

*- considérant l'accord du 8 octobre 2001 entre le Gouvernement et le Syvicol sur les mesures à prendre au niveau et en relation avec la réduction de l'impôt commercial communal dans le cadre de la réforme fiscale;*

*- considérant cet accord qui notait „dans le cas où le montant total de l'impôt commercial communal diminuerait au cours des années à venir par rapport à son montant pour l'année budgétaire 2001, des mesures seront prises pour corriger cette évolution, à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette“;*

*- considérant la diminution de l'impôt commercial communal de plus de 21 millions d'euros par rapport à l'année de référence 2001;*

*- considérant les besoins de financement des communes;*

*- considérant l'importance des investissements communaux pour relancer l'économie luxembourgeoise;*

*invite le Gouvernement*

*- à respecter l'accord du 8 octobre 2001 signé entre le Gouvernement et le Syvicol et à s'engager à prendre en charge la différence entre le montant total de l'impôt commercial communal et le montant de référence de l'année budgétaire 2001.*

(s.) Mars Di Bartolomeo.

Ech wëll lech awer soen...

#### (Interruptions diverses)

Jo, Dir hutt se scho mat ennerschriwwen.

■ **Une voix.** - Mir hunn näischt ze soen am Syvicol!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Mä et sätzen der jo awer hei déi op der Generalversammlung vum Syvicol waren an déi applaudéiert hunn, wéi mer gesot hunn, d'Regierung sollt dat doten aléisen. Ech muss lech awer soen, Här President, dass ech bei den Här Halsdorf gaange sinn an den Här Halsdorf mer gesot huet, hie kënnt net ennerschreiwen, allerdéngs no Récksprouch mam Innenminister,...

#### (Hilarité)

...an ech och eis Kolleegen aus der liberaler Partei gefrot hunn, fir mat ze ennerschreiwen. Och de Spracher vun deene Liberale fir de Gemengesecteur huet gemengt, hie géif dat net mat ennerschreiwen.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech zéien awer eist Wuert nach net zrëck. D'Setzung ass nach net eriwuer, an wa Kolleegen heibanne sinn, déi ech zu Onrecht verdächtigen, dass se hei am Parlament eng aner Meinung vertrieede wéi am Syvicol, da solle se mech Lige strofen an hir Ennerschrëft hei drénner setzen. Die Wette gilt.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Här Di Bartolomeo, Dir maacht lech et ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Entschëllegt, Här Halsdorf, huet den Här President lech d'Wuert ginn?

#### (Hilarité)

■ **M. le Président.** - Den Här Halsdorf wollt lech eng Fro stellen, Här Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Selbstverständlech, Här Halsdorf.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Grad esou onnuanciéiert wéi Der elo e bësse virgitt, gitt Der och an deem do Dossier vir. Et ass kloer, et steet dran, dass d'Statsfinanzen et mussen erlabe fir dat doten ze maachen. Wann een awer de Budget gellies huet, dee mer den nächsten Dënschdeg hei wäerten diskutéieren, da gesäit een, dass mer an enger Situatioun sinn, déi anescht ass wéi déi aner Joren. Déi normal Recettë sinn zrëckgaangen, an et ass déi éischte Kéier säit dem Zweete Weltkrich wou dat de Fall ass. Da muss ee sech jo awer Froe stellen.

Zweetens ass et déi éischte Kéier wou d'„Dépenses en capital“ net esou héich si wéi d'Investen, déi mer maachen. Dat heescht, mir sinn an enger Logik, déi net ass wéi virdrun, an dofir muss ee virsiichteg sinn. An de Moment huet eis Regierung eng ganz virsiichteg Politik gemaach wat d'Budgetpolitik ugeet, an ech fannen et nëmmen normal a konsequent, wann een do esou reagéiert wéi se reagéiert.

#### (Interruption)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här President, Dir erlaabt mer jo dass ech, andeem ech mech un d'Chamber wenden, feststellen, dass de Budgetsberichterstatteer mengt, dass dëst Joer an am nächste Joer de Statsbudget schlecht drun ass,...

#### (Interruptions)

■ **Une voix.** - Neen, neen!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - ...dass d'Situatioun sech wesentlech verschlechtert huet, an dass d'Regierung sech et net erlabe kann, de Gemengen déi Mëttele ze ginn, déi den Här Halsdorf a senger Eegenschaft als Generalsekretär gefuerdert huet. Dat heescht, den Här Halsdorf denkt als Generalsekretär vum Syvicol eppes aneschters wéi en als Budgetsrapporteur denkt. Dir misst e bëssen Uerdnung an Är Tirang erabringen. Ech géif lech dat ganz waarm un d'Häerz leeën.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - D'Situatioun ass eng ganz aner wéi se war déi Zäit wou mer dat do decidéiert hunn. Lauschtert mer en Dënschdeg no!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här Halsdorf, mir hunn dat dote virun dräi Wochen decidéiert.

#### (Interruptions diverses)

■ **M. le Président.** - Dir sollt lech un de Plenum wenden an net polemiséiere mat dësem a mat deem. Am Reglement steet, et wenn ee sech un de President respektiv un d'Chamber, an déi aner solle sech och dorun halen. Lauschtert hei no wat den Här Di Bartolomeo ze soen huet.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech wollt deem beschten Innenminister soen, dee mer bis elo jee haten, deen haut President ass, dee leider net konnt op der Syvicol-Generalversammlung si virun

dräi Wochen, dass den Här Halsdorf op där Generalversammlung vum Syvicol domat d'accord war, dass mer d'Regierung zu deem opferdere wat mer elo gemaach hunn.

#### (Interruptions diverses)

■ **M. le Président.** - Loosst de Riedner schwätzen an ennerbriecht net dauernd!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Si huele mir lauter Riedezäit, Här President.

#### (Hilarité)

Ech wollt feststellen, dass d'Regierung an deene leschte Joren - an ech soen net dass dat eng Regierung war, dat ware successiv Regierungen - dauernd un de Mëttele vun de Gemenge geknabbert huet an de Gemengen dauernd zousätzlech Missiounen ginn huet. Dat gëllt fir d'Education précoce, dat gëllt fir den Accueil, wat alles gutt Saache sinn, mä wou ech awer muss feststellen, dass am Virfeld net mat de Gemengen doriwwer diskutéiert ginn ass, dass nëmmen delegéiert ginn ass, an dass net séchergestallt ginn ass, dass fir déi delegéiert Missiounen och entsprechend Gelder zur Verfügung gestallt gi sinn.

Mir sinn zwar bei allem zu 50% subventionéiert ginn, mä mir hunn de Rescht als nei Ausgabe misste kréien, an nei Ausgaben, déi net duerch nei Einnahme kompenséiert gi sinn. Dat kann op Dauer net opgoen, well wat mer méi delegéiert Missiounen kréien, wou net de Finanzement garantéiert ass, wat mir als Gemenge méi aarm ginn. Dat ass esou einfach wéi „Amen“, voilà.

Da wollt ech mer erlabe bei dëser Geleeënheet op déi vum Intérieur gemaachen Ennerscheeder téschent obligatoresch, delegéiert a fakultativ Missiounen anzegoen. Dat si Grenzen, déi schéin um Paubeier sinn, mä déi an der Praxis vill méi verwëscht sinn. Et kann een déi Grenzen net esou zéien, dat ass onméiglech. Déi fakultativ, delegéiert an obligatoresch Missiounen fléisse ganz oft aneneen, a wann den Intérieur eppes als fakultativ oder delegéiert Missiounen definéiert, da stinn aner Ministère Schlaang fir mat de Gemengen ze diskutéieren a fir d'Gemengen dozou ze iwwerzeegen, dass se nei Aufgaben a Saache Sport, Kultur, Logement, Ekologie, Egalité des chances, Kooperatioun, nei sozial Dëngschter, Transport an esou weider iwwerhuelen. Mäin Appel un d'Regierung: Gitt lech dach eng Kéier eens ennerenee wat obligatoresch Missiounen vun de Gemenge sinn, schwätzt mam Innenminister ier Der un d'Gemengen erugitt fir dass den Innenminister och, wann ech gelift, net de Contraire decidéiert wat eis aner Ressorten awéckelen.

Sou geschitt um Gebitt vun der Egalité des chances, wou eng Rei vu Gemengen Initiativ geholl hunn, wou de Ministère de la Promotion féminine eis encouragéiert huet dat ze maachen, wat och richtig ass, wat mer och gäre maachen, well mer der Meinung sinn, dass d'Egalité des chances um Terrain, bei de Gemengen am effikasste kann duerchgesat ginn, an ech wëll lech just soen, dass d'Gemeng Diddeleng de 16. Dezember säi „Guichet unique“ opmécht a Saache Promotion féminine oder Egalité des chances, och wann den Innenminister bis viru kuerzem nach der Meinung war, dass dat net zu den essenzielle Missiounen vun de Gemenge gehéiert. Déi zwee Regierungsmemberen oder d'Regierungsmemberen enner sech solle wann ech gelift decidéiere wat dann elo Sache ass. Datselwecht gëllt fir d'Kooperatiounspolitik. Mir ginn encouragéiert vum Ministère de la Coopération fir eis ze engagieren un der Kooperatioun, den Innenminister huet d'Kreditte ofgeblockt, déi fir d'Kooperatioun geduecht waren.

Dann en anert Element, wou ech drop wollt hiweisen, dat sinn déi Widderspréich an déi sech d'Regierung a Saache Subventionenpolitik verweckelt. Ech huelen dat Beispill vun de Schoulen. Dir wësst, dass mer hei eng Diskussioun haten ulässlech vum Privatschoulgesetz, wou d'Privatschoulen zu 80% subventionéiert ginn. D'öffentlech Schoulen, d'öffentlech Primär- a Spillschoule si bis elo téschent null a 45% subventionéiert ginn. Well eis Argumenter der Regierung agelicht hunn, huet de Premier an huet den Innenminister gesot: Ah bon, mir kommen lech elo entgéint a mir hiewen déi Subventionen em 25%.

Den Innenminister huet dat nach op eng Question parlementaire vu mir bestätegt, dass retroaktiv op 2002 déi nei Tauxe vu Projeten, déi 2002 entaméiert gi sinn, plus 25% vun deem, wat ee bis elo kritt huet, ausbezuelt ginn. Boufdech, hat de Minister geduecht, hate mir och geduecht, mä hien huet e Visa, e Refus vun der Finanzinspektioun kritt. Wat ass d'Konsequenz dovun? Déi Gemengen, déi schonn Engagementer kritt hu vum Intérieur iwwert deen neien Taux, wéi sinn déi haut do? Kënnen déi sech nach drop verloossen, dass se 25% méi kréien, oder kënne se sech net drop verloossen, Här Innenminister? Gëtt dee Visa vun der Finanzinspektioun opgehewen, kréien déi Gemengen dat? A wéini kréie se et, well en attendant ass dat doten ofgeblockt. Am Moment gi keng Subventionen ausbezuelt an deem dote Beräich. Dofir war et vläicht gutt wann Der eis kéint soe wéi et domat weidergeet. Grad wéi et gutt war wann Der eis kéint soe wéi et mam Subventionnement vum Précoce weidergeet, ob 2004 och nach Engagementer kënnen ageholl ginn zu deem Taux vu 50% oder ob dat schonn 2004 ausleeft.

Dann de Widdersprach téschent deene verschiddene Subventionen. Ech hunn lech gesot wéi d'Schoule subventionéiert ginn. Dir wësst wéi aner Infrastrukture subventionéiert ginn. Ech mengen, dass Schoulen essenziell, liewenswichtig Infrastrukture sinn. Déi ginn téschent null a 45% bis elo subventionéiert an déi sollen an Zukunft e bësse méi héich subventionéiert ginn. Et gëtt aner Beräicher déi laut Definition vum Intérieur vill manner wichtig, vill manner essenziell sinn, fakultativ sinn, déi vill méi héich subventionéiert gi wéi d'Primärschoulen. An et soll ee mer elo net kommen, dass dat zu deene Gelder gehéiert, déi d'Gemenge souwisou hunn, well soss misst een iwwerhaapt net subventionéieren.

Niewent deene méi niddregen Tauxe si mer och nach domat konfrontéiert dass, wa Subsidé vum Intérieur ausbezuelt ginn, se net an deem Joer ausbezuelt gi wou se engagéiert ginn, mä dass et heiansdo fénnef, sechs a méi Joren dauert bis dass se ausbezuelt ginn, am Contraire zu deem wat an anere Ministère besteet, zum Beispill d'Famille, d'Jeunesse, de Sport, wou, wann Engagementer do sinn, déi och schnell liquidéiert ginn. Just ganz kuerz am Telegrammstil.

#### (Interruptions)

Jo, wann ech mech un d'Zäit muss halen, da ginn ech och dovunner aus, dass déi, déi no mer kommen, sech integral un d'Zäit halen.

■ **M. le Président.** - Jo, Dir hutt nach e puer Minuten. D'Motiounenzäit ass jo dofir geduecht; et sinn der, déi déi scho gebraucht hunn, da kënnt Dir déi och mat huelen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech sinn och relativ schnell fäerdeg, Här President. Vill Energie an Nerve kascht déi duebel, jo dräifach Kontroll, där d'Gemengen ausgesat sinn, an Dir kennt alleguer déi Beispiller. D'Gemenge schécken en Dossier an den Distrikt, en ass net ganz kom-



plett, e kënn aus dem Distrikt an d'Gemeng zréck. D'Gemeng schéckt en erëm an den Distrikt. Vum Distrikt geet en an den Intérieur. Am Intérieur gëtt festgestallt, dass nach iergend en Hoer an der Zopp ass. Vum Intérieur geet en an den Distrikt, vum Distrikt geet en zréck an d'Gemeng, vum der Gemeng geet en zréck an den Distrikt a vum Distrikt erëm an den Intérieur. Bon, an dann hu mer e Baart.

#### (Hilarité)

Mir sinn am Zäitalter vun der Informatik, Här Minister, an ech kann lech soen, wann Der et net sollt wëssen, wann enger Gemeng hiren Dossier net komplett ass, gëtt en zréckgeschéckt. Et gëtt net ugeruff a gesot: Liwwert eis dat no! Ech kann lech dat versécheren. Et gëtt net intervenéiert, et gëtt net gesot: Schéckt eis et no, mailt eis et no! Et geet deen dote Wee, an ech wëll hei net polemiséieren.

#### (Hilarité)

Mä et kascht extrem vill Nerven an Energie, Här Minister.

#### Une voix.- An Zäit!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Bei eis geschéie Feeler, op där anerer Säit geschéie Feeler, dovunner wëll ech net schwätzen, mä am Computerzäitalter misst een net méi onbedéngt mat der Postkutsch fueren, just fir en ale „Bonmot“ erëmzuehelen.

Dann zu de Strukturen. Wann de Minister vu Strukturen schwätzt, dann denkt en och enner anere an d'Fusiounen. Dat ass eng Diskussioun déi derwärt ass gefouert ze ginn, wa se mat Incitatiounen um fräiwëllege Plang geféiert gëtt. Mä méi wichteg wéi déi dote Strukturännerung ass, dass d'Strukture vun de Gemenge fundamental revidéiert ginn, an am Telegrammstil: méi Zäit fir déi Leit, déi un der Spëtzt vun der Gemeng setzen, Professionaliséierung keen Tabu, a virun allem och net nëmme sech focaliséieren op de Gemengesekretär an op de Gemengereceveur, wat wichteg Personnage sinn, mä virun allem och déi ganz Struktur vum „middle management“ iwwerdenken, déi een huet. Haut hutt Der a mëttlere Gemengen d'Situatioun, dass de Schafferot net nëmme Verwaltungsrot, Direktionskomitee ass, mä heiansdo och de mëttlere Management nach gläichzäitig muss maachen. Dat ass e Plädoyer fir méi Zäit a fir méi Mëtten. Dann e ganz kloer Plädoyer fir déi Moyenen, déi mer am Rahme vun der Landesplanung fir d'Regionaliséierung, fir d'Schafung vu regionale Strukturen hunn.

Zu de Konklusiounen da wollt ech ganz schnell déi Propositione maachen, déi eis essenziell schéngegen:

1. Redefinitioun vun de Missiounen, obligatorescher an delegéierter, vun de Gemenge mat „garantie des moyens“;
2. d'Notze vun deenen Instrumenter, déi mer am „Aménagement du territoire“ am „Plan directeur de l'aménagement du territoire“ kréien, fir zesumme Landesplanung ze maachen, regional Planung an och lokal Planung ze maachen;
3. eng reell Partnerschaft téschent Stat a Gemengen am Sënn vu Gläichberechtigung an net vu Bevürdung;
4. no deem Débat e Suivi an engem „Groupe mixte“ téschent de Regierungsvertreieder a Leit vum Terrain, zum Beispill Syvicol;
5. d'Schafung vu regionale Strukturen, wéi de regionale Syndikat, deen am Süden elo entstanden ass - net ze verwiesselen mat deenen traditionelle Syndikater déi speziell Missiounen hunn;
6. d'Schafung vu Regionalfonje fir déi Projete mat regionaler Tragweid ofzesécheren;
7. d'Ofsécherung vum Service public géint den Outsourcing, an et

war ganz interessant wat den Här Gira gesot huet. Mä ech mengen op eenzelne Plazen, ënnert anere Déifferdeng, wou och eis gréng Kolleegen dobäi sinn, ass de Choix gemaach ginn, net fir de Service public, mä...

#### (Interruptions)

Une voix.- ... huet sech um Här Halsdorf vun der LSAP vun Etelbréck inspiréiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, mä da sidd Der a gudder Gesellschaft, mä ech wëll awer drop hiweisen, dass ee sech och heiansdo mat sengen eegene Widerspréich soll ausernee setzen.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Meisch (DP).- Do sidd Dir awer elo amgaangen, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Da Festegung a Reform vun den dezentrale soziale Strukturen. Et ass zum Beispill batter néideg, dass mer eis Office-sociale reforméieren, dass mer och deene Leit, déi am Déngscht vun deene Schwächste stinn, méi Zäit ginn an dass mer hir Aarbecht och esou honoréiere wéi se et verdéngt. Dat ass anscheinend „ein Ding der Unmöglichkeit“, an heibanne setzen der déi e Liddchen dovunner kënne päifen. Dann d'Koordinatioun téschent dem Innenminister an dem Ressortminister fir sech endlech eens ze gi wat déi essenziell Missioun sinn: Transparenz a Verlässlechkeet, Schnelligkeet vun de Subsidiën, Revisioun vun de Kontrollmechanismen, keng duebel Kontrolle méi. A mir sinn net der Meenung, dass een den Distriktskommissär soll ersatzlos ofschafen, mä dass een den Distriktskommissären déi Missioun vu Berodung, déi noutwendeg ass bei de Gemengen, soll ginn. D'Straf-fung vun de Prozeduren, d'Schafung vum „Guichet unique“, an da „last but no least“ d'Reform vun de Gemengefinanzanzen am Sënn vu méi enger grousser Stabilitéit. D'Gewerbsteier ass selbstverständlech keen Tabu, wann eng équivalent aner Finanzierungsquell ka fonnt ginn.

Schlussendlech no där Diskussioun, no där Debatt, déi mer haut gefouert hunn, an no deene ville Pabeieren, déi mer accouchéiert hunn, muss mer eis déi Methode gi fir déi Usammlung vu gudde Propositionen a Musek ëmzesetzen, soss war dee laangen Débat hei fir d'Kaz, a mir sollten eis vläicht en Délai setze wou mer no deem Débat praktesch Moosname virleeën, déi ofgestëmmt sinn, net nëmme téschent den Deputéierten an der Regierung, mä déi och ofgestëmmt si mat deene Leit um Terrain. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen.

#### (Interruption)

Den Här Di Bartolomeo ass fäerdeg mat senger Intervention a mir fuere weider mam nächste Riedner.

#### (Hilarité)

M. Aly Jaerling (ADR).- Här Di Bartolomeo, Dir hutt kritiséiert, dass zu Déifferdeng de City-Bus gratis fiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Neen, dat hunn ech net.

M. Aly Jaerling (ADR).- Ma dach, dat hutt Dir indirekt gemaach.

De City-Bus zu Déifferdeng kann nëmme gratis fonctionnéieren, well e méi bëlleg fiert wéi wann e géing vum öffentliche Transport bedéngt ginn.

#### (Interruption)

Ma dach, dat ass wouer! Ech wëll lech dat awer emol soen, fir datt dat och emol kloer ass. An dat ass

jo och eng Kontradiktioun an Ären Aussoen. Dir hätt gär, dass den öffentliche Transport gratis fonctionnéiert. Dat ass eng Fuerderung vun lech. Dir hutt gesot, wa mir an d'Regierung kommen, da maache mer dat. An elo, do wou e fonctionnéiert, kritiséiert Der dat. Dat verstinn ech net!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech fannen, datt et ganz erstaunlech ass, datt e Gewerkschaftler hei fir den Outsourcing plädéiert. Et deet mer Leed.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

#### (Interruptions)

Ech géing em Är Opmierksamkeet bieden. Lauschtert dem Riedner no. Ech wëll lech drop opmierksam maachen, datt den Ordre du jour haut muss komplett erleedegt ginn, a wat méi dertéschent gefunkt gëtt, wat d'Saach méi an d'Längt gezu gëtt a mer méi laang mussen hei bleiwen.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Die Autonomie der Gemeinden ist für den Erhalt einer lebendigen Demokratie notwendig. Gemeinden müssen deshalb nicht nur in ihrer Entscheidungsfindung autonom sein, sondern auch im Bereich ihrer Finanzen. Die Rolle des Staates soll sich auf die verfassungsrechtlich festgelegten Aufgaben beschränken.“ Dat sinn déi treffend Wierder aus dem neie Grondsatzprogramm vun der Demokratescher Partei, deen de leschte 17. November ugeholl gouf. Dat charakteriséiert u sech och schonn déi fundamental Approche, déi meng Partei an der Relation téschent dem Stat an de Gemengen huet.

Effektiv ass och scho ganz kloer aus der Ried vu mengem Fraktionskolleg a Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, dem Paul Helminger, ervirgaangen, datt téschent de Gemengen an dem Stat ouni Zweifel muss e Partnerschaftsverhältnis bestoen. Dat explizéiert sech virun allem duerch eng generéis Autonomie. D'Kontroll duerch d'Autorité de tutelle, dat heescht also engersäits den Innenministère, anersäits och den Distriktskommissariat, soll sech a priori dorobber beschränken, fir ze analyséieren, ob déi Décisiounen, déi entweder vum Schafferot oder vum Gemengerot geholl ginn, kompatibel si mat de besteende Gesetzer, respektiv mat eiser Konstitu-tioun.

An deem Kontext kann ech d'Gemengebeamtengewerkschaft zitéeieren, déi dat folgendermoossen em-schriwwen huet: „Cette tutelle devrait nécessairement se limiter au contrôle de la légalité des actes communaux et non à leur opportunité.“ D'Gemengepolitik huet jiddefalls ëmmer am Wierke vun der Demokratescher Partei eng ganz grouss Plaz ageholl. Fir d'DP ass et kloer, datt e fräiheetleche Stat sech muss kënnen op staark Institutione baséieren. Zu deene staarken Institutione gehéieren ouni Zweifel déi 118 Gemengen hei am Land. Dofir muss och de Législateur permanent bestreift sinn, fir en optimale Kader ze schafen, fir datt d'Gemenge sech kënnen esou wäit wéi méiglech autonom bewegen. Dofir huet déi Debatt vun haut fir eis ouni Zweifel eng ganz grouss Bedeitung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir kënnen eng effikass Politik am Intérêt vum Bierger ze maachen, brauch een als Politiker och Zäit. Et brauch een Zäit fir d'Dossieren ze consultéieren, et brauch een awer och Zäit fir no bei de Leit ze sinn. A grad domadder hu vill

Kommunalpolitiker hir Problemer. Si kënnen oft déi familiär, déi berufleech an déi politesch Obligationen net ëmmer ënnert een Hutt bréngen, an d'Resultat ass leider - muss ee soen -, datt vill Leit, déi u sech Spaass un der Politik hätten, dat awer net ëmsetze kënnen, well déi eenzel Contrainten do bestinn.

Dat huet allerdéngs och déi negativ Konsequenz, datt u sech net all Gesellschaftsschichten an der Politik vertruede sinn. Dowéinst ass et ganz kloer, datt mir als Demokratesch Partei eis zënter laangem fir eng Adaptatioun vum Congé politique asetzen. Et ass e Volet, deen de Mëtten hei scho vun eenzelne Virriedner ugeschnidde ginn ass. Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, datt de 27. November 1998 eis Federatioun, dat heescht d'Fédération des conseillers communaux démocrates, e Positionspabeier erausginn huet, wou se ganz kloer d'Virstellung ënnerbreet huet, wéi de Congé politique soll adaptéiert ginn.

Loosst mer éierlech sinn, wann een haut e Buergermeeschter hält, och vun där klengster Gemeng, déi keng 1.000 Awunner huet, deen nëmme aacht Stonnen d'Woch zur Verfügung huet fir sengen Obligationen nozekommen, dann ass dat einfach net méi méiglech. Dofir menge mir, datt den Innenminister deem misst Rechnung droen, an datt Adaptatiounen vun deem betreffende groussherzogleche Règlement, wat vum 6. Dezember 1989 datéiert, misste virgeholl ginn.

Dernieft si mer als DP der Meenung, datt een de Congé politique net nëmme soll fir déi Leit accordéieren, déi an engem Conseil sinn, mä datt een doriwwe eraus och soll dee Congé politique un déi Leit weiderginn, déi eng Missioun um Niveau vun engem Gemengesyndikat hunn, well et daerf ee jo net vergiessen, datt grad d'Gemengesyndikater ëmmer méi u Bedeutung gewannen, well eben déi interkommunal Zesummenaar-becht ëmmer méi grouss gëtt, an dat zu Recht, an och aus deenen Ursachen, déi de Mëtten hei schonn opgeléicht goufen. An dann daerf ee jo awer och net vergiessen, datt de Patron vun deene Leit, déi am Privatsecteur ugestallt sinn, jo awer déi Fraisen, déi do-duerch entstinn, rembourséiert kritt.

Ech wëll iwwregens nach eng Kéier un eng Motioun erënnere, déi mer de 16. Dezember 1999 op deser Plaz praktesch eestëmmeg ugeholl haten, wou mer schonn deemools gefuert hunn, datt misst eng Adaptatioun vum Congé politique kommen. Leider ass bis haut do nach keng Suite komm. Wat entre-temps geschitt ass, dat ass eng Erhéijung vun den Indemnitéite fir d'Membere vum Schafferot, déi ech net hei wëll a Fro stellen, mä ech mengen awer, datt dat net de Problem léist. De Problem läit um Niveau vun der Zäit, an et ass eben do, wou ee muss gewëssen Adaptatiounen virhuelen.

Wa mer scho bei där Diskussioun sinn, da muss e sech natierlech awer och d'Fro stelle vun der Aféierung vun engem Full-time-Buergermeeschter. Dat ass eng Diskussioun, där mir eis als DP net verschléissen, allerdéngs wëll ech direkt hei ënnersträichen, datt déi Diskussioun soll lassgekoppelt geféiert gi vun der Problematik iwwert de Cumul vun dem Mandat vum Deputéierten a vum Buergermeeschter.

M. Aly Jaerling (ADR).- Dat ass net méiglech.

M. Gusty Graas (DP).- Dat ass méiglech.

Doriwwer eraus ass et och wichteg, wa mer wëllen deenen eenzelne Membere vun de Schafferéit, vun de Gemengeréit méi Méiglechkeete gi sech an der Politik ze aktivéieren, datt och muss e verstärkten Akzent op d'Formatioun ge-

luecht ginn. Mir sinn och der Meenung, datt do zousätzlech Effortee muss gemaach ginn, well d'Gemengepolitik ass jo awer an deene leschte Joren enorm komplex ginn. Et gi ganz vill Gesetzer hei gestëmmt, déi hir Applikatioun um kommunale Plang hunn, a fir do wierklech ëmmer den Duerchbléck ze halen, dat ass net esou evident, an dowéinst muss der Formatioun vun den Élus locaux an Zukunft vill méi eng grouss Opmierksamkeet geschenkt ginn.

Wa mer natierlech scho vu Formatioun schwätzen, da si mer ganz séier beim Gemengepersonal. An dat ass jo och aus dem Bericht erauskomm, wou mer der Meenung sinn, datt nach verstärkt muss den Akzent op d'Formatioun vum Personal geluecht ginn, an datt ee sech och Gedanke muss maachen iwwert d'Carrière vun deenen eenzelne Gemengebeamten - mir denken an éischer Linn un d'Carrière vun dem Gemengesekretär -, ob net hei och misste gewëssen Adaptatiounen virgeholl ginn.

An da wëll ech drun erënnere, datt am Gemengegesetz steet, datt eng Gemeng, déi iwwer 5.000 Awunner huet, och kann d'Funkt-ioun vum Secrétaire adjoint schafen. U sech ass dat eng gutt Saach. Dat entlaascht ouni Zweifel de Sekretär. Ech ginn awer hei ze bedenken, datt keng spezifesch Carrière fir de Secrétaire adjoint besteet. D'Fro, déi ee muss stellen: Wou läit dann den Ureiz, fir u sech déi Funktioun unzestriewen? Ech sinn och e bëssen enttäuscht. Ech hat an enger Question parlementaire eng Kéier gesot, datt den Innenministère dat aneschtens gesäit. Ech bliwen der Meenung, wa mer schonn d'Funkt-ioun vum Secrétaire adjoint virgesinn, da muss mer eis Gedanke maachen, wéiwäit kënne mer dat an eng spezifesch eege Carrière integréieren. Datselwech gëllt iwwregens fir d'Carrière vun de Receveuren.

Wa mer scho beim Personal sinn, do wësse mer, an dat gëllt virun allem fir déi kleng Gemengen, wann een oder deen anere vun den Hauptbeamte während enger längerer Zäit ausfällt, datt dat fir den Déroulement vun den administrativen Aarbechten natierlech alles aneschtens wéi positiv ass. Och do d'Proposition fir e Pool de remplaçants ze schafen, net nëmme vläicht fir de Sekretär, mä gegebenfalls och fir d'Receveuren. Ech daerf och vläicht do d'Associatioun vun de Receveuren zitéeieren, déi dat folgendermoossen emschriwwen huet: „Le fait que chaque commune n'occupe qu'un seul receveur entraînerait, d'après l'avis de la RC, chaque fois de sérieux problèmes lorsqu'un receveur tombe malade pour une période plus ou moins longue, ou si à la suite du décès du titulaire le poste de receveur reste inoccupé jusqu'à la nomination d'un successeur.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtige Volet, wou et och em eng nei Opdeelung vun de Kompetenzen téschent Stat a Gemenge geet, ass ouni Zweifel d'Sécherheet. D'Fusioun vun der Police an der Gendarmerie, dat gi mir ganz gären zou, huet eng Rei vu Problemer geléist, huet d'Situatioun vläicht deelweis verbessert, mä ech maache mech direkt och hei zum Interpret vum Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, deen dat a ganz kloeren, tref-fende Wierder hei virdu bemierkt huet, datt een zwar op Basis vun deenen Dekreter vu 1789 a 1790 als Buergermeeschter eng Rei Obligationen ze erfüllen huet, wat enner anere d'Sécherheet ubelaangt, mä datt een awer net dat Instrument huet fir dat awer och an der Praxis ze garantéieren. Dofir jiddefalls si mir éischer der Meenung, datt ee sech Gedanken dor-iwwer muss maachen, wéi mir virun allem deenen Agents municipaux zousätzlech Kompetenze kënne ginn. Déi Agents municipaux, déi jo am Gemengegesetz vun 1998 virgesi sinn...



**(Interruptions diverses)**

Et ass eng Pist, déi een awer zumindest misst suivéieren.

**(Interruptions diverses)**

M. Jos Scheuer (LSAP).- Eng zweet Police ze schafen, dat ass diskutabel, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP).- Här Scheuer, ech sinn lech dankbar, datt Dir mir d'Wuert an de Mond leet, mir sinn nämlech just dergéint, datt soll en zweete Polizei-cors geschafe ginn; dat ass absolut net d'Absicht, au contraire. Ech mengen, hei soll eng kompletar Aarbecht gemaach ginn, et kéint een au contraire esouguer Polizisten an hirer primärer Fonction entlaaschten, datt se méi Méiglechkeeten hätte fir hiren Haaptaufgabe kënnen nozegoen. Mir sinn nämlech der Meenung, datt een den Agents municipaux soll déi Méiglechkeet ginn, fir den Net-Respekt vun de Gemengereglementer ze surveilléieren, a gegebenenfalls och vläicht kënnen do Avertissements taxés auszustellen bei Iwwertredungen.

Dat si, wéi gesot, Pisten, Pisten, déi sollen zréckbehale ginn an déi och solle méi seriö unni Zweifel verdéift ginn. Mir sinn ebe leider an enger Gesellschaft, wou et eben eng Rei vu Leit gëtt, déi mengen, si hätten nëmmen nach Rechter, mä keng Flichten. Dann ass awer och de Rechtsstat gefuerdert fir eben do nozkommen. Mir mengen eben och, datt eleng schon d'Präsenz vläicht vun esou Agenten awer och kënn munches zum Positive bewirken. Mä et schéngt mir awer,...

**(Interruptions diverses)**

...datt am Innenministère eng aner Approche virherrscht. Ech mengen, dat ass „de bonne guerre“. Trotzdem menge mir awer, datt ee sech nach eng Kéier soll eescht-haft iwwert dee...

**(Interruptions diverses)**

Jo, ech mengen, dat wëlle mir och net. Wann Dir eise Positionspabeier noliest, do steet dat ganz explizit dran, ech ginn dat also nëmmen...

**(Interruptions diverses)**

Jo, d'Police. Ech mengen, do si mir eis awer zumindest eens, datt e gewëssenen Noholbedarf besteet.

Une voix.- Ouni Zweifel, ouni Zweifel.

M. Gusty Graas (DP).- Voilà. Dat ass schon eng wichteg Erkenntnis. Et ass eben op Basis dovunner, wou ee sech ebe muss Gedanken maachen, wéi mir déi Problematik dann ebe kënnen léisen. Mir hunn eng Propos gemaach. Aner Leit hunn eng aner Propos, mä iergendwou muss mir awer dann ouni Zweifel och handelen.

Ech mengen, d'Autonomie communale ass natierlech de bestëmmenden Terme vun dëser ganzer Debat. Et ass evident. Et huet ee Leit, dat huet een och aus den eenzelne Virtrag hei héieren, déi wëllen éischerter méi a Richtung vum Zentralismus goen, da gëtt et aner Leit, déi wëllen awer d'Awierke vum Stat op en absolute Minimum reduzéieren. Et wäert wuel keen hei iwwerraschen, datt d'Demokratesch Partei éischerter zu den Unhänger vum der zweeter Kategorie gehéiert.

Ech ginn zum Beispill hei an d'Baupolitik eran, wou mir der Meenung sinn, datt och do sech mussen awer munch Froe gestallt ginn. Wat elo d'Approbatoung vun engem PAG ubelaangt, ass et ganz evident, dass dat ënnert d'Tutelle vum Innenministère soll falen. Et ass kloer, mengen ech, wann een eng kohärent Landesplanungspolitik wëllt an de Wee leeden, da kann et net sinn, datt all eenzel Gemeng no hirem Gutdünken hire PAG entwerft, do muss eng Koordinatoung sinn. Datt do also e Suivi vun uewen erof muss garantéiert sinn, ass ouni Diskussioun.

D'Fro, déi sech allerdéngs stellt, ass, wann innerhalb vum PAG, dee jo dann awer vun der Autorité de tutelle approuvéiert ginn ass, Modifikatioune virgeholl ginn - an ech denken u PAPen -, ob dann erëm eng Kéier déi ganz Prozedur duerchlaf muss ginn, well ech mengen awer, datt e Gemengerot grouss an al genuch ass fir ze decidéieren, ob op enger Längt vu 40 Meter Terrain zwee oder dräi Haiser gebaut ginn. Loosse mer also och do an Zukunft e bësse méi mat Flexibilitéit dat uogen a loosse mer och do de Gemenge vläicht méi Fräiraum zouerkennen, well si hunn entre-temps jo awer eng gewësse Maturitéit krit.

An da muss een natierlech an deemselwechte Kontext hei op den Artikel 106 vum Gemengegesetz hiweisen. Den Artikel 106, just ganz kuerz gesot, dat ass deen, deen all déi Délibératioune oplescht, déi esouwuel vum Schafferoth wéi vum Gemengerot geholl ginn, déi herno vun der Autorité de tutelle approuvéiert muss ginn. A wann een deen Artikel mol e bësse méi am Detail duerchliest, da stelle sech awer och erëm munch Froen, ob et wierklech noutwendeg ass, wann zum Beispill e Gemengerot e Gemengeweie klasséiert, wann zum Beispill eng Strooss benannt gëtt an ech kënn där Beispiller nach bréngen, ob dann awer dee ganzen administrative Wee muss respektéiert gi bis an den Innenministère fir d'Approbatoung ze kréien. Och hei, wéi gesot, mengen ech...

**(Interruptions diverses)**

...soll een dat an aller Rou diskutéieren. Mä et ass nun eben eng Tatsaach, datt vill Décisioune, déi awer e bësse méi eng bescheiden Envergure hunn, allerdéngs dann dee ganze Wee vun der administrativer Approbatoung mussen goen.

Och d'Gemengesekretären hunn an hirem ganz interessanten Beitrag zu dëser Diskussioun Folgendes zu deem Thema geschriwwen: „L'article 106 de la loi communale devrait être revu afin d'alléger la tutelle administrative, plus particulièrement en actualisant les matières soumises à approbation.“ Och dat ass eng kloer Ausso.

Da si mir natierlech och ganz séier bei der Ofwäcklung vun den administrativen Weeën. Et ass och kee Geheimnis, datt mir als Demokratesch Partei Demandeur sinn, datt deen administrative Wee méi rationell a méi effikass och hei soll gestallt ginn. Da komme mer natierlech net derlaanscht d'Diskussioun hei opzemaachen, déi jo och schon de Mëtten eenzel Virriedner selbstverständlech och opgemaach hunn, vun dem „double contrôle“. Well et daerf ee jo net vergiessen, mir hu jo engersäits den Innenministère, mir hunn anerersäits och d'Distriktskommissariater, déi jo u sech och nach aus dem viregte Gemengegesetz vun 1843 hierstamen. Ech wëll direkt mol eng préliminaire Remarque maachen, datt op kee Fall soll an där ganzer Diskussioun déi Aarbecht, déi vun den Distriktskommissariater bis dato gemaach ginn ass, a Fro gestallt ginn,...

**(Interruption)**

...déi ouni Zweifel ganz gutt a wäertvoll Aarbecht geleescht hunn. Mä d'Fro muss awer erlaabt sinn, ob et an dem modernen Zäitalter nach gerechtfäerdigt ass, datt mir wéi gesot de System vun dem „double contrôle“ hunn. Dofir si mir also der Meenung, datt besonnesch de Rôle vun den Distriktskommissariater muss iwwerduecht ginn an ee sech Gedanken soll maachen, wéi mir hinnen eng nei Attributioun kënnen ginn, wéi mir hinnen nei Aufgabe kënnen ginn.

D'Demokratesch Partei ass do ganz kloer an hire Ausso. Mir mengen, datt ee soll eng Zentralstell schafen, wou u sech éischerter déi juristesche Berodung am Vierdergrond steet, dat heescht, wou d'Gemengen - an ech denken

erëm eng Kéier virun allem un déi kleng Gemengen, déi jo net esou outilléiert si wéi gréisser Gemengen -, awer en direkten Uspriechpartner hunn, wat ebe wéi gesot d'Emsetzung, d'Applicatioun vu Gesetzer ubelaangt. Do kann ee jo mat ville Kollege schwätzen - an et sinn der jo genuch heibannen -, déi aus der Praxis wëssen, datt do awer oft Problemer bestinn. Doranner gesi mir also gegebenenfalls eng wichteg nei Aufgab fir d'Distriktskommissariater. Och dat ass, wéi gesot, eng Propos, déi mir wëllen hei an d'Diskussioun erawerfen.

Erëm eng Kéier zitieren ech d'Gemengesekretären, well och si op deem Punkt eng kloer Position hunn: „Plus particulièrement l'ASC propose de faire instituer au commissariat de district respectif sinon au commissariat de Luxembourg un service juridique central.“

Wann also vun deene concernéierte Beamte selwer d'Fuerderung hei no esou engem Service gestallt gëtt, dann ass jiddefalls dat, wat d'Demokratesch Partei ëmmer erëm gesot huet, mat Sécherheet hei kloer beluecht. Ech ginn awer ganz gären zou, datt innerhalb der Koalitioun, an dat ass jo awer och mat Sécherheet kee Verbrieche, do gewësse licht Divergenze bestinn,...

**(Interruption)**

...wat eng zukünfteg Attributioun vun den Distriktskommissariater ubelaangt. Mir sinn eis am Fong eens. Am Fong, an dat ass jo och schon dat, wat wichteg ass. Wat elo de Wee ubelaangt, datt deen ee wëllt deen doten Détour maachen, deen aneren deen doten Détour, dat ass also näischt Aussergewéinlech.

**(Interruptions diverses)**

Dat ass näischt Aussergewéinlech. Mä ech mengen...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

M. le Président.- Loosst den Här Graas schwätzen.

M. Gusty Graas (DP).- D'Tatsaach, datt eng gemeinsam Erkenntnis do ass, datt Handlungsbedarf besteet, ass awer hei ganz wichteg.

**(Interruptions diverses)**

Jiddefalls, och wat d'Ofwäcklung vun administrativen Weeën ubelaangt, dat ass nun awer an der Relatioun tëschent Stat a Gemengen ee vun de wesentleche Punkten - hei wëll ech awer gären den Här Gira zitieren, dee jo ëmmer mam Terme vun der „Postkutschenzäit“ kënn, deen Terme, deen adaptéiert ass an dee flott ass, deen och hei oft an d'Diskussioun era passt -, muss ee sech natierlech awer d'Fro stellen, well mir liewe jo awer net méi an deem Zäitalter, firwat datt mir et nach ëmmer net fäerdig bruecht hu fir awer méi déi modern Technologien anzusetzen.

**(Interruptions)**

Une voix.- Un de Gemenge läit et net.

M. Gusty Graas (DP).- An ech mengen, mir heibanne si jo awer am beschte placéiert fir kënnen ze apprécieieren, wat et heescht modern Technologien ze notzen. Ech muss dat éierlech soen an hei mol eng Kéier dann och de Fonctionnement vun der Chamber luewen. Well d'Afierung vum Courrier électronique huet jo awer immens vill Positives bruecht.

**(Interruption)**

D'Chamber ass jo awer net den Uspriechpartner vun de Gemengen. Mä d'Fro, déi een allerdéngs da muss stellen, Här Minister: Misst

et dann awer hautdésdags net méiglech sinn, iwwert deen elektronische Wee vill méi mat Ärem Ministère kënnen ze kommunizéieren? Also mir mussen och do Eforté maache fir ze kucke fir dee ganze laangen Tour - wéi den Här Di Bartolomeo et hei jo gesot huet, ech wëll et elo net nach eng Kéier widderhuelen -: Gemeng, Distriktskommissariat, Intérieur, zréck, hin, hier asw. ze verklengeren, an dat kann ee mat Sécherheet och zu engem gudden Deel, virun allem och méi schnell gestalten, andeems datt een déi modern Technologien hei géing méi applizéieren.

**(Interruptions)**

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Entschëllegt, Här Graas, dat géllt och fir d'Avisé vun deenen aneren Ministären, et soll elo net den Androck kommen, dass et just op enger Plaz géllt.

M. Gusty Graas (DP).- Jo, ech sinn do ganz mat lech d'accord, dat géllt net nëmme spezifesch fir eng Ulafstell, mä et soll ee sech global Gedanken maachen: Wéi kënnen mer do vläicht de Stat insgesamt nach méi verstärkt informatiséieren oder méi verstärkt op déi Mëtten zréckgräifen?

Här President, et ass ee Punkt - an de Marco Schanck huet dat och schonn hei ugeschwat...

**(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)**

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Entschëllegt, Här Graas, den Här Schack soll dat Ganzt reorganisieren.

M. Gusty Graas (DP).- Här Di Bartolomeo, ech hunn lech scho wéi oft erkläert an ech si just verwonnert, datt e Mann wéi Dir, deen esou laang am politesche Geschäft ass, nach ëmmer net weess - da soen ech dat als neien Deputéierten, deen awer entre-temps dat géleiert huet -, datt net de Ministère den Haaptresponsabelen ass, mä datt dat déi eenzel Ministère sinn, déi fir hir eegen Administratioun zoustänneg sinn an datt den Här Schack nëmme Koordinator ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ah, ech wollt dat just nëmmen héieren, datt mer alleguete gläich wäeren.

M. Gusty Graas (DP).- Ech hoffen dann elo, datt Der déi Fro do fir d'lescht opgeworf hutt.

Mä loosse mer zréckkommen zu deem interessanten Débat hei. Ee Punkt, wéi gesot, dee mer och queesch duerch d'Fraktiounen méi kontrovers diskutéiert hunn, wëll ech direkt hei betounen an dat sinn natierlech d'Kompetenzen um Niveau vum Gewässerschutz. An och do ginn d'Meenunge ganz kloer auserneen. Wa mer d'Gesetz vun 1993 iwwert d'Protectioun vun de Gewässer huelen, dann ass et ganz evident, datt et d'Gemenge sinn, déi d'Responsabilitéit hunn, fir fir eng adequat Rengengung vun den Ofwässer ze suergen.

An der Praxis ass et jo esou, datt de Stat sech mat Subventiounen bis zu 90% un de primären Investitiounen bedeelegt. Allerdéngs daerf ee jo net vergiessen, datt e Gewässerschlaf nun emol e Bien public ass, an deem seng Grenz fänkt net an enger Gemeng un an hält an darselwechter Gemeng op, mä au contraire, déi Grenze si gemengeniwwerschreidend an dowéinst ass dann, wann ee dovunner ofleet, d'Fro ze stellen, ob net hei awer éischerter de Stat responsabel misst gemaach ginn, fir eben d'Sanéierung vun de Gewässerleef virzehuelen, datt dat eng national Aufgab soll sinn, selbstverständlech a Collaboratioun mat de Gemengen. Dat si Froen, déi an där ganzer Diskussioun hei awer ouni Zweifel muss gestallt ginn.

Selbstverständlech géing dann dem Waasserwirtschaftsamt eng

wichtig Missioun zoufallen. An ech kommen net derlaanscht, fir dann hei awer eng kuerz Klammer ze maache wat eben d'Schafe vum Waasserwirtschaftsamt ubelaangt, wou mer jo bal op der Ziellinn wäeren. Allerdéngs op Basis vun dem Avis vum Conseil d'État vu gëschter muss natierlech déi ganz Diskussioun relancéiert ginn.

**(Interruptions)**

Wat awer wichteg ass - wa mer déi Diskussioun elo méi am Fong féieren, a mir muss se féieren -, ass dass d'Iwwerleeung geféiert soll ginn, ob net am Endeffekt d'Waasserwirtschaftsamt awer den Haaptkoordinator ass vun dem Assainissement vun eise Gewässerleef.

Anescht verhält sech allerdéngs d'Situatioun wat d'Offallpolitik ubelaangt. Do si mer anerer Meenung. An zwar soll een do déi Strukturen, déi de Moment iwwert de Wee vun de Gemengesyndikater bestinn, roueg bestoe loossen.

**(Interruptions)**

E Wuert dann awer och zu dem Naturschutz.

Une voix.- Fläisst lech, et gëtt däischerter, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP).- Jo.

**(Interruptions)**

E Wuert awer och nach iwwert d'Naturschutzpolitik, well och an der Naturschutzpolitik fällt jo awer de Gemengen eng ganz wichteg Aufgab zou an ech wëll elo net dem Rapport vum Emile Calmes hei virgräife wat d'Naturschutzgesetz ubelaangt,...

**(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)**

...mä grad do gi mer jo awer och nei Weeën, grad do valoriséiere mer d'Aarbecht vun de Gemengen an deem Sënn, datt se och elo d'Méiglechkeet kréie selwer Naturschutz zonen auszuweisen an et beweist sech ëmmer méi, datt um Niveau vum Naturschutz d'Gemengen ouni Zweifel e kompetente Partner sinn.

Wa mer iwwer Naturschutz schwätzen, muss mer natierlech och iwwert d'Bewirtschaftung vun eise Bëscher schwätzen. Och do läit nach munches am Uergem, dat ass ganz kloer. Zwou Froe sinn an deem Kontext ze stellen. Déi éischt ass déi: Ass et nach zäitgeméiss, datt de Landwirtschaftsministère och nach gewësse Kompetenzen huet an der Bewirtschaftung vun eise Bëscher? An dann eng zweet Fro: Ass et net awer och noutwendeg, datt mer mol déi Relatioun Fierschter-Gemengen och méi genee analyséieren an och do Konklusiounen ofleeden, fir am Fong geholl och déi Relatiounen méi transparent ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gesellschaftlech Evolutioun an deene leschte Joren huet natierlech awer och dozou gefouert, datt dat traditionell Famillebild geännert huet. Wann ee géing enchainéieren op déi Diskussioun, déi mer gëschter haten, da géing een dat nach méi kloer hei kënnen zum Ausdrock bréngen, mä ech mengen mir sollen dat net verdéieren, mä wat ech domadder wëll ennersträchen, dat ass, datt natierlech doduerch awer och erëm zousätzlech Ufuerderungen un d'Gemenge komm sinn, virun allem natierlech wat d'Opfangstrukturen ubelaangt.

Haut gehéiert et jo praktesch zum Standard vun all Gemeng, oder vu ville Gemengen, datt ee Service-déngschtleeschungen ubitt, wéi eben Hausaufgabenhëllef, wéi d'Kantin, wéi d'Betreiung während de friären Nomëtterger a virun allem natierlech och wat d'Éducation précoce ubelaangt. All déi Services, déi grefféieren natierlech ëmmer méi staark de Budget vun de Gemengen an dann ass et evident, datt de Stat jo awer och eng gewësse Verflichtung huet. Well och do si mer jo am Szenario, datt



et op där enger Säit oft d'Konsequenz ass vu legislativen Décisiounen, déi mer geholl hunn, an op där anerer Säit et sech awer och duerch d'Entwécklung vun der Gesellschaft imposéiert, wou natierlech d'Gemengen u sech dat net kënne steieren. Mir mengen also, datt et ubruecht wär, datt och hei wéi gesot de Stat seng Verantwortung géing mat iwwerhuelen.

An da wéll ech dem Här Di Bartolomeo - wann Der eng Sekonn Zäit hutt - zur Fro, déi e virdru gestallt hutt soen...

#### (Interruption)

Neen, neen et ass kee Problem. Ech wollt lech just soe wat d'Education précoce ubelaangt - Är Kollegen aus der Finanzkommissioun wäerten lech dat da gëschter net gesot hunn -, datt jo awer - an de President vun der Finanzkommissioun ass mäin Zeien - och d'nächst Joer d'Regierung sech fir déi 50% decidéiert huet, déi Subventioun also em e Joer verlängert a wou d'Gemengen dee Moment géinge subventionéiert ginn. Dat huet d'Regierung an hirer...

#### (Interruptions)

Ech sinn net Member vun dëser Regierung, Här Di Bartolomeo, do musst Der lech un aner Leit wenden, déi kënne lech do vläicht...

#### (Interruptions diverses)

Ech wollt lech just berouege wat d'Education précoce ubelaangt, do gesitt Der, wéi d'Regierung an deem Sënn richtig gehandelt huet.

#### (Interruptions diverses)

Une voix.- Très bien.

M. Gusty Graas (DP).- Wat iwwerhaupt den Enseignement ubelaangt, och do hu mer iwwert déi ganz Problematik diskutéiert. Mir sinn als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt d'Gemenge ganz kloer all Joer duerch de Vote vun der Schoulorganisatioun beweisen, datt se d'Kompetenzen hu fir d'Schoul ze organisieren, a mir mengen dofir, et sollt een an deem Beräich elo net ze vill experimentéieren.

Verschiede Vuë ginn et, wat d'Nominatioun vum Léierpersonal ubelaangt. Och do ware Kollegen der Meenung, datt de Stat soll an Zukunft d'Nominatioun vum Léierpersonal virhuelen. Dat géing heeschen, datt en da selbstverständlech och integral d'Gehälter géing iwwerhuelen. Mir gesinn dat e bëssen anescht als Demokratesch Partei. Mir bliwen der Meenung, datt een awer déi Kompetenz soll bei de Gemenge loos, datt och an Zukunft d'Gemengeréit sollen hiert Léierpersonal selwer kënne bestëmmen, emsou méi sech jo dorauer och nach vläicht vill méi eng enk Relatioun zwësche Léierpersonal a Gemeng kann entwéckelen. Mir sinn allerdings Demandeur - an dat geschitt jo och hei iwwert de Wee vun enger Motioun -, datt an Zukunft och d'Gemengesyndikater d'Nominatioun vu Léierpersonal kënne virhuelen, a wa mer dat neit Schoulggesetz hei wäerten diskutieren, muss dat och unni Zweifel a Punkt ginn, well eben och d'Gemengesyndikater déi Méiglechkeet hei solle kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll awer och nach op ee wichtege Punkt higoen, wat iwwerhaupt d'Aufgab vun deem eenzelne Gewielten um lokale Plang ubelaangt an hei nach eng Kéier Referenz maachen op en Uerteel, wat kierzlech an enger Affaire geholl ginn ass, déi sech zu Jonglënster ofgespillt hat. Do ass et em déi stroferechtlech Responsabilitéit vun dem Buergermeeschter respektiv vun de Membere vum Schäferot gaangen. Dat ass e Punkt, deen een net einfach esou soll vu sech werfen. Besonnesch a Frankräich hätt dat dozou gefouert, datt ganz vill Leit, déi aktiv an der Gemengepolitik waren, sech zréckgezunn hätten, well se eben duerch

hir Décisiounen, duerch hir Acten, déi se an hirer Qualitéit als Buergermeeschter oder Schäfte geholl hunn, Problemer kritt hunn a well se oft viru Gericht zitiiert goufen, wou se da perséinlech dofir haftbar gemaach gi sinn.

Ech si mer bewosst - an ech sinn net Jurist, dofir verdéiwen ech dee Punkt net -, datt dat natierlech juristesche gekuckt e ganz kriddelechen Dossier ass. Mä d'Fro, déi alldéngs muss gestallt ginn, ass, ob een net awer hei zu Lëtzebuerg soll op de Wee goe fir gegebenfalls de Code pénal an där Fro do emzeänneren.

#### (M. Nico Loes prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll nach eng Kéier ennersträichen, datt deen Débat hei fir eis als Demokratesch Partei eng ganz grouss Wichtigkeet huet. Mir hunn net manner wéi 34 Buergermeeschteren, déi an eiser Partei engagéiert sinn. Eleng dee Chiffer beweist jo awer ganz kloer...

#### (Interruption)

Neen, et ginn der nach méi, haalt lech un!

#### (Hilarité)

Jiddefalls beweist dee Chiffer eleng jo awer och, wat fir eng Wichtigkeet datt mir der Kommunalpolitik nach wie vor reservéieren, an duerfir deen Débat vun haut, deen unni Zweifel eng ganz grouss Nätzlechkeet huet. Mä et geet natierlech net nëmmen duer, datt mer elo alleguer hei zu esou vill defiléiert sinn, datt mer all hei gutt a flott Iddien développéiert hunn, mä et mussen awer och um legislative Plang, um reglementaresche Plang natierlech Konsequenze gezu ginn.

Ofschléissend mäi Merci un de Marco Schank, deen unni Zweifel an deenen iwwer zwee Joer wou mer intensiv, konstruktiv mateneen diskutéiert hunn, et fäerdeg bruecht huet, hei e gudden, inhaltlech excellent Rapport ze entwerfen, an ech géing awer soen, datt deen Débat, dee mer net nëmmen elo de Mëtteg hei gefouert hunn, mä och innerhalb vun der Kommissioun, ganz fructueux war, an datt dat och am Intérêt vun der Kommunalpolitik hei zu Lëtzebuerg ass. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg agedroen. D'Wuert huet d'Madame Reuter.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Nicklaus huet scho ganz vill de Mëtteg geschwat iwwert d'Fraen an d'Chancégläicheit. Ech wollt just déi Proposition de loi do virstellen, wat mir doréiner verstinn: Dat heescht éischens, datt d'Gemengekommissiounen paritéitesch géife besat ginn, an zweetens datt d'Chancégläicheitsschmissiounen obligatoresch wäeren. Dat si lauter Fuerderungen, déi näischt kaschten, an duerfir wiere mir Gréng frou wann Der déi Proposition de loi géift ennerstëtzen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riedner ass den Här Nico Loes agedroen. D'Wuert huet den Här Loes.

M. Nico Loes (CSV).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif vun dëser Plaz aus och dem Rapporteur merci soe fir säi Bericht. Ech mengen hien huet als Spriecher vun eiser Fraktioun dee ganze Volet vun deem hei zréckgi wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, an ech géif mech dann dorop beschränke fir iwwert déi méi regional Ze-

summenaarbecht, voire d'Fusioun vu Gemengen e bëssen ze schwätzen.

Wa mir wéllen iwwer eng Neiuerdnung vun der Zoustännegkeet an eise Land schwätzen, iwwert d'Kompetenze vum Stat a vun de Gemengen, da musse mir eis bewosst sinn, datt dës Diskussioun keng Diskussioun am loftleere Raum ass, well virun der Fro, wéi een Niveau fir wéi eng Beräicher d'Zoustännegkeet wéllt iwwerhuelen, steet d'Fro, wien dann am Kader vu senger finanzieller Méiglechkeeten eppes kann iwwerhuelen. Et geet also an dëser Debatt ganz vill em d'Gemengefinanzen an iwwert déi Méiglechkeeten, déi d'Gemengen hu fir hire Bierger dat ze bidden, wat déi haut an hirer Gemeng erwaarden, ob dat elo eng Gemeng ass, déi am Minett läit, am Norden oder op der Musel. Mir wëssen - an dat ass schon dacks gesot a geschriwwen ginn...

#### (Interruption)

Oh, Här Scheuer, wann ech op der Musel soen, da sidd Dir automatesch derbäi, well Dir sidd jo Spëtzekandidat an deem Beräich, sou datt ech denken, datt Dir och do mat concernéiert sidd.

#### (Hilarité)

Mir wëssen - an dat ass schon dacks gesot a geschriwwen ginn -, datt et immens Ennerscheeder tëschent deenen 118 Gemengen an eise Land ginn. Net nëmmen um Niveau vun der Awunnerzuel, déi vun 200 bis iwwer 80.000 variéiert, mä virun allem och bei de budgetäre Spillraim iwwert déi d'Gemenge verfügen. Dat huet mat ville Facteuren ze dinn, déi zesummespillen. Et huet awer och a mengen Ae virun allem eppes ze di mat der Gréisst vun de Gemengen, mat der Aart a Weis wéi si punktuell a strukturell zesummeschaffen.

Eent ass fir mech am Fong kloer: Déi allermeescht vun eise Gemenge sinn einfach ze kleng fir eng reell Autonomie kënne wouerhuelen. Si si finanziell faktesch net autonom, an dësen Emstand spigelt sech natierlech och an hire Gestaltungsméiglechkeeten zréck. Perséinlech sinn ech der Meenung, datt mir de Problem vun der Gréisst vun de Gemengen an hirer Kooperatioun net genuch thematisieren oder net genuch wéllen thematisieren. Wa mir eis iwwer eng Gemengelandschaft esou wéllen organisieren, datt dat méiglech ass, ergétt sech - wat sech als roude Fuedem duerch de Rapport vun der Intérieurskommissioun zitt -, datt nämlech all Bierger vu Lëtzebuerg, egal a wéi enger Gemenge se wunnen, Usproch op eng ähnlech Palette vun Infrastrukturen a Servicer hunn, an da musse mir iwwert de Kader vun deenen heitege Gemengen erausgoen.

Dat bedeit net noutgedrongenerweis datt muss fusionéiert ginn; et wier awer gutt wa méi fusionéiert géif ginn. Natierlech ass dës virun allem fir eis a vill Kommunalpolitiker ausserhalb vun dësem Haus een heikelt Thema. Mä et muss ee menger Meenung no awer dësen Emstand objektiv an d'A kucken. Et gétt nach Gemengen am Land, déi hunn zwou oder dräi Milliounen Euro Budget am Joer. Domat kënne si net vill maachen. Domat kafe si keng Stécker fir Bauland ze erschléissen, domat riichte si keng grouss kommunal Infrastrukturen op an domat di si sech och schwéier fir a Bildung a Kultur ze investieren. Sécher, et kann een dann argumentieren, wa se just hiren obligatoreschen Aufgaben nokommen, dat géing gutt duergoen an dat hei dat wiere jo fakultativ Aufgaben. Mä dës Argumentatioun ass iwwerlieft, an d'Nachwächtergemeng vum 19. Jorhonnert gétt et net méi a si kënnt och net méi erëm.

Et gétt sécher op dësem Niveau Ennerscheeder tëschent de Gemengen, an natierlech brauch eng kleng Gemeng, wéi meng zum Beispill, keen neien Theater wéi hei an der Stad. Mä et muss awer méiglech sinn, datt zum Beispill déi méi kleng Gemengen hire Veräiner Versammlungsraum zur Verfügung kënne stellen. Dat ass och näischt Obligatoresches, mä all Gemengepolitiker, deen eppes fir en aktiiv a lokaal Liewe wéllt maachen, muss esou eppes ronn kréien, an hie soll och dofir d'Méiglechkeeten hu fir dat ze maachen.

Eng oder zwou Milliounen Euro - et däreft och nach eng weider sinn -, dat ännert näischt un den Tatsachen, déi gi just duer fir d'Basisservicer am Gemengenhaus ze organisieren, méi ass domat net dran. Dat wëssen och d'Kollegen heibannen, an et sinn der vill déi selwer e Gemengebudget musse géieren. Ech stelle mir d'Fro ob et hei net besser wier, wann esou Gemengen, am Numm vun enger Autonomie, déi si um finanzielle Plang net hunn, mat anere Gemenge géifen zesummeschaffen oder fusionieren.

De Problem bei der Fusioun ass awer net nëmmen dee prinzipiellen, datt nämlech vill Gemengen datt iwwerhaapt net wéllen, mä et ass deen och vun der „Masse critique“. Et ass allgemeng ugeholl, datt eng Gemeng fir eenegermoosse vollstänneg kënne ze funktionieren, op d'mannst 3.000 Awunner brauch, wann net souguer méi. Et gétt awer Regiounen am Land wou ganz vill Gemenge misste matenee fusionéiere fir op esou eng Awunnerzuel ze kommen. Wann zwou Gemenge mat manner wéi 1.000 Awunner fusionieren an dobäi kënnt eng Gemeng mat 1.500 Awunner eraus, dann hu mir nach net all Problem geléist, well och dës Gemeng gétt nach viru Problemer gestallt, déi si net selwer ka meeschteren; si bleibt einfach ze kleng. An als Buergermeeschter vun esou enger fusionierter Gemeng weess ech vu wat datt ech schwätzen.

Fusiounen léisen d'office och net vun selwen de Finanzproblem, mä si sinn e méiglecht Element vun enger Léisung: Well gréisser Flächen zur Verfügung stinn op deenen eng wirtschaftlech Aktivitéit kann ugesiedelt ginn, well Verwaltunge kënne rationaliséiert ginn, well ee méi koherent ka plangen op engem méi grouse Raum, wat och e bessere Rendement vun de Gemengeservicer ergétt, a well méi grouse Gemengen eng regional Roll spillen, déi hinnen an dëser Perspektiv och méi staatelech Hëlfelefen zougänglich maachen, well hir Politik an e regionaal an e landesplanerescht Konzept erapasst.

Fusiounen, et ass dacks gesot ginn a leschter Zäit, solle vun de Leit ausgoen. De Problem ass just, wou sammle sech da vun selwen d'Halschent vun den Awunner vun enger Gemeng zesumme fir hirem Wonsch no enger Fusioun Ausdrock ze ginn? De Problem ass dach un der Base net deen, datt de Bierger keng Fusioun wéllt, mä de Problem ass deen, datt hien och net ëmmer eng proposéiert kritt. Déi politesch Responsabel mussen hiren Awunner d'Fusioun méi no bréngen an och explizéieren. Natierlech sollt een, eleng well de Respekt virun der kommunaler Autonomie dat net zouléisst, keng Fusioun vun uewen erof dekretéieren. Dat wéllt jo och keen. Mä d'Gemenge mussen op vill méi eng konsequent Manier fir dës Thematik sensibiliséiert ginn, fir datt endlich eng Debatt entsteet mat de Leit, mat de Bierger iwwert de Sënn an den Zweck vu Fusiounen. Esou eng Debatt géif a mengen Aen net noutgedrongenerweis esou ausgoe wéi eng Rei Leit sech dat erwaarden.

A deene leschte Joren huet eng ganz erhieflech Wanderung vun de Leit duerch d'Land stattfonnt, sou datt a ville Gemengen, urbaner a ländlecher, haut eng Populatioun

ze fannen ass, déi net ewell zënter zwou oder dräi Generatiounen do lieft. Dës Leit hätte ganz einfach gären, datt hir Gemeng funktionéiert an et sech do gutt liewe léisst, egal ob dës Gemeng eng fusionéiert ass oder net. Ech menge mir sollte grad als Gemengepolitiker, déi eng national Responsabilitéit hei an der Chamber hunn, de Courage hunn, fir dës Debatt ze lancéieren.

Fusioun kënne och vu laanger Hand virbereet ginn. Ee Beispill dofir ass déi aktuell Zesummenaarbecht tëschent de Gemenge Klierf, Hengescht a Munzen, déi op eng Fusioun kann erauslafen, nodeems dës Gemengen an deenen nächste Joren a ville Beräicher, net nëmmen an engem spezifeschen, enk kooperéiere wäerten. Dat bréngt mech zu de Mëttele a Weeër, wéi een esou eng strukturell Zesummenaarbecht kann organisieren.

Mir hunn haut d'Instrument vum Gemengesyndikat fir punktuellen a strukturelle Kooperatiounen tëschent de Gemengen e legale Kader ze ginn. Där Syndikater gétt et vun allen Sorten. Et sinn der em 70 mat tëschent zwee an 118 Memberen, jee nodeem em wat fir e Syndikat et sech handelt. E Syndicat à vocation multiple kann als Rumm dinnen, fir eng Zesummenaarbecht tëschent méi Gemengen ze organisieren. Allerdings sollte mir eis Gedanke maachen, ob e Syndikat als Virlag fir eng méiglech Fusioun oder als Tëscheléisung, wann eng Fusioun aus iergendengem Grund net méiglech ass, wierklech dat richteg Instrument ass.

Fir verschidde Situatiounen ass e Syndikat eigentlech schon zevill a fir anerer geet en net duer. Wann zwou oder dräi Gemenge just ee prezisen Objet hunn, fir zesumme ze schaffen, da géing et am Fong geholl duer, datt se géifen eng Konventioun ofschléissen, fir dat ze formaliséieren. Dat géif och évitéieren, datt mer laangwierig administrativ Strukturen musse schafen, vill Sitzunge maachen an esou weider.

Op där anerer Säit gétt et awer méi strukturell Zesummenaarbechten tëschent de Gemengen, déi dann entweder sech an e puer zweckgebundene Syndikater organisieren oder an engem Syndicat à vocation multiple. Éischens géllt heifir deeselwechte Constat wéi virdru, wann et der puer sinn, dann ass déi Operatioun net rationell genuch. Zweetens sollt ee bei esou Virgänger op legal Instrumenter zréckgräifen, déi am Ausland existieren an déi richtig a formell Kompetenzwiderdrungen op engem héijeren Niveau erlaben.

Esou Instrumenter existieren a Frankräich an an der Belsch bei urbanen Zesummeschlëss, wuelgemierkt keng Fusiounen. Do nennt d'Instrument sech da Communauté urbaine. Bei méi ländleche Gemengen heescht et Fédération de communes, respektiv Communes associées. Eng Communauté urbaine gétt et zum Beispill zu Stroossbuerg, déi de gesamten öffentlichen Transport bedreift, an och nach eng Rëtsch vun anere Kompetenzen huet. Eng Communauté urbaine zu Lëtzebuerg kennt ee sech zum Beispill an dem Bustransport vun den TICE-Gemenge virstellen, och bei der Stad Lëtzebuerg, an et kënnt een datselwech et eventuell bei der Nordstad applizéieren. Ausserhalb vun dese méi oder manner grouse Ballungsraum sinn et Gemengefederatiounen oder -assoziationen, déi sech géifen opdrängen.

De Virdeel vun esou Kooperatiounsformen ass, datt eng Fusioun do ka vermidde ginn, wou se sech wierklech net maache léisst, awer d'Virdeeler dovun zum gréissten Deel present sinn. Eng Communauté urbaine oder eng Fédération vu Gemengen huet een eege Budget, eng eege Rechtsperséinlechkeet, exklusiv Kompetenzen an deene Beräicher, déi hir



zougewise goufen. Si gëtt vun engem eegene Conseil a vun engem eegenen Exécutif geleet a féiert op d'Dauer dozou, datt déi eenzel Gemengen am Fong just nach d'Services de proximité géieren, während all déi grouss a käschtenintensiv Servicer, wéi Transport, Waassergestioun, Offall, Schoulbetrieb an esou weider vun deem Niveau uewendriwwer ofhänken.

D'Gemenge bleiwen erhalen, mä näischt verhënnert, besonnesch am ländleche Raum, datt no enger bestëmmter Zäit dach fusionéiert gëtt. Ech reegen hei just d'Communauté urbaine als Gestionsinstrument fir bestëmmten Dingschleeschtungen, notament den öffentlichen Transport, un. Dat ass awer net main Haaptzweck. Tatsaach ass, datt eis méi urban Gemengen deen akute Finanzbesoin, deen um Land ass, allgemeng net kennen. Si brauche sech och net an enger Fusionsperspektiv ze situéieren. Si hu wirtschaftlech Aktivitéiten, an deemno autonom Steuerrechten an enger gewässer Héicht. Um Land an deene Klengen Gemengen ass dat eben dachs net wouer.

Ech hunn aganks gesot, Fusiounen - an och déi aner Forme vu verstärkerter interkommunaler Zusammenarbeit - léisen net all an och net ëmmer vun selwen d'Finanzproblemer vu Gemengen, déi knapp bei Keess sinn. Geld fléisst jo net opgrond vun enger bestëmmter juristischer Organisationsform, mä well ee wirtschaftlech Quellen erschléisst. Dat ass ganz sécher méi einfach a gréisser Gemengen, déi hir Attraktivitéit kënnen anstänneg organiséieren a vermaarten, an dach gëtt et Plazen op deenen eng op reng wirtschaftlech Aktivitéiten ausgeluechte Recettepolitik kaum Friichte kann droen. Dat sinn déi Gemengen, déi eng éischer touristesch Vocatioun um Land hunn, an déi an den Naturparken. Do mat der Ekonomie Geld ze verdéngen, also Gewerbesteier anzéien, ass praktesch onméiglech, well et muss ee jo wëssen, wien d'Gewerbesteier am Fong bezilt. Dat si bis zu dräi Véierel d'Banken, an déi hunn alleguer hire Sätz an a ronderëm d'Stad.

Déi grouss Betriber oder déi industriell Betriber, déi kënnen Steiere bezuelen, sidele sech aus evidente Grënn net onbedingt op de Baurendierfer an an den Naturparken un. Dat sollt si och net. Dës Géigenden hunn eng aner Finalitéit. Et steet am Rapport vun der Kommission, an ech wëllt et och nach eng Kéier ënnersträichen. Déi ländlech touristesch Gemengen, an och déi an den Naturparken, leeschten e wichtege Bäitrag zur Liewensqualität an zum Liewensgefäll vun enger Region. Si sinn onverzichtbar fir en équilibréierte ländleche Raum, mä si brauchen och Geld. Dofir gëtt et bei der Gemengefinanzierung jo Ëmverdeelungsmechanismen, duerch déi all d'Gemenge vun deem kënnen profitéieren, wat déi Lëtzebuerger Wirtschaft produzéiert a wat hei am Land konsuméiert gëtt.

Dat soll och esou bleiwen, a menger Meinung no misst et souguer verstärkt ginn. Et stellt sech op Dauer definitiv d'Fro, ob dat onbedingt d'Erhale vun enger Gemengesteier, wéi d'Gewerbesteier eng ass, rechtfertegt, wa se souwisou muss zentral erhuewen an ëmmer méi ëmfaassend ëmverdeelt ginn. Loosse mer dach éierlech sinn: Enger 300-Awunner-Gemeng am Eislek, op der Musel oder op der Sauer, Här Scheuer, kann et am Fong geholl egal sinn, ob dat Geld, wat se haut krit, aus der Gewerbesteier kënt oder vu soss an zwousch; et ass souwisou zu engem groussen Deel net op hirem Territoire erwirtschaft ginn.

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Loosse mer frou sinn, datt d'Stad Lëtzebuerg den Taux vun der Gewerbesteier net erofsetzt.

**M. Nico Loes (CSV).**- Do ginn ech lech Recht, well mir profitéieren jo och dovun.

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Mir sinn ofhängeg vun der Stad Lëtzebuerg.

**M. Nico Loes (CSV).**- Dofir hunn ech jo och, Här Scheuer, gesot, datt all déi kleng Gemenge finanziell guer net autonom sinn, well mer jo all op déi dote Suen ugewise sinn, an dofir geet et dann, fir déi finanziell Moyenen esou anzusetzen, datt och déi méi kleng Gemengen dovun kënnen profitéieren.

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Mir sinn darselwechter Meinung.

**M. Nico Loes (CSV).**- Eng Diskussioun fannen ech besonnesch sënnavoll am Kontext vun der Regionalisierung, déi op landesplanereschem Niveau bedriwwen gëtt. Déi verschidde Planungsregiounen am Land hu verschidde sozial, wirtschaftlech a kulturell Finalitéiten, an déi Gemengen, déi an hinne leien, sollte mat deene respektive Finalitéite vernetzt ginn. Esou gëtt och geplangt bei Transportinfrastrukturen, bei Gewerbezonen, beim Wunnungsbaun an esou weider. Aus deem landesplanereschem Usaz ergëtt sech d'Méiglechkeet oder och d'Onméiglechkeet fir d'Regiounen, net esou séier fir déi eenzel Gemengen, zum Beispill eng Attraktivitätspolitik fir Betriber ze bedriwwen. Well dann net all eenzel Gemeng hir eege Politik an deem Beräich soll maachen, mä regional koordinéiert gëtt, ass et ëmsou manner einfach fir d'Gemenge sech aus enger lokaler Wirtschaft ze finanzéieren, während dee regionale Usaz awer noutwendeg ass, fir Kohärenz an d'Landespolitik eranze kréien.

Domat, Här President, wier ech eigentlech erëm um Ufank ukomm, well am Kontext vun der Regionalisierung spille gréisser ländlech Gemengen eng wesentlech Roll als Fusionsgemengen oder als Gemengefederatiounen. Et ass op engem Niveau iwwert deenen aktuelle Gemengen, wou mir déi beschten Entwécklungspolitik fir de ländleche Raum, déi ländlech Wirtschaft an de ländleche Wunnraum kënnent bedriwwen. Et féiert kee Wee ëm dës Erkenntnis rondrëm. D'Zukunft läit engersäits a gréisser Gemenge mat adequate Finanzmëttelen, an an neien Instrumenter vu struktureller Zusammenarbeit op regionalem Plang.

Ech soen lech merci fir d'Noleschteren.

**M. le Président.**- Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Emile Calmes agedroen. D'Wuert huet den Här Calmes.

**M. Emile Calmes (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir och dem Kollege Marco Schank fir säi Rapport ze félicitéieren. Ech gi gären zou, datt ech vill Vueën doran deelen an datt mir vill Gemeinsamkeiten hunn, virun allem wat awer d'Fonctionnéiere vun de Gemengen am ländleche Raum ugeet. Ech sinn och senger Meinung - wéi hien dat schreift -, datt d'Missiounen nom Subsidiaritätsprinzip solle verdeelt ginn. Déi Missiounen sollen eben erfüllt ginn do wou se am beschten exekutéiert ginn, do wou se am beschte gemaach sinn, ob dat bei de Gemengen ass oder beim Stat; beim Stat wa méiglech och nach dezentral, oder awer bei de Gemengen eleng oder mat anere Gemengen zesummen.

Richtig ass, datt mir där Gemengen nach vill hei am Land hunn, 30 ganz klenger, 50 manner klenger oder manner grouss a 37 därer, déi nom Proporzsystem wien. Et muss ee soen, datt dat där proportional nach vill manner si wéi a Frankräich. Mä a Frankräich schéngt et keen ze stéieren, well no Ëmfroen, déi all Joer do ge-

maach ginn, stéiere sech 70% vun de Leit net un der Gréisst vun der Gemeng.

An der Lescht ass d'Meenung dann hei opkomm am Virfeld vun deenen Diskussiounen, d'Gemenge kéinten hire Missiounen nëmmen nokommen an hire Leit nëmmen déiselwecht Liewensqualität bidden, wa se géife fusionéieren, dat heescht an engem Gemengeraum, wou d'Masse critique grouss genug wier, fir datt se ebe kéinte funktionéieren. Ech sinn hei frou feststellen, datt kuerz virun deem Débat hei an op Grond vun deenen Diskussiounen, déi am Virfeld vun deem Débat gefouert gi sinn, mir eis trotzdeem awer alleguer eens sinn, datt d'Fusioun vun de Gemengen d'Problemer net alleguer léist an datt et esou ze verstoen ass, wa mir iwwert d'Fusiounen hei diskutéieren, datt dat ee Mëttel ënner anerem fir d'Gemengen ass zesummeschaffen, well oft, esou wéi de Rapporteur dat schreift, wann zwou Gemengen - wéi dat de Fall elo ass fir Baastenduerf a Furen - fusionéieren, d'Problemer domat net alleguer geléist ginn an des Gemeng nach awer net déi Masse critique huet fir selwer kënnen ze existéieren an esou dann awer um interkommunalen Niveau respektiv um regionalen Niveau herno muss virukommen.

Dofir sinn ech dann och der Meinung, datt d'Fusiounen u sech am Prinzip net nëmmen Avantage wäerte bréngen. Wann een der Meinung ass, datt d'Gemengen esou no wéi méiglech beim Bierger solle sinn, datt d'Gemeng deen éischen Échelon an eisem demokratische System ass, da - mengen ech - récken d'Fusiounen d'Gemenge méi wäit ewech vun hiren Administréieren. Och wa mir eis beswost sinn, wéi d'Sekretariat haut op deene kleng Gemenge funktionéieren, da mengen ech ass dat méi am Nodeel vun de Bierger wéi an hirem Avantage, well déi Sekretariat haut op de Gemengen awer oft als Biergerbureau funktionéieren an d'Leit do en integrale Service ugebuede kréien. Ech mengen net, datt d'Effektivitéit vun der administrativer Gestiou am Intérêt vun Bierger ass. Ech ginn awer gären zou, datt dat vläicht am Intérêt vun der Tutelle ass.

Zweetens wollt ech soen, datt bei ville Gemengen awer och eng Angscht virun enger - entre guillemets - „Proportionalisierung“ a Politisierung“ vun der Gemengelandschaft do ass, déi vill Gemengen zréckhält dee Wee hei ze goen. Ech mengen och, an dat trotzdem mir d'Gemengegesetz an där Hisiicht geännert hunn, datt de Chiffer vun 3.000 Leit, vun deem un eng Gemeng no parteipolitischer Kritäre muss wieselen, ze kleng ass. Et mag awer sinn, datt dat am städtische Raum net onbedéngt muss wouer sinn. Mä ech hunn d'Gefill, wéi wann dat am ländleche Raum awer wouer ass.

Ech mengen och, datt d'Gemengefusiounen d'Problemer net alleguer léisen, wat de finanziellen Engagement vun Ausbau an och den Ënnerhalt vun hiren Infrastrukturen ugeet. Och wa vill kleng Gemenge mat ville klengen Dierfer fusionéieren, dann ass et esou, datt trotzdem vill Kilometer Waasserleitungen, Kanalisatiounen a Stroossen ze ënnerhale bleiwen an och oft wéineg Leit an deem Raum wunnen, ee Problem wéi deen, deen ee jo erëmfënnt am Waassersyndikat, deen am Norden do besteet.

Et ass awer ganz sécher datt, wa Gemenge fusionéieren, se eng technesch Administratioun wäerten hunn, wat da mol d'Käschten an där Hisiicht eropdreift, mä op där anerer Säit se awer méi Geld hu fir a sech an d'Infrastrukturen ze stiechen. Ech erënnere just drun, datt

féier déi kleng Gemenge konnten op déi staatlech Administratiounen zréckgräifen, déi gehollef hu bei der Ausübung vun deenen technischen Affären. Ponts&Chaussées huet zum Beispill gehollef beim Bau vun de Waasserleitungen, Kanalisatiounen, wat haut awer schon ëmmer méi schwéier ass a wat amgaangen ass awer bal ze vergoen.

Mä och wa vill Gemengen ze kleng si fir hire Bierger déiselwecht Liewensqualität ze bidden wéi grouss Gemengen, da soll een awer net mengen, datt d'Leit an deene kleng Gemengen haut manner Liewensqualität hu wéi dat an deene grouss Gemengen de Fall ass an datt se do nach géifen op de Beem setzen. Au contraire, et si Gemengen - an do deelen ech d'Meenung - vu menge Virriedner hei -, wou d'Liewensqualität u sech méi grouss ass. Ech mengen och net, datt d'Gemengen an hire kleng Gemenge setze bliwwen sinn a ganz oft fréier erkannt hunn, datt se déi Liewensqualität net eleng kënnen bidden an duerfir sech mat den Nopeschgemengen zesummedoen hu fir déi Servicer dann op deem interkommunalen Niveau ze féieren. Esou zum Beispill a Schoul- a Sportinfrastrukturen, wou een dat jo haut ganz heefeg huet. Mä scho laang virun hunn déi Gemengen - kleng Gemenge - versicht hir Problemer zesummen a méi grouss regionale Syndikater ze léisen. Dat géillt virun allem fir d'Drénkwaasser, fir d'Ofwaasser an och fir d'Offall, wou se sech dann a Syndicats à vocation unique zesummedoen hu fir déi Problemer ze léisen.

Et gëtt ganz sécher nach aner Missiounen an Aufgaben, déi ze grouss sinn, fir datt d'Gemenge se eleng ausüben, déi se awer zesumme kënnen léisen. Egal wéi dat ass an et sinn eng Partie Beispiller do vu Gemengen, déi dann a Syndicats à vocation multiple versichen iwwert dat erauszegoen, wat se als kleng Gemeng kënnen maachen: De Klierfer Kanton, de Réidener Kanton, den Naturpark Uewersauer, zum Beispill, hu sech och der Aufgab ugeholl fir zum Beispill an hirem Géigend déi wirtschaftlech Diversifikatioun ze fördern, sech awer och um Bau vu sozialen Infrastrukturen ze begleeten an och vu sportlechen Infrastrukturen, déi iwwert dat eraus gi vun enger klenger Gemeng. Si hu sech och den Transportproblemer an den Energieproblemer ugeholl. Ech mengen, dat liwwert de Beweis jo, datt een an engem interkommunale Syndikat awer eng Partie Problemer ka léisen.

D'Syndikater hunn u sech eng relativ restriktiv a schwierig Legislatioun, déi net vill Frairaum léisst. Ech mengen, et soll ee sech awer Gedanken maachen, datt d'Gemengen och an Zukunft iwwer Konventionen kënnen schaffen, iwwer Groupements d'intérêt économique, firwat net iwwer Gemengecommunautés oder wat och ëmmer. Ech mengen, do kann ee sech ganz viles afale loosse, wat u sech méi flexibel ass. Et gëtt dann ëmmer gesot: Mir hunn där Syndikater ze vill. Mä mir sollen dach frou sinn, wa mir vill Syndikater hunn, dat beweist jo, datt d'Gemenge vill zesummeschaffen. Ech mengen, datt dat awer och am Sënn ass vun deem, wat am Plan d'aménagement général du territoire steet, wou jo awer d'Gemengen incitéiert gi sech innerhalb vun enger Partie Regionen zesummezéien fir esou hir Gemeinsamkeiten zesummen ze entdecken.

Mir hunn dat zum Beispill an eiser Region Nordweste probéiert, wéi mir mat de Gemengen aus dem Réidener an aus dem Wëlzer Kanton zesummekomm sinn, fir esou e Syndikat ze grënden, deen sech soll Gedanken maache fir dann esou ee regionale Plang opzestellen. Ee vun deenen éische Problemer, déi mir schon iwwerhaupt haten, war deen, datt de Gros vun

de Gemenge gesot hunn: Schön erëm ee Syndikat, a firwat ze maachen? D'Gemengen fäerten, datt do en neie Waasserkapp entsteet, deen herno vläicht awer ergëtt, wann dee Plang fäerdeg ass, datt awer deen een an deen anere Syndikat deenen Aufgaben do nokënn.

Dofir froen ech mech, ob een dat Gesetz do soll streng applizéieren, mä ob een net och kann iwwert de Wee vun enger Association momentanée goen, fir esou e regionale Plang opzestellen.

Virun allem awer - mengen ech - soll de Stat deene Gemengen do hëllefen dee Plang dann opzestellen. Wann dat de Problem ass, ech mengen da sollt et awer och net dorunner scheitern. De Stat gëtt de Gemenge jo och eng Partie Gelder fir zesummeschaffen. Hie gëtt zum Beispill fusionéierte Gemengen 2005 Euro op de Kapp, fir dass se funktionéieren, och wann dat dee Rendement u sech net bréngt, deen de Stat sech vun hinne erwaart huet. Dofir verstinn ech u sech net, datt mir keng finanziell Ënnerstützung kréie fir d'Ausarbeitung vun deene regionale Plangen.

Déi Motioun, déi den Här Schank hei eraginn huet, ech mengen, datt déi esou ze verstoen ass, datt déi regional Syndikater, déi de regionale Plang sollen opstellen, awer och aner regional Syndikater, déi elo schon zesummeschaffen, mengen ech, solle vum Stat ënnerstëtzt ginn, fir einfach mol hir lafend Aufgaben ze erfüllen. Ech mengen, et soll net dat d'Hindernis sinn oder dat wat d'Scheitere bréngt, datt dat net zustane kënn, dofir mengen ech, ass déi Motioun 4 och dat Richteg...

#### (Interruption)

Bei lech vläicht. Jo.

**Une voix.**- Ma jo! Mir sinn deen éische regionale Syndikat, deen an där dofer Form funktionéiert, an dat funktionéiert.

**M. Emile Calmes (DP).**- Zweetens.

#### (Interruption)

Also ech stinn och engem regionale Syndikat vir an ech muss soen, datt meng Demanden awer an där Hisiicht ëmmer op daf Ouere gestouss sinn. Mä dat do ass gutt ze héieren, datt et dat scho gëtt.

#### (Interruptions diverses)

Zweetens, mengen ech, mussen déi Syndikater oder déi Gemengen, déi um Niveau vu regionale Syndikater zesumme schaffen, och an hirem Exekutioun ënnerstëtzt ginn a si mussen méi ënnerstëtzt gi wéi wann eng Gemeng déi Aufgabe selwer iwwerhëlt, zemol wann dat e Sënn mécht. Dofir huet de President hei eng Motioun vun engem regionale Fong déposéiert, eng Iddi déi scho laang doruechter geeschert an déi een och nëmme kann ënnerstëtzen. Ech wëll just soen, datt et net onbedéngt misst iwwer e regionale Fong goen wann déi verschidde Ministären dat géifen a la lettre applizéieren. Et war och iwwert de Wee méiglech, mä de regionale Fong géif dat awer institutionaliséieren, wat awer relativ schwéier iwwert d'Ministären ze realiséieren ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Kompetenzverdeelung tëschent Stat a Gemengen, mengen ech, kann net ouni Restrukturierung vun der Gemengelandschaft vir sech goen, do si mer eis ganz sécher eens. Bei enger Restrukturierung, déi zustane kënn duerch d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, spillt et u sech keng Roll wéi dës Zesummenaarbecht vir sech geet. Haaptsaach et ass e gemeinsamt Zil do an déi Aktiounen fanne beim Bierger hir Akzeptanz. Virun allem mussen et awer engagéiert lokal Politiker sinn, déi dat do maachen an da spillt et keng Roll ob dat iwwer Syndikater, Konventionen,



Communautéiten, Groupements d'intérêt économique oder os Fusioune vir sech geet. Haaptsaach mir komme virun an et gëtt am Intérêt vum Bierger geschafft.

Dem Stat seng Missioun do derbäi ass, d'Gemengen an dese Missiounen, déi se zesumme wëlle maachen, ze ënnerstëtzen, hinnen ze hëllef, se ze begleeden, esou datt dee Prozess dann an déi richteg Richtung geet an doraus wäerte sech dann entweder Fusioune erginn oder et wäert sech erginn, datt mer keng Fusioune brauchen. An deem Sënn soen ech lech merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif ausdrécklech allen Intervenante wëlle merci soe fir déi konstruktiv Debatt, déi de Mëtte gefouert ginn ass an déi op engem Rapport fousst, deen den honorablen Deputéierte Schanck mat ganz vill Aarbecht zesummesat huet a woufir ech him och ausdrécklech merci wëll soen.

D'Debatt vun haut ass net de Schlusstréch, mä e weidere Bausteen an enger laanger Rei vun Iwwerleeungen, déi d'Politik hei zu Lëtzebuerg sech säit enger Rei vu Jore mécht fir d'Optimisierung vun der Organisatioun vum administrativen Zesummeliewen an eise Land ze regléieren.

Säit dem Enn vun de 60er Jore gëtt europawäit d'Fro vun der Kompetenzopdeeling tëschent Stat a Gemenge kontrovers diskutéiert. Wann ee sech informéiere geet, da stellt e fest, dass et keng eenheetlech Antwerte ginn, mä dass jee no der Gréisst vum Land, senger Geschicht, senger sozialer, senger kultureller, senger wirtschaftlecher Situatioun aner Schlussfolgerungen aus den Debatten gezu si ginn. Esou kann een och net Vergläicher tëschent Lëtzebuerg an dem Ausland maachen an d'Antworten, déi am Ausland fonnt si ginn, sinn esou verschidde vun eiser kultureller, geschichtlecher a sozialer Struktur, dass et kaum méiglech wäert sinn, sou wéi mer dat heiansdo an aneren Domänen maachen, fir e Projet, deen engem am Ausland gutt gefält, ze iwwerhuelen.

Ech war selwer an der Preparatioun zu dieser Debatt, déi ech als eng wesentlech Debatt ugesi fir d'Zukunft vun eise Gemengen hei zu Lëtzebuerg, souwuel an Däitschland wéi a Frankräich, wéi an der Belsch mech informéieren iwwert d'Konklusiounen, déi si gezunn hunn an ech hunn a kengem vun deenen dräi Länner fäerdeg Solutiounen fonnt, déi mer hei zu Lëtzebuerg kënnen fir eis an Usproch huelen, quité dass een op deem engen oder deem anere Plang sécher ganz wäertvoll Informatiounen krut.

Et bleift awer, dass de Wee, deen zum Beispill Frankräich um Niveau vun der „Intercommunalitéit“ a vun der „Communauté de communes“ gaangen ass, wann een deen e bësse méi an den Detail kucke geet, net esou glänzt, wéi een dat vläicht an engem éischte Moment mengt, ganz verschidden ass zu deem Wee, deen d'Belsch gaange sinn, déi an de 70er Joren an engem Hauruckverfahren am Fong d'Reorganisatioun vun de Gemengen duerchgezunn hunn an haut frou sinn, datt si et deemools gemaach hunn. A Rheinland-Pfalz gëtt elo aus wirtschaftleche Consideratiounen d'Fusion vun de Verbandsgemengen op engem nach méi héijen Niveau ugestriift gëtt. Do stellt sech d'Fro, wéi dat à terme mat Basisgemeng, Verbandsgemeng a Regionalisatioun vu Verbandsgemengen en definitive soll funktionéieren.

Mir hunn als Ministère am Februar 2001 der Chamber en Dokument zougestallt. Ech géif mech beim Här Klein entschëllegen, dass et net komplett ass, mä ech mengen dass mer awer déi wesentlech Elementer, wat d'Gemengekompetenzen ubelaangt, analyséiert hunn. Mir hu virun allem och probéiert de Canevas vun enger Diskussioun ze presentéieren, wéi een d'Gemengestrukturen an hir Relatiounen zum Stat an Zukunft kéint definéieren. Ech sinn der Meenung, dass een a logesche Schrëtt muss virgoen an dass d'Ziler, déi mer eis am Februar 2001 gesat hunn, och haut nach richteg sinn.

Fir d'éischt déi öffentlech Aufgaben, och par rapport zur Privatinitiative, definéieren, wat e Problem ass, wat eng Erausforderung ass, déi sech och no der Debatt vun haut nach stellt, well de Rapport keng schlësseg Antworten dorüber gëtt an ech och net der Meenung sinn, dass mer déi hunn. Duerno d'Opdeeling tëschent de Kompetenzen Stat a Gemengen organiséieren an da kucken, a Fonctiounen vun där Reorganisatioun, wat fir eng Moyenen a Strukture mer dem Gemengesecteur mussen zur Verfügung ginn am Intérêt vu senger Bierger an am Sënn vun enger moderner Verwaltung am Geescht vum 21. Jorhonnert.

Et si ganz vill Riedner, déi de Mëtt heihinner komm sinn an déi sech beklot hunn iwwert desen oder deen Aspekt, wéi d'Gemenge géiere ginn. Menger Meenung no huet dat eppes domadder ze dinn, dass d'Grondstruktur vun eise Gemengesecteur op enger Organisatioun aus dem 19. Jorhonnert fousst, déi zwar 1988 duerch e Gemengesetz e bësse moderniséiert ginn ass, mä déi awer nach an de wesentleche Fonctiounen geprägt ass vun engem System, dee viru wäit iwwer 150 Joer aus de Vuee vun deemools geschafft ginn ass an dee selwer nees op enger Organisatioun fousst, déi virun iwwer 200 Joer hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass.

Déi wesentlech Fro, déi sech fir mech stellt, ass déi: Wéi kënnen mer eis optimal organiséieren? Wat fir e Kader muss mer schaffen, fir dass de Stat an d'Gemengen hir Aufgaben erfüllen?

Ech géif dat wëllen a véier Partië maachen an ech géif mech elo scho beim President wëllen entschëllegen, well ech net mengen, datt ech dat a 40 Minuten hei iwwert d'Bühn géif kréien. Ech géif mech och bei de Kolleegen dee Moment wëllen entschëllegen, wa meng Ried e bësse méi laang géif daueren, mä ech mengen dass et meng Pflicht wier, fir haut mäi Modell ze presentéieren, wéi ech mengen, dass een déi Opdeelingen tëschent Gemengen a Stat kënn maachen.

E puer institutionell Rappelen, net fir engem elo op d'Schlappen ze goen, mä einfach fir ze ënnersträichen, dass mer an engem Kader schaffen, dee mer net einfach iwwert de Koup kënnen geheien, dee mer net esou séier ewech kréien, ausser et muss ee prezis, kloer an daitlech soen, dass een notament d'Verfassung zu Lëtzebuerg wëll op enger Rei vu Punkten änneren. Ech maachen heibäi manner Referenz op verschidde Rieden, déi de Mëtte gehale gi sinn, wéi op d'Kommentaren, déi een am Émfeld vun der Debatt ganz oft héieren huet.

Fir d'éischt wollt ech op e puer institutionell Prinzipien agoen, duerno op d'Repartitioun vun de Kompetenzen tëschent de verschiddenen öffentlechen Acteuren. Ech géif an enger drëtter Partie wëllen op d'Moyenen, déi missten zur Dispositioun gesat ginn, agoen, an an enger véierter Partie op d'Tutelle étatique par rapport zu de Gemengen, ier ech dann zu menge Konklusiounen géif kommen.

Wat déi institutionell Prinzipien ubelaangt ass et wichteg ze rappeléieren, dass Lëtzebuerg en Een-

heitsstat ass, en État unitaire a kee federale Stat; dat sinn zwou grondverschidden Notioune vum Opbau vun engem Stat.

Den Artikel 32 vun eiser Verfassung gesäit de Prinzip vun der Souveränitéit, also vun der onofhängeger Statsgewalt, vir. Dës Statsgewalt ass organiséiert an eise Land op zwee Verwaltungsniveaun: de Stat an d'Gemengen, woubäi d'Gemengen dem Gesamtsystem ënnerstallt sinn. Si bewege sech also net wéi an engem Federalstat op deemselwechten Niveau, den Intérêt communal steet och net um selwechten Niveau wéi den Intérêt général, den Intérêt général priméiert ëmmer virum Intérêt communal.

En zweete Prinzip ass de Prinzip vum Eenheitsstat kombinéiert mam Prinzip vun der Legalitéit, engem Grondprinzip vun all Rechtsstat, deen d'Tutelle kloer mécht. De Stat kontrolléiert ob d'Akten, déi d'Gemenge maachen, och der Legalitéit an dem Intérêt général entsprechen oder net. Dës Tutelle, dese Contrôle, ass deemno absolut verfassungskonform a steet och expressis verbis an der europäescher Charta fir kommunal Autonomie. Wéi déi Tutelle am eenzelne Fall ausgesäit, wéi wäit dass se muss goen, ob ee se nach muss esou ausféiere wéi se an der Mëtt vum 19. Jorhonnert agefouert ginn ass, dat ass eng aner Geschicht op déi ech herno am weidere Verlaf vu menger Ried wëllt agoen.

Drëtens, de Prinzip vun der Gemengenautonomie, dee verankert ass am Artikel 107 vun eiser Verfassung, liest sech a mengen Aen dann och an der logescher Folleg vun der kombinierter Lecture vu Souveränitéit, Legalitéit an Tutelle. Et ass keng absolut Autonomie, mä déi Autonomie spillt sech am Kader vun Méiglechkeeten, déi de Législateur, de Gesetzgeber de Gemenge gëtt, of, an dofir kann een net vun enger Gläichstellung schwätzen, et kann een net vun enger absoluter Autonomie schwätzen. Meng Meenung ass, dass do, wou de Gesetzgeber der Meenung ass, dass d'Gemenge gewëssen Aktivitéiten „en régie propre“ sollen exercéieren, dass wann de Kader tracéiert ass, dann an deem Kader eng total Autonomie muss spillen a keen „Contrôle d'opportunité“ därerf kommen.

Véiertens, an dat ass a mengen Aen eng ganz kriddeleg Fro well mer se net eenheetlech beäntwert kréien, dat ass d'Limite wou d'Gemengenautonomie och d'Aktivitéitsfeld vum Stat am Prinzip limitéiert, an zwar ass dat de Prinzip vun der „Liberté de commerce et de l'industrie“, deen och an eiser Verfassung steet. A mengen Aen hunn d'Gemenge grundsätzlech net eng Vocatioun fir Benefisser aus enger „Activité commerciale“ erauszéien. Et ass och dee Grond, deen eis dozou bruecht huet géint d'Gemeng Beitorn um Tribunal administratif virzegoen. Et ass falsch, wéi dat vu verschidde Riedner ëmmer nees behaupt gëtt, dass de Ministère de l'Intérieur sech grundsätzlech géint d'Utilisatioun vun alternativen Energie géif asetzen. De Park zu Heischent an de Park zu Hengescht beweisen de Contraire. Wou mer net domadder d'accord waren - an do hu mer virun der Cour administrative Recht kritt -, dat ass, dass eng Gemeng eng gewëssen Installatioun dohinner setzt am exklusiv But fir Benefiss aus där Aktivitéit erauszéien. Et sinn aner Modellen...

#### (Interruptions diverses)

■ **M. Emile Calmes (DP).** - Ech wëll just soe wéi et ass. Mir wëllen eis enger Gesellschaft bedeelege mat 50% fir de Bau vun enger Wandmillen. Den Ennerscheid vun

eis zu der Gemeng Hengescht zum Beispill, och zu der Gemeng Buerschent, war, dass déi sech mat 20% bedeelegt hunn. Et gouf en Ennerscheid a Prozenter, net am Intérêt. Eisen Intérêt war deemselwechte wéi dee vun der Gemeng Hengescht an och deemselwechte wéi dee vun der Gemeng Buerschent, wéi all aner Gemeng. Et ass just, mir haten e Prozentsaz vu 50% an déi haten e Prozentsaz vun 20%. Dat war den Ennerscheid.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Dir hutt jo entretemps Äre Projet modifizéiert. Dir sidd op en anere Wee gaangen, an domadder hu mer och keng Problemer.

#### (Interruption et hilarité)

Mä et ass effektiv eng wesentlech Fro, déi deemools gestallt ginn ass, an dofir hu mer, wéi mer dat och an aneren Domänen, par rapport zu anere Gemenge maachen, eis an der Obligatioun gesinn, fir dee Prozess do bis zum Schluss ze féieren, fir Klorheet driwwer ze kréie wat dann opgrond vun eiser Verfassung machbar wär oder net.

Fënnefte Prinzip: de Subsidiaritätsgedanken, de Subsidiaritätsprinzip, deen e wichtege Prinzip ass, well en d'Kompetenz um niddregsten Niveau vun eiser Sozialorganisatioun usidelt. De Maastrichter Vertrag gesäit dese Prinzip jo och vir. Dat heescht am Prinzip, dass een en Opbau huet, dass do wou d'Privatand d'Méiglechkeet huet an d'Moyenen huet an och den Intérêt huet fir eng gewëssen Aktivitéit ze maachen, dass een do eng Prioritéit der Privatinitiative iwwerloosse soll, dass da muss gekuckt ginn ob een um Gemengeniveau, um Secteur local, Aktivitéite soll maachen, an dass de Stat am Fong uewendriwwer seng Aktivitéite gestalt.

Et ass allerdéngs, an dat ginn ech zou, schwierig an all eenzelne Fall mat deem dote Prinzip eens ze ginn. D'Beispill wat de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, pardon, den Deputéierten Helminger, de Mëttlen hei opbruecht huet, nämlech dat vum Gas an dem Elektresch, wat no där doter Analys keng Funktioun ass, déi primär vun der öffentlecher Hand, spréich vun de Gemenge sollt gemaach ginn. Et ginn awer historesch Grënn, well déi Gemengen aus der Karez vun der Initiative privée eraus a zu certain moment déi Aktivitéiten iwwerholl hunn a se och haut nach ausüben.

An och do wëll ech soen, dass et falsch ass ze behaupten, dass mir d'Gemeng Lëtzebuerg oder d'Gemeng Esch oder aner Gemenge wëllen drun hënneren oder hinne verbidden, fir dass déi déi Aktivitéite bestreiden. Mir soe just, dass si müssen déi Aktivitéite bestreiden am Respekt vun der Gesetzgebung, déi de Gemengesecteur regléiert, a mir maachen se drop opmierksam - dat ass awer och de Roll vum Intérieur -, dass, wa se an engem System vu Konkurrenz sinn, een dann och e Risiko dréit, an dass also e Risiko op de Gemengebudget vun der Gemeng ka kommen.

Eise Rôle limitéiert sech drop, hinnen ze soe wéi mir mengen, dass ee kéint op déi Froen, esouwuel vum „Risque commercial“ wéi och vun de Strukturen, déi ee brauch, äntwerten, woubäi déi wesentlech Fro ass - an op déi hunn ech effektiv bis elo keng Äntwert fonnt -: Wéi bréngt mer et fäerdeg eng Gemeng, déi eng kommerziell Aktivitéit huet, an déi relativ séier muss Décisiounen huelen, wann et drëm geet Adaptatioun zum Beispill vun den Tariffer virzehuelen am Kader vun der Konkurrenz an Aklang ze bréngt mat de Gemengenobligatiounen, déi am Prinzip doranner bestinn, dass een e Vote am Gemengerot muss maache fir d'Tariffer festzeleeen?

Nodeem ech also probéiert hunn de Rappel ze maachen, an ech

weess, dass dee Rappel eleng schon Ulass ka ginn zu Kontroversen, well et muss een net mat esou enger Analys d'accord sinn, et kann een eng ganz aner Analys vum Stat hunn - den Här Urbany notament huet eng ganz aner Analys a ganz aner Vuen doriwir wéi een déi Prinzipie gesäit -, nodeem ech also och d'Ofgrenzung par rapport zur Privatinitiative probéiert hunn ze maachen, kann een dann op d'Verdeeling vun de Kompetenzen am Kader vun der öffentlecher Hand kommen. Ech hu virdu gesot: Wat wichteg ass, ass de Prinzip vun der Subsidiaritéit, dat also op deem Niveau ze maache wou een et am beschte fir d'Allgemengheet ka realiséieren.

De Corollaire allerdéngs vum Subsidiaritätsprinzip - an dat wäert elo, mengen ech, wéi e Fil, wéi eng Trame duerch meng Ried goen - ass deen, dass wa mer eng Kompetenz op e gewëssenen Niveau ginn, da muss deen Niveau à même si fir se voll emfänglich, iwwerall an effikass kënnen ze bestreiden.

Voll emfänglich, dat heescht deem Niveau och d'Moyenen, esouwuel déi mënschlech wéi och déi finanziell ze ginn, fir dass e mat där Kompetenz och kann eens ginn. Effikass erkläert sech vum selwen an iwwerall, dat heescht, dass een net nëmmen op verschidde Plazen, sou wéi dat haut oft de Fall ass a verschidde Gemengen oder op verschidde Regionen e Service kann ubidden, mä dass dee Service am Fong iwwert d'ganz Land muss kënnen ugebuede ginn. Et ass eng grouss Erausforderung: D'Organisatioun soll esou gestalt ginn, dass dese Prinzipie funktionéieren. Déi Prinzipien an déi Gestaltung muss een da vergläiche mat der Situatioun wéi mer se haut kennen.

Eis Gemengen, fir op deem Niveau ze bleiwen, funktionéieren an där Aart a Weis wéi se haut funktionéiere säit 200 Joer. Virun 200 Joer sinn déi sou genannte Missions obligatoires festgeluecht ginn. Ech si mat all deenen d'accord, déi soen, et kann een haut schwierig tëschent Missions obligatoires a Missions facultatives ënnerscheiden. Ganz vill Saachen, déi fréier eng Mission facultative waren, déi sinn haut eng Mission obligatoire, well d'Leit se einfach gären hätten, well se se a gewëssene Gemengen, wou se mol fréier gewunnt hunn, haten, a se se an där Gemeng, wou se dann elo higeplënnert sinn, och gären hätten.

D'Aart a Weis, wéi d'Gemengen opgebaut sinn, berout op engem System vu virun 200 Joer, an enger Zäit wou d'Gemengen autark waren, wou se d'Réglementatioun vun dem gemeinsame Liewen um Territoire communal gemaach hunn, an zwar nëmmen op hirem Territoire communal, wou d'Iwwerlappungen op aner Gemenge praktesch inexistent waren. Haut huet sech awer an der Gemengestruktur ganz Wesentleches geännert, a wann ech soen haut, da géif ech soen, dass säit de 70er Joren, wou jo fir d'éischte Kéier d'Diskussioun iwwer eng Reorganisatioun vun de Gemenge sech gestallt huet, se sech an deene leschten 30 Joer nach wesentlech méi staark geännert huet, an ech dervun ausginn - an ech kommen herno dorüber zrëck, wann ech op d'Kompetenzen aginn am Detail -, dass mer an deenen nächste Joren nach Kompetenz wäerte kréien, déi mer um de Gemengesecteur wäerte wëllen oftrieden, d'où la nécessité, dass mer d'Gemengen esou gestalten, dass se déi Responsabilitéit, déi se da kréien, och kënnen vollëmänglich iwwerhuelen.

Zum engen hunn d'Gemenge wesentlech méi Kompetenz wéi dat fréier war. Déi Kompetenzen si vill méi vielschichtig, och vill méi komplizéiert ginn. Den Aspect juridique vun de Saache ass vill méi grouss. Et ass vill méi eng grouss Necessitéit do iwwert d'Gemengengrenzen erauszekucken, wéi dat an der



Vergangenheit de Fall war. Ganz vill Kompetenze kënnen d'ailleurs net méi vun de Gemengen eleng bestridde ginn, mä musse vu ganz ville Gemenge matenee bestridde ginn. Besonnesch an de leschten 30 Joer ass aus der gescheiterter Diskussioun eng ganz grouss Zuel vun interkommunale Syndikater entstanen. Déi interkommunale Syndikater, déi „à fonctions et compositions variables“ fonctionnéieren, an déi ëmmer méi Zäit de Gemengevertrieder, déi dra sinn, huelen, wou een net ëmmer ganz kloer gesäit, wéi sech dann do d'Saachen zesummen dinn.

De Mëtte sinn d'Meenungen ausernee gaangen, hunn ech héieren, tëscht der Fro, ob een nach méi där interkommunale Syndikater soll maachen, oder ob een en anere Wee soll goen. Meng perséinlech Meinung ass déi, dass mer net solle weider op e Wee goen, fir nach méi interkommunale Syndikater ze maachen, well mer eist politesch Gemengepersonal nach weider domadder belaauchten a weider Saachen aus der Gemengekompetenz praktesch auslagere. Ech plädéieren éischter derfir, dass mer eng Konzentratioun maache wéi eist Gesetz vun 1999 dat och erlaabt an dass mer d'Strukturre vun eise Gemengen esou adaptéieren, dass mer och vläicht manner interkommunale Syndikater brauchen.

Et kënn derbäi, ech hunn et scho gesot, dass d'Leit méi exigent sinn, dass d'Leit méi mobil sinn, also vill méi e grouse Flux an eiser Bevölkerung ass, dee vun de Gemenge muss opgefaange ginn.

D'Gemengen hunn awer e wesentlechen Avantage. Si si méi no beim Bierger. An duerch de Fait, dass se méi no beim Bierger sinn, kënnen se e bessere Service a ganz ville Saachen ubidden, wéi dat d'staatleche Instanze kënnen maachen. Ech si mam Här Gira do vollkommen d'accord, dass wesentleche Elementer vum Zesummeliewe vun eise Leit um Niveau vun de Gemengen sollen ugesidelt sinn, well d'Gemengen och vill besser kënnen flexibel op eng Rei vun Eerausfuereunge reagéieren, déi sech am Alldag vun eise Leit stellen. Mir hunn eng Rei vu Méiglechkeeten an der Kompetenzopdeeler, entweder dass mer soen, de Stat iwwerhëlt se oder d'Gemengen iwwerhuelen se oder, wat ee vläicht an engem verstärkte Mooss an enger Rei vun Domänen an Zukunft muss maachen, dass een eng Compétence partagée mécht, dass ee kuckt tëschent Stat a Gemenge Strukturen ze fannen, déi d'Gesetz vun enger Rei vun Eerausfuereunge kréien.

Op dës Punkten, dat muss ech mat engem liichte Bedauern trotzdeem soen, ass de Rapport ganz wéineg agaangen. Dëst si fir mech wesentlech Froen, déi sech stellen, an déi sinn zum Deel nëmme gesträift ginn. Wann ee kuckt, wat am Fong d'Grondiddi vun där Debatt war, an zwar ze kucke wat fir eng Kompetenz kënnen mer transferéiere vun deem engen Niveau op deem aneren, do ass ganz wéineg am Rapport dran, wou konkret Propositione koume fir ze soen, dat do an dat do hätte mer elo gären an de Gemengesecteur oder aus dem Gemengesecteur eraus, oder aneschtens opgedeelt wéi et elo ass.

Et kéint een an enger iwwerflächlecher Betrachtung vläicht dervun ausgoen, dass alles an der Rei wier, dass am Fong déi Debatt net an deem Sënn noutwendeg gewiescht wär an dass d'Organisatioun, wéi mer se hunn, dann awer vläicht besser ass wéi mer eis se heiansdo selwer maachen. Mä ech mengen awer, dass eng kritesch Analys vun der Ëmsetzung vun den aktuelle Kompetenzen, respektiv méiglechen neie Kompetenzen noutwendeg ass, fir eng Bëuerdeelung kënnen ze maachen.

Ech wëll virausschécken - well mer oft virgeworf gëtt, ech wär net fein

genuch mat de Leit aus dem Gemengesecteur, oder ech géif d'Mériter net ervirsträchen, wat vläicht wouer ass -, dass ech der Meinung sinn, dass an eise Gemengesecteur extrem gutt geschafft gëtt. Dat, wat ech also elo soen a proposéieren als Ëmstrukturéierung, dat ass keng Kritik un der Aart a Weis wéi geschafft gëtt. Ech mengen, dass an de Gemenge mat de Moyens du bord probéiert gëtt eng excellent Aarbecht ze maachen, dat och a ganz groussen Zich geléngt, net iwwerall geléngt, dat ass selbstverständlech. Dass och bei mir am Haus op den Distriktkommissariater, wéi och ëmmer, Feeler ennerlafen, dat ass richtig. Mir sinn alleguerten nëmme Menschen, déi probéieren hir Aarbecht ze maachen. Ech kann och net op alles agoen, op dat ech wëllt agoen, well soss géif meng Ried nach vill méi laang ginn, wéi se souwisou scho gëtt.

Ech géif wesentlech wëllen op acht Voleten agoen, wou ech der Meinung sinn, dass mer eis eeschtlech Gedanke missten doruwwer maache wéi mer funktionnéieren. Dat éischt ass de Volet Landesplanung/Regionalplanung, fir mech en zentrale Punkt vun der zukünftiger Regelung vum Zesummeliewe zu Lëtzebuerg.

Mir hunn 1999 e Gesetz gestëmmt iwwert d'Landesplanung, wat am Fong d'Regionalisatioun an d'regional Zesummenaarbecht virgesäit. Eist Land ass a sechs Regiounen agedeelt. Mir gesi „Centres de développement et d'attraction“ vir. Mir hu ganz vill Moyene virgesinn iwwer Plans sectoriels, iwwer Plans régionaux, iwwer Plans d'occupation du sol, fir eng modern Landesplanung ze maachen. Et muss een allerdéngs, wann een de Bilan vun deem Gesetz no véier Joer mécht, soen, dass et e Gesetz ass, wat extrem drop opgebaut ass, dass vun ënnen eng Participatioun kënn. Et ass kee Gesetz, wat geschriwwen ass, fir vun uewen erf Landesplanung ze diktéieren. De Rôle vum Innenminister am Gesetz ass kloer definéiert als e Rôle d'incitation. E soll probéieren an deenen eenzelne Regiounen eppes ze bewegen. Déi Incitatioun kann awer nëmme geléngen, wa vun ënnen erop mat darselwechter Begeescherung oder mat deemselwechten Enthusiasmus probéiert gëtt, dat Gesetz och mat Liewen ze erfüllen.

Ech wëll just op een Aspekt agoen. Dat ass d'Fro vun de Regionalpläng, fir einfach mol ze kucken, wou mer no véier Joer sinn. D'Gesetz gesäit sechs Regiounen vir. Ech hu mech selwer enorm investéiert an der Regioun Norden, an déi Leit, déi an dëser Regioun politesch aktiv sinn, déi wëssen dat. Ech hu wéinstens zwielef Réunioune gemaach mat der Regioun Norden, well ech mer geduecht hunn, du muss mat enger Regioun ufänken, fir ze kucken dat Gesetz un d'Liewen ze kréien.

Mir sinn haut, no véier Joer an X Réuniounen esou wäit, dass mer eng Stärkten-Schwächen-Analys gemaach hu vun der Regioun, dass mer eis zesummesat hu fir ze kucken, wéi een administrativ déi Regioun kënn organiséieren, dass mer a ganz ville Gespréicher versicht hunn eng Mapp ze maachen, wéi eng zukünfteg administrativ Organisatioun vun där Regioun kënn ausgesinn. An dat ass et.

Wéi et dréms gaangen ass, fir e Schrëtt weider ze maachen, fir an d'Ëmsetzung ze goen, fir an den interkommunale Syndikat ze goen, fir déi Diskussioun ze féiere wéi een da kënn déi Saachen do ëmsetzen, si mer relativ séier gescheitert. An do sti mer haut.

Eng zweet Regioun an där ganz vill gemaach ginn ass, dat ass d'Südregioun, déi sech selwer, muss ech soen, à un certain moment an d'Hand geholl huet. Dat war och net esou evident am Ufank, wéi dat haut sech ugesäit, well mer do an

enger opposéierter Struktur sinn. Do hu mer eng Konzentratioun vu Gemengen, déi alleguerte ganz vill Awunner hunn, déi alleguerte ganz vill Servicer hunn, déi fonctionnéieren, wou een éischter Buerghärementalitéit huet, während an der Nordregioun éischter e Mentalitéitswiessel war, datt d'Leit sech zesummedoen hunn a Syndikater scho virun zéng a fofzéng Joer, fir ze probéieren, dass einfach d'Stëmm vun där Regioun an der Stad och géif gehéiert ginn.

Am Süde war d'Eerausfuereung am Fong éischter déi, fir iwwert déi Buerghärementalitéit ewechzecommen, fir d'Leit dozou ze incitéieren net nëmme hir Gemeng ze kucken, mä hir Gemeng an engem Ensemble ze gesinn. Ech sinn nach ëmmer dervun iwwerzeegt, dass de Projet Belval den Ausléiser war, dass een e starke Projet brauch fir d'Leit och kënnen un den Dësch ze bréngen an de reellen Intérêt an den Engagement vun de Leit ze kréien.

Ech hunn zesumme mam Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg probéiert, dat, wat mir d'AGGLOLUX nennen, d'Agglomeration tëscht der Stad, et sinn eng Rei Leit, déi de Mëtten am Laf vun der Debatt gesot hunn, e muss kucken den öffentlechen Transport ze regléieren, e muss kucken, dass et och um Niveau vun den Industriezonen, den Entwécklungszone méi kooperéiert iwwert d'Gemeengegrenzen eraus. Ech muss lech soen, datt ech extrem enttäuscht sinn, well et geet jo net duer, dass de Minister zweemol an eng Réunioun kënn, datt de Minister zesumme mat enger Rei vun anere Leit seet, Dir musst an déi Richtung goen, wann net duerno iergendwou aus der Regioun selwer am Fong e Suivi kënn, deen an déi Richtung geet, fir ze soen: Elo huelle mir eis selwer an d'Hand a mir probéieren an déi Richtung do ze goen. An do muss ech awer ganz éierlech soen, dass mir do nach net wäit sinn, zum Deel aus enger Angscht eraus vun Randgemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, wat jo awer scho gréisser Gemenge sinn, si géifen am Fong da vun där grousser Gemeng do - ech soen elo net gären dat, wat ech wollt soen -, mä datt se net esou géife behandelt ginn, fir et emol esou ze soen, dass do eng Kooperatioun géif kommen.

An der Westregioun kommen éischt Usätz fir zu enger Diskussioun ze kommen. Déi éischt Usätz sinn an där Regioun héchstwahrscheinlech méi einfach, well se iwwert den Naturpark an iwwert de Syndikat vum Réidener Kanton schon Embryonen hat virum Landesplanungsgesetz, fir dohinner ze kommen.

An da bleiwe meng zwee Problemfelder, wou mir an deene leschte véier Joer iwwerhaapt néierens hi-komm sinn. Dat ass zum engen den Osten, wou nach net eng Réunioun stattfonnt huet an dat anert déi Regioun, déi sech ronderëm d'Nordstad soll gruppéieren. Do muss ech einfach soen, do musse mir eng kéier eng Äntwert ginn, wat mir mat dem Landesplanungsgesetz dann elo wëllen. Wann en nationaalt Zil dat ass, wat mir alleguere bekräftegen, ëmmer an ëmmer erëm, och hei an der Chamber, dass d'Nordstad als drëtte wesentleche Pfeiler muss kommen niewent der Stad Lëtzebuerg an niewent dem Süden, an du fënns net déi richteg Usprichpartner oder se doe sech schwéier, oder se brauchen extrem laang fir unzecommen, si mir der Meinung, dass een dann iergendwann eng kéier muss an een anere System, an en anere Regime eriwergoen, oder muss een drop waarden, dass de Leschten op der Basis och nach iwwerzeegt ginn ass, dass et fonctionnéiert?

Eng weider Dénge ass déi, dass ech der Meinung sinn, dass dat Gesetz extrem schwierig ass um Niveau vun der Disponibilitéit Zäit. Wann een d'regional Kooperatioun esou wëllt organiséieren, wéi se am Gesetz vun 1999 virgesinn ass, bis an de leschten Detail, dat hu mir jo exekutiert, dann ass et vum zäitlichen Opwand, deen de Politiker huet, an ech stieche mech a meng Leit do mat eran, ech hunn zwielef Leit oder dräizéng Leit am Service vum Aménagement du territoire, déi sech doréms wëlle bekëmmere, et ass a mengen Aen net ze géréieren déi Form, wéi dat Gesetz e Gesetz ass wat dovun ausgeet, dass och dee Leschte muss nach dermadder d'accord sinn, iers du uewe kanns duerchstarten. Ech mengen och, dass et net duergeet fir hinzugeen an ze soen: Elo maache mir en Transfert vu Suen an da kënn et un d'Rullen.

■ Une voix.- Et ass awer net onwichtig.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Et ass net onwichtig, mä et geet net duer.

#### (Interruptions)

Ech wëll awer soen, dass, wann dat eenzeg Argument, fir dass d'Leit matenee schaffen, dat ass, fir hinnen de Geldsäckel dohinner ze setzen a wa keng Iwwerzeegung vun ënnen erop selwer kënn, dass dat doten eppes Noutwendeges ass, da gëtt et awer och kee Succès.

An da mengen ech an der Reorganisatioun, dass mir mussen ëndenken iwwert d'Implantatioun vun eisen Infrastrukturen. Ech mengen, dass et noutwendeg gëtt d'Gesetz vun 1999 och dohinner ze interpretéieren, dass mir an deenen eenzelne Regiounen decidéieren, wat déi Infrastrukture sinn, op sportlechem Plang, op sozialem Plang, op familiärem Plang an op kulturellem Plang, déi opgrond vun der Regioun, opgrond vun der Awunnerzuel vun der Regioun noutwendeg sinn, an dass mir dann an enger konstruktiver Diskussioun awer och eng kéier zu enger Décisioun komme fir ze soen, dass mir der Meinung sinn, dass opgrond vun novollzéibare Kritären een déi Infrastrukturen da conformément vum Gesetz vun 1999 prioritär an déi Uertschaften erasetzt, déi mir als Centres de développement et d'attraction gemaach hunn.

#### (Interruptions diverses)

Dat bedéngt e komplett Emdenke vun der Aart a Weis wéi de Stat organiséiert ass an och wéi d'Gemengen haut organiséiert sinn an dofir kënn meng éischt Propositione...

#### (Interruptions)

...déi ech den Owend wollt maachen, dat ass, datt ech der Meinung sinn, dass mir am Kader vum Gesetz vun 1999 e Plan sectoriel iwwert d'Infrastructures de base missten ausschaffen, wou mir mat enger geographescher Implantatioun a mat engem kloer definéierte Finanzierungsmodell Regioun pro Regioun an nodeem mir mat deenen eenzelne Gemengen diskutéiert hunn an Zesummenaarbecht mat deene concernéierte Ministären an nodeem mir kloer novollzéibare Kriterien och hunn, wat de Subsidiaritätsprinzip ubelaangt, zu engem Plang musse kommen.

#### (Interruptions diverses)

■ M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*).- Just eng kleng Suggestioun do derbäi, wann Dir erlaabt.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Neen, ech wär frou, wann ech kënn schwätzen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*).- Wëllt Dir en Débat oder wëllt Dir dozéieren?

#### (Interruptions diverses)

Här President, et ass awer net onwichtig deen heite Beräich. Mir sinn am Beräich vun engem Plan sectoriel an do ass d'Mataarbecht vun de Gemengen a priori net gewünscht? Beim Plan sectoriel gi se après coup consultéiert.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, ech wär frou, wann den Här Di Bartolomeo sech all Noté wëllt maachen, déi hie sech wëllt maachen, mä wann hie mir d'Chance géif ginn, dass ech meng Ried kënn duerchféieren, well soss wann Dir ufänkt mir Froen ze stellen, da si mir heron net méi an enger Ried, mä da si mir an enger Podiumsdiskussioun an déi wëll ech hei an der Chamber net an dësem Moment féieren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*).- Egal wat.

#### (Interruptions et hilarité)

■ M. le Président.- Fuert virun, Här Minister.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech sinn der Meinung, dass en zweete Punkt, deen dozou gehéiert, deen ass, dass de Stat seng Presenz am Land muss organiséiere a reorganiséieren,...

■ Une voix.- Wann en esou wëllt diskutéieren, dann diskutéiere mir esou.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- ...dass mir an eng Richtung musse goen, dass déi öffentlech Servicer, déi an déi eenzel Regiounen solle kommen, mussen definéiert ginn an dass mir eis och eng reell Politik musse ginn an dat ass eng Eerausfuereung fir déi nächst Generatioun, géif ech mengen, well esou séier geet dat net, mä dass mir eis reell Politik musse ginn, wat fir eng Servicer vum Stat op wat fir enger Plaz geographesch am Land no de Kritäre vun der Landesplanung ugesidelt sinn.

Dir sot kee Problem. Ech soen lech um Beispill vum Waasserwirtschaftsamt, wat ech an der Regioun Norde wollt implantéieren, wéi enorm Problemer, dass Dir kritt, wann Dir nëmme drun denkt eng Administratioun vun enger Plaz, wou se haut ass, op eng aner Plaz ze bréngen. Well vun deem Moment an, wou Dir dat decidéiert, diskutéiert Dir jo net méi mat de Prinzipien, mä dann diskutéiert Dir mat de Leit a wann Dir zu Lëtzebuerg mat de Leit ufänkt ze diskutéieren, da kommt Dir ganz séier a ganz quokeleg Diskussiounen. Ech mengen awer - dat ass meng zweet Proposition -, dass mir eng Redefinition vun der territorialer Assise vum Stat am Kader vun der Dezentralisatioun an der Dekonzentratioun musse maachen.

Ech kommen op d'Gemengeplanung. D'Zil vun der Gemengeplanung muss am Kader vun enger Approche vun der Landesplanung eng rationell Notzung vun de Gemengenterraine sinn an en zukunftsorientéierten Urbanismus ze developéieren, dee sech no de Kritäre vun der Nohaltegkeet an och no de Kritäre wéi se am Aménagement du Territoire virgesi sinn, dat heescht Opfëlle vun den Terraine virun Extenssioun, méi Duerchmischung vun den eenzelne Wunnsidlungen, eng besser Gestaltung vum öffentleche Raum, datt déi doranner sech erginn.

Mir hate virun e puer Wochen eng Journée de l'urbanisme organiséiert, wou mir iwwer 400 Leit hatten, fir unzefänken iwwert deen doté Problem, wat e reelle Problem hei zu Lëtzebuerg ass, ze diskutéieren. Aus enger Ried vun enger hallwer Stonn, déi ech net kann hei aus Zäitgrënn widderhuelen, ass no bausse gedrongen, dass d'Proposition vum Innenminister déi wär, dass d'Leit an Zukunft net méi an engem Eefamiljenhaus mat Gaart kënte wunnen. Ech hunn alles gesot, mä net dat. Ech hunn och dee Saz gesot, mä an engem ganz präzise Kontext, nämlech am



Kontext vun der Duerchmischung vun der Gestaltung vum öffentliche Raum an esou weider.

Mä wa mir d'Realitéit kucken, da stelle mir fest - dat ass meng Meinung, et muss net jiddereen se deelen -, dass mir e PAG hei zu Lëtzebuerg hunn, ee PAG vun 118, deen deene Kritären do à l'heure actuelle entsprécht, an dat ass de PAG vun der Stad Lëtzebuerg, de PAG vun der Stad Lëtzebuerg, deen et erlaabt eng zukunftsorientéiert Entwécklungspolitik um Territoire vun der Gemeng ze maachen. Mir hunn eng ganz Rei PAGen, déi an der Rei sinn, mä mir hunn iwwert d'Halschent vun eise PAGen am Land, déi aus de 70er Joren stamen, déi absolut net méi der Réalitéit an den Erausforderunge vun haut entsprechen.

Mir hunn X Gemengen - ech wëll se elo hei net opzielen, fir net deen een oder deen aneren heibannen och nach schlecht drun ze bréngen -, déi haut nach kee valable PAG hu mat deem se kënne funktionnéieren. Mir stellen an der genereller Applicatioun fest, dass eis Bautereglementer a ganz ville Gemengen net adaptéiert si fir enger zukunftsorientéierter Baupolitik Rechnung ze droen. Mir stelle fest, dass et keng eenheetlech Vue vun der Baupolitik gëtt.

D'Beispill vu Monnerech, wou ech - ähnelch wéi bei Bettborn - et drop ukomme gelooss hunn, well ech net méi d'accord si mat deene Monnostrukture vu Lotissementer, déi nach ëmmer esou gebaut gi wéi se virun 30 Joer gebaut si ginn, a well ech och nach eng Kéier gare vum Tribunal administratif eng Klärung driwwer hätt, wa mer nämlech iwwert d'Opportunitéit schwätzen, wa mer iwwert den Intérêt général schwätzen, ob wann den Innenminister enger Gemeng seet, dass hien der Meinung ass, dass e grousst Lotissement vun iwwer 50 Haiser am Kader vun der Regionalplanung a vun der Landesplanung an enger seriöser Duerchmischung soll duerchgefouert ginn, an d'Gemeng weigert sech dat ze maache mat der Argumentatioun: Mir maachen dat Lotissement elo sou wéi mir et gären hätten.

A wann s de da sees: Ma jo wéi ass et da mam Terrain, dee verbraucht gëtt? Da soen se mer: Wa mer mat deem heite fäerdeg sinn, da maache mer an der Wiss mat enger Extensioum vun Perimeter virun. Do hätt ech gären eng Kéier eng kloer Äntwert drop, ob den Innenminister oder net, opgrond vum Gesetz vun 1999 an den Attributiounen déi en huet, d'Méiglechkeet do huet iwwer eng Gemeng, déi wierklech net an déi Richtung schafft, kënnen ewechzegoen oder net.

En anere Punkt, dee mer zurzäit eruedroeg ginn ass, wou eng komplett verschidde Aart a Weis vu Politik bedriwwen gëtt tëschent zwou Nopeschgemengen, dat ass um Beispill vun der Stad Lëtzebuerg an Hesper bei de Stellplazen ze gesinn, wou mer elo konfrontéiert si mat enger Strooss, wou déi eng Gemeng der Meinung ass, dass ee fir 100 m<sup>2</sup> nach eng Stellplaz kann huelen an déi aner fir en Appartement vu 40 der also nécessairement praktesch zwou virgesäit, well ee soss keng Autorisatioun kritt. Wat da wäert endegen, dass an Zukunft déi Leit, déi an der Stad Lëtzebuerg schaffen, sech dann héchstwahrscheinlech op där anerer Säit vun der Strooss wäerten hir Garage loune bei engem, dee keng zwou Autoen huet; an ech kënnt dat nach weider spanen.

Déi Problematik, déi mer mat der Ëmsetzung vum Bautereglement vun der Stad Lëtzebuerg, wat d'Parkplazpolitik op der Cloche d'Or ubelaangt, kritt hunn, déi kann nëmme funktionnéiere wann esou eng Politik sech an eng national Politik integréiert. A wa mer an engem System weiderfueren, dass déi eng Gemeng an eng gewësse Richtung geet an déi aner Gemeng

geet just an déi entgéintgesate Richtung, da mengen ech, dass mer net ganz wäit kommen.

E rezent Beispill vun haut oder vu gëschter, dat sinn dann déi Streidereien - et ass net fir d'éischt - tëschent de Gemenge Steesel a Walfer, déi jo permanent mateneen amgaange sinn ze diskutéieren, dass deen een op d'Grenz vun deem aneren eppes setzt. Ech soen lech, dass mer och an der Gemengeplanung an eng Richtung musse kommen, dass d'Gemengen ewech dovunner kommen, dass se nëmme grad just hiren Territoire kucken an dass se mussen iwwert d'Gemengengrenzen eraus mat den Nopeschgemengen zesummeschaffen.

An deem Kontext stellen ech mer entre-temps och Froen iwwert d'Reform vum Gesetz vun 1937, déi ech selwer erabruucht hunn. Well mir wëllen natierlech - dat wëll ech dem Här Graas soen, dee manifestement dee Projet de loi net gelies huet - an der Reform vum Gesetz vun 1937 de Gemenge vill méi Responsabilitéit ginn. Mir wëllen, dass d'Commission d'aménagement, déi net eng Kommissioun ass vum Innenminister, mä eng Kommissioun, déi beim Intérieur ugesidelt ass - fir dat nach eng Kéier ze soen -, sech drop konzentriert fir d'PAGen ze begutachten.

Ech sinn der Meinung, dass den Innenminister eng Kompetenz huet fir ze kucken, dat d'PAGe konform zur Landesplanung sinn. Mir hätten awer gären, dass d'Exekutioun vun de PAGen iwwert d'PAPen, wat awer net méi déi PAPe si vun haut, mä wat PAPe sinn, déi am Fong de PAG exekutéieren, an de Gemenge gemaach gëtt an dass do d'Commission d'aménagement net méi an all eenzel Modifikatioun era soll hiren Avis ginn.

Ech stelle mer awer d'Fro, wa mer dat awer elo géinge maachen, ob mer outilléiert sinn um Niveau vun de Gemengen, fir eng Prise en charge vun deem Ganzen ze hunn; sachant datt mer haut an enger Situatioun si wou eis PAGen net an der Rei sinn. Mir mussen also fir d'éischt mol kucken, dass mer landeswäit PAGe kréien, déi matenee schwätzen an déi och openeen ofgestëmmt sinn, ier mer, mengen ech, an enger zweeter Phas...

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Dat fällt awer ënner Är Kompetenz! Wann d'Gemeng PAGen hunn, déi net an der Rei sinn, da misst Dir awer scho laang intervenéiert sinn.

■ **Une voix.** - Da musst Der hantert déi Gemenge goen.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Da musst Der hannert déi goen. Dir kënnt dach net hei einfach soen, d'Gemenge sinn net an der Rei. Et gëtt Gemengen, déi ganz vill an hire PAGe geschafft hunn.

■ **Une autre voix.** - Dir sidd jo de Ministre de tutelle. Da musst Der deene Bescheed soen.

#### **(Interruptions diverses et coups de de la Présidence)**

■ **M. le Président.** - Loosst de Minister schwätzen, seng Saach exposéieren, an Dir hutt allegueren d'Recht herno op d'Parole après ministre. Wann eppes net kloer ass, da schreift lech dat op an da stitt Der herno op an da froet Der d'Wuert an dann äntwert de Minister lech dorop. Mä ech mengen et soll een net ëmmer ënnerbriechen, well hien huet jo ee Konzept wat en do entwéckelt a wann en dauernd ënnerbrach gëtt da komme mer jo net weider.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Contrairement zu deem, wat den Här Bettendorf gemengt huet, maachen ech keng Schelte un déi Gemengen, déi an der Rei sinn. Ech stelle just e Problem duer, wou ech soen, datt méi wéi d'Halschent vun de Gemengen e PAG hunn, deen aus de 70er Joren datéiert an dass ech keng

Kompetenz hu fir eng Gemeng ze forcéieren hire PAG op eng gewëssen Aart a Weis ze änneren; dat ass eng Kompetenz vun der Gemeng. Ech ka se opfuerderen. Ech fuerderen se och op. Mä wat ass dann d'Fonctioun, déi en Innenminister huet, wann eng Gemeng, ob scho se siwemol opgefuerdert ginn ass hire PAG ze änneren, hire PAG net änneren? Sot mir emol wou déi Sanctioun steet a sot mir emol wat mam Innenministère géif geschéien, ob ech dat sinn oder iergendeen aneren. Wat da mat deem Innenminister géif geschéien, wéi deen da géif dobaussen zerrappt ginn, wann dee géif higoen a mam Fanger op eng Gemeng weisen a soen: Dir sidd net an Är Rei. Da géifen d'Leit am Kader vun der Autonomie communale bei den Innenminister goen a soen: Bekëmmer du dech emol ëm deng Saachen, mir bekëmmeren eis ëm eis Saachen.

Ech sinn awer - an dat ass meng drëtt Proposition - der Meinung, dass mer d'Noutwendegkeet hunn, wa mer an der Gemengeplanung wëlle virukommen, dass mer eis Gemenge mat technesche Strukturen ausstatten, déi kompetent sinn, déi deen Numm verdéngen an déi och d'Méiglechkeet hunn um techneschen Niveau Politiker an eng Richtung ze beroden, dass déi Émännerungen, déi elo komme sollen opgrond vum Gesetz vun 1937, dass déi och kënne voll émfänglech gemaach ginn.

Ech stellen awer an der Réalitéit fest, a wëll am Fong nëmme soe wéi ech d'Realitéit gesinn, dass mer iwwer 80 Gemengen hei am Land hunn, déi iwwerhaapt kee Service technique hunn, mol net en Embryo dovun a wou de Buergermeeschter ganz oft de Service technique spillt. An da soen ech, dass mer eise Gemengesecteur mussen an déi Richtung émänneren. Ob mir dat op Gemengniveau maachen, ob mer et op regionalem Niveau maachen, ob mer soen dräi Gemengen zesummen, ob mer soe fënnf Gemengen zesummen, wéi och ëmmer, dat ass mer egal, mä ech soen, wa mer eng seriö Politik wëlle féieren, sou wéi mer eis Gesetz gestëmmt hunn, mussen mer eis Gemengen dozou bréngen - dat hu mer am Gesetz vun 1937 proposéiert -, datt se Service-techniquen hunn. An ech wëll expressis verbis soen, dass d'Gemeng Bartreng e ganz performante Service technique huet, net dass mer do nees eng Diskussioun kréien. Mä ech stelle fest, dass iwwer 80 Gemengen hei am Land kee Service technique hu fir déi Erausforderungen, déi d'Kombinatioun vum Gesetz vu 1937 an 1997 am Fong hinnen operleet, kënnen ze maachen.

Den nächste Punkt ass d'Gestion administrative. Ech hu virdru gesot, dass sech d'Interventiounsdomäne vun de Gemenge ganz staark geännert hunn. D'Interventioun si vill méi divers a si si vill méi komplex ginn. D'Leit sinn ëmmer méi exigent an dat spiere mer och a mengem Service juridique, well ech hunn ee Service juridique, dee setzt sech aus zwou Leit zesummen, déi haut am Fong d'Prise en charge oder wéi soll ech dat soen, d'Berodung vun 118 Gemenge probéieren ze maachen. Ech stellen ëmmer fest, dass dat eent déi offiziell Riede sinn an dat anert ass dat wann ech mat de Leit dobausse schwätzen, dass sech ganz oft belueft gëtt iwwert dat, wat an den Distriktskommissariater an dat, wat an dem Ministère als Service un d'Gemengen uegebuede gëtt, wann d'Sekretären, wann d'Receveuren, wann d'Buergermeeschteren, wann d'Schaffereit net méi eens gi mat der Situatioun an e Rot beim Innenministère froen.

Mä ech mengen och op deem heite Punkt, wann ech d'Gestion ad-

ministrative vun eise Gemenge kucken, si mir organiséiert wéi virun 150 Joer. Mir hunn e Sekretär, mir hunn e Receveur, dat ass dat iwwert dat mir schwätzen. Mir hu keen Organigramme, mir hu keng Missiounen, mir hu keng Strukturen. Iwwer „middle management“ ass geschwat ginn an deene mëttlere Gemengen. Mir hu vu vir bis hannen am ganze Gemengesecteur net een eenzegt Dokument wat eis seet op wat fir eng Aart a Weis, dass dann déi Fonctioun administrative soll organiséiert sinn. Dat mécht all Gemeng no beschtem Wëssen a Gewëssen.

Mä ech mengen, dass et un der Zäit wier, dass een d'Fonction de base géif definéieren, dass ee seet am Kader vun all deene Kompetenzen, déi d'Gemengen hunn, dat do sinn d'Fonctions de base, déi een als Gemeng muss erfëllen, an dass mer dann eis Organisation communale, eis Fonctioun administrative esou reorganiséieren, datt se déi Erausforderung dann och kann unhuelen. An ech wollt proposéiere fir e Groupe mixte op d'Been ze setzen tëschent dem Intérieur, dem Syvicol an deenen einzelne Berufsvetrieder, fir ze kucke wéi een zu enger Definitioun vum Service administratif communal kënnt kommen.

Ech kommen zu engem Punkt, deen nees an der Landesplanung, der Regionalplanung, ganz wichtig ass, an deem d'Gemengen eng ganz wesentlech Roll ze spillen hunn. Dat sinn all déi Froen, déi d'Mobilitéit ubelaangen, d'Mobilitéit, déi eng zentral Fro ass vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. D'Fro, wéi mer d'Fonctiounen Wunnen, Schaffen, sech bewegen, beienee kréien.

Mir probéiere säit iwwer zwou Joer am Kader vum IVL, fir Äntwerten drop ze fannen, wéi mer am Fong eng Organisatioun kënne schafen, wou de Bierger nees méi no do schafft wou e wunnt, méi no do wunnt wou e schafft, a wou mer och d'Fonctiounen vun der Bewegung vun de Bierger an de Grëff kréien.

Mir stelle fest, dass mer den öffentlichen Transport wëlle stärken. Mir stellen dat net nëmme fest, mä et ass eng Grondvoraussetzung, wann eist Land sech nach weider soll awunnerméisseg entwéckelen, wéi et dat an deene leschte 15 Joer gemaach huet, fir dass eise ganze System net zu gewëssene Stonnen am Dag komplett zesummebrécht. Mir hunn am Kader vum IVL gekuckt, wat dat heescht. Mir stelle fest, dass wann an deenen nächsten zéng Joer mer nach e Flux vun dräi-, véier-, fënnfdausend Leit hunn, déi an eist Land wunne kommen, wéi dat déi lescht 15 Joer de Fall war, a wa mer de „modal split“ vu 25% wëllen erfëllen, wou d'Experten eis zwar soen, vergiesst dat, et ass net méiglech, dass der zu Lëtzebuerg deen hikritt, mä esouguer wa mer e géifen erfëllen, da kréie mer nach eng Augmentatioun vum privat organiséierten Transport vun 30%. Wëlle mer awer e „modal split“ vu 25% kréien, mussen mer d'urgence an eng Richtung goe wou mer d'Entwécklungszone, déi mer zu Lëtzebuerg schaffen, territorial esou agencéieren, dass mer den öffentlichen Transport och organiséiert kréien.

Eng Zuchlinn tëschent Esch an der Stad mécht landesplaneresch nëmme Sënn, wa souwuel an der Stad wéi zu Esch genuch Masse critique ass um Niveau vun den Awunner an um Niveau vun de Berufstätigen, fir dass deen Zuch sech och généraleiert. Dofir mengen ech, dass mer mussen ëmdenken, wat d'Organisatioun vun eisen Industriezonen ubelaangt. Ech plädéiere fir eng aner Approche, eng regional Approche.

Ech mengen, dass mer d'Gemenge reng lokal als eenzel Gemeng aus där Kompetenz erauszéie mussen, a mer tëschent Stad a Gemeng e Wee an e Moyen mussen fannen, fir an enger partagéierter

Kompetenz d'Determinatioun an d'Lokalisatioun vun zukünftigen Industriezonen an Entwécklungszone um Territoire vun eisem Land ze sichen.

#### **(Interruption)**

Waméiglech an de regionalen Zentren, awer och do wou den öffentlichen Transport kann hikommen. Dofir mussen mer doriwwer diskutéieren. Dozou gehéiert eng Redefinitioun vun de Konzepter, déi mer hunn, vun de Notiounen, wat d'Zone-nationalen ubelaangt, d'Zone-régionalen, d'Zone-locales. Dozou gehéiert awer och - dorober kommen ech herno am Finalsdeed - eng Reorganisatioun vun de Fluxen wat d'Geld ubelaangt, notamment um Niveau vum Impôt commercial eng méi breet Streuung an der Regioun.

#### **(Interruption)**

Et gëtt vun Zäit zu Zäit e Politiker gefrot, e soll emol eng Kéier dohinner leeën, wéi e sech virstelle ka wéi et kënnt goen. Wa mir et net fäerdeg bréngen aus deem IVL, déi Konklusiounen ze zéien, déi sech einfach opdrängen, da brauche mir iwwer Landesplanung, iwwer Regionalplanung an iwwer eng ganz Rei Saachen net ze diskutéieren. Wa mer der Meinung sinn, dass mer Modell opstellen, dass mer Saache solle matenee diskutéieren an duerno décidéieren, da mussen mer och dofir sueren, dass d'Ëmsetzung herno um Terrain geschitt, an do kann ech, muss ech soen, net méi mat enger Situatioun lieue wou all Gemeng fir sech, a just eleng fir sech décidéiert, ob si eng Industriezon an eng Aktivitéitszon mécht.

Ech mengen, dass mer dat méi regional musse kucken, méi regional musse organiséieren, dass mer déi Kompetenz als eng gemeinsam Kompetenz Stat/Gemenge musse landeswäit ënner Zouzéie vun alle Partner, déi do concernéiert sinn, ugoen.

Waasser an Ofwaasser. Waasser an Ofwaasser sinn a mengen Aen eng ganz grouss Erausforderung, déi op eis duerkënnt. Mir hu bis zum Joer 2012/2015 eng Direktiv mat enger ganzer Rei vu Komponenten ëmzesetzen. Et mussen nei Funktiounen geschafe ginn. Mir mussen d'Fonctioun vum Monitoring schafen. Mir musse Qualitätskontrolle maachen, Mesuren huelen no deene mer d'Qualitéit, d'Quantitéit vum Waasser kënne garantéieren. Mir mussen de Prix vérité aféieren, deen net ze verwiesselen ass mam eenheetleche Waasserpräis. De Prix vérité, dee bedeit, dass allegueren d'Facturen, déi am Waasserpräis dra sinn, opgerechent a berechent ginn, wat mer zurzäit zu Lëtzebuerg royalement net maachen, well mer nottamment déi 90% u Subsidien, déi vum Stat un d'Syndikater gi bei dem Bau vun de Kläranlagen, net an de Waasserpräis mat erarechen. Dat mussen mer awer an Zukunft maachen. Mir musse Quellschutzgebieder ausweisen. Mir sinn also an der Obligatioun, fir déi Leit, déi haut op de Quellschutzgebieder schaffen, Systemer ze fannen, wéi mer do en Ausgläich maache par rapport zu deem Manner, wat déi Leit an Zukunft do kënne maachen.

Mir hunn also de Choix, dass mer probéieren 118 individuell Äntwerten ze sichen, oder dass mer probéieren eng national Äntwert ze sichen. Mir mussen iwwert den eenheetleche Waasserpräis diskutéieren. Ech wëll ganz kloer soen, dass ech der Meinung sinn, dass mer déi Diskussioun, déi mäi Virgänger an den 80er Joren ugefuert huet an déi deemools net aboutéiert huet, nach eng Kéier mussen opgräifen. Ech plädéiere ganz staark fir en eenheetleche Waasserpräis am ganze Land. Dat heescht net, dass all eenzelnen Utilisateur dann nom selwechte Präis d'Waasser berechent kritt, mä mir mussen fir d'Bauer, fir d'Industrien, fir d'Betribler, kuerz mir mussen eng ganz Rei vu Staffe-



lunge maachen. Mir mussen eis zesummesetze fir dee Prix vérité erauszekristallisieren, ze berechnen, zesummen d'Quelleschutzgebiddere ausweisen an do Kompensatiounen virhuelen. Weider mussen mer eis zesummesetzen, fir eng koordinéiert Gestiou vum eisem Waasser a vum eisem Ofwaasser ze maachen.

An dofir meng sechste Propositio, dass mer aus den Domäner Waasser an Ofwaasser eng Compétence mixte solle maachen, wou mer een nationale Syndikat mat zwou Branché kreieren, eng fir d'Waasser an eng fir d'Ofwaasser, andeem mer eng national Politik zesumme mam Stat a mam Gemengesecteur definieren an ëmsetzen.

D'Realitéit haut um Terrain ass eng disparat Organisatioun. Et sinn nach ëmmer net all d'Gemengen an deenen eenzelne Syndikater, wéi se scho vum Minister Johnny Lahure deemools proposéiert gi sinn, dran. Mir hu keng eenheetlech Behandlung. Mir hunn am Laf vun de Joren och esou Kompromësser gemaach wéi deen, deen elo um Niveau vum DEA/SEBES engem Enn zougefouert gëtt, well mer an den 80er Joren nämlech net de Courage hate fir ze soen, mir maachen Neel mat Käpp, mä do ass gesot ginn, da bezuelen d'Leit vum SEBES praktesch de Surplus vum DEA mat. Fir och mat all deene Saachen ee fir allemol opzehéieren, mengen ech, dass et am nationalen Intérêt wier, dass mer aus Waasser an Ofwaasser eng Compétence mixte mat enger Politik a mat engem Präis géifen organisieren.

Datselwecht géllt, a mengen Aen, fir d'Fro vun den Déchets, vun der Entsuerung. Ech hu gelies, dass e Syndikat aus dem Norde gefrot huet, et misst en nationale Konzept dohinner kommen. Haut ass et eng exklusiv Gemengekompetenz, déi sech a Syndikater zesummegefouert huet. De Plan national des déchets, dee gesäit eng Reorganisatioun vun de Fluxen vun den Déchets, déi ze eliminéieren sinn, vir. An Zukunft soll net méi entsuergt ginn no der geographescher Lag vun der Gemeng, mä opgrond vun der Natur vun deenen eenzelnen Déchets. Et ass eng Etüd gemaach ginn, fir ze kucken, wat fir eng Strukturadaptatiounen ze maache sinn. Meng Propositio war déi, dass mer och hei géifen e Syndicat mixte maachen téschent de Gemengen an dem Stat mat verschiddene Branchen, fir d'Gestio vum den Déchets am Land no enger Politik ze organisieren.

Ech kommen zum Volet social. D'Structures d'accueil sinn de Mëtten ugeschwat ginn als Beispill vum Volet social, wat fir mech en Domän ass, deen an Zukunft méi op d'Gemenge wäert duerkommen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. D'Structures d'accueil, déi beäntweren am Fong e Besoin, deen an der Populatioun opkomm ass. Et ass gemengt ginn, dass d'Gemeng déi richteg Plaz wär fir d'Gestio dovunner ze maachen. Et huet een allerdéngs gesi bei der Ëmsetzung dovunner, dass et am Fong net esou funktionéiert huet wéi een dat misst un d'Fonctionnéiere kreien. An engem System wéi ech mer e virstellen an Zukunft - an enger Minutt kommen ech dorobber zréck - hätt een am Virfeld am Fong missen ofkläre wéi dat géif vir sech goen, an och déi finanziell Komponent dovunner hätt ee misse klären an net op dee Wee goe wéi et elo gaangen ass. Mä ech ginn awer dovunner aus, dass mer am Kader vun deem Komitee, dee mer zesumme mam Syvicol hunn, an Zukunft, wann esou Transferte vu Kompetenzen kommen, am Virfeld kënnen dorobber agoen.

Wat d'Gestio ubelaangt si ganz vill Modes de gestion gemaach ginn. Déi eng Gemenge maachen eng Gestion directe, déi aner maachen eng iwwer A.s.b.l., déi aner

maachen eng konventionéiert an esou weider. De Stat huet gefrot, dass dat esou géif funktionéieren. Ech stelle mer allerdéngs d'Fro, ob, besonnesch iwwer déi A.s.b.l.en, wéi se zum Deel funktionéieren, mer domadder déi beschte Struktur fonnt hu fir dat ze maachen an ob mer - an dat wär meng aacht Propositio - net missten doruwer nodenken, ob mer am Gemengesecteur d'Kreatioun vun „établissements publics communaux“ géifen organisieren fir a gewëssen Deeler vun eisem Gemengenaktivitéit eng méi flexibel Organisationsstruktur ze fannen.

A wann ech soe méi eng flexibel, da soen ech net, dass se net kontrolléiert géif ginn, dat muss een organisieren, mä dass een no Organisationsstruktur sacht, déi engem d'Méiglechkeet gi fir Aktivitéiten, déi ee muss maachen, déi awer net direkt zu de Käktivitéiten vun enger Gemeng gehéieren, op aner Aarten a Weisen ze organisieren wéi dat an enger renger kommunaler Approche de Fall wär. D'Office-sociaux sinn ugeschwat ginn. Et besteet en Aarbechtsgrupp, deen dorunner schafft. Ech muss allerdéngs soen, ech hu mat menge Leit doruwwer geschwat, dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. D'Office-sociaux funktionéieren och säit 200 Joer aus dem Gesetz vun 1802. Ech mengen, dass an all deene Saachen d'Gemengen och an Zukunft méi wäerte chargéiert ginn, an dofir mussen mer do eng Solutio fannen, woubäi ech allerdéngs soen, op deem heite Punkt hunn ech keng do leien, well och an deem Aarbechtsgrupp nach keng definitiv Konklusioone konnte gezu ginn.

Den Här Biltgen huet mer dann och nach mat op de Wee ginn, dass de Volet „Emploi et chômage“ och en Domän ass, wou hien der Meenung ass, dass d'Gemengen an Zukunft méi missten implizéiert ginn als déi Stell, déi méi no beim Bierger ass. Och dat bedéngt allerdéngs - dat kann een net an zwee lockere Sätz esou soen -, dass mer téschent dem Stat an de Gemengen eng Organisationsstruktur fannen, déi et de Gemengen dann och erlaabt hir Aarbecht op lokalem Plang esou ze organisieren wéi dat da gefrot ass.

Schlussendlech nach d'Gemengespedeeler. No eingehender Analyse si mer der Meenung, dass mer d'Gemengespedeeler aus dem jéizege Statut sollen eraushuelen. Et ass an eisen Aen net méi zäitgeméis, dass déi ënnert dem Intérieur nach zu engem Deel an der Tutelle organiséiert sinn. D'Gemengespedeeler hunn an der Geschicht vläicht an där Form hir Daseinsberechtigung gehat, mä et muss een doruwwer nodenken - an och do hu mer schonn en Aarbechtsgrupp agesat, dee mat Konklusioone wäert an der nächster Zäit kommen, - fir dorauer Établissements publics ze maachen.

Wann ech also d'Konklusio zéien aus deem wat ech elo probéiert hunn ze soen, andeem ech mech entschëllegen, dass ech op eng Rei vun aner Domäner net aginn - ech hätt nach am Fong missen op d'Schoulpolitik agoen, d'Éducation nationale, op d'Agents municipaux, op d'Aide au développement an esou weider, ech konnt dat elo net maachen -, mengen ech, dass mer an der Noutwendegkeet sinn haut, fir eng Délimitatioun vun de Gemengekompetenzen par rapport zu de Statskompetenzen och réellement virzehuelen an net nëmme doruwwer ze schwätzen, dass mer an enger Rei vun Domäner missen definieren wéi een eng Compétence partagée téschent dem Stat an de Gemenge kann am Kader vun enger nationaler Politik opbauen, an dass mer virun allem och de Finanzement vun deene Kompetenzen, déi dann op där enger oder anerer Säit sinn, missen assureieren.

An dofir wollt ech eng eeleft Propositio maachen, an dat ass déi, dass mer eis dohinner setzen an -

ech weess, dass dat eng ganz eekleg Aarbecht gëtt, mä et ass awer fir mech d'Grundvoraussetzung fir verschidde Saachen ze reorganisieren - dass mer e „Code communal“ géifen ausschreien, dass mer also d'Attributiounen, déi d'Gemengen hunn, an engem Dokument zesummeffieren, an dass mer an deem Dokument soen, net nëmme wat d'Missio ass, mä och wéi déi Missio da finanziert an organiséiert soll ginn.

Ech kommen dann zu de Moyenen, déi ech mengen, dass ee misst de Gemengen zur Verfügung stelle fir déi Kooperatioun ze maachen. D'Gesetz gesäit haut eng ganz Rei vu Kooperatiounsméiglechkeeten vir: d'interkommunal Syndikater, d'Conventions de coopération, e Volet deen am Fong, a mengen Aen, net genuch zum Deel utilliséiert gëtt, d'Participatioun a Privatgesellschafte wa se am Intérêt communal sinn, - nom Artikel 173 vum Gemengegesetz si se virgesinn -, iwwer d'Grenzen eraus d'Méiglechkeet, och mat ausländeschen Organismen zesummenzekommen. Ech wollt do proposieren fir ze kucken, ob een net an déi Panoplie den „établissement public communal“ kéint derbäisetzen als zousätzlech Méiglechkeet fir eng interkommunal Organisatioun ze schafen.

Iwwer d'„moyens humains“ hunn ech scho geschwat. Ech muss et awer nach eng Kéier hei kuerz maachen. Ech sinn der Meenung, dass, no der Definitioun vun engem Service public standard minimal, deen an all Gemeng duerchgeföhrt ass, mer d'Gemengen also mat administrativem an technischem Personal ausstatten mussen, déi déi Missioenen och kënnen ausüben.

Dréttens: d'finanziell Moyenen. D'finanziell Moyenen, déi selbstverständlech ëmmer kontrovers diskutéiert wäerte ginn, wann et drëm geet feststellen ob een oder ob een net de Gemenge genuch Moyene gëtt. Et ass, mengen ech, falsch - a mir kënnen dat och a spéitstens e puer Woche beweisen - fir ze behaupten, dass an deene leschte 15 Joer d'Revenu vum de Gemenge par rapport zu de Revenu vum Stat manner schnell gewuess sinn. Mir sinn amgaangen an eise Grupp, dee mer zesumme mam Syvicol hunn, eng reell Analyse ze maache vun der Evolutioun vun de Stats- a vun de Gemengebudgeten. Mir hunn een Draft do leien. Deen Draft kennt éischer zu enger anerer Konklusio wéi déi, déi och de Mëtte vun deem enger oder deem anerer hei nach gesot ginn ass.

Den Innenminister ass op fir eng ganz Rei vu Solutiounen. Mir hunn eis nach keng definitiv Meenung gemaach. Ech ka mer virstellen, dass een den Impôt commercial communal ofschaft an dass een en duerch eng aner Steuer oder Participatioun un anere Steiere vum Stat géif ersetzen. Ech erënnere drun, dass mer am Gemengesecteur och nach virun drai Joer zwou grondleeënd Tendenzen hatten - et ass jo falsch esou ze maache wéi wann de Gemengesecteur ëmmer do eng eenzeg Meenung gehat hätt - téschent deenen, déi scho virun drai a véier Joer plädéiert hunn, dat sinn haaptsächlech d'Vertreeder aus deene kleng Gemenge gewiescht, dass si méi Intérêt drun hätten u méi Steiere vum Stat kënnen ze participieren, well se do duerch eng besser Prévisibilitéit vun hire Recetten hätten, an anerer - an dozou hunn haaptsächlech déi strukturstaark Gemenge gehéiert -, déi sech ganz staark op d'Bäibehale vum Impôt commercial communal behaupt hunn.

Ech mengen, dass wann een d'Definitioun vum Service de base ge-

maach hätt an där Logik wéi ech se elo virdrun exposéiert hunn, dass een nach d'Dotatioun de base un d'Gemenge kënn adaptieren. Dass een also definéiert: Wat sinn déi Servicer, déi eng Gemeng leeschte muss, an dass een d'Dotatioun de base esou organiséiert, dass domadder mol schonn d'Grondrémuneratioun oder d'Grondméiglechkeete bestinn, dass eng Gemeng déi Servicer och kann um Niveau vum Personal voll émfänglech erahuelen. Ech sinn och d'accord mat enger Redefinitioun vum Impôt foncier. Allerdéngs muss sech da seriö driwwer Gedanke gemaach gi wéi mer e solle reformieren, an ech géif da gären och e formellen Auftrag kreie fir an esou eng Richtung ze goen. Also net ech, d'Regierung.

Well mer jo am Kader vun der Autonomie communale sinn an eng Reorganisatioun vum Impôt foncier géif et jo och mat sech bréngen, dass mer deen dann aneschters gestalte wéi en haut gestaltet ass. Ech mengen, dass e wesentleche Punkt dee muss sinn, an elo kommen ech zréck op dat wat ech gesot hunn iwwer d'Regionalplanung an d'Lokalplanung, dass mer am Kader vum Impôt foncier och eng Besteuerung musse maache vun deenen Terrainen, déi am Fong net enger Bebauung zougefouert ginn, wou awer d'Infrastruktur vun der Allgemengheet geluecht sinn, dass ee sech also d'Méiglechkeet gëtt fir eng differenziéiert Approche ze maache wat d'Besteuerung vun deenen eenzelnen Terrainen ubelaangt.

Schlussendlech kommen ech bei de Moyenen fir d'politescht Personal, wann een dat kann esou soen. Ech widerhuelen nach eng Kéier dat, wat ech scho méi oft gesot hunn, ech si bereit iwwer de Congé politique ze diskutieren. Ech maache mer manner Illusiounen vläicht wéi den Här Klein, wat d'Disponibilitéit vun de Leit ubelaangt, fir sech breet an d'Formation des élus ze stoussen. Mir hunn zesumme mam Syvicol no de Wahlen ëmmer erëm probéiert, fir eng Formation de base ze maachen. Dir sidd mat mir d'accord, dass mer doranner ganz oft ganz kläglich gescheitert sinn, wat den Intérêt vun de Leit ubelaangt, fir sech och regelméisseg un esou enger Formation de base ze bedeelegen.

Ech mengen, dass de Congé politique am Fong all d'Activitéite soll beinhalten, déi e Gemengepolitiker mécht. Et muss een eng gutt Formation hunn, fir eng gutt Ausübung ze maachen. Mir hunn déi Formatiounen ëmmer owes gemaach géint siwen, aacht Auer, fir de Leit allegueren d'Méiglechkeet ze gi fir dobäi ze sinn.

Ech widerstrieue mech och net engem Bourgmeestre à plein temps. Ech gesinn zwar net d'Nécessitéit a fir dee bei 5.000 Awunner anzeffieren, mä wann een iwwer de Bourgmeestre à plein temps schwätzt, da muss een awer och driwwer schwätzen, wat dee Bourgmeestre à plein temps par rapport zu anere politesche Mandater, déi en ze féieren huet, beinhalten.

**(Interruption)**

Hien huet de Choix dee Moment, mä Dir musst mer dann awer och soen, wann Der de Bourgmeestre à plein temps wëllt maachen, wat Der da mat deene Leit maacht deen Dag, wou se net méi gewillt sinn.

**(Interruption)**

Neen, d'selwecht net. D'Deputéierten, déi ginn net d'selwecht behandelt. Do gëtt et zwou Zorte vun Deputéierten. Et gëtt déi aus dem öffentliche Secteur, déi hunn null Problem iwwer d'Zukunft vun der Gestaltung vun hirem Liewen. An da gëtt et allegueren déi aner, déi kucke mussen, wa se net méi Deputéierte sinn an och währenddem se Deputéierte sinn, fir hir Kuuscht nach ze verdingen.

Ech gesinn, Dir Dammen an Dir Hären, an ech mengen et ass och meng Pflicht fir dat ze soen, dass an enger exzessiver Erhéijung vum Congé politique en extreme Risiko läit, dass mer an eise politesche Gemengepersonal net méi eng soziologesch Representativitéit behalen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass elo schonn net méi de Fall.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Wa se haut net de Fall ass, dann ass et net fir et och nach ze verstärken. Mir musse Weeër a Moyene fannen, fir dass all d'Leit zu Lëtzebuerg, déi Intérêt hunn un engem politesche Mandat, dass déi kënnen dat Mandat ausüben a mer net an eng Richtung ginn, wou nëmme nach eng sozioprofessionell Aktivitéit d'Méiglechkeet huet, fir dat ze maachen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass net einfach fir dee Wee ze fannen.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, et ass net einfach fir en ze fannen. Villes, wat net gemaach ass an der Politik, ass do duerch ze erklären, dass et net einfach ass, fir d'Antworten ze formalisieren. Et ass net, well de politesche Wëlle géif feelen, fir et ze maachen, mä et ass ganz oft well d'Froen, déi sech stellen, méi komplex si wéi eng séier Antwort, déi ee mat esou enger „il n'y a qu'à“-Formule ka fannen.

Ech kommen dann zur Tutelle vum Stat. Ech mengen, dass mer eis eens driwwer sinn, dass de Rechtsstat nëmme ka funktionéieren, wa séchergestallt ass, dass d'Gesetzter ugewant a respektéiert ginn. Et muss een also, esou wéi dat beim Stat organiséiert ass, och bei de Gemengen e Contrôle de légalité an e Contrôle vum Intérêt général iwwer hir Akte behalen. Et muss een awer sécherstellen an enger moderner Gestaltung vun eise Stat, dass et beim Contrôle de légalité bleift an dass de Contrôle d'opportunité am Prinzip ausgeschloss ass, ausser an deenen Domäner wou mer per Gesetz der Meenung si vum Législateur, dass de Stat eng Opportunitéitskontroll soll hunn. Ech denken do besonnesch un all déi Voleten, wou ech gesot hunn am Kader vun nationaler, regionaler a lokaler Organisatioun, wou et eben net ka sinn, dass een eng national Politik definéiert an dann 118 verschiddenen Antworten um Terrain féint, déi net unbedéngt dat widerspigele wat den nationalen Intérêt ass.

**(Interruption)**

Ech mengen awer, dass et un der Zäit wier, fir d'Kontrollmechanismen, déi bestinn, ze änneren a fir se ze reduzieren op dat, wat an der Zäit vun haut nach noutwendeg ass. Ech géif also eng Vereinfachung vum Kontrollkonzept proposieren. Ech mengen, dass et wichtig wier, fir d'Zuel vun den Intervenanten erfzesetzen an och d'Kontrollprozedur ze vereinfachen. Dee System, deen ech virschloen, huet als Viraussetzung, dass d'Kompetenze vun de Gemengen an engem Gesetzestext opgefouert sinn, dem Code communal, op deen ech virdrun agaan gesinn. An en huet als zweet Viraussetzung, dass d'Gemengestrukturen administrativen an um technesche Plang an alle Gemenge vum Land esou organiséiert sinn, dass d'Gemengen en pleine connaissance de cause a mat alle Moyenen déi Aufgaben, déi se vum Stat kruten, och kënnen erfüllen.

Ech woen ze behaupten, dass wa mer dee System, deen ech elo proposieren, haut géifen ëmsetzen, mer an deenen nächste sechs Méint extrem vill Problemer géife kreien, well den Intérieur vill méi en fin de compte haut Hëllef ass fir d'Gemengen, wann et drëm geet d'Réglementaritéit vun den Décisiounen ze garantieren, wéi ver-



schidde Leit dat heibanne mengen. Mir hunn extrem vill Dossieren, déi haut aus de Gemenge bei eis kommen, déi net deem entspreche wéi d'Gesetzter et virgesinn. Dat huet a mengen Aen och domadder ze dinn, dass déi ganz Aufgaben, déi d'Gemengen hunn, an deene leschte Joren ëmmer méi komplizéiert gi sinn, an dass et ëmmer méi schwierig gëtt fir dat Personal, wat do ass, den Duerchbléck ze behalen.

Ech mengen awer, dass een ënnert deenen zwou Remarken, déi ech virdru gemaach hunn, op ee System kéint goen, wou sech d'Kontroll vun der staatlecher Autoritéit géif beschränken op eng Kontroll vun der Legalitéit a posteriori ënnert der Kontroll vum Verwaltungsgericht. Ech wëll just eng Kéier gesot hunn, dass da ganz viles, wat haut nach méiglech ass téschent dem Stat an de Gemengen, dann net méi méiglech ass, mä ech spieren awer, dass eng Majoritéit vun Leit der Meenung ass, dass de Ministère de l'Intérieur net méi déi richteg Plaz wär, fir eng Rei vu Saachen ze apprécieren. Ech muss och soen no néng Joer, dass ech et sat hunn. Ech hunn et wierklech sat fir alles, wat do gemaach gëtt, responsabel gemaach ze ginn a fir an eng Richtung do gedréckt ze ginn, wéi wann den Innenminister a seng Beamte vu moies bis owes soss nältscht ze dinn hätte wéi no parteipolitische Kritären Décisionen ze huelen.

Dofir proposéieren ech eng Ëmännerung, sachant pertinement, dass mer e ganz groussen Deel vu Flexibilität, dee mer haut an eisem System hunn, wäerte verléieren, andeem ech d'Kontroll net méi am Fall vun Dissenz téschent de Gemengen an der staatlecher Administration op den Niveau vum Ministère de l'Intérieur setzen, mä andeem ech d'Verwaltungsgericht als den Archibter géif proposéieren. Et ass also d'Annulation souveraine, wat de System haut ass, vun de Gemengenakten, déi illegal oder géint d'Allgemengwuel verstoussen, dass déi an Zukunft net méi vum Intérieur géif gemaach ginn, mä duerch eng Annulation judiciaire géif ersat ginn. Dës nei Kontroll géif et mat sech bréngen, dass dräi Acteuren am Spill sinn: d'Gemeng, de Commissär als Vertrieeder vum Stat an d'Verwaltungsgericht, dat en fin de compte déciéiert, wou do d'Décision ass.

Ech kéint mer konkret virstellen, dass déi wichteg Akte vun de Gemengen, déi d'Gesetz limitativ opzielt, an ech kommen nees op mai Code communal zréck, dass déi dem Commissär obligatoresch virgeluecht ginn, dass de Commissär no engem Délai vun dräi Méint no der Transmissioun, wann en d'Legalitéit net a Fro gestallt huet, den Akt dann automatesch vollstreckbar wier, an dass de Commissär, wann en d'Legalitéit vum Akt unzweifelt, dann d'Verwaltungsgericht no enger Prozedur, wou d'Gemeng nach eng Kéier d'Méiglechkeet huet, fir Positioun dozou ze ergräfen, saiséiert am Fall wou den Désaccord téschent der Gemeng an dem Ministère géif bestoe bleiwen.

Déi manner wichteg Akte vun de Gemengen, dat heescht alleguerten déi, déi net am Gesetz opgezéit ginn, déi géifen net méi un de Commissär geschéckt ginn a kéinten direkt ausgefouert ginn. Et géif selbstverständlech dem Commissär fräistoen, op Stéchprouwen hin eng Kontroll, och vun den Akten ze maachen.

Ech mengen awer och, dass een d'Roll vum Distriktskommissär nei behandle soll. Ech sinn net der Meenung, dass een den Distriktskommissär soll ofschafen, mä dass een eng Reorganisatioun vun de Services vum Intérieur soll virhuelen andeem een eng Verwaltung schafft, déi hiren Haaptsätz an der Stad huet an där hir regional Bürouen - ech kéint mir virstellen, dass dat der véier oder sechs kéinte sinn en fonction vun de Regionen

- uerchert d'Land géife setzen, an dass déi Verwaltung ënnert der Spéitz vun engem Commissaire directeur géif stoen an dass an all Region e Commissaire régional géif bestoe bleiwen. Dat géif mat sech bréngen, dass den Intérieur nëmme nach eng politesch Kontroll géif maachen an dass den Intérieur als Ministère sech och op dat géif reduzieren, wat de politeschen Deel vun der Aarbecht ass. Och do nees fir den Innenminister, egal wien et ass, ee fir alle Mol aus all deene Gesprecher erauszekréien, déi ëmmer dann opkommen, wann eng Décision geholl gëtt, déi engem net gefält.

Ech mengen, dass duerch esou eng Opdeelung de Flux och besser organiséiert wier, dass am Fong nëmme nach eng Verwaltung géif déi ganz Saach kucken, dass also deen double Degré, deen haut iwwert d'Distriktskommissariat an de Ministère de l'Intérieur leeft, géif ewechfalen an dass also eng wesentlech Vereinfachung a Rapiditéit vun der Prozedur kéint geschaf ginn. Ech mengen och, dass duerch de Fait, dass, wann et eng Verwaltung wier, d'Décisionen, déi do géife geholl ginn an deem Contrôle, méi homogen wieren, dass een net jee nodeem wat wat fir engem Distriktskommissär een et ze dinn huet, och zum Deel zu verschiddeenen Interpretatiounen kéint kommen.

An ech mengen vum allem, dass een dem Distriktskommissariat oder deene Commissaire-régionales, wéi se an Zukunft géifen heeschen, nei Missiounen kéint mat op de Wee ginn. Zum Beispill als Vertrieeder vum Stat an der Region, eng Zort vu Guichet unique, deen téschent dem Stat an de Gemenge soll vermëttelen, eng Verwaltung, déi d'Gemenge richteg orientéiere soll an der Uwendung vun de Gesetzter a vun de Reglementer, Vermëttler bei Meenungsverschiedenheeten, zum Beispill téschent eenzelne Gemengen oder téschent dem Stat an de Gemengen, awer och e Wiechter, dass d'Gesetzter respektéiert ginn, déi méi wéi eng Gemeng notament betreffen, d'Koordinatioun vu Gemengenaktiounen, vu staatlechen Aktiounen an Zesummenaarbecht mat de Gemengen an aner Spezialmissiounen, déi de Stat deem regionale Vertrieeder dee Moment mat op de Wee géif ginn.

Ech proposéieren ausserdeem d'Schafe vun enger Cour des Comptes communale. Ech mengen, dass et net méi enger zäitgemässer Betruuechtung vun de Gemengenakte géif entsprechen, dass den Innenminister de Budget akzeptéiert an de Kontrolléiert, also d'Iwwerwaachung mécht. Ech mengen, dass den Innenministère sech soll an Zukunft drop beschränken, fir d'Budgeten ze kontrolléieren, an dass mir ähnlech wéi beim Stat eng Cour des Comptes communale schaffen, déi sech da mat der Exekutioun vun de Budgeten duerch d'Gemengen ausernaner setzt. Dat hätt den Avantage, dass wa Kritären a wa Kriticker kommen, dass déi net vun enger politescher Sait géife kommen an och net als déi kéinten ugesi ginn.

Ech sinn och domadder d'accord, fir am Artikel 106 d'Approbatoung, d'Limité fir déi, an d'Luucht ze setzen. Ech war d'ailleurs der Meenung - do, muss ech soen, war ech schlecht informéiert -, dass dat am Kader vun der Emännerung vum Marchés-publics-Gesetz gemaach gi wier. Et schéngt mir esou ze sinn, dass, wa mir d'Gemengen an dee Wee entloossen, deen ech elo hei virgezeechent hunn, et dann och net ka sinn, dass de Stat, dat wat fréier sécher eng Wichtigkeet hat, nämlech all eenzelne Klengen Akt dann och nach zur Begutachtung muss geschéckt kréien.

Ech kommen zu menge Konklusionen. Verschiddeenen vun lech wäerten erstaunt sinn, dass et bis elo dat Wuert Fusiounen nach net ugeschwat hunn. Fir mech ass

d'Fusioun vun de Gemengen nämlech keen Zil. Mä fir mech ass d'Fusioun vun de Gemengen d'Resultat vun enger Démarche, déi ech probéiert hunn elo opzezeechnen, déi en anere Secteur communal beinhaltet wéi deen, dee mir haut kennen, deen och eng wesentlech Redefinition vun de staatlechen Instanzen zu méi Kooperatioun verlaangt, zu méi Zesummenaarbecht, och horizontal um Niveau vun de staatleche Verwaltungen. Et beinhaltet e wesentlechen Émdenungsprozess, dee mir an deser Legislatur op enger Rei vun Dossieren, wéi Plan sectoriel „lycées“ an aner Saachen, wéi IVL, téschent véier a fénnef Ministère fäerdeg bruecht hunn, dee sech awer fir mech vill méi wäit muss ausdehnen, wa mir zu enger pluridisciplinärer Approche vun de landesplaneresche Problemer notament wëlle kommen, déi mir an eisem Land hunn.

Den Environnement, an deem mir liewen, ännert ganz rapid. Et komme permanent nei Missiounen op de Stat zou an et kommen am Kader vun de Missiounen och méi komplex Missiounen op eis dier. Ech mengen, dass mir net kënnen op d'Erausfuerrunge vun der Zukunft mat den Antworten an de Struktur vun der Vergaangenheet äntworten.

Et gëtt zu Lëtzebuerg net ee Modell Gemeng. Et gëtt eng ganz villfältig Panoplie vu Gemengen, déi och net déiselwecht Intéréten zum Deel hunn, déi net déiselwecht Erausfuerrungen hunn an déi och net déiselwecht Moyenen hunn. Mir hunn haut oft 118 verschiddeenen Antworten op wesentlech Froen, déi sech stellen. Ech plädéieren also dofir, dass mir d'Missions de base definéieren, déi een allgemeng muss ausüben, dass mir déi Missions de base och an e Code communal eraschreien, fir sécherstellen, dass se gemaach ginn an dass mir dann d'Gemenge mat deene Moyenen, souwuel mënschlech wéi finanziellen, dotéieren, déi se brauche fir déi Missiounen kënnen ausüben, an dat um ganzen Territoire vun eisem Land.

Mir kommen net laanscht d'Fro vun der Masse critique, esou Leed et mir deet. Mir mussen déi Fro stellen. Ech géif och dofir proposéieren, dass mir e Grupp géifen zesummesetzen - iwwert d'Kompositioun dovunner muss een nach diskutieren -, deen déi dote Fro ze belichte kritt, well ech net gären hätt, dass mir aus der Debatt hei géifen rausgoen, ouni dass mir Konklusionen géifen zéien an ouni dass mir déi nei weider Schrëtt an där Debatt géife maachen.

Vill vu menge Propositionen ginn nëmme, wa mir deen heiten Effort maachen. Ech ginn als Beispill nach eng Kéier déi Reorganisatioun vun der Tutelle, déi ech proposéieren. Déi funktionéiert a mengen Aen nëmme, wa mir vun ennen erop och d'Grondvoraussetzung schaffen, dass se kann opgefaasst ginn. Déi wesentlech Fro, déi ech mir stellen, ass déi: Wa mir eist Land haut administrativ ze gestalten hätten, géife mir et nach esou andeere wéi mir et haut kennen? Meng Äntwert dorobber ass ganz kloer: neen. Mir géifen et aneschers andeelen an et ass deen Effort, deen ech am Fong vun eis alleguerte verlaangen, dass mir am Ufank vum 21. Jorhonnert eis Gedanken driwwer maachen, wéi mir d'Erausfuerrunge vum 21. Jorhonnert mat de Moyene vum 21. Jorhonnert kënnen opféieren.

Dofir proposéieren ech d'Ausaarbechtung vun enger Redefinition vun, wat ech nennen, der Dimension territoriale vun eisem Land, vun der territorialer Opdeelung no objektive Kritären, wéi mir der Meenung sinn, dass mir eist Land té-

schent dem Stat an de Gemengen a Bezierker a Kantonen oder wéi och ëmmer opdeelen. Mat de Strukturen, déi mir haut hunn, mengen ech, kënnen mir d'Erausfuerrung vun der Zukunft net schaffen.

Am Résumé géif ech also 14 Propositionen maachen. Éischtens, d'Ausschaffung vun engem Code communal, deen alleguerten d'Attributiounen vun de Gemengen an engem eenzelnen Dokument regruppéiert. Zweetens, d'Festleeung vu Mindeststandarden a Mindestaktivitéiten, déi all Gemeng erfëlle muss am Kader vun deene Missiounen, déi mir de Gemenge ginn. Drëttens, eng Redefinition vun der territorialer Assise vum Stat am Kader vun der Dezentralisatioun an der Dekonzentratioun. Véiertens, eng Redefinition vun der territorialer Andeelung vum Land op Grond vum Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung, wou mir eis eng Kéier definitiv muss festleeën, ob dat et ass oder ob dat et net ass, y inclus och um Niveau vun der Justice, no de Kritären, déi ech ënnert Punkt 2 a Punkt 3 gesot hunn.

Ech mengen, dass een dat an engem Grupp misst maachen, dee sech zesummesetzt aus Lokalpolitiker, Nationalpolitiker a Regierungsvetrieder, deenen een eng kloer Missioun gëtt, op ee Joer oder op zwee Joer begrenzt, fir no Diskussion an all Region, no Diskussion mat alle concernéierte Gemenge mat enger Proposition ze komme wéi een déi Redefinition vun der territorialer Andeelung vun eisem Land géif maachen.

Fënneftens, d'Ausschaffe vun engem Plan sectoriel „infrastructures de base“ mat geographescher Implantatioun an och mat engem finanzielle Modus wéi dat ka finanziéiert ginn, no Anaylse vun de Besoien pro Région de développement.

Sechstens, d'Reorganisatioun vun der Fonction administrative communale, op Grond vun deem wat ech ënnert de Punkten 1 an 2 gesot hunn an och d'Redefinioun vun deene Carrièren, déi mer benéidegen, notament d'Carrière vum Sekretär, d'Carrière vum Receveur, déi mer am Liicht vun de Missiounen, déi d'Gemenge solle kréien, mussen iwwerkucken. Och dat si Fonctiounen, déi mer säit iwwer 150 Joer an där Fonctioun hunn. An ech géif dofir d'Institution vun engem Groupe mixte: Intérieur, Syvicol an déi Concernéiert proposéieren, fir mer Propositionen doranner ze maachen.

Siwentens, d'Schafe vun enger reeller technescher Kompetenz an all Gemeng oder an engem interkommunalen Zesummekommen.

Aachtens, d'Ausschaffe vun engem Plan sectoriel „zones de développement“, wou d'Entwicklungszonen no regionale Kritären vun der administrativer a finanzieller Gestioung gemaach ginn a wou mer eng Redefinition vun de Zones nationales, regionales a locales géife virhuelen.

Néngtens, eng Emstrukturéierung vun de Kompetenzen an de Beräicher Waasser, Ofwaasser an Déchets.

Zéngtens, d'Studéiere vun der Fro, ob mer net a gewëssene Secteuren Etablissements publics communaux als Weiderform vun der kommunaler Zesummenaarbecht sollen aféieren.

Eeleftens, d'Reorganisatioun vun de Gemengefinanzen, wou ech wéi gesot op sinn, souwuel fir déi eng Solutioun, wéi fir déi aner Solutioun. Wat fir mech wichteg ass, dat ass, dass d'Gemengen déi Suen zur Disposition gestallt kréien, déi noutwendeg sinn, fir datt se déi Missiounen, déi de Stat hinne gëtt, och kënnen vollëmfänglech ausüben.

Zwieleftens, d'Redefinioun vum Congé politique an der Rémunératioun vum gewielte Lokalpolitiker.

Dräizéngtens, d'Reorganisatioun vun der staatlecher Kontroll iwwert d'Gemengenaktivitéiten no engem Schema wéi ech e preparéiert hunn.

A véierzéngtens, d'Schafe vun enger Cour des Comptes communale fir d'Iwwerwaachung vun de Gemengenausgaben an de Gemengebudgeten ze maachen.

Dir gesitt, dass déi Propos e Ganz ass. Et ass viles wat vuneneen ofhänkt. Et kann een net just een oder zwee Domänen erausbrichen, sous peine, dass een net zu deem Zil kéint wat ee gären hätt. Viles dovunner ass eréischt méiglech wa prinzipiell Décisionen geholl sinn, wéi mer eis déi administrativ Zukunft vun eisem Land virstellen.

Ech wollt der Chamber, dem Syvicol an de Gemenge just soen, dass ech a meng Leit prett sinn, fir déi Diskussionen ze féieren. Ech wär frou, wann d'Parteien, wann de Syvicol, wann d'Gemengen, op Grond vun deem Exposé, deen ech gehalen hunn, mer soen, ob se bereit sinn op deem Wee matzegoen an déi Diskussion konkret virunzeféieren. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Kollegen, d'Diskussion wier domaden ofgeschloss a mir kéimen elo zu de Motiounen. Ass do eng Proposition? Ech gesinn den Här Weiler freet d'Wuert.

## 2. Ordre du jour

M. Lucien Weiler (CSV).- Jo, Här President, vu dass mer des Woch schonn zweemol décidéiert hunn oder eng Kéier d'lescht Woch an eng Kéier des Woch, dass wa mer esou en décke Stouss Motiounen hei hunn, solle mer eis Zäit ginn, fir déi a Rou ze kucken an ze studéieren an deementsprechend proposéieren ech, dass mer déi Motiounen hei, d'selwecht wéi déi, déi mer gëscht an d'lescht Woch haten, d'nächst Woch en Donneschdeg de Mëtteg mateneen duerchhuelen.

M. le Président.- Ass d'Chamber domat d'accord?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da géinge mer elo mer zum nächste Punkt kommen. Dat ass d'Diskussion iwwert de Projet de loi 4884 iwwert de Code de procédure civile. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et sinn agedroen: den Här Klein, d'Madame Durdu an d'Madame Wagneur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer.

## 3. 4884 - Projet de loi portant modification du Titre VI intitulé „Règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes“ du Livre VII de la Première Partie du Nouveau Code de Procédure Civile

### Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir zu deser spéider Stonn nach iwwer Prozedursfroen ze diskutéieren, ass och fir e Jurist keen Dram. Wann en Uerteel vun engem auslännesche Gericht gefält ginn ass an hei zu Lëtzebuerg muss exekutiert ginn, well entweder den Débiteur am Land wunnt oder well Avoiren, déi mussen op Grond vun deem Uerteel saiséiert ginn, hei zu Lëtzebuerg sinn, da muss dat Uerteel enger zousätzlecher Prozedur ënnerworfen ginn, déi Exequatur Prozedur, duerch déi dat auslännescht



Uerteel mat der Force exécutoire vun engem Lëtzebuergeschen Uerteel bestéckt gëtt. An dëser Exequatursprozedur iwwerpréift de Lëtzeburger Richter net de Fong vun der Affär, mä e kuckt zum Beispill, ob d'Droits de la défense respektéiert gi sinn oder ob dat Uerteel net géint eisen Ordre public verstéisst.

Esou gesinn, schéngt d'Exequatursprozedur zwar eng zousätzlech, mä eng iwwersichtlech Prozedur. Dat ass se awer net, well et net eng eenzeg Exequatursprozedur gëtt, et ginn där méi, jee no deems aus wat fir engem Land d'Uerteel staamt. Et gi Länner mat deene Lëtzebuerg iwwert de Règlement communautaire 44/2001 vum Dezember 2000 gebonnen ass - dat sinn d'Membere vun der Europäescher Unioun, ausser engem Land an dat ass net England fir eng kéier, dat ass Dänemark - an dat Règlement gesäit eng vereinfacht Exequatursprozedur vir.

Et ginn och aner Länner, déi mat Lëtzebuerg e speziellen Traité iwwert d'Exequatursprozedur ofgeschloss hunn. Dat ass zum Beispill d'Bréisseler Konventioun vun 1968, déi elo nëmme méi mat Dänemark applicabel ass. D'Lugano-Konventioun vun 1988 mat den EFTA-Länner. An et ginn nach speziell Konventiounen iwwert d'Sentence arbitrale, d'Obligation alimentaire an d'Garde des enfants. An dréitens gëtt et nach eng Prozedur fir Uerteeler aus Länner, déi weder iwwert de Règlement communautaire 44/2001 nach iwwer e bilaterale oder multilaterale Traité mat Lëtzebuerg gebonne sinn.

Dës dräi Prozeduren fanne sech am Nouveau Code de Procédure civile erëm. De Projet de loi 4884 wëllt den Nouveau Code de Procédure civile esou gestalten, datt de Lieser vum Code déi richteg Prozedur direkt kann erausfannen. Et geet hei em keng substanzuell Annerung vum Fong vun de Prozeduren et geet just em eng Neistrukturierung vun de Kapiteln am Nouveau Code de Procédure civile.

Dofir well keng Plus-value normative duerch dësse Projet de loi agefouert ginn ass, hat de Statsrot à titre principal gesot, mir sollten dësen Text einfach fale loossen. Mir hunn awer an der Kommissioun gemengt, datt well wa keng Plus-value normative an dësem Projet steet, den éducativen Deel oder dee lieserlechen Deel vum Code awer esou ass, datt en awer muss gestëmmt ginn. Mir hunn awer dem Statsrot säi Virschlag, deen en à titre subsidiaire gemaach huet, ugeholl an den Artikel 5 vum Projet gestrach, dat heescht d'Mise en vigueur vum Projet de loi geet no der normaler Prozedur dräi Deeg no der Publikation am Mémorial un.

Meng Kolleegen aus der CSV-Fraktioun si mat mir averstanen a wëllen den Text och stëmme an all déi aner an der Kommissioun och. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Jean-Pierre Klein.

#### Discussion générale

■ **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Jo, Här President, ech géing dem Rapporteur merci soe fir säi Rapport an den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

■ **Une voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Madame Durdu huet d'Wuert.

■ **Mme Agny Durdu (DP).**- Här President, ech wollt do och dem Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport an och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

■ **Une voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wollt och vun eiser Säit aus dem Rapporteur merci soen. Ech muss lech soen, datt ech mech relativ gutt préparéiert hat fir dee Projet hei.

#### (Hilarité)

Mä vu datt de Rapporteur awer alles gesot huet, géif ech da just nach der Zoustëmmung bäitrieden.

■ **Une voix.**- Ma jo, dann erzielt eis emol eppes!

#### (Hilarité et interruptions diverses)

■ **Une autre voix.**- „Relativ gutt“ hat hie gesot!

■ **M. le Président.**- Ass d'Regierung och domadder d'accord?

#### (Assentiment)

Also da komme mer elo zur Lecture vun den Artikelen a stëmme dann driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4884.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 58 Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), MM. Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Nico Loes), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. M. Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Paul Helminger), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5230 iwwert de Verkauf vun engem Besëtztum am Kierchbiere. Et sinn ageschriwwen bis elo déi Häre Fayot, Graas, Gibéryen an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler.

#### 4. 5230 - Projet de loi autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré, d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Damen an Dir Hären, dee Projet, deen eis hei virläit, huet zum Zil, dass de Stat dem Europaparlament dat sou genannte Konrad-Adenauer-Gebai um Kierchbiere verkeeft. Dir wësst, zënter e puer Joer huet d'Europaparlament eng nei Strategie, eng nei Politik wat hir Immobilien ubelaangt verfolgegt. Si hu sech zum Zil gesat an et ass hire Wunsch fir op deenen eenzelne Siten hir Gebaier esou wäit wéi méiglech ze regroupéieren, fir dass se net méi esou verspreet uechtert d'Stied sinn. Si wëllen also zu Site-unique kommen an deenen eenzelne Stied, an dobäi wëllen se och, dass d'Gebai net emmer vun hinne gelount sinn, mä si wëllen esou wäit wéi méiglech selwer Propriétaire vun dese Gebaier ginn, an ech mengen och viru kuerzem huet d'Europaparlament d'Louis-Weiss-Gebai zu Stroosbuerg kaaft. Ech menge viru e puer Deeg ass déi Nouvelle komm. Dat deit also alles op déiselwecht Strategie hin, déi d'Europaparlament verfolgegt, an deementspreechend ass och deen heite Verkauf, dee mer haut sollen hei an der Chamber ofseene, zustane komm.

Wat Lëtzebuerg oder de Standuert Lëtzebuerg ubelaangt, do huet d'Regierung mam President Cox am Juli vum dësem Joer en Accord fonnt, en Accord deen e puer Volente huet, nämlech dräi: éischtens de Kaf vum Konrad-Adenauer-Gebai duerch d'Europaparlament, zweetens dann d'Veergrësserung vun dësem Komplex an duerno de Verkauf dovunner - Vergrësserung op Käschte vun der Regierung an duerno de Verkauf vun der Regierung un d'Europaparlament am Kader vun engem Kontrakt de location en vente -, an dréitens d'Location en vente -, an dréitens d'Location en vente -, an dréitens d'Location en vente bei der Place de l'Europe.

Duerch dësen Accord soll Plaz fir 2.800 Beamte vum Generalsekretariat vun Europaparlament hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Ech wëll just kuerz zu deenen zwee leschte Punkte vun deem Deal, dee mam Europaparlament ausgehandelt ginn ass, soen, dass déi Vergrësserung, vun där ech viru geschwat hunn, déi vum Konrad-Adenauer-Gebai soll gemaach ginn, eng ganz grouss, eng ganz important ass. Et geet do em 150.000 m<sup>2</sup>, déi solle gebaut ginn, 1.500 supplementar Parkplazen. Dat Ganzt soll 200 Milliounen kaschten. Dee Projet ass viru e puer Deeg vun der Bauteministesche virgestallt ginn. Den Architektenconcours ass gewonne gi vun engem Büro vu Stuttgart, an déi sinn elo opgefuert fir en definitive Plang auszuschaffen.

#### (M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Da wat deen zweete Punkt ubelaangt, mir hunn am Fréijoer hei am Parlament dee Projet gestëmmt wou d'Regierung autoriséiert ginn ass, déi zwee Tيير ze lounen. Dës Tيير ginn un d'Europaparlament verlount. Deen een dovou soll am Abrëll vum nächste Joer fäerdeg ginn, deen aneren am Juni. Da plënnert d'Europaparlament an déi Tيير, an deementspreechend gëtt dann d'Héichhaus fräi fir renovéiert ze ginn.

Wat elo dee Projet ubelaangt, deen eis haut virläit, et ass e Projet, dee muss duerch d'Gesetz gemaach ginn, well de Montant, de Betrag,

em deen et hei geet, iwwert deem läit deen am Artikel 99 vun der Verfassung virgesinn ass. Dat Gebai, wat un d'Europaparlament verkaaft gëtt, huet eng Gréisst vu 66.000 m<sup>2</sup>. De Verkaufspräis beleeft sech op 60,4 Milliounen Euro, déi als Recetten am Budget ageschriwwen ginn, a wann ech kann eng perséinlech Remarque hei aflechten: Et ass net esou wéi den Här Krecké gëschter Owend gemengt huet, dass d'Regierung géif versiche mat dëser Vente elo definitiv de Budget an e bessert Liicht geréckelt ze kréien. De Budget huet ganz aner Gréisstenerdungen, an et sinn net déi 60 Milliounen Euro hei, déi dee Budget definitiv an den Équiliber bréngen.

#### (Interruptions)

Här President, wann ech sollt stéieren hei bei menger Interventioun, dann...

#### (Interruptions)

Jo, ech verstinn net gutt wéi Dir kënnst verstoe wat ech hei soen, well ech selwer verstü mech bal net op Grund vun deem Kaméidi, deen heibannen ass.

#### (Brouhaha général)

■ **Une voix.**- Dir stéiert eis net.

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Dann ass et an der Rel.

■ **M. le Président.**- Kolleegen, den Här Weiler huet d'Wuert.

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Fir ze wësse wat Der definitiv hei ofstëmmt, wëll ech lech soen, Här Gibéryen, dass an dësem Kontrakt, an dësem Deal mam Europaparlament virgesinn ass, wat deen Terrain ubelaangt op deem d'Konrad-Adenauer-Gebai steet, dass do d'Europaparlament nëmme en Droit de superficie kritt an net en Droit d'emphytéose. An Dir wësst dat ganz bestëmmt, dovunner ginn ech aus, dofir brauch ech dat och net weider auszeféieren, et gëtt e fundamentalen Ennerscheid tëschent engem Droit de superficie an engem Droit d'emphytéose.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir hunn dat am Detail an der Kommissioun beschwat.

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Neen, dat doten hu mer net am Detail an der Kommissioun beschwat. Mir haten et ugeschnitten, mä mir hu keng definitiv an detailléiert Äntwert ginn. Ech wëll och net hei an dee leschten Detail goen, awer ech wëll lech soe wat déi grouss Differenz ass tëschent engem Droit de superficie an engem Droit d'emphytéose. Dat ass Folgendes: Bei engem Droit de superficie fällt den Terrain selbstverständige un deen zréck, deen den Droit de superficie accordéiert hat, an dat, wat drop gebaut ginn ass, fällt mat zréck ouni dass de Propriétaire fir dat, wat vu Plus-value dorobber opgeriicht ginn ass, eng Indemnitéit muss bezuelen. Währenddeems bei engem Bail emphytéotique et esou ass, dass wann e Bail emphytéotique accordéiert ass, da muss spéiderhin, wann op deem Terrain eppes gebaut ginn ass oder op deem Terrain Amélioratioun gemaach gi sinn, de Propriétaire, un deen dat zréckfällt nom Oflaf vun deem betreffende Vertrag, dofir eng Indemnitéit bezuelen. Dat ass déi grouss Differenz. Déi war an der Kommissioun net kloer. Ech wost awer, dass den Här Gibéryen selbstverständlich dat dote wosst. Fir en Deel vun deenen anere Kolleegen heibannen awer denken ech ass dat eng Informatioun.

#### (Interruptions diverses)

Här President, als Rapporteur hat ech gemengt ech wär zoustänneg fir déi Informatiounen anzehuele fir déi kënnen hei ze liwweren. Ech si frou, dass den Här Gibéryen och elo frou ass, dass hien dat och elo weess.

#### (Interruption)

De Büro vum Europaparlament huet säin Accord zu dësem Deal ginn. A wann et hei, an dat ass jo och monéiert ginn, dass mer e bëssen enner Drock gesat gi si fir dee Projet hei schnell ze maachen. Mir hu jo seelen e Projet, deen esou schnell gemaach gëtt, an dat hânt domadder zesumme well d'Europaparlament Ufank Dezember, dat heescht an e puer Deeg, eng Décision iwwert déi sou genannten Imputation budgétaire vun dësem Projet muss huelen. Dat ass d'Ursaach, firwat dass et hei e weineg anescht gaangen ass wéi et bei engem normale Projet ass. Dofir bieten ech em Verständnes an ech bieten em den Accord vun der Chamber fir dese Projet, well heiduerjer Lëtzebuerg als Siège vum Europaparlament nëmme ka gestärkt ginn. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Fayot.

#### Discussion générale

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, Dir erlaabt, dass ech vläicht e bësse méi aushuelen iwwert dee Projet hei. Ech sinn och frou, dass d'Regierung do ass fir mer op déi Froen, déi ech ka stellen, Äntwerten ze ginn. Esou wéi den Här Weiler elo just gesot huet, ass dësse Projet mat enger, géif ech soen, ni gesinnener Vitesse duerch d'Institutioun gemaacht ginn an zwar innerhalb vun dräi Wochen. Ech ka mech net erënneren esou eppes hei an dëser Chamber erlieft ze hunn. Ech schwätze vu mir hei.

#### (Hilarité)

Dee Projet gouf de 6. November 2003, wuelverstanen vun der Regierung déposéiert. De Conseil d'État huet säi Rapport, säin Avis de leschten Dënschdeg gemaach, an déi zoustänneg Kommissioun de 26., also den Dag drop, an domat ass dann haut dee Projet am Fong geholl scho bal fäerdeg, wa mer en elo stëmme.

De Conseil d'État huet a sengem Rapport gesot e wier d'accord, mä hien huet eng interessant Restriction mentale gemaach, doduerch dass e gesot huet „le Conseil d'État marque son accord de principe“ mat dësem Projet. Also „accord de principe“ weist drop hin, dass en héchstwahrscheinlech mat der Form wéi dat hei geschitt net d'accord ass.

Ech mengen dat wat de Statsrot jo eigentlech misst maachen, dat wier d'Verfassungskonformitéit vun deem Gesetz ze ennersichen. Ech mengen no Artikel 99 vun der Verfassung kann de Stat näischt ouni Autorisatioun verkafe wat iwwert de gesetzlech festgeluechte Seuil geet, dee jo 7,5 Milliounen Euro ass. An dësem Gesetz steet awer kee Präis. E steet am Exposé des motifs. Mä wa jo och kee Präis drasteet, kann een och net novollzéien ob mer dann elo e Gesetz brauchen oder net. Mech wonnert et, dass de Statsrot, deen extrem pingeleeg ass bei Verfassungsfroen, hei duerch all d'Fangere kuckt. Seng Restriction mentale mam Accord de principe, ass dat eenzeg, wat op e gewëssene Malaise bei dëser konstitutioneller Wiel hindeit.

De Rapport vun der Finanz- a Budgetkommissioun aus der Fieder vum honorabelen Här Weiler iwwerhëlt kritiklos alles wat am Text vun der Regierung steet. Här President, et ass unzuehuelen, dass déi éischt Ursaach fir déi bespilllos gesetzgeberesch Vitesse...

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Jo, Accord de principe, mä de Conseil d'État huet awer a sengem Avis a kenger Hisiicht eng Kritik geäussert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dat ass ze bedauern. Ech froe mech, ob en Zäit hat fir dee Projet...

#### (Protestations)



M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Lächerlech, dat doten!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Sidd net esou nervös, Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Et ass net fir nervös ze sinn, mä den Här Fayot kennt heihinner an e kritiséiert.

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- De Stat verkeeft heimat e Bürosgebai op dem Kierchberg an d'Europaparlament fir 60,4 Milliounen Euro. Déi Zomm ass am Budget vun de Recetté fir 2004 schonns agegrod. Wéi vill et awer finalement gétt, dat wësse mer net. Et gétt gesot, d'Resultat vun der Vente, also de Präis vum Immeuble minus eng Partie Frais. Wat déi Frais sinn, ass néierens gewuer ze ginn. Wat de Produit final ass, wësse mer zu deem Zäitpunkt net.

Mir sinn hei an der Politik vun de Gebaier vun den europäeschen Institutiounen zu Lëtzebuerg. Et gétt ons am Zesammenhang mat deemem Projet an engem Saz erkläert, dass d'Europaparlament de Wonsch geäussert hätt, seng Servicer zu Lëtzebuerg op engem Site zesummenzefaassen an dann och Propriétaire vun deem Gebai ze ginn.

Säit op d'mannst zwee Joer huet d'Europaparlament dem Lëtzeburger Stat gesot, dass et wëllt Propriétaire ginn. Dofir steet am Budget vun der Europäescher Union vun 2003, also vun deemem Joer, eng Linn zur Verfügung, déi viru Joresenn gebraucht muss ginn. Wann dat also am Budget vun 2003 steet, da muss et schonns säit op d'mannst 2002 gewosst sinn, dass eng Operatioun an d'Haus steet.

Eréischt den 9. Juli 2003 hunn den Här Cox, President vum Europaparlament, an den Här Juncker e politeschen Accord iwwert en Immobiliepak getraff, deen den 3. an 23. September am Büro vum Europaparlament ugeholl gouf. Elo si mer Enn November. Do ass also och scho räichlech Zäit verluer gaangen, wann et hätt solle schnell goen.

Bekanntlech hânt jo d'Immobilie-situatioun vum Europaparlament zu Lëtzebuerg mat zwee anere Groussprojete vum Lëtzeburger Stat zesummen. Deen een ass den neie Centre de Conférences, deen am Bâtiment Tour ageriicht soll ginn. An dem Bâtiment Tour sinn an der Haaptsaach d'Iwwersetzer vum Europaparlament installéiert, an et war ons hei an der Chamber feierlech erkläert ginn, dass den neie Centre de Conférences 2005 fir d'Présidence sollt fäerdeg ginn. An der Zwëschenzäit wësse mer, dass dat awer net de Fall wäert sinn. Dofir hu mer jo e proviso-resche Konferenzcenter an den Ausstellungshale fir 700 Milliounen al Lëtzeburger Frangen ageriicht.

Och hei erënnert d'Chamber sech un d'Beispill vum Centre de conférences fir de Conseil des Ministres, wou d'Budgetskontrollkommissioun den 21. Juli, also bal scho Mëtten am Summer, eng Solutioun huet missen ofseenen, fir eppes wat schonn am März 2003 ugefaange gi war ze bauen. Déi 700 Milliounen al Lëtzeburger Frange ginn op d'Gesetz vum 24. Juli 2001 iwwert den definitive Konferenzcenter zréck. Wéini deen neie Konferenzcenter soll fäerdeg ginn, wësse mer zu deemem Zäitpunkt net. Iwwregens muss ech hei nach dobäifügen, dass mir an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro gesot gi war, e Projet de loi fir déi zousätzlech Käschte géif Enn Oktober déposéiert ginn, wuel verstanen Enn Oktober 2003.

Och während der Sitzung vun der Budgetskontrollkommissioun war vun engem zousätzleche Gesetz Rieds gaangen. Ech froe mech

wéini dass dat kënnt, well et bis elo nach net déposéiert ass.

Deen anere Groussprojete, also nient dem Centre de Conférences, ass déi nei Unisbibliothék am Bâtiment Schuman. Dofir ass jo och schonns en Architektoconcours gelaf an ofgeschloss. Wéini allerdéngs dat Gebai vum Europaparlament geraumt gétt, huet nach keen ons gesot. Dat Ganzt hânt och zesumme mat deenen zwee neien Tierm, déi d'Europaparlament proviso-resch bezéie soll. D'Tour A, ass gesot ginn, soll am März 2004 an d'Tour B am Juni 2004 fäerdeg ginn. Fir déi zwee Tierm ass de Stat nach amgaang mam Europaparlament ze verhandelen.

Zwee Problemer stelle sech:

Fir d'éischt den Aménagement intérieur, deen insgesamt soll aacht Milliounen kaschten. Wéi vill de Stat do bezuele soll, ass fir den Abléck nach net gewosst. Et schéngt méi wéi d'Halschent. Hoffentlech komme mer hei net op de Chiffer vu 7,5 Milliounen, well da misste mer och do e Gesetz hunn.

Den zweete Problem ass dee vum Loyer. Dat ass och nach an der Verhandlung. D'Europaparlament wëllt e Loyer, dee sech orientéiert um deem Loyer, deen et fir de Bâtiment Tour an héchstwahrscheinlech fir de Schuman bezuelt huet. De Stat wëllt den heitege Maartpräis. Zwëschen deenen zwee klafft natierlech e gewaltigen Ennerscheid. Do sinn, gouf ons gesot, ganz schwierig Verhandlungen amgaang.

Ech verstinn d'Problemer vun deem engen a vun deem aneren. Ech muss awer soen, dass de Lëtzeburger Stat sech duerch seng schlecht Programmation a seng Hektik selwer enner Zuchzwang bruecht huet. E proviso-resche Konferenzcenter hu mer misse bauen, well einfach fir den neie Konferenzcenter falsch geplangt gi war. Datselwech riskéiert mam Bâtiment Schuman ze geschéien. Wat des schlecht Programmation ugeet, ouni iergendeng ee Re-proche ze maachen, muss ee sech trotzdeem Froe stellen iwwert d'Adéquation vun onsen administrative Struktur fir d'Séizpolitik, iwwert d'Zesummenaarbecht vun de Ministère am Fall vun esou Groussprojete wéi déi um Kierchberg.

Mir haten un Ufank vun der Législature begréisst, Här President, dass endlech am Aussemistère eng Zell fir d'Séizpolitik ageriicht gi war. Ech hunn awer d'Impressioun, dass doriwwer eraus d'Anene-gräife vu Bauten- a Séizpolitik besser muss geséichert ginn. Wat d'Séizpolitik u sech ugeet, ass ons gesot ginn, dass de Séiz vum Europaparlament zu Lëtzebuerg endgültig duerch de Kaf vum Konrad-Adenauer-Gebai ofgeséichert wär.

Fir d'Chamber an de Conseil d'État enner Zuchzwang ze setzen gétt ugefouert, et misst am nationalen Interesse schnell goen. Schonns beim proviso-resche Konferenzcenter huet den nationalen Interesse misse spillen. All Kéiers wann d'Lompe sténken, wann eppes verschleeft gouf, da gétt d'Argument vum nationalen Interesse ervirgeholl an dann ass keng Kritik méi méiglech. Da muss alles geschléckt ginn. Da mussen all d'Prozedur court-circuitéiert ginn.

Ech fannen et schued, Här President, dass d'Chamber do net iwwer hire Schiet ka sprangen a sech einfach zum Exécutant vun der Regierung erofwierdegt. Ech hätt mer geduecht, dass en erfuerenen a seriösen Deputéierte wéi den Här Weiler, de Courage gehat hätt, e bësse méi an d'Déift vun de Prozeduren an dësere Problematik ze goen. Dëst ass sech d'Chamber, wëllt se eescht geholl ginn, als Kontrollinstanz vum Exécutif schéllig. Wa se dat net mécht, da gétt se och vun der Regierung a vun de Bierger dobaussen net méi eescht geholl.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech wëll awer nach eng Kéier kloer soen, dass éischtens Lëtzebuerg als Séiz vum Europaparlament net Gebaier brauch, fir ofgeséichert ze ginn. De Séiz ass vertraglech ofgeséichert an net duerch e Gebai. An iwwregens, an dat wëll ech awer och nach hei derbäifügen, wa mer scho vu Séizpolitik schwätzen, wat ofgeséichert ass, ass eng gewësen Zuel vu Beamten an och vu Servicer, mä d'Europaparlament setzt sech doriwwer ewech. Lëtzebuerg gétt mat klenge quantitativen Zousoen ofgespeist. En fin de compte, wann d'Europaparlament mat sengen interne Restrukturierung fäerdeg ass, bleiwen zu Lëtzebuerg nëmmen Iwwersetzer. Näischt géint Iwwersetzer,...

(*Interruptions et coups de cloche de la Présidence*)

Une voix.- En huet awer zum Sujet geschwat.

M. le Président.- Kolleegen, wann ech glift, loosst dach den Här Fayot fäerdeg schwätzen. Den Här Fayot huet d'Wuert. E mécht sech elo fäerdeg. Wann ech glift, Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech war dobäi fir ze soen, dass d'Europaparlament zu Lëtzebuerg scho säit Joren emstrukturiert, an all politesche relevant Déngschter no an no op Bréssel konzentréiert. Ech muss éierlech soen, dass dat natierlech och en Zeechen ass, dass ons Séizpolitik net ëmmer op der Héicht ass. Trotz allen Accorden téschent dem Här Juncker an deene successive Presidente vum Europaparlament, ass d'Europaparlament roueg virugefuer aus dem Europaséiz zu Lëtzebuerg eng Garnison de province ze maachen.

(*M. Jean Spautz reprend la Présidence*)

D'Séizpolitik, mengen ech, muss sech och dann nach mat der Erweiterung befaassen. Am Mee 2004, dat heescht a sechs Méint, kommen op Lëtzebuerg 1.000 nei Beamte méi aus de Baitrétlänner. D'Europaschoul um Kierchberg ass hoffnungslos iwwerfëllt. Mir brauchen eng zweet an och eng drëtt. Och dat gehéiert zur Séizpolitik, grad wéi Efforten, fir déi nei Beamten an hir Familljen zu Lëtzebuerg ze emfänken an ze integréieren.

(*Brouhaha général*)

Här President, fir ofzeschlëssen, zwou Konkusiounen. Engersäits si mir selbstverständlech d'accord...

(*Interruptions*)

...fir dësere Vente zoustëmme. Ech mengen, et ass wichteg, dass mir domat virukommen. Ech muss awer op där anerer Säit soen, dass mir d'Manéier, wéi insgesamt d'Séizpolitik laansch d'Chamber duerchgefouert gétt, net kënnen approvieren. Ech mengen, et ass e schlecht Stéck Regierungspolitik, déi d'Land deier ze kaschte kennt a keng Garantie op Erfolleg an der Séizpolitik verspricht. Ech soen lech merci.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Poos, nodréiglech! Jo, jo, den Här Poos.

(*Interruptions*)

Fir den Här Poos, deen net hei ass a sech net ka wieren.

(*Interruptions et coups de cloche de la Présidence*)

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Graas agegrod. D'Wuert huet den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als Demokratesch Partei kee Problem mat deem Projet de loi do. Mir wäerte selbstverständlech den Accord bréngen. Ech wëll awer och dem Här Weiler nach merci soen, dass hien awer esou ausféierlech eis dat hei presentéiert huet. Merci.

(*Interruptions*)

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes.

(*Interruptions et hilarité*)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mir Leed, ech weess, dass munnech hei scho relativ laang waarden, dass mir déi Debatte hei kréien, mä ech géing awer och soen...

(*Interruptions et hilarité*)

Ech géing awer och soen, dass et awer e ganz wichtige Projet ass, dee mir net dierfe sou am Hauruckverfahren diskutéieren an iwwert d'Bühn goe loossen. Ech sinn och dofir frou, dass de sozialistesche Spriecher, den Här Fayot, hei schonn d'Problematik opgeworf huet, déi bei Geleeënheet vun deemem Vote, bei deemem Gesetzesprojet, opgeworf muss ginn, dat ass déi vun der Politik vum Siège a vun där ganzer Politik, déi uewe vum Fonds de Kirchberg gemaach gétt.

Et ass ganz kloer, dass mir hei déi Problematik mussen opwerfen an hirer Gesamtheit. Woufir? Well am Rapport selwer vun der Finanzkommissioun Rieds geet, dass déi Transaktioun sech integréiert an e Kader vun engem Paquet immobilier vum 9. Juli 2003, an deem et dräi Volete gétt. Éischtens, d'Acquisitioun vum BAK duerch d'Europaparlament. Zweetens, d'Extenssioun vum BAK an d'Acquisitioun vun dësere Extenssioun duerch d'Europaparlament an dréttens d'Locatioun vun den Tierm op der Place de l'Europe.

Ech wier frou, wann den Här Rapporteur à défaut vum Här Innenminister ons kéint soen, wat dann déi zwee aner Volete beinhalte vun dem Paquet immobilier, dee mir diskutéieren. Deen éischten, do geet et drëm, fir, wéi mir hei gelies hunn, 60,4 Milliounen Euro, fir d'Acquisitioun vum BAK duerch d'Europaparlament ze organiséieren.

Mä wat ass decidéiert ginn, wat déi zwee aner Projeten ugeet, well et manifestement hei em de Paquet immobilier geet? An ech wëll drop hiweisen, dass mir hei viru kuerzem decidéiert hunn, fir als Stat eng Garantie ze gi vum 28 Euro de m<sup>2</sup> fir de Bau vun deenen eenzelnen Touren. Ech wollt just nëmme kucken, ob hannenno, wann een e Vergläich zitt, wat de ganzen Entstehungspräis vun deene Gebailechkeeten, déi mir hei hunn, ob mir als Lëtzeburger Land Débiteur sinn oder Créateur, wat de gesamte Käschtepunkt ugeet. Dat ass nëmme eng kuerz Informatioun, déi mir gären hätten. Ech huelen un, dass den Här Rapporteur d'Geleeënheet hat, fir dee Projet hei ze diskutéieren mam zoustännege Minister, an dass hien ons och kann eng ganz gutt a prezis Äntwert op déi Froen do ginn.

Deen zweete Problem, deen ee muss hei an deemem Kontext och mat diskutéieren, dat ass dee vun deem zweete Paquet immobilier, vun deem Rieds geet an iwwert deen ech elo schonn eng etlech Question-parlementaire gestallt hunn. Dat ass dee Paquet immobilier, wou ganz grouss an heftig Diskussiounen, a laang Diskussiounen iwwert d'Jore mat der Europäescher Kommissioun sinn, wou anscheinend d'Europäesch Kommissioun net méi gewëllt ass verschidde Loyerer ze bezuelen, wou verschidde Loyerer net méi bezuelt ginn a wou et dann also elo drëm geet ze wëssen, wou mir haut dru sinn, wat déi ganz Diskussiounen do ugeet.

Et gétt en drëtten Paquet immobilier, dee muss diskutéiert ginn, dass sinn alleguerten déi Gebailechkeeten, déi gebaut ginn oder amgaange si gebaut ze ginn iwwert de Wee vun der Loi de garantie. D'Cour des Comptes européenne huet festgehale, dass mir do eng onduerchsiichteg Praxis géinge bedreiwen. Mä d'Regierung ass awer e puer Projeten nach weider duerchgefuer. Mä mir hu vis-à-vis vu verschiddene Gesellschaften, wou ech hei den Numm net wëll nennen, mä wann ech gefrot ginn, kann ech se awer soen, wou mir als Stat, wou d'Regierung Engagementer ageholl huet. Ech liesen hei nëmmen, dat war 1993, 8.500 Frang de m<sup>2</sup> par an, adapté à l'évolution du coût de la vie op 25 Joer. Mä mir ass awer zu Ouere komm, dass anscheinend d'Kommissioun net méi bereet ass op deem Wee nach wëllen de Lëtzeburger Stat iwwer e Loyer ze finanzéieren, an och do wësst mir gären: Wou si mir an deenen Donnéeën drun?

Ech hat eng Question un d'Madame Bauteminister doriwwer gestallt. Si huet mir gesot gehat, dass wier net méiglech, dass e Bauteminister kéint eng Informatioun iwwert déi Saache ginn, well dat jo Négociatiounen wieren zwëschen enger privater Firma an der Europäescher Kommissioun. Ech konstatiere just nëmmen, dass hei och munnech Problemer awer nach am Raum stinn. Mir wëssen net, wéi d'Europäesch Kommissioun schlussendlech decidéiert respektiv reagiert.

An da gétt et en drëtten Punkt, dass ass, dass nach ëmmer d'Propriétéitsverhältnissen téschent dem Fonds de Kirchberg an enger Gesellschaft, déi Troisi heescht, unhalen. De Litige ass pendant um Geriicht. Och do wësse mir net, wien dann elo Propriétaire vun deem engen oder deem anere Gebai ass a wien da mat der Europäescher Kommissioun muss diskutéieren. Och do wier ech frou gewiescht, fir gewuer ze ginn, wou mir an deem Litige genau dru sinn.

Mir gesinn, dass de Rapport vun dem Fonds de Kirchberg de Problem opwerft, mä awer net seet, wou mir genau un der Saach sinn. Ech mengen, hei stelle sech ganz vill Problemer, och wat de Projet de loi selwer ugeet. Hei liesen ech - an do kann de Rapporteur mir och soen -, dat ass: „Le gouvernement est autorisé à aliéner.“ Ech huelen also un, dass d'Regierung Propriétaire elo ass vun deene Gebailechkeeten, déi mir veräusseren, an net de Fonds de Kirchberg. Elo kann ee vläicht soen, dass dat och nach d'selwech ass. Mä dat ass just nëmmen eng Question juridique, wou ech och frou wier, fir ze soen, ob mir net mussen de Gouvernement autoriséieren, fir de Fonds de Kirchberg ze autoriséieren oder direkt. Mä egal wéi, ech mengen...

(*Interruption*)

Une voix.- ...fir dat do ze verkafen, dat gehéiert dem Lëtzeburger Stat an net dem Fonds de Kirchberg.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- ...Propriétaire eppes verkafen, mä et ass nëmmen eng Affär vu Formulatioun. Ech stelle jo och ganz gären d'Fro...

(*Interruptions diverses*)

Fir dem Dëngen hei, de ganze Projet hei kënnen opzeweisen, mä ech wëll dëst nëmme soen...

(*Interruptions diverses*)

Wann een e puer Froe stellt, da wier ech och frou fir déi méi fundamentale Froen, déi mir virdrun opgeworf hunn, wann do den Här Rapporteur mir kéint soen, wat an deem Paquet immobilier steet, wou d'Litigé si mat der Commission européenne, souwuel wat déi Immeublen ugeet, déi de Fonds de Kirchberg huet respektiv déi iwwert d'Loi de garantie solle finanzéiert ginn, a wou de Litige mat der Gesellschaft Troisi drun ass.



Ech mengen, dat wat positiv hei an deem Gesetz ass, dat ass, dat do-duerjer, datt d'Europaparlament hei Gebailechkeete keeft, dat e weidert Element ass fir eng Konsolidéierung vun den Aktivitéite vum Europaparlament hei zu Lëtzebuerg, wéinstens deelweis ze erhalen. Ech mengen, dat ass eng positiv Nouvelle, mä fir de Rescht bedauere mir och, datt all Kéiers oder ganz oft an der Hektik esou Décisionsounen hei virbruecht ginn. Mir hunn dofir net vill Verständnis an dofir wäert och d'ADR-Fraktioun sech bei dësem Vote enthalen.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Lucien Weiler, als Rapporteur.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Här President, wann den Här Fayot - deem seng Léift mir kenne fir d'Politique du siège, dat ass sou e Steckpäerd vun him, dat ass och an der Rei esou - gären eng Debatt hei hätt iwwert d'Politique du siège vun der Regierung...

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Do si vill Suen dran, Här Weiler.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Voilà, Här Fayot.

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Dat ass eng deier Affär.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Sidd net esou opgereegt, loosst mech emol ee Moment ausschwätzen. Wann Dir gären eng Debatt hei hätt iwwert d'Politique du siège, iwwert dat, wat d'Regierung gutt mécht an iwwert dat, wat se schlecht mécht, da frot esou eng Debatt un. Mir sinn haut an hei concernéiert mat engem Projet de loi, dee kloer ass, deen d'äitlech ass, dee prezis ass, deen e ganz einfachen Objet huet. Et geet drëm fir d'Konrad-Adenauer-Gebai, wat dem Lëtzebuerger Stat gehéiert, zu engem Präis, dee prezis determinéiert ass, ze verkafen. An déi Suen, déi prezis determinéiert sinn, ginn an de Statsbudget dragesat. Dat ass den Objet vun deem heite Projet de loi. Et ass dat, wat mir diskutéieren et ass dat, wat mir an der Finanzkommissioun eis och vun de Vertrieeder vum Stat explizéiere gelooss hunn. Den Här Henckes hätt kenne mam Här Gibéryen schwätzen. Mir krute ganz vill Explikatiounen an der Finanzkommissioun dozou.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Mir hu matenaner geschwat!

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Da wär dat jo alles vill méi kloer gewiescht.

#### **(Interruptions diverses et hilarité)**

Also nach eng Kéier, ech sinn hei net d'accord...

#### **(Coups de cloche de la Présidence)**

Här President, ech sinn net d'accord an ech akzeptéieren och hei net de Reproche vum Här Fayot, wann ech hei de Rapport zu engem Projet de loi maachen, wou einfach den Objet sou limitéiert ass - et geet nëmmen ëm eng eenzeg Dispositioun -, dass ech dann hei de Reproche gemaach kréien, ech hätt a mä Rapport net déi ganz Politique du siège, déi den Här Fayot hei drun ugeschnidden huet, relatéiert. Dat war net den Objet dovunner an déi huet näischt doranner ze sichen an dofir ass dee Rapport hei an der Rei; dat dozou.

Dann zu deem, wat den Här Henckes gesot huet. Wann den Här Henckes virdu mengen Ausféierungen nogelauschert hätt, dann hätt e ganz genee gewosst ëm wat dass et hei geet. Déi dräi Elementer, déi an deem Paquet sinn, déi hunn ech hei développéiert. Dat éischt Element ass dat, wat den Objet vun dësem Projet de loi ass: dat Gebai un d'Europaparlament ze verkafen. An deem Pa-

quet ass en zweete Volet dran, wou et drëm geet, fir dat heite Gebai, wat hei steet, ëm 150.000 m<sup>2</sup> ze vergréisseren.

**Une voix.**- Zu wat fir engem Präis?

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- De Präis. Et kënt ee Projet de loi, wann Der d'Press verfollegt hätt.

**Plusieurs voix.**- Ah sou!

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Mä ech hunn dat virdrun hei gesot.

**Une voix.**- Den Här Henckes wor net heibannen.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Et kënt e Projet de loi...

#### **(Interruptions diverses)**

**M. le Président.**- Loosst de Riedner schwätzen, Kollegeen.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Ech hu virdu gesot, dass d'Bauteministesche viru kuerzem dee Projet do op enger Pressekonferenz virgestallt huet, dass se gesot huet, dass heifir 150.000 m<sup>2</sup> nei Plaz geschaf gëtt, fir d'Personal vun dem Sekretariat vum Europaparlament, dass 1.500 nei Bauplätze solle kommen; dee Projet ass virgestallt ginn. Ech hu geschwat dovun, dass e Bureau vu Stuttgart domat beoptraagt ass, fir dee Projet ze finaliséieren an dass dann e Projet de loi hei an d'Chamber kënt...

#### **(Interruptions)**

**Une voix.**- Wéi vill Bauplazen?

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- 1.500. Een dausend fënfhonnert.

**Une voix.**- Bauplazen?

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Parkplazen!

**Plusieurs voix.**- Ah!

#### **(Interruptions diverses)**

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Also, Här President, et gesäit een, dass et awer keng gutt Iddi ass wa mer owes hei an der Chamber dobausse Saachen zerwéieren, sou gutt haarder Natur wéi flësseger,...

**Une voix.**- Mir haten näischt kritiert, Här Weiler!

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- ...well dat kënt den Debatten heibannen net ganz gutt, an d'Leit déi verstinn an héieren net méi wat gesot ginn ass.

Also ech hunn deen zweete Punkt kloer an d'äitlech gesot, d'Bauteministesche déposéiert hei an deenen nächste Méint e Projet de loi fir dat doten ze bauen, a wann dat gebaut ass, ass virgesinn, dass dat spéiderhin dem Europaparlament iwwer e Contrat location-vente soll verkaf ginn. An dann den drëtten Volet ass dee vun der Locatioun vun den Tiern bei der Place de l'Europe.

Här President, den Här Henckes weess dach - oder ech weess net, ob dat heiansdo laanscht hie leeft -, dass mer hei an der Chamber viru e puer Méint e Projet gestëmmt hu wou d'Regierung autoriséiert ginn ass, déi zwee Tiern do ze lounen, wou ganz prezis de Loyer drasteet, deen d'Regierung bezuele wäert fir d'Locatioun vun deenen Tiern. Wou souguer eng Optioun dra virgesinn ass, dass d'Regierung sech spéiderhi ka gegebenfalls Acquéreur soe vun deenen Tiern an dass dës Tiern dem Europaparlament weider verlount ginn, fir dass d'Héichhaus ka frei gemaach ginn, well d'Héichhaus onbedéngt muss renovéiert ginn. A spéiderhin, wann dat do alles fäerdeg ass, da wäert een d'Sekreta-

riat vum Europaparlament weder an den Tiern nach am Héichhaus erëmfannen, mä et wäert een et nëmmen an dem Gebai Konrad Adenauer, mat deenen Annexen, déi gebaut wäerte ginn, déi ech virdrun hei definéiert a beschriwwen hunn, erëmfannen.

Dat sinn déi zwee aner Volete vun deem Paquet. Méi Detailler iwwert dee Paquet hu mir net. D'Regierung ass amgaangen dat doten auszeschaffen an da virzeleeën, dat wäerte mer, le moment venu, gesinn. Mä ech denken, dass mer fir dee Projet, dee mir haut hei hunn, d'Form vun dem BAK vum Lëtzebuerger Stat un d'Europaparlament, mat deenen Informatiounen déi mir hu largement genuch hunn, fir dat doten ze maachen. Woubäi bleift, dass een hei selbstverständlech iwwert d'Prozedur, déi schnell Prozedur mat där d'Chamber dat heiten evakuéiert, ka streiden.

Et war dat net onbedéngt lo de Wonsch vun der Regierung selwer. Wann d'Regierung net hätt wëllen dem Europaparlament, aus Grënn vun Entgegenkommen an der Politique du siège, entgéintkommen, dann hätte mer net sou schnell dat heite kënnen, sollen a misse stëmmen. Et ass awer elo gutt, dass mir dat dote maachen. Mir sollen och dem Europaparlament weisen, dass mer, wa mer scho mat him Accorden treffen, dass mer och à même si fir déi a rasonnabelen Délaien iwwert d'Ronnen ze bréngen.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, ech hat just nëmme wëlle soen, dass mer bei deem Projet de loi, dee mir déi leschte Kéier diskutéiert hunn, déi Donnéeën, déi den Här Weiler lo énoncéiert huet, do dran haten. Mä wat ech wollt wëssen, dat ass wat d'Europaparlament, ob dat déiselwecht Montante beinhalt oder net; dat war d'Fro. An do konstatéieren ech, dass mer keng Äntwert hunn, dass dat anscheinend nach an den Négociatiounen ass. Ech hat just nëmme geduecht, dass deen Ablack wou e Paquet immobilier festgehalé gëtt, dann och iwwert d'Präisser diskutéiert gëtt; dat schéngt net de Fall ze sinn.

**M. le Président.**- Den Här Fayot kritiert nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Also, Här President, ech muss dem Här Weiler doranner Recht ginn, wann e seet, dass et net gutt ass fir sou ee Projet, deen awer e wichtige Projet ass, sou spéit owes no esou enger laanger Debatt hei ze diskutéieren; dat bréngt näischt. Ech hunn op där Tribün do geschwat, ech hu mech och bal selwer net verstanen, an ech muss éierlech soen, ech fannen dat enger Chamber onwürdeg, wéi déi Debatt hei ofgelaf ass.

**M. le Président.**- Dir Damen an Dir Hären, d'Diskussioun ass domadden ofgeschloss a mer kéimen dann zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a stëmmen driwwer of.

#### **Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5230.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

**Ont voté oui:** Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Théo Stendebach), MM. Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Marco Schroell), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jos Scheuer), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

**Se sont abstenus:** MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass eng Rei Ännerungsvirschléi vun eisem Chambersreglement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo de Richterstatter, den Här Lucien Weiler.

#### **5. 5244 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés**

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Reglements-kommissioun vun der Chamber huet ronn annerhaleft Joer un deene Modifikatiounen vum Reglement geschafft, déi ech lech haut den Owend soll virleeën. An ech muss lech soen, wann ech déi am Detail hei soll erklären, da brauch ech ongeféier eng Stonn dofir.

**Une voix.**- Huel lech Zäit. Mir hu jo Zäit!

**Une autre voix.**- Alles geet!

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Ech sinn awer nëmme bereet, Här President, dat doten ze diskutéieren, wa mir eis entweder soen, dass mer eis déi Zäit huelen, oder awer dass mer d'accord sinn, dass ech mech op déi puer wesentlech Modifikatiounen beschränken, déi kuerz virleeën, ouni dass ech mer de Reproche anhandelen, ech hätt hei déi Modifikatiounen net am Detail virgeluecht. Ech hätt gären, dass mir Klorheet doriwuer hätten.

#### **(Interruptions)**

Well am anere Fall proposéieren ech, dass mer déi Modifikatiounen hei eng aner Kéier huelen.

**Plusieurs voix.**- Jo.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Well ech wëll hei kee Reproche astiechen, ech hätt dat net am Detail gemaach.

**M. le Président.**- Jo, Här Weiler, et wär ee Wuert awer ze soen. Mir hu gëschter an haut de Mëtteg eier d'Sitzung ugaangen ass decidéiert, mir géingen den Ordre du jour komplett evakuéieren,...

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- ...well mir wësse wat mir alles fir déi nächst Woch nach hunn an dofir mengen ech solle mer dat, wat mir eis virgeholl hunn, net elo a leschter Minutt op d'Kopp geheien.

**Une voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Ech menge wa jidderee vernünfteg sech un d'Riedezäit hält, da misst et och nach méiglech sinn esou e Projet duerchezekréien.

**Une voix.**- Voilà!

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Lucien Weiler.

**Une voix.**- Très bien, Här President.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Jo, also wéi gesot, Här President, mir mussen eis eens ginn. Ech kann - et sinn, ech weess net eng 50, 60 Modifikatiounen vum Reglement - déi elo am Detail hei duerchhuelen, oder awer ech kann et esou maachen, wéi mir eis an der Kommissioun ofgemaach hatten, dass ech mech géif beschränken op déi puer méi wesentlech Dispositiounen, déi hei dra sinn, déi der Chamber kuerz virstellen. Wa mir dozou stinn, da sinn ech d'accord, fir dat sou ze maachen. Ech hätt dann awer och net gären, dass erëm Riedner hei op d'Tribün kommen a soen, et wär net am Detail alles hei erkläert ginn.

**M. le Président.**- Haalt lech un dat, wat ofgemaach war a woumadder se alleguer d'accord waren.

**M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- D'accord, Här President. Da wëll ech dat maachen a versichen, dat da sou schnell wéi méiglech, mä och sou kloer wéi méiglech duerzeleeën.

#### **(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)**

#### **Rapport de la Commission du Règlement**

Här President, ech géif ufänke mam Artikel, an et wär nawell gutt, wann och verschidde Kollege sech géifen dat unhéieren, well hei Dispositiounen sinn, déi heiansdo a Vergessenheet geroden. Et ass gutt, wann een an enger Kommissioun ass an eng Kommissioun presidéiert, dass een heiansdo awer och eng Rei vun de Grondregele weess, déi hei an eisem Reglement dra sinn.

Mir hunn eng éischt Modifikatioun, déi mir schéngt vun enger gewëssener Importenz ze sinn, dat ass déi am Artikel 21.8, wou et ëm d'Reuniounen vun de Kommissiounen geet a wou geschwat gëtt vum Procès-verbal. Dat wësse mir alleguerten, et gëtt ee Procès-verbal vun de Sitzunge gemaach. Dee Procès-verbal ass nëmmen de Membere vun der Kommissioun zougänglech, sou laang wéi de Procès-verbal net vun der Kommissioun adoptéiert ass. Dat heescht, de Sekretär schéck dee Procès-verbal eraus, dee soll u sech - wann een den Terme dierf gebrauchen - confidentiel bleiwen, dee liessen d'Membere vun der Kommissioun. Déi Kéier drop steet en um Ordre du jour vun der Kommissioun, fir adoptéiert ze ginn. Wann en adoptéiert ass, dann, dat steet net am Reglement, mä da kann en awer och un Drëtter verdeelt ginn.



Dann, een anere Punkt ass deen, wat den Examen vun de Projeten an de Propositions de loi an de Kommissiounen ubelaangt. Do hu mir de 25.1 ausgedehnt an deem Sënn, wou mir soen, wann e Projet de loi, eng Proposition, e Projet de directive oder e Règlement européen an de Kommissiounen examinéiert gëtt, da kënnen d'Kommissiounen dréit Leit invitéiere fir dorwäert ze diskutéieren, mä awer och d'Europadeputéierte kënnen un deenen Debatten deelhuefen, well déi awer normalerweis déi Dossieren am Detail oder méi detailléiert kennen, wéi dat déi national Deputéierte wëssen.

Ech hu gesinn après coup, dass mir hei eng lichte Iwwerschneidung maache mat engem weideren Artikel an deem Règlement, wou mir eng Commission des affaires européennes ugeschwat hunn, a wou mir an deem Artikel och nach eng Fakultéit drasetzen, fir d'Europadeputéierten ze invitéieren. Mir haten Diskussiounen dorwäert. Ech stelle fest après coup elo, am Règlement hu mir op zwou Plazen d'Méiglechkeet fir an all, net nëmmen an d'Commission des affaires étrangères et européennes, mä och an déi normal Fachkommissioun d'Europadeputéierten ze invitéieren. Also ech mengen, dat dierft mat deene Formulatiounen, déi mir hunn, an souguer och dem Här Fayot, dee sech heifir breet gemaach hat, d'Satisfaktioun ginn, dass net nëmmen op engem Punkt, mä dass op zwou Plazen mir déi dote Disposition haut an eiselem Règlement erfännen.

Dann, Här President, eng aner Proposition, déi mir maachen, ass déi, wat d'Proposition de loi ubelaangt. An dëst ass u sech e vun deene wichtege Kapitelen, déi mir hei agefléckt hunn. Dir wësst, dass mir bis ewell ëmmer mat der Proposition de loi zimlech geschwieft sinn. D'Opposition huet sech ëmmer beschwéiert, eng Proposition de loi ass déposéiert ginn, mir hate jo och eng gewësse Prozedur do, mä vu dass eist Règlement awer zimlech schwach op deem dote Punkt war, hat d'Opposition u sech ëmmer erëm e bësse Schwieeregkeeten, oder och d'Majoritéit, dat ass och virkomm, fir eng Prozedur ze hu wéi da kann an normalen Délaien eng Proposition de loi hei arrétéiert ginn.

Mir hunn eis no laangen Debatten och an der Conférence des Présidents an duerno an der Commission du Règlement heiriwwer ënnerhalen. Mir hunn eng Proposition elo fonnt, an deem Sënn, dass wann esou eng Proposition de loi kennt, déi gekuckt gëtt vum President, ob se recevabel ass, d'Conférence des Présidents decidéiert de Renvoi dovunner, da gëtt déi un d'Regierung geleet, an d'Regierung huet en Délai vun dräi Méint, fir Stellung ze huelen, respektiv nach en Délai supplémentaire, fir Stellung ze huelen, wa se dat da freet. Wann déi Prise de position vun der Regierung do ass, wann déi virläit, da soll déi Proposition de loi an d'Kommissioun kommen, déi examinéiert d'Proposition de loi, an duerno gëtt se en séance publique diskutéiert.

Wa se hei diskutéiert ass, da soll eng Prinzipendéicisioun geholl ginn iwwert d'Proposition: Wëllt d'Chamber déi Proposition politesch considéieren, jo oder neen? A wann dës Prinzipendéicisioun geholl ass, ob se sou oder sou ausfällt spillt keng Roll, da geet d'Proposition de loi un de Conseil d'État. De Conseil d'État aviséiert an deem Délai, deen hien dann ebe wëllt, an duerno kennt se heihinner zrëck respektiv an d'Kommissioun, fir examinéiert ze ginn, a fir dann definitiv ofgestëmmt ze ginn.

Heimat ass, denken ech elo, eng kloer an eng däitlech - och an der Zäit limitéiert mat deenen Délaien, déi mir drasetzen - Méiglechkeet ginn, fir dass d'Opposition, wann eng Majoritéit net géif wëllen, déi Proposition de loi awer hei kann an dem Plenum debattéieren.

Dann eppes, wat d'Rapporteur ubelaangt, hu mir och hei preziséiert. An dem Rapport presentéiert de Rapporteur de Rapport vun der Kommissioun bei engem Projet de loi oder enger Proposition de loi, an dann, wat wichtig ass, a wat vill Rapporteur ëmmer erëm vergiessen...

#### (Interruption)

Här Fayot, ech wëll lech soen, mä Rapport, deen ech virdu gemaach hunn, a reflété exactement, oder ech hu mech exactement un dat gehalen, wat am Artikel 63.1 vun eiselem Règlement hei drasteet, eng Proposition, déi Dir spéiderhi jo wäert mat stëmmen, do steet dra vun de Propos du rapporteur: „Ses propos reflètent les discussions et les décisions de la commission.“ C'est ce que j'ai fait, mes propos ont reflété les discussions et les décisions vun der zoustänneger Kommissioun. Ech géif mir wënschen, dass all Rapporteur sech dat doten an Zukunft géifen och mol erëm eng Kéier virun Ae féieren a sech hei drop limitéieren, dat, wat an der Kommissioun diskutéiert an decidéiert ginn ass, hei ze rapportéieren.

Här President, en aneren Artikel betrëft nach eng Kéier d'Froen u d'Regierung. Och do wësst Dir, dass mir eng Rei Schwieeregkeeten hu mat den Antwerte vun der Regierung, net ëmmer, mä et gëtt awer eenzel Fäll, wou d'Regierung sech e bësselchen dréckt, fir eng Antwort ze ginn. Hei gesi mir vir, dass, wann d'Antwort vum Minister net bannend dem Délai vun engem Mount komm ass, d'Fro mëndlech an der Chamber hei gestallt ka ginn. Mä et kann awer en Délai supplémentaire vum President der Regierung accordéiert ginn, wann d'Regierung sech dat freet, an och da gëtt eréischt hei an der Chamber debattéiert, wann deen Délai supplémentaire, deen am Ermiesse vum President läit, ofgelaf ass.

Dann, Här President, den Artikel 83 ass eppes, wou d'Majoritéit an deem Fall der Opposition erëm engéintkomm ass, an deem Sënn, wou mir jo déi Méiglechkeet hunn, wann Interpellatiounen hei virleien, dass déi kënnen transforméiert ginn - dat hate mir bis elo - an en Débat d'orientation oder awer an eng Question avec débat. Or, ech muss éierlech soen, mir hunn dat e puermol gemaach, dat ass net onbedéngt de ganz korrekte Wee. Wann een Deputéierten eng Interpellatioun ufreet, dann hält e jo awer normalerweis eppes zu deem Thema ze soen. Et ass net korrekt, fir sou eng Interpellatioun ëmwandelen ze goen an eng Question avec débat, wou d'Zäit fir den Deputéierten a fir d'Regierung extrem limitéiert ass, a wou d'Gruppen emol guer net zu Wuert kommen. Do gëtt et eng grouss Streck tëschent op där enger Säit der Interpellatioun an op där anerer Säit der Question avec débat an do hu mir versicht ee Mëtteldéng afléissen ze loossen, op eng Proposition - Här Krecké, kennt Dir lech erënneren? - vu mir, well ech dat doten u sech net ganz korrekt fonnt hunn.

■ Une voix.- An och vu mir!

#### (Hilarité)

■ Une autre voix.- Et ass och gutt fir d'Majoritéit.

#### (Interruptions)

■ M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- A mir soen, dass eng Interpellatioun och kann ëmfunktionéiert ginn an eng Heure d'actualité. Dann hu mir weinstens eng Stonn fir iwwer esou en Thema ze diskutéieren an d'Fraktiounen kommen alleguerten zu Wuert. Ech denken, dass dat méi korrekt ass, fir mat esou enger Fro ëmzegoen.

Här President, ech kommen da schonn zu engem leschte Punkt, engem neie Kapitel, wat mir an eist Règlement agefügt hunn. Mir hunn e Kapitel agefügt iwwert d'Devours des Députés. Mir rappeléieren, datt d'Deputéierten - dat steet awer

och zum Deel an eiser Verfassung - als Deputéiert hiet Mandat op eng onofhängeg Manéier exekutéieren, dass se net liéiert sinn un Instruktiounen, kee Mandat impératif hunn, an da virun allem, wat hei nei ass a mat wat an Zukunft mir verschidde Kriticken op jidde Fall wäerte kënnen entgéintrieden: Et gëtt um Greffe e Regëster opgeluecht, wou all Deputéierte muss deklaréieren, éischens seng Activité professionnelle, sai Beruff, alles dat, wat e mécht, niewent senger Aktivitéit als Deputéierten, an net nëmme sai Beruff, mä awer och toute autre fonction ou activité rémunérée, also dat, wat en Deputéierte mécht. Als Deputéierte wësse mir, wat e mécht a sengem Beruff, de Beruff kenne mir normalerweis och, mä do derniewent och déi aner Activités et fonctions rémunérées, déi sollen op deem Regëster hei deklaréiert ginn, déi mussen deklaréiert ginn, déi mussen och à jour gesat ginn. Wa sech Modifikatiounen do am Laf vun der Zäit astellen, da mussen déi hei deklaréiert ginn.

Et ass an engem Souci vun Transparenz, fir dass ee gesäit, wat dee gewielte Vertrieeder u sech niewent sengem Beruff als Aktivitéiten, als rémunéiert Aktivitéiten huet, fir dat kloer ze maachen. Dat hunn aner Parlamentarier och. Aner Parlamentarier ginn zum Deel nach méi wäit wéi dat doten. Mir mengen, dass dat heiten eise Gegebenheiten ugepasst ass. Déi Deklaratioun gi gemaach ënnert der Responsabilitéit vun deem eenzelen Deputéierten. De Bureau ka froen an decidéieren, dass supplementar Elementer zu deenen, déi ech opgezéit hunn, hei mussen virgeluecht ginn. An dee Regëster do ka vum Public dobausse consultéiert ginn. Et muss ee wëssen, dass dee ka vum Public consultéiert ginn, ouni dass awer Extraite vun deem Regëster ausgeléiwert ginn.

Voilà, Här President, dat war nun awer wierklech ganz kuerz gefaasst eng hallef Dose vun deene wichtigste Modifikatiounen, déi mer proposéieren. Et sinn och ganz vill redaktionell Modifikatiounen bei där Zuel vun iwwer 50 Modifikatiounen, déi mer gemaach hunn. Dëst sinn déi wichtigst. Ech géif der Chamber recommandéieren, well dës Modifikatiounen sinn alleguerten à l'unanimité vun de Membere vun der Reglementscommission ugeholl ginn, dës Propositionen mat grousser Unanimitéit ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

#### Discussion générale

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass gutt, dass den Här Rapporteur gesot huet, dass dat a laange Méint ausgeschafft ginn ass am Konsens, an dofir, mengen ech, brauche mer net weider an den Detail ze goen.

Mir wëllen dem Här Weiler merci soe fir déi objektiv Duerstellung, déi e gemaach huet. Eis Fraktioun wäert selbstverständlech dat dote stëmmen.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, wann dat dann esou ofgemaach ginn ass, wäert ech mech och un dat halen a kee weidere Commentaire maachen. Et wäeren allerdingens aus menger Siicht Commentairen ze maachen zu deem Règlement, well all Regle-

ment, wat net agehale gëtt, dat daagt näischt. An haut hu mir et erëm gesinn, mir kënnen déi beschte Modeller ausschaffen, esou laang mer net eng Schell oder eng rout Luucht kréien, huet dat alles souwisou guer kee Wäert.

Wat den Temps de parole ubelaangt, ass et ganz kloer, dass mer eis an der Vergaangenheet net oft dru gehalen hunn, a mer eis an Zukunft wuel och net dru hale wäerten. Dofir ass d'Reglement, op jidde Fall wat dee Punkt hei ubelaangt, net ganz vill wäert.

Fir de Rescht muss ech allerdingens soen, dass eng Rei vu Commentairen ze maache sinn, notament iwwert dat Lescht wat de Rapporteur gesot huet, deem ech merci soe fir sai Rapport. Op jidde Fall ass et ënnert deser Législature a mat deser Commission du Règlement wou mir et fäerdeg bruecht hunn trotz allem awer op anere Gebitter einschneidend Regele fir dëst Parlament ze setzen, wat ee jo awer schonn hätt kënnen laang virdu maachen. Et gëtt gesot, et wär op den Drock vun der Opposition. Bon, virdu war d'Opposition an der Majoritéit, du war deen Drock net esou grouss. En tout cas, elo hu mer et, an ech sinn der Meinung, dass mer et och nach an Zukunft mussen änneren, fir et der Evolution vun den Debatten an der Chamber ze adaptéieren.

Ech soen nach eng Kéier, et wäeren eng Partie Commentairen vun eiser Säit ze maachen. Ech wäert dat awer elo haut hei net maachen a just soen, dass mir dëst Règlement wäerten ënnert deene Konditiounen, wéi et ass, stëmmen.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur merci soe fir deen detailléierte Rapport, deen en hei gemaach huet. Et ass esou wéi mir dat an der Kommissioun ofgemaach hunn.

Ech géif och soen, dass an deem annerhallwe Joer wou d'Reglementscommission geschaff huet, versicht ginn ass vun alle Säiten, souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Opposition, fir e Konsens ze fannen. E Chamberreglement, dat kann een net, wéi soll ech soen, mam System vun der Guillotine decidéieren, dass eng Majoritéit einfach seet elo maache mer e Règlement, wat eis gutt geleeë kënt a wat d'Opposition an hirer Aktioun anekent, well esou wéi een an eng Majoritéit ass, kann een och emol eng Kéier an eng Opposition kommen. Dat ass alles zätlech bedéngt.

#### (Interruption)

Här Rippinger, et ka sinn, dass mer a sechs Méint erëm zesummen an der Opposition setzen. Dat ass duerchaus méiglech.

#### (Interruption)

Dat schreibe mer awer net an d'Reglement an, Här Rippinger.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Dofir sidd Dir eis jo och net entgéintkomm.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech kann net dofir, dass Dir déi schlecht Sondagen hutt.

Här President, d'Majoritéit an d'Opposition hunn zesumme versicht e Konsens ze fannen, an dee Konsens ass och fonnt ginn. D'Chamber gëtt duerch dat Règlement méi transparent. Mir wäerten eis géigesäiteg op duerch déi Modifikatiounen, déi mer virgeholl hunn.

E wichtege Punkt iwwert dee laang diskutéiert ginn ass, mä deen awer elo definitiv festgehale ginn ass, dat ass, dass eis Kommissiounen och zum Deel öffentlech ginn iwwert de Wee vun engem Rapport. Wann eng Kommissioun de Rapport bis ugeholl huet, da kann en

och no bausse public gemaach ginn a jiddferee ka kucken, wat an de Kommissiounen diskutéiert an decidéiert ginn ass.

Dann dass mer Drëttleit kënnen an d'Kommissioun huelen, war elo schonn zum Deel méiglech, an och dass d'EU-Parlamentarier an d'Kommissioun kënnen kommen, quitte dass mir als Nationalparlamentarier net kënnen an d'EU-Parlament an an déi Kommissiounen goen.

■ Une voix.- Et kann ee lauschtere goen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Bei de Propositions de loi waren ëmmer Problemer, well nun emol an der Regel d'Propositions de loi gréisstendeels vun den Oppositionsdeputéierte kommen a mat där Prozedur, wéi mer se bis haut haten - vu dass ganz dacks d'Deputéierte sech dach awer ganz vill Aarbecht maachen, fir eng Proposition de loi ze redigéieren -, sinn déi Propositionen am Tirang gelant an déi Aarbecht war am Fong fir d'Kaz, wéi mir géife soen.

Haut hu mer eng Prozedur gemaach, wou d'Regierung en Délai kritt vun dräi Méint, fir Stellung zu der Proposition de loi ze huelen. D'Proposition kennt an d'Kommissioun an d'Kommissioun kann e Rapport maachen. D'Kommissioun kann och eng Recommandatioun un d'Parlament ginn, fir jo oder neen ze stëmmen, an et ass um Parlament fir eng Décisioun ze huelen.

Firwat soll net och emol eng Proposition de loi, och wa se vun der Opposition kennt an d'Majoritéit net dermat averstanen ass, einfach vun der Majoritéit mat Neen ofgelehnt ginn. Och dat ass eng politesch Ausserung. Domat fällt eis keng Zack aus der Kroun. Dann ass eben iwwer e politesch Thema öffentlech debattéiert ginn an et ass eng Stellung dozou geholl ginn.

D'Interpellatioun, do ass et richtig wéi den Här Weiler gesot huet, dass dat am Fong esou e System war, alles oder näischt. Wann een eng Interpellatioun ufreet, dann ass dat normalerweis en Thema wou den Deputéierten trotzdem wëllt mat den anere Fraktiounen a mat der Regierung, an der Regel zwou oder véier Stonnen, jee nodeem wéi den Temps de parole festgeluecht ginn ass, hei diskutéieren. Wann dat dann op eng Question avec débat reduzéiert gouf, da war dat wierklech eng grouss Reduktioun, déi do gemaach ginn ass, vun allem praktesch op näischt. Et konnt keen Débat stattfannen, zumindest net ënnert den Deputéierten, ënnert de Fraktiounen. Et konnt just tëschent deem eenzelen Deputéierten, deen d'Interpellatioun ugefrot hat, an der Regierung puer Minutten driwwer diskutéiert ginn.

Doduerch dass d'Conférence des Présidents, an an der Conférence des Présidents - well dat ass d'Realitéit - d'Majoritéit elo eng Méiglechkeet kritt, fir eng Heure d'actualité aus enger Interpellatioun ze maachen, komme mer awer op eng Debatt vun enger Stonn. Et muss ee wëssen, dass déi Méiglechkeet vun der Question avec débat awer nach ëmmer besteet. Dat heescht, d'Majoritéitsparteien an der Conférence des Présidents kënnen elo eng Heure d'actualité draus maachen. Se hunn eng Méiglechkeet weider, mä d'Guillotine bleift trotzdem bestoe bei deenen Noutfäll, wou se net grad gären hunn, dass soll eng grouss Debatt hei an der Chamber stattfannen.

#### (Interruption)

Här Weiler, ech ka mer net virstellen, dass ech lech soll eng Kéier rose gemaach hunn. Da misst et awer schon elle kommen.

E wichtege Punkt, dee mer gemaach hunn, dass den Deputéierten eng Rei vun Aufgaben iwwerhéilt, wou mir am Fong no baussen



deklaréieren, wat fir eng Funktioun mer als Deputéierten niewent eiser politescher Funktioun hunn. E Beruff oder aner rémunéréiert Saachen. Hei ass net, dass ee seng Rémunération selwer um Greffe deklaréiert, mä d'Funktioun, déi rémunéréiert gëtt. Dat ass dann och fir de Public op.

Et ass scho wichteg, dass mer dat maachen, well bei engem Deputéierten, deen hei steet an Interesse vertrëtt, do soll och de Bierger wëssen, ob deen Deputéierten en direkten Interesse a sengen Interventiounen huet oder ob en dat méi fräi am Sënn vun der Allgemengheet mécht.

Et war och eng Iddi an der Kommissioun an der éischer Phas zréckbehale ginn, déi awer fale gelooss ginn ass, wou gesot gi war, dass en Deputéierten, ier en d'Wuert hei ergräift, soll deklaréieren, ob en en direkten Intérêt huet bei deem Projet. Mir sinn eis awer dunn eens ginn, dass dat zu näischt géif féieren, well wann iwwer Landwirtschaft geschwat gëtt, da schwätzen eis sämtlech Baueeren heibannen. Dat ass enner aneren de Roby Mehlen. Deen hätt een direkten Intérêt. Wa mer iwwert d'Fonction publique schwätzen, da misst all Fonctionnaire heibannen, deen zu deem Projet schwätzt, dat deklaréieren. A wa mer iwwert d'Gewerkschaften schwätzen, dann d'Gewerkschaftler, a wa mer iwwert d'Affekote schwätzen, dann d'Affekoten. Esou dass bei alle Projeten, op d'mannst een oder méi hätte missen deklaréieren, dass se praktesch en Intérêt ze vertrieeden hätten.

Et hätt also zu näischt gefouert, an dofir mengen ech ass déi Iddi, déi mir zréckbehalen hunn, dass een dat beim Greffe hannerleet, schonn eng gutt Iddi. Mir gi méi oppen, mir gi méi gliessen als Deputéiert, an dat ass scho wichteg.

Mat deem Reglement, wat mir haut hei stëmmen, wat wéi gesot ee Konsens ass, menge mir, dass d'Parlament sech doduerjer wäert opwäerten. Ech sinn och iwwerzeegt, am Géigesaz zum Kollege Ripinger, dass mir zesummen et wäerte fäerdeg bréngen, et och ze respektéieren.

**M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Här President, ech wollt fir d'éischt dem Här Weiler merci soen, dass en dee Rapport hei gemaach huet esou, wéi dat am Konsens an der Kommissioun alles diskutéiert gi war iwwer laang Méint.

Ech wollt och hei effektiv nach eng Kéier rappeléieren, dass et eigentlech e puer Leit sinn, déi sech iwwer bal anerhallet Joer intensiv mam Reglement beschäftegt hunn,

mat villen techneschen Detailler, déi vläicht net jiddferengem sou bewosst sinn heibannen, mä wou et awer drop ukomm ass, déi emol eng Kéier ze duerchforsten, dass och vill Saachen aus dem Reglement erausgeholl gi sinn, déi scho laang dra stoungen, déi awer oft souguer contraire zu der Constitution waren an déi mir heimadder berengegt hunn.

Deemetspriedend wëll ech och natierlech zu deene Punkten do alleguerten net Stellung huelen hei, well dat ausgiebeg vum Rapporteur gemaach ginn ass an ech eigentlech och net vill Schwierigkeiten hunn, oder eis Fraktioun net vill Schwierigkeiten wäert hunn, fir dat mat ze droen.

Ech mengen och, dass de Klima eigentlech an der Reglements-kommissioun, an der heiansdo haart Diskussiounen iwwer verschidden eenzel Artikelen, mä insgesamt mengen ech awer, dass mir e Wee fonnt hunn, an der Reglements-kommissioun, deen net méi sou klassesch ass wéi dat vläicht fréier mol de Fall war, wou et heescht, hei ass d'Majoritéit, an do ass d'Opposition, an d'Majoritéit decidéiert einfach alles iwwert d'Kapp ewech vun der Opposition. Et ass versicht ginn, bei deenen eenzelne Punkten effektiv am Intérêt vun der Institution Chamber Léisungen ze fannen. Dat fannen ech eng gutt Approche, an ech fannen déi soll bäibehale ginn, egal wéi d'Majoritéit an d'Opposition ausgesäit.

Ech wëll eigentlech just nëmmen zu engem Punkt Stellung bezéien, ganz kuerz. Dat ass deen neien Artikel 155.3, dee mir an d'Reglement dragesat hunn, dee baséiert op engem Text, deen den Här Fayot an der Kommissioun eraginn hat. Et ass en Text, wou mir als Gréng besonnesch frou driwwer waren, dass dat endlech emol an d'Reglement ageschriwwen ginn ass.

Et ass eppes, wat mir als gréng Fraktioun eigentlech schonn an der Praxis, zënter dass mir hei sinn, duerchzéien, nämlech mir ginn all Joers dem Greffe vun der Chamber offiziell - a mir schécken dat dann och duerno an d'Press, dass et public ass - eng Lëscht doruwwer eran, wou eis Fraktiounsmemberen a wat fir enge Conseile sätzen a wou se berufflech aktiv sinn, dat heescht, wou se finanziell och Engagementer hunn. Also mir maachen dat, zënter dass mir hei sinn. A mir sinn och der Iwwerzeugung als Gréng, dass dat effektiv, wéi den Här Gibéryen et och elo just gesot huet, e Passus ass, deen eigentlech, ech géing souguer soen eng Minirevolution duerstellt am Parlamentarismus zu Lëtzebuerg, well et eigentlech en éische Schratt ass, fir wierklech erëm d'Parteien och an den Ae vun de Leit ze rehabilitéieren.

Vill Saachen, déi iwwer Parteien oder iwwer Politiker gesot ginn, gi sécherlech zu Onrecht gesot a villes funktionéiert op falschen Argumenter, op Ennerstellungen. Dat dote si genau déi Instrumenter, déi ee muss uwenden, fir dass een déi Kriticken, déi onberechtigt Kriticken do aus dem Wee geraumt kritt, fir dass een Transparenz an d'politesch Spill dra kritt, an dat kann nëmmen am Intérêt si vun der gesamter politescher Klass, vun de gesamten Institutionen vun eiser parlamentarescher Demokratie.

Ech mengen, dass deen Artikel 155.3 sécherlech wäert elo an enger éischer Phas, wann dee Regëster bis funktionéiert, fir e bësse Gespréich suergen, och e bësse Polemik. Mä hei soll et net drëms goen, an dat wëll ech hei daitlech maachen, dass mir deen Artikel do dra gesat hunn, fir dass een no bausse kann elo stigmatiséieren, wie wou aktiv ass oder Intéréten huet. Et geet hei net drëms, fir no bausse ze soen, dass et gutt oder schlecht ass, dass ee jee nodeem do oder do berufflech Aktivitéiten huet oder Intérète verfolgegt, dat ass net den Objet. Den Objet heivunner ass just, dass jiddferen kann novollzéien an der Öffentlechkeet, all Wielerin a Wieler kann novollzéien, dass jee nodeem, wat een hei op dem Pult seet, an en fonction vun deem Regëster, deen dann existéiert, dann zumindest kloer ass, firwat een dat seet.

Ech mengen, dat ass e Recht, wat d'Wieler an d'Wielerinne mussen hunn, fir dat ze wëssen. Da ka jo bei all Wahl fräi all Mënsch, dee bei d'Wahle selwer geet, entscheeden, ob en dat gutt oder schlecht fonnt huet, en fonction vun der Persoun hiren eenzelnen Intéréten, dass dat sou ass oder net sou ass.

Mä ech mengen, et geet hei sécherlech net drëms, dass de Regëster herno soll eng Aart Sënneregëster ginn, wou eigentlech déi eng déi Gutt sinn an déi aner déi Schlecht sinn. Ech mengen, dat ass guer net den Objektiv vun där heiter Geschicht. Ech gesinn dat och souwiso als en éische Schratt, muss ech soen, a Richtung fir och e Parteigesetz zu Lëtzebuerg endlech ze kréien.

Et ass eng éischt Viraussetzung, déi ee schaaft, fir dass e Parteigesetz no muss kommen, wou och gesamt Transparenz an d'Parteilandschaft kënnt, an d'Finanze vun der Parteilandschaft, wou mir eigentlech och hei zu Lëtzebuerg endlech dat mussen nohuelen, wat an eisen Nopeschlänner entretents längstens Realitéit ginn ass, oft muss een zwar soen, duerch zimlech schro Skandalen, déi am Ausland waren, déi déi gesamt demokratesch Institutionen erhieflech beschiedegt hunn, och während enger gewëssener Zäit. Mä ech mengen, dat heiten ass en é-

schte Schratt, dee wichteg ass, a mir hoffen op alle Fall als gréng Fraktioun, dass deen Accord, deen d'Fraktiounen sech all ginn hunn, hei am Parlament, an der Conférence des Présidents, dass mir nämlech direkt no de Parlamentswahlen géingen déi wichteg Etapp vum Parteigesetz an Ugrëff huelen, dass dat och hannendru kënnt.

Mir mengen op alle Fall als Gréng, dass wa mir dat alles eng Kéier realiséiert hunn, dass dat insgesamt eist politescht Liewen do-bausse méi einfach mécht, an deem Sënn, dass verschidden ongerechtfertegt Kriticken, déi oft gemaach ginn, oder onnuancéiert Kriticken, déi oft gemaach ginn, net méi wäerte méiglech sinn, oder zumindest dann, déijeene, déi betraff sinn, et méi einfach hunn sech ze verteidige par rapport zu esou Kriticken.

An deem Sënn, wéi gesot, hu mir absolut kee Problem, fir deesen Neierungen insgesamt an eiserem Reglement zouestëmmen. Här President, dofir bréngen ech och hei den Accord vun eiser Fraktioun.

**M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir géingen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

#### Vote

Déi fir dat virleend Reglement sinn an där Fassung, wéi et hei vum Här Lucien Weiler als Rapporteur virgedroe ginn ass, déi stëmme mat Jo, an déi dogéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Dat neit Reglement ass eestëmmeg uegoholl mat 56 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Théo Stendebach), MM. Marcel Glesener (par M. Nico Loes), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Nicolas Strotz), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*MM. Jeannot Belling, Niki Betten-dorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Jeannot Belling), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps) et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jos Scheuer), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lu-*

*cion Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).*

Ech wëll och dorop opmierksam maachen, dass am Géigesaz zu engem Gesetz, wat gewéinlech dee Mount drop, nodeem et am Mémorial publizéiert ass, a Kraaft trëtt, dat neit Reglement an dem leschten Artikel virgesäit, dass et direkt a Kraaft trëtt. Mir fänken also en Dënschdeg mat deem neie Reglement un. Ech wëll un Iech alleguerten appelléieren, dass mir eis virhuelen - et ass jo eppes Neies, wat mir ufänken -, méi Disziplin ze wahren an eis genau un dat ze halen, wat mir elo gestëmmt hunn, well dat bescht Reglement huet kee Wäert, wa kee sech drun hält.

Déi nächst Sitzung sinn den 2., 3. a 4. Dezember, jeweils nomëttes. En Dënschdeg presentéiert de Budgetsrapporteur de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Budget 2004. E Mëtwoch, den 3. Dezember, héiere mir den Exposé vun der Regierung, an en Donneschdeg, de 4. Dezember, hu mer:

1. de Projet de loi 4913 iwwert d'ONGen;
2. de Projet de loi 4787 iwwert den Naturschutz;
3. d'Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi während dem Här Camille Gira senger Interpellatioun iwwert d'Politik fir déi handicapéiert Leit déposéiert goufen;
4. d'Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi während der Debatt iwwert de Jugendschutz déposéiert goufen, a
5. d'Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi haut de Mëtteg während der Debatt iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen deposéiert goufen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Kolleeginnen a Kollegeen, domadder wäre mir um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass d'nächst Woch en Dënschdeg, den 2. Dezember, a fänkt mëttes um 3 Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 21.46 heures)**



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
www.chd.lu



## Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'une motion
5. Ordre du jour (*suite*)
6. Dépôt de deux motions
7. 5200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004  
(*Présentation du rapport de la Commission des Finances et du Budget par M. Jean-Marie Halsdorf, rapporteur*)
8. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter et Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

### (Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen?

#### (Affirmation)

D'Wuert huet den Här Minister Henri Grethen.

### 1. Dépôt d'un projet de loi

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, ech sinn autoriséiert duerch groussherzoglecht Reglement e Projet de loi ze déposieren. Gitt mer eng Minut Zäit, Här President, fir lech e kënnen ze iwwerreechen. De Projet de loi betrëfft Modifikatiounen am Code de la route.

- *Projet de loi 5256 modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.*

M. le Président.- D'Chamber hélt Akt vum Dépôt vum deem Projet de loi duerch den Transportminister, den Här Henri Grethen. Dee Projet de loi gëtt weidergeleed an déi zoustänneg Instanzen.

### 2. Communications

Folgend Kommunikatiounen hunn ech der Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 27 novembre 2003, le

- *Projet de loi 5253 portant habilitation pour le Grand-Duc de régler certaines matières.*

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a déposé en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003 le

- *Projet de loi 5254 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.*

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé en date du 2 décembre 2003 le

- *Projet de loi 5255 autorisant le Gouvernement à émettre en 2004 un ou plusieurs emprunts.*

3) Par lettre du 25 novembre 2003, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte d'une résolution sur la communication de la Commission sur la taxation des voitures particulières, adoptée par le Parlement européen au cours de sa période de session du 5 au 6 novembre 2003.

Dir Dammen an Dir Hären, als Haaptpunkt vum eisem Ordre du jour vum haut hu mer de Rapport vum der Finanzkommission betrefend de Projet de loi 5200, dat heescht de Statshaushalt vum Joer 2004.

### 3. Ordre du jour

Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (*LSAP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Fro zum Ordre du jour. Mer hunn deem nächsten Donneschdeg als éischte Punkt um Ordre du jour de Projet de loi 4913, deem eng Émsetzung duerstellt vum der sougenannter Fräisetzungsdirektiv, wat déi genmodifizéiert Organismen ugeet.

Do ass et esou, dass mer d'lescht Woch befaasst waren als Chamber mat engem Brëif vu Greenpeace, deem déi sozialistesche Fraktioun sech ugeschloss huet a wou se gefrot huet, dass déi zoustänneg Kommission nach eng Kéier sollt zesummekommen, fir eng Rei vu Froen ze diskutieren, déi vun där Organisatioun opgeworf gi sinn.

Mir sinn als Deputéierte weider zënter der leschter Woch mat enger Demande befaasst, déi ënnerschriwwen ass vun dem FLB, der Bauerenallianz, der Centrale Paysane, de Jongbaueren a Jongwänner, der Landjugend, dem Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg, der Vereenegung fir biologesche Landbau Lëtzebuerg a Greenpeace, déi och d'Chamber bidden et an deser Woch net zum Vote vum deem Gesetz kommen ze loossen, mä nach eng Rei vu Froe méi am Detail ze kucken.

Dofir froe mir als sozialistesche Fraktioun, fir dee Punkt erofzehuele vun der Dagesuerdnung vun deser Woch. Mir hunn de Rapport gestëmmt. Mir sinn och net géint deem doten Text. Dës Direktiv ass besser wéi déi al Direktiv, déi haut nach en vigneur ass zu Lëtzebuerg. Mir sinn awer der Meenung, dass déi eenzel Verbänn an Assoziatiounen, déi bekannt si fir hir Sériositéit, eng Rei vu Froen opgeworf hunn, déi et der Méi wäert schénge fir an der Kommissioun an den nächsten Deeg diskutiert ze ginn.

Mir proposéiere fir dee Projet de loi vum Ordre du jour vun deser Sitzungswoch erofzehuelen, esou schnell wéi méiglech déi Leit ze gesinn, an dann an enger nächster Sitzungswoch deem Text ze diskutieren.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (*DP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu säit Wochen a Méint en long et en large de gesamten Text vum deem Gesetz an

der zoustänneg Kommissioun, der Ethikskommissioun, diskutiert. Et handelt sech ëm d'Émsetze vun zwou europäeschen Direktiven.

A wann elo gefrot gëtt vun der LSAP, fir de Vote vum Text ze reportieren an nach weider ze diskutieren iwwer e Sujet, dee mer schonns amplemment an der Kommissioun diskutiert hunn, sinn ech der Meenung, dass een ëmmer nach spéider kann iergendepes diskutieren, mä de Gesetzesprojekt soll, esou wéi e vun der Kommissioun ugeholl ginn ass, elo hei an der Chamber virkommen. Et steet der Chamber menger Meenung no net gutt un, an et ass och net gutt fir d'Crédibilitéit vun der Chamber, wa mer dem Drock vu baussen einfach géinge cédiéieren. Mir sinn awer ëmmer bereet fir ze diskutieren.

#### (Interruption)

Ausgerechent Dir, Här Gibéryen, hutt deem Text gestëmmt, an do froen ech mech, wou bei lech dann elo den Dialog feelt. Ech kann nëmme soen, Här President, d'Commission spéciale «Éthique» huet à l'unanimité deem Text gestëmmt. Gestëmmt hunn den Här Bodry, d'Madame Delvaux, den Här Gibéryen, an esou virun. Och déi Gréng hunn e gestëmmt.

Mme Mady Delvaux-Stehres (*LSAP*).- Alleguer hunn s'e gestëmmt !

M. Jean-Paul Rippinger (*DP*).- Voilà, mir hunn en alleguerte gestëmmt, also hu mir en alleguerte gutt fonnt.

#### (Interruption)

Et ass keen onfehlbar. Dat ass ganz richtig.

Mir kënnen ëmmer nach nächsten Donneschdeg doriwwer diskutieren. Ech ginn lech och d'Antworten op déi Froen, déi sech stellen, wat reng juristesche Äntwerte sinn, déi Dir och misst kennen, an déi um communautaire Recht fousen, sou dass mer do souwisou näischt kënnen un deem Text änneren. Mir kéinten awer zum Beispill vläicht eng Motioun stëmmen oder en Text maachen, wou mer deem een oder aneren Aspekt spéider kënten diskutieren.

De Gesetzestext muss virum Enn vum Dezember gestëmmt sinn. Dir wësst, dass mer schonn a Verzug sinn a riskieren um europäesche Plang Sanktiounen ze kréien. Dofir proposéiere mir, Här President, an ech als President vum der zoustänneg Kommissioun, compte tenu vun dem Vote unanime vun der Kommissioun, déi de Rapport gutt geheescht huet, dass mer den Ordre du jour bäibehalen an dee Gesetzestext en Donneschdeg hei virdroen.

M. le Président.- Den Här Gira huet nach d'Wuert gefrot.

M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).- Merci, Här President. Et ass zur selwechter Problematik.

Ech hunn dat Gefill, wéi wann an deem Dossier hei eng ganz grouss Wull am Tirang wär, an ech wëllt probieren d'Appel vun de Biren ze trennen, an och vläicht eng Lösung ze proposieren, mat där hoffentlech jiddferree ka liewen. Dir musst mir awer erlaben, Här President, dass ech dofir ganz e bëssen aushuelen, well soss kréie mer déi Wull am Tirang net geléist.

Ech wëll rappeliéieren, dass 1990 zwou europäesch Direktiven iwwert d'Utilisation confinée de microorganismes génétiquement modifiés an iwwert d'Dissémination volontaire vun OGMen, eigentlech déi heite Problematik geregelt hunn.

Mir hunn eis hei am Land bis 1997 Zäit gelooss an an engem Gesetz vum 13. Januar des Direktiven emgesat. Et geet bei desen Direktiven a bei deem Gesetz, an dat ass e wichtege Aspekt, ëm d'éischt Zouloossung vun OGMen zu Lëtzebuerg. Et muss een nämlech wëssen, wat d'OGMen ubelaangt, dass d'Europäesch Unioun ee grousst Gebitt ass. Eng Firma, déi gären OGMen zouléisst, déi mécht bei iergendengem vun deene 15 Länner eng Demande, an dann ass eng gewësse Prozedur an deem Land anzehalen. Et ass dat heite Gesetz an och d'Émännerung vun deem Gesetz, wat dat virgesäit. A wann an deem Land deem OGM autoriséiert ass, dann ass en d'office an all deenen anere 14 Länner mat autoriséiert.

Dat war zënter 1990 esou. Dat ass och elo nach esou, an dat ass och wa mer d'Gesetz en Donneschdeg stëmmen nach esou. Dat heescht, et ass net esou, dass duerch d'Gesetz iergendepes géing verschlechtert ginn.

No 2001 si vun der Europäescher Unioun eng Rei Verbesserungen an déi Prozedur erakomm. Fir déi éischt Zouloossung vun OGMen muss eng Estimatioun vun de Risiken gemaach ginn. Haaptsächlech muss gekuckt ginn, wéi et mat der Resistenz op d'Antibiotiquen ass. Et muss ee ganz strikte Contrôle an e Projet de surveillance bei all Autorisatioun dobäi sinn.

Mir sinn awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg nach e Krack weidergaangen. Mir hu gesot, mir setzen déi éischt Zouloossung, wat virdrun net de Fall war, an d'Prozedur vum Kommodo, fir dass jiddferree, dee mengt e wär betrëfft, d'Chance kritt säi Wuert bäizeleeën. Zum Beispill esou Organisatiounen wéi déi, déi eis e Brëif geschriwwen hunn.

An, Här President, mir sinn nach vill méi wäit gaangen. Opgrond vun engem Amendement, dee mir als gréng Fraktioun erabuecht hunn, hu mer festgeluecht, dass bei all Autorisatioun deemnächst muss eng Assurance de responsabilité civile abuecht ginn. Dat gëtt duerch dese Projet de loi 4913 festgehalen. A wa mer d'Gesetz en Donneschdeg stëmmen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann évitéiere mir eng Verurteilung virun dem europäesche Gerichtshaff. Mir schafen e Vide juridique, well elo net ganz kloer ass wéi d'Prozeduren zu Lëtzebuerg sinn, a mir suergen esou derfir, dass Lëtzebuerg de facto net méi a Fro kennt fir eng éischt Zouloossung vun engem OGM ze maachen, well mer relativ sécher sinn, dass de Moment jiddefalls keng Assurance wäert higoen an eng Responsabilité civile maachen.

Dofir, Här President, sinn déi Gréng, déi sécherlech net am Verdacht sti pro-OGM ze sinn, fir dat Gesetz, a mir sinn och der Meenung, dass mer dat Gesetz esou séier wéi méiglech solle stëmmen.

Well d'Situatioun ass wesentlech besser wéi bis elo. Mä - an da komme mir zu deem, wou mir elo drop opmierksam gemaach ginn -, och wa mir dat Gesetz gestëmmt hunn, domat hu mir awer nach laang net all Problemer am Zesammenhang mam Gebrauch vun den OGMen geléist, virun allem net déi berühmte Fro vun der Koexistenz tëscht biologescher, klassischer Landwirtschaft, a Landwirtschaft, déi OGMen hélt. An an deem Punkt si mir als GRÉNG och fundamental mat Greenpeace an och mat de Bauerenorganisatiounen d'accord. Mir hunn an engem Communiqué, dee mir des Lescht erausginn hunn, och kloer an daitlech gesot, dass mir der Meenung sinn, dass d'Gesetz en immens gudder Fortschrëtt ass, an dass, wann all europäesch Länner géingen d'Direktiv esou emsetze wéi Lëtzebuerg se emsetzt, da wär de facto Europa praktesch eng OGM-fräi

Zon. Mir kënnen awer net d'Aarbecht vun de Griichen, de Fransousen an den Hollänner maachen. Mir kënnen just virun eiser Dier kieren, a mir hu ganz gutt gekiert.

Lo gëtt et, Här President, zwee Weeër, wéi mir am séiersten zu deem Zil kommen, fir dass mir déi Koexistenz geregelt kréien. Deen éischten ass deem, dee mir elo vun deenen Organisatiounen virgeschloen kréie fir an deem heite Gesetz ze maachen. Mir fannen dat keng gutt Lösung, aus zwou Ursachen, éischstens si mir da „partis pour la gloire“, da gëtt de Projet de loi soubal net Gesetz, wa mir elo hei mat Amendementen kommen. Dat ass ganz geféierlech, eiser Meenung no, well wann ech „Monsanto“ wär, géing ech de Moment zu Lëtzebuerg probieren en OGM autoriséiert ze kréien. An zweetens si mir hoffentlech all der Meenung, dass d'Koexistenz tëscht biologescher an anerer Landwirtschaft net an den Domän vum Gesondheitsminister gehéiert. An dat heiten ass awer e Gesetz, wat vun A bis Z ënert d'Kompetenz vum Gesondheitsminister fällt.

Dofir proposéiere mir déi zweet Méiglechkeet, Här President. Do kommen ech zu deem, wat ech géing proposieren an deem Fall. Ech proposieren, dass mir dat Gesetz sou séier wéi méiglech stëmmen, an dann hu mir eis Rou zu Lëtzebuerg mat Éischtzouloossungen, a mir maachen en aneren Texte législatif, wou mir am Detail deem ugesprachene Problem léisen. Do kënt ee wichtege Moment: Mir hunn zënter dem 22. September 2003 eng europäesch Base légale fir sou Mesuren ze huelen. Dat neit Novel-Food- a -Feed-Reglement gesäit am Artikel 43 vir, an ech erlabe mir dat ze zitieren: „Les États membres peuvent prendre les mesures nécessaires pour éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres produits.“

### 4. Dépôt d'une motion

An dofir wëllt ech, Här President, eng Motioun hannerleeën, wou mir heiroop referieren an d'Regierung opfuerderen, sou séier wéi méiglech en Texte législatif ze maachen. Ech ka mech iren, ech menge souguer, dass, well mir en europäesch Reglement hunn, wat d'Base légale ass, e Reglement grand-ducal duergeet, fir dat doten ze regelen. Da kënnen mir nach virum Summer wierklech definitiv dee Problem hei léisen, an dann hu mir wierklech gutt geschafft.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés*

- *considérant que le projet de loi 4913 modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés apporte des améliorations notables au niveau de l'évaluation des risques lors d'une première dissémination d'un organisme génétiquement modifié, notamment:*

- en introduisant une estimation des risques pour la santé humaine et l'environnement qu'il peut présenter,
- en prescrivant un projet de surveillance pour tout OGM mis sur le marché,
- en améliorant la consultation du public et
- en rendant obligatoire un contrat d'assurance de responsabilité civile pour tout utilisateur ayant soumis une demande d'autorisation;

- *considérant qu'il subsiste néanmoins des questions et problèmes non résolus en relation avec l'utilisation des OGM, notamment celle de la coexistence entre l'agriculture traditionnelle et biologique et celle utilisant des OGM;*



- considérant qu'il faut appliquer le principe de précaution;

- considérant que le règlement (CE) N° 1829/2003 du 22 septembre concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés prévoit dans son article 43 que „Les États membres peuvent prendre les mesures nécessaires pour éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres produits“;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais un texte législatif réglant la coexistence entre l'agriculture traditionnelle et biologique et celle utilisant des OGM, instaurant un système de notification, de surveillance et de contrôle pour toutes les cultures utilisant des OGM, et prévoyant des mécanismes de responsabilité civile en cas de contamination accidentelle.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

A fir lech ze weisen, Här President a léif Kollegeen, dass een dat doten awer net am Hauruckverfahre ka maachen, wéilt ech lech an engems e Gesetz oder e Projet vun engem Gesetz vu Kärnten hei hanterleeën, déi genau dat dote gemaach hunn, déi d'Koexistenz probéiert hunn ze regelen. Dëst Gesetz oder dese Projet läit de Moment och bei der europäescher Kommissioun zur Begutachtung. Do kënnen mir eis jo schlau maachen. Wann déi Kärntner duerchkomme mat hire Mesuren, da brauche mir se jo praktesch nëmme vum Däitschen op dat Franséisch ze iwwersetzen an och unzepassen u Lëtzebuerg. Dann hu mir wierklech gutt geschafft. Dofir géing ech lech dat matginn.

Ech wär frou, Här President, wann Dir dat dote Gesetz géingt zumindest de Leit aus der Ethikkommissioun kopéieren, da gesi mir dass dat doten net am Hauruckverfahre ze maachen ass, an dofir nach eng kéier: Kommt mir stëmmen d'Gesetz a stëmmen an engems déi Motioun, an dann hu mir gutt legislativ Aarbecht gemaach. Ech soen lech merci.

## 5. Ordre du jour (suite)

**M. le Président.** - Här Gira, ech hunn lech d'Wuert ginn, mä dat dote geet wäit iwwert dat eraus, wat d'Reglement am Fong geholl zouléisst, wann een d'Wuert freet zum Ordre du jour. Dat doten ass schonn eng hallef Interpellation gewiescht, also ech géif lech awer opmierksam maachen, mir hunn en neit Règlement, wat haut soll a Kraaft trieden, an do hate mir eis d'lescht Woch d'Wuert ginn, dass mir eis alleguerie strictement géifen drun halen. Dir sidd elo schonn deen éischten, dee wäit iwwert dat erausgaangen ass, wat do virgesinn ass, an ech géing lech bieden, et dobäi awer och ze belossen.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech soen, dass Dir Onrecht hutt, well den Här Gira huet den Dépôt gemaach vun enger Motioun.

**M. le Président.** - Jo, dat ass an der Rei.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Beim Dépôt vun enger Motioun huet een extra fënnf Minutten Riedezäit, wéilt ech lech just soen. Dat steet an eisem Règlement.

**M. le Président.** - Jo, mä déi Motioun gëtt ofgezunn, da gëtt se u jidderee verdeelt, an da gëtt ofgestëmmt. Da kann en dat do maachen, awer net d'Reglement sou interpretéieren, wéi dat elo hei geschitt ass. D'Wuert huet den Här Alex Bodry gefrot.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wäert mech un d'Reglement halen

an och net op de Fong vun der Afär agoen. Mir bleiwe bei eiser Meenung, dass effektiv eng Wull am Tirang ass, dass Mëssverständnisse do sinn, dass eis eng ganz Rëtsch vu seriösen Organisationsen ugeschriwwen hunn, déi gären eng Aussprooch mat der Chamber hätten, ier et zum Vote vun deem Gesetzestext kënt.

Dofir hale mir eisen Antrag oprecht, mir hätte gären eng Modifikatioun vum Ordre du jour, dass dee Projet soll dës Woch vun der Dagesuerdnung erofkommen. Mir hunn näischt dogéint, dass nach virum Enn vum Joer iwwert deen Text ofgestëmmt gëtt, mä mir sollt virdru mat den Associatiounen iwwer hir Bedenken diskutéieren, an da kënnen mir och an engems an der Kommissioun déi Motioun, déi den Här Gira grad deponéiert huet, diskutéieren. Da gëtt et vläicht eng Motioun vun der ganzer Chamber. Also mir hätte gären, dass eng Ofstëmmung iwwert d'Ofännerung vum Ordre du jour kënt.

**M. le Président.** - Dann huele mer elo fir d'éischt d'Wull aus dem Tirang eraus a gesinn da wéi et weidergeet.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Proposition vum Här Alex Bodry, fir de Projet de loi 4913, deen envisagéiert ass, fir en Donneschdeg hei debattéiert a gestëmmt ze ginn, vum Ordre du jour erfrozehalen.

### Vote

Déijéineg hei am Sall, déi d'accord sinn deem Antrag vum Alex Bodry stattzeginn, stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen.

Den Antrag vum Kollege Bodry ass verworfen mat 39 Nee- an 21 Jo-Stëmmen. Domat ass also den Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, ugeholl, an dee Projet bleift um Ordre du jour fir den nächsten Donneschdeg.

**Ont voté oui:** MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Fernand Greisen) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Serge Urbany.

**Ont voté non:** Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Théo Stendebach), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferry Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Den Här Bausch freet nach d'Wuert. Här Bausch.

## 6. Dépôt de deux motions

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ganz kuerz, ech wollt och nach eng Mo-

dification de l'ordre du jour verlaangen, an zwar hätt ech gären zwou Motiounen dës Woch nach op den Ordre du jour. An zwar déi eng, do handelt et sech ëm den Artikel 99 vun eiser Constitutioun, ob de Fonds d'aménagement du Plateau de Kirchberg dodrënner fällt oder net. Ech wéilt déi hei déposéieren. Ennerschriwwen op der Motioun hunn ech selwer, den Här Fayot, den Här Krecké, den Här Alexandre Krieps an den Här Robert Mehlen.

### Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que certains projets de construction du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg dépassent les seuils légaux prévus en application de l'article 99 de la Constitution;

- que le seul fait que le Fonds jouisse d'une personnalité juridique propre ne suffit pas, d'après la Cour des comptes, pour conclure qu'il soit exclu du champ d'application de l'article 99 de la Constitution;

- que le Fonds de Kirchberg est chargé par une disposition législative de gérer des services publics déterminés en vue de satisfaire à des besoins spéciaux de la population, et ce sous le contrôle tutélaire de l'Etat dont il est détaché par application du principe de la décentralisation par services;

- que les acquisitions du Fonds, les grands projets d'infrastructure ou de bâtiments sont à considérer comme faisant partie du domaine public;

- que l'administration de ces biens, rentrant dans un patrimoine spécial affecté à la réalisation d'une fin d'intérêt général, est partant soumise aux règles générales de gestion des biens domaniaux;

invite le Gouvernement

- à veiller à ce que le Fonds d'aménagement et d'urbanisation du plateau de Kirchberg respecte les dispositions de l'article 99 de la Constitution

(s.) François Bausch, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Alexandre Krieps, Robert Mehlen.

An dann hunn ech eng zweet Motioun, déi betrëfft d'Etablissements publics en général. Do hätt ech gären, datt e Projet de loi fixant un statut type avec des lignes directrices générales définissant plusieurs critères quant à la création, à l'organisation et aux conditions de fonctionnement des établissements publics geschafe gëtt. Och déi Motioun ass ennerschriwwen vu mir, vum Här Gira, vum Här Fayot, vum Här Krecké a vum Här Mehlen. Déi wéilt ech heimadden déposéieren an ech hätt déi nach gären dës Woch en Donneschdeg op den Ordre du jour.

### Motion 2

La Chambre des Députés, considérant

- que l'absence au Luxembourg d'une loi-cadre générale sur le fonctionnement des établissements publics fait que les différents établissements publics existants ont des structures de gestion et de fonctionnement très différentes;

- que cette situation a mené à une panoplie de structures paraétatiques peu cohérentes et difficile à contrôler;

- que l'étude des professeurs André Roux et Guy Scoffoni relative au rôle de l'Etat propose dans le chapitre concernant les établissements publics: „Une remise en ordre au sein des établissements publics apparaît donc indispensable pour établir un peu de transparence. Il conviendrait donc d'éla-

borer une sorte de statut-type des diverses catégories d'établissements publics (administratifs ou à caractère industriel et commercial). Il serait donc possible d'élaborer un certain nombre de lignes directrices sous forme d'instructions générales qui formuleraient plusieurs critères quant à la création, à l'organisation et aux conditions de fonctionnement des établissements publics.“;

- que le rapport spécial 2000 de la Cour des comptes sur les établissements publics révèle de façon évidente les faiblesses dues à l'absence de critères généraux dans la gestion journalière des établissements publics;

invite le Gouvernement

- à introduire un projet de loi fixant un statut-type avec des lignes directrices générales définissant plusieurs critères quant à la création, à l'organisation et aux conditions de fonctionnement des établissements publics.

(s.) François Bausch, Camille Gira, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Robert Mehlen.

An, Här President, ech wär frou wa mir déi zwou Motiounen do en Donneschdeg separat kënnen diskutéieren, well menger Meenung no déi eng gréisser Importenz hunn, an ech net gäre géing gesinn, wa mer déi géngen, op gutt Lëtzebuergesch gesot, ersaufen déi nächst Woch an der allgemenger Budgetsdebatt, well dat wär sécherlech net am Sënn vun enger gudder parlamentarescher Aarbecht. Well hei ass och e bësschen de Schluss vun enger Debatt, déi mir lo bal e Joer an der Budgetskontrollkommissioun hate ronderëm d'Fonds spéciaux.

**M. le Président.** - Sou, déi Motioun ginn elo ofgezunn, se gi verdeelt, an da komme se nach eng kéier op den Ordre du jour. Mir musse kucke wat fir een Dag dofir dee beschten ass, ob mir dat muer oder iwwermuer maachen.

### (Interruption)

Jo, iwwermuer, en Donneschdeg. Gutt. Domat hätte mer dee Punkt ofgeschloss. An da kéime mer zum Hauptpunkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 5200, de Statshaushalt fir 2004. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

## 7. 5200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004

### Présentation du rapport de la Commission des Finances et du Budget

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „La reprise de l'économie mondiale devrait enregistrer en 2003 la plus faible performance de toutes les reprises cycliques connues depuis la seconde guerre mondiale. Les caractéristiques principales en sont une dépendance excessive à l'égard des Etats-Unis, la persistance de capacités de production non utilisées, et des pressions déflationnistes. Le produit intérieur brut mondial devrait croître en 2003 de 2,1% (l'économie mondiale est considérée comme étant en récession si la croissance du PIB est inférieure à 2%). Néanmoins, la reprise est amorcée aux Etats-Unis, dans les pays de l'Europe de l'Est et dans les pays asiatiques.“

Dës Citatioun aus dem Rapport de gestion vum drëtten Trimester vum Grupp Arcelor iwwert dat wirtschaftlech Umfeld setzt kloer de generelle Kader vun der Weltkonjunktur, an där mir eis bewegen. D'USA erhuele sech lues a lues, an

d'Wuesstemszuelen, déi virun e puer Deeg veröffentlecht goufen, weisen Progressioun wéi scho laang net méi.

Doniewent ass awer gewosst, dass säit dem Irakkrich d'Statsschold vun den USA ganz héich ass an de Ratio Euro-Dollar huet d'symbolesch Markte vun 1,2 iwwerschratt, wat d'Exploitatiounen aus der EU eraus net méi einfach mécht an domadder eiser Economie een Dämpfer opsetzt. Dobäi ass eis Währung net esou staark, mä den Dollar ass esou schwach. De chinesisches Yuan huet och e schwache Kurs an dréit doduerch sécherlech och dozou bäi, dass d'Exporter aus China klammen, sou dass dës Land sech schnell a gutt entwéckelt am asiatesche Raum. An dat Ganzt zum Leidwesen vu Japan, dat dat Schlemmst vun enger Deflatioun iwwerstoe konnt. Japan, ee Land, dat awer nach Zäit wäert brauchen, fir sech ze consolidéieren.

Déi gescheitert Négociatiounen vun der Welthandelsorganisatioun OMC zu Cancún hunn déi wirtschaftlech Lag an der Welt och net besser a méi transparent gemaach. Zu Cancún konnte keng global Visioun a keng global Regele fir d'Weltwirtschaft opgestallt ginn. D'OMC ass paralyséiert. D'Fronten härte sech tëschent Nord a Süd, tëschent Aarm a Räich. Et kënt e Bild op, wéi wann nëmme kommerziell Interessen am Welthandel spille géifen an d'Géigner vun der Mondialisatioun zéien an d'Feld. Kuerz gesot, d'Welteconomie huet de Schnapp, an den Terroristevirus huet net wéineg Schold drun.

Déi aktuell international Konjunktur charakteriséiert sech och doduerch, dass d'Weltmäert eng grouss generell Unsécherheet ausstrahlen. D'Bourssen hu sech zwar generell stabiliséiert, mä d'Wuesstemsprognose ginn an de leschte Méint nach ëmmer no ennen ugepasst an de schwachen Dollar bréngt besonnesch Opschwung do, wou de grénge Billjee Referenzwährung ass - am EU-Raum ass dat net de Fall. Sollt et - sou wéi et déi kierzlech veröffentlecht Wirtschaftszuelen et undeiten - een nohaltegen Opschwung an den USA ginn, da kréie mer dësen iergend eng kéier och ze spieren. Mä mat méi Décalage an der Zäit, wéi dat bis elo ëmmer war, wéilt Däitschland, de klassesche Relais vun esou enger Opschwungverméittlung an Europa, an där déifster Kris zënter den drësseger Jore stécht.

Europa gëtt e Bild of mat wéineg Wuesstem. Frankräich, Däitschland an Italien maachen eleng dräi Véierel vum PIB an Europa aus an dobäi ass gewosst, dass eis Nopeschlänner Däitschland a Frankräich a Rezessioun sinn. Däitschland kritt null Wuesstem fir 2004 virausgesot an a Frankräich geet et kaum besser. Dobäi gëtt et immens Budgetsdefiziter an dese Länner an elo ass et gewosst: Frankräich an Däitschland respekéieren d'Maastrichtkriterien net, se bréngen et net fäerdeg, an dës ass ouni Zweifel en neie Moment, well grad gemeinsam Stabilitéitskriterien dozou sollten dëngen, dass an alle Länner vun der EU déiselwecht Budgetspolitik sollt gellen, fir eng concertéiert Finanzpolitik an der EU ze garantéieren.

D'Situatioun an der EU ass komplex, well et EU-Länner gëtt, wéi Irland a Griichenland, déi nach wirtschaftlech progresséieren, an doniewent wäert ab 2004 den Dynamismus vun deenen neien EU-Bäitrittslänner sécherlech munch frësche Wand an eis verstëbste Wirtschaft blosen. Dësen Emstand wäert och zu enger besserer Integratioun vun dese State féieren a si kënnen eng dreiwend Kraaft an der europäescher Economie ginn.

Gewosst ass, dass Lëtzebuerg am „Kielwasser“ vun de groussen Economie vu Frankräich an Däitschland läit. Eis Nopere sinn eis éischt



Handelspartner, hiren Zoustand konditionéiert en engem gewësse- nen Emstand eis wirtschaftlech Entwécklung.

Wa mer jee eng Kéier eng Insel an Europa waren, haut si mer dat net méi. Eis Souverainetéitsrechter goufen an de leschte Joren anescht konfiguréiert an an der Lëtzebuurger Wirtschaft bléist dees- selwechte Mondialisatiounswand wéi an deenen aneren EU-Staten.

Mir verzechnen zënter 2001 e vill méi lues wirtschaftleche Wues- stem an eis kuerzfristeg Perspekti- ven hänke ganz staark vun deene vun eisen Noperen of. Mir hu glécklecherweis awer haut déisel- wecht Währung an zwielef vun den EU-Memberstaaten, wat e wichtige Stabilitéitsfaktor ass, well hätte mer zum Beispill beim Krich an Afghan- istan national Währunge gehat, dann hätten d'Spekulatioun an d'Währungsturbulenzen eng con- certéiert Rellance an der EU nach méi a Fro gestallt.

Tëschent Wirtschaft a Politik spillt den Euro eng wichteg Roll. D'Infla- tioun am EU-Raum läit ëm 2% a schéngt am Gréff. Den EU-Cours mécht zwar mëttel- bis laangfristeg stabel wirtschaftlech Planungen a Virraussoen net einfach, well virun zwee Joer zum Beispill gouf hei an der Chamber, am Kader vun de Budgetdiskussiounen, iwwer Pre- visioenen diskutéiert, iwwer ee mëttleren Eurokurs von 0,85 par rapport zum Dollar; dat war am Joer 2002. Haut leie mer bei 1,2 Dollar fir en Euro, eng Steigerung vu méi wéi 41%. Et schéngt, wéi wa mir nach wäit ewech wäire vun en- ger laangfristeger Paritéit tëschent Euro an Dollar.

Wéi ass et mat der Lëtzebuurger Wirtschaft? Eis national Ekonomie ass nëmme lues gewuess am Joer 2003. De Wuesstem hei am Land louch tëschent 1995 an 2000 an der Joresmoyenne beim gläiche Präis, nach bei 7,2%. Hélt een de Wuesstem elo vun 1985 bis 2001, da kréie mer eng Moyenne vu 5,6%. Hélt een d'Joer 2000, do w- ore souguer quasi 9% Wuesstem ze verzechnen, no 7,5% am Joer vir- drun. A kuckt een de Wuesstem vun 2001 un, da leie mer nëmme méi bei 1,2%. 2002 an 2003 si- tuéiere mir eis an deene selwechte Paragen an an de leschte Joren, säit 2001, schreie mer also vill méi kleng Wuesstemszuelen.

Dat lëtzebuergesch statistesch Amt, de Statec, huet a senger Note 2/2003 vum Juni d'Joer nach 2,8% Wuesstem fir 2004 tabléiert, mä a senger drëtter Note, e puer Méint méi spéit, waren dat nëmme méi 2%, déi fir 2004 virausgesot goufen. D'Europäesch Kommissi- on geht vun 1,9% aus. D'Wues- temprognosé sinn an der lescht meeschtens ëmmer no ënnen uge- passt ginn. Iwwerdriwwene Pessi- mismus awer ass net ubrecht, mir sinn net an der Rezessioun, dofir erfëlle mer nach déi objektiv Krite- rien net, dofir misst een an zwee Trimesteren noeneen negativ Wuesstemszuele verzechnen. An dat ass bei eis net de Fall, et war en net an et gëtt en och net, wéi et och elo ausgesäit. Mir hunn eng gesond national Wirtschaft, wat jo och verschidde Beruffskummeren ënnerstrach hunn. Trotzdeem ass Virsiicht gebueden, well net nëm- men a leschter Zäit goufen et falsch Previsiounen.

Ech wëll elo kuerz op déi wirt- schaftlech Aktivitéit vun deenen eenzelne Secteuren agoen. An der Industrie, déi nach just 10% vun eis- sem PIB ausmécht, a besonnesch an der Stolindustrie, wou mir hei zu Lëtzebuerg de Groupe Arcelor hunn, ass Folgendes ze soen: A Westeuropa ass d'Produktioun vum Bruttostol an den éischten néng Méint vun dësem Joer ëm 1,4% geklommen; an der EU huet se stagnéiert, de consolidéierte Chiffre d'affaires vum Grupp Arce- lor ass och ëm 1,9% zréckgegan- gen. Och d'Nettoschold vum Grupp ass zréckgegangen, de Ratio Nettoschold-Eegeméttel ass vun

0,75 op 0,65 erofgegangen. Doraus ass ze schlëssen, dass et eiser traditioneller Schwéierindustrie den Emstänn entspreichend net sou schlecht geet, besonnesch och wann d'Perspektiven déi sinn, dass d'Weltwirtschaft 2004 ëm 3,2% progresséiere wäert an déi industriell Produktioun ëm 4,3% klamme wäert, wou se d'Joer nëmme bei 2,0% louch.

An der Constructioun leie mer nach relativ héich an der Aktivitéit, och wann d'Carnten net méi esou voll si wéi nach viru Joren. Am Héich- bau geet et nach besser wéi am Génie civil. Louch d'Joresmoyenne bei Ausschreiwungen am Génie ci- vil an de leschte Joren nach bei 239 Milliounen, sou ass se am Joer 2003 op 174 Milliounen zréckgegan- gen: dat maachen trotzdeem 27% manner aus. Bei Aarbechte fir Ge- menge geet den Optragsvolumen vun 80 op 60 Milliounen erof, bei den Autobunne vun 30 op 12 Mil- liounen. Hei zu Lëtzebuerg sinn on- geféier 3.000 Aarbechter am Génie civil beschäftegt. Déi 27% manner Opträg géifen also plus ou moins 800 Aarbechter ausmaachen, déi am Fong deemnächst keng Aar- becht méi hätten.

Dobai ass och nach gewosst, dass net all öffentlech Investgelder a Lëtzebuurger Betriber fléissen. Bei groussen Aarbechten, wéi zum Beispill am Bau vun der Nord- strooss, gi bei Ausschreiwunge Gelder an d'Ausland, well d'Aar- bechten ee spezifesch Know- how viraussetzen, deen et net hei zu Lëtzebuerg gëtt - zum Beispill am Tunnelbau. Géifen d'Aarbech- ten opgedeelt ginn - zum Beispill beim Bau vun Tunnelen - da kéin- ten d'Preparativé separat ausge- schriwwen ginn a Lëtzebuurger En- treprisé kéinte matbieden an esou hätten zum Beispill bei enger Aus- schreiwung, am Kader vun der Nordstrooss, 40 Milliounen vun 148 Milliounen am Ganzen u Lëtze- buurger Betriber fléisse kënnen.

D'Chifferen am Secteur Transport a Kommunikatioun stagnéieren, am Horeca-Beräich geet et zréck. D'Zuelen aus dem éischte Semes- ter 2003 weisen e Minus vu 7% fir Hôtellen, 8% fir Restauranten an 10% fir Caféen.

De Secteur Commerce, deen hält sech. An d'Servicer, dat heescht den Immobilier, d'Locatioun, d'In- formatik, Recherche et Développe- ment a Servicer fir Betriber, déi progresséieren ëm 8% am éischte Semester. D'Assurancé gi souguer ëm 8,42% an den éischten néng Méint vun dësem Joer an d'Luucht.

Eis Finanzplaz bleift jo laut Price- Waterhouse-Barometer attraktiv bis ganz attraktiv fir 87% vun de Gefro- ten a se behält d'Vertraue bei 73% vun de Leit, obschonn déi euro- päesch Spuerdirektiv an d'Am- nestien, zum Beispill an der Belsch an an Italien, Spuren hannerlooss hunn.

Wéi séier et an déi eng oder aner Richtung goe kann, beweist zum Beispill d'Entwécklung vun der Taxe d'abonnement, wou mer virun e puer Joer phenomenal Plus-valué geschriwwen hunn a wou mer jo elo iwwer en Amendement vun eis- er Regierung sou wäit ginn, dass mer dës Taxe fir institutionell Fonge souguer ofschafen. D'Abonne- mentstax huet an dësem Land scho villes finanzéiert, mä mir kë- nen hir Recette kaum steigern, well déi am wesentleche vu Bour- secoursen ofhänkt, iwwert déi déi Lëtzebuurger Politik net bestëmmt.

E puer Iwwerleeungen zum Chô- mage.

Op de 27. November 2003 ass hei zu Lëtzebuerg eng symbolesch Grenz iwwerschräit ginn. 8.204 Chômeuren, dat heescht ee Chô- mage vu 4% vun deene Leit déi kéinten a wëllte schaffen.

Op déi éischt néng Méint vun dë- sem Joer ass de Chômage ëm 27% geklomm, an hält een déi In- demniséiert, da maachen dat esouguer 45%.

Et goufen och manner Aarbechts- plaze geschaaft. Waren et der nach 8.000 am Joer 2002, esou sinn et der nach just 6.347 vu Sep- tember 2002 bis September 2003. Et fällt och op, datt d'Ausschreif- dauer an d'Luucht geet. Wat ass elo dozou ze soen?

D'Recetté ginn och an d'Luucht, mä manner schnell, esou dass d'Progressioun vun 11,9% am Joer 2001 op 4,1% am Joer 2002 gefall ass. D'Colisatiounen waren 2001 ëm 12% geklomm, am Joer 2002 awer nëmme ëm 3,3%. Et gëtt Grënn firwat d'Recetten ofhuelen.

Neen, total falsch.

■ **Une voix.** - Jo, komplett falsch.

■ **M. le Président.** - Et schéngt eng aner Ried ze sinn!

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Ech hunn et op eemol gemierkt. Dat ass awer pe- nibel. Oh la la!

**(Interruptions)**

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass d'Zensur!

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Entschëllegt, et war déi falsch Sait.

Wat ass dozou ze soen?

Üblecherweis ginn als internatio- nale Referenzwäert ongeféier 2% Wirtschaftswuesstem duer, fir datt dës Wuesstem sech kann op de Chômage positiv auswierken. Vun do un entstinn am europäeschen Ausland genuch nei Aarbechtspla- ze fir de Chômage ze drécken. Hei zu Lëtzebuerg ass dat awer net esou. Mir brauche fir Lëtzebuerg, laut Berechnunge vum Statec, e Wuesstem vu 5%, fir datt de Chô- mage kann ofhuelen.

Tatsaach ass, mir hunn nëmme e kleng wirtschaftleche Raum, dee wäit no baussen op ass. An dat gëllt natierlech och fir eisen Aar- bechtsmaart, op deem mëttlerweil 40% vun de schaffende Leit Fron- taliere sinn, déi, dat ass eben esou, manner kriddelech an dacks méi motivéiert si fir eng Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Gi bei eis déi öffentlech Dépensen an d'Luucht fir d'Consumatioun unzereegen, wat eis Regierung bis dato ëmmer gemaach huet, kréie mer eng Steigerung vun den Im- portatiounen, wat sech negativ op de Wuesstem vum PIB auswierkt. Déi vun der Regierung bedriwwen antizyklesch budgetär Politik gräift also hei zu Lëtzebuerg net esou gutt wéi an engem méi zouene System.

Tatsaach ass och, datt dat nächst Joer e Wuesstem vu knapps 2% er- waart gëtt. Mir kréien domadder wuel de Chômage a senger Entwécklung gebremst, mä fir den Taux erofzeféieren, geet et wirt- schaftlech einfach net duer. Hei kommen also an deenen nächste Jore méi Ausgaben op eis zou, an dofir féiere mer d'Sozialofgab um Bensin an d'Luucht.

Wat sinn eleng d'Typicitéite vun eis- em Chômage?

Mir hunn zu Lëtzebuerg e strikt Aarbechtsrecht, esou datt de Prin- zip „last in, first out“ eng grouss Uwendung féinnt. D'Konsequenz ass, datt elo meeschtens d'Grenz- gänger fir d'éischt entlooss ginn, well déi fir d'lescht agestallt gou- fen. Gewosst ass awer och, datt haut 75% vun den neien Aar- bechtsplaze vu Grenzgänger besat sinn. Gewosst ass, datt de Ban- kesecteur, also d'Kreditinstituter op den 30. September 2003 nach 22.594 Leit beschäftegt hunn. D'ës- t bedeit e Réckgang vun 264 Leit op dräi Méint, vu Juni bis September, an esouguer e Réckgang op ee Joer, vu September op September, vun 997 Leit. Dës Réckgang am

Bankesecteur hält sech a Grenzen, well vill Imaginatioun am Banke- secteur un den Dag geluecht gouf.

Préretreite, Flexibilitéit an Aféiere vun Deelzäitarbecht hunn hei Schlëmmeres verhënnert. E Réck- gang ëm 4% op ee Joer an dësem Secteur ass jo eng bedeitend bes- ser Performance wéi Réckgang vun 10% zu New York oder och an der Schwäiz. De Bankesecteur mécht ëmmerhin nach 9,3% vum totale Beschäftigungsmaart aus. Sain Undeel um Emploi wäert och an Zukunft héich bleiwen, well den Ofbau an dës Betriber net weider unhält.

Eng aner Charakteristik vun eisem Chômage ass déi, datt d'Zuel vun de Chômeuren mat Bac+ an d'Luucht geet. D'ës ass sécherlech op de Réckgang vum Bankesec- teur zréckzeféieren, well dës Maart an de leschte Jore ville Leit mat akademescher Ausbildung Aarbecht ginn huet. D'ës si Plazen, déi haut net méi an där fréierer Zuel geschaaft ginn.

En anere Grond ass awer och deen, datt Grenzgänger mat gläi- cher Qualifikatioun zu engem man- ner héije Lohn eng Aarbechtsplaz unhuelen, an dat zum Leidwiese vun de Résidenten. Esou kommen dës vu baussen op eise Maart eran an déi Leit, déi ageschriwwen sinn, bleiwen emol op der Streck. Déi lescht Tendenzen an der Aar- bechtsplazbesetzung si jo déi, datt 75% vun den nei geschaafte Pla- zen u Grenzgänger ginn.

Wa mer vum Formatiounsniveau schwätzen, da stelle mer fest, datt den Undeel vun de Chômeuren ou- ni Ausbildung vun 53,2% am Au- gust 2000 op 45,4% zréckgegangen ass. Altersstrukturmeisseg ass d'Zuel vun de Chômeuren ënner 30 Joer vun 30,2 am August vum Joer 2000 op 33,3% an d'Luucht gaan- gen. Eng weider Charakteristik ass och, datt d'Zuel vun de Chômeuren iwwer 50 an d'Luucht gaangen ass. Hei stellt sech d'Fro: Ass et net esou, datt trotz strengem Aar- bechtsrecht trotzdeem Leit mat méi Anciennetéit entlooss ginn, well se méi deier sinn? Sinn et net och Leit, déi vun der Regel vun „golden handshake“ profitéiert hunn, déi mer an engem spéideren Zäitpunkt an de Statistiken erëmfinden? Kloer ass, d'Leit aus dëser Alters- kategorie si méi schwéier ze réinte- géieren.

Eis Regierung huet Dispositiounen geholl fir Ennerstützungen a kom- pensatoresch Moosname fir d'Be- triber. Leider gräife se awer nach net mat där gewünschter Wier- kung. Dat läit och dorun, datt se bei de Betriber nach ze weineg be- kannst sinn. Hei könnte mer eis um finnesche Modell inspiréieren. D'Finnlänner hunn déiselwecht Problematik an dëser Altersklass kann. Si hu Léisunge fonnt, wou ënner anerem Formatioun a Recy- clage eng wichteg Roll spillen. Léi- sungen, déi ganz ähnlech ugesid- delt sinn iwwregens, wéi dat bei ons och ugeduecht ass. Mä fir datt d'Moosnamen integral gräifen, brauche se eng gewësse Lafzäit. Dat ass net nëmme zu Lëtze- buerg esou.

Parallell heizou stellt een och fest - laut Statistike vun der UCM -, datt bei den Arbeitnehmer iwwer 45 Joer déi Zäit, déi se vun de Kran- kekeeseleeschtunge profitéieren, bedeitend an d'Luucht geet. Ass et well dës Leit vläicht keng Visioun méi hunn an der heiteger Aar- bechtswelt, sech net méi mat der rasanter Entwécklung vun der Wirt- schaft kënnen identifizéieren a sech doduerch krank spieren? Schaffen dës Leit op eng Invalide- rent hin, op een Ausscheiden aus dem Aarbechtsprozess? D'Zuele schéngen dat ze beleen. Esou eng Situatioun ass net gesond. Si belaaucht eis Krankekeesen am Speziellen an eis Sécurité sociale am grouse Ganzen.

Kuckt een d'Statistike vun der Be- schäftigung hei zu Lëtzebuerg, stellt een zousätzlech Folgendes am Joresavis vum CES fir 2003

fest, Avis, dee sech mat de grouse- sen europäesche Wirtschaftsorien- téirunge vun Mee d'ës Joer be- schäftegt. Do kann een noliesen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Zuel vun deenen, déi tëscht 55 an 64 Joer al sinn an an engem Aarbechtspro- zess sinn, bei nëmme 24,4% läit, woubäi den EU-Duerchschnëtt bei 38,85% läit, dat heescht 59% méi héich. An dobäi ass den Objectif vu Lissabon 50%. Dat heescht all Zweeten, ob Mann oder Fra, soll am Aarbechtsprozess sinn. Hei brauche mer eng Verduebelung vun den heitegen Zuelen, wa mer wëllen an de grouse wirtschaftle- chen Orientierungslinne vun der EU bleiwen.

Ventiléiert een déi Beschäftegt tës- chent 55 a 64 nom Sexe, da sinn dat bei de Männer 35,4% géint 48,8% an der EU, a bei de Frae sinn et 14,5% géint 29,1% an der EU. Dat heescht och, all drëtte Mann hei zu Lëtzebuerg an all zweete Mann an der EU iwwer 55 Joer sinn am Aarbechtsmaart en- gagéiert. Bei de Fraen iwwer 55 Joer, do ass all siwent Fra hei zu Lëtzebuerg an all drëtt Fra an der EU an der Aarbechtswelt aktiv.

D'ës sinn Zuelen aus dem Joer 2001 aus enger EU vu 15, mä si weisen eis wou et higeet. Am eu- ropäeschen Osten ass traditionell d'Beschäftigung vun de Fraen nach vill méi héich wéi an eise Géi- genden, wat sech dann och op d'Gesamtstatistiken auswierkt.

Wann een elo de Projet de budget fir 2000 als solche kuckt, stellt ee fest: De Geescht, mat deem d'ës Budget opgestallt gouf, ass am Aklang mat dëser komplexer Situa- tioun. E läit an der Continuitéit vun de viregte Budgeten, mä ech géif en als en Traditiounsbudget, e Budget an eng nei Ära qualifizéieren.

Continuitéit, well en eng realistesch Appréciatioun vun de probale Rec- tetté mécht, sech duerch eng rich- teg Aschätzung vun der globaler fi- nanzieller Situatioun vum Stat cha- rakteriséiert, an och der Verschël- dungscapacitéit Rechnung dréit.

Transitiounsbudget an eng nei Ära, well mer an eng wirtschaftlech Nor- malitéit erarutschen, wat zu enger Limitatioun vun eise finanzielle Mé- tele féiert.

D'ës Budget zeechent sech duerch zwou traditionell Lëtzebu- erger budgettypesch Achsen aus: héijen öffentlechen Invest a Conti- nuitéit an der Sozialpolitik. Dat ass richtig, well doduerch bleift d'Kaf- kraaft erhalen, an och d'Attraktivitéit vun eisem Lëtzebuurger Site fir nei wirtschaftlech Aktivitéiten ass garantéiert. Duerch eis Lëtzebu- erger Fiskallandschaft, an duerch déi klassesch Sozialtransferte behalen d'Betriber iwwer niddreg Loun- käschte Compétitivitéit a soziale Fridden.

Mä kuckt een d'Recetten an d'Dép- ensé vum Budget 2004, dann dränge sech Iwwerleeungen op, datt d'ës Budget an eng nei Ära féiert.

Déi courant Recetté gi fir d'éischt säit dem Zweete Weltkrich zréck, an zwar ëm 1%, vu 6,305 Milliarden am Budget voté 2003 op 6,242 Mil- liarden am amendéierte Projet vun 2004.

Déi total Recetté ginn ëm 0,64% an d'Luucht, well d'Recettes en capi- tal vun 149,8 Milliounen, eng Erhéi- jung vun 33,7% par rapport zum Budget 2003, zu Buch stinn. Si wa- re säit 1984 net méi esou héich.

Dës Kapitalrecetté stamen aus dem Verkauf vu Participatiounen un d'SNCI, grad wéi vum Verkauf vum Adenauer-Building, wat eemoleg Phenomener sinn, déi sech net widerhuelen.

Datt manner Recetten do sinn, ass duerch d'Konjunktur bedéngt, mä d'Steierreform mat de fiskalesche Moosname fir Betriber, déi mat 324,7 Millioune fir den Exercice 2001/2002 zu Buch schloen, dem Gehältersteuerbarème fir 173,5 Mil- lioune fir 2001/2002 a mat där neier



Spuerméiglechkeet bei privaten Zousazpensiounen, déi Steierausfall vun 185,9 Milliounen an dese Jore bréngt, huet natierlech och hiren Undeel dodrun, dass et manner Recetté sinn.

Am Gesamten huet d'Steierreform de Leit an de Betriber am Land jo d'Klenggeheet vu 684 Milliounen an de Joren 2001/2002 bruecht. Dës Moossnamen hunn trotzdem méi Kafkraaft bruecht, wéi ouni si wär de Wuesstem vum PIB ënner 1% bliwwen. Alles an allem war dës Steierreform also genau déi richteg: Si huet zum richtigen Zeitpunkt de richtigen Effekt gewisen, dat sollt een dann zwee Joer no hirem A-Kraaft-Trieden och emol eng kéier korrekt op där richteger Plaz seen an aktéieren.

D'Gesamtrecetté maache 6,392 Milliarden aus par rapport zu de Gesamtdépensé vu 6,476 Milliarden, wat jo en Defizit vu 84,2 Milliounen ergëtt, en Defizit, deen iwwer d'Reserve budgétaire finanziert gëtt.

Nei ass och, dass de Budget fir 2004 mat engem Defizit ofschléisst. D'Akommesteier geet weider an d'Luucht, d'Kollektivitätssteuer geet erof, an der amendierter Versioun souguer ëm 1,1 Milliard. Dat ass e massive Réckgang vun deser Steier, dee virun allem op de Finanzsecteur zréckzeféieren ass, well dese mécht bal 3/4 vun dese Steieren aus.

D'Kollektivitätssteuer ass natierlech staark konjunkturofhängig, an d'Avancé gi pro Trimester bezuelt. Hei si bei Konjunkturschwächt natierlech Dispensé méiglech, a weider Moins-valué kommen natierlech och well den Taux vun 30 op 22% erfogusat gouf. Dat ware jo am Joer 2002 324,7 Milliounen, an esou Moins-valué verdeele sech och op e puer Exercicen.

D'TVA geet weider an d'Luucht, netto waren et 1,2 Milliarden 2003, dést Joer maachen et 1,37 Milliarden aus. D'Steierreform huet hei munches dynamiséiert, en plus maachen AOL, Amazon a Microsoft hei nei Horizonten op. Eise Saz bei der TVA ass ee vun deene wichtigste verbleiwende Standuertvirdeeler fir eist Land. Dat muss och esou bleiwen. Mir hunn allerdéngs e Problem mat der TVA, déi nach ze encaisséieren ass an déi nach ausbezuelen ass. Et bleiwen nach 622 Milliounen un TVA ausbezuelen, mä hei gëtt et Erklärungen.

Säit 1992 ass d'Zuel vun de Steierpflichtegen ëm 55% an d'Luucht gaangen, déi kommerziell Transaktionen ëm 130%, dobäi si keng Kontrolle méi op de Grenzen, mä d'Zuel vun de Fonctionnairen ass och net an d'Luucht gaangen. E Jugement vum Zivilgeriicht verlaangt Äntwerten an engem Délai vun dräi Méint, wat de Moment materiell onméiglech ass. Zueleméisseg goufe vu Juli bis September 11.000 Deklaratiounen ofgefärdet, fir emol e Bild vun deser Aufgabestellung ze ginn, an doriwwer eraus bleiwen déi entsprechend Operatiounen fir bal 400 weider Milliounen Euro nach ze maachen. Eng ongesond Situatioun, well doduerch d'Betriber an Trésorerie-schwiergekeete komme kënnen an a Faillite gesat kënnen ginn.

De Steierverloscht duerch Faillité mécht ongeféier 5% vun der Netto-recette vun der TVA aus, fir d'Exercicé vun 1997 bis 2002 mécht dat 287 Milliounen aus. D'Taxe d'abonnement geet regelméisseg zréck a läit nach bei 430 Milliounen fir 2003 a geet op 400 Milliounen erof fir 2004. Och d'Droits d'enregistrement si réckleefeg. Iwwerhaapt ginn déi direkt Steieren zréck an déi indirekt ginn an d'Luucht. Si si praktesch 50/50. Schliesslech bleiwen an de Recetten nach eng kéier déi 7 Cent pro Liter ervirzestrichen, déi an de Fonds pour l'emploi fléissen.

Ech kommen elo zu de Réserves budgétaires. Déiselwecht sinn nach héich, och wa se réckleefeg

sinn. Si louche laut järeliche Konte bis 1997 ëmmer ënner 200 Milliounen, waren 1993 souguer nëmme bei 66,4 Milliounen a si vun 1999 bis 2003 stänneg iwwer 500 Milliounen bliwwen. Si pendele sech fir 2004 bei 480 Milliounen an, esou dass hei nach Spillraum bleift fir déi nächst Exercicen, doduerch kann eng antizyklesch Politik bedriwwen ginn.

Diskussioun gouf et och an der Kommissioun iwwer d'Steierprovisiounen an d'Solden, déi nach ausstinn. Et muss ee feststellen, dass bei de Finanzinstitute säit 2000 bis 2002 d'Provisiounen kontinuierlech zréckgaange sinn, fir 2003 kann ee jo nach keen Ofschloss ginn, well dést Joer nach net eriwwe ass. Dést féiert natierlech dozou, dass enges Dags d'Steierreserven am Bankesecteur opgebraucht sinn. Fir de Budget 2004 gëtt mat 400 Milliounen aus dese Reserve gerechent. Fir 2005 an doriwwer eraus gëtt d'Saach méi enk, well jo do d'Kollektivitätssteuer mat zwee bis dräi Joer Décalage agedriwwen gëtt, an do fanne mer dann déi moer Jore gekoppelt mat enger manner héijer Réserve budgétaire. Dést muss ee sech haut och scho bewosst sinn.

Lo zur Evolutioun vun der Schold. Am Joer 1999 hate mer eng laangfristeg Schold vu 698 Milliounen Euro, wat 3,8% vum PIB ausmaachen. D'Provisioun op des Schold haut ass 380 Milliounen, esou dass d'Nettoschold 317 Milliounen Euro ass, dat heescht 1,7% vum PIB. Am Joer 2004 geet des Schold op 512 Milliounen Euro erop, dat maachen 2,1% vum PIB aus. An anere Länner ass de Budgetdefizit konstant méi héich wéi bei eis déi gesamt Statsschold. Dat muss ee sech och emol virstellen!

Da ginn iwwer 50 Milliounen an de Schinnefong a 70 Milliounen an de Stroossefong verséiert. Tatsaach ass awer, dass am Exercice 2004 d'Bruttoschold duerch bestänneg Réckzuelungen iwwer de Fong fir d'Statsschold ëm 185 Milliounen wäert zréckgaange sinn, an dat par rapport zum Joer 1999. Dést mécht e Réckgang vu stolze 36%. Am Joer 2005 wäert d'Schold bei 2,1% sinn, an am Joer 2006 bei 1,8%. An dese Prozentsatz sinn déi järelech Emprunté vu 70 Milliounen fir de Stroossefong an 80 Milliounen fir de Schinnefong enthalen. Et gëtt weiderhi méi vun der bestoender Schold zréckbezuelt wéi weider opgeholl gëtt.

Déi héchste Bruttostatsschold säit 1990 hate mir am Joer 1998 mat 706 Milliounen a 4,2% vum PIB. Déi héchsten Nettoschold no Provisioun hate mer am Joer 1996 mat 439 Milliounen respektiv 3,1% vum PIB. Dës Quot war also nach ni besonnesch impressionant, scho guer net am Kontext vun de Maastricht-Kriterien an dem Stabilitéitspakt, déi 60% Statsschold zouloosen.

Stéchwuert Stabilitéitsprogramm: Do läit jo d'Lat fir d'Budgetdefizit bei 3%. Kuckt een den Defizit vum Budget als solchen, da si mer mat 84,2 Milliounen Euro wäert ewech vun 3% vum PIB.

D'Banque Centrale huet jo déi sou genannte SEC95-Norm an d'Gespréich bruecht, well déi ausschlaggebend wär fir déi reell Neiveranscholdung vum Statsbudget ze definéieren. Rechent een esou bei de Budgetsdefizit vun 2004, dat si jo 84,2 Milliounen, nach all Dépenses a Recetté vum Stat, de Gemengen an der Sécurité sociale, d'Fongen inklusiv, eran, da kréie mer zu Lëtzebuerg fir 2004 e Resultat vun 1,8% par rapport zum PIB. Natierlech rechne mer d'Ausgabe vun den Investitionsfongen net do eran: Dat ass jo alles Geld wat dem Stat gehéiert, wat gespuert gëtt, an net Geld wat ee léint. Fir 2005 ginn et viraussichtlech 2,3% Defizit, a fir 2006 wäert desen Defizit bei 1,5% leien.

Och hei bleift also Spillraum zum Stabilitéitspakt, Spillraum, deen awer ze relativéieren ass, well

d'Evolutioun vun eiser Sécurité sociale am Allgemengen an déi vun de Krankekeesen am Speziellen net einfach virauszesoen ass an déiselwecht hei mat eragerechent gëtt. Ausserdeem wëlle mer jo an enger Logik bleiwen, déi wëllt, dass esou e Budget am Prinzip eppes Équilibréiert ass.

Tatsaach ass schliesslech, dass säit 1997/1998 - deemools huet de Stat e Prêt vun der CFL iwwerholle - keen Emprunt méi gemaach ginn ass. Des Weideren ass et jo och esou, laut „pluriannuel“, dass an den nächste Jore systematesch Emprunt geplangt sinn, fir laangfristeg Investitiounen am Beräich vun der Strooss a vun der Bunn virzehuelen. Dat systematesch Zréckgräifen op en Emprunt ass en neit Element par rapport zur Budgetpolitik vun den 90er Joren, eng nei Logik, well et jo de Moment ouni net geet. Dësen Émstand tranchéiert natierlech géigeniwwer eise Méiglechkeeten an de Joren 1997 bis 2002.

An der vun der Regierung amendierter Form vum Budget ass och nei, dass Plus-valuen an de Recetten aus deene vergaangene Joren et elo méiglech maachen, den Defizit vum Budget als solchen integral iwwer d'Reserve budgétaire ze finanzéieren, wat am initiale Projet nach sollt iwwer en Deel vum Emprunt geschéien. Dës Démarche féint sécherlech groussen Uklang, well a villen Avisé vun de Berufschamberen ass bemängelt ginn, dass de Budgetdefizit iwwer en Emprunt équilibréiert géif ginn.

Op där anerer Säit ass et logesch, dass geléint gëtt fir laangfristeg Investitiounen ze finanzéieren. En Emprunt, dee jo iwwer Joren zréckbezuelt gëtt, soll och an Investe getäteg ginn, déi iwwer Jore Plusvaluen an eisen Infrastrukture bréngen, an dat ass jo kloer de Fall an der Erneuerung an am Ausbau vum Stroossen- a Schinnennetz. Et ass also net onbedéngt noutwendeg, dass just ee se elo aus der Täscher bezillt.

Och d'Gemengefinanzsinn zwar stabil, mä trotzdem zerbrécklech. D'Evolutioun vun de Gemengefinanzen ass natierlech parallel zu deene vum Stat. De Fonds communal de dotation financière an den Impôt commercial communal sinn déi Haaptkommessquelle vun eise Gemengen. Si maachen nobäi 80% vun den Einnahmen aus. Um Beispill ICC, der Gewerbesteier, kann een de Parallelismus zu de Statsfinanzen novollzéien. Dést ass jo eng Gemengesteier, mä si gëtt vum Stat agedriwwen an un d'Gemenge verdeelt. Si ass jo konjunkturrell bedéngt, a si ass och réckleefeg, grad esou wéi d'Kierperschaftssteuer, déi och iwwer d'Betriber agezu gëtt. Si gouf och an den Amendement vum Budget 2004 vu 440 Milliounen op 430 Milliounen zréckgesat, dobäi stoungen nach 495 Milliounen am Budget 2003. Hei kommen also manner Einnahmen, déi deelweis duerch de Fonds communal kompenséiert ginn.

Dese gëtt gréisstendeels iwwer d'TVA - do fléisse fir 2004 eleng 152 Milliounen an dese Fong -, Akkommesteier an Taxen op den Autoe gespeist. Well d'Akommesteier an d'TVA positiv Tendenze weisen, geet dese Fong an d'Luucht a kompenséiert deelweis d'Moins-valué vun der Gewerbesteier. D'Gemenge kréien awer Enkpäss, well hir Einnahmen net méi klammen, d'Gehälterchangen awer net nëmme duerch den Index an d'Luucht ginn.

D'Gemengen hunn och d'Méiglechkeet, dést ass e Stéck Gemeinengenautonomie, den Hebesaz vun der ICC, also vun der Gewerbesteier, an d'Luucht ze setzen. Dést ass awer u sech, wann et just an

eenzelne Gemenge geschitt, en net solidareschen an e wirtschaftlech perverse Mechanismus. Net solidaresch, well duerch eng Erhéijung besonnesch déi Gemengen, déi et maachen, sech op Käschte vun deenen anere méi Recetté verschafen. Wirtschaftlech pervers well et am Géigesaz zu der nationaler Steier- a Budgetpolitik steet, déi versicht d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerg Standuert iwwer méiglechst déif Niewekäschten op Betriber ze garantéieren. Hei entsteet e Friktionpunkt, deen et gëllt ze klären. A wahrscheinlech ass och genee hei ee vun deene groussen Knackpunkte bei der kommunaler Finanzautonomie.

Wann déi autonom Gestiou vun engem steierlechen Instrument derzou féiert, dat dës Gestiou e spierbaren negativen Impact op aner Plazen huet, da muss mer iwwer Sënn an Zweck vun esou fiskalesche Méiglechkeeten nodenken.

D'Gemengefinanze mussen gesond a vorhersehbar bleiwen a sinn. Et misst eng Ligne de conduite opgestallt ginn, wéi vill d'Gemenge sech kënnen verschéiden. Eng Reform vun de Gemengefinanzen drängt sech also op. Si muss esou ausgerichtet ginn, dat se alle Bierger vun eise Land an hire Gemengen equivalent Servicer an déi nämlech Liewensqualitäté garantéiert. Sou wéi d'Kompetenze tëschent Gemengen a Stat komplementär ausgerichtet mussen ginn, esou muss de finanzielle Volet déiselwecht Komplementaritéit opweisen. Et kënn ee vu Compétences partagées schwätzen.

Regional Entwécklung a Restrukturierung vun de Gemenge sinn hei Stéchwierder. A wann aus esou Iwwerleeunge Fusiounen solle stattfannen, da kann dat nëmme vun ennen erop kommen. Déi eenzel Populatiounen müssen domat d'accord sinn. Dem Innenminister seng Aussoen zur Reorganisatioun benotzen net déi klassesch Terminologie. Hie schwätzt vu Mindestaufgaben an der Proximitéit fir déi eenzel Gemengen, vu regionalen Aufgaben fir Gemengen an esou weider. D'Finalitéit ass awer déi, dass d'Konzeptioun an den Aufgabebereich vun de Gemengen aus dem 18. an 19. Jorhonnert stamen an hei drängt sech eng evident Aktualiséierung op, besonnesch och wann d'Finanze méi knapp ginn an d'Leeschunge weider ausgebaut mussen ginn. Beispill périscolaire Aktivitéiten, wéi Kantin, Hausaufgabenhëllef oder Structures d'accueil no der Schoul. Hei komme grouss an deier, mä noutwendeg Aufgaben op eis Gemengen zou. Dést ass eng typesch Aktivitéit, déi op Gemengenniveau organiséiert muss ginn. Dést ass eng Aufgab wou Stat a Gemengen Hand an Hand muss schaffen. Hei kënn ee vu Compétences partagées schwätzen. An domadder ass et jo net gedoen.

Mir brauchen zum Beispill an Zukunft eng rechneresch méi Fraen um Aarbechtsmaart fir eis Sozialleeschunge bezuelt ze kréien. Ausserdeem schaffe ganz vum selwen ëmmer méi Fraen, a wann et nëmme ass, well zu Lëtzebuerg kaum nach mat just enger normaler Pai de Logement ka bezuelt ginn. Dat schléit sech och bei de Gemengen néier. Haut steet den Taux d'emploi féminin hei zu Lëtzebuerg bei 50,4%, am EU-Duerchschnitt läit e bei 55%. An d'Objektiv vu Lissabon läit bei 60% fir Fraen an engem globalen Taux d'emploi vu 70%. Esou Zuele wäerte mer och hei am Land iwwer kuerz oder laang wuel errechen. Dat bedeit méi Opfaangstrukturen, eng besser Organisatioun an Ofstëmmung tëschent alle Gemengen, eng Verflüchtung, déi nëmme iwwer eng Strukturéierung vun eise Gemengen ze realiséieren ass.

D'Gemengen hunn iwwer déi lescht 200 Joer verschidden évoluéiert. Déi meescht Gemenge stame jo aus dem Joer 1795. Et gëtt Landgemengen, et gëtt Gemenge

mat industriellen, résidentiellen an touristesche Schwéierpunkten. Hei mussen an der Finanzéierung Kompensatiounsmechanisme spillen, fir dass dës verschidde Problemstellungen an de Leeschungen an an den Infrastrukture kënnen vun dese Gemengen adequat geléist ginn. Regional Fonge kënnen nieft dem Syndikatswiesen Piste sinn, fir Finanzéierung a Realiséierung vu Servicer an der Region virzehuelen. Kloer ass, d'Gemenge müssen an Zukunft méi zesummeschaffe fir méi Effizienz a manner Käschten ze kréien, fir déiselwecht Servicer an och nei Aufgaben an engem raisonnablen finanziellen Kader ze exekutéieren, an dat zur Zufriedenheet vun eise Bierger.

Den A an O vun eiser Budgetpolitik sinn déi héich öffentlech Investissementen. Dës si méiglech well eng virsichteg Budgetpolitik gemaach ginn ass. Fir an Zukunft de Budget net ze déséquilibréieren, müssen déi Dépenses ordinaires maîtriséiert ginn, well méi ordinaire courant Ausgaben heescht manner Potenzial fir den öffentlichen Investissement. Hei spille Fonctionnementskäschte vun eisen Infrastrukturen eng grouss Roll. Eleng véier nei Projeten: d'Coque vum Kierchberg mat 7,1 Milliounen, de Pier-Musée mat 3 Milliounen, Neumünster mat 2 Milliounen an den Établissement public op Belval-Ouest mat 1,8 Milliounen bedeiten zesumme 14 Milliounen Euro Fonctionnementskäschten am Budget 2004. Hei muss fir d'Zukunft déi néideg Transparenz kommen, fir dat mer eis courant a programméiert Ausgaben am Grëff behalen.

Fir d'Investissementer an Zukunft ze garantéieren, mussen mer sou genannte Kapitalausgabe maachen an an deem Exercice spillen eis Investissementsfongen eng grouss Roll. De Stat investéiert fir 2004 2,9% par rapport zum PIB, fir 2003 waren et 2,7%. Iwwerhaapt mécht d'Bruttokapitalbildung vun allen öffentlichen Acteuren hei zu Lëtzebuerg 5,2% vum PIB aus, wou dese Ratio an den anere Länner vun der EU nëmme bei 2,3% läit. D'Kapitalausgabe louchen am Joer 2000 bei 20,9% vun de Budgetsausgaben, 2004 leien se nëmme méi bei 10,4%. Dést ass doduerch bedéngt, dat d'Speisung vun de Fongen zréckgaange sinn. Waren 2003 nach 415 Milliounen als budgetär Dotatioun virgesinn, esou si fir 2004 nëmme méi 235 Milliounen ageschriwwen.

Op där anerer Säit sinn d'Ausgaben aus de Fongen eraus säit 2002 méi héich wéi d'Dotatiounen an d'Fongen. D'Fonge ginn am nächste Joer bal eng Milliard Euro fir Investissementer aus, et si genau 954 Milliounen an derbäikent ronn eng halfe Milliard Direktinvestissement vum Stat, wou net iwwer 954 Milliounen an derbäikent ronn eng halfe Milliard Direktinvestissement vum Stat, wou net iwwer d'Fonge gefuer gëtt. Well dat hei déi richteg Zuele sinn, a well also d'Investitiounen vum Stat d'nächst Joer eropginn, an net erof, a wann d'Speisung vun de Fongen och réckleefeg ass, sollt och net an d'Welt gesat ginn, de Stat géif bei den Investissementer spueren. Dat ass nämlech ganz einfach net wouer an dat sollt een och net behaupten och wann een an der Opposition ass. Et gouf nach ni esou vill investéiert wéi am Joer 2004.

D'Reserve vun de Spezialfonge vum Stat si säit 1997 iwwer déi Milliard Euro. Am héchste waren se am Joer 2001 mat 2,6 Milliarden, 2004 wäerten se bei 1,18 Milliarden leien. Laut Pluriannuel iwwer fénf Joer leien se am Joer 2007 liicht ënner 200 Milliounen. Bis dohinner wäert sech awer munches dinn. D'Nordstrooss, grouss Spidolinfrastrukturen, munch schoulesch a socio-familial Infrastrukture wäerte bis dohinner färdig sinn. Trotzdem gëtt et kee Stillstand a sou wéi de Pluriannuel eis Prioritéiten iwwer déi järelech Dotatiounen weist, kënnen all virgesi Projete fréier oder spéider realiséiert ginn. D'Ausgabe fir d'Investitiounen si säit 2002 iwwer déi Milliard a gi vun



2003 op 2004 ëm 124 Milliounen, dat si 7,8%, op 1,456 Milliarden erof.

Et bleift och ervirzesträichen, datt déi zwielf wichtegst Investissementsfonge vun 1,92 Milliarden, den 31. Dezember 2002 ëm 50% op den 31. Dezember 2004 erofginn. Am Pluriannuel si fir déi nächst Joren déi folgend Donnéeën. 2001 hate mer 1,3 Milliarde Recetten an de Spezialfongen, 2004 wäerten et 420 Milliounen sinn an déi nächst Jore wäerten se sech tëschent 500 a 700 Milliounen apendelen. D'Dotatioune vun de Fonge ginn am selwechten Zäitraum vun 235 Milliounen am Joer 2004 op 488 Milliounen am Joer 2007 erop. D'Avoiré vun Investissementsfonge wäerte bis 2007 op 192 Milliounen erofgoen.

Wat d'Analyse comparative vun de Berufskummeren ugeet verweisen ech op d'Volete Finanzsituatioun vum Stat, budgetär Politik, Investissementsenter vum Stat an Diversificatioun a Betrëbspolitik op mäi schrëftleche Rapport. Zum Avis vum Statsrot wollt ech Folgendes soen. De Statsrot huet sech a sengem interessanten Avis och mat politeschen Froe beschäftegt, déi an Zukunft fir eist Land wesentlech sinn. Ech féieren hei just d'Stéchwierder aus deem Avis op, deem am schrëftleche Rapport op méi breeder Plaz zu Éiere kënn. Déi Aspekter, déi de Statsrot opwërft, betreffen eis net nëmmen all, mä ginn als Préoccupatioun och vun eigentlech jiddferengem gedeelt, deem un d'budgetär Aarbechten associéiert ass. Domat mengen ech d'Chamberen, d'Organisatiounen an d'Press, esou dass mer eigentlech feststellen, datt et eng Zort, géif ech soen, Suergemaintstream fir eis gemeinsam Zukunft schéngt ze ginn.

En nohaltege Wuesstum assuréeieren duerch d'Implikatioune vun allen Acteuren aus dem wirtschaftlechen Émfeld, d'Zouhuele vum Chômage ënner Kontroll bréngen, de finanziellen Équilibre vun den öffentleche Finanzen garantéieren. Dëst sinn déi wesentlech Deeler vum Avis vum Statsrot.

Ech kommen elo zur Continuitéit vun der Sozialpolitik, zu eisem Budget social, zu de sozialen Ausgaben. D'Sozialausgabe beim Stat leie bei geschätzten 42,92%. Dës Ausgabe vum Stat flëssen an d'Pensionsversicherung, d'Krankenversicherung, d'Fleegeversicherung an an d'Prestations familiales. Dësen Taux ass säit 1995 vun 41,29% ëm 1,63% gestiegen. Schonn am Rapport zum Budget 2002 gouf op d'Gefor vum Ausaarthe vun den Dépenses an der Sécurité sociale higewisen. Dëst ass haut ëmsou méi wouer, well d'Wuesstumsperspektiven nach manner encourageant si wéi beim Vote vum Budget fir d'Joer 2002.

Och d'Berufskummere stelle sech d'Fro ob den aktuelle Mechanismus vun der Finanzéierung vun der Gesondheet net krank ass. D'Handelskummer schwätzt vu Rigiditéiten a mengt d'Finanzéierung vun der Pensioun wär laangfristeg net ze maachen. An der Finanzéierung vun der Krankenversicherung wäer grave strukturell Defizienzen. Déi sozial Transferté misste besser cibléiert ginn. D'Aarbechterkummer verweist op d'Alterung vun eiser Bevölkerung an op d'Nécessitéit sozial Infrastrukturen ze bauen. Si fuerdert e Spezialfong fir d'Sécurité sociale, deem eventuell iwwert d'Plus-valuen aus dem Budget gespeist kënn ginn an esou d'Finanzéierung vun de Rente kënn assuréeieren. Si mengt Tarifierhéijunge missten zur Charge vum Stat goen, well de Stat jo dës Erhéijungen désiréiert hätt.

D'Privatbeamtekummer weist drop hin, dass déi sozial Kohésion de Garant ass fir soziale Fridden an esou den Investisseuren e stabilt wirtschaftlecht Émfeld garantéiert. Si bedauert, dass de Stat, ouni d'Sozialpartner ze concertéieren, seng Participatioun bei der Fleege-

versicherung vu 45 op 40% erofgesat huet.

D'Chambre des Métiers stellt fest, datt den Iwwerschoss an der Sécurité sociale kräfteg zrëckgaangen ass. D'Eropschnelle vun de Pensiounen verlaangt e staarke Wuesstem vun der Masse salariale, déi nëmmen duerch en adequate wirtschaftleche Wuesstem garantéiert ka ginn. D'Sozialchargé mussen um aktuellen Niveau agefréiert ginn.

D'Sécurité sociale beweegt also vill Acteuren am Lëtzebuurger Stat. Den Enjeu ass grouss an de Lëtzebuurger Sozialmodell huet iwwer Jorzénge gutt fonctionnéiert. Mä wéi ass et fir d'Zukunft? Kënnen d'Ausgaben am Grëff behale ginn? Kënnen d'Leeschungen nach verbessert ginn? Ass déi aktuell Situatioun vun der Krankenversicherung ee Vorbote vun enger genereller Verschlechterung vun der finanzieller Stabilitéit vum System vun de Sozialversicherungen.

Kloer ass, datt wéi d'Situatioun haut ausgesäit, de gesamte System vun der Sécurité sociale net a Gefor ass. Dofir sollt een d'Pensionsproblematik vun der Krankenversicherungsproblematik trennen, och wann een Amendement zum Statsbudget virgesäit, fir eemoleg a kompensatoresch Pensionsgelder, déi am Kader vun der Invaliditéit gefloss sinn, zu Recht un d'Krankenversicherung weiderzeleeden. Dat ass nämlech kee „Cross-financing“, mä just eng Réckbezuellung vu Geld, wat déi ganzen Zäit der Krankekeess gehéiert huet, well si hat et am Fong geholl just virgestreckt.

#### (Interruption)

A sech ass de Moment just d'Krankenversicherung krank. Dass d'Krankekeese mol liicht Defiziter agefruer hunn, datt läit um System als solchen. Datt awer elo d'UCM de 15. November e cumuléierten Defizit vun 79 Milliounen Euro an hirer Generalversammlung presentéiert huet, dat ass awer schonn alarmant.

Dofir huet de Rapporteur gemengt et wär ubruecht, fir e Bilan ze maachen iwwert déi rezent Evolutioun vum Finanzement vun de Krankekeesen an och vun hire Leeschtungen fir d'Pisten ze dégageieren, fir de Finanzsystem ze stabiliséieren. Dat Ganzt ass eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet a vu Solidaritéit, awer eng Affär vun individueller a kollektiver Responsabilitéit.

Et gëtt strukturell Problemer an der Krankenversicherung. Doriwwer gëtt et e grouse Konsensus hei zu Lëtzebuerg. Nun ass et emol esou, dass d'Sozialversicherung e Ganzt sinn a wann d'Konjunktur kränkt, d'Aarbechtsmaarterweiderung sech méi lues mécht, dann huet dat en Afloss op d'Einnahmen an d'Ausgabe vum System an do duerch sinn all sozial Keese be-traff. Dofir musse Sozialleeschungen a Wuesstem an all Analys vum Finanzzustand vun eise soziale Versicherungen evaluéiert ginn.

Ech widderhuelen et nach eng Kéier, d'Pensionskeese si gesond a säit 2001 ginn d'Reserven an d'Luucht. D'Spillregele vun der Pensionsversicherung si kloer an invariabel an der Zäit. Eng Pensioun kritt een no laange Jore vu Kotisatioun, wann ee bezuchtsberechtigt ass a si ass da konstant héich - bei der Krankenversicherung ass dat net esou. Hei sinn Abüen duerch d'Aart a Weis wéi de System fonctionnéiert relativ liicht méiglech a si ginn och oft an heefeg bedriwwen.

D'Finanzsituatioun vun der Krankenversicherung huet sech besonnesch an de leschten zwee Joer vill verschlechtert. Den CEPS/INSTEAD schwätzt vu Finanzflaute a senger Analys vun deser Versicherung op Basis vun Dokumenter a Rapporte vun der UCM an der IGSS.

Wéi huet u sech d'Finanzsituatioun vun der Krankenversicherung eva-

luéiert? D'Ausgabe vun der Krankenversicherung steige kontinuierlech. Am Joer 2001 hate mer eng Progressioun vun 12,5%, am Joer 2002 vun 10%. Et si besonnesch d'Prestations en espèces déi klammen an zwar ëm 14,6% am Joer 2002. D'Prestations en espèces fir Krankheet hunn ëm 16,9 progresséiert, déi vun der Maternité ëm 9,1% an och d'Prestations en nature sinn ëm 8,7% an d'Luucht gaangen.

Déi effektiv Ausgabe vun der Krankenversicherung am Joer 2002 maachen ëmmerhi 5,8% vum PIB aus, laut SEC 95-Berechnung, an dat ass jo net grad näischt, ëmsou méi déiselwecht nëmme 4,9% am Joer 2000 woren.

D'Recetté ginn och an d'Luucht mä manner schnell an esou ass d'Progressioun vun 11,9% am Joer 2001 op 4,1% am Joer 2002 gefall. D'Kotisationsworen woren 2001 ëm 12% geklomm an am Joer 2002 awer nëmmen ëm 3,3%.

Et gëtt Grënn firwat d'Recetten ofhuelen: De Wuesstem vun der Zuel vun Assuréeierten ass net méi esou séier, well jo d'Konjunktur méi lues dréit a manner Aarbechtsplaze geschaf ginn, et ware 4,3% am Joer 2001 an 2,8% am Joer 2002. De Cotisationsstaux ass fir d'Prestations en nature vu 5,2 op 5,1% erofgesat ginn an dee fir d'Prestations en espèces ass jo och vun 0,24 op 0,20% erofgeschrauft ginn.

De Solde vum Exercice 2002 louch bei minus 6,4 Milliounen, dee vun 2003 louch scho bei minus 18,6 Milliounen wéi de Budget gestëmmt gouf a läit elo laut aktualiséierte Schätzung scho bei minus 36,9 Milliounen a wa mer d'Prévisiounen fir 2004 kucken, da lande mer bei 98,7 Milliounen am Minus; eng fulgurant Steigerung vum Solde.

Tatsächlech sinn d'Krankenindemitéite vun den Aarbechter an allen Exercice vun 2000 un defizitär, woubäi déi vun den Employés privés a vun den Indépendants et éréscht am Exercice 2002 waren, am Décompte waren dat 0,5 Milliounen, 2003 minus 2,2 an 2004 minus 2,4 Milliounen. Wann een hei awer am Beräich vun den Employés privés an den Indépendants d'Resultatere vun den Exercice cumuléiert, da ginn dës Zuelen éréscht am nächsten Exercice 2004 negativ an dat maachen 1,2 Milliounen aus. Hei hu mer also och eng liicht negativ Tendenz, berücksichtegt een awer, datt d'Privatbeamten éréscht nom dréite Mount vun der Krankekeess bezuelt ginn, da kann et ënnerschwellig gutt sinn, datt d'Krankegeldevolutioun am Fong ganz ähnelen ass wéi bei den Aarbechter, just datt eben d'Betrëber während dräi Méint bezuelen.

Ech kommen elo zur Prestation en nature. Dat si jo d'Spideeler, d'Medikamente an esou weider an och dës presentéiere sech am Exercice 2003 fir d'éischt an engem negative Solde vu minus 11,1 Milliounen an ab 2004 gi se sechsmol méi héich, op minus 69,1 Milliounen. Heiru si sécherlech d'Erhéijung vun den Dokteschtariffer, d'médico-technesch Akten an och d'Käschte vun der Moderniséierung vun de Spidolsinfrastrukturen net onschëlleg.

Mä wéi eng Facteure bestëmmen elo all dës Evolutiounen? Den duerchschnëttlechen Inflationstaux an och d'Zuel vun den Assurée gi sécherlech net duer fir dese staarke Wuesstem an der Krankekeess ze erklären.

Hei sinn e puer Facteuren ervirzesträichen. Fir d'éischt d'Altersstruktur vun den Assuréeen - ech widderhuele mech - net nëmmen, dass d'Morbiditéit vun den Assuréeen no 45 an d'Luucht geet, esou ass et och nach, datt den Taux vun iwwer 10% esou heefeg ass, dass

deen esouguer eng statistesch Erhéijung vun der Morbiditéit an allen Altersklassen bewierkt. Hei gëtt kräfteg op d'Invaliditéit higeschafft. Munch Leit hate sécherlech wuel haart Aarbechtskonditiounen, mä ob all potenziell Fäll, déi et hei ginn, wierklech berechtigt sinn, dat wëllt de Rapport de Moment am Raum stoe loosse.

Et gëtt och Variatiounen am krank sinn, en fonction vum Geschlecht an der Résidence. Déi resident Frae ginn zu 13,9% krank, déi net resident Fraen zu 17,1%. Bei residente Männer läit den Taux bei 13,5% a bei net residente Männer nëmme bei 13%.

Wichtig ass och ze wëssen, dass d'Morbiditéit net en fonction vum wirtschaftleche Secteur variéiert, mä wuel awer en fonction vun der Gréisst vum Betrib. Hei spillt sécherlech den Aarbechtsklima eng Roll, dësen huet jo Inzidenzen op d'Motivatioun a partant och op d'Produktivitéit vum Eenzelen. Grad hei gëllt et deser Problematik un de Fong ze goen.

De Residenzuert schéngt och eng Roll ze spillen awer nëmme wann ee resident Frae mat net residente Frae vergläicht an dat am Kader vun der Krankeschreiwung. Vergläicht een dës Leeschtung mat der Assiette cotisable, da kritt ee Wäerter vu 4,36 respektiv 6,12%. Tatsaach ass, dass et ëmmer méi Koppele gi wou déi zwee Partner zu Lëtzebuerg schaffen. Gëtt an esou engem Stot e Kand krank, bleift meeschens de weibliche Partner doheim an hält Krankecongé. Datselwecht Phenomeen vum Krankecongé gëtt et och hei zu Lëtzebuerg bei Fraen, déi manner wéi 35 Joer hunn an Alleinerzieher sinn. Obschonn et de Congé pour raisons familiales gëtt, schéngt et esou ze sinn, dass den net alles bréngt. Fäerten déi Concernéiert vläicht hirem Patron hir Situatioun ze schilderen? Huet de Congé pour raisons familiales net den néidegen Appréciationswäert beim Patronat? Ech weess et net. Mä dese Punkt verdéngt och Oplklärung.

A sech ass déi sou genannte Krankegeldindemitéit op 52 Woche limitéiert, mä ëmmer méi Leit profitéieren dervun iwwert dës Period eraus. An de Perioden tëschent 1999 an 2001 waren dat 12%, an der Period tëschent 2000 an 2002 waren dat scho 35,6%. Déi vun der Tripartite zrëckbehalte Begrenzung vun der Krankeperiode sinn hei mol e sennvollen Usaz an déi méi séier Iwwerféierung an den Invalideregime, dee vun de Pensionskeese gedroe gëtt, e weideren Usaz.

D'Perspektive fir d'Krankenversicherung sinn net blendend. De Rapport tëschent Reserven an Ausgabe misst laut Gesetz bei 10% leien, ass awer nëmme méi bei 4,85% fir d'Joer 2004. Et mussen also kuerzfristeg Moosname geholl ginn an dat ass jo och iwwert d'Tripartite geschitt. Mä och laangfristeg strukturell Reformen dränge sech méi wéi op. Iwwerhaupt soll d'Roll vun alle Partner an deem Beräich par rapport zu der Prise de position iwwerduecht ginn.

Ass den aktuelle Modell mat véier Etappen: Quadripartite, Generalversammlung vun der UCM, Tripartite a Regierungsrat nach ëmmer dee richtegen, wou dach meeschens d'Tripartite d'Décisionen hält? Ass dës Prozedur, wéi mer se haut hunn, nach performant an effikass genuch, fir Décisionen ze huelen?

■ **Une voix.**- Déi Prozedur do gëtt et net!

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.**- Wann ech gelift?

Déi véier Leit statuéieren an de Rapporteur mengt et sollt een dësen typesch Lëtzebuurger Modell objektiv an onviraageholl préiwen, vläicht mat der Feststellung, dass dese soziale Concertatiounsmo-

dell, dee bis dato ëmmer gutt fonctionnéiert huet, nach ëmmer dee beschtméiglechen ass. Vlächcht och net? Et ass awer derwäert hei eng Analys ze maachen.

D'Tripartite huet jo och hir Responsabilitéit geholl.

1. D'Reckbezuellung vu Gelder, déi an der Prozedur fir den Invalidéstatus nach vun der Krankenversicherung bezuelt goufen, obschonn den Aarbechter dese Status kritt huet. Dës Fuerderung ass richtig, well wann eng Persoun invalid ass, dann ass se dat vun Ufank uns vun der Prozedur.

2. Den Iwwergang an d'Invalidéent sollt accélériert ginn, sou soll e Krankeschäin no zwee Méint d'Éventualitéit vun enger Invalidéent béurteelen.

3. D'Krankecongé ginn och nëmme méi iwwer 52 Woche bezuelt an enger Referenzperiod vun 104 Wochen.

4. Bei Interimskontrakter gëtt d'Krankegeld nëmme méi par rapport zur Kotisationsperiod bezuelt. Hei goufen et jo och munch Abüen.

5. Schliesslech sollen Aktivitéitsprofiler vu Medeziner opgestallt ginn, fir erauszefannen ob vill Leit oder ze vill Leit krankgeschriwwen ginn.

Des Weidere gouf eng Etüd an Opdrag gi fir de Status vum Aarbechter a vum Privatbeamten gläichzestellen. Esou eng Démarche däerf natierlech net d'Kompetitivitéit vu PMEen a Fro stellen. Tatsaach ass awer, datt eng Sechswocheklausel, wéi se am Raum steet, fir Aarbechter a Privatbeamte beim Ausbezuere vum Krankegeld eleng an der Baubranche zum Beispill 4 bis 5% Méiausgaben an der Masse salariale bedeit. Et muss ee wëssen, datt op den 31. Juli 2003 hei zu Lëtzebuerg 121.546 Aarbechter geschafft hu géint 129.268 Privatbeamten, fir wierklech d'Envergure vun deem Prozess richtig ze verstoen.

D'COFIBU begréisst dese Moosnamepak vun der Tripartite, well vermidde konnt ginn, fir d'sozial Kotisatiounen ze erhéijen an Abousse vun de Leeschtungen net stattfonnt hunn. D'Kommissioun insistéiert, datt Kontrolle gemaach musse ginn, mä net nëmme bei de Prestataire, mä och bei den Assurée selwer. Bei de Prestations en nature sinn d'Abüe méi schwierig wéi bei de Krankecongéen, spréich Prestations en espèce. Hei muss ofschreckend an effikass kontrolléiert ginn. Dëst geet leider net iwwert d'Grenzen eraus, obscho méi wéi een Dréttel - dat muss ee sech och virstellen - vun den Assuréeierte vun der UCM aus dem Grenzgebitt kënn. Hei muss d'Politik eng Léisung sichen, well déi lokal auslännesch Krankekeese maache keng Kontrollen, well si jo bei de Krankmeldungen net concernéiert sinn.

Den Aarbechtsmaart huet grouss regional Charakteristiken. Déiselwecht wäerte mëttel- bis laangfristeg och an der Sécurité sociale optrieden. Hei muss Kollaboratioun iwwert d'Grenzen eraus gesicht ginn, pragmatesch Léisunge sollten op den Dësch kommen.

Nach e lescht Wuert iwwert d'Fleegeversicherung. Hei huet de Stat jo seng Kotisatioun fir dësen Exercice iwwer en Amendement vu 45 op 40% erofgesat. Esou konnten 10 Milliounen Euro anescht affektéiert ginn. De Kontributiounssaz hätt kënnen vun 1% op 0,83% erofgesat ginn. Esou vill Spillraum ass de Moment nach do. Dëst hätt am Endeffekt awer net alles an der Paitut bruecht. D'Fleegeversicherung, dat lescht Kand vun eiser Sozialversicherung, ass awer bei gudder Gesondheet.

Här President, da kommen ech zum Häerzstück vum Rapport vun deem Joer, séngem aachte Kapitel, an deem et ëm déi wirtschaftleche Zukunft vum Land an déi géeeget Grondlag fir d'Diversifizéierung an d'Zougängelechkeet geet.



E groussen Deel vum Rapport befaasst sech mat deem wat een op däitsch gemengerhand „Betriebspolitik“ nennt. „Betriebspolitik“ ass déi, déi sech mam Émfeld beschäftegt an et gestalt, bannent deenen d'Beriber schaffen. Zu Lëtzebuerg ass dat am Fong e Mix vun der Wirtschafts- a Mëttelstandspolitik oder besser, en Zesummeleë vum deenen hirem Wirkungsfeld. Mir wëssen, dass déi Zäite wahrscheinlech eriwuer sinn an deene Lëtzebuerg wirtschaftlech quasi komplett vum engem groussen Betrib oder engem groussen Secteur ofgehaangen huet. Dat wat d'ARBED war ass Vergaangenheet an eise Finanzsecteur, nach ëmmer deen eigentlech gréissten a wichtigste vun eiser Économie, huet déi Gréisst erreecht, déi e potenziell huet.

Ech wëll direkt alle Feelinterpretatiounen hei entgéintwierken, déi sech kënnen erginn. De Finanzsecteur ass nach ëmmer, an e bleift et och, dee wichtigste vun der Lëtzebuurger Wirtschaft. Dofir muss d'Politik sech weiderhin aktiv ëm e këmmen, esou wéi se dat jo och permanent gemaach huet an et och gemaach gëtt, an zwar net nëmme am Kader vun alle Finanzplatzgesetzter, déi mer zënter 1993, wou d'Rumm vun der Finanzplatzpolitik gesetzlech definéiert gouf, hunn. Tatsaach ass awer, dass de Finanzsecteur en Émfang erreecht huet, deen e wuel net méi iwwerschreide wäert. Nach eng Kéier, Tatsaach ass, dass de Finanzsecteur awer en Émfang erreecht huet, deen e wuel net méi wäert iwwerschreiden! Bei engem Secteur, dee méi wéi e Véirel vun eisem PIB erwirtschaft, ass dat jo och net problematesch u sech. Et bedeit just, dass mer eis mussen dofir asetzen a politesch Konditiounen dofir schafen, dass en an anere Secteuren och weidergeet.

Ech plädéieren net fir eng Politik, déi d'Finanzplatz ëmgeet, mä fir eng Politik, déi am Rescht vun der Économie verstärkt wierkt, während si eis Finanzplatz konsolidéiert. Zur Finanzplatz wëll ech mech net am Detail ausloossen. Dat ass an deene vergaange Joren dacks am Kontext vum Budgetsrapport gemaach ginn an nach haut si méi wéi genuch Publikatiounen um Maart, déi sech mat där Thematik beschäftegen. Ech wëll just esou vill soen.

D'Finanzplatz huet keng Wonnermëttel méi am Medikamentschaf, mat deenen se kënn direkt hiren Aktionsspillraum drastesch erwidern an déi hir Zuele géife vun engem Dag op deen aneren an d'Luucht dreiwien. D'Finanzplatz Lëtzebuerg ass, wéi et och am Rapport formuléiert gëtt, an der Maturitéit gelant an do muss mer se halen. Et ass eng propper Finanzplatz an et ass eng attraktiv Finanzplatz. Si huet en internationale Ruff, hire gesetzleche Kader ass elo schon excellent a gëtt awer nach besser a si stellt eendeeftig nach ëmmer d'Réckgrad vun eise Statsrecetten duer. Mä si ass net méi dee Wuesstumssecteur, dee se nach virun e puer Joer war. Dat ass e völeg normale Prozess, am Laf vun deem sech e Secteur vu senger méiglecher Stärkt entwéckelt. Entgéint deem wat alt emol gesot a gefaert gëtt, ass dat awer keen Drama. Et muss eis just dozou ureegen an zwar verstärkt, fir eis Wirtschaft weider ze diversifizéieren a mat besonneschem No-drock an a mam Mëttelstand.

D'Wirtschaft zu Lëtzebuerg ass ganz wäit gehend eng mëttelstänneg Wirtschaft. Mir hunn hei am Land 14.000 Kleng- a Mëttelbetreiber, déi 130.000 Aarbechtsplaz stellen an déi der och weiderhi schafen. De Mëttelstand stellt ongeféier 40% vun eisem Bruttoinlandsprodukt duer. Et ass kee Secteur, deen inhaltlech géif zesummenhänken, mä et ass am Fong méi wéi eng Betriebsphilosophie. Iwwerall do wou de Patron seng Beschäftegt nach haut perséinlech kennt an och ëmgedréint, do ass

am Fong de Mëttelstand um Wierk. Dat ass zu Lëtzebuerg op deenen allermeeschte Plazen an der Privatwirtschaft esou.

Et ass de Mëttelstand, deen déi meeschten Aarbechtsplaz schafft. Et ass de Mëttelstand, deen innovéiert an deen och ausbitt. Et ass de Mëttelstand, dee kriseresistent ass an deen och a wirtschaftlech schwierigen Zäite stabil ass a bleift, dacks zum Präis vun immensen Efforté vun deene betroune Leit, de mëttelstänneg Patronen an hire Mataarbechter. Dës Leeschtung fir eis Wirtschaft an eis Gesellschaft gëtt net oft genuch gewürdegt. Ech wëll dat dofir emol eng Kéier hei op deser Plaz maachen.

Mir bedreiwen zënter laange Joren eng konsequent Förderpolitik fir de Mëttelstand. Dëst ass wäit gehend dem Mëttelstandsministère seng Aufgab, mä natierlech fléisse weider Elementer mat do eran. De Wirtschaftsministère liwwert iwwer d'Wirtschaftsrahmengesetz an d'SNCI, déi och nach zur Halschent dem Finanzminister ënnersteet, e wichtige Bäitrag zur Politik fir déi mëttelstänneg Betriber. D'Resultater vun deser Politik sinn déi, dass um Niveau vun den offiziellen Interventiounen zu Gonschte vun de mëttelstännegen Entreprises kaum nach eppes ze verbessern ass. Ech mengen dat ganz éierlech, wann ech soen, eng nach méi gënschteg Politik fir Betriber ass à terme vu finanzieller Ennerstëtzung a Bähilfe kaum nach ze maachen an dat ass och gutt esou. Natierlech bleift ëmmer eppes ze maachen.

A Bezuch op de Mëttelstand ass dat menger Iwwerzeugung no d'Förderung vu bestëmten Interaktiounen mat der Recherche, d'Veinfachung vum administrativen Oflaf fir d'Betriber ze entlaaschten an d'Reform vun eiser Faillitégesetzgebung.

Fänke mer emol mat de Mëttelen un. Et geet mer bei der Verwaltungsvereinfachung net dréms fir eenzel Leit oder eenzel Ministèren ze kritiséieren. Dat hätt ee sech och wuel net vun engem Majoritéitspolitiker erwaart. De Problem ass och keen, deen een esou einfach mat stramme Fordeierungen no manner Verwaltungsopwand aus der Welt kritt. E läit eigentlech méi déif. Esou hu mer zum Beispill dacks Fäll wou esouwuel d'Émweltverwaltung wéi och dem Aarbechtsminister seng Services concernéiert sinn, notament an der Kommodoprozedur. An anere Fäll intervenéiert de Mëttelstands- an den Transportminister, Beispill Stroosentransport mat Camionen.

Ech mengen, dass mer sollte versichen déi dote Situatiounen aus der Welt ze schafen. Et gëtt nëmme ee Stat a wann e Betrib sech un d'Verwaltung wennt, muss en eigentlech kënnen op enger eenzeiger Plaz usetzen a vun do aus géif säin Uleies souzesoe vum selwen duerch déi Büro gefouert ginn, déi en da muss passéieren, bis de Betrib ebe seng Antwort kritt. Dat kënn ee „guichet unique généralisé“ nennen an an déi Richtung sollte mer onbedéngt an de Verwaltungen denken an am Kontext vun esou enger Démarche géif ee wuel och nach des oder déi Prozedur entdecken, déi kënn ofgeschaf oder vläicht reforméiert ginn.

Eng betribsfrëndlech Verwaltung passt an eis Zäit. Si ass och noutwendeg fir de Prozess ze encadréieren, deen ech als Diversifizierung iwwer de Mëttelstand géif beschränken.

Wann een Diversifikatioun seet, da seet een och Innovatioun. Et ass haut scho bemierkenswäert wéi vill eis Betriber an d'Innovatioun investéieren a wéi vill Recherche op Plaz gemaach gëtt, wou ee se am Fong geholl net direkt géif siche goen. Elo hu mer dëst Joer mat der Uni Lëtzebuerg en Daach iwwer all akademesch Fuerschungsstätte gestallt an ënnert deem Daach

kann och d'Recherche an Zukunft nach besser koordinéiert ginn. Wa mer et fäerdeg bréngen eng optimal Interaktioun tëschent der Recherche an dem Betriebsliwen hierstellen, da maache mer vill fir eis Wirtschaft a fir hir Diversifikatioun. Et ass nach Plaz fir innovativ Approchen, net nëmme an der Informatik, mä beispillsweis fir konkret Applikatiounen an der Materialfuerschung a bei industrielle Produktionsprozesser.

Ech hunn am schrëffleche Rapport drop insistéiert, an ech mengen, et kann een dat net genuch maachen, mir brauchen Industrie zu Lëtzebuerg, mir brauchen nees nei Industrie zu Lëtzebuerg, well gutt 10% vum PIB gi fir de Réckgradsecteur vun enger Économie net duer. Enner méi Industrie soll ee sech also net Héichiewe virstellen oder vläicht immens Landschaften mat Schaaachtecher, iwwer déi een net gesäit. Déi modern Industrie fënn en duerchaus a proppe Halen aus deenen net vill méi erausdämpft wéi a mëttelstänneg Betriber. Mir sollten also en Effort maachen, fir eis nei Perspektive vu wirtschaftlecher Aktivitéit an der Industrie ze erschléissen. Déi kënn mer aus zwee Grënn gutt gebrauchen.

Éischtens kënnen esou Aarbechtsplaz geschaf ginn, déi mer brauchen, esouwuel qualifizierter wéi net qualifizierter, an zweetens géif d'Fuerschung mat wirtschaftlecher Aktivitéit vernetzt, wat deenen engen e Plus un Unerkennung bréngt an deen aneren innovativ Betriebsiddien.

Mir hunn ze laang gemengt mir kéinte just vun der Verwaltung zum Räichum vun anere gutt liewen. Dat kann awer op Dauer kee wirtschaftspolitesch Glawensbekenntnis sinn. Wa mer eis wëllen ekonomesch méi krisefest maachen, da muss mer och selwer produzéieren. E Mentalitéitswandel am Émgang mat der Industrie, dat wat se fir eng Gesellschaft leescht, schéngt mer hei noutwendeg ze sinn.

Dësen Tour duerch de Mëttelstand a seng Potentialitéiten - ech ginn net weider op d'Mëttelstandspolitik selwer an, well déi op anere Plazen an och am schrëffleche Rapport ausféierlech beschriwwen ass - halen ech beim Thema vun de Failliten op. Dëst ass e Problemthema zu Lëtzebuerg, well mer am internationale Verglach iwwerproportional vill Failliten hunn. Dacks bedeit eng Faillite net nëmme den Énnergang vun engem Betrib, mä och de Verloscht vun Aarbechtsplazen. Et ass e gesellschaftlecht Thema, wat vill beinhalt.

Ech resüméieren de Rapport iwwer d'Thema Failliten esou: Schwieregkeeten a Betriber ginn allze dacks ze spéit erkannt. Si gi verschleeft, a wann et fäerdeg ass, si vill Betriber futti, déi net misste futti goen, wann ee sech aneschters ëm si bekëmmert hätt. Et ass awer och esou, dass an enger fraier Wirtschaft et ëmmer Faillité wäert ginn, an dat wäert sech och ni änneren. Eng Wirtschaft ouni Failliten ass net méiglech. A wann et onvermeidbar ass, dass där stattfannen, muss och d'Bild vun Failli an eiser Gesellschaft änneren.

E Faillit ass am Regelfall kee ganz Béisen, dee vill kromm Saache gedréint hätt. Dëst Bild ass falsch, mä seng Existenz dréit derzou bäi, dass sech vill Leit, jonker an och manner jonker, guer net d'Fro stellen, ob se wëlle selbststänneg schaffen, well dat mam Betrib kënn jo am Fong geholl schiif goen. Sécher, dat kann et och, mä dat ass awer kee Verbriechen, wann ee weess wou- run et läit. De Betribschef ass eben net eens ginn, mä en huet awer keng gedréint, an dofir muss een deem Mënsch am Fong geholl eng

zweet Chance ginn am Berufsliewen an an der Gesellschaft. Mir kréien net méi Selbststänneger, wa mer an dësem Punkt net un de Mentalitéite schaffen. Mir brauche Selbststänneger fir eis Zukunft.

Wann déi doten Iwwerleeungen zu Enn gefouert ginn, da muss um Niveau vun de Failliten eis Aschätzung an eis Politik änneren. Mir mussen ewech vun der blousser Repressioun an hin zu méi Begleedung vun de Betriber. Duerfir sollte mer eis en Instrumentarium gi mat deem mer de Betriber hir Problemer erkennen an dann awerke kënn fir e Betrib ze retten, wann dat nach geet, oder fir e séier zuzemaachen ier nach weider Misär entsteet, wann en net méi ze retten ass.

Heizou direkt eng weider Ausso: Et gëtt vill Gesellschaften, déi gi mam Mindestkapital gegrënnt. Dat Geld gëtt verbraucht, gegebenfalls lafen och nach e puer Autoen op de Betrib, a wa kee Geld méi do ass, da verschwénnt d'Gesellschaft, an dat am léifsten natierlech mat enger héijer TVA-Schold géigeniwwer vum Stat. Esou Gesellschaften mussen fréizäiteg erkannt an hir Liquidatioun ageleet ginn, well keng reell wirtschaftlech Aktivitéit besteet, an et do am Fong geholl just op d'Schuld ausleef. Déi Leit, déi esou Gesellschaften féieren, sinn och keng rettenswäert Geschäftsleit.

Déi aner Betriber awer, déi a Schwieregkeete geroden an do nees kënnen erauskommen, deene soll een d'Hand rechen, fir dass se sech kënnen erkréien. D'Steierverwaltungen an d'Sozialkeese sinn ëmmer déi éischt, déi esou Problemer erkennen, well bei hinnen d'Échéance verpasst ginn.

Wann een elo géif soen, no der zweeter verpasster Échéance bei Steieren, TVA oder sozialer Sécherheet, gëtt eng Cellule d'intervention dermat befaasst, déi tëschent dese Verwaltungen gegrënnt gëtt an aus Beamte vun hinne besteet. Dës Cellule kuckt sech dann de Betrib un an decidéiert, ob en erhalenswäert ass oder net. Ob et elo d'Cellule selwer ass, déi dann agiert, oder ob se hir Missioun un een aneren delegéiert, e Gericht, en Affekot oder en Team vu Juristen a Gestionnaires, dat bleift nach am Detail ze klären.

Wichtig ass, dass d'Verwaltungen an d'Flicht geholl gi bei der Lutte géint d'Faillité matzewierken, well si oft betraff sinn an déi éischt sinn, déi finanziell Schwieregkeete vun engem Betrib matkréien. E Patron bezitt dacks senge Leit hir Paien nach, wann e scho eng Zäit keng Steieren a keng sozial Kotisatiounen méi konnt bezuelen. Mä wann ee sech mat Zäit d'Fro stellt, wou de Problem vun dem Betrib hierkënn an deen eventuell ka geléist ginn, da kënnen déi Beschäftegt weider op hir Aarbecht goen. Grad an Zäite vu steigendem Chômage sollt et eis all um Häerz leien iwwer d'Betriber eraus esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazen ze erhalen.

Här President, den zweete wesentleche Volet vun enger kreativer a gläichzäiteg realistischer Diversifizierungspolitik ass d'Zugängegekeit vun eisem Land.

Accessibilitéit: Wéi si mer an engem Europa no senger Osterweiterung op 25 ze erreechen? Dës Fro géllt et sech am Fong elo ze stellen a waméiglech schnell Äntwerten ze fannen. Et geet dem Rapporteur net drëm eiser nationaler privater Loftgesellschaft Luxair virzeschreien, wo es laang geht. Neen, et geet drëm ze illustréieren. Wa mer déi komplex Mechanisme vun der Mobilitéit an engem groussen Europa net erfaassen, da kann et ganz gutt sinn, dass den Zuch vun enger adequater wirtschaftlecher Entwécklung hei zu Lëtzebuerg laanscht ass ier mer iwwerhaupt um Quai stinn.

Fir mech huet dës Iwwerleeung eng zentral Bedeitung, well vill vun der wirtschaftlecher Entwécklung

ofhänkt, wéi vill an eis Statskeese fléisst, wéi eng finanziell Moyene mer hunn, fir hei zu Lëtzebuerg déi Politik weiderzeféieren, déi an de leschten 30 Joer zu deem Wuelfstand gefouert huet, dee mer eisen nennen, Wuelfstand, dee mer duerch héich Statseinnahmen an e bedeiht Zougräifen op eis Groussregioun ficeléiert hunn.

D'Stéchwuert Accessibilitéit heescht fir Lëtzebuerg e Package vun dräi Elementer, déi harmonesch a komplementar anenegegräife mussen. Fliger, Bunn a Strooss mussen sech d'Hand ginn, fir dass Lëtzebuerg weider schnell an onkompléiert erreechbar ass a bleift.

De Rapporteur versteet dës Iwwerleeungen am Sënn vun Erhale vun eiser Liewensqualität an engem méiglechst harmoneschen Zesumme vu wirtschaftlechen Interesse mat adequaten nohaltege Considératiounen a sozialen Interessen, déi an der Continuitéit leie vun deem, wat mer haut erschafft hunn.

Eise Flughafen ass vill an der Diskussioun. Seng Roll war an der Entwécklung vun eisem Land vu Bedeitung. Seng Roll wäert an der zukünftiger Entwécklung vun eisem Land weider vu Bedeitung sinn, well ass hien dach net déi eenzeg Baussegrenz no Europa an an d'Welt, déi éischt Vitrine, deen éischt Repère fir Geschäftsleit an Touristen.

Mir wëssen, dass de Moment 53% vun de Luxair-Passagéier „incoming passengers“ sinn, also aus dem Ausland de Fliger op Lëtzebuerg geholl hunn an net ëmgedréint. 75% vun de Flich vun der Luxair-Flott si Geschäftsflich. Eleng dës Zuele weisen eis den Enjeu vun engem performanten an accessiblen Flughafen zu Lëtzebuerg.

Fréier war um Findel viles anescht. Bis 1999 gong vu Lëtzebuerg all Dag e Fluch no den USA op New York, wat eisem Flughafen eng extra Dimensioun ginn huet par rapport zu deenen aneren 12 éischter regionale Flughäfen an engem Émkrees vun 250 Kilometer. Lëtzebuerg war e Landepunkt fir ongezielten Amerikaner, déi um Findel hir Europareise ugetratt hunn. D'Icelandair hat gënschteg Tariffer a si war ëmmer als zuverlässig bekannt.

Haut ass d'Luxair um Findel zwar net eleng, d'KLM, d'VLM an e puer anerer fléie jo och nach vu Lëtzebuerg fort, mä déi auslännesch Gesellschaften, déi de Flughafen an hirem Streckepfang hunn, ginn ëmmer méi rar. Um Findel gesäit et doriwuer eraus fir d'Passagéier aus, wéi wann ee géif op engem südeuropäesche Provänzflughafen landen.

Mir brauchen e Flughafen, deen den nationalen Ambitiounen vun eisem Land gerecht gëtt, an dee muss an enger Perspektiv vu wirtschaftlichem Ausbau iwwer Frankfurt, Paräis a London erausgoen. Dat heescht net, dass mussen nei Landepiste gebaut ginn, dass heescht awer, dass d'Empfangshal vun eisem Flughafen an d'Infrastruktur ronderëm esou mussen konzipéiert ginn, dass se een ausschlaggebend Element kënn sinn, firwat dass d'Leit de Lëtzebuurger Flughafen huelen an net e regionale wéi zum Beispill Charleroi oder Köln, wou déi vill méi bëlleg Linne starten.

Och d'Flugzäite mussen besser ofgestëmmt gi fir chaotesch Zustänn an der Passagéierofwécklung ze vermeiden. Et kann och net sinn, dass an de ganz frëie Mueresstonne bis aacht Auer praktesch all Flich, ob Business oder Loisir, zesummen ofgefaerdeg ginn. Wéi eng Destinatioun wéini, dat ass d'Schlësselfro, an do ass d'Politik och gefuerdert.

Mir mussen am Kader vun den Negociatiounen mat den anere Staten aus der EU an op eise wirtschaftleche Prospektionsreese Kontrakter maache mat deene Länner hire



Fluggesellschaften a Complémentarité mat eiser nationaler Fluggesellschaft, fir optimal a schnell Verbindungen am EU-Raum an doriwwer eraus ze kréien. Hei mussen secherlech wirtschaftlech Interesse spillen, awer net nëmmen. Och staatlech Mëttele mussen kënnen zur Verfügung stoen, fir déi néideg Strukturen ze garantéieren.

Eis Verbindungen mat Westeuropa si ganz anstänneg. Déi no Oste mussen kloer ausgebaut ginn, wat déi Responsabel vu Luxair och wëssen. E Fluch no Osten op Budapest geet net duer. Och eng iwwerkontinental Abannung sollt nach eng kéier evaluéiert ginn. Et gétt nämlech do duerchaus positiv Rentabilitätsrechnungen. Interkontinental Flich vu Lëtzebuerg aus si kee Grössenwahn, mä en Element vun der Duerstellungspolitik vun eisem Land, wat en zousätzleche Rayonnement bréngt. Dat sollt een och am Kapp behalen.

Datt bei esou Iwwerleeungen d'Präsenz vun engen Cargo Hub eng Roll spillt, dat schéngt kloer, well esou eng besser Notzung vun der Flughafelogistik méiglech ass. Dofir muss eis de Fret erhalen bleiwen, awer an engem vernünftege Mooss. De Fret ass net esou séier fir d'Accessibilitéit vu Lëtzebuerg erhieflech, mä en ass e wichtege Wirtschaftszweig fir sech, dee mer net dierfen erkale loosse. Fir d'Zougängegeek ass et de Personeverkéier, deen zielt.

An der Accessibilitéitsfro betreffend d'Groussregioun kënnst och d'Iddi op vun engem neie Groussflughafen, des kéier an der Konkurrenz mat Flughäfen wéi Paräis, Bréssel oder Frankfurt, esou wéi et d'politesch Kommissioun vun der Groussregioun, déi de Jacques Santer presidéiert, virschléit. Dat kënnst eng interessant Optioun duerstellen. Vun esou engem Flughafen aus kéinten transatlantesch Flich oder och an den asiatesche Raum, deen e grousst wirtschaftlech Potenzial huet, operéiert ginn.

Et kéint esou geplangt ginn, datt den Impakt op déi jeeuweileg Bevölkerung klengstméiglech wär, gutt accessibel, virun allem wat seng Ubannung un d'Schinn ubelaangt. Domadder mengen ech keng groussregional Bummelverbindungen, mä Schnellzich. Heivu kéinte besonnesch Lëtzebuerg a Stroosbuerg als europäesch Haaptstied profitéieren. Mä ob an deemem Szenario oder an deem vun der nationaler Entwécklung, esou Iwwerleeungen müssen am Kontext vun der Ubannung un dat international Schnellzichschinnennetz stoen.

De Moment hu mer nach keng Ubannung un dat international Schinnennetz. Eng éischt Verbindung kréie mer mam TGV-Est an der Gare de Lorraine zu Baudrecourt bei Metz. Des bedeit eng Verbesserung vun de Verbindungen op Paräis. Mä domadder ass et scho geden. Eng Schnellverbindung no Süden an op Stroosbuerg drängt sech op, ass awer eréischt an enger Planungsphas, an dofir muss e sou genannten Europacap-Rail-Projet, deen déi dräi europäesch Haaptstied Bréssel, Stroosbuerg a Lëtzebuerg soll verbannen, schnellstens realiséiert ginn, fir eis an der Sëtzfro och da richteg ze positionéieren.

Dofir insistéiert d'COFIBU, dass den Eurocap-Rail-Projet op d'Prioritéitslëscht kënnst vun de wichtege europäeschen Infrastrukturprojeten. Dese Projet ass e kleng Projéit am EU-Kontext, well e kascht sécher nëmme 750 Milliounen Euro. Dofir hätt en awer eng grouss Bedeitung fir déi zukünftige Zentralitéit an Accessibilitéit vun eisem Land a géif u sech de Bestand vu Lëtzebuerg als europäesch Haaptstied entérinéieren, well Verbindungen tëschent Stroosbuerg a Bréssel iwwer Lëtzebuerg vun elo fénnef Stonne kéinten op manner wéi dräi Stonne reduzéiert ginn.

Eis Verbindungen nom däitschen ICE-Schnellzuchnetz sinn och existent, an och hei bräichte mer Verbindungen, besonnesch am Wëssen, dass d'Osterweiterung och eng Erweiterung vun däitsche Schnellzuchreseauen no Oste méi wéi probabel mécht.

Tatsaach ass, dass mer nëmmen eng Linn no Tréier hunn, wou d'Zich net schnell fuere kënnen, a Saarbrécken nëmmen iwwer Tréier erreecht ka ginn. An Termé vu Schnellzuchverbindung sinn des Linnen Nullkunst. Et géif Sënn maache fir d'Verbindung mat Saarbrécken, eise gudde politesche Drot zum Saarland, esou ze notzen, dass déi béidsäitig Iwwerzeugung kéint entsto, dass mer esou eng Schnellverbindung net nëmme misste plangen, mä och realiséieren.

Esou eng Verbindung gétt et natierlech och net zum Nulltarif. Des Linn kéint nieft der Saarautohub geplangt ginn a géif zur aktueller Busubannung, déi als positiv Initiativ ervirzestrichen ass, e Plus u Schnellgeeket bréngen a misst esou verstane ginn, dass d'Gare Lëtzebuerg eng Relaisstatioun wier weider no Westen un dat franséisch TGV-Netz an an d'Belsch mat Thalys an Eurostar. Lëtzebuerg soll ebe keng Endstatioun sinn, mä et muss vun alle Säiten erreichbar sinn, a vun hei aus muss et weidergoen. Eist Land a seng Wirtschaft hu keng Zukunft als Terminus.

Eng Alternativ vun deser direkter Variant Lëtzebuerg-Saarbrécken kéint och eng indirekt Ubannung iwwer Metz/Nanzeg no Saarbrécken bréngen, sou wéi se zum Beispill vun der politescher Kommissioun vun der Groussregioun virgeschloegéit.

Eist Land bräicht awer och Ubannungen no Norden. Esou géif eng Ubannung iwwer Léck un den Thalys-Réseau Richtung Däitschland via Köln, Bréssel an Amsterdam och munches bréngen, virun allem en zweete Knuetepunkt mam ICE-Netz an drastesch besser Verbindungen an den Norde vun Europa. Iwwer Léck kann och d'Ubannung un Thalys an Eurostar Richtung England oder Paräis hiergestallt ginn. Mir brauchen einfach eng besser Ubannung un eis Groussregioun.

Dat kéint dann och esou ausgesinn: Eng West-Ost-Achs wier d'Linn Paräis-Metz-Nanzeg-Saarbrécken-Frankfurt an op der Nord-Süd-Schinn wier et Léck-Stad-TGV a Richtung Süden, awer och a Richtung Osten, duerch Däitschland a weider. A selbstverständlech bleift déi séier Verbindung op Bréssel an domat eng anstänneg Reesperspektiv an England an a Richtung Amsterdam krual. Des Iwwerleeungen si sécherlech kee Mumpitz, well déi grouss Transitkorridoren an Nord-West-Europa, esou wéi se an der Planung sinn, lafe ganz kloer laanscht eis Groussregioun. Dofir mussen mer voluntaristesche virgoen, well déi grouss Achse vum terrestreschen Transport beinhalten implizit eng Entwécklungsdynamik, déi, wa se eis laanscht d'Nues géif goen, wäit gräifend Konsequenzen op déi wirtschaftlech Entwécklung am Groussraum „Saarlux“ hätt.

Mä och d'Stroos spillt an enger indirekter Vernetzung eng wichteg Roll. Am Stroossebauberäich huet sech an de leschte Jore munches geden an d'Interconnexioun mat de grouss franséischen a belsche Réseaux konnt garantéiert ginn. Nordstroos a Collectrice droen dozou bäi, dass d'Accessibilitéit an eisem Land wierklech bedeitend verbessert konnt ginn. Dat ka jiddereen vun eis selwer novollzéien.

Eng Spezifitéit vun eisem Land ass awer och déi, dass eist intern Stroosnetz no nationale Gesiichtspunkten ausgeriicht ass an dass d'Bevölkerungsdicht am Land net esou grouss ass, dass den öffentliche Transport performant fonctionnéiere kéint. Kuckt

een zum Beispill an der Regioun Süden d'TICE-Bussen, da muss ee feststellen, dass ganz oft d'Bussen eidel oder mat een, zwee Leit duerch d'Syndikatsgemenge kutschéieren. Gewosst ass, dass den individuellen Transport, spréich Privatauto, och Grenze kennt. Gewosst ass awer och, dass wann Individualverkéier an öffentliche Transport an engem Verhältnis vu 75 zu 25, esou wéi se am Mobilitéitskonzept vu Lëtzebuerg verankert sinn, realiséiert ginn, dat bestännegt Uwuesse vun der Zuel vun den Autoen am Stroosseverkéier wuel kaum wäert ofhuelen.

Dofir ass d'Afféierung vum CITA, dat ass jo d'Kontroll an d'Information vum Autostrafik, e noutwendeg a wichteg Instrument fir déi eenzel Fluxe bei Accidenter, bei Deviationen oder bei Stroosseproblemer openeen ofzestëmme. Am Oflaf vun de Fluxen an der Proximitéit ass dat Lëtzebuerger Stroosnetz vu virangegeger Bedeitung. Dat hat an huet d'Lëtzebuerger Politik verstanen, an duerfir sinn déi lescht Regierungen och ze féliciteieren.

Mä d'Mobilitéit an der Proximitéit ass net déi aus där eng wirtschaftlech Diversifikatioun Profit kéint zéien. Duerfir brauche mer Verbesserungen an der Accessibilitéit iwwer de Fliger an iwwer den Zuch. Duerfir schwätzt sech d'COFIBU dofir aus déi aktuell Mobilitéitspolitik an déi vum Aménagement du territoire schnellstens virunzedriewen. An der Perspektiv vun enger nohalteger Entwécklung kann et nëmmen esou sinn, dass alles gemaach gétt, fir dass Lëtzebuerg an engem zukünftigen europäeschen Netz vu performante Schnellzich bedeelegt gétt an dass net d'Gewichtung op den Accès iwwer d'Stroosnetz geluecht gétt.

D'Majoritéit vun der COFIBU deelt ganz kloer am Bezuch op d'Mobilitéit am Inland an an der Proximitéit de Programm „mobilitéit.lu“. Mä doriwwer eraus ass de Rapporteur der Meenung, dass iwwer dese Programm „mobilitéit.lu“ e Programm „mobilitéit.eu“ konzipéiert misst ginn, wou d'Accessibilitéit vu Lëtzebuerg an der Groussregioun, an Europa an an engem internationale Kontext evaluéiert a geplangt misst ginn.

Här President, ech kommen zu de Schlussfolgerungen. Fir d'éischt läit et mer um Häerz all deene merci ze soen, déi mer gehollef hunn des flott a komplex Aarbecht vun engem Budgetsrapport ze realiséieren. Fir d'éischt d'Kollegen aus der COFIBU mat an hirer Spëtzt de President Lucien Weiler. Si hu sech konstruktiv un den Aarbechte vun der Kommissioun bedeelegt. Dem Caroline Guezennec, eiser neier Sekretärin vun der COFIBU: Et ass sän eischte Budgetsrapport an der Kommissioun an hatt huet seng Fra gestan. A last but not least och de Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun, mat an hirer Spëtzt eisem Fraktiounsssekretär Frank Engel. Si hunn hefteg an defteg gehollef, an de Frank ass senger Aufgab als Fraktiounsssekretär méi wéi gerecht ginn. Selbstverständlech bezitt sech mäi Merci och op d'Avisé vum Statsrot a vun de Berufschamberen, déi alleguer vu grousser Qualitéit waren a wichteg Inspiratiounen och fir de Budgetsrapport geliwwert hunn. Hinnen allegueren also en oprichtege Merci.

No deser éischer fir mech wichtiger Konklusioun bleiwen zéng Aspekter, déi ech an deem Budgetsrapport erausschielten an déi ech nach eng kéier wollt ervirsträchen.

Déi momentan zyklisch Reprise vun der Weltwirtschaft ass déi schwachste säit dem Zweete Weltkrich a mat deem Budget gi

mer an eng nei Ära. Mir rutschen an eng finanziell a budgetär Normalitéit. Noedeems mer an den 90er Jore vum leschte Jorhonnert nach bedeitend Plus-valué geschriwwen hunn, ginn déi ordinaire Recetté fir d'éischt säit dem Zweete Weltkrich zréck. D'Dépensé stagnéieren. D'est ass nom Welle vum Politiker fir en équilibréierte Budget ze presentéieren.

Well eng virsiichteg Budgetpolitik bedriwwen ginn ass, oft géint de Welle vu verschiddene politesche Kräften, bleift Spillraum fir eng gutt iwwerluechte Budgetpolitik ze maachen, well déi prächtig Jore kommen deemnächst net erëm, sou dass d'Moderatioun an eng rigoréis Planung vun den Einnahmen an den Ausgaben usteet.

Am Wëssen dass d'Einnahme vum Stat an den Aarbechtsmaart als solchen nëmme méi moderat wuessen, ass eis Regierung ze féliciteiere well se et fäerdeg bruecht huet, nei Industrien - mir schwätzen hei ënnert anerem vun AOL, Amazon a Microsoft - op Lëtzebuerg ze bréngen, wat nei zousätzlech Recetté bedeit. Esou Prozesser mussen weidergedriwwen ginn.

De Budget 2004 ass duerch Virsiicht geprägt, mä e verkennt net, dass et néideg ass déi intern Nofro vun den Haushalten héich ze hale grad esou wéi déi öffentliche Investitiounen. Des lescht progresséiere souguer, a well déi sozial Transferten net zréckginn, behale mer d'Vertrauen an d'Haushalten an an d'Betribber fir d'Consumatioun, d'Investitiounen, spréich nei Aarbechtsplazen. Esou eng concertéiert Démarche gétt eisem Land eng wichteg Zukunftsperspektiv.

Grouss Erausforderunge stinn un: Wirtschaftlech Diversifikatioun, eng aktiv Betribspolitik, d'Accessibilitéit vu Lëtzebuerg an der Groussregioun an doriwwer eraus konditionéieren d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Eng Ubannung un international Schnellzichreseauen an Europa ass den néidege Garant fir déi zukünftige wirtschaftlech Entwécklung bei eis an an der Groussregioun.

Grad am aktuelle wirtschaftlechen an demographesche Kontext kritt den IVL seng richteg Dimensioun. Des Studie weist kloer d'Interconnexioun tëschent demographeschen, wirtschaftlechen Elementen an de Facteurs, déi sech op den Aménagement vun eisem Territoire bezéien. Den IVL weist eis en Zukunftsbild vun eisem Stat, wou déi komplex Fluxen ideal interagéiere kënnen.

De Rentendesch ass vun engem laangfristige Wuesstum vu 4% ausgegangen, mä 2004 ass et déi véierte kéier wou dese Wuesstum bedeitend méi kleng ass. Duerfir kréie mer aner Hypothese wat den Aarbechtsmaart an de Chômage betrëfft. Déi real Evolusioun muss en iwwerwaacht ginn, fir dass mer net ze laang op Basis vun onrealistesche Laangzäitperspektive plangen.

Dese Rapport setzt op eng positiv Entwécklung vun eisem Land. Den IVL-Modell muss verwierklecht ginn am Hibleck op wirtschaftleche Wuesstum a méi Recetten an eise Statskeesen. Eist Land profitéiert vun der Groussregioun an d'Groussregioun profitéiert vun eisem Land.

Néngtens, Lëtzebuerg huet a muss sech dem Wuesstum verschreiwen, kengem verréckten, onkontrolléierte Wuesstum, neen, mä engem konsequente Wuesstum, deem seng Elementer sech nohalteg verdreen an deem seng Konsequenze vun de Leit gewollt sinn. Et gétt och keng Liewensqualitéit ouni Wuesstum.

An zéngtens: Mir ginn op méi onsecher Zäiten zou, wou d'Normalitéit nees um Programm steet. Déi eeler Generatiounen wäerten dese Prozess a senger Wichtigkeet an a sengem Inhalt verstoen. Eis jonk Generatiounen mussen léieren de

Wuesstum vun eisem Land esou ze verstoe wéi et déi eeler Generatiounen verstinn. D'est ass eng grouss Erausforderung. Dese Message géllt et elo an haut ze verbreed. Déi politesche Responsabel hunn an de leschte Jore näscht verbrannt. Duerch hir Politik, duerch déi bestoend Finanzreserve kënnen munch Erausforderungen mat Vertrauen ugaange ginn. Mä mir müssen dru gleewe fir eist Land no vir ze bréngen, esou wéi eis Elteren a Grousseltern dat nom Zweete Weltkrich gemaach hunn. Eist Land wüsst nëmme wa mir dat wëllen, wa mir déi néideg Dynamik un den Dag leeën. D'Politik setzt nëmmen de Kader. A wann en nach esou favorabel ass, mir allegueren mussen wëllen. Well, am Fong geholl, u sech war et dach ëmmer schéin.

Kommt, mir froen eis Elteren a Grousseltern.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Rapporteur, dem Här Jean-Marie Halsdorf. Muer um hallwer dräi héiere mir dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker an dem Här Budgetsminister Luc Frieden hir Exposéen iwwer de Statshaushalt vum Joer 2004.

**(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)**

Ee Moment. Den Här Bausch huet nach d'Wuert gefrot.

## 8. Ordre du jour

M. François Bausch (DÉI GRENG).- Här President, ech hat jo gefrot fir meng zwou Motiounen nach op den Ordre du jour des Woch ze kréien. Ech hunn elo gewaart bis se verdeelt waren an ech hätt awer gären, dass mir dat géingen decidéieren, datt se op den Ordre du jour kéimen.

M. le Président.- Ech mengen, dat hu mir jo decidéiert.

M. François Bausch (DÉI GRENG).- Gliff? Jo, si leie jo elo dräi Stonnen do. Et konnt jiddereen se kucken, en plus déi an der Budgets Kontrollkommissioun...

**(Interruptions diverses)**

Ech sinn awer do dergéint. Ech hätt gären, datt mir haut d'Décioun huelen, ob se op den Ordre du jour kommen oder net.

M. le Président.- Et war awer gesot ginn, mir géifen déi Motiounen mat deenen aneren zesummenhuelen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, mir maachen et mat deene Motiounen wéi mat deenen aneren och. Mir haten hei decidéiert, datt mir se déi Woch drop huelen.

M. François Bausch (DÉI GRENG).- Neen, neen.

**(Interruptions)**

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Dir hutt ëmmer gesot, et misst een Zäit genuch hu fir se ze studéieren.

**(Interruptions diverses)**

Ech hunn awer näscht dergéint, wa mir se den Donneschdeg Mëtteg huelen.

**(Interruptions)**

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäere mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 16.44 heures)**



## Ordre du jour

### 5200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004

(Exposé du Premier Ministre, Ministre des Finances, M. Jean-Claude Juncker - Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter et Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo zu eisem eenzege Punkt vum Ordre du jour, dat ass den Exposé vum Här Premier a Finanzminister iwwert de Statshaushalt vum Joer 2004. D'Wuert huet den Här Minister Jean-Claude Juncker.

### 5200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004

Exposé de M. le Premier Ministre, Ministre des Finances

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, wann een iwwert de Budget fir d'Joer 2004 an och iwwert déi Joren duerno schwätzt, dann huet een, sou schéngt et mer, och wann ee parlamentaresch Diskussiounen an hir publizistesche Begleitung bei der Erörterung vun den auslännesche Budgete considéiert, d'Wiel tëschent zwou Optiounen: Entweder et mécht een alles vill méi schéi wéi et ass an et hofft een, dass d'Leit dat gleewen, oder, wat grad sou einfach ass, et mécht een alles schlecht, an et hofft een, dass d'Leit keng Geleeënheet méi kréien, déi schlecht Diagnos, déi een ausgestallt huet, nach zur Zäit ze iwwerpräiwen.

Zu Lëtzebuerg kann een, wéi déi aner Länner och, méi wéi eng Optioun besichtegen, mä wéi sou dacks läit dat, wat een d'budgetär Wourecht kann nennen, an der Mëtt vun deenen zwee Extremen.

Déi wirtschaftlech Lag vum Land an als Konsequenz dovun den Zoustand vum Budget, de Statshaushalt also, ass weder exzellent nach dramatesch. D'wirtschaftlech an d'finanziell Lag vum Land ass eescht, mä si ass awer net hoffnungslos. Si ass eescht, well déi europäesch Wirtschaft d'lescht Joer, dést Joer a wahrscheinlech och nach d'nächst Joer ganz lues wiisst. Si wiisst am Joer 2003 - do huet ee fundéiert Material, fir dat kënnen ze soen - em nëmmen 0,5% a si wäert wahrscheinlech am nächste Joer, am Joer 2004, em 1,9% wuessen.

D'Situatioun vun eiser Wirtschaft a vun eisem Budget ass eescht, well mir leien an der Mëtt vun dräi Länner, déi a Rezessioun sinn, oder, wann ee se méi frëndlech wëllt kucken, zum Deel an enger ausgeprägter Stagnatioun sinn; ech schwätze vun Däitschland, ech schwätze vu Frankräich an ech schwätze vun der Belsch.

An d'Situatioun ass eescht, well Lëtzebuerg 1,3% am Joer 2002 gewuess ass an am Joer 2003 - och dat kann ee virleefeg soen - mat 1,2% wäert gewuess sinn, wat eis wäit ewech bréngt vun deenen haut schon astronomesch umdrende Wuesstumsspreng vu 7,8% am Joer 1999 a vun 9,1% am Joer 2000.

D'Situatioun ass awer net dramatesch a si ass net hoffnungslos, well een op Lëtzebuerg alleng gekuckt muss feststellen, dass entgéint Prognosen an entgéint och öffentlech geäusserten Erwaardungen, heiansdo bal Hoffnungen, de Wuesstum zu Lëtzebuerg zweemol méi héich ass wéi am Duerchschnitt vun der Europäescher Unioun, a well de Lëtzeburger Wuesstum tëschent 120 an 130% méi héich ass wéi an eisen direkten Nopeschlänner Däitschland a Frankräich. Allegueren déi, déi och nëmme vun engem Wibbel vun Zweifel beréiert d'lescht Joer gesot hunn, an apodiktesch festgestallt hunn, geschriwwen hunn, Lëtzebuerg wär d'Schlusslicht wat de Wuesstum an Europa géif ubelaangen, hu sech hirersäits dramatesch geiert, well dat ass bei wäitem net de Fall.

D'Lag ass net dramatesch an net hoffnungslos, well all d'Zeechen, déi mir an der Europäescher Unioun an och um Plang vum Weltmarkt a vun der Weltwirtschaft gesinn - an et gesäit een der vill, wann ee genau kuckt - ganz däitlech op Reprise, zumindest am zweeten Trimester vum Joer 2004, deiten. Op lëtzebuergesch iwwersat a mat den Zuele vun der Europäescher Unioun heescht dat fir d'Joer 2004, fir dat Joer fir dat de Budget geméint ass, deen nach dese Mount soll ofgestëmmt ginn, ee Wuesstum vun 2%, am Joer 2005 ee Wuesstum vun 3% an am Joer 2006 ee Wuesstum vun 3,8%. Ech brauch net speziell drop hin ze weisen, mä ech weess, dass dat nëmmen op partiell Interesse stéisst, dass dat an deenen nächsten dräi Joer däitlech manner ass wéi 4% Wuesstum, wat emol eng Kéier eng gesécher Zukunftsprognos an aneren Enceinté war, déi mir bei wäitem net an der Moyenne vun deene Joren errechen.

Well d'Situatioun eescht ass, net excellent, net dramatesch an net hoffnungslos, hat d'Regierung en fait keen anere Choix bei der Opstellung vum Budgetsprojéit fir d'Joer 2004 a bei der Amendéierung vun deem Budgetsprojéit, wéi deen, de Budget net graff ze strécken, mä fein ze heekelen; en „auf Kante zu nähen“, wéi dat an der däitscher Budgetsprooch heescht. De Budget fir d'Joer 2004 klëmmt am Verglach zu deem vun 2003 em ronn 2%. 2,01%. Tatsächlech.

D'Inflatioun bedréit am Joer 2004 1,8%, an déi automatesch Indexpassung schléit sech mat 1,4% an der Kreditsteigerung vum Budget 2004 zréck. Ob een elo d'Inflatioun hält - well de Stat muss jo akafé goen a bezuelen - oder d'Applikatioun an den Effet vun der automatescher Indexpassung - déi nächst Indexbranche erfält eréischt am Joer 2005 - stellt een op jidde Fall fest, dass bei enger Budgetsprogressioun nominal vun 2% a bei enger Inflatioun vun 1,8% de Budget real em 0,2% am Joer 2004 klëmmt oder, wann ee just d'automatesch Applikatioun an hire Verlängerungseffekter vum Index considéiert, klëmmt e real em 0,6%. Eng Steigerung, jee no Betruechtungsweis, tëschent 0,2 an 0,6% beim realen Ustieg vun den

öffentlechen Dépensen, ass déi niddregste Progressioun vum Lëtzeburger Statsbudget an deene leschte 25 Joer.

An deenen 20 Joer oder e bësse méi, wou ech d'Geleeënheet an der Regierung ze sinn hat, ass de Budget nach ni esou wéineg geklomme wéi am Joer 2004. Dat huet domat ze dinn, dass d'wirtschaftlech Situatioun heiheem a ronderëm eis déi ass, déi se ass, an dat huet domat ze dinn, dass d'Regierung sech un dat gehalten huet, wat ech an hirem Numm hei bei der Erklärung zur Lag vum Land am Mee deklaréiert hat, nämlech dass am Budget 2004 - Wahlen hin oder hier - keng Plaz wier fir extra Wirscht, fir extra Ausgaben a fir oniwierluechtent Handeln.

Et ass ee Wahlbudget - well sou gëtt de Budget fir d'Wahljoer jo ëmmer bezechent - dee quasi mat enger Null-Progressioun ofschléisst. Dat ass gutt esou, an dat konnt och net anescht sinn.

D'Fro ass natierlech wéi et méiglech ass, fir dat einermoossen hinze kréien. Dat huet an der Substanz domat ze dinn, dass mer dat, wat mer u staatleche Méieinnahmen an deene konjunkturell gudden Jore kriit hunn, net ausginn hunn an net ganz an d'Steierreduktioun geleet hunn, mä dass mer probéiert hunn, dat Geld, déi Geldmassen, déi Geldvolumina, déi mir an deene Joren zur Verfügung haten, iwwert dat estiméiert Budgetresultat eraus ze spueren, unzespieren, op d'Säit ze leeën, fir déi Sue fir deen Dag, fir de Moment a fir déi Joren ze hunn, an deene mer géife manner öffentlech Einnahme realisieren op Grund vun der konjunktureller Réckbildung, déi jo, zwar net an deem Ausmooss wou se agetrueeden ass, ze erwaarde war, déi een awer net konnt ganz ausschléissen.

Deemools wéi mer déi Iwwerschëss realiséiert hunn, si mer verlaacht gi wa mer gesot hunn, et wier gutt wann een dat, wat ee méi géif anzéien, géif op d'Säit leeën, fir et ze hu fir deen Dag wou een et bräicht. „Der Staat schwimmt im Geld, Juncker sitzt auf unserer Tasche“ war an enger Zeitung, déi zu Esch gedréckt gëtt, an déi enger Partei méi no steet wéi deenen aneren, pausenlos an de Joren 2000 an 2001 ze liesen. Mir géifen elo am Dreck sätzen, wa mer eng aner Politik gemaach hu wéi déi, déi mer an deene Jore gemaach hunn.

Mir hu riskéiert am Joer 2004 méi Ausgabe mussen an de Budget anzeschreiwien, wéi mer der eigentlech géife packen. An dofir ass et drëm gaangen den Zouwuess vun den öffentlechen Ausgaben am Joer 2004 ofzebremen, net eng brutal Vollbremsung virzehuelen, déi eis aus der Kéier gedroen hätt, déi Vollbremsung, déi aner Länner ronderëm eis erëm de Moment musse maachen.

Aus där Noutwendegkeet, déi mir haten, ofzebremen, mä net voll op d'Bremse ze drécken an ze schleiden, hu sech eng Rei vu Konsequenzen erginn. An déi eischt war déi, fir keng kuerz- a mëttelfristeg onfinanzierbar sozial Leeschtungswahlgeschenker an de Budget fir d'Joer 2004 ze schreiwien. Et ass dofir, wou d'Regierung drop verzicht huet, obschonn dat hir Absicht war, fir an de Joren 2003 an 2004 eng weider Erhéijung vum Kannergeld vun 1.000 Frang pro Kand virzehuelen, wat mer am Joer 2002 an der Folleg vun der Steierreform gemengt hu solle kënnen a missen ze maachen. Dat wier eng Ausgab, déi kuerzfristig net finanzierbar gewiescht wär.

Mir hätten och nach gären eng Kéier déi gesamt Dispositif fir déi

sou genannt Mammerent iwwerpräit, wou net aus systemeschen a systematesche Grënn, mä aus atmosphäresche Grënn sech eng Réadaptatioun vum Gesamtableau als nützlich erweisen hätt. Och dat war bei der aktueller Finanzéierung vum Forfait d'éducation a bei dem Net-wëllen-Eng-Emschichtung-virzehuelen net méiglech.

Et ergëtt sech aus der Gesamtwirtschafts- a -finanzsituatioun vum Stat, dass ee fir d'Joer 2004 alles huet dierfen zouloossen, mä kee „laisser-aller“ bei de staatleche Konsumausgaben. Déi hunn net iwwerproportional am historesche Verglach dierfe klammen, si sinn dat och net, well esouwuel am Joer 2004 wéi schon am Krisejoer 1992 - dat eenzegt vergläichbaart an deene leschten zéng Joer -, stationéieren déi staatlech Konsumausgabe bei 9% vum Bruttoinlandprodukt. Also keng Erhéijung vun staatleche Konsum, keng Pressioun an der nationaler Wirtschaft zum Zweck vun der Finanzéierung vu méi engem héije staatleche Konsum wéi an der Vergaangenheet. Am Detail a méi plastesch gëtt dee Wëllen, d'Konsumausgaben a streng Kanaler anzeweisen, däitlech bei der Tatsaach, dass mer, wat d'Astellung vu supplementäre Statsbeamten ubelaangt, zur Décisioun an zur Konkursioun komm sinn, dass mer en Astellungsstopp fir d'Joer 2004 mat all deenen Nuancen, déi dat huet, misste verfügen, an dass prinzipiell e Statsbeamten, deen op senger Plaz pensionéiert gëtt, net op där Plaz ersat gëtt, et sief dann, et géif A+B bewise ginn, dass en op där Plaz, wou e war, wierklech och als Aarbechtsposten noutwendeg wier.

Aus där Gesamtbetruechtung huet sech ergi fir d'Joer 2004, dass een alles dierf maachen, mä net d'Investitiounen, déi iwwert den öffentleche Statshaushalt finanzéiert a liquidéiert ginn, kieren. An dofir hu mer, entgéint deem wat periodesch ze liesen ass, d'öffentlech Investisemeter fir d'Joer 2004 par rapport zum Joer 2003 erhéicht an net gekierzt, esou zwar, dass d'Konjunktur d'öffentlech Investisemeter brauch, deen Oxygen, deen hir iwwert d'Statsfinanzen kann zougefuert ginn, bei 3% vum Bruttoinlandprodukt gelooss, also genau op där Héicht, wéi mer dat och an deene leschte Joren haten. 3% öffentlech Investisemeter iwwert de Budget bestriden, 3% vum Bruttoinlandprodukt, dat ass genau eng duebel Laascht wéi déi, déi d'öffentlech Haushalter an de Länner vun der Europäescher Unioun an nach méi wéi zweemol méi an deenen dräi Länner ronderëm eis mussen droen a bewegen.

Ech liesen heiansdo, et héiert een dat och alt emol, des Regierung wier hirem öffentlechen Investitionsoptrag net nokomm. Mir hätten déi Suen, déi mer zur Verfügung gehat hätten, net ausginn, mir hätten Haushaltkonsolidéierung op Käscht vum der Reduzéierung vun de prognostizierten Investitionsausgabe bedriwwen.

Ech hu keng Zäit an ech weess och, dass dat net alles bréngt, emol eng Kéier hei eng Promenade ze maachen duerch d'Budgeten 1984 bis 1999, fir emol eng Kéier ze kucken, ob dann d'öffentlech Investitionsfongen ëmmer dat ausginn hunn, wat se hätte kënnen ausginn, a wat zur Verfügung stong fir Investitionszwecker kënnen korrekt ze bedéngen. Ech hunn déi Promenade gemaach, maacht se och, an da schwätze mer eng Kéier dodriwwer, ob wierklech Wirtschaftsa-Bauteministeren ëmmer déi Suen, déi zum Zweck vun Investitiounen am Budget stoungen, zweckorientéiert an integral affektéiert hunn an deene Beräicher vun der Economie, fir déi se eigentlech virgesi waren, an da stellt Der fest, dass regelméisseg, bis op ee Joer, d'öffentlech Investitiounen ënnert

den Niveauë louche vun de budgetäre Méiglechkeeten, déi an deem Joer bestoungen.

Den Alex Bodry wäert lech erklären, dass dat an engem Joer net de Fall war a firwat dass dat an deem Joer net de Fall war, an nach nëmmen an engem Fong, nämlech am Fonds des routes net de Fall war, mä well esouwill do ausgi gouf, wéi ausgi gouf, stoung natierlech manner zur Verfügung, fir an deenen aneren Investitionsfongen déi Dépensen, déi do zur Verfügung stoungen, theoretisch kënnen ganz an Ugrëff ze huelen. Et ass eng Saach vu Prioritéite setze vun deenen zoustännege Ministeren, mä am Schnëtt ass et esou, dass ganz dacks manner dépenséiert gouf iwwert d'Investitionsfonge wéi dat, wat eigentlech zu Investitionszwecken an d'Budgetsprojeten ageschriwwen gi war, dat aus enger Vielzahl vu Grënn, déi ganz oft mat ze luese Prozeduren zusemmenhängen a mat verenkten Décisiounskanal op déi d'Ministere séier oft, wéi mir wëssen, fréier an haut keen Afloss haten a keen Afloss hunn.

Trotzdem, et muss ee jo awer e bësse bei der Wouerecht bleiwen a feststellen, dass an deser Regierung, déi zënter Mëtt 1999 d'Responsabilitéit dréit, an an deser Legislaturperiod wesentlech méi investéiert ginn ass iwwert den öffentleche Budget wéi an deene Legislaturperiode virdrun. A fir dat net ze grausam ze maachen, huelen ech einfach d'Legislaturperiod vun 1995-1999, zu där hire Performancen a Konterperformancen ech selbstverständlech stinn; ech zéie kee Waasser do. Mä an de Joren 1995-1999 huet de Lëtzeburger Stat 1.994.000.000 Euro investéiert, 79,8 Milliarde Lëtzeburger Frang.

Elo gëtt gesot, des Regierung géif manner investéiere wéi déi lescht Regierung. Or, et stellt sech eraus, dass an de Joren 2000 bis an d'Joer 2004, an esouguer wann ee fir d'Joer 2004 géif unhuelen, et géif een déi Investitiounsmass net ganz packen, de Lëtzeburger Budget 2.923.000.000 Euros investéiert huet, ergo 117 Milliarden investéiert huet, wou déi lescht Regierung 79,8 Milliarden investéiert huet, oder awer 46,6% méi Investitiounen an dese fénnef Joer wéi an där Legislaturperiod virdrun.

An dofir géif ech wierklech häerzlech drëm bieden, dass ee soll ophalen esou ze maache wéi wann de Stat seng Investitiounstätigkeit ofgesenkt hätt, oder esou ze maache wéi wann des Regierung bewosst, aus Grënn vun Haushaltskonsolidéierung, d'Investitiounen net a genügend grosser Héicht gemaach hätt. Et ass 46% méi investéiert ginn an deser Legislaturperiod wéi an der leschter Legislaturperiod. Well d'Situatioun esou ass wéi se ass, net excellent, net dramatesch eescht, mä net hoffnungslos ass, huet een och misse ganz gutt drop oppassen, dass ee keng falsch a séier Rezept bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2004 zur Uwendung komme gelooss huet.

Et hätt een zum Beispill kënnen d'Reserven an den Investitionsfongen drastesch ofsenken, fir keng weider Budgetsmittelen zur Alimentatioun vun deeneselwechte mussen ze mobilisieren. Dann hätt een där nächster Regierung an domat der immediater Zukunft vun de Politikgestalten an eisem Land déi Mittelen entzunn, déi se brauch fir hir Programmer a fir hir Iddie kënnen ze realisieren, an déi gebraucht gi fir dass dat wirtschaftlech, sozialt a kulturellt Umfeld zu Lëtzebuerg weiderhi stëmmt oder nach besser klappt wéi dat de Moment de Fall ass.

Et hätt een och kënnen d'Budgetsreserv, déi mer hunn, ganz zollid ofsenken. Et hätt ee beispillsweis déi 120 Milliounen Euro Emprunt, dee mer maache fir de Fonds du



rail an de Fonds des routes, net bräichten ze maachen an déi 120 Milliounen kënnen finanzéieren duerch eng Ofsenkung vun der Budgetsreserv, esou wéi dat an de Joren 1991 an 1992 mat bis u 50% grenzenden Ofsenkungsmechanismen an de Krisejoren 1991-92 gemaach ginn ass.

Och deen einfache Wee wollte mer net goen. Mir hunn eis dofir déci-déiert, 80 Milliounen, dat entsprécht grosso modo dem Reschtdéfizit dee bleift duerch eng Ofsenkung vun der Budgetsreserv, dofir ass se eigentlech do, ze finanzéieren a fir Zukunftsaufgaben, déi Generatioune bannen am Kader vun engem intergenerative Gesamtiwerleungsprozess, 120 Milliounen Emprunt opzehuelen ouni allerdéngs eis Netto-Neiverscheldung an d'Luucht ze setzen. Mir maachen nämlech iwwerhaapt keng Netto-Kreditopnahm, well dat wat mer als Scholden ophuelen, déi 120 Milliounen, entsprécht mol net deem wat mer u Schold zréckbezuelen an ofsenken am Joer 2003. De Lëtzeburger Stat, wann Der esou wëllt, ass deen eenzeg den dee kann Neischold ophuelen ouni sech méi ze verschelden. Dat huet näischt mam Genie vum Moment ze dinn, dat huet eppes mat engem klugen Uleë vu Méttelen an dem Scholdereservdéppe vum Stat ze dinn, dat een elo kann auskippen an an de Scholdendéngscht fléisse loossen an domat sech Raum verschafen am Budget fir nei zukunftsorientéiert Emprunten ouni Uklamme vun der Statschold ze maachen.

Keng falsch Bewegunge wär eigentlech mäi Stéchwuert gewiescht fir iwwert d'Net-Ofschmëlzelosse vun der Budgetsreserv an d'Nettotalausschëddé vun den Investitiounsreserven ze schwätzen. Mä keng falsch Bewegunge maache weist sech och an der Scholdepolitik, dat heescht also an der Finanzéierungspolitik vum Budget, déi ech elo grad erkläert hunn an déi mer maachen. Aner falsch Bewegungen - Dir könnt se ronderëm eis besichtege goen - géifen doranner bestoen, d'Investitiounen ze klerzen, d'Scholden an d'Luucht ze setzen a parallel dozou och nach direkt Steiererhéijungen ze maachen, während mir eis drop beschränken, eng llicht Akzisersenerhéijung an indirekte Beräich ze maachen um Bensin, zwecks Finanzéierung vu supplementären ugewessene Konsumausgaben, nämlech d'Indemniséierung vun deem, wéi ech fannen, schlëmm geklommenen Niveau vum Chômage zu Lëtzebuerg.

Mir hunn also drop verzicht, direkt Steiererhéijungen ze maachen, mir hunn drop verzicht, dat kann ee ronderëm besichtege goen dass dat geet, fir Sozialleeschungen ze klerzen, a mir hunn drop verzicht - dat ass all Owend op den Televisiounsprogrammer vun de Länner ronderëm eis nozekucken -, d'Co-tisatioune fir d'Pensiounen oder fir d'Krankekeesen, an eisem Fall fir d'Krankekeesen, an d'Luucht ze setzen.

Firwat hu mer dat gemaach? Well mer Reserven aus der Vergaangenheet hunn, well mer relativ fiabel Erhuelungsprognose fir d'zweet Halschent 2004 an déi Joren duerno hunn, a well mer fonnt hunn, et géif net an d'Konjunkturlandschaft passen, an där d'Konjunkturerhuelung jo nach op wackeleger Been a Féiss steet, fir supplementär Belaschtunge vun de Konsumenten, vun den Haushalter, vun de Leit a vun de Betriber an hiert Geschäftsjoer a Liewesjoer 2004 eranzedroen.

Mam Resultat iwwerengens, well mer vum Schlusslicht an Europa schwätzen, dass eng Statistik - ech mengen, si ass gëschter oder virgëschter publizéiert ginn - weist, net eng vun der Lëtzeburger Regierung oder vum Statec oder vu soss engem Inkompetenten, mä vun deenen, déi dofir zoustänneg sinn, dass en Arbeitnehmer, deen

zwee Kanner huet, wann e seng Steieren zu Lëtzebuerg bezuelt huet, wa seng Cotisatioune ofgezu gi sinn a wann e sai Kannergeld an aner Sozialleeschunge kritt huet, vu senger Brutttopai ganz genau 104% behält. Well no dem Ëmverdeelungsprozess, dee mer an eisem soziale Circuit an an eisem Steiercircuit zu Lëtzebuerg hunn, augmentéiert sech d'Pai par rapport zur Brutttopai vun engem Arbeitnehmer, deen zwee Kanner zu Laaschten huet.

Dat geet och anescht, wéi d'Beispiller vu ronderëm weisen. Well do wou Lëtzebuerg d'Brutttopai vun 100 op 104% erhéicht, gëtt se a Frankräich vun 100 op 86% erfogesat, do wou Lëtzebuerg d'Brutttopai vun 100 op 104% erhéicht, gëtt se an Däitschland vun 100 op 81% erfogesat, an do wou Lëtzebuerg d'Brutttopai vun 100 op 104% erhéicht, duerch déi Ëmverdeelung, déi mer an deene leschte Joren organiséiert hunn, gëtt se an der Belsch vun 100 op 78% erfogeholl. Esou vill zum Schlusslicht, och zum soziale Schlusslicht an der Europäescher Unioun.

Doraus huet sech erginn, dass de Konsum vun den Haushalter, duerch déi Methodik do an duerch dee réusséierten Équiliber tëschent Fiskal- a Sozialpolitik, dass de Konsum no der Steiererlichterung, déi am Joer 2001 an am Joer 2002 fir d'Ménagé komm ass, de Konsum vun de Ménagé sech ëm 2,3% am Joer 2002 no uewe bewegt huet an ëmmerhin nach ëm 1,6% am Joer 2003, esou dass een also zu Lëtzebuerg observéiere kann, dass d'Haushalter méi consomméiert a verbraucht hu wéi virun der Kris, an een observéiere kann, dass d'Haushalter zu Lëtzebuerg konsumstabel a konsumprogressiounsméisseg sech verhalen, während an deene Länner, déi a Rezessioun an a Stagnatioun oder an ähnelche Wuesstumssparte sech bewege wéi mir, de Konsum sech réckleefeg entwéckelt huet.

Doduerch dass e sech bei eis progressiv a konstant entwéckelt huet, ass et och net wéi an deenen anere Länner zu engem Abroch vum Gesamtcommerce, vum Gesamt-handel komm: Deen huet sech am Joer 2003, dat ass dat Joer an deem mer sinn, nach eng Kéier ëm 6,5% a sengem Chiffre d'affaires verbessert, wat erëm erlaabt huet, dass, am Géigesaz zu deenen anere Länner, d'Steierrecetten um Plang vun der TVA net zréckgaange sinn, mä eng llicht Progressioun kennen. Also duerch Konsumdépendenzen, déi méiglech gi sinn duerch d'Kombinatioun aus Steiererlichterung an aus Sozialpolitik, huet sech esouwuel wuesstumsméisseg wéi och steierverhaltensméisseg jee no Sparten de Gesamttaggregat, deen ënnerwee ass, zu Lëtzebuerg positiv entwéckelt.

Richtig Bewegunge maachen ass jo de Géigendeel vu falsche Bewegungen ënnerloossen. Mä wann een nëmme falsch Bewegungen ënnerléisst an et mécht ee keng richtig Bewegungen, da riskéiert dat nawell gären en Nullsommespill ze ginn, an dofir ass et och drop ukomm, nieft der Tatsaach, dass ee keng falsch Bewegunge gemaach huet, also net allen nogelauschert huet, déi engem gutt gereden hunn, richtig Bewegungen ze maachen. Ech huelen do d'Beispill vun enger réusséierter Diversifizéierung, déi an deene leschten acht, néng Méint gemaach ginn ass doduerch, dass mer no Iwwerleung an Iwwerprüfung vun eise Méiglechkeeten an Opportunitéite fonnt hunn, et wär gutt wa mer méi konsequent Investisseuren an de Beräicher Internet, Informatiounstechnologie, e-Commerce an Ähnlech geife siche goen. An dofir hu mer AOL op Lëtzebuerg kritt, dofir hu mer Amazon op Lëtzebuerg kritt, an dofir huet gëschter Microsoft matgedeelt, dass eng Filial zu Lëtzebuerg géif opgemaach ginn. Dat si bei der

TVA Milliarde Lëtzeburger Frang Mehreinnahmen, esouwuel fir d'Joer 2003, mä virun allem fir d'Joer 2004 an déi Joren duerno.

Et ass duerch déi réusséiert Diversifizéierungspolitik wou mer eis deelweis finanziell ergraff kréien an enger Situatioun, wou d'Steiereinnahmen a ville Sparte vun der Steierlandschaft eng bedrohlech Tendenz hunn, sech réckleefeg ze entwéckelen, dat kréie mer eiegermoossen opgefaang duerch supplementär indirekt Steiereinnahmen an deene Beräicher, déi ech genannt hunn.

Nun hunn ech och héiere vun engem, deem ech esou en einfache Saz eigentlech net zougetraut hätt, dat alles wär eis an de Schouss gefall. Dat ass eis natierlech net an de Schouss gefall, dat hu mer missen op aner Plaze siche goe fir eis et douce an de Schouss ze leeën. Dat huet bedéngt, dass do eng Rei Leit dru geschafft hunn: dat huet bedéngt, dass eng Rei Leit gereest sinn; dat huet bedéngt, dass sech op ville Plazen an der Welt mat enger Rei Leit huet musse getraff ginn, fir dat doten hinzekréien. An dat huet natierlech eppes mat eisen niddregen indirekte Steieren ze dinn. Well d'Steieren, déi indirekt TVA-Steieren, an anere Länner méi héich sinn an dofir oninteressant Adresse si fir déi Betriber.

Mä fir esou ze maachen, wéi wann dat een Zoufall wär, dass zu Lëtzebuerg d'TVA nëmmen 15% bedréit! Wann ech se vergläiche mat den TVA-Sätz an deem héich entwéckelten Nordeuropa, a Skandinavien, 25%, oder an deem neien Europa, wat sech vill ploer muss, fir op d'Been ze kommen: an Ungarn 25%! - Ech emfänken herno den ungarische Premier. - 25% an engem Land, deem seng Kafkraaft mol net een Zéngtel vun der Kafkraaft zu Lëtzebuerg bedréit!

Dat ass keen Zoufall, dat ass d'Resultat vun enger Politik. Mä och nach déi niddreg TVA-Sätz, déi mir jo aus soziale Grënn niddreg halen, muss ee geschmeidig gestalten, fir dass déi Betriber do eng Plaz fannen an deem Steierkanal, an dofir brauch een Imaginatioun, streckeweis Fantasie - wat net dat selwecht ass -, fir dat hinzekréien.

A wann Dir de Communiqué liest vu Microsoft vu gëschter - deen hu mir jo net geschriwwen -, da soen déi och mol iwwerhaapt net, dass se heihinner komm wäeren, well se grad hei engem an de Schouss gefall wäeren. Déi soe schéin, dass Microsoft seng Internetgeschäfte am Beräich e-Commerce an Online-Business zu Lëtzebuerg wëllt usidelen, well Lëtzebuerg eng modern Infrastruktur offréiert. Modern Infrastrukture falen engem net an de Schouss, déi muss ee kucken ze kréien. Domat huet déi lescht Regierung ugefaangen, domat ass dës Regierung virugefuer an huet dat ausgebaut. Déi schwätzen dovun, dass se op Lëtzebuerg komm wäeren wéinst der Presenz vu grouse Betriber am Telekommunikationsberäich.

Ass d'SES eis och an de Schouss gefall gewiescht? Oder huet een eppes mussen dofir maachen, dass déi géif kommen? Huet ee mussen derfir suergen, mam Accord vu jiddferengem iwwerengens heibannen - ech wëll dat gären erwähnen -, dass d'SES sech weltwäit esou konnt expandéieren, dass et haut déi gréisste Satellitbedreiweresellschaft op der Welt ass, well mir an Asien konnte present ginn a well mir e groussen amerikanesche Betriber konnten an d'SES incorporéieren?

Si sinn heihinner komm, schreiw se, wéinst dem gesetzlechen a reglementären Ëmfeld. Falen d'Gesetze an d'Reglementer eis ewell an de Schouss, oder ginn déi vun der Regierung a vun der Chamber

gemaach? A si si komm, schreift Microsoft, wéinst dem Wëlle vun den Autoritéiten - dat ass d'Regierung -, eng ideal Basis fir dës Geschäfte zu Lëtzebuerg ze schafen. Esouguer de Wëlle falt engem nëmme an de Schouss, wann een de Wëlle wierklech wëllt.

An dofir ass et eng falsch Explikatioun, dee réusséierten, zukunftsorientéierten Deel vun der Diversifizéierungspolitik, bei alle Fragilitéiten, déi dat och laangfristeg huet, mä bei allem positiven Impakt op d'Statsfinanzen, déi et kuerzfristeg huet, ass et falsch, fir ze mengen, dat wär de Géigendeel vu Politik, wat déi Diversifizéierungswell, déi Opmerksameket féint a villen anere Quartiere vun der internationaler Economie, op Lëtzebuerg bruecht huet.

Richtig Bewegungen och - dovun gëtt ni geschwat! - am Beräich vum Aussenhandel. D'Leit wonnere sech heiansdo - ech héieren dat -, dass ee vill ënnerwee ass. Dat gefält net jiddferengem. Mä och déi Exportmäert, déi falen engem net an de Schouss! Och déi muss ee siche goen. Et muss ee Plazen op der Welt fannen, wou d'Lëtzebuergesch Betriber déi Produkter, déi se hierstellen, kënnen exportéieren.

Firwat? Well mir net nëmme ofhängeg sinn, budgetär, vun engem sech iwwerdrifwene Accrochéieren an der Finanzplaz - déi Ofhängegkeet hu mir duerch déi Steuerbeschlëss, déi mir an Europa geholl hunn, drastesch verréngert -, mä well mer och an eisen Aussenhandelsbeziungen dramatesch ofhängeg si vun deenen Of-sazmäert an deene Länner, déi dramatesch déif an der Rezessioun stiechen, nämlech Däitschland a Frankräich. Well 53,3% vun eise Aussenhandel mat deene Länner bedriwwen gëtt, wou iwwerhaapt keng Of-sazméiglechkeeten an deene leschte Jore supplementär erugewuess sinn. Dofir war et noutwendig, iwwer eng méi laang Zäit Aussenhandelspositiounen, déi mir mat aneren hunn, lues a lues ze verbessern. Et gëtt der jo, déi kommen sech es u lauter ideologesche Verdiebelungen net zou, dass ee sech periodesch a China ophält. Eisen Aussenhandel mat China ass dramatesch gewuess an deene leschte Joren.

Iwwert d'Erweiterung vun der Europäescher Unioun gi jo d'Meenungen an der Öffentlechkeet ausereen. Duerch bewosst politesch Akzentsetzung hu mir et fäerdeg bruecht eisen Aussenhandel mat Ungarn an deene leschte Joren ëm 500% ze steigere, hu mir et fäerdeg bruecht eisen Aussenhandel mat der tschechescher Republik ëm 1.200% ze steigere, hu mir et fäerdeg bruecht eisen Aussenhandel mat Polen ze entwéckelen, deen nach virun deem rangéiert, dee mir mat Ungarn oder mat der tschechescher Republik hunn.

Dat weist, dass, wann een d'Positioune fir d'Zukunft wëllt propper hikeréien, a wann ee sech net mat deem offanne wëllt, wat do ass, een Investisseure muss siche goen, fir se op Lëtzebuerg ze bréngen, gestützt op eng gutt virbereete politesch Landschaft, an dass ee muss Of-sazmäert an d'Ausland mobiliséiere goen, fir dass eis Betriber kënnen vun deenen neie Mäert, déi an Europa an déi am asiatesche Raum - grouss Wuesstumsspreng sinn do ze observéieren -, entstinn, profitéieren.

Dat setzt dat alles viraus an huet zur Folleg, dass, wann ee falsch Bewegungen heiheim vermeit, a richtig Bewegungen aleet, ee keng falsch Bewegungen an Europa zouléisst. Dir hutt verfolgegt, denken ech, déi Méi, déi mir als europäesch Finanzministere mam Emgank mat Däitschland a mat Frankräich am Zesammenhang mat dem Stabilitéitspakt haten. An et ass opgefoll, an ech mierken op der Strooss an och esou an der Korrespondenz, dass dat zu Lëtzebuerg op wéineg Verständnes

stéisst, dass Lëtzebuerg net géint Däitschland a Frankräich gestëmmt huet, mä fir Däitschland a fir Frankräich a géint d'Kommissioun gestëmmt huet.

Wa Lëtzebuerg fir d'Kommissioun gestëmmt hätt an domat géint Däitschland a Frankräich, dann, well eis zwou Stëmme decisiv waren, géifen Däitschland a Frankräich elo an engem Sanktionsmechanismus stiechen, an iwwert dat eraus, wouzou se sech engagéiert hunn, wesentlech méi grouss Budgetaspuerungen am Joer 2004 mussen maache wéi déi, déi se elo opgrond vun engem dann erëm majoritäre Beschluss vun de Finanzministere mussen maachen, nämlech 0,8% Ofsenkung a Frankräich an 0,6% Ofsenkung an Däitschland.

Firwat hu mir dat gemaach? Éischens, well een emol voraussetzt, dass ee mam Stabilitéitspakt a senger Entstehungsgeschicht eppes ze dinn hat, éischters emol well mir der Meenung sinn, dass een et net zu enger fetischistescher automatischer Applikatioun vum Stabilitéitspakt ka komme loossen, mä dass dat ëmmer eng politesch Décisioun ass, déi d'Gesamterörterung vun der totaler wirtschaftlecher a finanzieller Landschaft an Europa an an der Welt muss am Bléck hunn.

An zweetens, well bei där Gesamtbetruechtung opfällt, dass esou laang wéi déi däitsch an déi franséisch Economie net op d'Féiss kënn, dat europawäit Wuesstem an der Kris stieche bleift. Wann een also elo higaange wär, wéi d'Kommissioun dat wollt a wéi eelef aner Staten dat wollten an der Europäescher Unioun, an et hätt een Däitschland a Frankräich zu weidere Aspuerungen an hiren Investitionsbudgeten obligéiert, da wäeren déi zaart Wuesstemsplanzen, déi elo amgang si sech lues a lues ausereen ze dinn, brutal erëm am Buedem versenkt ginn a mir wäeren op eng méi durabel Aart a Weis an der Wuesstems-kris an Europa stieche bliwwen, wéi elo, wou mir d'Méiglechkeet schafen, dass déi Länner lues a lues, wa se d'Politik intelligent gestalten, erëm op d'Féiss kommen.

Wann dat europäescht Wuesstum an där Kris bleift, wou et ass, da komme mir och net iwwer ee Wuesstum vun 1,5 bis 1,6% eraus. Mir mussen awer méi en héicht Wuesstum hunn - soen ech als een, deen net grad en ausgesprochene Wuesstumfetischist ass -, wéinst deene multiple Contrainten, déi mir eis selwer an eist Logbuch geschriwwen hunn an deene verschidde Beräicher vum öffentlechen Handeln.

Mir maachen eisen Aussenhandel zu 84% an Europa. Wa mir 84% vun deem, wat mir exportéieren, an eng Géigend eran exportéieren, déi schwach ass, déi net op d'Féiss kënn, wou de Wuesstum sech negativ an de gréisste Länner entwéckelt a llicht positiv - net positiv genuch - an deenen aneren, gi mir zu Lëtzebuerg ganz schwéieren Zäiten entgéint, well mir net Autonomie a Fiedersprongkraaft genuch hunn, fir selwer wuesstumssteiernd kënnen op eise nationale Maart tätég ze ginn.

Obschonn et erstaunlech bleift, dass mer trotz Rezessioun an Däitschland an a Frankräich, wou mer 53% hin exportéiert hunn, zu Lëtzebuerg nach e Wuesstum vun 1,2 bis 1,3% jee no Joer hunn. Wat een unhuele kann, ass, dass et eng llicht Déconnexion vun regionale Wirtschaftszyklus gëtt tëschent dem lëtzebuergesche Wuesstum an dem groussregionale Wuesstum am Sënn Däitschland-Frankräich-Belsch, wat och erëm weist, wéi wichtig dass déi duebel Steierreform, souwuel bei de Betriber wéi bei de Privatpersoune war, well déi bannenzech Demande hei am Land eigentlech d'Konjunktur zu engem ganz groussen Deel gedroen huet an dat Ofsenke vun de Steierniveauen op de Betriber eng



Rei vun Aktivitéiten - ech hunn der elo grad genannt - op Lëtzebuerg bruecht huet, wéi och aner, déi vun där Landschaft, déi mer do ural gemaach hunn, kënne profitieren.

Wann Däitschland a Frankräich nach weider zrëckginn an hire wirtschaftlechen Entwécklungen a mir 53,3% dohinner exploitéieren, brauch ech kengem eng Zeechnung ze maachen, wat dat fir d'Lëtzebuergesch exportorientéiert Wirtschaft heescht an dofir hu mer mussen, och aus nationalem Interesse eraus, net nëmmen aus europäeschem Interesse eraus, wat eppes anescht ass wéi europäesch Spekulation, déi Positionen huelen, déi mer zu Bréissel geholl hunn, obschonn et eis méi Misère kuerzfristeg mécht wéi et eis Freed mécht. Well eelef aner Länner si rose mat eis, dass mer Däitschland a Frankräich virun de Sanktiounen, déi als nächste Schrëtt komm wäeren, bewahrt hunn an d'Lëtzebuerg froe sech: Firwat geet deen eigentlech fir d'Fransousen a fir déi Däitsch - wa si sech iwwerhaapt esou frëndlech ausdrécken - stëmmen, wou et dach esou flott ass, wann déi kleng Länner deene Grouse mol eng Kéier kënne weisen wou de Bock d'Lach huet. Abee, hätte mer hinnen et gewisen, wäer mir als dat éischt vun all deenen anere Länner negativ affektéiert ginn duerch no enne revidéiert Wuesstumsprognosen, déi et an Däitschland an a Frankräich an der Realitéit da ginn hätt, an dofir hu mer mussen esou handele wéi mer gehandelt hunn.

Elo ginn, Här President, ronderëm de Budget ëmmer Mäercher erzielt.

■ **Une voix.** - Dat ass richtig!

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - An den Här Krecké huet der a sengem Liewen heiansdo och scho schréfflech niddergeluecht.

**(Hilarité)**

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Zwee Mäercher...

**(Interruption)**

Voilà, et waren nämlech keng an dofir sinn och elo déi Mäercher, déi gezielt ginn, keng, mä schlecht gerode Geschichten. Ech hunn lech gewisen, dass dat Märchen, dass d'Regierung net genuch géing investéieren, net stëmmt; wéi d'Mäercher eben ni stëmmen. Ech hunn lech gewisen, dass et falsch war, fir ze soen, Lëtzebuerg wär d'Schlusslicht an Europa. Dat war net nëmme falsch,...

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Wien huet dat da gesot?

■ **Une voix.** - Et ass eng déif Wouerecht an de Mäercher.

■ **Plusieurs voix.** - Uhhh!

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Jo, „und die Moral von der Geschichte“, déi mierkt Der am Juni d'nächst Joer; do si mer awer nach net, dat kënnt alles eréischt.

Richtig ass et net - wéi den Här Goebbels dat op d'mannst zéngmol geschriwwen huet -, d'Regierung géif d'Investitiounen kieren. Dat ass einfach falsch. Eng dacks widerhuelte falsch Behauptung dréit een Numm, deen net an de parlamentaresche Sproochgebrauch passt an dofir ennerloossen ech déi Qualifizierung och. Deeselwechten Här Goebbels, deen ass jo awer nach bei lech an der Partei?

■ **Une voix.** - Oh, mir kënnen der och bei lech opzielen, wat komecher sinn!

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Awer keng déi Spëtze-kandidat waren.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Mä deen ass et jo net.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Maja, dat ass d'Schicksal vun Äre Spëtzekandidaten.

**(Hilarité et interruptions diverses)**

Ech wollt just soen: Schlusslicht an Europa, op deene wesentleche Positionen déi an der Vergaangenheet beschriwwen gi sinn, dat ware mer ni, dat mierkt een dass mer nach ëmmer och am Joer 2003 - Zuele vu gëschter - deen héchste PIB-Stand pro Kapp hei am Land hunn. Wat erstaunlech ass, well déi Nopeschlänner ronderëm eis sech wesentlech méi déif an deem internationale Klassement erëmfannen.

Eng aner Geschicht - fir net ze soe Märchen -, déi probéiert ginn ass, war, mat velle Renforté vun Argumentatiounspfeiler, déi aus alle méigleche Köcheren hei aus gréisere Gebaier an der Stad entlout gi sinn, esou ze maache wéi wann d'Regierung bewusst eng aner national Presentatioun vum Budget gemaach hätt, wéi déi Presentatioun, déi een opgrond vun de Maastrichter Defizitkritären zu Bréissel muss areechnen.

Et huet mech éischtens dorunner gestéiert, dass dat net esou ass, an zweetens, dass een d'Leit och e bësse fir domm wëllt verkafen. Wann d'Regierung anonncéiert 200 Milliounen Euro ze léinen - sou wéi dat deemools war, et sinn elo nach 120 Milliounen -, da versteet jiddereen hei am Land, dat brauch ee kengem extra ze erklären, dass wann een 120 Milliounen léine geet oder 200, wéi am Summer nach geplangt, dass een dat mécht well ee se anescht net huet, nodeem een déi dote Pisten, déi ech elo éinescht als falsch Beweunge beschriwwen hunn, net wëllt goen.

Fir also d'Leit gleewen ze dinn, nodeem ee gesot huet „mir gi Sue léinen“, hinnen e Budget ze presentéiere wou dat net géif drastoen, währenddem d'Leit zu Bréissel se awer misste presentéieren, ass einfach déi immediat spontan Verständnesfähegkeet a Begrëffsfähegkeet vun de Leit ënnerschat. Wann ee seet „mir gi Sue léinen“, wëssen d'Leit, si gi Sue léine well se déi Suen net hunn. Fir dann ze mengen et hätt een de Budget verschéinert a beschönigt, well een déi Emprunten als Recette am Budget andréit, ass e spektakuläre Virgang.

Éischtens gesinn d'Décsiounen - ech war iwwregens do derbäi - vun 1995 iwwert d'SEC95 an d'Defizitkritäersbemiessung vu Maastricht vir, dass all Land säi Budget no senge classeschen nationalen an traditionelle Methode kann zum Zweck vun der Comparabilitéit op der Zäitachs presentéieren.

Zweetens, dass een da muss eng Versioun op Bréissel ginn, déi déi genau Applikatioun vun de Maastrichter Defizitkritäre beinhalt. Wat mer d'lescht Joer gemaach hunn, wat mer d'Joer och elo no den Amendementer gemaach hunn. Mer hu se dunn hei mat publizéiert nodeem mer se virun zwee Joer publizéiert hu wéi mer de Stabilitätsprogramm agereecht hunn.

Drëtens, mir hunn e Gesetz - dat kënne mer änneren - vun 1999, nach vun enger fréierer Regierung abruecht a vun enger fréierer Majoritéit gestëmmt, wou drasteet - A a B -, dass een Emprunt muss als Recette buchen, obscho mer am Joer 1995 am Kader vun der SEC95-Décsioun gestëmmt hunn, déi Kritäersbemiessungsgrundlagen, déi mer eis an alle Länner vun der Europäescher Unioun ginn hunn. Och aner Budgeten hunn eng aner national Presentatioun wéi déi Maastrichter Presentatioun, déi een zu Bréissel zu Iwwerwaa-

chungs- a Surveillancemultilatéraleszwecker brauch. Mä mir hunn am Gesetz stoen, déi Recetté missten als Emprunt gebucht ginn.

Dat kann een änneren an et esou maache wéi eis Noperen, wéi Däitschland oder wéi Frankräich, wou d'Parlament net gefrot gëtt, fir en Emprunt ze maachen, wou dat eng Décsioun ass eleng vum Finanzminister a wou déi Décsioun konkret a praktesch iwwerhaapt net iwwert de Budget lafen, mä eleng Tresoriesoperatiounen sinn. Esou zwar, dass den Emprunt an deene Länner iwwerhaapt net an de Budget kënnt, mä de Scholdendéngscht, dee jo d'Konsequenz vum Emprunt ass, d'Zréckbezuere vun der Schold, och net iwwert de Budget leeft.

Hätte mer déi Theorie zu Lëtzebuerg zur Grondlag vun eiser interner Gesetzesgebung gemaach, da wäeren d'Budgete vun deene leschte Jore vill méi schéi gewiescht wéi se waren. Well vu dass mer vun 1998 u keen Emprunt méi opgeholl hunn, mä vun 1998 u awer all Joer zréckbezuelt hunn, wär dat, wat mer opgeholl hunn, ni an dee Budget komm. Mä do war och näischt dranzekommen, well mir hu jo näischt opgeholl. Mir hunn awer missten zréckbezuere an déi Suen déi wäeren net iwwert de Budget gelaf, sou dass sech ënner dem Strich eng wesentlech besser Situatioun vun de Konten an eisem Statshaushalt presentéiert hätt an de leschte Joren an an den nächste Joren, wéi wann een et sou mécht, wéi mer dat hei gemaach hunn.

Ech wëll nach dobäi soen, well ech beim Stabilitätspakt sinn, dass ee muss wësse wéi do gerechent gëtt. Zu Recht oder zu Onrecht, mä esou ass d'Regel. D'Regel ass, dass d'Kommissioun kuckt, wat an engem Joer vun Einnahmen erakëent a wat an engem Joer un Ausgabe gemaach gëtt. Wéi dat finanziert gëtt, ass der Kommissioun an ass deenen anere Finanzministere egal, esou zwar, dass dat, wat mer aus de Reserven huele vun den Investitiounsfongen, fir eis Investitiounen ze bedéngen, net considéiert gëtt wéi eng intelligent Finanzéierung vun Investitiounen, mä wéi en Defizit, well mer jo déi Suen, déi mer aus der Reservekäsch erashuelen, net an deem Joer erakréie wou mer se ausginn. An anere Wieder, Dir wëllt lech en Haus fir zéng Milliounen kafen, Dir hutt fénnef Milliounen gespuert, Dir gitt fénnef Milliounen léinen, da kaaft Der dat Haus vun zéng Milliounen, da seet d'Kommissioun a Maastrichter Kritären, sou wéi mer se festgeluecht hunn: Dir hutt eng Schold vun zéng Milliounen gemaach. Dir hutt awer nëmmen eng vu fénnef Milliounen gemaach, well Dir hutt jo fénnef Milliounen gespuert gehat.

Wann ech mech an Europa asetzen dofir, dass de Stabilitätspakt muss iwwerréift ginn, dann awer och, awer eréischt wa mer en erëm alleguer sou respektéiere wéi en elo ass, fir dass een déi dote Regeln, déi géint de gesonde Mënscheverstand verstoussen, erëm opgehuewe krit. „Firwat ass déi Regel agefouert ginn?“, kann ee sech froen. 1991 hu mer zu Maastricht, den Här Poos an ech, dofir plädéiert, dass de Reserve misst Rechnung gedroe ginn. An do hunn den Här Bérégovoy, den Här Waigel an den Här Maystadt grouss Ae gemaach, well déi wouste guer net vu wat fir enger Begrëffswelt dass mer do géife schwätzen, well déi hate keng Reserven.

Elo sinn awer dräi Länner, déi grouss Ustrengung gemaach hunn an deene leschte Joren, déi och Budgetreserven hunn an déi déi och net dierfen zur Uwendung komme loosse, well dat als Defizit

ugerechent gëtt, an dofir hu mer elo e Club vu Leit, déi nach eppes op der Reservebank leien hunn an dofir kann een elo anescht un déi Diskussioun erugeen.

Wann ech soen, dass een näischt dierf méi schlëmm maache wéi et ass, da wësst Dir wat ech domat mengen, mä et dierf een och näischt méi schéi maache wéi et ass, well déi Reprise, op déi mer hoffen, net fir d'éischt fir d'Joer 2004, mä zënter e puer Joer schon, gëtt all Unzeeche vu Confirmatioun. Mä ech soen, déi steet op wackelege Féiss an op zidderege Been, an et kann een net eng ganz Politik dorop opbauen. Hätte mir déi ganz Politik dorop opgebaut, dass d'Reprise 2004 kënnt, dann hätte mer de Budget net nëmmen ëm 0,2% respektiv ëm 0,6% real uwuesse gelooss, dann hätte mer vill méi en héije Wuesstumsschub an den öffentlechen Dépense kënnen zouloosse wéi deen, dee mir leschtendlech bei der Opstellung vum Budget 2004 akzeptéiert hunn.

Well mir awer mengen, dass et probabel ass, dass mer am Joer 2004 an der zweeter Halschent déi Reprise kréien, war et richtig déi Politik ze maachen, déi mir zur Grondlag gemaach hu vun der gesamter Budgetopstellung, nämlech keng Steiererhéijungen, keng Cotisationsverschlechterungen, dofir jo och de Kompromëss am Beräich vun de Krankekeesen, sou wéi en ausgefall ass. Dat huet eppes mat Wirtschaft a mat Budget ze dinn, well de Budget jo och net méi Laaschte konnt droen am Joer 2004 wéi en der gedroen huet. Dofir hu mer déi eenzel Politikelementer uneneegestréckt, an der Hoffnung, dass mer am Joer 2004, do-duerch dass mer net déi falsch Beweunge maachen, richtig am europäesche Geleitzuch leien, wann déi Reprise, déi sech ofzeechent an aneren Deeler vun der Welt an déi ufänt och an Europa éischt Sprossen ze weisen, da kënnt.

Net beschéinegen, dat heescht och, dass ee muss e klore Bléck behale fir d'Aarbeitslosigkeit, déi zu Lëtzebuerg klëmmt an elo d'Grenz vu 4% dépasséiert huet a besonnesch ausgeprägt ass bei den indemniséierte Chômeuren, well déi absolut Zuel vu Leit, déi eng Aarbecht sichen, déi wëllt näischt soen. Dat ass och en Indicateur, mä dee wëllt näischt soen. Mä déi absolut Zuel vun deene Leit, déi indemniséiert ginn, well se hir Aarbecht verluer hunn, déi wëllt eppes soen, an déi klëmmt enorm staark an déi weist, dass Dégraisementseffekter an eiser Economie amgaange sinn zu engem normale Reflex vun deenen ze ginn, déi mat Leit an der Economie an engem bestëmmte schwierge wirtschaftlechen Émfeld ëmginn.

An dofir ass et Zäit, an dat ass och amgaange gemaach ze ginn, fir dat gesamt Instrumentarium wat iwwert de Beschäftigungsfong beweegt gëtt, kritesch ze iwwerprüfen, bis eran an déi national Beschäftigungsgesellschaften, déi sech och mussen engem Scrutin ënnerwerfen, a fir dann d'Prioritéiten esou ze rezentéiere wéi se kënnen optimal rezentéiert ginn, fir dass d'Aarbeitsmaartpolitik nach méi aktiv gëtt, wéi se souwisou schon ass. An och fir d'Iwwerleunge weider um Liewen ze halen, ob et net méi intelligent ass, wann de Stat als Stat Sue mobiliséiert, fir Leit a Beschäftigung ze halen, oder séier op eng aner Beschäftigung ze bréngen, anstatt hinne Suen ze ginn, fir hir Aarbecht opzeginn a fir am Chômage ze setzen, a fir näischt ze maachen, net well se näischt maache wëllen, mä well se näischt maache kënnen. An dofir muss een a konkreten Dossier, déi unhänken, an op eng méi generell Façon all Kéier och emol rechne wat da leschten Enns, onofhängeg vun de mënschlech negative Begleiterscheinungen, ënner dem Stréich méi bëlleg gëtt, aktiv a finanziell Ennerstëtzung vun

Aarbecht oder inaktiv finanziell Belegung vun Net-Aarbecht. Dat ass eng Fro, déi een ëmmer erëm muss nei stellen.

Wéi mir de Budget hei am September abruecht hunn, dunn hunn ech gesot, wann déi wirtschaftlech Erhuelung net géif kommen, a wann déi Finanzkreesleef net kënnen esou hiergestallt ginn, wéi mir se fréier haten, da géife mer am Joer 2004 an am Joer 2005 iwwert d'Distanz kommen, wéinst deem ugespuertene Reservekapital, wat mer an deene leschte Joren accumuliert hunn, mä da wiere mer vum Joer 2006 un an enger Situatioun, wou mer aner Moosname mussen ergräifen. Ech verstinn dofir schlecht, mä ech mengen dat ass och net ze verstoen, firwat dass ëmmer esou gemaach gëtt, wéi wann d'Regierung géif kucken elo mol iwwert d'Distanz ze kommen, an dann no de Wahlen, wéi geschriwwen gëtt, dat déckt Enn géif nokommen.

Ech hu selwer gesot, dass, wann et net zu enger daitlecher Erhuelung vun der Economie kënnt, dass dat déckt Enn dann am Budget 2006 do ass an dass mer da mussen agéieren. An dat maache mer och! A wann dat déckt Enn schon am Joer 2004 komm wär, dann hätte mer fir d'Joer 2004 agéiert. Déi Virstellung, bestëmmten Terminer an der Métt vum Joer kënnen een dovun ofhalen ze agéieren an ze reagéieren an och preventiv ze wirken, ass eng Virstellung, déi een net méi huet wann een eng gewëssen Zäit laang dat gemaach huet, wat mir elo zënter langer Zäit schon, fir Einzelner zënter ze vill langer Zäit, maachen.

**(Hilarité)**

Mä wa mir elo drastesch reagéiert hätten, dann hätte mer éischer deen negative Prozess, deen an der Economie ze observéieren ass, verstärkt. Mir hätten en net geheelt. Iwwerdrüwvent Spueren am Investitiounsberäich ass een Antikonjunkturprogramm, an dofir hu mer op Grond vun de Reserven, déi mer hunn, op Grond vun der Steierpolitik, déi mer gemaach hunn, op Grond vun der Weigerung d'Lounniewekäschte klammen ze loosse, genau des Politik gemaach, well déi Reserven, déi mir gebilt hunn, déi hu mir jo net gebilt, fir se ze hunn, déi hu mir ugeluecht fir se kënnen ze mobiliséieren an deem Moment, wou ee se wierkelech bräicht. An dofir soll een ophale mat der Ried fir ze soen: Dir wäert emol gesinn no de Wahlen. Dir wäert och emol gesinn no de Wahlen!

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Statsminister, a mir héieren elo den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statshaushalt vum Joer 2004. D'Wuert huet den Här Minister Frieden.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eent vun den Hauptziler vun der Politik an eiser Opfaassung ass et, d'Zesummeliewe vun de Mënschen ze organiséieren an hir Liewensbedingungen op eng fair, sozial gerecht an dauerhaft Aart a Weis ze verbesseren.

Dobäi kënnt selbstverständlech eng wichteg Roll der Budgets- a Steierpolitik zou, am Allgemengen, mä besonnesch och a méi schwierge wirtschaftlechen Zäite wéi deenen, wou mer dese fénneften a leschte Budget vun deser Legislaturperiode am Parlament diskutéieren. Woubäi ee selbstverständlech muss, an de Statsminister huet dat elo grad gemaach, dee Budget ëmmer an enger Méijoresanalyse gesinn.

Ech géing gäre kuerz de Mëtteg, complémentaire zu deem wat de Statsminister gesot huet, op de Budget vum Joer 2004 agoen, mä



en och situéieren an dem Licht vun der gesamer Legislaturperiod, an e puer Iwwerleueunge maachen iwwert d'Zukunft, iwwert dat wat a Bezuch op d'Budgetspolitik vun deenen nächste Jore virun eis läit.

2003-2004 si wirtschaftlech schwierig Zäiten. Dat heescht manner Wuesstum, dat heescht manner Steiereinnahmen an dat heescht och eng grouss Erausforderung fir Prioritéiten ze setzen, déi zum Zil hu via de Budget eng sozial Emverdeelung sou ze maachen, dass och de Grondaufgabe vum Stat kann nokomm ginn, fir d'Ekonomie hëllefen unzekerbeelen. A mir mengen, dass de Budget 2004, wou ech muss zouginn als Budgetminister, dass dat en äusserst schwierige Budget war, deem dräifachen Zil gerecht gëtt, an dass en eng Äntwert ass op déi Erausforderungen, déi mer hunn.

Sou liesen ech iwwerengs och de Budgetsrapport, dee gëschter hei am Numm vun Ärer Finanzkommission den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf gemaach huet. Ech wëll him merci soe fir déi vill Aarbecht, fir déi zukunftsorientéiert Remarken, déi hie gëschter hei gemaach huet. Ech géif och wëllen all de Kollege vun der Finanzkommission, déi vum Här Lucien Weiler presideiert gëtt, merci soe fir déi Analys, déi si zu deem Budget gemaach hunn, an déi a groussen Zich déi nämlecht Froe stellt an déi nämlecht Reflexioun mécht wéi déi, déi d'Regierung bei der Opstellung vum Budget gemaach huet, an déi Dir im Nachhinein zu deem Budget gemaach hutt.

Ech hu gesot de Budget 2004 war fir d'Regierung a war fir mech als Budgetminister e schwierige Budget mat Particularitéiten. Déi éischt ass, dass d'Steiereinnahme lichter erogaange sinn. Dat ass fir d'éischt an deene Budgeten, déi mir an deser Legislaturperiod gemaach hunn. D'Steiereinnahme sinn em ronn 1% erogaangen. Particularitéit och, well mir an deem Budget en Defizit hu vu 84 Milliounen Euro, a Particularitéit och, well mir en Defizit no dem europäesche Stabilitäitsprogramm hu vun 1,8% vum PIB.

Dat sinn nei Zoustänn fir Lëtzebuerg, mä déi si lichter ze verstoen an engem internationalen Kontext. Mä si verlaangen Adaptatiounen, si verlaangen awer och d'Constatacion, dass trotz deene Particularitéiten do eis Statsfinanze besser do sti wéi an deene meeschten europäesche Länner. An déi Resultater, souwuel dat wat ech iwwert de Budget gesot hu wéi iwwert d'Resultat nom Stabilitätspakt, sinn ze erklären, sinn akzeptabel, si gewollt, well mir wollt keen Zickzackkurs an der Budgetpolitik fueren, mä mir wollten e staarken, inhaltleche Budget maachen. Sozialpolitik, Enseignement, Sécherheet, Investitiounen sinn hei Stéckwierder, déi den Inhalt ennersträchen.

Ech hu gesot, et ass eng Particularitéit dass eis Steuerrecetten net wéi an der Vergaangenheet all Joers geklomme sinn. Zweek Beispiller dofir: Fir d'Kierperschaftssteuer hate mir dat lescht Joer am Budget 1,4 Milliarde virgesinn, fir d'nächst Joer gesi mer d'Joer 1,1 Milliard vir. Dat sinn emmerhin 300 Milliounen Euro manner, déi mir am Budget vun 2004 par rapport zum Budget 2003 ageschriwwen hunn. Datselwecht iwwerengs gëllt bei der Taxe d'abonnement, déi em 80 Milliounen an nächste Budget manner ageschriwwen ginn ass wéi am Budget vun deem Joer. Dat sinn natierlech direkt zwou Steierkategorien, déi mam Fonctionnement an de Resultater vun der Finanzplaz zesammenhängen, mä déi eis selbstverständlech mussen Kappzerbriechen maachen, zemoos wa mer dobäi och nach feststellen, dass aner Steierkategorien zwar wuessen, awer manner séier wuessen wéi an der Vergaangenheet. Ech denke virun allem hei un d'Gehältersteuer.

Natierlech spillt bei deene manner héije Steuerrecetten och mat, dass mir eng ganz substanzuell Steierreduktion an deene leschte Jore gemaach hunn, an déi reflektéiert sech natierlech nient der ekonomescher Situatioun an deenen dote Chifferen. Si huet natierlech awer och e positiven Effet op de Budget, nämlech dass duerch déi Steierreduktion selbstverständlech d'Privatleit méi konsuméieren an d'Betriber méi Suen hu fir ze investéieren, an dofir war, och wa mir dat am Budget als negativ spieren, kuerzfristeg déi Steierreform wichtig a richtig grad an deenen Zäiten.

Mä wa mir dat dote feststellen, da soen ech: Déi Chifferen do verlaangen Adaptatiounen. An déi Adaptatiounen hu mer kuerzfristeg gemaach - de Statsminister ass drop agaangen -, de Budget vum nächste Joer wiest nëmmen em 2%. Inflationenberengert wiest en iwwerhaupt net, dat ass et an der Vergaangenheet net ginn. 1994 ass en zum Beispill em 6,8% geklommen, 1999 em 5,8%, elo wéi gesot em 2%, dat ass eng Adaptatioun, déi mir direkt virgeholl hunn, well mir net wollten, dass hei eppes géng entstoe wou mir herno net méi d'Kéier géinge kréien.

Mir hunn eis och misse Prioritéite setzen. Bei deene Prioritéiten hu mer selbstverständlech beim Sozialbudget weider e wictegen Akzent gesat, e Sozialbudget, deem am Budget vum nächste Joer 44% vun de Gesamtausgaben ausmécht. Dat si Familienzoulagen, dat ass Wunnensbau, dat si Contributioun vum Stat un d'Krankekeesen an un d'Pensionskeesen. An trotzdem dass mer d'Dépenses net staark klamme loosse, hu mer eng Rei Gebitter, aus guddem Grund, well mer Prioritéite gesat hunn, awer klamme gelooss, souguer iwwerproportional, well mer dat als wictege Gebitter ugesinn, nient dem Volet vun der Sozialpolitik, déi ech elo grad genannt hunn. Ech kann der nëmmen e puer erauspicken, mä et fënt een der eng ganz Rei an deem Budget.

Ech huelen zum Beispill nëmmen dat, wat mer fir d'Justiz an d'Police gemaach hunn, wou d'Kreditter op 215 Milliounen klammen. Wann ech dat iwwerengs iwwert des Legislaturperiod kucken, da klammen déi Kreditter em 70%. D'Kreditter fir d'Erzéiung, d'Lycéeën an d'Universitété klammen och, op 770 Milliounen, well d'Erzéiung d'Basis ass vun der Zukunft vun eisem Land. D'Kreditter fir de Fonctionnement vum öffentlichen Transport klammen och op 200 Milliounen, an ech kéint d'Rei fortsetzen. Bei engem staark gebremsten Uwuesse vun den Dépenses vum Budget ass de Punkt also deen, dass mer fir eng ganz Rei fir d'Regierung wictege Gebitter d'Kreditter trotzdem gehéicht hunn.

Ech hunn d'lescht Joer bei deser Ried gesot: Wann d'Sue méi knapp ginn, da mussen mer bei de Prioritéiten virun allem no de Grondaufgabe vum Stat kucken. An et ass dat wat mir an deem Budget gemaach hunn. Déi Beispiller wéi Éducation vun éne bis zum héchsten Niveau, Sécherheet, öffentliche Transport, Logement, dat si Gebitter wou mir mengen, dass d'Grondaufgabe vum Stat, d'Ennerstétzung vun de Leit, déi hei am Land wunnen, och an engem Gedanke vu Solidaritéit, hir éischt Auswirkung mussen hunn. Dat war eist Zil, dat Zil hu mir erreicht am Budget vum nächste Joer, och wann en nëmmen em 2% klëmmt.

De Budget vun 2004 - mengen ech - muss een och kucken no der ekonomescher Natur vu sengen Dépenses fir e kenne richtig an deenen nächste Wochen hei am Haus ze diskutéieren. Ech stelle fest, dass 29% vun den Ausgaben vum Stat fir Participatiounen un der Sécurité sociale sinn, 20% vum Stat sengen Ausgabe ginn un d'Gehälter, 10% - an ech kommen dorober herno zréck - sinn Transferte

vum Stat un d'Familjen, un d'Ménagen hei am Land. Dat sinn also Suen, déi de Stat emverdeelt an zréckgëtt un d'Leit fir verschidde politesch Ziler ze errechen. 8,5% ginn un d'Entreprises, och dorober kommen ech zréck, an nëmmen 8 bis 9% si Konsumausgaben ouni Gehälter. Dat ass also ganz niddreg, a wann emmer erëm gesot gëtt, d'Konsumausgabe vum Stat missten niddreg bleiwen, dann ass dat eppes wat mir deelen, wat mir hei gemaach hunn a wat mir och weider wëlle maachen.

D'Investitiounen sinn 10%; d'Investitiounen, de Statsminister ass drop agaangen, klammen aus gudden ekonomesche Grënn. Mä ech mengen wann een déi ekonomesch Natur vun den Dépenses kuckt, an dat och an engem pluriannuellem Analys mécht, an ech kommen dofir op Verschiddener herno zréck, da gesäit een, dass mer do Fouss bei Mol gehalen hunn. Wa mer déi doten Ausgaben tätigen, dann hu mer e Budgetdefizit no Amendementer vu 84 Milliounen. Dat ass sécher keng gutt Situatioun. Mä an ekonomesch schwierige Zäite wollt mer an de grouse Bléck „Sozialpolitik“ an „Investitiounen“ net eroffoen a bei de Steieren net eropgoen. Dofir hu mer dee Budget net am Équillib. Mä mir hätten dat, wa mer déi dote Moosname geholl hätten, kenne maachen. Mä dat war eng zousätzlech Brems fir d'Ekonomie gewiescht, an dofir hu mir et net gemaach.

Mir hunn et och net bräichten ze maachen aus engem ganz preziser Ursach déi unique ass zu Lëtzebuerg, nämlech nient de Reserven, déi mir op der Säit hu fir d'Investitiounen ze bezuelen a vun deenen de Statsminister laang virdu geschwat huet, hu mer och eng sou genannte Budgetsreserve, wat also d'Iwwerschëss sinn, Suen, déi mir an deene leschte Jore méi erakritt hunn an déi mir net affektéiert hunn un d'Investitiounsfongen, an déi hu mir op der Säit um Stat sengem Spuerbuch. An iwwert déi kenne mer ouni Kappzerbriechen déi 84 Milliounen do bezuelen. Et ass also en Defizit deen am Fong e fiktiven Defizit ass an deem Sënn, dass de Stat déi Suen huet fir déi Mehrausgaben, déi am Budget sinn, ze bezuelen.

An dat bréngt mech och zu engem kuerzer Remarque zum Defizit nom europäesche Stabilitäitsprogramm, de Maastrichter Kritären. Mir hunn e Budgetdefizit do vu minus 1,8%, mä dee Chiffer seet am Fong näischt aus. Ech rappeléieren nach eng Kéier dat, wat de Statsminister virdu gesot huet, dass no deem Stabilitäitsprogramm just gekuckt gëtt: d'Recett vum Joer minus d'Dépense vum Joer. An et ass also ganz evident, dass wann een héich Investitiounsausgaben an engem Joer mécht an dat wëllt maachen, dass déi Investitiounsausgaben an deem prezise Joer natierlech méi héich si wéi d'Recetten déi een an deem Joer erauskritt. Et ass also ganz logesch, dass een dann en Defizit domat produzéiert, mä wéi gesot en Defizit dee mir och bei den Investitiounsausgaben kenne bezuelen duerch déi Reserven, déi mer gemaach hunn, esou wéi mir deen Defizit, dee mer beim Budget hunn, kenne iwwert déi Reservé bezuelen. An dat ass dee groussen Ennerscheid, dee mir mam Ausland hunn an op deen een emmer erëm muss hiweisen.

Fir déi Infrastrukturen ze bezuelen, déi mir als Stat direkt bezuelen, investéiere mir 750 Milliounen, a souguer sinn et 1,4 Milliarde wa mer déi Participatiounen bäifügen am Spidolsberäich, am Altersheembereich, wou mer Prozentsätz ginn, oft 80%, dann hu mer en fait 1,4 Milliarde, déi mir d'nächst Joer als Dépenses en capital maachen, wat iwwerengs zu Lëtzebuerg ganz

vill Aarbechtsplazen erhält an neier grënt.

Mir kenne dat maachen, well mir hunn dräi Finanzierungsquellen dofir. Mir hunn engersäits d'Avoire vun de Fongen, um 31. Dezember d'Joer, um éischte Januar also d'nächst Joer, waren nach eng 1,8 Milliarden Euro an deene Fongen, fir déi Infrastrukturen ze bezuelen. 1,8 Milliarden Euro, dat ass net näischt. Dat si Reserven, déi mir an de Joren 1996 bis 2002, a virun allem 2000 an 2001, wat ganz gutt Joren op der Finanzplaz waren, ugeluecht hunn.

Éischtens hu mer déi Avoiren. Zweetens hu mer Dotatiounen vum Budget, och elo nach. An deem Budget, deen Dir diskutéiert, ass eng Milliard Euro virgesinn, déi aus dem Budget als Dotatiounen un déi einzel Fonge ginn. Et ass also net esou, wéi wa mer elo all d'Investitiounen aus Reserve géinge bezuelen. Et geet nach eng Milliard aus dem Budget an déi Investitiounsfongen. Mir maachen aus deene Grënn, déi virdu exposéiert gi sinn, fir de Stroossebau fong a fir de Schinnefong en Emprunt an der Héicht vun 120 Milliounen Euro. Fir den normale Budget inklusiv d'Kapitalausgabe brauche mir keen Emprunt ze maachen.

Deen Emprunt, dee kenne mer ganz gutt maachen. Ech wëll hei drun erënneren, dass mir an deene leschte fënnf Joer iwwerhaupt keen Emprunt, weder fir de Budget nach fir d'Investitiounsfonge getätigt hunn. Och dat war eng prudent Politik, déi eis elo zegutt kennt. Den Defizit Maastricht hätte mer also lichter op Null kritt, wa mer d'Investitiounen gebremst hätten, wat mir aus deene Grënn, déi virdu exposéiert gi sinn, net gemaach hunn.

Ech hu gesot, et ass e staarken inhaltleche Budget, well bei alle finanzielle Schwierigkeeten, dierf een net driwwer ewechgesinn, dass mer schlussendlech d'nächst Joer, Budget a Fongen zesammen, 7 Milliarden Euro ausginn, 280 Milliarde Lëtzebuurger Frang. Dat erlaabt eis eng ganz Rei Politiken, déi ech virdu schonn ugeschwat hunn, ze maachen, fir d'Liewe vun de Leit am Land ze verbesseren. Mä viles, muss een awer och soen, war wéinst der schlechter Steuerrecettésituatioun net méiglech. Villes huet misse refuséiert ginn.

Ech begéine vill Leit, déi sech opreegen, dass déi eng oder déi aner Propositioun, déi se gären duerchkritt hätten, net konnt gemaach ginn, mä d'Regierung war der Meinung, dass mir missten d'Dépenses net staark klamme loosse, de Budget op enger niddreger Croissance vun Dépenses halen, an dofir war eben net alles dran, wat deen een an deen anere sech gewënscht hatt.

D'Situatioun ass schwierig, mä d'Statsfinanze bleiwen an hire Fundamente gesond duerch dese Budget. Hir Gesondheet ass mëttelfristeg méi fragile, mä well mer virsichtig an der Vergaangenheet waren, well mir déi Reserven ugeluecht hunn, gëtt duerch dese Budget, an dat war eist Zil, d'Gesondheet vun de Statsfinanzen net entaméiert.

Ech hu virdu gesot, dass wann een dee Budget wëllt richtig analyséieren, da muss ee selbstverständlech dat iwwer eng ganz Legislaturperiod kucken, souwuel no hanner wéi no vir. Wann ech no hanner kucken, kucken ech natierlech emol fir d'éischt op dat lafend Joer. Mir hu während dem ganze Joer 2003 strictement drop gehalten, dass de Budget géng esou exécutéiert ginn, wéi mir dat der Chamber d'lescht Joer virgeluecht hunn. Ech stelle fest, dass mer no deene leschte Chifferen, déi mer hunn, wou 79% vun de virgesinnen Ausgabe getätigt sinn, de Budget vum lafende Joer fir de Moment am Équillib ass, voire lichter excédentaire ass.

Ech weess och, dass d'Enn vum Joer dat emmer nach kann änneren, dofir muss ee virsichtig a sengen Aussoe sinn, mä et beweist, dass mer ganz strikt an der Exécutioun vum Budget d'Joer waren. Dat wäerte mer och an deenen nächste Méint esou weiderféieren.

Wann ech awer iwwert déi ganz Legislaturperiod kucken, da stellen ech fest, dass mer enorm vill hei am Land gemaach hunn, fir d'Liewe vun de Leit ze verbesseren. Et kann een net Matgefill a Liewensqualität mat Euroen a Centen ausdrécken, mä an der Budgetpolitik läit trotzdem viles dran, wat déi Liewensqualität ka verbesseren. Mir hu viles gemaach, fir dass d'Leit hei am Land kenne uerdentlech wunnen, Suen hu fir d'Kanner unzedoe wa se an d'Schoul ginn, fir Schoulen ze bauen, Spideeler, Altersheimer, och Fräizäitinfrastrukturen, an deenen d'Leit nient hirer Schaff hir Liewensqualität kenne amagéieren. An ech beweiisen dat mat Chifferen.

Ech huelen d'Transferten un d'Ménagen an der Period 2000 bis 2004. Also alles dat, wat de Budget zréckgëtt un d'Familjen. Do hu mer an där Period 3,3 Milliarden Euro de Famillje ginn. A wann ech dat prozentual vergläiche mat der Legislaturperiod virdu, da sinn dat 56% méi, déi mer un d'Familjen zréckginn hunn, wéi an der Legislaturperiod virdu.

Datselwecht gëllt fir d'Transferte vum Stat un d'Entreprises. 2000 bis 2004 hu mer un d'Entreprises 2,8 Milliarde ginn. Dat sinn 72% méi wéi an der Legislaturperiod virdu. Domadder hu mer d'Investitiounen, déi d'Betriber maachen, begleet. Domadder hu mer nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaft.

Et gëtt zu Lëtzebuerg, dat stelle mer mat Satisfaktioun fest, enorm vill investéiert, besonnesch an de Kleng- a Mëttelbetriber, och a Secteure vun deene mer manner schwätzen, wéi den Agrarsecteur. Déi huet de Stat begleet duerch héich finanziell Ausgaben, an déi fanne mer erëm an deenen Transferte vun deenen ech elo grad geschwat hunn. De Stat huet also eppes gemaach, fir dass zu Lëtzebuerg méi investéiert gëtt, nei investéiert gëtt, d'Aarbechtsplazen erhale bleiwen an neier geschafte ginn.

A wann ech iwwert déi ganz Legislaturperioden zréckkucken, fir lech ze weise wéi d'Budgetpolitik d'Situatioun op eng kontinuierlech Aart a Weis am Griff hat, da kann ech lech dat un Hand vun e puer Chifferen och beweiisen. Ech huelen d'Konsumausgaben. D'Konsumausgaben ouni Gehälter bleiwe bei 8 bis 9% par rapport zu de Gesamtausgaben. D'Gehälter hunn 1999 22% vun de Statsausgaben ausgemaach. D'Gehälter vum Stat maachen elo nach 20% aus. Dat heescht, par rapport zu de Gesamtausgaben ass de Pourcentage vun de Konsumausgaben erogaangen. D'Contributiounen fir d'Sécurité sociale sinn och lichter erogaangen, respektiv si se stabil bliwwen. Mä d'Transferten un d'Ménagen, d'Transferten un d'Entreprises sinn erogaangen, souwuel am leschte Joer wéi iwwert déi ganz Legislaturperiod gekuckt, an doraus ka jiddfere selwer, wann en dat objektiv kuckt, seng Conclusiounen zéien.

Fir eng richtig Analys ze maachen, muss een och um Enn vun deser Legislaturperiod bei de Fundamente vun de Statsfinanze kucken, wat d'Schold an d'Reserve sinn. D'Schold um Enn vun deser Legislaturperiod, esouguer wa mer elo Schold ophuelen, ass manner héich wéi am Ufank vun deser Legislaturperiod. Déi Schold ass och um Enn oder an der Mëtt vun der nächster Legislaturperiod, wa mer de pluriannuellem Investitiounsprogramm bis 2007 esou ausféieren, wéi ech e viru 14 Deeg virgestallt hunn, wou mer proposéieren all



Joers fir d'Schinnennetz a fir d'Stroossen 150 Milliounen Euro opzehuelen, och da bleift 2007 d'Gesamtstatsschold en chiffres absolut um selwechten Niveau wéi déi, déi mer 1999 um Ufank vun dëser Legislaturperiod haten. A Prozenter ausgedréckt par rapport zum PIB geet se esouguer erf. 1999 hate mir eng Bruttostatschold vun 3,8%. Mir wäerten d'nächst Joer eng vun 2,5% hunn, an déi geet wéinst deem Phänomeen, dass mer al Schold zréckbezuelen, wou mer schon d'Suen op d'Säit geluecht hunn an déi am Fonds de la dette sinn, wat de Statsminister virdrun erkläert huet, iwwert déi nächst Joren erf, fir 2007 op 1,8% ze bleiwen.

Kee Land an Europa huet um Enn vun dëser Legislaturperiod, also 2004, wat bei eis d'Enn vun der Legislaturperiod ass, manner Schold wéi am Ufank vun der Legislaturperiod. All hu se méi Schold. Datselwecht géllt fir d'Reserven. Eis Reserve sinn, trotz héijen Investitionsausgaben, trotz Utilisatioun vun de Reserven elo - dofir si se jo do, fir se ze gebrauchen a schwierigen Zäiten, fir Investitiounen ze tätigen -, um Enn vun der Legislaturperiod, also d'nächst Joer nimmme ganz liicht manner héich wéi um Ufank vun der Legislaturperiod. Se sinn 3,5-mol méi héich wéi 1994.

Dat muss een an enger objektiver Analys vun de Statsfinanze mat berücksichtigten iwwert d'Joer 2004 eraus, grad esou wéi mir kënnen de ganzen Investitiounsvolumen, dee mer bis 2007 an eise pluriannuelen Investitiounsprogramm geschriwwen hunn. Déi 6,8 Milliarden Dépenses en capital, vun deene mir scho geschwat hunn, déi kënnen mer finanzéieren, a souguer da bleift nach e klengen Deel vu Reserven an de Fongen, allerdéngs nëmmen nach 200 Milliounen.

Mä ech soen nach eng Kéier: Mir hunn déi Reserven op d'Säit geluecht virun zwee, dräi Joer - vun 1996 bis 2002 virun allem - fir zu engem groussen Deel Investitiounen am Intérêt vun der Economie ze tätigen. Dofir ware se do, a mir kënnen dat maache well mer déi Programmer esou strikt exécutéiere wéi mir dat annoncéiert hunn.

Mä et ass e Fait: D'international Economie huet sech geännert, eist Land ass agebett an engem groussen Europa, wou mir d'Effete vun

der internationaler Economie matkréien. Mir mussen dat grousst Europa als eng nei Chance mat neie Mäert, neie Clienten ugesinn, an dorobber hi kommen awer eng ganz Rei nei Erausforderungen op eis duer. Mir brauchen dofir eng diversifizéiert Economie, mat enger wichtiger Plaz fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi iwwert d'Grenze musse erauskucken, mir brauchen eng staark, villsäiteg, propper a gutt geregelt Finanzplaz. Si mussen en zolitte Pilier vun der Lëtzebuerger Economie bleiwen.

Mir hunn an dëser Legislaturperiod enorm vill Gesetze hei am Parlament erabruucht, an déi meescht sinn och dovunner scho gestëmmt ginn, fir déi Finanzplaz an hirer Diversifikatioun ze ënnerstëtzen. Et ass och eise Wunsch, dass zwee wichteg Projete iwwert d'Utilisatioun vun de Créancen an d'Sociétés d'investissement à capital risque, wat erëm nei Créaneuen opmécht op der Finanzplaz, kënnen bis zum Enn vun der Legislaturperiod gestëmmt ginn. Mir hunn och dofir an dësem Budget, deen zu Ärem Vote hei virläit, eng Moossnam virgesinn, fir en nei Créaneu ze sicke bei institutionelle Geldfongen, fir deenen hir Taxe d'abonnement erfzesetzen. Och do wëlle mer, wéi gesot, nei Diversifikatioun op der Finanzplaz maachen.

De Statsminister ass schonn agaangen op déi Diversifikatioun am elektronischen Handel. Et gétt also viles wou mir an der Economie Fortschreiter gemaach hunn, déi eis nei positionéieren, och an engem méi groussen Europa. Mir brauchen awer och dofir Entrepreneursgeescht. De Stat kann d'Economie net ersetzen, mä de Stat muss ëmmer erëm déi Rahmebedéngunge schafe fir dass d'Economie sech kann dévelopéieren. Mir sinn eis eens - mengen ech - heibannen, dat koun och geschehen an der Ried vun Ärem Budgetsrapporteur eraus, dass mer Croissance brauchen, kontrolléiert Croissance, well ouni Croissance kënnen mer net d'Liewensqualitéit verbesseren.

Ech mengen awer, dass an deem Kontext an deenen nächsten zéng Joer eng grouss Aufgab op eis duerkënnt fir d'Konkurrenzfähigkeit vun eiser Economie ze erhalen. Déi muss een iwwerengs ëmmer erëm iwwerpräieren. An dofir sinn esou Observatoire wéi dee vun der Fiskaliteit an dee vun der Compétitivitéit, déi d'Regierung am Finanz-

an am Wirtschaftsministère opbaut, strategesch wichteg Instrumenter fir dass mer an der Konkurrenzfähigkeit an Europa eng wichteg Roll och an Zukunft kënnen spillen.

Ech mengen och, dass mer d'Aen net dierfen zoumaache vis-à-vis vun de Problemer vun der Finanzéierung vun der Sécurité sociale, an och dofir sinn ech dem Budgetsrapporteur dankbar, dass e geschehen dorobber agaangen ass. Dat ass net en typesch lëtzebuergeresche Problem, mä et muss een awer do ëmmer erëm drop hiweisen. Gott sei Dank gi mir alleguer méi al, mä dat huet natierlech logesch Konsequenzen op d'Pensionskeesen an d'Krankekeesen. D'Finanzéierungsfro ass dofir en Thema wat aktuell bleift, a mir dierfen eis deem net verschléisse wa mer eis Betriber konkurrenzfähig wëllen halen. Wie wéi laang wat cotiséiert fir wat erauszekréien, muss no sozial gerechte Kritären an dem Aspekt vun der Finanzéierbarkeit och an deenen nächste Jore gekuckt ginn, an dobäi spillt natierlech de Wuesstum vun der Economie eng déeterminant Roll.

De Budget 2004, dee virun lech läit, grad esou wéi d'Finanzpolitik, déi mir an dëser Legislaturperiod gemaach hunn, hunn an eisen Aen hir Ziler erreicht. Mir hunn zolidd Statsfinanzen erhalen, héich Reserven, niddreg Schold, Respekt virum Stabilitätsprogramm. Mir hunn zweetens eis Economie gestärkt, well mer duerch Steier- a Sozialpolitik de Lëtzebuerger et erméiglecht hunn, méi Suen netto ze hu wéi se der virun e puer Joer haten; domadder hu se méi Sue fir auszeginn a fir ze spueren, a mir hunn de Betriber méi Sue gelooss fir kënnen ze investéieren.

Drëttens: Mir hunn d'Land sozial gerecht a familjefréndlech gemaach, duerch eng Rei nei oder zousätzlech Sozialleeschungen; ech erënneren un d'Erhéijung vum Kannergeld, ech erënneren un déi grouss Steierreduktioun. Véiertens: Mir hunn d'Zesummeliwe besser gemaach, well mer duerch staark budgetär Mëttele nach a Formen eng ganz Rei Gebitter, ech hunn d'Sécherheet als Beispill geholl, ënnerstëtzt hunn. Mir hunn eng ganz Rei Infrastrukture gebaut, vun deene vill Leit hei am Land profitéieren, déi zu enger besserer Liewensqualitéit bäigedroen hunn. An ech soen hei, dass, wa mer d'Lie-

wensqualitéit vergläichen an dësem Land, no dëser Legislaturperiod, mat der Liewensqualitéit an deene Länner ronderëm eis, da mengen ech si mer op engem héijen Niveau, op engem wäitais méi héijen Niveau wéi an den Nopeschläner, trotz enger gudder Situation vun de Statsfinanzen.

Mä ech soen awer zugläich och, mir verkennen net d'Schwierigkeiten, déi duerch déi manner Steierrecettë kommen. Et ass net esou wéi wann d'Regierung oder ech als Budgetminister géing „die heile Welt“ dohinner molen, wéi dat d'lescht Woch en Oppositionspolitiker op der Televisioun gesot huet. Mir realiséiere ganz gutt, dass den excessive Boom vun der Finanzplaz a vun de Steierrecetten op d'mannst fir déi nächst Joren eriwir ass. De Contraire soe wär falsch, a mir maachen et net wéi deen däitsche sozialistesche Finanzminister, dee virun de Wahle gesot huet, d'Situatioun wär gutt, an no de Wahlen huet e gesot, d'Situatioun wär net gutt. Ech mengen et muss een hei kloer soen, dass d'Situatioun schwierig ass, an dass deen Broch vun der Kierperschaftssteier eis selbstverständlech Gedanke mécht, an dass e kuerzfristeg a mëttelfristeg Emdenke verlaangt. Kuerzfristeg hu mir et scho gemaach, well mer de Budget net staark uwuesse gelooss hunn, mëttelfristeg muss mer op enger Rei vu Pistë schaffen.

Eist Zil muss et bleiwen, och no 2004 gesond Statsfinanzen ze halen. Maache mir dat nämlech net, da muss mer d'Steieren erhéijen. An domadder schuede mer der Konkurrenzfähigkeit vun der Lëtzebuerger Economie, domadder setze mer Aarbechtsplazen a Gefor, an dofir ass et esou wichteg, dass mer besonnesch an enger klenger Economie eis niddreg Steiersituatioun kënnen bäibehalen, mä dat verlaangt awer dann op der Dépensesäit och eng Rei Ajustementer. Och an deenen nächste Jore muss eise Budget sech un de mëttelfristege Wuesstum vun der Wirtschaft upassen. A wann déi méi lues wüsst, da muss de Budget méi lues wuessen.

Mir mussen och de soziale Budget bereet sinn ze iwwerkucken, et muss een ëmmer erëm sech d'Fro stellen, ob en effikass ass, ob e finanzéierbar ass, woubäi et ganz kloer muss sinn, dass de Gedanke vun der sozialer Gerechtegkeet,

d'Solidaritéit mat deenen, déi am mannsten hunn, eis Prioritéit muss bleiwen. Mir brauchen eng kompetitiv Economie, mir brauche kloer Gesetze, mir brauchen effikass a schnell Prozeduren a mir brauchen eng attraktiv Fiskaliteit. Mir mussen op deem Wee weidergoen, dee mer an deene leschte Jore gezechent hunn.

Här President, mir kënnen déi Programmer an déi Politiken nëmmen duerchzéie well mer an deene leschte Joren eng Reservepolitik gemaach hunn an eisen niddrege Scholdestand an de leschte Joren esou gehalen hunn, dass mer fir déi schwierig Joren, an deene mir dra sinn, virgesuergt hunn. Well se preparéiert war, well mer net direkt all d'Suen ausginn hu wa se erakomm sinn, wat méi liicht gewiescht wär a wat eng normal Tendenz vläicht vun enger Regierung ass, mä wat mir net gemaach hunn, dofir hu mer d'Situatioun, och wa se schwierig ass, haut am Gréff. Mir hu geschehen un haut an u muer geduecht, a mir mussen och elo u muer an iwwermuer denken. Mä dofir brauche mer de Wellen zur Reform, a mir brauchen och de Wellen, mëttel- a laangfristeg ze denken.

D'Problemer vun der Finanzpolitik, d'Schwierigkeiten bei der Steiersituatioun, bei de Steierrecetten, léise mer op der Dépensesäit an an der Ausrichtung vun der Politik net mat politeschen Abenteuer, mä ech mengen dass mir eis finanziell Problemer d'nächst Joer Meeschter gi mat wäitsichtige politeschen Entscheidungen, op Grond och vun der Erfahrung, déi mir mat eiser iwwerluechtener, virsichtiger Budget- a Steierpolitik gemaach hunn, an och mat dem Verantwortungsgefühl an dem „bon sens“, deen eis Natioun ëmmer dann opbréngt an och zesummebréngt wann et schwierig gétt. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Budgetminister Luc Frieden. Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wäere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer a fänkt um hallwer dräi un. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.02 heures)

# Chamber TV



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



## Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 4913 - Projet de loi modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés  
(Rapport de la Commission spéciale „Éthique“ - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote des amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Vote)
3. 4787 - Projet de loi
  - concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
  - modifiant la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes;
  - complétant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement
 (Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)
4. Interpellation de M. Camille Gira sur la politique pour les personnes handicapées  
(Motions - Votes)
5. 5225 - Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg  
(Motions - Votes)
6. 4906 - Débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes  
(Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Charles Goerens et Carlo Wagner, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

### 1. Ordre du jour

Ech wëll lech ufanks der Sëtzung drop opmierksam maachen, dass d'Presidentekonferenz haut de Moien décidéiert huet, dem Här François Bausch seng zwou Motiounen iwwert de Fonds d'aménagement et d'urbanisation du plateau de Kirchberg an iwwert d'Établissements publics op den Ordre du jour vun der nächster Woch ze setzen.

#### (Interruption)

Da komme mir elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4913 iwwert déi gentechnesch modifizéiert Organismen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen déi Häre Santer, d'Madame Delvaux, déi Häre Calmes, Mehlen, Gira, Urbany a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jean-Paul Rippinger.

2. 4913 - Projet de loi modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés

Rapport de la Commission spéciale „Éthique“

M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dem Gesetzessprojet handelt et sech ëm eng Emännerung vum 1997er Gesetz iwwert de Contrôle vum Gebrauch an der Fräisetzung vum OGMen, dat heescht vu genesch modifizéierten Organismen. Mat dem Projet de loi ginn zwou europäesch Direktiven 98/81 an

2001/18 an d'nationaalt Recht emgesat, leider mat bal genau engem Joer Retard. Effektiv hätten déi betreffend Dispositiounen misse spëtstens den 2. Dezember 2002 a Form vu Gesetz emgesat ginn.

De Gesondheitsminister Carlo Wagner huet dese Projet de 6. Februar 2002 an der Chamber hei déposéiert, de Statsrot huet säin Avis den 8. Oktober d'lescht Joer erausginn. De 15. November 2002 huet d'Ethikkommissioun sech eng éischte Kéier mat demem Projet befaasst. Firwat d'Ethikkommissioun an net d'Gesondheitskommissioun oder d'Émweltkommissioun? Mä ganz einfach, well d'Spezialkommissioun Ethik ass u sech ervirgaangen aus der Spezialkommissioun Genetik, déi d'Aarbechten am Virfeld vum 1997er Gesetz gefouert huet. Eis Kommissioun konnt awer op déi wäertvoll Ennerstëtzung vun den Häre Mousty a Bruch aus dem Gesondheitsministère zielen, woufir ech bei deser Geleeënheet hinnen am Numm vun der Ethikkommissioun wëll villmools merci soen. Esouwuel d'Émwelt- wéi och d'Santéskommissioun kruten dese Gesetzesprojet ennerbreet, fir eis jeeweileg en Avis ze maachen.

Här President, erlaabt mir awer als éischt méi op den Detail vum Contenu vun demem Projet de loi anzegoen. Et handelt sech, wéi aganks schonn erwähnt, ëm eng Emännerung vum Gesetz vum 13. Januar 1997, dat huet missen opgebessert ginn. Grad wéi bei dem Projet, mat deem mir eis haut hei beschäftegen, baséiert dat deemolegt Gesetz op zwou europäesch Direktiven, an zwar d'Direktiv 90/219 iwwert d'Utilisation confinée vu genesch modifizéierte Mikroorganismen, an d'Direktiv 90/220 iwwert d'Dissémination volontaire. Béid Direktiven hätte bis spëtstens den 23. Oktober 1991 missen am nationale Recht verankert ginn. Den Délai ass deemno deemools ëm iwwer fënnf Joer iw-

werschratt ginn, dëst just als Erënerung oder, géing ech soen, zousätzlech Informatioun.

Domat soll awer de Retard vun engem Joer, dee mir haut hei ze verbuchen hunn, net entschëllegt oder souguer relativéiert ginn. Deemools wéi haut ass déi komplex Matière net op déi liicht Schëller geholl ginn. Ech erënnere an dem Kontext un d'Schafe vun der Spezialkommissioun Genetik am September 1990, wéi un den Débat d'orientation hei an der Chamber den 20. November 1991. Ech wëll elo hei net op d'Detailler vun deem deemolege Gesetz agoen, mä mech op d'Ännerungen, déi dese Projet de loi virgesäit, konzentréieren.

Bei diesen Ännerungen, déi déi zwou Direktive virgesinn, handelt et sech ëm eng Adaptatioun vun der Terminologie an ëm eng Clarificatioun vun den Uwendungsberäicher. Wat elo d'Utilisation confinée betrëfft, sou gëtt et an Zukunft véier Kategorien, déi dat ënnerscheeden: Déjéineg Operatiounen, déi kee Risiko duerstellen, déi mat engem schwache Risiko, déi mat engem Risque modéré, an déi mat engem héije Risiko. Déi gréisser Ännerunge concernéieren awer d'fräiwëllegt Fräisetze esou wéi d'Mise sur le marché vum OGMen. Esou muss neierdëngs am Virfeld all neien OGM enger Risikostimatioun a Besuch op d'menschlech Gesondheet an op d'Émweld ënnerleien. Dozou gehéiert och eng Evaluatioun vun der Resistenz op d'Antibiotiken.

Domat ass et awer nach net geden: Zousätzlech ënnerleien déi OGMen, fir déi eng Autorisatioun, fir si op de Maart ze bréngen, ugefrot gëtt, enger strenger Iwwerwachung. Och wäerten d'Genehmigung fir d'OGMen op de Maart ze bréngen an der Zäit limitéiert sinn, an zwar fir maximal zéng Joer. Dës Autorisatioun kann nëmmen eng Kéier erneiert ginn.

Här President, de Gebrauch vum OGMen, ob d'Utilisation confinée, d'fräiwëllegt Fräisetzen oder d'Mise sur le marché gëtt deemno méi streng geregelt wéi et d'Gesetz vum Januar 1997 virgeschriwwen huet. Dës Verschäerfung ass an dem Kontext vum Moratoire vum 1999, wat d'Zouloossen an den Import vum OGMen an Europa betrëfft, ze setzen. Déi zwou Direktiven, déi wéi gesot d'Basis vun demem Projet de loi bilden, si vum Principe de précaution inspiréiert. Natierlech kann een dese Prinzip méi oder wéineger large interpretéieren.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Ech hoffen, Här President, dass ech kee stéieren.

D'Ethikkommissioun huet allgemeng déi méi streng Regelung begrësst. An deser komplexer Matière wollt eis Kommissioun sech awer e méiglechst kloert Bild beschafen, an huet deemno an enger éischer Phas d'Konklusiounen aus dem 1997er Gesetz ënnersicht. Doraus geet net nëmmen ervir, dass hei am Land insgesamt fënnf Laboratoiren Demanden ugefrot hu fir eng Utilisation confinée vum Type A, dat heescht an de Beräicher Enseignement, Recherche an Développement. Eng Demande fir d'fräiwëllegt Fräisetzen oder eng Mise sur le marché vum OGMen louch bis elo hei zu Lëtzebuerg nach net vir.

Eis Kommissioun huet och en Avis vun der Émweltkommissioun gefrot. An hirem Avis ass dës op d'Aspects environnementaux agaan. Hei ass de Principe de précaution méi streng interpretéiert ginn, an d'Émweltkommissioun

huet notament d'Iddi opgeworf, Lëtzebuerg als OGM-fräi Zone ze erklären. Dëst ass sécherlech eng luewenswäert Initiative, ass awer net an der Europäescher Union emsetzbar. Effektiv ass et sou, dass den OGM-Produit, deem am europäeschen Ausland, sief dat a Frankräich, Däitschland, Spuenien a sou weider eng Autorisatioun accordéiert krut, fir op de Marché ze kommen, automatesch an deenen anere Memberstaten net dierf verbuede ginn. Hei gëllt de Prinzip vun der Libre circulation vun de Produiten.

All Memberstat huet allerdëngs d'Recht seng Objektivitéit betreffend enger Autorisation de mise sur le marché an engem aneren europäesche Land ze formuléieren. Dee Moment gëtt et um europäeschen Niveau tranchéiert. Gëtt d'Autorisatioun confirméiert, bleift deenen anere Länner keen anere Choix, wéi sech där Décisioun ze beugen. Eng ähnlech Prozedur ass virgesinn, falls e Produit soll no enger Autorisatioun als risikohaft signaléiert ginn.

Här President, d'Émweltkommissioun huet sech awer nach weider Gedanke gemaach, wéi diesen neie Gesetzestext méi restriktiv a punkto fräiwëllegt Fräisetze a Mise sur le marché kéint ausfallen. Sou huet déi concernéiert Kommissioun verlaangt, dass souwuel d'fräiwëllegt Fräisetzen an d'Mise sur le marché vum OGMen der Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung soll ënnerleien. Ausserdeem misst virun all Autorisatioun fir d'Fräisetze vum OGMen de jeeweilegen Demandeur eng Assurance ofschléissen.

D'Ethikkommissioun huet de Bienfondé vum dese Propositionen erkannt an deementspreechend d'Amendementen, déi vum honorablen Här Garcia agereecht goufen, ugeholl. Deemno sinn d'Artikelen 18 iwwert d'Consultation du public a 35 iwwert d'Responsabilité vum 1997er Gesetz emgeännert ginn.

Wat den Artikel 18 betrëfft, sou gesäit deen neierdëngs vir, dass d'Bevölkerung och am Kader vun enger Demande fir d'fräiwëllegt Fräisetze vum OGMen an d'Émwelt muss consultéiert ginn. Dese Amendement ass iwwregens eestëmmege vun eiser Kommissioun ugeholl ginn. Den Artikel 35 iwwert d'Responsabilitéit ass ergänzt ginn, desen Ajout stipuléiert Folgendes, och zitieren: „L'utilisateur ayant soumis une demande d'autorisation suivant l'article 17 de la présente loi est tenu de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance habilitée à couvrir le risque en question...“, a sou virun.

Dat heescht, am Fall vun engem Accident duerch d'OGMen an am Fall, wou, duerch en Accident oder net, de Gebrauch vum OGMen an der Natur géif e Schued uriichten, zielt dës Assurance.

De Statsrot huet sech dem éischen Amendement unni Problem ugeschloss. Wat d'Obligatioun betrëfft, fir am Virfeld vun enger Autorisatioun eng Assurance ofzeschléissen, huet de Statsrot seng Bedenke geäussert, och wann hie mam Prinzip averstanen ass. Och wann den Avis vun der ACA, wat d'Assurabilitéit vun der Responsabilité civile an deem Beräich ugeet, éischer negativ ausgefall ass, sou huet eis Kommissioun awer eestëmmege un deem Prinzip festgehalten.

D'Gesondheitskommissioun huet an hirem Avis déi eenzel Verbesserungen, déi deen neie Gesetzesprojet enthält, begrësst, an ass notament op d'Risiko fir dem Mensch seng Gesondheet agaan wéi d'Produktioun vum OGMen an d'Nahrungsketten, déi eng gewësse Resistenz op d'Antibiotique ka mat sech bréngen. Zesumme mat der Gesondheits-

der Émweltkommissioun huet d'Ethikkommissioun am Mee dëst Joer den INRA, den Institut national de la recherche agronomique, zu Dijon besicht, wou mer wäertvoll Informatiounen vu Wëssenschaftler betreffend OGMe kruten.

Här President, an der Ethikkommissioun ware mer eis vun Ufank u bewosst, dass de Sujet OGMen keen evidente wär an op ville Punkten d'Meenungen dobausse géingen ausenaner goen. Hei stelle sech précisément eng ganz Partie ethesch Froen, an et ass kloer, dass an demem Beräich muss mat Virsicht gehandelt ginn. Och wollt mir - dat ass jo net eis Aufgab - tëschent Verfechter a Skeptiker net tranchéieren. Allgemeng a prinzipiell solle mer eis awer net dem wëssenschaftleche Progrès verschléissen.

Et stellt sech och eng Rei vu Problemer wat d'Koexistenz vun OGM-Kulture mat där traditioneller a biologescher Kultur betrëfft. An där Fro muss een awer den europäesche Kontext am Hannerkapp behalen. Wéi gesot, kënne mer net op de Wee goe fir eng OGM-fräi Insel an Europa ze kreéieren, wat souwisou schwierig wär vu dass d'Landesgrenze keng Barrière duerstellen. Et ass wichtig, dass an demem Dossier wëssenschaftlechen, ekonomeschen, sozialen an ekologesche Considératiounen Rechnung gedroe gëtt. An der Ethikkommissioun ware mer eestëmmege der Meenung, dass dese Projet de loi wéi en elo virläit, mat deenen eenzelnen Amendementen, e wesentlech bessert Encadrement vun Aktivitéiten, déi mat OGMen a Verbindung stinn, erméiglecht, an ech recommandéieren am Numm vun der Kommissioun, déi e Vote unanime geholl huet, fir dese Projet de loi deemno ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo meng Zäit iwwerzunn. Ech wollt awer zu där Motioun, déi vum Här Gira abruecht ginn ass, a menger Qualitéit als Rapporteur eppes soen.

D'LSAP-Fraktioun huet gefrot, dass dese Projet de loi op d'nächst Woch sollt gesat gi fir deene verschiddenen Organisatiounen, déi dat verlaangt hunn, inklusiv d'Bauerenzentral an anere Bauerenorganisatiounen, et ze erméiglechen, mat der Chamber zesammenzuekommen. Dorobberhin huet den Här Gira déi Motioun era-bruecht.

D'Ethikkommissioun, wat dese Projet de loi ubelaangt, ass eigentlech mat hirem Latäin um Enn. Well et sech op déi Demanden hin, déi elo virleien, net méi ëm ethesch Problemer handelt, sondern éischer ëm praktesch oder ëm landwirtschaftlech Problemer, géing ech suggeréieren, d'Proposition vum Här Gira opzegräifen, awer déi Motioun emzeännere an eng Resolutioun. An d'Resolutioun géing sech dann adresséieren un des Chamber, an zwar dass des Chamber da géing dee Problem, deen hei opgeworf ginn ass vun eis alleguerten an och vun deenen Associatiounen, renvoyéieren an d'Commission de l'Agriculture an och an d'Commission de l'Environnement, wou e menger Meenung no besser versuergt ass wéi an der Ethikkommissioun, well ebe sech keng ethesch Problemer méi an deem Kontext stellen.

An deem Kontext och wäert mäi Fraktiounskolleeg, den Emile Calmes, eng Resolutioun an deem Sënn bréngen. Ech wëll awer ëmmer nach dann den Auteur vun der Motioun trotz allem félicitéieren fir déi Initiative, mä mir géingen dann déi Motioun emänneren an eng Resolutioun, déi sech da géing un d'Chamber riichten, an d'Chamber géing dann déi Problematik an deenen zwou Kommissiounen kënnen zesummen diskutéieren an ebenfals déi verschidden Associatiounen, déi dat gefrot hunn, duer-



no kënnen zesummen an deene Kommissiounen héieren a mat hinne doriwwer diskutéieren.

Dat ass, Här President, dat wat ech nach wollt zu där Motioun soen. Als Rapporteur géing ech dann d'Chamber bieden, et genausou ze maache wéi d'Kommissioun, déi à l'unanimité dëse Projet de loi guttgeheescht huet. Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Patrick Santer (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem President vun der Ethikkommissioun a Rapporteur vun dësem Projet de loi merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. Et war beileiwen net einfach, dës komplex Matière esouwuel vum technesche wéi vum ethesche Standpunkt duerchzegoen, an ech muss och soen, dass mer an deene sëlliche Kommissiounssätzungen, déi mer zu dësem Projet haten, vun alle politesche Säiten eng konstruktiv Approche haten. Dat bewisen déi Amendementer, déi Déi Gréng virgeluecht haten an déi unanime, och wa liicht ofgeännert, awer nëmme vun der Form hier, ugeholl goufen. Dat beweist och de schrëftleche Bericht, deen den 18. November unanime vun der Kommissioun guttgeheescht gouf. An Unanimité ass an dëser Matière, wéi och bei anere Sujeten, wou et ëm ethesch Froe geet, net einfach hierzustellen.

Här President, d'Biotechnologien am grousse Ganzen an d'Gentechnik am Spezielle sinn Techniken, déi bei de Leit op e mulmege Gefill stoussen. Ausser natierlech bei deenen, déi entweder ganz dergéint oder ganz dofir sinn, also d'Hardlineren op béide Säiten, ka keen definitiv Jo oder Neen zu der Gentechnik soen.

Déi Gewëssensschwankungen, déi ee bei esou engem sensible Sujet huet, a legitimerweis och därer hunn, ginn drop zrëck, datt an dëser Matière de Mënsch op eng méi oder wéineger substanziiell Aart a Weis an d'Natur agräift. Op där enger Säit wësse mer net wat fir Konsequenzen esou en Agrëff wäert fir eis oder fir dat ganz Ökosystem mat sech bréngen. Zerstéiere mer d'Natur, den natierlechen, vu Gott esou gewollten Équilibrium, duerch eng Technik op déi mer op eemol keng Kontroll méi hunn, well zum Beispill d'Planzen, well se genesch verännert goufen, selwer Insektizide produzéieren an esou d'Insekten immen maachen? Oder am Géigendeel, kann ee sech net vun der Gentechnik Progrès virstellen, déi Hoffnunge maachen, datt Krankheete wéi Mucoviscidose oder Trisomie kënnen geheelt ginn? Datt et zu substanziielle Progrès fir d'Landwirtschaft kënn, besonnesch an deene Länner, déi et batter néideg hunn? Esou huet eng Etüd, déi 2002 gemaach ginn ass, festgestallt, datt bei genesch verännertem Coton manner misst gesprézt ginn, wat esouwuel wirtschaftlech wéi och ekologesch positiv Konsequenzen huet, an dat mat engem Rendement, dee vill méi héich läit wéi beim natierleche Coton.

Datselwecht Gefill, mulmege Gefill, wat ee bei der Gentechnik huet, gétt nach verstärkt doduerch, datt d'Wëssenschaftler selwer, also déi déi et misse wëssen, d'Spezialisten an dëser Matière sech net kloer op där enger oder op där anerer Säit positionéieren. „Un silence pour le moins assourdissant“, schreift d'„Libre Belgique“, „et qui laisse le champ libre à toutes les propagandes et à toutes les prédictions apocalyptiques“. D'Hardlineren op béide Säite gesinn nëmmen hiren eegenen Intérêt a ver-

nenne sech géigesäiteg a benotzen Ausdréck wéi gréng Fundamentalisten, Émweltmafia, oder op där anerer Säit profitsüchtég Kapitalisten a muechthongreg Industrielllobby. Et j'en passe, et des meilleurs.

Ech gehéiere weder zu deenen engen nach zu deenen aneren. Wa mer deenen engen nolauschten an alles verbidde wat sech kéint negativ op d'Émwelt répercutéieren, da misste mer zum Beispill den Téléthon, deen elo wäert ufänken, verbidde, well dat jo e Moyen ass fir d'genetesche Fuerschung materiell ze ënnerstëtzen.

Wa mer deenen aneren nolauschten, misst alles erlaabt sinn, esoulaang et Sue bréngt an esoulaang net bewise gouf, datt d'Technik eng negativ Influenz op eis Émwelt huet. Esou eng Ausso, déi dacks genuch vun amerikanescher Säit kënn an déi och eng Klo bei der Welthandelsorganisatioun begrëntzt, verstéisst géint de Principe de précaution zu deem mer eis alleguer bekennen. Dëse Prinzip spillt jo just, wann e Risiko fir de Mënsch a seng Émwelt besteet oder esouguer nëmmen, wann esou e Risiko kéint bestoen. Den Zweifel ass an dëser Matière entscheedend. Esou huet e belschen Droitsprofessor an enger Etüd iwwert de Principe de précaution geschriwwen: „A la confiance de voir poindre l'aube d'un avenir radieux où les risques auraient été définitivement maîtrisés, succède la hantise d'un lendemain précaire. Au rêve positiviste de voir la société gouvernée par le vrai et le faux s'oppose désormais le règne du doute. Voilà donc nos sociétés entrées de plein pied dans l'âge de risque.“

Mä och wann de Principe de précaution e wichtegen, wann net dee wichtegsten Entscheidungskriter ass, soll een net dofir d'Fuerschung op dësem Gebitt onméiglech maachen. Am Géigendeel, grad d'Fuerschung erméiglecht et Erfahrungen ze sammelen wat d'Schiedlechkeet op de Mënsch, d'Déieren an d'Émwelt vu genesch verännerten Organismen, dat heescht Organisme bei deenen d'Ierfgut geännert ginn ass, esou wéi et an der Natur net virkëint, betrëfft. Nëmme iwwert d'Fuerschung kann een d'Konsequenze vun de genesch verännerten Organisme oder OGMen opweisen. D'Fuerschung ass also enk mam Principe de précaution verbonden.

Dat beweist jo de Fait, datt mer an dësem Projet de loi eng Préifung vun der Émweltverträglechkeet virgesinn, ier et zu der Vermaartung vun OGMen kënn. Esou eng Préifung ass jo och nëmme méiglech opgrond vun eendetege Fuerschungsergebnisser. D'Fuerschung muss, an net nëmmen aus iergendwelleche wirtschaftlechen Iwwerleeungen eraus an Europa ënnerstëtzt ginn. Jonk Fuerscher müssen an Europa eng Zukunft ugebuede kréien. Et wär e falscht Signal u si, wa mir geifen uklänge loosse: Wann dir wëllt am Beräich vun der Gentechnik schaffen, da gitt einfach an d'Veereenegt Staten, Kanada, Israel, oder an Asien, wou dir eng Zukunftschance ugebuede kritt. D'Schwächung vun den europäesche Fuerschungskapacitäten, och an der Gentechnik, wär e grousse Schued fir Europa.

Biotechnologien a Gentechnik gétt et - fir eis d'Wuel oder zu eisem Nutzen, dat wäert sech en définitive nach erausstelle müssen. Déi wëssenschaftlech Entwécklung an der Gentechnik léisst sech net stoppen. Dat wat mir awer stoppe müssen, dat ass eng onkontrolléiert an onkontrolléierbar Fuerschung, déi e Fait accompli schaaft, ouni dass déi absolut noutwendeg Virsiichtsmoosname getraff goufen, ouni dass mir séchergestallt hunn, dass d'Konsequenzen, déi dës Fuerschungsaktivitéite kënnen mat sech bréngen, iwwerhaupt ofgeweit goufen.

Sou huet de Conseil d'État a sengem Avis iwwert d'Gesetz vun 1997 geschriwwen: „Un degré élevé de sécurité juridique est de ce fait nécessaire au développement normal de ces technologies d'avenir.“ An dofir brauche mir eng realistesch, transparent an effikass Gesetzgebung, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och a ganz Europa. Déi zwou Direktive vun 1998 an 2001, déi mir elo wäerten an eis national Législatioun ëmsetzen, bréngen déi Sécurité juridique, déi mir brauchen, fir dem Principe de précaution voll Rechnung ze droen.

Här President, wéi den Här Rippinger scho gesot huet, geet eis Gesetzgebung iwwert de Gebrauch an d'Fräisetzung vun OGMen op 1997 zrëck. An deene sechs Joer huet sech um Gebitt vun der Gentechnik viles gemaach. Dat Gesetz vum 13. Januar 1997 huet zwee Voleten. Éischtens, de Gebrauch vun OGMen am geschlossene Raum, dat heescht an engem Laboratoire, an zweetens d'Aussetzung an d'Vermaartung vun esou Organismen. Wéi dat och bei der Diskussioun, déi an dësem Plenum 1996 stattfonnt huet, ugeklungen ass, gétt et bei der Recherche u genesch modifizéierten Organismen am geschlossene Raum keng gréisser Contestatiounen. Et gétt der awer vill bei Fräilandsversich a bei der Vermaartung vun esou Organismen oder Produkter, wou déi dra virkommen.

Ech wëll elo direkt hei soen, dass zu Lëtzebuerg keng Demande virläit, fir Fräilandsversich ze ënnerhuelen. Et leien nëmme véier Demandé vir säiten dem CRP Santé an dem CRP Gabriel Lippmann fir Laboratoiresversich duerchzuführen. Mä dat soll eis net drun hënnen, eis eng iwwergräifend Gesetzgebung ze ginn. Au contraire, d'Sécherheet, déi mir upeilen, ass allergesch op all juristesche Huelräim, déi kéinten duerch eng lückenhaft Gesetzgebung entstoen.

Ech wëll elo net op all Punkt vum Projet de loi agoen; den Här Rapporteur huet dat scho gemaach. Ech wäert just e puer Punkten opgräifen, fir ze ënnersträichen, dass mir par rapport zum Gesetz vun 1997 eng méi effikass an eng méi transparent Regelung, déi conforme ass zum Principe de précaution, virgesinn.

Éischtens, d'Émweltverträglechkeet. De Projet de loi gesäit vir, dass bei enger Vermaartung oder Fräisetzung vun OGMen eng Iwwerprüfung vun der Émweltverträglechkeet muss virleien. D'Kritäre vun esou enger Préifung si genee an der Direktiv vun 2001 festgeluecht. Dës Kritäre ginn zu Lëtzebuerg an engem Règlement grand-ducal beschriwwen, an d'Kommissioun huet och den Avant-Projet vun deem Règlement grand-ducal schon ausgedeeelt kritt. D'Zil vun dëser Préifung ass den negativen Impakt, ob direkt oder indirekt, kuerz- oder laangfristeg op d'Gesondheet oder d'Émwelt ze berücksichtegen. De kumuléierten Effekt op laang Zäit gétt och iwwerpréift, dat heescht et gétt gekuckt, wat fir een Effekt eng Accumulatioun vun Autorisatiounen op d'Gesondheet, op d'Émwelt, op d'Biodiversitéit, op d'Chaîne alimentaire, op d'Fauna, d'Flora a sou weider huet.

Déi negativ Konsequenze vun der Gentechnik, wéi zum Beispill d'Propagatioun vun OGMen, den Transfert vu genesch verännertem Ierfgut op aner net genesch verännert Planzen, oder d'Ännerung vu Praktiken an der Landwirtschaft müssen och an deem Kader ënnersicht ginn. D'Préifung vun der Émweltverträglechkeet virun enger Vermaartung vun OGMen geet nach méi wäit a fuerdert vun deem jéinegen, dee sou eng Vermaar-

tung wëllt virhuelen, weider Detailler. Dës Bestëmmungen iwwert d'Émweltverträglechkeet gouf et net am Gesetz vun 1997. Elo sti se kloer an d'itlech am Gesetz.

Zweetens, d'Informatioun vun der Öffentlechkeet. Am Gesetz vun 1997 war eng Kommodo-Inkommodo-Prozedur nëmme virgesinn, wann d'OGMen am geschlossene Raum gebraucht ginn. Esou eng Prozedur gouf 1997 bei Fräilandsversich nach ausgeschloss. Well awer Fräilandsversich logescherweis vill méi Risiko mat sech bréngen a grad hei d'Öffentlechkeet muss informéiert ginn, huet d'Kommissioun d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur op Fräilandsversich ausgedehnt. E weidere Punkt also, wou de Kriticken, déi 1996 virbruecht goufen, Rechnung gedroe ginn ass.

Eng weider Méiglechkeet, déi déi Interesséiert hunn, fir d'Autorisationsprozedur bei Fräilandsversich, déi an anere Memberstate vun der Unioun unhängeg sinn, nozekucken, ass, sech op den Internetsite „biotech.jrc.it“ oder „GMO-info.jrc.it“ ze beginn, wou déi verschidden Avisen, Objektivatiounen, also déi ganz Prozedur ka konsultéiert ginn.

Drëttens, d'Kennzeechnung. Et gétt elo, wat virun net de Fall war, kloer festgehalen, dass d'Traçabilitéit niewent dem Emballage an dem Étiquetage vun den OGMen eng Konditioun ass, fir dass d'Autorisatioun fir d'Vermaartung vun OGMen ausgedeeelt ka ginn. 1997 ass net iwwert d'Traçabilitéit geschwat ginn. Dës Traçabilitéit erlaabt awer eng besser Iwwerwachung vu potenziellen Effekter vun OGMen ënner anerem op eis Émwelt.

D'Bestëmmungen iwwert d'Traçabilitéit ginn iwwer Règlement grand-ducal geregelt. Et muss och an deem Kontext op en europäescht Règlement vum 22. September 2003 higewise ginn, dat grad op dësem Punkt eenheetlech Bedéngungen an der ganzer Unioun festleet. Wichteg ass et, dass de Konsument muss wëssen, wat e keeft, hie soll fräi sinn, säi Choix en connaissance de cause ze treffen. A fir dat ze maachen, muss hien eng kloer an iwwersichtlech Informatioun iwwer all Produit kréien.

Véiertens, d'Assurancépflicht. Am Gesetz vun 1997 sinn nëmme Garantie-financière virgesi ginn, wann ee Recherchen am geschlossene Raum mat OGMen duerchféiert oder am Fall vu Fräilandsversich. Dat ass der Kommissioun awer net wäit genuch gaangen. Elo muss deejéinegen, dee Fräilandsversich virhuele wëllt, wann en eng Autorisatioun fir dës Versich uffreet, eng Assurance responsabilité civile virleien.

D'Konsequenz vun der Assurance wäert sinn, dass de facto Fräilandsversich zu Lëtzebuerg bal onméiglech gemaach ginn, well op Ufro vun der Kommissioun huet eis d'ACA, d'Association des Compagnies d'Assurances, matgedeelt, dass esou Assurancen net am Land ugebuede ginn. Et soll eis awer net dovunner ofhalen, sou eng Assurancépflicht virzegesinn.

Fënneftens bleift d'Clause de sauvegarde bäibehalen. Dës Clause gouf ugewant vu verschidde Memberstaten, dorënner Lëtzebuerg, wat 1999 zum Moratoire op d'OGMe gefouert huet. D'Mesures de sauvegarde erlaben et dem zoustännegen Minister de Gebrauch oder d'Vermaartung vun OGMen anzeschränken oder provisoresch ze verbidden, wann e Risiko fir déi mënschlech Gesondheet oder d'Émwelt besteet. Den Handlungsspillraum vum Minister erstreckt sech och op OGMen, déi an engem anere Memberstat autoriséiert goufen. Dës Mesures de sauvegarde erlaben et den Autoritéite sou bal wéi méiglech anzegräifen an iwwerhëlt d'Grondidd vum Principe de précaution.

Här President, e puer Organisations hunn eis opgefuerdert, heiansdo op engem ofgewinnt aggressiven Toun, de Projet de loi net ze stëmmen. Vum Zäitpunkt vun der Interventioun mol ofgesinn, well se wesentlech ze spéit koum, nodeems mir awer bal ee Joer an der Kommissioun op dësem Text geschaff hunn, vun deem Aspekt mol ofgesinn, wäert d'CSV dëse Projet stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Patrick Santer (CSV).- D'Behauptung, datt, wa mir de Projet de loi net géife stëmmen, ausser enger Condamnation beim europäesche Geriichtshaff - dat ass jo souwisou egal bei verschidde Leit -, näischt Schlëmme géif paséieren, well déi zwou europäesche Direktiven vun 1998 an 2001 souwisou direkt ukloer wäeren, stëmmt nëmme zum Deel. Déi zousätzlech iwwert de Principe de précaution begrënten Ausdehnung vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur op Fräilandsversich an d'Haffpflicht, déi bei enger Autorisationsufro muss virleien, wäerten, wa mir dëse Projet de loi net stëmmen, net uwendbar sinn, well se net am Text vun der Direktiv erëmfanne sinn.

Zum Fong vun den Argumentatiounen vun deenen, déi d'Ofstëmme vun dësem Projet de loi haut wëlle verhéieren: Si weisen engersäits hin op de Fait, dass duerch d'Émsetzung vun den Direktive keng Sécherheetsvirkeierungen an Öffentlechkeetsaarbecht zu Lëtzebuerg kënnen gemaach ginn, wann eng Autorisationsprozedur fir Fräilandsversich an engem anere Memberstat ugefaange gétt. Anersäits werfe si de Problem vun der Koexistenz tëschent der konventioneller, der natierlecher Landwirtschaft an der gentechnescher Landwirtschaft op. Dës Argumenter waren och fir d'Gesetz vun 1997 gültig.

Fir d'éischt wat d'Moosnamen ugeet wann an engem anere Memberstat eng Prozedur uleeft. An deem Fall, an dat steet an der Direktiv, dat stong och an deenen alen Direktiven, ginn déi Lëtzebuerger Autoritéiten an och d'Autoritéiten an deenen anere Memberstaten, wéi och déi Europäesch Kommissioun informéiert. Lëtzebuerg kann do an enger bestëmmter Frist seng Objektivatiounen geltend maachen. Doniewent ka Lëtzebuerg och op d'Schutzmoosnam zréckgräifen, wann no enger Autorisatioun nei Erkenntnisser kommen, déi op eng Gefor fir d'Gesondheet oder d'Émwelt hiweisen, well déi Mesures de sauvegarde sech och op d'OGMe bezéien, déi an engem anere Memberstat autoriséiert goufen.

Et ass nawell richteg, datt déi breet Öffentlechkeet a besonnesch d'Bauern, deenen hir Felder u Felder aus engem Nopeschland ugrenzen, op deenen zum Beispill Fräilandsversich stattfannen, net informéiert ginn, ausser si géife sech iwwer ee vun deene béiden Internetsiten, déi ech elo grad ernimmt hunn, informéieren. D'Struktur awer vun der Autorisationsprozedur, wou déi verschidde Memberstaten eng kloer Frist gesat kruten an där si hir eventuell Objektivatiounen musse matdeelen, erlaabt et eis net emol eng vereinfacht Kommodo-Inkommodo-Prozedur anzesetzen.

De System, wéi e bis haut ënner dem Gesetz vun 1997 fonctionnéiert huet an applizéiert gouf an dee grondsätzlech net geännert gétt, huet an där Hinsicht och keng weider Problemer opgeworf. Et bleift awer wat d'Koexistenz tëschent der traditioneller Landwirtschaft an där déi mat OGMen handelt, ugeet, dass op dësem Gebitt Handlungsbedarf besteet. Ech versti ganz gutt déi Baueren, déi fäerten, datt d'OGMen iwwer Pollen oder iwwer soss iergendeng aner onkontrolléiert Aart a Weis sech ausbreeden a gentechnesch fräi Felder kontaminéieren. Esou



géif à terme eng traditionell Landwirtschaft onméiglech gemaach ginn an d'Biobauere géifen hir schwéier erkämpfte Biolabelen, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht, verléieren, mat deene wirtschaftleche Konsequenzen, déi sech logescherweis doraus géifen erginn.

Dës Koexistenzfro muss awer net nëmmen op nationale Plang geregelt ginn, mä éischer um europäeschen, well et ass noutwendeg, datt eenheetlech Regeln op deem Gebitt fir all Memberstate gellen. Dat ass net nëmmen eng Fro vu Maart- oder Konkurrenzvireeder, dat huet och e praktesche Sënn, wa mer wëssen, datt OGMen no den Etüden an engem Émkrees vu bis zu 300 Kilometer onkontrolléiert aner Felder kontaminéieren kënnen.

Dofir sinn ech averstane mat deem wat den Här President a Rapporteur elo virgedroen huet, datt mer eng Resolutioun stëmmen, datt déi wichteg Fro soll vun deenen zoustänneg Kommissiounen, ob et d'Landwirtschaftskommissioun ass oder d'Gesundheitskommissioun, oder déi zwou zesummen, élaboriéiert ginn, datt do déi Leit mussen, déi sech fir eng friddelech Koexistenz, mä eng realisierbar Koexistenz vun deenen zwee Type vu Landwirtschaft asetzen, ugehéiert ginn an datt sech do, esuwiel um nationalen, mä besonnesch um europäesche Plang agesat gëtt fir kloer Linnen op deem Punkt ze hunn.

Zum Schluss wëllt ech nach drop hiweisen, datt d'Émweltkommissioun an hirem Avis eng genfräi Zon, déi dat ganz Land géif ëmfaassen oder bal, gefuerdert huet. Dat war hei am Land, menger Meinung no, net vu Muttwëll. Hei kënt Lëtzebuerg sech deenen zéng Regiounen, déi sech an där Perspektiv schon zesummedoen hunn, uschléissen. Dee Grupp, ënner anerem Schleswig-Holstein, Oberösterreich, d'Toskana, de Pays basque, Wales, Salzburg, et j'en passe, gëtt sech als OMG-fräi Zon aus. Dës Projéit misst ee studéieren a Lëtzebuerg kënt jo do matmaachen. Un Initiative feelt et also op deem Gebitt net.

Här President, de Projéit de loi, dee mer haut wäerten ofstëmmen, ass e reelle Progrès par rapport zum Gesetz vun 1997, net nëmme well d'Direktiven, déi mer hei ëmsetzen, méi Sécherheet an Iwwerwachung bidden, wéi déi Direktiven, déi d'Grondlag vum Gesetz vun 1997 gebilt hunn, mä och well an der Kommissioun Amendementer ugeholl ginn, déi eiser Gesetzgebung eng responsabel Empreinte verleihe. Mir sprangen iwwer de Schied vun den Direktiven eraus a bleiwen zugläich dem Basisprinzip, deenen zwou Direktiven zu Grond läit, dem Principe de précaution, trei. Mir wëlle realistesch a virsichteg sinn. Dës Balance ass eis an deem Projéit gelongen.

Här President, fir all déi, an d'CSV-Fraktioun zielt dozou, déi eng éischer méi zréckhalend awer net negativ Attitud zu den OGMen hunn, ass dës Projéit eng substanzuell Verbesserung vum Gesetz vun 1997. All déi, déi 1996 fir dat Gesetz gestëmmt hunn, missten elo, logescherweis, mä an der Politik gëtt et jo keng Logik, och fir dës Projéit stëmmen. D'CSV-Fraktioun huet fir de Rapport gestëmmt. D'CSV-Fraktioun wäert och dës Projéit stëmmen.

Ech soen lech merci!

**M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).** - Merci, Här President. Mat deem Projéit gëtt eng europäesch Direktiv iwwer OGMen ëmgëtt, déi zum Zil huet déi genmodifizéiert Organismen am Labo, mä och an der Natur, méi effikass ze kontrolléieren an ze surveilléieren.

ren. Ech géif och soen, dass mer an der Chamber gutt Aarbecht gemaach hunn, well mer de Principe de précaution, deen an der Direktiv schon ass, nach renforcéiert hunn, doduerch dass mer d'Kommodo-Inkmmo-Przedur obligatoresch gemaach hunn an och doduerch, dass op Initiativ vun deene Gréngen en Amendement ugeholl ginn ass, fir unanime an der Chamber eng Assurance obligatoresch ze maachen, wann en Exploitant OGMen an der Natur fräisetzt, dass déi also géif fir d'Schied opkommen.

D'Associatioun vun den Assureuren huet eis allerdéngs soe gelooss, dass et esou eng Assurance um Maart net géif ginn. Domadder hu mer also de facto zu Lëtzebuerg d'Fräilosse vu genmodifizéierte Planze praktesch onméiglech gemaach an eigentlech Lëtzebuerg zu enger genfräier Zon erkläert.

Mir hunn dee Projéit an der Ethikskommissioun a siwe Réuniounen diskutéiert. Et war allerdéngs oft e laangen Espace dertëschent. En ass och vun der Émweltkommissioun a vun der Santékommissioun aviséiert ginn. Et kann een also wierklech net soen, dass net vill Leit driwwer diskutéiert an nageduecht hätten an dass och net laang doriwwer diskutéiert gi wär.

Ech perséinlech fannen, an dat war eigentlech jo och den unanimen Avis vun der Ethikskommissioun, dass déi Modifikatiounen, déi virleien, déi bestehend Gesetzgebung verbesseren an de Principe de précaution renforcéieren. Mir haten also gemengt, mir hätte gutt geschafft.

Den Hoke koum no der Adoptioun vum Rapport, wéi Greenpeace a Biobauereverbänn an duerno och d'Centrale paysanne eis mat enger Stellungnahme konfrontéiert hunn, an op e Problem higewisen hunn, dee mer an der Kommissioun effektiv net diskutéiert haten. Dat ass de Problem vun den OGMen, déi eng Autorisatioun an engem aneren EU-Land géife kréien, an déi da jo kënten fräi an Europa zirkuléieren, op Lëtzebuerg kommen an ugeplant ginn, ouni dass onbedéngt eng Lëtzebuerger Autoritéit dat iwwerhaapt géif gewuer ginn. Dozou muss een allerdéngs soen, dass de Moment op jidde Fall e Moratoire iwwer Import vun OGMen an Europa besteet, esou dass den Import vu genmanipuléierten oder genmodifizéierte Planzen net erlaabt ass. Lëtzebuerg huet dese Moratoire ëmmer ënnerstëtzt, déi viregt Regierung, ech denken déi jëtze Regierung och.

Allerdéngs besteet elo d'Aussicht, dass op EU-Niveau dese Moratoire opgehuewe gëtt, vläicht ganz geschwënn. Eng vun de Konditiounen fir de Moratoire opzehiewe war, dass e Reglement géif virleien, e ganz prezisist Reglement iwwer d'Traçabilitéit an den Étiquetage vun den OGMen. Dat schwéiert Wuert heescht also, dass ee muss genau beschreiwe wéi eng Produit OGMen sinn oder OGMen enthalten, dass de Consommateur also perfekt informéiert wär. Dës Reglement ass elo viru kuerzem ugeholl ginn op EU-Niveau, esou dass also eng Konditioun erfëllt ass fir de Moratoire opzehiewen an ech géif eigentlech gär wësse wéi d'Diskussioun ëm de Moratoire weidergeet, och d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an ech wär frou wann de Minister eis herno kënt Informatiounen iwwer diesen Dossier ginn, deen eis awer an héchstem Mooss interesséiert.

Déi Organisatiounen an hirer Stellungnahme fäerten elo, wann de Moratoire opgehuewe wär op Europa-Niveau, dass dann duerch den Import aus Nopeschlänner, ouni Kontroll kënten genmodifizéiert Planzen zu Lëtzebuerg an der Natur fräigesat ginn. Ech muss soen, mäin éische Reflex zu där Stellungnahme war, dass ech mer Reprochë gemaach hunn, dass ech selwer net op déi Iddi komm sinn an dass mer déi Fro net an der

Kommissioun diskutéiert hunn, wou mer jo iwwer e Joer driwwer diskutéiert hunn. Dunn hunn ech dat bestehend Gesetz gekuckt an ech hu festgestallt, dass mer jo och den Artikel 27 hunn an eise Gesetz, dee preziséiert, dass de Minister, wann e valabel Ursachen huet, fir ze mengen, dass e Produit, deen eng Autorisatioun an engem aneren Land krut, e Risque géif fir d'Gesondheet oder fir d'Émwelt duerstellen, dass dann de Minister kënt d'Utilisatioun vun deem OGM zu Lëtzebuerg entweder limitéieren oder provisoresch verbidden.

Dat ass deen Artikel, deen de fréiere Gesondheitsminister Johnny Lahure benotzt hat fir de Bt176 zu Lëtzebuerg ze verbidden. Dat ass eng provisoresh Measure, esou wäit ech weess ass se 1997 geholl ginn, mä si ass nach ëmmer en vigueur, well dee Provisorium dauert nach ëmmer. Sou dass ech also mengen, dass mer am Gesetz de Lëtzebuerger Autoritéiten eng Méiglechkeet ginn hu fir OGMen, déi aus engem aneren EU-Land géifen importéiert ginn, hei ze bremsen an ze stoppen, à condition natierlech ëmmer dass se et gewuer ginn. De Problem ass, dass een et muss gewuer ginn.

Ech bedauern awer, an dat wëll ech hei trotzdem soen, och wann ech déi Ried, oder op d'mannst déi Liesweis hu vun deem Artikel wär et jo awer nützlich gewiescht ze iwwerpräiwen, ob desen Artikel wierklech esou zolidd ass an ob een deen nach hätt missen oder kënnen prezisieren, an ech bedauern, dass d'Majoritéit et net fir néideg fonnt huet, op dee Bréif hin eng Sitzung anzesetze fir mat den Organisatiounen iwwer hir Objektivatiounen, déi legitim a berechtigt sinn, ze diskutéieren. Et wär sécher net op eng Sitzung méi ukomm, a mir hätten och an deene leschte 14 Deeg Zäit gehat fir déi Sitzung ze halen. Mir hätten da kënnen iwwerpräiwen, wat de Wäert vun deem Artikel 27 an deem neie Kontext ass, a kucken ob mer e missten eventuell verbessern.

Ech denken et wär nützlich gewiescht, de Standpunkt vun der Majoritéit oder esouguer vun der Unanimitéit vun der Chamber kloerzemaachen, och well dat hei e sensibele Sujet ass, deen de Leit Angscht mécht dobaussen. An ech fannen et net gutt, dass dann einfach esou iwwer Objektivatiounen ewechgaange gëtt och wann elo duerch déi Resolutioun jo dat e besse rattrapéiert gëtt a gesot gëtt, mir huelen déi Diskussioun no. Ech fannen et kee gudden Stil fir net direkt mat de Leit ze schwätzen an doduerch eng Onrou am Land ze provozéieren, déi mer net esou einfach erëm vun der Chamber aus aus der Welt kréien.

Déi Diskussioun hätt eis et och erlaabt, eng prinzipiell Diskussioun iwwer d'Gentechnik zu Lëtzebuerg ze relancéieren, well ech mengen, och dat ass wichteg vun Zäit zu Zäit iwwer dee komplizéierte Problem kontrovers a breet ze diskutéieren. Ech perséinlech meng jo, dass genmodifizéiert Planzen am Prinzip net vum Béise sinn. D'Vielfalt vun den Aarten, déi mer an der Natur kennen, ass jo aus aartiwwerschreidenden Transferten entstanden. Allerdéngs ass dat an enger Evolutioun vu Milliounen vu Jore geschitt, an haut erlaabt d'Gentechnik des Aartgrenze praktesch an null Komma nix ze iwwersprangen.

De Génome vun enger Planz gëtt nei programmiert an d'Planz kritt doduerch eng Eegeschaft, déi se vun Natur aus net hat. Do wou d'Natur Milliounen Jore gebraucht huet, wëllt de Mënsch déi Transformation an enger ganz kuerzer Zäit fäerdeg bréngen. An am Fong ass et jo och positiv wa Planze méi

resistent gemaach ginn, méi resistent géint Insekten, méi resistent géint d'Keelt.

**Une voix.** - D'Pestiziden an esou weider.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).** - Jiddferee gesäit och den Avantage wann een an der Landwirtschaft Planzen hätt wou manner misst gesprézt ginn, wou also manner Pestizide missten agesat ginn, oder wann a Länner, wou d'Waasser knapp ass, Planze kënten geziicht ginn, déi manner Waasser brauchen, oder an aneren Horizonte Planzen, déi net esou séier géifen erkalen. Et sinn ëmmer vum Mënsch Planzen an Déiere geziicht ginn, déi méi en héijen Ertrag sollten hunn, mä bis elo ass dat op eng sou genannten natierlech Manéier geschitt, vu Generatioun zu Generatioun, duerch eng Vereedelung vun der Rass. Sait kuerzem ass dat gentechnesch geschitt, an et bleiwen natierlech vill Froen op zu deser Interventioun vum Mënsch op d'Natur.

An ech sinn och net blann wat d'Risiko vun der Genmanipulatioun ueget. An dofir plädéiere mir als Partei a jiddfereen heibanne jo fir e méiglechst grouse Principe de précaution. Den éische Risiko mengen ech ass dee vun der Schnelligkeet, vun där Rapiditéit mat där d'Planzen transforméiert ginn. Doduerch kënnen natierlech Adaptatiounsproblemer entstanen am Ekosystem bei der Fräisetzung vun OGMen. Et kënt sinn, dass den Ekosystem iwwerrumpelt géif ginn an am Fong keng Zäit hätt sech unzepassen. Mä dofir grad wär et jo wichteg, dass OGMen, nodeems se am Labo kultivéiert gi sinn, och géifen an der Natur fräigesat ginn, an zwar an enger kontrolléierter Zon an ënner staarker Kontroll, ebe just fir ze iwwerwachen ob den OGM sech an der Natur d'selwecht oder anescht behält wéi am Laboratoire, mä awer och fir ze kucke wéi den Ekosystem reagiert, ob net ongewollt Krankheitserreger zum Beispill entstinn, déi keng natierlech Feinden an der Natur hunn.

En anere Risiko ass dee vun der Veraarmung vun den Aarten. Wat géif geschéien, wann nëmme méi géife genmanipuléiert Planzen, déi wéinst hirer héijer Rentabilitéit ugeplant ginn, an der Natur existéieren? Wéi vill Planze riskéieren ze verschwannen? Wat sinn d'Konsequenzen op d'Émwelt, op d'Déieren an op d'Mënschen? Och hei besteet e Risiko. Allerdéngs kann een dee Risiko nëmme laangfristeg ofschätzen. D'Kuerzzäit gëtt eis keng Äntwert op déi dote Froen.

An da gesinn ech e rísege politesch-ekonomesche Risiko, deen doranner besteet, dass nëmmen e puer grouss multinational Firmen an der Welt d'Patenter op desen OGMen wäerten hunn, well jo vill Sue mussen investéiert gi fir d'Fuerschung. Dat géif mat sech bréngen, dass d'Landwirtschaft vun alle Länner ofhängeg wär vun deene puer Firmen. Dat ass schlémm fir entwéckelt Länner, fir Europa - dat ass jo iwwerengs een Argument vun deene Leit an Europa, déi fir OGMen plädéieren, dass mer eis net an d'Ofhängegkeet vun e puer amerikaneschen oder asiatesche Multié beginn -, mä dat gëtt dramatesch fir d'Entwécklungsländer wou d'Majoritéit vun de Leit d'Suen net hu fir des Planzen ze kafen.

An da gëtt et deen dréngende Problem vun der Koexistenz vun der Biolandwirtschaft mam Uplanze vu genmodifizéierte Planzen, wou de Biobaueren effektiv d'Liewe schwéier gemaach gëtt. Wann d'OGMen an der Natur ugeplant ginn, ka jo kee verhënnern, dass duerch de Wand, duerch de Reen, d'Polle verspreet gëtt. An dee Polle bleift net stoe virun engem Feld wou Biolandwirtschaft praktikéiert gëtt. Do besteet dann effektiv d'Gefor, dass d'Bioplanze kontaminéiert ginn an dass et also keng

Bioproduit méi sinn, dass also doduerch d'Biobaueren hir Existenz kënnen verléieren, an dat répercutéiert sech op de Konsument, deen eventuell kënt riskéiere keng Bioproduit méi um Maart ze fannen. Dee Risiko ass reell, en ass och ganz immédiate.

Et ass e kuerzfristeg Problem, dee besteet direkt wann OGMen an der Natur fräigesat ginn. Mir hu jo am Gesetz, wat mer hei virleien hunn, probéiert dee Risiko fir Lëtzebuerg op e Minimum anzeschränken doduerch dass mer d'Assurancépflicht agefouert hunn. Allerdéngs maache mer eis näischt vir. Och wa Lëtzebuerg OGM-fräi Zon géif deklaréiert ginn, da mécht de Pollen net Halt bei de Grenze vun eise Land, dee bleift net stoen. A wann am noe Grenzgebitt oder am wäite Grenzgebitt OGMen géifen geplanzt ginn, da kënnen mer Lëtzebuerg honnertmol zur genfräier Zon erklären, da kommen déi Pollen awer iwwer d'Grenz, well eis Souveränitéit hir Limiten erreecht huet do wou deenen anere Länner hier ueget.

Dofir denken ech, dass op deem Gebitt - wéi an esou villen - d'Leisung an Europa läit, an et geet drëm an Europa héich Sécherheets- a Virsichtsstandarde festzelleen. A mir sollen och net iwwerschätze wat an Europa geschitt. Éischtens ënnerscheet Europa sech vun den USA an Asien, well mer jo vill méi virsichteg mat OGMen ëmginn, vill méi retizent si fir sech an déi Produktioun ze lancéieren. Och dee Réseau, deen entsteet oder entstanen ass op europäeschem Niveau, e Système d'échange vun Informatiounen iwwer OGMen, ass ze begréissen. Doduerch entsteet an Europa e gedeelt Wësse wat alle Länner vun Europa gemeinsam ass, wou all Land sech kann aschalten bei der Prozedur vun der Autorisation de mise sur le marché. An ech sinn iwwerzeugt, dass et just fir e Land wéi Lëtzebuerg immens wichteg ass, dass et esou en europäesche Réseau gëtt, well eleng op eis ugewiesene mengen ech net, dass mer déi noutwendeg Expertise hätte fir an esou enger komplexer Matière virzegen.

Ech sinn doriwwer eraus iwwerzeugt dass, wann et Europa net géif ginn, mer da keng Gesetzgebung iwwer OGMen hätten, wat awer net géif verhënnern, dass eventuell OGMen géifen zu Lëtzebuerg ugeplant ginn. Dofir deelen ech déi fundamental negativ Haltung, déi och an deem Communiqué erauskënt, zu Europa net. Ech mengen net, dass et richtig ass ze soen: Hei zu Lëtzebuerg si mer an der Rei, mä an Europa gëtt lauter Misär gemaach. Ech wëllt och hei eng Fro un de Minister riichten, well mer jo wësse wéi wichteg déi Kontrollorganismen iwwer d'Surveillance vun den OGMen sinn, an et wär net gutt wa Lëtzebuerg dat schwachste Glidd wär an der Kette vun der Précaution an Europa. Dofir géing et mech schon interesséieren wéi déi Kontrolle virgeholl ginn a wéi Lëtzebuerg do intervenéiert an deem europäesche Réseau.

Fir dann op eis legislativ Aarbecht haut hei zréckzekommen, wollt ech am Fong soen, dass ech géif d'Motioun vun deene Gréngen, déi en Dënschdeg abruucht ginn ass, ënnerstëtzen. Ech denken, dass déi an der Resolutioun, déi vun de Parteien hei ënnerschriwwen gëtt, dann iwwerholl gëtt. Mä dat Wichtigst schéngt mir jo ze sinn, dass mir dat Gesetz oder dee Problem, deen opgeworf ass vun OGMen, déi an anere Länner eng Autorisatioun kruten an déi a Lëtzebuerg agefouert ginn, dass mir eis deem Problem unhuelen. Mir perséinlech ass och egal a wéi engir Kommissioun, dass dat geschitt. Ech denken, dat ass haaptsächlech e juristesche Problem, fir ze kucke wéi wäit d'europäesche Texter eis erlauben eng Meldeflicht, eng Informatiounspflicht an eng Kontrollpflicht hei zu Lëtzebuerg ze prezisieren. Ech



mengen awer, dass dat ganz noutwendeg ass.

Dofir wéilt ech als Konklusioun soen, dass d'LSAP, meng Fraktioun, an hirer Majoritéit dëse Projet wäert stëmmen. Mir bedauern awer, dass et net méiglech war, déi Froen do eng kéier virum Vote vum Gesetz mat den Organisatiounen ze diskutéieren. Ech mengen, et ass wichteg fir e Parlament, net nëmme dass et Décisiounen hëlt, mä dass et och erkläert, firwat et zu engem gewëssene Moment eng Décisioun hëlt, a wann nei Argumenter kommen, dass et sech Zäit hält fir sengen Interlocuteurs ze erklären, wat d'Ursaache sinn. Sou hu mir eng Geleeënheet verpasst Greenpeace, de Baureverbänn an der Centrale paysanne kloerzemaachen, dass dat hei e Progrès ass par rapport zum besteende Gesetz an dass mam Vote vum dësem Gesetz d'legislativ Aarbecht vum Parlament och nach net ofgeschloss gëtt, mä dass se muss weiderefouert ginn. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Den Här Rippinger freet d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.** - Ech wollt froen, ob d'Madame Delvaux der Meinung ass, dass dat e gudde Stil ass, fir eis mat Saachen ze befaassen, wa mir ee Joer an enger Kommissioun iwwer e Sujet diskutéieren, deen och an der Press diskutéiert gëtt, wa mir souguer op Dijon fueren eis informéieren, dass mir nom Vote vum der Kommissioun an zwee Deeg eier den Text an d'Chamber kënnt, ob dat e gudde Stil ass, fir eis dann eréischt mat deene Problemer ze befaassen.

**Une voix.** - Très bien!

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).** - Ech wéilt dorobber äntworten, dass ech mech perséinlech ëmmer nëmme mam Stil vun deenen Organisatiounen beschäftegen, wou ech dozou gehéieren, an ech fille mech als Member hei vum dësem Parlament. Dofir mengen ech, dass ech do e Recht hätt dovunner ze schwätzen.

Zweetens wollt ech nach eng kéier hei ënnersträchen, dass mir zwar laang dee Problem diskutéiert hunn an ech selwer mir Virwërf maachen, dass ech dee Problem do net gesinn hunn.

Och, wa mir ee Joer diskutéiert hunn, mussen mir awer zouginn, dass mir déi Fro do net diskutéiert hunn. Dat ass also eng nei Fro, déi opgeworf ginn ass, eng legitim Fro. Ech mengen, dass mir eis hätte kënnen Zäit huelen, fir op d'mannst eis Absicht ze erklären, fir déi hei an der Kommissioun ze diskutéieren. Ech entschëllege mech dann och, dass ech net zu Dijon dobäi war.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

**M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur an de President vum der Ethikskommissioun huet a sengem excellente mëndleche Rapport gesot, dass déi zwou Direktiven hei um Prinzip vum der Précautioun géife baséieren, wou hien dann dobäigefügt huet, dass een dee plus au moins large kéint interpretéieren.

An der Ëmweltkommissioun, där ech d'Eier hu virzestoen, hu mir eis Gedanken doriwwer gemaach an hunn an engem Rapport, dee mir den 29. Januar vum dësem Joer hei eestëmmeg festgehalten hunn, dee Prinzip ganz, ganz enk interpretéiert. Ech mengen, et huet jiddere Verstandnis dofir, dass mir do aner Iwwerleeunge féieren. Mir hunn u sech ähnlech Iwwerleeunge gefouert wéi déi Leit, déi sech haut u eis riichten, fir dee Projet hei net ze stëmmen. Menger Meinung no huet d'Ethikskommissioun

dat Beschtméiglech aus dësem Projet de loi gemaach, dee jo wéi gesot op zwou Direktive baséiert. D'Ëmweltkommissioun huet op jiddede Fall d'Décisioun begréisst vun der Ethikskommissioun, dass se ëm hir Meinung gefrot ginn ass, an déi hu mir och gären hei zum Beschte ginn.

Mir hunn awer d'Fro gestallt u sech, wat dat Gesetz hei nach an der Ethikskommissioun mécht a firwat dat d'Ëmweltkommissioun respektiv d'Agrarkommissioun net scho mat deem Projet de loi hei befaasst gi sinn. Frou sinn ech natierlech och, dass d'Iwwerleeungen iwwer d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur an eis Fuerderung, des och am Kader vum fräiwëllege Fräisetze vun OGMen ze applizéieren, an der Ethikskommissioun op fruchtbare Buedem gestouss ass.

Datselwecht gëllt fir eise Wonsch vun enger obligatorescher Ofschléissung vun enger Assurance fir all Autorisatiounen, wat de Gebrauch vun OGMen bei Fräilandversicher uegt. Mat deenen Dispositiounen, déi hire Wee a Form vun Amendementer vum honorabelen Här Garcia an d'Ethikskommissioun fonnt hunn, sinn ech der Meinung, dass deen heite Projet, deen u sech schon eng wesentlech Verbesserung par rapport vum 1997er Gesetz duerstellt, nach ee weidere qualitative Sprong gemaach huet.

An Zukunft ass eng méi pousséiert Evaluatioun vun der Auswierkung op laang Dauer vun OGMen op d'Gesondheet an d'Ëmwelt méiglech. D'Mise sur le marché ënnerläit strenge Regeln an enger verschäerfter Kontroll. Och wann d'Probabilitéit vun enger Demande hei zu Lëtzebuerg fir dëse Genre net ganz grouss ass, muss een awer soen, dass mir d'Législatioun an deem Sënn verbessert hunn, dass se an der Zukunft awer och net méi grouss gëtt. Ech mengen de Wee, fir hei zu Lëtzebuerg OGMen ze probéieren och am Fräiland, ass an der Zwëschenzäit a mat dësem Gesetz da méi schwéier wéi dat an den Nopeschlänner de Fall ass.

Et bleiwen awer eng ganz Rei vu Problemer a Froen an dësem komplexen Dossier hei opstoen, Froen, déi meng Virriednerin hei ervirbruecht huet. Et geet awer virun allem an der Diskussioun, déi mir jo elo hei hunn, ëm déi ekologesch Risiken, déi duerch d'Fräisetze vun OGMen an d'Ëmwelt entstoe kënnen duerch déi sou genannte genetesch Pollutioun. Dovunner ass natierlech haaptsächlech d'Landwirtschaft betraff, wou sech d'Problematik vun der Koexistenz zwëschen den OGMen an dem konventionellen an dem biologeschen Ubau stellt.

Och wann ech herno eng Partie Pisten opzeechnen, wäert et mengen och dach awer schwéier sinn an deem heitegen Europa eng Léisung duerchzusetzen, ouni géint de Prinzip vum der libre circulation ze verstoussen. Eng honnertprozenteg Protektioun géif et jo souwiso net ginn - d'Madame Delvaux huet jo drop higewisen -, vu datt d'Landesgrenze keng Barrière fir Pollen duerstellen.

Engem Bauer steet et dann natierlech och fräi, déi Aart vu Landwirtschaft ze bedriewen an déi Zort vu Planzen unzabauen - à condition natierlech, dass se erlaabt sinn -, déi hie wëllt. Deemno kéint een engem Bauer, deen OGMen, déi an der Unioun genehmegt goufen, wëllt ubauen, dat och net verbidden. Datselwecht Recht huet awer och dee Bauer, deen eng konventionell oder biologesch Landwirtschaft wëllt bedriewen. An hei läit de Problem. Wéi kënnen mir dat eent mat deem aneren an Aklang bréngen? Wéi kënnen mir eng genetesch Pollutioun zu engem Maximum verhënnern?

D'Problematik huet natierlech um europäeschen Niveau nach absolut keng Léisung fonnt, och wa sech scho vill doriwwer de Kapp zerbrach ginn ass. Mir an der

Ëmweltkommissioun hunn eis natierlech och vill Gedanken doriwwer gemaach, a vu datt zu Lëtzebuerg jo e grouse Konsens an där Matière hei besteet, hu mir eis d'Fro gestallt, ob d'Léisung net fir Lëtzebuerg duerch eng genmodifizéiert-fräi Zon u sech ze erreeche wier.

Um europäesche Plang gëtt et awer eng Partie Reglementer, iwwer déi ee kéint diskutéieren an déi een u sech och kéint gebrauch, fir de Problem vun der Koexistenz ze léisen. Den Här Gira huet a senger Motioun esou e Reglement hei zitiiert gehat. Et gëtt awer nach aner Reglementer. D'Reglement zum Beispill 20/91, wat kloer festhält, dass de Gebrauch vun OGMen an der biologescher Landwirtschaft verbueden ass. Mä och den Artikel 130 vum Maastrichter Traité werft de Principe de précaution op an den Artikel 174 vum Amsterdamer Traité och.

Viru kuerzem hu mir hei an der Chamber de Protokoll vu Cartagena ratifizéiert, dee jo awer nach keen Agank an d'europäesch Législatioun fonnt huet, mä deen eng Partie Äntwerte wäert op déi Froe kënnen do liwweren. Da gëtt et nach d'Direktiv 97/11, déi sou genannten Impaktstudiendirektiv, an där et och méiglech ass Aire-géographique, déi eng gewësse Sensibilité écologique hunn, ze évoquéieren. An et gëtt natierlech déi Direktiv, déi mir an deem Gesetz, wat no deem Gesetz hei kënnt, ëmsetzen, nämlech d'Direktiv 92/43, déi sou genannt Habitatsdirektiv, an där och vun Aires écologiquement sensibles geschwat gëtt.

Et gëtt natierlech och d'Agenda 21, déi ee kéint opwerfen. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et e Reglement, wat a Kraaft ass, nämlech den 20/78 aus dem Joer 1992, deen och net méi kéint respektéiert ginn, op d'mannst net, wat d'biologesche Landwirtschaft uegt.

Also et gëtt eng Partie Méiglechkeeten de Problem hei ze léisen. Ech muss alleréngs soen, an deenen Diskussiounen, déi mir an der Ëmweltkommissioun haten, hate mir u sech eng prett fir de Problem kuerzfristeg ze léisen, ausser dass mir d'Fro opgeworf hunn, ob een zu Lëtzebuerg net integral soll eng genmodifizéiert-fräi Zon maachen. Do hate mir Beispiller an anere Länner, an Eistraich zum Beispill, déi dee Wee gaange sinn. Et ass och net dat eenzeg Land, wat dee Wee gaangen ass. An Italien gëtt et och eng Partie Regiounen, déi ähnlech Weeër gaange sinn. Mä ier dat hei zu Lëtzebuerg wouer gëtt, wäert et wuel nach eng Zäit daueren. Mir wëllen eis jo och der Problematik hei unhuelen, wat mir u sech och ni ofgebrach hunn, eis Gedanken doriwwer ze maachen.

Trotzdem mengen ech, a vu datt esou e grouse Konsens zu Lëtzebuerg besteet, kënnt een awer versichen op de Wee vun enger genfraier Zon ze goen. En éischte Schrëtt kënnt zum Beispill dee sinn, dass Greenpeace, zesumme mat de Baureverbänn, dat heescht d'Bauernallianz, dem FLB an och der Bauerenzentral, en Accord géif aushandelen, deen op e Moratoire géif erauslafe kee genmodifizéiert Geseems hei zu Lëtzebuerg anzesetzen. En attendant dass mer eng rechtlech Léisung géife fannen, wier dat schon eng Iwwerganksléisung, zemol well ënner de Baueren alleguer, net nëmme de Baueren, mä awer och den Uebstgärtner an de Gäertner am Allgemengen, e grouse Konsens besteet an ech géif et wierklech begrëssen, wann eng Initiativ an deem Sënn op fräiwëllege Basis zu Lëtzebuerg kënnt gestart ginn.

Et ass elo grad hei gesot ginn, eng Partie Länner versichen de Problem iwwer Regiounen ze léisen,

esou zum Beispill Kärnten, wou mer jo den Dossier déposéiert hunn. Et ginn nach eng Partie aner Beispiller. Zu Lëtzebuerg hu mer awer keng Regioun an ech froe mech, an an der Ëmweltkommissioun hu mer och d'Fro opgeworf, ob d'Gemengen dann dee Rôle net kënnten iwwerhuelen.

D'Gesetz iwwer d'Santé publique vun 1906 géif eng Méiglechkeet ubidden fir d'Gemengen dëse Wee ze goen. D'Gemeengesetz kënnt dat selbstverständlech och maachen. Dat zur Problematik.

Ech mengen, dass deen heite Projet substanzuell Verbesserung an sech bréngt an ech begrësse schlussendlech, dass déi zwou Direktiven ëngesat ginn. Et ass eis virgeworf ginn, et wär schlechte Stil gewiescht déi Leit net unzehéieren, déi sech an deene leschten Deeg un eis gewant hunn. Ech muss soen, perséinlech war ech iwwer dee Stil enttäuscht, well mer dach awer an der Ëmweltkommissioun ganz laang doriwwer diskutéiert hunn a schon zesummen an der Vergaangenheet, d'Agrarkommissioun an d'Ëmweltkommissioun, all déi Organisatiounen emfaangen haten an do war absolut keen Zweifel iwwer d'Meinung vun de Membere vun dëser Kommissioun an och konnt keen an deem Kader de gudden Wëlle vun de Membere vun der Ëmwelt- an der Agrarkommissioun a Fro stellen. Dofir kann ech dee Reproche do net akzeptéieren.

Ech mengen, dass et net ze spéit ass fir dat do ze diskutéieren. Dat hätt och absolut näischt dru geännert, dass mer dat hei hätte misse maachen, well mer jo souwiso ënner Drock stinn an déi Direktive mussen ëmsetzen. Dofir mengen ech, a mir sinn eis jo eens hei an der Chamber ënner de Fraktiounen, dass et nach eng Resolutioun géif déposéieren, wou mer d'Agrar- an d'Ëmweltkommissioun géife chargéieren sech där Problematik unzehuelen an dat dann hei virun ze diskutéieren.

### Résolution 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant les améliorations substantielles apportées par le projet de loi n° 4913 modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, notamment*

• *en introduisant une estimation des risques pour la santé humaine et l'environnement qui peuvent se présenter,*

• *en prescrivant un projet de surveillance pour tout OGM mis sur le marché,*

• *en améliorant la consultation du public et*

• *en rendant obligatoire un contrat d'assurance de responsabilité civile pour tout utilisateur ayant soumis une demande d'autorisation;*

- *considérant les problèmes non résolus en matière de coexistence de cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques;*

- *considérant qu'il faut appliquer le principe de précaution;*

*se propose*

- *de charger la Commission de l'Agriculture et la Commission de l'Environnement de l'analyse de ce volet en vue de l'élaboration de propositions en la matière.*

(s.) *Emile Calmes, Lucien Clement, Mady Delvaux-Stehres, Camille Gira, Jean-Paul Rippinger.*

An deem Sënn soen ech lech merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte e puer Wuert generell zur Gentechnik, obschonn

ech net wëll dat widderhuele wat ech scho virun e puer Joer hei gesot hunn. Mir si grondsätzlech d'accord, dass d'Gentechnik net vum Schlechte muss sinn, ganz besonnesch do wou se dem Mënsch kann hëllefen um medezinesche Plang. Mir soen awer generell Neen, wann et ëm d'Nahrungsmëttele geet, wann et keng aner positiv Effeten huet wéi dass Firme kënnen Geld dermat verdéngen. Ech kënnt elo mat Beispiller kommen. Ech erspuere mer dat fir Zäit genuch hannen ze behalen.

Meeschtens stécht hannert der Entwécklung vun esou verännerten Organismen e wirtschaftlechen Intérêt, net de wirtschaftlechen Intérêt vum Bauer, dee soll besser a méi bälleg kënnen produzéieren an och nach méi ëmweltschonend produzéieren, mä de wirtschaftlechen Intérêt vun enger Firma, déi wëllt mat deem Produit Geld verdéngen. Loosst mer eis do näischt virmaachen, et kascht vill Geld a vill Opwand, fir esou Planze genesch ze manipuléieren dohinner wou ee se gären hätt an da wëllen déi Leit natierlech och Geld dermat verdéngen.

Et gëtt gesot, an net zu Onrecht, dass d'Baueren dovunner ofhängeg ginn, dass se an eng Ofhängegkeet geroden, déi mer net wëllen. Dofir hätte mir et wënschenswäert fonnt, dass bei der Zouloosung vun esou genetesch modifizéierten Organismen en neie Kritär derbaikomm wär an zwar e Critère d'utilité publique. Et kann net e Critère d'utilité particulière vun iergendenger Firma sinn, déi leschten Enns eng Regierung kann dozou bewege fir esou eppes zouzelossen, wann net manifestement eng Utilité publique erweisen ass. Déi kann effektiv dra bestoen, dass eng Planz resistent ass géint verschidde Krankheeten an dass sech doduerch e chemeschen Traitement, dee bis dohin néideg war, eriwweregt. Dat dozou.

D'Auswierkung op d'Landwirtschaft. Mir ware jo bei d'INRA kucken. Mir hunn eis e schéine Virtrag vun der Madame Colbach, enger Lëtzeburgerin ugehéiert, a mir hunn eis iwwerzeege gelooss, wéi geféierlech dat et ass, wann eng kéier esou genmodifizéiert Saatgutplanzen dobaussen an der Natur stinn a sech géinge verbreedden iwwer de Pollen, iwwer de Som. Dat ka Kilometer wäit passeieren, doduerch dass den Unhänger, deen herno dee Som féiert, e Bësse sabbelt laanscht d'Stroossen. Da bléit dat erëm d'nächst Joer an et geet weider. Wann et eng kéier dobaussen ass, da kritt een et kaum nach ze gräifen.

Ech wëll och nach eng kéier kuerz dervu profitéieren drop hinzeweisen zu wat fir enge mëssbräichleche Praktiken dat ka féieren. Dee kanadesche Farmer, dee scho weltberühmt ginn ass, Percy Schmeiser, dee säi ganz Verméigen agesat huet géint e Multi namens Monsanto, deen em natierlech vun de Juristen hier honnertmol méi kann entgéintsetze wéi dat wat hien huet, nëmme fir dass Monsanto säi Prinzip kann duerchsetzen. Wa mir op engem sengem Feld däers fannen, dann ass dee scho condemnéiert, well e jo däers Saatgut ugebaut huet an en huet net extra dofir bezuelt.

Déi nächst Iwwerleeung hannendrun. Hu mir als EU-Memberstat an deem Beräich do nach déi Fräiheet, déi mer missten hu fir kënnen esou ze operéieren, wéi mer eis dat géinge wënschen? Hei stinn zwee Prinzipien géinteneen. Dat ass ganz kloer. Dee vun der Liberté d'échange a vun der Netbenennung vun der Konkurrenz engersäits, an anerersäits d'Recht op Schutz viru schwéier ofschätzbare Geforen. Dat ass juristesches gesinn natierlech an an der Reglementatioun eng Gradwanderung, déi net esou ganz einfach ass, virun allem well d'Ofschätzung vun de Risiken esou schwéier ass. A mir liesen dat jo och am Artikel 16.1 Paragraph 2, wou ganz kloer steet, d'Autorisa-



tioun géng am Fong nëmmen zougestane ginn, wa kee Risque oder héchste de Risque minime wär. Ech froe mech wéi een dat objektiv wëllt feststellen.

Här President, ech kommen zum Objet vum Gesetz, well et ass jo do wou de Moment vill drëm gestridde gëtt. Et ass eng Modifikatioun vun deem Gesetz, dat mer den 19. November 1996 hei gestëmmt hunn, wat dunn d'Gesetz ginn ass vum 13. Januar 1997 an et ass d'Emsetzung vun der Direktiv 9881 CEE, dat aalt Gesetz. Et geet haaptsächlech ëm dräi Kapiteln: Utilisation confinée, dat heescht d'Aarbecht am Laboratoire, d'Dissémination volontaire, dat liese mir emol esou, déi éischt Fräilandversucher vun eppes wat virduum am Milieu confiné probéiert ginn ass an dréitens d'Mise sur le marché. An ech mengen, et ass do wou hei e bëssleche Konfusioun gemaach gëtt. Wann e Produit bis zougeloo ass an e gëtt dobaussen ausgeséit, no deem dass iergendeen Händler en importéiert huet oder de Bauer en direkt importéiert huet, dann ass dat fir eis eng Mise sur le marché a fällt domadder ënnert ganz aner Konditiounen wéi d'Dissémination volontaire.

Elo gi jo dann, an dat gëtt hei als eent vun den Argumenter verkaaft an ugefouert, fir dat Gesetz hei ze stëmmen, haaptsächlech zwou nei Barriären agebaut. Dat eent ass Kommodos-Prozedur, wann ech den Här Santer richtig héieren hunn. Hien huet dat och hei gesot. Déi gëtt quasi hei agefouert. Esou ass et och am Gesetz ze liesen. Dat ass den Artikel 18 an dee mécht Referenz op den Artikel 10, deen de Milieu confiné betrëfft, 4) gëtt volontairement bäigesat, well dat war héchstwahrscheinlech vergiess ginn.

#### (Interruption)

Här President, do steet och nach den Term vu Kommodo-Inkommodo, deen agefouert gëtt. Dann hu mer am selwechte Gesetz en Artikel 16 stoen, deen net touchéiert gëtt. Den Artikel 16, deen a sengem Turet 2, Paragraph 2 seet: «Les dispositions de la législation en vigueur en matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes ne s'appliquent pas aux activités visées au présent chapitre». Méi eng flott Kontradiktion kann een net an e Gesetz abauen. Engersäits seet een, mir ënnerwerfen dat elo de Bestimmung vum Kommodo a mir loosse uewen d'Bestimmung stoen, déi seet, neen, de Kommodo zielt net an deem Kapitel, wuel verstan an der Dissémination volontaire.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Esou eppes kann ee jo net stoe loosse! Här Rippinger, Här Santer, Dir sidd Juristen, wat gëtt dat e schéine Rechtsstrait op de Gerichter, wann deen een Affekot seet et zielt an deen anere seet et zielt net, a jidderee féiert en anere Paragraph aus deemselwechte Gesetz un, déi sech widdersprieche.

■ M. Patrick Santer (CSV). - Bréngt en Amendement an.

■ M. Robert Mehlen (ADR). - Ech hunn en Amendement gebaselt, dee ganz kuerz ass.

#### Amendement 1

*Est ajouté un point 6 (3) au projet de loi libellé comme suit :*

«Le paragraphe 2 de l'article 16 de la loi du 13 janvier 1997 est aboli.»

(s.) Robert Mehlen, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf.

Ech muss e bësse virumaachen, well de Kolleeg Colombara wëllt och nach e puer Wuert soen.

Zweete Punkt, grouss Neierung, ass jo déi Geschicht vun der Assurance. Dat ass am besteende Gesetz den Artikel 35, dee vun der Responsabilitéit schwätzt. Wann een eleng dat liest, wat mer dee-

mools gemaach hu betreffend d'Garantien - ech hat et zwar net gestëmmt, dofir hunn ech et e bësse méi einfach fir hei ze schwätzen -, do gëtt am Paragraph 2 gesot, dat deejéinegen, deen Dissémination gemaach huet «...est tenu entre outre de remettre dans leur pristin état les objets ou lieux ayant subi un dommage». Ech gesinn deejéinege ewell mat der Lupp duerch d'Landschaft lafen, fir ze kucken, wou dann elo iergendwou e Polle gelant ass, deen net dohinuer gehéiert an déi Planzen erausrappen a se op iergendeng Manier vernichten, dat se sech net méi weider kënnen verbreden. Eleng dat ass schon eng Utopie.

Am Paragraph 3 konnt de Minister bis elo Garantie verlaangen «...si elles sont jugées suffisantes». Hien ass de Juge driwwer, ob dat duergeet oder eng Assurance senn. Elo kréie mer jo dann eng nei Dispositioun derbäi, dat heescht den Artikel 35.3, dee sech an Zukunft just limitéiert op de Milieu confiné, op dat, wat an dem Laboratoire geschitt, mä et kënt en Ajout derbäi, de 35.4, dee seet, dass obligatoresch eng Assurance ass fir d'Obligatiounen, déi sech aus de Paragraphen 1 an 2 vum Artikel 35 erginn. Dat klängt komplizéiert.

De Paragraph 1 fänkt un: «...sans préjudice de sa responsabilité qu'il engage envers les tiers», déi sinn direkt erëm hei ausgeschloss. Wat ass dat da fir eng Assurance, déi sech référiert op e Paragraph 1 vum Artikel 35 wou d'Tiersen, dat sinn nämlech just déi konventionell Baueren an d'Biobauern, ausgeschloss sinn. Ech weess net, wat sech dobäi geduecht ginn ass. Et kann ee sech natierlech op de Standpunkt stellen, dat souwisou keng Assurance, dat ass jo dat wat hei an d'Feld gefouert gëtt, iergendengem, deen esou eppes wëllt lassloossen, eng total Garantie gëtt fir dat, wat do ka passéieren, an deen dofir dann och keng Autorisatioun hei kritt.

Mä da komme mer eréischt op de springende Punkt, nämlech, an ech hat domat ugefaangen, wann een esou e Saatgut keeft vun engem Raps oder vun engem Mais, déi manipuliert sinn, an dat sech par la nature des choses - mir hunn et beim INRA gesinn - an der Natur verbreet an d'Steck vun engem Biobauer polluëiert, esou datt dee sai Produit net méi ka verkafen, da spillen net d'Dispositiounen vum Kapitel iwwert d'Dissémination volontaire, mä vun der Mise sur le marché. A wa mer dann den Artikel 26 vum Gesetz kucken, «Chapitre 2, mise sur le marché: autorisation obtenue dans un autre État membre de l'Union européenne».

Dorëm geet et jo, et ass och dat, wat Greenpeace an e puer aner Organisatiounen hei froen. «Dès lors qu'un produit a fait l'objet d'une autorisation par l'autorité compétente d'un autre État membre de l'Union européenne...», esou weider an esou fort, «...il peut être utilisé sans autre demande sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg pour autant que les conditions spécifiques de l'emploi et de l'environnement et/ou les zones géographiques», et ass scho relativ komesch formuléiert, «précisées dans ces conditions, sont strictement respectées». Dat heescht, alles wat mer elo maachen, Assurance an esou weider, dat spillt iwwerhaapt keng Roll.

Här President, ech weess net, ob ech mat der Direktiv an Aklang sinn, ob mer net vläicht zu Bréssel eng kleng gelaatscht kréien, mä dee Risiko ginn ech gären an. Ech hunn en Amendement gemaach zum Artikel 26.

#### Amendement 2

*Est ajouté au projet de loi un point 16, libellé comme suit:*

*L'article 26 de la loi du 13 janvier 1997 prend la teneur suivante:*

«Un produit OGM qui a obtenu une autorisation par l'autorité compé-

*tente d'un autre État membre de l'Union européenne, en conformité avec la réglementation communautaire afférente, est subordonné aux procédures d'autorisation de dissémination, prévues dans les articles 16 à 18 de la présente loi.»*

(s.) Robert Mehlen, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf.

Dann hätt een nämlech dat do aus der Welt geschaf.

Ech wëll awer nach eppes soen. Et ass traureg, dat bei eppes wat bal exklusiv d'Landwirtschaft betrëfft, do mol net den Avis vun der Chambre d'Agriculture gefrot ginn ass. Ech hu mech extra renseignéiert, wien dat och ëmmer verbrach huet, wien dofir zoustänneg war. Dat eleng wär eng Ursach gewiescht fir ze soen, kommt mer stëmmen et elo net a froe si, wat se dozou ze soen hunn, kommen am Februar oder am März nach eng Kéier drop zréck a maachen et da waasserdicht, en attendant datt dat geschitt, wat den Här Gira hei verlaangt, datt de Landwirtschaftsministère eppes mécht wat awer wierklech sech spezifesch un dat adresséiert, wat d'Bauern do-bausse betrëfft an hir Suergen, datt hir Stecker an hir Planzen domat verseucht oder vermëscht ginn.

Dat alles, Här President, féiert eis dozou, datt mer dat Gesetz nëmme kënnen stëmmen, wann déi zwee Amendementer ugeholl ginn. Mir hoffen, datt d'Chamber esou asiichteg ass, fir déi Korrekturen do virzehuelen, soss stëmme mer dergéint.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt mäi Bäitrag ufänke mat engem Zitat vum Här Bertrand Hervieu, President vum Institut national de la recherche agronomique, INRA, aus Frankräich, wou mer jo eng Antenn dovun zu Dijon besicht haten. Den Här Hervieu seet: «Les OGM, c'est une sorte d'équivalent dans le vivant de ce que fut la maîtrise de l'énergie nucléaire.»

Deene Gréngen hir Positioun gégeniwwer den OGMe war vun Ufank un déiselwecht wéi gégeniwwer der Atomenergie, deelweis och aus deeneselwechten Iwwerleeungen op déi ech, oprond vun där kuerzer Zäit déi mer zousteet, net kann agoen.

Wat d'OGMen ubelaangt, gëtt dës negativ Haltung zumindest an Europa bis op Weideres vun ech géng mol soe gutt zwee Drëttel vun der Populatioun a vu bal alle Bauere gedeelt. Mä déi puer multinational Firmen - an doréms geet et jo hei an dat ass jo och scho vu mengem Virrieder richtegerweis duergestallt ginn -, déi dës Technologie onbedéngt wëllen duerchsetzen, hu ganz vill Lobbyarbecht gemaach a kënnen haut och op staark Lobbyen zielen.

An de Vereenegte State virun allem, an der WTO. Leider muss ee soen neierdénge och a Brasilien, wou de President Lula, deen d'Hoffnung vu villen Antimondialist war wéi och vun Ëmweltschutzorganisatiounen, ganz schnell ëmgefall ass an deem do Dossier. Dat ass wierklech ze bedauern. Zu Bréssel an der Kommissioun a leider och zu Stroosbuerg am Parlament ass dat de Fall.

A fir dat ze ënnerleeë wëll ech lech mol en Zitat aus enger Sitzung virlesen, Sitzung, déi nach guer net esou laang hier ass, nämlech vum 1. Juli 2003: «Il est grand temps que l'Union européenne s'ouvre

d'avantage aux biotechnologies et au génie génétique également dans le domaine alimentaire. Alors, pourquoi ce tapage autour des OGM? J'encourage la Commission à faire tomber le moratoire illégal sur les OGM et à veiller à ce que l'Europe ne rate pas la révolution biotechnologique.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass en Zitat aus dem Mond vun engem Europadeputéierten, aus dem Mond vun engem Lëtzebuurger Europadeputéierten, aus dem Mond vun engem sozialisteschen Europadeputéierten, dem Här Goebbels, an ech fannen, dass d'LSAP dës Woch, amplaz opportunisteschen Tapage ze maachen, vläicht besser gehat hätt hir Energie drop ze verwende mol ganz e bëssen Iwwerzeugungsaarbecht bei hirem Europadeputéierten ze maachen. Dat sinn déi politesch Realitéiten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

■ M. Ben Fayot (LSAP). - Et kann een aner Zitat bréngen vu mir an engem anere Sënn.

#### (Interruptions)

■ M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Dat üblecht Bild wat Är Partei an deem do Dossier hiergëtt, dat ass richtig. Dat confirméiert Der.

Här President, et sinn esou Leit wéi den Här Goebbels, déi bis elo verhënnert hunn, dass mer op europäeschem Niveau eng progressiv Gesetzgebung an deem Bereich hunn. Et ass géint esou Leit wéi den Här Goebbels, wou déi gréng Fraktioun am Europaparlament, wa se probéiert Verbesserungen eranzebréngen, ëmmer erëm muss ukämpfen, well esou Leit net nëmme fir sech schwätzen, mä och nach innerhalb vun hirer Fraktioun déi dote Meinung ganz zolidd vertrieeden, an awer geléngt et heiansdo, dass Verbesserungen kommen.

Et ass schon dacks genuch gesot ginn, dat Gesetz vun haut ass néideg ginn, well eng nei Fräisetzungsdirektiv komm ass, déi 2001/18. D'Gesetzgebung iwwert d'Fräisetzung, iwwert déi éischt Zouloosung vu genmanipuléierten Organismen ass jo eigentlech déi wichtegst, wou bai der éischter Zouloosung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss alles gemaach gi fir de Risiko op en absolute Minimum ze beschränken. Well alles wat duerno kënt, Etiquetage, Traçabilitéit, d'Koexistenzregeln, ass selbstverständlech wichtig, mä wann d'Fräisetzung kromm leeft, dann ass de Rescht net méi wéi eng Plooschter op en hélzent Been.

Natierlech kann ee maache wéi wann een um Mound géng liewen an einfach soen: Mir si géint d'OGMen a mir deklaréiere Lëtzebuerg als OGM-fräi Zon. Mä wat heescht dat da konkret, wa muer e Bauer OGM-Saatgut keeft an et hei zu Lëtzebuerg uplanzt? Guer näischt heescht dat dann. An dass mer mat deem Wee och net wäit géinge kommen, dat huet elo just Ueweréisträich erlieft. Den Här Calmes huet dat zitéiert, ech weess net ob en déi lescht Informatioun weess. Ueweréisträich ass zu Bréssel ofgeblézt mat senger Deklaratioun fir sech insgesamt als Regioun vun Éisträich als OGM-fräi ze deklaréieren. An dofir, mengen ech, an ech kommen herno dorop zréck, dass dee Wee, deen elo Känten wëllt fir op engem anere Wee praktesch zu deemselwechte Resultat ze kommen, vill méi intelligent ass. Dee Wee wäert juristeschesch vill méi laang halen, an et ass net fir näischt, dass mir proposéieren, eis un déi Kar do drunzehänken.

An tatsächlech bréngt dës Direktiv nëmme Verbesserungen. Et muss eng Estimatioun vun de Risiko gemaach ginn, et muss gekuckt ginn ob eng Resistenz op Antibiotiquen do ass, et muss e Contrôle strict an

e Projet en surveillance gemaach ginn. A mir sinn ebe grad, an dat ass schon dacks genuch erwähnt ginn, wesentlech méi wäit gaangen: Mir hunn eng Kommodo-Autorisatioun agebaut, bei der éischer Zouloosung. Jo, dat ass richtig. An ech hunn dat Gefill, dass den Här Mehlen och eréischt gëschter Owend d'Gesetz fir d'éischt gelies huet. Mir sinn eis dees bewosst: Déi Kommodo-Autorisatioun ass nëmme fir bei der éischer Zouloosung. Dat hu mer awer déi ganzen Zäit an der Kommissioun diskutéiert, dees war ech mer zumindest bewosst, ech mengen awer och nach aner Leit. A virun allem hu mer déi Virschreift iwwert déi Assurance de responsabilité civile agebaut, an och déi selbstverständlech, Dir Dammen an Dir Hären, gëllt nëmme fir bei enger éischer Zouloosung.

Ech wëll awer och an deem Dossier, wou jo elo hei probéiert gëtt, Geschichtsfälschung ze bedriewen, d'Geschicht emol e bëssen an Erënnerung bréngen. Ech wëll lech drun erënneren, dass mäi Kolleeg Robert Garcia déi do Amendementer scho beim Vote vum Gesetz vun 1996 abruecht hat, an ech wëll lech drun erënneren, dass hei bei enger grousser Majoritéit vun LSAP, CSV an DP deemoools nach d'Erkenntnes net do war, dass déi Amendementer wichteg wäeren, a si sinn ofgelehnt ginn. An ech si ganz fro, Här President, dass an deene puer Joren, déi vergaange sinn, an duerch déi ganz Evolutioun an deem Dossier awer d'Erkenntnes koom, dass et net esou einfach ass, dass mer net sollen Zauberlehrling spillen an där doter Technologie, dass en Émschwonk bei ville Leit hei an deem Haus komm ass. Ech fannen, dat éiert déi Leit.

Ech géng mengen, dass deesen Émschwonk haaptsächlech duerch zwee Événementer komm ass. Éischters duerch déi ganz kritesch Avisen esouwuel vun der Ëmweltkommissioun wéi vun der Santékommissioun, mä ech mengen awer och grad duerch déi Visite vun deenen dräi Kommissiounen zu Dijon beim INRA, wou mer vun enger Lëtzebuurger Wëssenschaftlerin genau iwwert d'Risiko vun der Koexistenz informéiert si ginn, wou mer gewuer si ginn, dass et méiglech ass, dass iwwer véier Kilometer iwwert d'Ausdrong vu Pollen aner Felder kënnen kontaminiert ginn, an et ass net mäi Rôle normalerweis hei, anere Parteie virzeweere wéini se wou an enger Kommissioun present solle sinn. Mä et deet mer Leed, Här President, wann awer hei elo d'Vertrederin vun der LSAP mécht wéi wann d'LSAP d'Speerspézt vun der Anti-OGM-Bewegung ass, da muss ech, Här President, einfach drun erënneren...

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ Une voix. - Allesbesserwësser! Ëmmer nëmmen deenen anere Lektionen hei erdeelen!

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ Une voix. - Oberlehrer der Nation.

■ M. le Président. - Wann ech gelift, ech géif lech ëm Rou bieden an dem Här Gira, pour fait personnel, wollt d'Madame Delvaux eppes soen.

■ Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Neen, ech wëll just richtig stellen, dass ech mech net hei als Fer de lance vun Anti-OGM gesinn. Wann Der mer nogelauschtert hutt, kënt Der dat awer wierklech net vu mir hei soen, an ech wëllt mech dogéint mat aller Energie wieren. Ech hu gesot, dass ech esouwuel d'Avantagen oder d'Hoffnungen, déi an der ganzer genmodifizierter Technologie stichen, gesinn, dass ech awer och net blann si fir d'Risiken, an ech denken, dass déi Leit, déi mer nogelauschtert hunn, dat och esou verstanen hunn.



M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, d'Madame Delvaux huet hei behaupt, an där Kommissioun wär ni iwwert d'Koexistenz diskutéiert ginn.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Neen, neen. Hie verdréint mer d'Wierder am Mond.

Une voix.- Et ass dach net méi seriö, dat do!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- D'Madame Delvaux huet behaupt, et wär schlechte Stil, dass déi Organisatiounen net invitéiert waren. Ech wëll lech just dat hei soen, Här President, mir hu grad zu Dijon en long et en large iwwert déi ganz Problematik vun der Koexistenz diskutéiert. Do kënnen déi Leit dat bezeien déi mat waren, an da fannen ech et einfach komesch, dass, wa vu wierklech sechs méigleche sozialisteschen Deputéierten net ee mat op Dijon war, da fannen ech et wierklech net an der Rei, deenen anere Memberen an der Kommissioun virzeweeren, et wär schlechte Stil a mir hätten net mat deene Leit diskutéiert.

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

M. le Président.- Wann ech gelift, jiddereen, deen nach Riedezäit huet, kann herno nach hei op d'Tribün kommen. Här Gira, d'Madame Delvaux huet de Fanger gewisen. Sidd Der d'accord, dass se eppes dozou seet ?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech hu kee Problem domadder, Här President.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Ech wëll just fir d'lescht haut dann nach eng Kéier richtig stellen, dass ech net gesot hunn, dass mer net iwwert d'Koexistenzproblem diskutéiert hunn. Ech hu gesot, mir hunn net iwwert déi Eventualitéit diskutéiert vun OGMen, déi eng Autorisatioun an engem anere Land kruten, wann déi géifen hei zu Lëtzebuerg disséminéiert ginn. Mir hu wuel iwwert d'Koexistenz diskutéiert, an ech wollt och soen, dass ech mech elo net méi provozéiere looszen an dass ech also net méi op dem Här Gira seng falsch Interpretatiounen vu mengen Aussoe wollt agoen.

M. le Président.- Fuert weider, Här Gira.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Fir mech ass dat do keen neit Element. Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass et net richtig ass, dass mer mat den Organisatiounen net iwwert d'OGMs-Problematik diskutéiert hunn. Mir haten, wann ech mech gutt kann erënneren, am Juli 2002 eng Réunion op Wonsch vu Greenpeace a vun de Bauereverbänn, wou mer iwwer villes an der Problematik OGM diskutéiert hunn. Mir hunn net spezifesch iwwert dat hei Gesetz geschwat, dat ass richtig, mä wat hält da verhënnert bei där Geleeënheet, dass déi Organisatiounen zu engem Projet de loi, deen zënter véier Méint virloouch a wou eigentlech wat déi hei Problematik ubelaangt, déi elo héichgespillt gëtt, näischt geännert ginn ass, Stellung geholl hätten. Zënterhier hätte mer gutt Zäit gehat doruwwer ze diskutéieren.

Just fir ze soen, dass een awer alles kann an deem heiten Dossier dem Parlament virwerfen, mä net dass keng seriö legislativ Aarbecht gemaach gi wär. Ech weess net ob et vill Dossiere gëtt wou dëst Parlament seng Responsabilitéit esou geholl huet. Hei ass vill méi wäit gaange gi wéi dat wat eng Emsetzung vun enger europäescher Direktiv vun eis verlaangt hätt. Mir hu mat Organisatiounen geschwat, mir sinn op den Terrain gaangen, an ech menge schon, dass dat wichteg war fir op Dijon ze fueren. Ech menge schon, dass eng ganz Rei Leit aus der Kommissioun definitiv gemierkt hunn, dass et net esou einfach ass, dass ee muss oppassen, dass een net mam Feier soll spillen.

Soit, op jidde Fall ass et fir eis evident, dass dat Gesetz e gutt Gesetz ass an dass et soll gestëmmt ginn. Mir évitéieren eng Veruertelung um Geriichtshaff, mir schafen e Vide juridique of, an ech verstinn net, dass ee ka soen, et géing elo eng Gefor bestoe fir OGMen déi enzwouh aneschten autoriséiert ginn, dass déi hei ugebaut ginn. Ech muss lech ganz éierlech soen, wann ech de Moment Manager vu Monsanto wär, an dat Gesetz hei wär net gestëmmt, da géing ech grad Lëtzebuerg huele fir eng éischt Zouloossung vun engem OGM ze beuntragen, well hei net

kloer ass, wéi eng Léiglatioun dass de Moment a Kraaft ass, a well ech géing mengen, dass mir awer vläicht bei aller Eier fir eis Regierung an eis Administratiounen net grad dat Land sinn, wat déi beschte Laboratoiren an déi beschte Leit huet fir ze évaluéiere wéi grouss de Risiko vun engem Mais oder Soja ass.

Dofir, mengen ech, ass déi Argumentatioun sécherlech richtig, déi vun där enger Säit gefouert gëtt, mä da muss een awer direkt handendrun och déi aner Argumentatioun féieren. Dat Lach zu Lëtzebuerg muss mer esou séier wéi méiglech zoumaachen, an dofir plädéiere mir, dass mer dat Gesetz haut stëmmen an dofir wäerte mir et och stëmmen. Mä mir suergen duerfir, an dat ass immens progressiv, dass Lëtzebuerg eigentlech zou ass fir Éischtzouloossungen an Europa, an ech hunn et schon en Dënschdeg hei gesot, wann déi aner 14 Länner des Direktiv esou emgesat hätten oder géingen emsetze wéi mir, da wär muer de facto Europa eng genfräi Zon. An da kann ee jo awer net soen, dat wär schlecht legislativ Aarbecht. Mir wäerten eise grénge Kolleegen, wann dat Gesetz haut gestëmmt ass, dat do matdeelen.

Ech hoffen, dass d'Bauereverbänn och hire Kolleegen a Kolleeginnen an deenen aneren europäesche Länner soen, wat fir eng progressiv Gesetzgebung Lëtzebuerg haut wäert stëmmen, an dass aner Länner sech dorun inspiréieren, an dann hu mer geschwënn eng Defacto-Sécherheet a ganz Europa. Mä, an da komme mer op de springende Punkt, ech weess net, Här President, wat déi aner Leit sech geduecht hu wéi se den 18. November d'Hand gehuewen hunn, wéi se gesot hunn: Mir si mat deem Gesetz hei d'accord. Iwwregens och den ADR, wëll ech hei awer och emol betounen, wat se sech dobäi geduecht hunn. Mir waren eis op jidde Fall als Gréng ganz genee bewosst, wat mir gemaach hunn.

Ech wëll lech einfach aus engem Communiqué, dee mir den 18. gemaach hunn, virlesen, an ech wëll betounen, dass dee Communiqué dräi Deeg erauskomm ass ier Greenpeace an d'Bauereverbänn reagéiert hunn. Do steet dran: „Das neue Gentechnikgesetz ist ein Schritt in die richtige Richtung,

doch wirksam kann der Schutz gegen eine Verunreinigung durch genetisch veränderte Organismen nur sein, wenn auch die Koexistenz zwischen jenen Landwirten, die mit Gentechnik arbeiten, und jenen, die darauf verzichten möchten, garantiert ist. Der Landwirtschaftsminister Boden ist daher gefordert, von den rechtlichen Möglichkeiten im Rahmen der neuen europäischen Verordnung vom 22. September 2003 Gebrauch zu machen, um Vorschriften zu erlassen, die alle möglichen genetischen Verunreinigungen ausschließen.“

Dat wouste mir schon den 18. November. Mir wëssen dat nach haut, an dofir hunn ech och datselwecht, wat mir do gesot hunn, op franséisch an eng Motioun geluecht an déi den Dënschdeg déposéiert. An de Sträit besteet eigentlech nach just driwwer - well mir sinn eis am Fong jo alleguerten eens, schéngt et mir, mat den Organisatiounen, mat Greenpeace a mat de Baureverbänn -, wéi mir déi do Fro elo am séierste geregelt kréien. D'Organisatiounen mengen, mir missten dat hei Gesetz elo stoppen, Amendemente maachen an dann erëm frësch op de Wee ginn.

Ech warne wierklech do virdrun, aus enger Rei Ursachen. Eischens si mir dann, menger Meinung no, partis pour la gloire. Zweetens liicht et mir net an, wisou de Gesondheitsminister soll d'Koexistenz am Landwirtschaftssektor regelen. Dat gehéiert an d'Kompetenz vum Landwirtschaftsminister. Een, deen déi intellektuell Éierlecheit huet, fir souwuel d'Gesetz vun 1997 oder dat heiten an dat, wat déi Kärntner lo gemaach hunn, fir wierklech an der Praxis d'Koexistenz ze regelen, déi zwee Texter ze liesen, dee gesäit definitiv, dass d'Koexistenzregelung näischt an deem heite Gesetz verluer huet. Dat sinn zwee Puer Schong, a mir kréien haut en excellent Puer Schong, wat d'Fräisetzung ubelaangt.

Da kommt, mir ginn eis déi nächst Woch schon drunn, fir dat zweet Puer Schong och ze maachen, dann hu mir wierklech gutt geschafft. Zumol, an dat ass hei jo gesot ginn, dass mir zënter dem 22. September eng Base légale européenne hunn, fir kënnen Moossnamen ze ergräifen. Och dat ass schon hei erwähnt ginn. Dat ass dat neit Novel-food-and-feed-Reglement, wou eben drasteet: „Les États membres peuvent prendre les mesures nécessaires pour éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres produits.“

Här President, ech wollt lech direkt soen, ech huele meng fënnf Minutte vun der Motioun, well zu der Motioun ass näischt méi ze soen. Ech hunn dat den Dënschdeg scho gesot.

Elo de Mëtteg ass vun der Majoritéit d'Propositoun komm, fir des Motioun duerch eng Resolutioun ze ersetzen, wou awer d'Considérenten déiselwecht sinn a wou eigentlech dat, wat soll geschéien, och datselwecht ass. Ech muss lech soen, wann des Majoritéit méi Vertrauen an hir parlamentaresch Majoritéit huet wéi vläicht an deen een oder anere Minister: Moi je veux bien! Wichteg ass d'Saach. Mir geet et em d'Saach, a wann d'Majoritéit der Meinung ass, mir kéime méi séier weider andeem mir esou séier wéi méiglech d'Agrarkommissioun an d'Émweltkommissioun zesummeruffen, fir op Grond vun deene Méiglechkeeten, déi mir hunn - an den Här Calmes huet nieft déi, déi ech hei erwähnt hunn, nach anerer geluecht -, eppes ze maachen. Ech fannen dat eng excellent Propositoun a géing dann och meng Motioun zrëckzéien, Här President. Duerfir hunn ech och déi Resolution énnerschrivven.

Wa mir haut dat Gesetz stëmmen, dann hu mir dat beschte Fräisetzungsgesetz an Europa, a wa mir dann och nach d'Koexistenz regelen, dann hu mir wierklech virbild-

lech Aarbecht gemaach. Duerfir ass et selbstverständlech, dass mir dat Gesetz wäerte stëmmen, vun deem ech hoffen, dass et eng breet Majoritéit kritit.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Urbany. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déli Lénk).- Merci, Här President. Ech mengen, déi Debatt hei beweist, dass een eigentlech muss en absoluten Unhänger si vun der partizipativer Demokratie. Wa mir nämlech nëmmen déi Diskussioun, déi jo dann anscheinend an der Kommissioun stattfonnt huet, heihinner reportéiert hätten, dann huelen ech jo un, dass d'Wellen net esou héich geschloen hätte wéi se dat elo gemaach hunn, wou Organisatiounen aus der Gesellschaft dobausse Stellung geholl hunn an deem Débat hei.

Et war och gutt, dass se Stellung geholl hunn, well dat huet eis och mengen ech alleguerten eng Kéier drun erënnert, wéi wichteg dass déi Froen hei sinn. Ech mengen, et handelt sech hei net nëmmen em ethesch Froen. Et handelt sech hei em nach vill méi grondleegend Froen. Et handelt sech em d'Froen vun der Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun Agrarmultien, wéi Monsanto zum Beispill, déi jo de Maart beherrschen, net nëmmen vun de genmanipuléierte Planzen, mä och nach vun de Pestiziden, géint déi déi Planze jo solle resistent gemaach ginn.


Dat heescht, d'Landwirtschaft wier ofhängeg vun esou Firmen, nach vill méi wéi si et vläicht souwisou schon ass, wann déi Gentechnologie an der Landwirtschaft hei sech bis op enger breeder Basis duerchgesat huet. Doruwwer eraus stellt sech jo och d'Froen vun der Verbreedung vun deene genmanipuléierte Aarten an der Natur, wa se mol bis zougelooss ginn, a vun der Verdrängung vun aneren Aarten, déi da wäert geschéien.

De Statsrot seet, et géif sech wahrscheinlech keng Assurance fannen, fir esou Risiken ze versécheren, déi da kënnen entstoen duerch d'Verseuchung vun der bisheriger Landwirtschaft. Ech mengen, wann eng Assurance scho seet, dass se keng esou Risike verséichert, da muss dee Risiko awer grouss sinn. An da muss de Risiko scho wierklech onwägar sinn, soss géife jo net d'Assurance sech dee Marché do entgoe looszen, fir esou Risiken ze versécheren. Da froen ech mech: Firwat mussen d'Leit dann dobaussen, firwat mussen d'Bauern a firwat mussen d'Konsumenten dann dee Risiko droe vun deene Produiten, wa se bis zougelooss sinn?

Ech mengen et ass kloer, den Drock hei kënt net vun den Acteuren vun der Landwirtschaft - déi hu sech jo géausstert an der Debatt hei. Den Drock kënt och net vun den Entwécklungslänner. D'OGMe sinn och keng Léisung, fir den Hunger an der Welt op d'Säit ze schafen. Si kënnen héchstens nach déi Situatioun verschärfen, andeem se déi traditionell Landwirtschaft zerstéieren an deene Länner. Dat hunn iwwregens concernéiert Organisatiounen wéi d'Welternährungsorganisatioun kloer nogewisen.

Ech mengen och net, wéi den Här Santer sot, dass dat hei eng Fro ass vun Extremisten op béide Säiten, déi sech géifen d'Käpp anhaen. Ech mengen, dass et keng ideologesch Fro ass. Mä et ass eng Fro, wéi den Här Mehlen iwwregens ganz daitlech hei gesot huet, vun ekonomeschen Interessen. Den Drock, fir dat hei duerchzesetzen, kënt ganz kloer vu Multi wéi Monsanto oder och vu Länner wéi den USA, Kanada, Argentinien oder och China.

Wat ech un deem Projet hei kritiséieren, ass, dass e prinzipiell



**Chambre des Députés**  
L U X E M B O U R G

**Chamber TV**

**weist all öffentlich Sëtzung live an integral**

<p>An der Gemeng Diddeleng um Kanal S32</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Nidderaanwen um Kanal S29</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p>	<p>Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>Zu Kielen (&amp; Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p> <p>•</p> <p>An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz</p>
---	--



deem Drock do nogëtt. Mir schéngt et kloer ze sinn: Wa bis d'Verbredung vun deene genmanipuléierte Produiten iwwerall an alle Länner reglementéiert ass, da gi se och erëm iwwerall zougeloooss. Dat seet iwwegens de Rapport ganz daitlech. De Rapport seet: «Il semble probable que le moratoire soit bientôt levé.» A wann de Moratoire bis opgehuewen ass, da kommen d'Produiten och ganz séier op de Maart hei zu Lëtzebuerg, och wa vläicht eis Zouloossungsbedingungen hei zu Lëtzebuerg méi restriktiv si wéi déi an anere Länner. Duerch d'frai Zirkulatioun vun de Produite kommen déi Produiten dann och ganz séier hei op de Maart, iwwegens ouni datt se mussen eng Assurance noweisen.

A wa gesot gëtt, da kënne mir jo dat dann nach nodréiglech kontrolléieren, déi Produiten, déi Méiglechkeet besteet, déi Méiglechkeet huet de Minister, dann ass et jo awer esou, dass ee muss ganz kloer noweisen, dass déi Produite schiedlech sinn. Hie muss dat motivéieren an hie muss dat och Bréssel matdeelen.

Ech mengen, dass de Problem och nach eng ekonomesch Komponent fir Lëtzebuerg huet, vun där och hei scho geschwat ginn ass, well et zu Lëtzebuerg jo och e Fuersungssektor gëtt, dee soll Entstoen - dat ass och gesot ginn - op deem Gebitt do. Do kann och ganz séier eng Dynamik entstoen, besonnesch wann do nach Firmaen dru bedeelegt sinn un esou Fuersungsarbeiten, déi net nëmmen a Richtung geet vu Préservatioun vum Intérêt public, mä déi ganz séier a Richtung geet vu Fuersungen am Interesse vun deene Leit, déi esou Produiten ubidden, wéi iwwegens och d'Beispill Frankräich ganz daitlech gewisen huet. Ech mengen, de José Bové huet dat och ganz kloer a sengem Buch iwwert déi Problematik hei nogewisen.

De Problem ass och grouss hei, well jo, wéi dat och gesot ginn ass, eng Pollutioun och vun deenen normale Felder duerch esou genmanipuléiert Plantatiounen ka geschéien. Dee Problem ass absolut net geléist. Ech fannen et och net verantwortlech, dass hei ersäits de Wee opgemaach gëtt fir esou eng Regelung um nationale Plang, fir dass och op europäeschem Niveau de Moratoire opgehuewe gëtt, a gläichzäitig ginn déi Problemer net geléist, déi sech an deem Kader stellen: D'Problemer vun der Verseuchung vun deenen anere Felder, déi sou genannt Problemer vun der Koexistenz.

Et schéngt mir hei, wéi wann de Principe de précaution net géif spillen an där Fro, andeem eischens déi Autorisatioun do geschafe gëtt an zweetens da sech eréischt Gedanke gemaach gëtt, dass vläicht eng Regierung méi spéit oder vläicht eng Majoritéit méi spéit, no deene Wahlen dann, sech géif domadder befaassen oder och zum Beispill sech géif befaasse mat der Schafung vun enger genfräier Zon.

Mir hunn hei verschidden Interpretatiounen schon héieren. Den Här Rippinger seet eis, dat geet net juristesch. Den Här Calmes seet eis, dat geet. Den Här Santer seet eis och, dat geet. Dat heescht, an der aktueller Majoritéit selwer ass emol guer keng eenheetlech Meenung do wéi mer kënnen a Zukunft déi Saachen do maachen, Koexistenz a Genfräi Zon. Mä mir schafen awer e Gesetz wat Tatsaache schafft, fir déi Organismen zouzeloossen an dofir sinn ech net mat deem Gesetz hei d'accord. Ech mengen, wat mer de Moment brauchen, dat si Symboler vun der Resistenz géint esou eng Entwécklung, déi eis ufängt iwwert de Kapp ze wuesen. Mir mussen aner Symboler setzen. De José Bové huet op seng Manéier Symboler gesat.

#### (Interruptions diverses)

An en huet missen dofir an de Prisons goen, well en op seng Ma-

néier Symboler gesat huet, Symboler, déi awer vill méi wäit droe wéi déi Symbolik, déi mer mat deem heite Gesetz elo schafe wäerten, Symboler, déi an der Welt dobausse verstane ginn. An ech mengen, dat mannt wat ee vun engem Lëtzebuergeschen Deputéierte vu Symboler kéint erwaarden an där heiter Fro - e riskéiert jo net dobäi an de Prisons ze goen, Gott sei Dank -, dat wier, fir géint dat Gesetz hei ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Urbany. Den Här Alex Bodry huet sech agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass haaptsächlech d'Interventioun vum Här Gira, déi et néideg mécht, fir awer e puer Klärungen an deem Dossier hei eranzebréngen. Ech hu wéineg Versteedemach fir déi politesch Umpelungen, déi den Här Gira hei lassgelooss huet géint meng Partei, andeem e schéngt awer an deem Dossier e bëssen enger Gedächtnisschwund ze leiden, an enger dramatescher Aart a Weis.

En huet hei e léiwe Geste gemaach an den Här Goebbels a senger Qualitéit als Europadeputéierten zitéiert. En huet allerdéngs vergiess ze soen, dass et de sozialistesche Gesondheets- an Umweltminister, den Här Lahure war, deen de Moratoire duerchgesat an duerchgehale huet, e Moratoire, dee säin Nofolger weidergefouert huet an deem des Regierung och iwwerholl huet.

Ech wëll drun erënneren, dass et sozialistesche Umwelt- a Gesondheitsministere waren, déi des Direktiv ausgeschafft hunn, zesumme mat aneren, déi Direktiv, déi Dir esou an den Himmel lueft hei. 1998, 1999 ass den Accord politique erreecht ginn énnert den Umweltministeren an énnert de Santéministeren, fir virunzecommen an deem heite Punkt.

Wann een also hei scho schoulmeeschtert a wann ee wëllt d'Wou-rechten hierstellen, da muss een och déi ganz Wou-rechten hierstellen an net alles duerch säi verdreinte grénge Bréll kucken.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Dir verdrot jo guer keng Kritik, well Der net an der Verantwortung stitt.

Déi ganz Opreegung, déi komm ass bei eenzelnen Umweltorganisatiounen, bei der gesamter Bauereschaft an hire Vertrieeder an deene leschte 14 Deeg, déi ass well duerch d'Pressematdeeling, duerch Aussoen, déi vun der grénger Fraktioun komm sinn, no der leschter Sitzung vun der zoustänneger Ethikkommissioun, den Androck komm ass wéi wann d'Problemer vum Dësch wäeren, wéi wann alles geléist gi wier, mä wéi déi Leit déi Texter emol genau gekuckt hunn hu se gemierkt, dass dat, wat se gemierkt hunn ass Äre Wieder erauszulesen, net d'Wourecht war, dass mer hei zwar eng Verbesserung vun dem Direktivtext maachen - dozou sti mer -, mä dass awer vergiess ginn ass ze soen, dass mer eigentlech awer Modifikatiounen maachen, déi riskéieren zu Lëtzebuerg Lettre morte ze bleiwen. Déi betreffen ausschliesslech d'Fräisetzung vu genmodifizierten Organismen an esou eng Demande ass bis dato zu Lëtzebuerg nach net gestallt ginn a wäert och an Zukunft net gestallt ginn. Also hu mer zwar e gudden Text, mä an der Praxis wäert sech nâischt änneren. Dofir, wann ech gelift, e bësse manner Begeescherung vläicht an e bësse méi Realismus, wann een un deem heiten Text erugeet.

■ M. le Président.- De leschten geschriwwene Riedner ass den Här Jean Colombero. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Jean Colombero (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Konsumente sinn dorunner interesséiert fir gentechnesch-fräi Liewensmittel ze konsuméieren, aus der einfacher Iwwerleeung eraus, datt nach kee weess ob des gentechnesch modifizéiert Produkter eng Auswierkung op eise Gesondheetszoustand hunn oder net. An esoulaang keng Prouf erbruecht ka ginn, datt des Produkter gesondheetsonschiedlech sinn, soll een de Prinzip vun der Virsuerg gëlle loosse. Primun non nocere ass e latänesch Spréchwuert dat seet, datt déi allerwichtigst Erkenntnis déi soll sinn, fir dem Kierper kee Schued zouzefügen.

A mir waren alleguerten iwwerzeegt, datt déi Lëtzebuerg Regierung och dese Wee ageschloen hätt, mat enger anerem der Ennerstetzung vun engem EU-Moratorium oder och dem Verbuet vu genmanipuléiertem Novartis-Mais.

Émsou méi iwwerrascht ware mir wéi dese Gesetzesprojet op den Dësch komm ass, deen eigentlech am Widersproch mat der offizieller Politik vun der Lëtzebuerg Regierung ass. Dee Gesetzesprojet, deen enger anerem erlaabt, datt genmanipuléiert Planzen, déi an aneren EU-Länner genehmegt ginn, hei zu Lëtzebuerg ugebaut kënne ginn, iwwert de Kapp vun de Leit ewech, haaptsächlech d'Baue-ren, déi net genmanipuléiert Produkter ugeplant hunn.

Mir wëssen awer, datt de gréisste Wandstouss oder d'Beien de Blütpolle kilometerwäit kënnen transportéieren, esou datt net-genmanipuléiert Produkter mat dese genmanipuléierte Pollen infizéiert kënne ginn. Et géif deementspriedend keen Ennerscheed tëschend deenen zwee Produkter méi ginn.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Och wann am Gesetzestext steet, datt eng Registréierung an eng Iwwerwaachung vun dese genmanipuléierte Produkter géif stattfannen, datt Schutzmoosname virgesi gi fir aner Planzen net unzestiechen, an datt Assurancen ofgeschloss kënne ginn, wann et zu enger Kontaminéierung géif kommen. All des Mesuren, och wa se positiv kléngen, sinn a bleiwen en Alibi fir owes gutt anzeschlofen, verhënnen awer net, datt mer eis hei op engem ganz geféierlechen Terrain bewegen, a wann de Schoss no hanne lassgeet, da kënne mir esou schnell nâischt dergéint ennerhuelen.

Mir si schonns haut mat enger Onmass vu Krankheete konfrontéiert, déi mer schwéier an de Grëff kréien. Firwat mussen mir eis Gesondheet nach weiderhin hypothekeieren an op d'Spill setzen? Et ass onverstandlech wéi liichtfankeg des Regierung d'Gesondheet vun eise Bierger op d'Spill setzt. De Fraie Lëtzebuerg Bauereverband, d'Bauerenallianz, d'Centrale paysanne, d'Jongbaueren, d'Jongwënzer an d'Landjugend, de Veräin fir biologesch, dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg, d'Veeneegung fir biologesche Landbau Lëtzebuerg a Greenpeace wollten nach eng Kéier mat der verantwortlecher Parlamentskommissioun iwwert dese Gesetzesprojet diskutéieren, fir hir Bedenken ze äusseren, fir verschidden Ergänzungen a Modifikatiounen an den Text ze bréngen. Si wollten eng Vertagung vun deemem Projet. Dat hätt wierklech der Kaz kee Bockel gemaach, a contraire, hei hätte mir d'Geleeënheet gehat fir déi zwee Begrëffer Dialog an Transparenz ze festegen. Mä mir sinn enges Besere beléiert ginn.

Virgëschter huet den Här Rippinger am Numm vu senger Partei zum Ausdrock bruecht wat d'Demokratesch Partei vun Transparenz

a vun Dialog hält. Hien huet gesot, mir sinn déjéineg, déi hei déci-déiere wat wéini ofgestëmmt gëtt an net d'Associatiounen.

Här President, ech wëllt gär dem Här Rippinger soen, datt hien nach emmer Volleksvertrieeder ass. Hien huet dat ze maache wat d'Vollek vun him verlaangt a wann d'Vollek par intermédiaire vun Associatiounen heihinner kënnt a wëllt gären nach dee Projet diskutéieren, da mussen mir als Parlament zur Verfügung stoen, fir déi Leit unzehéieren. Alles aneschtens gehéiert net an eng Demokratie an et wonnert guer kee méi dobausse wann hei vu Lëtzebuerg vun enger Bananne-republik geschwat gëtt.

#### (Interruptions diverses)

Dat sinn déi Beispiller, déi géint d'Demokratie schwätzen. An et ass wierklech wouer, déjéineg, déi uewen um Hiewel setzen, déi d'Knäppercher drécken, déi kënne maache wat se wëllen. Här President, mir mussen wësse wat mer wëllen. Entweder mir si fir déi genmanipuléiert Produkter oder mir sinn dergéint. Ee Mëttelwee gëtt et hei an deser Fro net.

Den Här Gira huet versicht fir haut a leschten Dënschdeg a sengem Plädoyer ze erklären, datt dat heiten e gutt Gesetz wier an datt déi Gréng dat géife stëmmen. Ech wëllt awer hinne soen, datt et hei net drëms geet ob dat e gutt Gesetz ass oder e schlecht Gesetz ass. Hei schwätze mir iwwer genesch manipuléiert Produkter a wann déi Gréng, no hirer Philosophie, géint genmanipuléiert Produkter sinn, an ech wëllt hei gären un d'Ofstëmmung vum 13. Januar 1997 iwwert d'Disséminatioun vun OGMen erënneren, do hu si dergéint gestëmmt. Wa si hirer Philosophie trei sinn, da sollen si hei Faarf bekennen a géint dese Projet stëmmen. Alles anescht ass onverantwortlech.

Mir kënnen net garantéieren, datt des genesch manipuléiert Produkter onschiedlech sinn. Mir kënnen net d'Gesondheet vun der zukünftiger Generatioun hypothekeieren. Mir mussen eis fir d'Virsiicht asetzen.

De 7. Juli 1998 gouf hei am Parlament eng Direktiv iwwert d'Patentéierung vun de biotechnologeschen Erfindungen gekippt. Et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer haut och des Direktiv géife kippen.

Mir froen eis firwat, dass mir als véiert Land, ech betounen als véiert Land, des Direktiv hei mussen emsetzen. Mir, déi jo soss ganz vill Zäit hunn, mä grad bei deemem Projet, wou nach kee weess wéi d'Auswierkungen an der Zukunft wäerte sinn, grad hei lafe mir virun de Won. Einfach onverstandlech!

Ech schlësse main Exposé mat engem Zitat vum Benjamin Franklin: Erfahrung ass déi eenzeg Schoul, wou och déi manner Gescheit eppes léiere kënnen! Eis Erfahrung, déi läit an der Zukunft, eng Zukunft, déi mer haut mat eiser Arroganz mathéllefen ze zerstéieren.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Très bien.

■ M. le Président.- Den Här Rippinger huet d'Wuert.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech considéieren dat wat mä Virriedner hei gesot huet u meng Adress an och un d'Adress vu menger Fraktioun op d'mannst nëmmen als en Ausrutscher. Et ass net richtig wat en hei vu sech ginn huet. Demokratieverständnis an eng Lektio-un fir Demokratie brauch ech, meng Partei a meng Fraktioun garantéiert net vum Här Colombero ze kréien.

Ech hunn net gëschter mä virgëschter hei d'Wuert ergraff, wéi et drëm gaangen ass zum Ordre du jour ze schwätzen. Et war meng verdammte Pflicht als President an

als Rapporteur vun deemem Gesetz dat ze soen, wat ech gesot hunn, datt heescht, dass desen Text während méi wéi engem Joer an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert ginn ass, dass jiddfereen d'Geleeënheet hat fir seng Meenung do ze soen, an dass ech zu deemem Zäitpunkt der Meenung sinn, dass alles gesot ass an deemno meng Fraktioun an ech selwer derfir plädéiert hunn, dass dese Gesetzesprojet haut hei diskutéiert an och votéiert gëtt.

Ech muss allerdéngs soen, et ass relativ lamentabel, wat déi zwee Vertrieeder vum ADR haut an deemem Domän an zu deemem Gesetzesprojet vu sech ginn hunn. Et ass natierlech meng verdammte Pflicht als President an och als Rapporteur vun deem Gesetzesprojet, fir lech ze soen, dass déi Diskussiounen, déi an där Kommissioun gefouert gi si während engem Joer, politesch dépassionéiert gefouert si ginn, an dofir verstinn ech déi Opreegung net an deem haarden Toun net. Si ware politesch dépassionéiert a sinn esouguer deelweis op engem intellektuell héijen Niveau gefouert ginn. Dofir verstinn ech déi ganz Opreegung net, déi elo op eemol hei zustane kënnt, well et sech, géing ech soen, wuel vläicht em en apolitesch, awer dach em en héichinteressant a ganz wichtegt Thema handelt. Dir wësst ganz genau, dass ganz oft déi Problematik, déi an der Ethikkommissioun diskutéiert gëtt, dépolitisiert gëtt, well et sech em wichteg Sujet vun der Gesellschaft am Allgemenge handelt.

Et ass natierlech einfach e ganz Joer ze schlofen an dann op eemol, wann de Gesetzestext an de Plenum kënnt, ze erwachen, besonnesch da wann iergendeng Lobby, oder wéi ee se och emmer nennt, eppes zu deemem Gesetzestext ze soen huet. Esou maache mir hei keng legislativ Aarbecht. Ech fannen dat eng schlecht legislativ Aarbecht.

#### (Interruption)

An ech muss soen, besonnesch den ADR, dee sech hei a senger Kontradiktioun verstréckt, wou de President vun der Fraktioun während engem ganze Joer an der Kommissioun war, matgeholfen huet diskutéieren, mat op den INRA war op Dijon, deen huet elo nach déi eische Bemierkung - loosse mer d'Procès-verbauxen duerchkucken - zu deem ze maachen, wat den Här Mehlen elo hei vu sech ginn huet.

Ech fannen dat eng lamentabel politesch Aarbecht, déi Dir hei macht, wann Der elo kommt mat Amendementer, déi Der hätt scho kënne während engem ganze Joer an der Kommissioun abréngen, an dofir apprécieieren ech dat, wat den Här Gira als Vertrieeder vun deene Gréngen hei gesot huet, dass an där Kommissioun eng gutt legislativ Aarbecht gemaach ginn ass, och wann e vun der Opposition ass, well ausgerechent desen Text, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, obschonns e baséiert ass op zwou europäeschen Direktive geet aneschtens aus deemem Parlament eraus wéi en erakomm ass. A wéi oft geschitt dat iwwerhaupt? Dat heescht, hei huet dést Parlament, an net nëmmen d'Opposition an d'Majoritéit, mä se alleguerten zesummen hunn hir Verantwortung geholl. Net nëmmen d'Parlament, esouguer och d'Regierung, well d'Regierung war d'accord mat deenen Amendementer, déi mer proposéiert hunn, an d'Regierung ass genaousou wäit mat eis gaange wéi d'Parlament och.

Dofir sinn ech der Meenung, dass besonnesch bei deemem trotz allem apolitesche Sujet, awer héich etheschen an interessante Sujet, deen och op eng ganz gutt Aart a Weis an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, desen Text dee beschten Text ass, dee mer zu deemem Zäitpunkt konnte maachen, an dass d'Parlament och desen Text soll stëmmen.



Ech muss soen, Här President, déi zwee Amendementer vum ADR kënnen mer net unhuelen. Den zweeten ass juristesches näischt wäert, an deen éischten, doriwwer hu mer diskutéiert an hunn eng Prozedur festgeluecht, déi der Kommodosprozedur gläicht. Si steet am Gesetz, an dofir ass dat heiten net ze akzeptéieren als Amendement, sondern ech proposéieren als President-Rapporteur vun der Kommissioun déi Amendementer ofzulehnen an den Text, esou wéi mer e virgeluecht hunn, ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Camille Gira.

M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).- Här President, zwou Saache just ganz kuerz. Och ech wëll dem Här Colombara soen, dass mir ganz richtig leien an eiser Konsequenz, mir hunn nämlech, a wann Der mer nogelauschert hätt, dann hätt Der dat vläicht matkritt, 1996 dat Gesetz net gestëmmt, well deemools déi zwee Amendementer, déi den Här Garcia erabruucht hat iwwert d'Kommodosprozedur an d'Assurance, ofgelehnt gi sinn, an dofir ass et elo, wou eng Emännerung kennt vun deem Gesetz an eis zwee Amendementer duerchgaange sinn, logesch a konsequent dat Gesetz ze stëmmen.

Zur Bananerepublik. Et schéngt effektiv zu enger Bananerepublik ze gehéieren, dass eng Parte den 18. November mat grousser Zefriddenheet e Rapport iwwert e Gesetz stëmmt an dann den 3. Dezember hei dat Schauspill ofzitt, wat se elo ofgezunn huet. Méi ass net dozou ze soen.

Dann eis Positioun zu deenen zwee Amendementer. Mir wäerten déi och net stëmmen. Den Här Rippinger huet eng Erklärung fir deen éischten Amendement ginn. Ech wëll, wat deen zweeten Amendement ugeet, dat bestätegen, wat gesot ginn ass.

Et ass de Mëtten iwwert de Rôle vu gewëssene Leit geschwat ginn. Mir apprécieieren och wat den Här José Bové gemaach huet, dass en duerch seng Gesten opmierksam mécht op d'Problematik, mä un engem Parlament ass et hieb- und stichfest Gesetze ze stëmmen, fir dass mer déi Problematik an de Grëff kréien, an da kann een net am lofleere Raum funktionéieren.

Ech wollt just soen, dass den zweeten Amendement total contraire ass zum Artikel 22 vun der europäescher Direktiv, dee seet: «Les États membres ne peuvent interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché d'OGM en tant que produits ou éléments de produits qui sont conformes aux exigences de la présente directive.»

Ech wëll nach eng Kéier erënneren un den Artikel 27, wou zënter 1997 an och haut nach déi Lëtzebuurger Regierung eng Méiglechkeet huet, wann en OGM schonn autoriséiert ass, nach anzegräifen, mä, an dat gétt schonn de ganze Mëtten hei duerchernee gehäit, och bei enger Demande d'autorisation a Frankräich oder a Griichenland huet Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, ier se autoriséiert ass, anzegräifen. Dat ass an der Vergaangenheet gemaach ginn. Esou wéi ech d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung kennen, wäert se dat och an Zukunft maachen an dofir bleive mir bei eiser Meenung, dass mer haut excellent legislativ Aarbecht maachen. Ech soen lech nach eng Kéier merci.

M. le Président.- Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (*ADR*).- Här President, déi Deputéierten, déi schonn e bësse méi laang hei sinn, kënnen sech erënneren, dat mer eng Kéier e Projet de loi haten, dee, wéi e sollt gestëmmt ginn, zréckgezu ginn ass.

Et war e Projet, deen énnert der Présidence vum honorabele Georges Margue ausgeschafft gi war a wou de leschte Moment en Element opgetaucht ass, wat an der Kommissioun net gesi gi war. Do hate mer an eiser Weisheet beschloss, mir géingen de Projet net stëmmen, mer géingen en amendéieren a méi spéit stëmmen. Mir hunn dat och gemaach.

Ech wëll deenen déi mengen, dat géing zum Wiese vun der Bananerepublik gehéieren, eppes an der Kommissioun matzedroen an dann an der öffentlecher Sitzung dergéint ze schwätzen, ganz kloer deklaréieren, dat et eis bis viru ganz kuerzem net offensichtlech war, dat dat, em wat et hei geet, nämlech wa soll genmodifizéiert Saatgut dobausse verschafft ginn, dat dat net enner Disséminatioun fält, mä enner Mise au marché.

(*Interruption*)

Gutt, Här Calmes, wa vläicht...

Une voix.- Et steet am Rapport, Här Mehlen.

M. Emile Calmes (*DP*).- «...dissémination volontaire sans mise sur le marché». Et steet schéin uewen driwwer, Här Mehlen. Da liest et emol.

M. Robert Mehlen (*ADR*).- Neen, et ass awer eng Interpretatioun, et deet mer Leed. Et ass awer eng Interpretatioun.

M. Emile Calmes (*DP*).- Mir hunn des Laangen an des Breden driwwer diskutéiert.

M. Robert Mehlen (*ADR*).- Dir braucht elo keen Ofenkungsmanöver ze maachen.

(*Brouhaha général*)

Et gétt esouguer um europäeschen Niveau Leit, déi soen, dass déi Texter net esou eendeiteg wäere wéi ee sech dat juristesches géing wënschen. Wann Der elo d'Obligatioun vun Assurancan aféiert fir d'Disséminatioun an Dir sot: Elo si mer gerett an där ganzer Geschicht, well dat sech jo net op d'Mise sur le marché applizéiert, da verstinn ech iwwerhaupt näischt méi.

(*Brouhaha général*)

Déi Erkenntnes jiddefalls huet eis dozou beweegt, dass mer haut net d'Zoustëmmung kënnen ginn an dass mer gefrot hu fir et zréckzezéien an nach eng Kéier driwwer ze kucke fir deem Émstand do Rechnung ze droen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei där ganz komplexer Matière em déi et sech handelt bei deemem Projet de loi stellt d'Fro sech eigentlech net, ob Lëtzebuerg soll oder net soll déi zwou Direktiven transposéieren. Lëtzebuerg huet ganz einfach keen anere Choix wéi senger Verpflichtungen international nozokommen, sous peine dass mer effektivement virun d'Cour de Justice zitéiert ginn, mat deem zousätzleche Risque vun deieren Astreinten. Ech mengen also, dass de Kader domadder kloer tracéiert ass.

Et ass de Mëtteg och hei vu ville Plazen ervirgehewe ginn, dass trotzdeem de Projet de loi eng sensibel Verbesserung ass zum 1997er Gesetz, dat wat d'Matière à discussion ass, dat ass dee berühmten Artikel 26, dat heescht haaptsächlech iwwert déi OGMen, déi eng Autorisation de mise sur le marché an anere Länner kritt hunn. Och do, muss ech soen, wann elo geschwat gétt, dass op eemol d'Erkenntnes bei verschiddene Leit virun e puer Deeg komm war, sinn ech dach awer e bëssechen iwwerrascht, well et sech net em e puer Deeg handelt, mä em sechs Joer, vu dass deen Artikel 26 och schonn am 1997er Gesetz war.

Wann also Leit während sechs Joer Zäit haten, mengen ech, hätten se misse méi fréi zu Erkenntnes kommen.

(*Interruptions diverses*)

Neen, et ass ganz kloer an däitlech, dat soen och Avis-juridiquen, dass et sech hei handelt em d'„libre circulation“ vun de Bienën, déi am Traité de Maastricht virgesi sinn an also énnert déi Bestëmmunge falen, esou zwar dass ech mengen, dass op alle Fall juristesches lupenrein gekläert wär.

Den Artikel 27 selbstverständlech gétt eis d'Méiglechkeet, oder egal wéi engem Land, ze intervenéieren bei engem OGM, dee schonn um Marché ass, fir ze intervenéieren dee Moment wou en neie Risque bekannt ass. Et muss een natierlech dee Moment déi néideg Expertise hu fir dee Risque kënnen nozeweisen, mä énnert deene Konditiounen kann ee sech un d'Kommissioun vu Bréissel wenden. Sollt een awer do Onrecht kréien, dann däerf nees eng Kéier dat Produkt, deen OGM, trotzdeem weider op deene Marchéen och ugefuert ginn.

Et ass d'éinescht och hei geschwat gi vun deem Land an Eisträich, dat heescht d'Land Salzburg, dat versicht hat fir e Solo ze maachen, wou se sech wahrscheinlech op déi berühmte Clause de sauvegarde vum Artikel 27 baséiert hunn, mä wéi den Här Gira gesot huet, och dat Land hat keng Chance. Esou zwar dass also déi Méiglechkeeten absolut ausgeschloss sinn ebe justement well et interpretéiert gétt, dass et eng Violatioun vun der Direktiv wär. Et bleift also keen anere Choix wéi effektivement eng Condamnatioun ze risquéieren oder op der anerer Säit awer e Gesetz sensiblement ze verbesseren. Ech optéiere ganz kloer an däitlech fir déi zweet Méiglechkeet.

Et ass och hei geschwat ginn, ech mengen, d'Madame Delvaux hat domat ugefaangen, vum Moratoire, wou verschidde Länner effektivement och haut nach dofir sinn, ech denken haaptsächlech un Eisträich, Italien, Frankräich, Dänemark, Lëtzebuerg entre autres och. Ech mengen, et ass keen Helseher, Madame Delvaux, et ka kee soe wéi laang dass dee Moratoire hält, esou éierlech muss ee sinn. Lëtzebuerg beispillsweis huet mat verschiddenen Argumenter operéiert: Beispillsweis d'Sécuritéit vum Consommateur misst garantéiert sinn, och d'Traçabilitéit misst virgesi sinn, den Etiquetage an esou virun. Zousätzlech huet Lëtzebuerg awer och verlaangt, dass et misst eng Assurance un Niveau vun der Responsabilitéit gouvernementale ginn; dat Verlaangen op alle Fall ass bis elo net erfëllt, esou dass Lëtzebuerg och an Zukunft do, esoulaang wéi dat net garantéiert ass, net riskéiert fir sech ze dérobieieren.

Ech mengen also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift Lëtzebuerg keen anere Choix wéi dee Projet de loi hei ze stëmmen an zwar e schnell ze stëmmen. Ech muss awer soen, dass, wéi nun op eemol d'Faarf erkannt ginn ass vun der Koexistenz, ech dee Moment nëmme kann déi Resolutioun ënnerstëtzen, déi hei presentéiert ginn ass. Wann et also esou ass, dass hei zu Lëtzebuerg sämtlech Organisation-agricolen averstane sinn, mä dann hu mer jo automatesch hei zu Lëtzebuerg de Moratoire riicht virun. Dofir begréissen ech et och, dass déi Organisatiounen alleguerten, wéi gesot, solle virun an d'Kommissioun vun Environnement an/oder an d'Kommissioun vun der Agriculture kommen. Si kënnen op alle Fall Garant sinn, fir dass Lëtzebuerg weider eng genfräi Zon bleift. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4913 a mir stëmmen doriwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Artikel 1 ass gelies.

Mir hunn zu deem Artikel en Amendement 1 an en Amendement 2 vum ADR virleien a mir géingen dann elo doriwwer ofstëmmen.

**Amendement 1**

Mir stëmme fir d'éischt iwwert den Amendement 1 of. En ass ausgedeeelt ginn, jiddferen ass also an der Lag ze wëssen, em wat dass et genau geet. D'Regierung huet Stellung geholl, och déi eenzel Parteien, esou dass mer also direkt kënnen ofstëmmen.

**Vote**

Déi fir deen Amendement si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 1 ass verworfen mat 50 Neen- an 8 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

*Ont voté non:* Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Dann ass also deen Amendement verworfen an dann huele mer deen nächsten Amendement och zum Artikel 1, och vum ADR.

**Amendement 2**

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 2.

**Vote**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 2 ass verworfen mat 52 Neen- an 8 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Greisen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

*Ont voté non:* Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Zanussi), Jeannot Krecké (par M. Jos Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Domadder ass den Artikel 1 ugeholl an där Form, wéi en hei vum Berichterstatter virgedroe ginn ass. Da komme mir zum Artikel 2.

Den Artikel 2 ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert d'Gesamtheit vum Gesetzesprojet 4913.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 46 Jo-, 8 Neen-Stëmmen a 5 Abstentiuonen.

*Ont voté oui:* Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

*Ont voté non:* MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

*Se sont abstenus:* MM. Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Jos Scheuer.

Dir Dammen an Dir Hären, dann hu mir och nach eng Resolutioun zu deem Projet, déi och ausgedeeelt ginn ass, déi den Här Emile Calmes abruecht huet. Ass do e Vote électronique verlaangt?

Den Här Rippinger freet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (*DP*), *rapporteur*.- Par main levée.

M. le Président.- Mir stëmmen of duerch Handophiewen.

**Vote**

Déi also mat där Resolutioun d'accord sinn, si gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär d'Resolutioun mat enger Géigestëmm an enger Enthaltung ugeholl.

Da froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn.

(**Assentiment**)



Et ass also esou décidéiert.

An da fuere mir weider mat eisem Ordre du jour. Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4787 iwwert den Naturschutz. Et si schonn ageschriwwen déi Häre Schank, Bodry, Graas, Mehlen, Gira, Urbany an den Här Stroz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Emile Calmes.

### 3. 4787 - Projet de loi - concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; - modifiant la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes; - complétant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

#### Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Emile Calmes (DP), rapporteur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mam Wuesse vun der Bevëlkerung, mam Wuesse vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten awer och den Transportweeër an enger Landwirtschaft, déi ëmmer méi groussflächeg gefuere gëtt, gëtt den Drock op eis natierlech Liewensraum vun den Déieren a vun de Planzen ëmmer méi grouss, an d'Gefor besteet, datt dës sech progressiv degradéieren an datt doduerch vill Fauna- a Floraarte riskéiere fir ëmmer ze verschwannen.

Dat illustréiert sech och doduerch, datt 50%, also bal d'Halschent vun allen Déierenarten vum Ausstierwe bedrot sinn an ongeféier 44% vun alle Planzenarten. Do ass et dann och kee Wonner, datt d'rout Lëscht vun de bedroten Aarten ëmmer méi eropgeet an datt d'Biotope ëmmer méi zerstückelt ginn. No der biophyscher Kartographie gëtt et an deem Land hei nach ongeféier 48,6%, datt heescht d'Halschent vum Territoire, wat een nach enegermoossen als naturno ka betruuechten. Do dergéint gëtt et awer nëmme méi 3,8%, déi vum ekologesche Standpunkt rar oder wäertvoll Territoiré sinn.

Alles dat, wat ech hei gezielt hunn, ass absolut näischt Neies. Déi Erkenntnis gëtt et schonn zënter Joren, jo esouguer zënter Jorzéngten. Eng vun deenen Direktiven, déi mir haut ëmsetzen, nämlech d'Vulleschutzdirektiv, geet effektiv och schonn op d'Joer 1979 zrëck, datt heescht, déi ass scho 25 Joer al. Si ass sengerzäit vun der Europäescher Gemeinschaft an d'Liewe geruff ginn als Antwort op d'Konventioun vu Bern, déi datselwecht zum Ausdrock bruecht huet.

Zu Lëtzebuerg huet de Gedanke vum Naturschutz an eis Législatioun Agank fonnt, fir d'éischt wesentlech Agank fonnt, 1982 mam Naturschutzgesetz, obschonn och virun eng Partie Gesetzer bestanen hunn. Mä virun allem ass et awer esou, dass dat Naturschutzgesetz vun 1982 u sech enger wëler Bebauung dobaussen awer en Enn gesat huet, mam Objektiv déi natierlech Ëmwelt ze schützen. Dat Gesetz ass och 1984 verbessert ginn, an deem Sënn, datt duerch datt Gesetz d'Bebauungspläng dann dee Wäert kritt hunn, dee se haut hunn, Bebauungspläng, déi dann op Grond vum Aménagement-du-territoire-Gesetz vun 1974 obligatoresch gi waren.

Dat Ganzt ass awer net nëmme e Lëtzebuerg oder en europäesche Problem, mä och weltwäit ass erkannt ginn, datt d'Natur ënner Drock steet an net zulescht war et och op der Konferenz vu Rio 1992, wou iwwert d'biologesch Diversitéit geschwat ginn ass a wou

och eng Konventioun an deem Sënn ënnerschriwwen ginn ass, déi 1994 och an eis Législatioun Agank fonnt huet. Et war och d'Konferenz vu Rio, déi u sech déi europäesche Länner 1992 dozou gefouert huet eng Direktiv auszuschaffen, déi sou genannte Habitatsdirektiv, déi u sech Schutzraum wëllt schützen oder virgesäit fir bedroten Déieren- a Planzenarten, déi eng communautaire Wichtigkeet hunn.

Dës Direktiv gesäit alles an allem 200 esou Schutzraum vir, vun deene mir der hei zu Lëtzebuerg eng 31 där Zorte Schutzraum erfannen. 412 Déierenzorte gesäit déi Direktiv vir, vun deene fanne mir der 19 hei zu Lëtzebuerg erëm, an 278 Planzenzorte gëtt et, vun deene mir der zwou hei zu Lëtzebuerg erfannen, déi derwäert si geschützt ze ginn. All dës Zonen, all dës Déieren- a Planzenzorte sollen dann a spezielle Konservationszonen oder Zonen de protection spéciales berücksichtegt ginn.

Lëtzebuerg huet 1998 der Europäescher Kommission 38 Zone gemellt, déi se derwäert fonnt huet ze schützen, mat alles an allem 35.000 Hektar, wat à peu près 13% vun eisem nationalen Territoire ausmécht. 2002 sinn nach néng där Zonen derbäikomm mat alles an allem 3.161 Hektar, dat gëllt fir déi 1992er Habitatsdirektiv.

Wat d'Vulleschutzdirektiv ugeet, huet se zwielef Zonen deklaréiert mat 13.900 Hektar, déi sech awer gréisstendeels iwwerschnede mat deenen Zonen aus der Habitatsdirektiv. All dës Zone sinn an deene verschiddeenen Annexen zum Gesetz hei festgehalten an et fënn ee se och op de Kaarten erëm, déi do sinn.

Déi Zonen, déi do ausgewise ginn, nennt ee communautaire Zonen an déi reie sech an een europäesche Réseau vun Naturschutzzonen an, deen Natura 2000 heescht. An an dësen Zone kënnen dann och reglementaresch administrativ a kontraktuell Mesurë geholl ginn, déi zum Zil hunn, dem Objektiv vun dëser Direktiv an och domat automatesch vun deem Gesetz hei, nozkommen. Ech wëll hei ënnersträichen, datt hei déi menschlech Aktivitéiten net ausgeschloss ginn, mä datt se esouwäit erlaabt sinn, wéi se dann och nohalte ginn.

Mat deem Gesetz ginn dann awer och nach eng Partie aner Dispositiounen aus där Direktiv hei ëmgesat, notament déi, datt mir d'Definitioune aus där Direktiv hei iwerhuelen, respektiv dann och d'Annexen. Déi Artikelen ginn och mat erageholl, déi eis da verbidden, déi Habitaten ze zerstéieren, wou een déi Aarte vu kommunautairem Intérêt hei erfënnent.

D'Gesetz gesäit dann och vir, datt den Ausbau vum Schutzstatut op déi Aarten hei zu Lëtzebuerg, déi e kommunautairen Intérêt hunn, gemaach gëtt. D'Prozedur u sech gëtt och festgehalten, wéi datt déi Natura-2000-Zonen ausgewise sinn. Et ass och virgesinn, dass Gestionspläng gemaach ginn a finanziell Moosname kënnen geholl ginn, fir déi kontraktuell Mesuren ze finanzéieren, déi jo am Prinzip Virrang hu virun deenen obligatoreschen.

Et ass och virgesinn, datt fir verschidde Pläng a Projeten Impaktstudie kënnen gemaach ginn, wa se een Afloss op de Réseau Natura 2000 hunn, an datt och esou Pläng a Projete kënnen refuséiert ginn am Fall, wou déi Zonen ze vill géife beaascht ginn. D'Méiglechkeet ass och ginn iwwert datt Gesetz hei Zonen aus dem Réseau Natura 2000 als national schützenswäert Zonen auszewiesen.

Dat gëtt mir d'Geleeënheet, fir iwerzegen op dat, wat mir vu Lëtzebuerg Säit aus nach an deem Gesetz hei geännert hunn. Mir gesinn dann nieft de kommunautairen Zonen och national Zone vir. Eng Neierung ass déi, datt dat net nëmme mussen Naturresewarter oder Naturschutzzone sinn, mä datt dat

och op där anerer Säit Zone sinn, déi d'Landschaft u sech schützen. Eng drëtt Zort Zonen, déi derbäikënn, nieft de kommunautairen an den nationalen, sinn da kommunal Naturschutzzonen.

Am Artikel 1 ass dann och festgehale ginn, dass eent vun den Objektiv vum deem Gesetz d'Erhale vun der Biodiversitéit ass. Et ass och zum Beispill eng Mesure virgesinn, datt am Fall wou ee Bësch ëmgehae gëtt et net onbedéngt muss duerch e Reboisement geschéien, mä datt dat och op eng aner Manéier vu Kompensatioun ka gemaach ginn. D'Opziele vun de Biotope sinn och ergänzt ginn, esou zum Beispill duerch d'Drëchewisen oder Mueren a wat weess ech net nach. Et ass och virgesinn, datt mer iwwert déi national Schutzzone eene nationale Plang kënnen maachen, deen dann déi Dispositiounen festhält, wéi dës Zone geschützt ginn a virun allem ass och d'Gesetz vum 31. Mee 1999, dat vum Ëmweltfong, geännert ginn a wat elo virgesäit, datt Hëllef bis zu 75% kënnen ootroyéiert ginn am Fall wou dat Gemenge sinn oder Gemengesyndikater, an deen Amendement, deen dobäikomm ass, datt dat dann och fir Etablissements publics gëllt.

Et sinn och eng Partie Avisen erakomm zu deem Gesetz, déi zimlech ënnerschiddlech sinn. Déi gi vum ganz Positiven op dat ganz Negatiiv. Ech wëll just een hei ervirsträichen, deen u sech kee ganz gutt Hoer an deem Projet léisst. Dat ass den Avis vun der Landwirtschaftskummer, déi virun allem et net gutt fënn, datt elo d'Méiglechkeet besteet, datt d'Gemengen och kommunal Naturschutzzone kënnen ausweisen, mä déi virun allem d'Eigentumsrecht évoquéiert, wat si menge wat hei a Fro gestallt ginn ass bedéngt duerch en Avis vun de Bëschbesëtzer, déi mengen d'Ausweisung vu kommunautairen Zone misst eigentlech enger Kommodosprozedur ënnerleien, wou mir awer der Meenung waren, vu datt keng Engagementer op deem Niveau geholl ginn oder keng Servituten doduerch entstinn, dat awer net néideg wär.

De Statsrot begréisst u sech dat Gesetz a fënn et gutt, datt de Problem an engem Gesetz allgemeng geléist gëtt. Hie mengt awer fir déi dräi Zorte vun Naturschutzzone misst een eng an deiselwecht Klassementsprozedur virgesinn. Hie mengt och fir déi communautaire Zone misst een eng Enquête publique kënnen maachen. En ass och carrément higaangen an huet den Text nei geuerdnet an iwwerhaupt en neien Text presentéiert, dee mer als Kommission awer net konnten zrëckbehalen, well dat eis an d'Onméiglechkeet versat hätt eisen Obligatiounen vis-à-vis vun der europäescher Kommission entgéintzekommen.

D'Ëmweltkommissioun huet och eng Partie Amendementer proposéiert fir eng Partie technesch Dispositiounen vum Statsrot festzehalen, déi méi textueller Natur waren. Virun allem huet awer d'Ëmweltkommissioun probéiert iwwert d'Amendement 18 an 19 eng Situation um Terrain ze regelen. Heibäi geet et ëm d'Zesummenarbecht tëschent dem Stat an de Gemengen. Dat wolle mer iwwert den Artikel 64 maachen, wou de Stat kënn op d'Gemengen zrëckgräifen, fir d'Ziler vum Naturschutz kënnen ze regelen.

Dowéinst hate mer als Ëmweltkommissioun dann och proposéiert eng wëssenschaftlech Struktur ze schafen, déi et eis géif erlabe wëssenschaftlech Donnéeën ze liwwere bei der Ëmsetzung vum Réseau Natura 2000 an och beim national Plangen, fir dann awer och fir all déi Aarbecht, déi hei gemaach

gëtt, e wëssenschaftleche Suivi ze garantéieren.

Dat hu mer gesinn, datt dat a Kooperatioun mat der Forstverwaltung, mat dem Ëmweltministère, dem naturhistoresche Musée, de Gemengen, de Gemengesyndikater an och den Naturschutzorganisatiounen soll geschéien. Mir hunn dat och gemaach aus deem Grond eraus, well an deene verschiddeenen Avisen awer eng Partie Kriticken do waren, déi dem Ëmweltchutz oder dem Ministère virwerfen, datt se oft net wësse wat se schützen an an deem Sënn war dee Gedanke komm. Et war och absolut kee schlechte Gedanke bei dësen zwee Amendementen géint dës zwou Dispositiounen, déi een an den Artikelen 64 a 65 am koordinéierten Text erfënnent huet.

Et ass awer mat grousser Geschützer hei opgefuehert ginn an de Statsrot huet sech dann och e Spaass draus gemaach, fir dës zwou Artikelen zu Fall ze bréngen. Ech muss éierlech soen, déi Grënn, déi hei ugefouert gi sinn an déi u sech eng Situatioun um Terrain regelen, verstinn ech net. Ech ka just nëmme verstoen, datt de Statsrot net wëllt, datt en anere wéi d'Forstverwaltung kann Naturschutz bedriewen. Et ass ze bedauern, datt am zweeten Avis de Statsrot dës Position ageholl huet, mä de Statsrot huet och nach eppes anesches gemaach.

En ass op den Text coordonné agaangen, dee mer materageschéckt hunn an huet entgéint deem wat üblech ass nach eemol Stellung geholl zu deem éischten Text, wou e schonn eng Kéier en Avis ginn hat an huet nach eemol dräi Oppositions formelles agebaut. Dovu gëllt eng fir d'Artikelen 12 an 39, wat d'Impaktstudien ugeet, wou en de Virwurf gemaach huet, hei géif den Arbitraire gellen an e seet an deem Reglement wat d'Impaktstudie virschreift missten déi Plang a Projeten effektiv draustoen, déi hei viséiert wieren an et wier dem Minister net fräigestallt dat au fur et à mesure ze maache wéi hien dat wëllt.

Et ass eng Dispositioun, déi mer an der Kommission och dunn zrëckbehalen hunn. Et waren am Ufank zwou verschidde Prozedure fir Impaktstudien ze maache virgeschriwwen. Eng fir Zonen, déi an der Zone verte leien an eng Kéier an der Natura 2000. Och dat hu mer an deem Sënn mussen opginn. Dat Ganzt mengen ech stellt awer de Projet net a Fro virun der Europäescher Kommission.

Dann ass nach am Kapitel 7, d'Artikelen 6 bis 48, eng Opposition formelle komm. Hei geet et ëm déi kommunal Naturschutzzone. Ech erënnere just drun, datt de Statsrot am Prinzip mat der Regierung d'accord war fir kommunal Naturschutzzone ze maachen. Mä hien huet d'Prozedur net gutt fonnt. Hien huet gemengt, datt een dat net iwwer kommunal Reglementer ka maachen, mä datt een dat entweder misst iwwert d'37er Gesetz maachen oder awer iwwer e Règlement grand-ducal. Mir hunn de Wee vum Règlement grand-ducal festgehalten, fir dann an Zukunft kënnen kommunal Naturschutzzone ze maachen. Wéi gesot, déi zwou Oppositions formelles sinn dann akzeptéiert ginn.

Et war nach eng aner Opposition formelle ugedreet ginn, nämlech déi zum Artikel 34, wou de Statsrot gemengt huet, d'Ausweisung vun de Zonen spéciales de conservation misst u sech iwwer eng Kommodosprozedur lafen. Do hat e sech awer esou onkloer ausgedréckt, datt den Ëmweltministère nogefrot huet, wéi datt dat ze interpretéiere wier an ass bei senger Meenung bliwwen, huet awer d'Opposition formelle an deem Sënn opgeholl a gesot, wann déi Zonen spéciales de conservation mat deenen Zone géifen iwwereneestëmme, déi an der Annexe 5 an um Plang 2 virgesi sinn an déi dann iwwer Reglement festgehale

ginn, da kënn e sech domat offannen, datt dat dee Wee kënn goen an da misst een dat do net onbedéngt als Opposition formelle betruuechten, esou datt dann den Artikel 34 an deem Sënn och festgehale ginn ass.

Als Rapporteur, als President vun der Kommission kann ech all deenen aneren de Rot gi keen Texte coordonnéé méi dem Statsrot eranzeschécken, fir him esou d'Geleeënheet net ze gi retroaktiv Oppositions formelles a sengen Avisen anzebauen. Et kann een ëmmer nëmme bailéieren.

Nun, wat d'Opposition formelle zu dem Artikel 65 ugeet, déi de Statsrot och zesumme gesäit an ech hat nach als President probéiert dann awer den Artikel 64 iwwert d'Ronnen ze retten, fir dann de 65 spéiderhin ze léisen, do huet de Statsrot awer gesot, déi zwou Artikelen wieren zesummen ze gesinn an huet eis domat och net vun där Opposition formelle entbonnen.

Ech erënnere nach eemol drun, datt et hei ëm d'Zesummenarbecht tëschent Stat a Gemeinde geet. Mat deem Artikel 64 wier u sech eng duebel Kompetenz am Naturschutz agefouert ginn, eng fir de Stat a fir d'Gemengen an et géif och op der Hand leien, well d'Gemenge momentan déi sinn, déi wierklech vill an den Naturschutz investéieren an do verstee een u sech net, datt eppes wat um Terrain fonctionnéiert a ganz gutt fonctionnéiert, keen Agank an d'Législatioun dierf hunn. Op där anerer Säit menge mer awer nach ëmmer als Ëmweltkommissioun, datt mer déi wëssenschaftlech Aarbecht an och de wëssenschaftleche Suivi solle reforcéieren a virun allem verbessern. Do huet eis Meenung net geännert.

Fir de Vote vum Projet awer net opzehalen, hu mer déi zwou Artikelen abandonnéiert, fir de Vote vun deem Projet net onnëtzerweis erauszéien, doduerch bedéngt, datt mer net konform si mat der europäescher Législatioun. Ech erënnere just drun, datt déi Direktiv hei hätt misse bis den 10. Juni 1994 ëmgesat ginn. Dat war awer net de Fall. D'Regierung war deemools der Meenung, datt et mat Reglementer géif duergoen, fir déi Direktiv ëmzesetzen. Or, et huet sech herno erweisen, datt dat iwwert de legislative Wee huet misse goen.

Den 19. Abrëll 1999 ass eis eng Mise en demeure widderfuer, den 21. Januar 2001 hu mer den Avis motivé kritt an den 13. Februar vun deem Joer si mer virun den europäesche Gerichtshaff zitéiert ginn a sinn och condemnéiert ginn. Dofir verstieit Der, datt mer deen Drock net méi laang op eis kënnen roue loossen an dann zum Vote vun deem Gesetz hei mussen iwwergoen. Mir waren eis awer an der Kommission eens, datt mer déi zwou Artikelen net tel quel solle fale loossen. De Statssekretär am Ministère huet sech dann och engagéiert een neie Projet de loi ze presentéieren, deen dat géif berücksichtegen ëm dat et an den Artikelen 64 a 65 geet, d'Zesummenarbecht vun de Gemengen an déi wëssenschaftlech Basis.

An deem Sënn wëll ech eng Motion hei déposieren, déi d'Engagement vum Statssekretär am Ëmweltministère soll ënnersträichen. Mir waarden dann op een neie Jet vun deenen Dispositiounen.

#### Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- les efforts considérables réalisés dans le domaine de la protection de la nature au niveau communal;

- que la commune constitue en matière de protection et de conservation de la nature une unité de travail présentant de nombreux avantages, dont notamment une gestion de proximité et une structure politique et administrative proche de la population;



- le fait que la future loi accorde aux communes des compétences élargies en matière de protection de la nature par la possibilité de créer des zones protégées d'importance communale;

- que les compétences et responsabilités des instances publiques pour mener une politique efficace en matière de protection de la nature ne devront être remises en question;

- que les instances étatiques continuent d'assurer la coordination des différents acteurs actifs dans le domaine de la protection de la nature;

- la nécessité et l'utilité d'une collaboration entre l'Etat et les communes en matière de protection de la nature;

- la pertinence d'appliquer le principe de subsidiarité en matière de protection de la nature,

- la nécessité de définir une politique et des priorités en matière de protection de la nature se basant sur des données scientifiques;

- la nécessité du suivi scientifique pour la mise en œuvre du réseau national Biodiversité et du réseau européen Natura 2000 et de la protection de la nature en général;

- les oppositions formelles du Conseil d'Etat relatives aux amendements à ce sujet présentées par la Commission de l'Environnement; invite le Gouvernement à élaborer un projet de loi

- prévoyant l'association des communes à la mise en œuvre des objectifs de la future loi;

- prévoyant le renforcement et l'amélioration du travail scientifique en matière de protection de la nature avec tous les acteurs, tels que le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts, le Musée d'Histoire Naturelle, les communes et syndicats communaux et les associations agissant dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement.

(s.) Emile Calmes, Gusty Graas, Claude Meisch, Marco Schank, Nicolas Strotz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz huele mer eng Optioun fir ongeféier 13% vun eisem nationalen Territoire ze schützen, dat heescht déi Déieren a Planzenarten ze schützen, déi bedrot sinn. Dat entsprécht enger Fläch, déi ongeféier esou grouss ass wéi de Landverbrauch vu 70 Joer géife mer virufueren all Joers 500 Hektar zouzebëtonéieren. Et ass also eng imposant Fläch. Et ass allerdings näischt géint déi Fläch, déi iwwreg bleift, nämlech déi 87%, déi ouni Restriktionen och nach an Zukunft fir Landwirtschaft, wirtschaftlech Aktivitéiten, Wunnensbau, Transportweeër a wat weess ech nach, kënne gebraucht ginn. Ech mengen och, datt dës 13% eis d'Émwelt muss wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem neien ëmfaassenden Naturschutzgesetz schäfe mer fir den Naturschutz zu Lëtzebuerg déi néideg Basis, fir d'Erhale vun der biologescher Diversitéit ze garantéieren. Mat dësem Gesetz maache mer e Gesetz net géint d'Leit, mä mat de Leit fir si a fir d'Natur.

An deem Sënn soen ech merci fir d'Nolauschteren an invitéieren lech dat Gesetz hei ze stëmmen. Merci.

**M. le Président.** - Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech, wéi dat eng gutt Tradition ass, fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabele Kolléeg Emile Calmes, e grouse Merci soe fir säin excellenten schréfflechen an och mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg.

Schonn am Artikel 130 vum Traité de Rome vum 1957 gouf festgestallt, datt d'Erhaltung, de Schutz an d'Verbesserung vun der Qualitéit vun der Émwelt e wesentlechte Zil vun der Europäescher Gemeinschaft duerstellen an et och vun allgemengem Interesse ass. Do gehéiert d'äitlecherweis de Schutz vun de Liewensraim, esou wéi vun de wëllliewenden Déieren a Planzen derzou.

De Projet, mat deem mer haut befaasst sinn, reit sech an dee Grondgedanken an. Den Objet ass elo grad vum Rapporteur beschriwwen ginn. Et ass deen, fir zwou europäesch Direktiven an eist nationaalt Recht ze transposéieren.

Déi éischt Direktiv betrëfft d'Erhale vun den natierleche Liewensraim, wéi gesot déi wëllliewend Déieren a Planzen, och nach Habitatdirektiv genannt. An der zweeter Direktiv geet et ëm d'Erhale vun de wëllliewende Vigel an eisem Land. Well et an deenen zwou Direktiven direkt ëm den Naturschutz geet, gëtt dann an deemselwechten Zesammenhang profitéiert, fir eng Rei Punkten an der bestehender Naturschutzgesetzgebung ze präziséieren, respektiv ofzeänneren.

D'Erausforderunge leien op véier Niveaueen:

1. dem legale Schutz vun den Habitaten an de verschiddenen Aarten;
2. de Förderprogrammer an den Investitiounshëllef fir den Naturschutz;
3. d'Bereetstellung an Zukunft - e ganz wichtige Punkt - vun de wëssenschaftleche Grondlagen an der Iwwerwaachung vun den Habitatqualitéiten an den Aartepopulationen zu Lëtzebuerg;
4. der Ëmsetzung vu konkrete Moossnamen.

D'Erofgoe vun der Zuel vun de verschiddenen Déieren- a Planzenarten an der Europäescher Unioun ass eben haaptsächlech, Dir wësst et, op d'Zerstéierung oder d'Verkleinerung vun hiren natierleche Liewensraim an och Haaptnahrungsquellen zréckzeféieren.

Och zu Lëtzebuerg kënne mer feststelle wéi an aneren Deeler vun Europa a vun der Welt, wéi d'rout Lëscht vu Joer zu Joer méi grouss gëtt. Dat heescht, ëmmer méi Planzen an Déiere riskéieren ze verschwannen oder sinn definitiv verschwonn, an da bréngt och kee Mënsch, keen heibannen a keen dobaussen, et fäerdeg, esou eng Planz oder esou en Déier zréckzibréngen, déi a Milliounen Joren Evolution entstane sinn. Déi kommen definitiv net méi erëm an duerfir ass d'Ëmsetzung vun deenen zwou Direktiven esou wichteg an indispensable fir d'Erhaltung vun eiser Déieren- a Planzevielfalt.

D'Habitatdirektiv imposéiert alle Memberstate vun der Europäescher Unioun op nationalem Plang sech fir d'Erhale vun natierleche Liewensraim ze verpflichten, eben de wëllliewenden Déieren a Planzen. Lëtzebuerg gëtt deemno obligéiert op sengem Territoire d'Erhale vun enger ganzer Partie Liewensraim - d'Zuele si vidru genannt ginn -, Déierenarten a Planzenarten ze assuréieren. Virun allem gëllt et och d'Bëschlandschaften a besonnesch d'Hecken, déi ganz charakteristesche si fir d'Lëtzebuurger Liewensraim, ze schützen. Aner Liewensraim si beispillsweis déi oppe Graslandschaften, d'Moerwisen, d'Pelouses calcaires, an esou weider.

Den Émweltministère stellt fir all eenzelne Liewensraim, Déieren-, respektiv Planzegattung, e Cahier habitat oder „espèces“ zesammen, deen dat aktuell Wëssen iwwert déi verschidden Déieren a Liewensraim zesummeffaast.

Am Oktober 1998 huet Lëtzebuerg mat der Zoustëmmung vum Regierungsrat seng national Lëscht fir

d'éischt mat 38 Sites „habitat“ der Europäescher Kommissioun zoukomme gelooss. Dës 38 ausgewisen Zonen hunn eng Gréisst vun iwwer 35.000 Hektar. Dat sinn ongeféier 13,6% - dat ass vidru gesot ginn - vun nationalen Territoire. Am August 2002 sinn dunn nach néng weider Siten derbäikomm. Insgesamt also 47 Sitë mat iwwer 38.000 Hektar.

Duerch d'Zesummeleung vun deene speziell designéierte Liewensraim aus allen europäesche Memberstate gëtt dann de Réseau européien de zones protégées, och nach Natura 2000 genannt, forméiert.

Déi Lëtzebuurger Sitë vum Réseau 2000 sinn Zonen an deenen am Prinzip déi bestehend Aktivitéite weidergefouert kënne ginn. Et sinn dacks mënschlech Aktivitéiten, déi an der Vergaangenheet et erlaabt hunn, dass d'Erhale vu verschiddene Liewensraim an Déierenarten oprechterhale konnt ginn. D'Erhale vun engem schützenswäerte Site heescht deemno net a priori d'Astellen oder d'Ännerung vun alle bestehenden Aktivitéiten. Dese Prinzip ass kloer an der Direktiv niddergeschriwwen.

Fir esou e Site ze verwalten, kënne Memberstate op verschidde Moyenen zréckgräifen. Dës kënnen, wéi Der wësst, reglementarer, kontraktuel oder och administrativer Natur sinn.

Eisen Émweltministère huet sech dann och decidéiert kontraktuell an administrativ Mesuren ze privilegéieren. Vum Joer 2003 u ginn an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteuren - ech kommen nach dorop zréck - systematesch Gestionspläng Site fir Site ausgeschafft. Den Objectiv vun dese Gestionspläng ass op laang Sicht d'Erhale vun deene Siten am Aklang mat de mënschlechen Aktivitéiten ze assuréieren.

Déi zweet europäesch Direktiv, d'Direktiv vun de Vigel, handelt iwwer dee laangfristige Schutz op communautairem Niveau vun alle wëllliewende Vigelaarten, esou wéi hirem Liewensraum. Lëtzebuerg muss deemno déi néideg Moossnamen treffen, fir d'Populatioun vun allen an der Direktiv opgezielte Vigelaarten ze erhalten oder unzepassen, dës enger Manéier déi deene verschiddenen ökologeschen, wëssenschaftlechen a kulturellen Ufuerderunge Rechnung dréit.

Déi speziell Schutzzonen, déi duerch dës Direktiv geschäfe ginn, integréiere sech an de Réseau Natura 2000. Hei zu Lëtzebuerg handelt et sech do ëm 13 Zone mat enger Gréisst vu ronn 16.000 Hektar, déi sech gréisstendeels mat deenen ausgewisene Schutzzonen vun der Habitatdirektiv och iwwerschneiden.

Wéi Der wësst, hätt d'Habitatdirektiv spéitstens bis d'Joer 1992 misen transposéiert sinn. Well eis aktuell Legislatioun eng korrekt Transposition vun deenen Dispositionen aus der Direktiv natierlech net assuréiere konnt, gouf Lëtzebuerg den 13. Februar 2003 vum europäesche Gerichtshaff wéinst „non-transposition“ verurteilt.

Wat elo d'Direktiv Vigel betrëfft, esou krut Lëtzebuerg schon do vidru enger Mise en demeure vun der Kommissioun. Deemno ass et indispensable, de Rapporteur huet et gesot, fir dës zwou Direktiven an dat nationaalt Recht ze transposéieren, fir dass mer a Saachen Naturschutz iwwer en uniformen an effikasse Gesetzestext verfügen.

Wat elo déi verschidden nei Dispositionen an Textännerungen ubelaangt, do wollt ech op déi dräi wichtegst Neierungen agoen. Déi éischt betreffen d'Zones protégées d'intérêt communautaire an den Ar-

tikele 34 bis 39 am Text. Et handelt sech also ëm speziell ausgewise Schutzzonen, déi de Réseau Natura 2000 bilden, an déi conforme si mat deenen zwou Direktiven. Duerch groussherzoglech Reglementer ginn déi schützenswäert Zonen an déi verschidde reglementaire, contractuel oder administrativ Mesuren, déi ech vidru ernimmt hunn, och definéiert.

D'Lëtzebuurger Regierung huet bis elo, duerchhaus conforme mat der Direktiv, op eng - an do si mer eis alleguerten eens - kooperativ Virgehensweis mat de Landnotzer gesat a wëllt restriktiv Moossnamen nënnen a ganz besonnesch schützenswäerten Deelberäicher unennen. De Statsrot dergéint hat eng ganz restriktiv an aschränkend Opfaassung, dat huet de Rapporteur och gesot, iwwert de Status vun Habitatschutzgebitter, an huet se a sengem éischten Avis de facto mat nationalen Naturschutzgebitter gläichgestallt. Hei ass awer d'Kommissioun - an dat begrëssen ech - beim initialen Text bliwwen.

Ech soen et nach eng kéier d'äitlech: Fir Habitatgebitter gëllen a priori keng zonespezifesch Oploen, keng Restriktionen fir Drëtter. Dat heescht am Klortext: Et entsti keng speziell Nutzungsaschränkunge fir Drëtter duerch d'Habitatschutzverordnung, déi iwwer generell Bestëmmunge vum Naturschutzgesetz erausginn. D'Ausweisung vu besonnesch wäertvolle Beräicher vun Habitatzonen - mat entsprechenden Oploen natierlech - kann nënnen iwwer national respektiv kommunal Schutzzon geschéien. Habitatschutzgebitter sollen also prioritär als Fördergebitter fir den Aarteschutz dëngen, mat entsprechende Finanzéierungsinstrumenter a Förderprogrammer am Sënn ebe vun deenen zwou Direktiven. Aus dëser Konsequenz ergëtt sech, datt fir d'Ausweisung vun Habitatgebitter - well dës a priori net mat Restriktionen verbundene sinn, mä mat Fördermëttelen - eng öffentlech Prozedur, wéi de Statsrot se initialemment proposéiert hat, net sënnavoll ka sinn.

Zweetens, bei den nationale Schutzgebitter kënnt et zu enger Ennerscheidung tëschent Naturschutzgebitter a Landschaftsschutzgebitter. A béide Fäll ginn duerch e groussherzoglech Reglement verschidde Mesur festgeluecht, déi de Schutz vun dese Gebitter assuréiere sollen. Wat elo Landschaftsschutzgebitter ubelaangt, esou handelt et sech ëm en allgemenge Schutz vun der Landschaft, ouni direkt a spezifesch Nutzungsaschränkunge fir Land- a Forstwirtschaft. Am Fall vun engem Naturschutzgebitt sinn d'Bestëmmunge selbstverständlech méi streng. Duerch en entsprechende Schutz an Nutzungsaschränkunge gëtt dofir gesuergt, datt seelen a bedroten Aarten a Biotoper definitiv erhale kënne ginn. Am Fréijoer 2003 hate mer hei zu Lëtzebuerg 26 national Schutzgebitter mat enger Gréisst vu 27 km<sup>2</sup>, dat entsprécht ongeféier 1,05% vun eisem Territoire.

Da wollt ech awer och nach drëtens bei d'kommunal Schutzgebitter kommen, wéi se am Gesetz virgesi sinn. Fir mech stellen se e wesentlechte Element vun enger fortschrëttlecher Naturschutzpolitik duer. Hei gëtt et eben elo méiglech, och op kommunalem respektiv regionalem Plang Deeler vun Natur a Landschaft dauerhaft ze erhalten. D'Kreatioun vun enger kommunaler Schutzzon gëtt da vun de Gemengeréit proposéiert, an et ass den Émweltministère, deen dann den administrativen, techesch, awer och wëssenschaftlechen Dossier opstellt. Iwwregens droen d'Ännerungen am Gesetz vum Émweltfonds den Ufuerderunge vun der Habitatdirektiv wäit gehend Rechnung.

Fest steet op jidde Fall, datt Lëtzebuerg kuerzfristeg ökologesch Managementspläng fir all Habitatzonen opstelle muss, déi op wëssenschaftleche Fakte berouen mussen.

Zousätzlech muss och den Erhaltungszoustand vun deenen - an der Annexe si se opgefouert - Habitattypen an -arten an der Zukunft stänneg iwwerwaacht ginn - dee sou genannte Monitoring - an, an engem sechsjähregen Ofstand, an engem detailléierten Rapport un d'Europäesch Kommissioun duergestallt ginn.

Vun deenen europäeschen Erausforderungen emol ofgesinn, kënnt den Naturschutz zu Lëtzebuerg net derlaanscht seng Politik a Prioritéiten opgrond vu wëssenschaftleche Fakten ze definéieren. Net fir näischt sinn no an no fënneg biologesch Statiounen an Zesummenaarbecht mat de Gemengen an de Gemengesyndikater iwwer eist ganz Land entstanen, an dat a Regiounen, déi schonns méi laang - fir et salopp ze soen - mam Naturschutz ganz vill um Hutt hunn: De Sicon, Sicon Westen, Sicon Centre, de SIAS, déi zwéin Naturschutzparken Our an Oewersauer, et kann ee soe ronn 50 Gemengen, a si schaffen iwwregens an enker Zesummenaarbecht mat der Forstverwaltung an hirem Service Protection de la Nature.

Erlaabt mer an deem Kontext d'äitlech ze maachen, datt esou en integréierten Naturschutz zu Lëtzebuerg nëmme méiglech ass wa Stat a Gemengen an natierlech déi aner Acteuren, mä virun allem Stat a Gemengen, am Partenariat zesummeschaffen.

D'Gemengen hunn iwwregens an deene leschte Joren enorm Virreideraarbecht gemaach - dat muss een d'äitlech soen an do kann een och houfreg drop sinn - wat konkreten Naturschutz um Terrain ubelaangt, an ech erlabe mer vläicht do e puer Zuelen ze nennen. E meng um Niveau vun de biologesche Statiounen sinn de Moment 52 Gemengen organiséiert. Dat sinn 42% vun der Landesfläch, 34% vun der Populatioun, an ëmmerhin investéiert och de Ministère 360.000 Euro doranner. D'Gemenge bedeelege sech mat bis zu 50% un der Finanzéierung vun deene verschiddene Projeten. A wann ech dann d'Gemengeprojete kucken...

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Wat seet eisen Innenminister dozou?

**M. Marco Schank (CSV).** - E fënn dat genial gutt. Bei Gemengeprojete schaffen déi zwou Fondatiounen, also engersäits d'Émweltschutzorganisatioun an d'Fondatioun Hëllef fir d'Natur an och den Ökofonds, mat insgesamt 35 Gemengen zesammen, an och hei gi jee weils fir d'Stëftung Hëllef fir d'Natur 350.000 Euro respektiv fir d'Stëftung Ökofonds 320.000 Euro u Suen investéiert an den Naturschutz jee weils kofinanzéiert vum Émweltministère. Do ginn da Biotopkartéierungen ëmgasat, Planverten, Hecken, Bamcadaster an esou weider. Ech mengen, datt dat Beweis genuch ass wéi vill Suen a wéi vill Aktivitéit an den Naturschutz vun de Gemenge fléisst.

Fir mech ass et an deem Zesammenhang onbegreiflech, datt de Statsrot sech mat der Opposition formelle a sengem zweeten Avis géint een Amendement vun der Kommissioun wiert, fir datt d'Gemengen an dat Gesetz do sollen erakommen, an zwar am Kapitel 12 vun den Organen, wou selbstverständlech d'Gemengen higeheieren, esou gutt wéi de Ministère mat den Administratiounen. Do hätten d'Gemenge missen erakommen. Wann ech de Saz nach eng kéier kann zitieren: «Les communes et les syndicats de communes peuvent être appelés à participer à la mise en œuvre des objectifs définis au chapitre 1.» Zweek- oder dräimol seet de Statsrot a sengem Avis, datt d'Gemengen «des partenaires indispensables et incontournables» si vum zoustännegem Ministère, an awer gëtt den Artikel 64 net akzeptéiert, wou net méi an net manner drasteet wéi: «Les communes et les syndicats



de communes peuvent être appelés à participer.» Wat maache se dann déi lescht 10, 20, 30 Joer?

Also beim Artikel 65 hätt een dat jo nach eventuell kennen novollzéien, mä beim Artikel 64 verstinn ech dat absolut net. Et kënnt nach dobäi esouguer, ech si kee Jurist, mä wann ee mat Jurist schwätzt: Et gëtt an deem ganze Kontext iwwerhaapt keng Compétence liée. Vun dohier ass dat schwéier verständlech. Ganz generell wëll ech drop hiweisen, datt ouni d'Gemengen - an iwwerengs och ouni d'Associatiounen an d'Fondatiounen - de Lëtzeburger Naturschutz vill méi aarm géif do stoen. De Statsrot gesäit dat - trotz eenzelne Beteuerungen am Text - onverständlecherweis definitiv dann awer anescht.

An da wollt ech eppes zu deem geplangten neien Artikel 65 soen, dee jo och immens wichteg schéngt: «Il est créé un réseau national de structures scientifiques régionales. Sous l'autorité et la coordination du ministre, ce réseau collabore avec les administrations concernées, les communes, les syndicats de communes ayant comme objet la protection de la nature» an esou weider. Et war geduecht deene bestehende Stations biologiques e legale Kader ze ginn, well déi Stationen funktionnéieren elo schonns - an déi fonctionnéiere gutt - mat der Forstverwaltung zesummen - anescht kann a wëll ech mer et och net virstellen - a mat den ONGen, déi eng laang a fachlech gutt Erfahrung an deem Domän zu Lëtzebuerg hunn. Deelweis sinn dofir Leit ageballt ginn, Infrastrukturen a Material ugeschaff ginn.

Mäi Credo - ech wëll en nach eng Kéier op deser Plaz widerhuelen: Wirksamen Naturschutz zu Lëtzebuerg - a mir hunn eng gutt Tradition doranner - kann nëmmen am Partenariat geschéien, a genau dat do ass a war d'Stärkt vum Lëtzeburger Naturschutz. Firwat soll dat elo anescht ginn, froen ech mech? All Partner huet säi Rôle ze spillen, all Partner huet seng Stärkten: de Ministère, d'Forstverwaltung an aner Administratiounen, d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, d'ONGe wéi Mouvement écologique, Lëtzeburger Natur - a Vullschutzliga, d'Fondatiounen, de Musée naturel. Also an der ganzer Diskussioun ëm déi zwéin Artikelen hätt ee kënnen faerten, datt déi dote Stärkt vum Lëtzeburger Naturschutz géif zur Dispositioun stoen. Ech mengen, datt awer definitiv keen dat géif wëllen.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Näischtdestotrotz, Här President, huet d'Kommissioun decidéiert, aus Grënn vun der Zäitknappheet, déi jo vum Rapporteur duerchgeluecht gi sinn, am Hibleck op een zweete Vote, där Opposition formelle ze entsprechen an d'Gesetz eben ouni déi zwéin Artikelen 64 a 65 hei an d'Plénière ze bréngen. Et ass an der Kommissioun ganz daitlech gemaach ginn, datt d'Regierung d'urgence e spezielle Projet de loi an deem Kontext presentéiert, ee Projet, deen awer och - do hoffen ech och nach op e Qualitétssprung - mat alle Partner zesummen dann och diskutéiert gëtt. De Statssekretär Eugène Berger huet sech engagéiert an zougesot, datt eng éischt Ébauche vum Text den hallwe Januar disponibel war.

An deemselwechte Kontext ënnerstëtzen ech dann och déi Motioun, déi den honorable Kolleg Calmes virdrun hei déposéiert huet, eng Motioun, déi d'Regierung invitéiert, d'Gemengen an d'Mise en oeuvre vun dem Naturschutzgesetz ze associéieren a gläichzäiteg dee wëssenschaftlechen Naturschutz mat alle Partner virzege-sinn, wéi dem Umweltministère - ech soen et dann nach eng Kéier - der Forstverwaltung, dem Naturmusée, de Gemengen, de Gemengesyndikater, de Stations biologiques a, last but not least, och den ONGen. Dat ass dee partner-

schaftlechen Naturschutz, deen ech mengen a wéi ech e verstinn.

Insgesamt wëll ech zum Schluss soen, datt ech der Meenung sinn, dass mir mat deem neie Gesetz fir den Naturschutz zu Lëtzebuerg awer definitiv déi richteg Weiche stellen an dofir wollt ech och positivverweis den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen. Ech soen lech merci.

#### Une voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, ech probéieren dann och d'Wuert hei ze halen. Dir Damen an Dir Hären, mat deem Gesetzesprojet gëtt eist Naturschutzgesetz vun 1982 ëmgeännert, och wann et formal gesinn en neit Naturschutzgesetz ass, wat den Text vun 1982 remplacéiert. Et muss een nämlech feststellen - dat ass e positive Punkt -, dass an alle wesentleche Punkten de bestoenden Text vun 1982, wat e fortschrittliche Text war, déi Zäit besonnesch, mä haut eigentlech nach ëmmer bliwwen ass, onverännert bleibt, dass also all Acquisen am Naturschutz zu Lëtzebuerg erhale bleiwen a mat eriwirgerett ginn an deen neien Text.

Den Ausléiser vun där Émschreiwung vum Gesetz vun 1982 ass eigentlech en europäesche gewiescht, well, ech mengen, wéinst deenen anere punktuellen Annerungen, déi an dem Gesetzesprojet dra waren, war wahrscheinlech keng Regierung dee Wee gaangen, fir eng Reform vum Naturschutzgesetz ze maachen. Ausléiser ass eigentlech den Zwang, deen och no laangen Diskussiounen mat den zoustännege Stelle vun der Europäescher Kommissioun schlussendlech entstanen ass, déi praktesch verlaangt hunn, dass misst iwwer e reglementareschen, e legislative Wee déi komplett Emsetzung haaptsächlech vun der Habitatsdirektiv an incidemment och vun der Vullendirektiv gemaach ginn.

D'Regierung huet, entgéint deem, wat an hirem Regierungsprogramm steet, wou se ugekënnegt hat, si géif iwwer de Plan sectoriel vun der Landesplanung déi Emsetzung maachen, am Joer 2000 de Wee changéiert an huet sech dozou duerchgerongen, fir d'Verankerung vun der Prozedur fir d'Ausweisung vun den europäeschen Schutzgebiddern iwwer d'Naturschutzgesetz ze maachen. Si ka vläicht herno erklären, wéi sou se sech decidéiert huet entgéint deem, wat se sech virgeholl hat 1999, en anere Wee ze goe wéi dee vun dem Gesetz iwwer d'Landesplanung.

Et bleibt also, dass mir elo hei iwwer d'Naturschutzgesetz eng Prozedur kréien, wou mir rechtlech ofgeséichert déi europäesch Naturschutzgebiddern ausweisen. Europäesch Naturschutzgebiddern, wou d'Regierung nach eng Kéier am Brëifwiessel mam Conseil d'Etat ausdrécklech do gesot huet, dass keng Servitudé festgeluecht ginn op déi ausgewise Gebiddern. Et ass also eigentlech nëmmen, wann ech dat kann esou soen, eng geographesch Délimitatioun, déi virgeholl gëtt, verbonne mat der Obligatioun, déi soss fakultativ war, fir also an alle Fäll, wann esou Gebiddern tangéiert sinn duerch iergendeng Aktivitéit, eng Impaktstudie ze maachen, verbonnen och mat der Obligatioun, gesetzlech verankert - politesch ass dat Engagement schonns zënter laangem geholl ginn -, Gestionspläng auszeweisen, fir ze suergen, dass déi Gebiddern do erhale bleiwen.

Wann d'Regierung wëllt méi wäit goen, wa se wëllt Servitudé festleeën, da muss se op en anert Instrument zréckgräifen, dat ass dat vun der Ausweisung vun engem nationalen Naturschutzgebitt. Dat ass jo och eigentlech déi Prozedur,

déi mir haut kennen zënter 1982 an déi och bis elo ugewart ginn ass, eng Prozedur, déi d'Bierger mat abënn, déi eng Konsultatioun vun de Bierger virgesäit, déi e Matsproocherecht vun de Bierger virgesäit, a schlussendlech iwwer Règlement grand-ducal d'Festleeën vun de Servituden, vun de Konditiounen, déi eigentlech den Territoire vun deem Naturschutzgebitt betreffen.

Wat opfällt, wann een déi zwou Methode matenee vergläicht ass natierlech - dat kann ee kritiséieren an de Statsrot huet dat gemaach, vläicht op eng excessiv Aart a Weis -, dass bei der Ausweisung vun deenen europäeschen Naturschutzgebiddern eigentlech keng zwéngend Konsultatioun virgesinn ass, keng Enquête publique, kee Kommodo virgesinn ass. Dat gëtt deem Ganzen, muss ech soen, e bësse méi en autoritären Touch, dat gëtt de jeeweilige Regierungen d'Méiglechkeet eigentlech vun uewen erof ze decidéieren, do kënnt esou ee Gebitt hin. Et ass hei anescht gelaf, well déi Gesprécher ënnert der vieregter Regierung eigentlech duerchgefouert gi sinn, ier mir deemools déi national Lescht op Bréissel notifiéiert hunn.

Dee Manko u Matsproocherecht huet als Avantage, dass een natierlech méi schnell hei ka fueren, an ech denken och, dass dat d'Iwwerleeunge ware vun der Regierung, fir op deen dote Wee ze goen. Hei gëtt et d'Méiglechkeet, fir elo ganz schnell déi formal Emsetzung vun deenen Direktive virzehuelen. Op dee praktesche Volet kommen ech herno nach eng Kéier a mengen Ausféierungen zréck.

Mir hunn also elo déi national Zonen, wou sech grosso modo näischt ännert par rapport zu haut. Mir hunn déi communautaire Zonen, wou eng nei vereinfacht, schnell Prozedur virgesi gëtt a wou jo eigentlech des Regierung näischt geännert huet an deene Gebiddern, déi mir sengerzäit 1998 gemellt hunn un d'Kommissioun, wou mir grosso modo also do op darselwechter Linn leien. Mat deem Gesetz hei gëtt et also och méiglech, wéi gesot, eis do zu 100% conforme mam europäesche Recht ze maachen.

Nei an deem Gesetz ass och déi ausdrécklech Verankerung vu sou genannte kommunalen Naturschutzgebiddern, wou ech e bësse Bedenken hunn iwwer dee leschten Text, deen zréckbehale ginn ass, opgrond och vun der Awiirkung vum Conseil d'Etat an där ganzer Prozedur, a wou mir elo awer, muss ech éierlech soen, eng relativ schwéierfällg Prozedur zréckbehale hunn am Naturschutzgesetz, wou ech mir d'Fro stellen, ob déi dote wäert oft praktesch zur Geltung kommen, well elo virgesinn ass, dass eigentlech just d'Gemengereit den Ustouss gi fir eng kommunal Zon auszeweisen, an da geet et praktesch mat enger nationaler Prozedur weider. Da muss en Dossier zesummegestallt ginn, de Minister mësch sech dran, a schlussendlech gi vun der Regierung iwwer Règlement grand-ducal dann, wéi bei enger nationaler Schutzzone, d'Servituden an d'Konditiounen festgeluecht.

Do hätt ee sech méi en einfache System kënnen virstellen a vläicht esouguer hätt sech d'Regierung och kënnen méi en einfache System virstellen, well wann ee kuckt, wéi vill Zone bis elo insgesamt hei zu Lëtzebuerg ausgewise gi sinn, da si mir net op 30, an an deser Period waren et der fénnef. Dat heescht e Rhythmus vun enger pro Joer. Da kann een e bëssen Angscht hu wéi et da geet mat deene kommunalen Zonen, wou vläicht déi national Stellen nach manner direkte Bezug zu deem Dossier hu wéi et bei deenen eegenen Dossier de Fall

ass. Wat geschitt zum Beispill, wann d'Zon iwwer den Territoire vun zwou Gemengen erausgeet? Mussen dann déi zwou Gemengereit eng Initiativ huelen? Déi Fro ass net ausdrécklech an deem Text hei virgesinn.

A sou stelle sech eng ganz Retsch vu Froen. Sécherlech war et besser gewiescht, et hätt een hei méi eng einfach Prozedur gehat, well och haut sinn eng Rei vu Gemengen hei zu Lëtzebuerg, déi schonns iwwer d'Iddi vun der Emsetzung vun hire Plan-verten, an hire Gréngzonen, speziell Protektiounszonen ausgewisen hunn. Dat hu mir zu Diddeleng gemaach bei der leschter Revisioun vun eisem PAG. Dat heescht, mir hunn am Fong, ouni dass dat e formale Statut huet, dee gesetzlech verankert ass, iwwer d'Gemeng zur Verfügung huet, speziell Schutzzone an eiser Gréngzon ausgewisen, wou mir also och kënnen speziell Oplage maachen.

Esou dass ech mir d'Fro stellen, ob, esou wéi e schlussendlech duerch d'Legislaturprozeduren erausgaangen ass, den Text net ze komplizéiert ass an de facto wäert zu engem groussen Deel Lettre morte bleiwen. Dat war schued. Mä näischt verhënnert d'Gemengen op deem traditionelle Wee weiderzefueren, dee se bis elo gaange sinn, och wann dat net vläicht déi honnertprozenteg rechtlech Ofsécherung huet. Et bleibt awer e Wee, fir vläicht e bësse méi schnell virunzekomme wéi iwwer déi national Prozedur bei kommunalen Zonen ze fueren.

De Problem bei der Emsetzung vun deem heiten neien Text bleibt deeselwechte wéi dee bei deem alen Text. Et ass also d'Fro, ob mer et fäerdeg bréngen, ob de politesche Wëllen do ass. Ech zweifelen net un deem vun deenen direkt Responsablen, mä ob de politesche Wëllen insgesamt do ass, fir déi néideg Mëttel an Instrumenter zur Verfügung ze stellen, fir praktesch um Terrain och eng korrekt a relativ zügel Emsetzung, eng komplett Emsetzung vun deene Gesetzestexten ze maachen, dat ass déi eigentlech Fro.

Mir kënnen hei déi flottsten Texter stëmmen, wa mer eis net bal gläichzäiteg oder zumindest schnell drop all d'Mëttel ginn, fir dat och flott emsetzen an engem korrekten Mooss, dann hu mer e bëssen „de l'art pour l'art“ gemaach. Dat ass an der Vergaangenheet de Problem gewiescht an dat ännert sech och sécherlech net mat deem heiten Text an dat gëtt besonnesch akut an Zäite wou d'budgetär Mëttel beim Stat d'nächst Joer a wahrscheinlech nach mindestens déi zwou Joren drop wäerten net méi an deemselwechte Mooss zur Verfügung stoen, wéi dat vläicht déi puer lescht Jore virdrun de Fall war. Fir all politesch Verantwortlech, egal vu wat fir enger Couleur, gëtt dat do eng schwierg Fro, eng kruzial Fro, och wann et méi enk gëtt, besonnesch fir den Naturschutz, mä et gëllt fir de ganzen Umweltschutz genügend Mëttel zur Verfügung ze stellen, genügend prioritäre Charakter deem Ganzen zuzemoossen, dass et méiglech gëtt, an deenen nächste Joren déi sellegen nei Obligatiounen, déi aus deem Text hei erwuessen, och propper emsetzen.

Ech hu gesot, wéi schwierg et ass, dat gesäit een drun, dass och des Regierung, entgéint deem wat se sech virgeholl hat, et net fäerdeg bruecht huet de Rhythmus vun der Ausweisung vun den Naturschutzgebitt eropzesetzen. Ech hu gesot, et ware fénnef a véier an en hallef Joer, wou zum Deel d'Prozeduren nach ënnert der vieregter Regierung gelaf sinn. Dat ass keng Verbesserung.

Et gesäit een och wéi schwéier et ass virun ze kommen, well am Regierungsprogramm och 1999 festgehale ginn ass, dass des Regierung géif kloer Prioritéiten a prezis

Zilsetzung festleeën wat den Naturschutz ueget. Ech hunn déi bis elo net héieren, net gelies. Et ass geschwat ginn, et géif e sektorielle Plang ausgeschafft gi wat d'Erhaltung vun de grouse Landschafts- a Bëschensembelen ueget. Och do ass an der offizieller Prozedur nach keen Text dran, véier an en hallef Joer no där Deklaratioun.

Ech weess och, dass e Gesetzeentwurf, deen ausgeschafft ginn ass fir de Buedemschutz hei zu Lëtzebuerg virun ze bréngen, am Regierungsrot stieche bliwwen ass. Dat war och am Programm vun 1999. Dat fir ze soe wéi schwierg dass et ass bei allen Absichtserklärungen, déi ee gëtt, fir hei schnell konkret op deem dote Punkt virun ze kommen. An d'Budgetdebatten d'nächst Woch ginn eis jo och d'Geleeenheet, méi am Detail ze kucke wéi et mat de Mëttelen ass, déi elo an an deenen nächste Joren héchstwahrscheinlech dem Naturschutz zur Verfügung stinn, fir dass en all déi Aufgaben do kann uerdentlech iwwer d'Ronne bréngen.

D'Gretchenfro ass also déi: Wéi komme mer konkret virun um Terrain? An och doru wäert des Regierung wéi déi vieregter Regierunge gemooss ginn.

Ech komme kuerz op déi aner Ofännerunge vum Gesetz ze schwätzen, déi méi punktueller Natur sinn, déi awer net onwesentlech sinn, wou et sech wéineger ëm grouse Neierungen handelt, mä wou et sech ëm Präzisiounen handelt, Vervollständigung vun de bestehende Bestëmmungen am Gesetz vun 1982.

Et betrëft besonnesch dee vill ëmstriddenen Artikel, deen an der Vergaangenheet an der Applikatioun oft Sträit an der Regierung provoziert huet, den Artikel 13, dee seet, dass, wa Bësch ofgeholt gëtt, deen da kompenséiert gëtt. Et ass vill gezu ginn un deem Artikel an u sech bleibt deen a senger Essenz erhalten, well weiderhin de Prinzip gëllt, dass net nëmmen muss quantitativ, mä och qualitativ gläichwäerteg kompenséiert ginn. Nei kënnt d'Iddi eran, dass och kann d'Kompensatioun net onbedéngt duerch Neiupflanzung vu Bësch geschéien, mä och ka geschéien duerch d'Kreatioun vun engem anere Biotop oder anere Liewensraum. Dat ass eng nätzlech Präzisioun zu deem dote Text.

Mir wëssen awer och, do wäert jo d'Welt net geännert hunn an deene leschte Joren, dass eng besonnesch Suerg muss gedroe ginn, an déi laascht nun eemol op de Schellere vun der Forstverwaltung haaptsächlech, respektiv deene politesche Verantwortlechen am Umweltministère, dass och déi Kompensatiounsmoossnamen, déi festgehale gi sinn, an engem uerdentlechen Zäitraum emgesat gi vun deenen, déi d'Obligatioun hu fir se emsetzen. Dat bleibt de kruziale Punkt, geschter, haut, an ech faerten och nach muer.

Nei dran ass d'Iddi vun engem nationaler Plang fir den Naturschutz. Dat sinn ëmmer grouss Iddien. Ech sot schonns dass 1999, viru véier an engem hallwe Joer, des Regierung ugetratt ass mat der Préntioun fir esou e Plang praktesch ze erstellen. Bon, e läit net vir. Elo kënnt en dran. E muss an dräi Joer virleien. Dat ass dann eng Aufgab, wou déi nächst Regierung sech muss ganz schnell dru maachen, soss gëtt deen Délai do net respektéiert.

Mir hu jo en Text, deen eppes Ähnlech ausseet. Dat ass déi berühmte Déclaration d'intention vun 1981 iwwer den Naturschutz. E schéinen Text, e kompletten Text, e fondéierten Text. Mir wëssen och wéi wäit mer eigentlech vun der Realisatioun vun all deenen Objektiv, déi deemools dra waren, ewech sinn. Dofir meng Virsicht, wann ech hei a Gesetzestexten liese vu grouse Pläng, déi sollen erstallt ginn, an déi Virsicht gëtt eigentlech duerch e relativt Mësstraue gekoppelt.



Wann ech da liese wat an deem Artikel steet, wat an dee Plang soll kommen, do geet Rieds vu prioritäre Moosnamen, prioritäre Siten, vu Sensibiliséierung vun der Offentlechkeet, vun Ugi vu Käschtepunkten an da kënnit de Saz derbäi, „e kann obligatoresch erkläert ginn“. Wat heescht dat? Wat heescht dat wann e Plang, deen eigentlech e pragmatische Plang ass, dee keen normative Charakter huet, obligatoresch erkläert gëtt?

#### (Interruption)

Dat ass eppes anesches. Do geet et ëm d'Festleeë vun de Fluxen, et geet ëm d'genaut Festleeë vu Routen déi s de kanns gebrauchen, a wann een deen an deen Detail bréngt, iwwregens ass dee Plang och an europäeschen Texter virgesinn, am Géigesaz, mengen ech, zu deenen heiten, wat eng Lëtzebuerger Kreatioun ass, da muss mer eis d'Fro stellen: Wat heescht dat wann d'Regierung dohinner geet a si erkläert e Plang obligatoresch, wou si eigentlech selwer an der Pflicht ass? Well manifestement, wann Der eisen Naturschutztext kuckt, ass dat natierlech en Text dee sech an eischter Linn un nationaler Autoritéit nennt. Et si jo nëmmen d'Gemengen, déi participéieren an et weess kee genau wéi. Mir wëssen, dass dat och e bëssen eng Schwaachstell vun deem heiten Text ass, well déi Kompetenzen net méi kloer festgeluecht ginn. Mir wëssen och wat d'Schwierigkeete si fir dat ze maachen, an do huet eis de Conseil d'État och net geholfen op deem dote Punkt entscheedend virun ze kommen.

Dat sinn also eng Rei vu Froen, déi ee sech muss an deem Zesammenhang stellen. De Minister Goerens huet schon e puermol gesot, e wëllt esou Pläng net obligatoresch maachen, hie setzt op Partnerschaft. Dann denken ech, dass dat hei och net esou schnell beabsichtigt ass, mä de Plang läit jo och nach net vir.

E Problem, deen dëst Gesetz huet - an dat huet och all Riedner viru mir gesot - ass, dass et eigentlech eng verpasste Chance ass fir Klorheet eranzebréngen an de Beräich, wie sech hei zu Lëtzebuerg mat wat fir enge Kompetenzen an a wat fir enge Strukturen ëm den Naturschutz ze bekëmmen huet, de wëssenschaftlechen Naturschutz an de praktischen Naturschutz um Terrain. Do sinn an deene leschte Jorzéngte Strukturen gewuess, no den Texter, niewent den Texter, an elo wär de Moment gewiescht, wa mer schon en neit Naturschutzgesetz schreiwen, fir dat do ze klären.

D'Regierung hat an huet d'Basisdonnéeë fir do e Schrott virunzokommen. An dofir bedauere mer, dass eigentlech dës bal eemoleg Geleeënheet net genotzt ginn ass fir dat kloer ze maache mat engem zerguttsten Text an do Konzertatioun a breeder Diskussioun mat allen Interesséierten ze kréien.

Zënter 1998 läit en Audit vir iwwert den Naturschutz hei zu Lëtzebuerg, wou all Parteien deemools gesot hunn, no den nächste Wahlen muss mer deen diskutéieren. Dee muss öffentlech diskutéiert ginn, dee muss hei an d'Chamber kommen a mir muss Konklusiounen doraus zéien. Ech muss soen, ech fannen a kengem Regierungsdokument zënter 1999 iergendeng Referenz op deen Audit, deen an de Joren 1997/98 gemaach ginn ass a breeder Konzertatioun, no Unhéierung vun allen nëmmen iergendwéi vum Naturschutz engagéierte Kräften. All déi Méi, déi sech do gemaach ginn ass, ass verpufft. Dee Rapport ass iergendwéi an engem Tirang verschwonne. Dat ass net gutt, well do awer, mengen ech, déi wesentlech Schwierigkeeten opgezielt ginn, wou gekuckt ginn ass: Wéi sti mer hei zu Lëtzebuerg zum Naturschutz a wéi kënnen mer méi schnell virukommen? Dat hätt jo eigentlech missen d'Grundlag sinn, fir eng grondleeënd Reform vum Naturschutzgesetz ze maachen.

Mir fannen néierens eng Referenz op déi Aarbecht do an den Texter erëm, och an de Preparatiounsarbeiten net.

Zweet Dokument wat d'Regierung huet, an dat huet dës Regierung selwer an Optrag ginn, dat ass dat vum Audit vun der Forstverwaltung, vun der Administration des Eaux et Forêts - ech wëll gären hei besonnesch de franséischen Term gebrauchen -, an et soll och an eisen Aen eng Administration des Eaux et Forêts bleiwen.

Mir sinn, soen ech ganz kloer, géint eng offen an och géint eng schlächend Zerstéckelung a Schwächung vun der Forstverwaltung zu Lëtzebuerg. D'Forstverwaltung muss weiderhin de Piliere, net nëmmen vun der Gestiou vum Bësch, mä och vum Naturschutz bleiwen, wat net heescht, dass si eleng all déi Aufgabe muss maachen, dat weess se selwer, mä dass se Partner brauchen, dass eng rationell Kompetenzopdeelung och tëschent der kommunaler, der regionaler an der nationaler Ebene muss kommen. Mir si ganz kloer derfir, dass mer hei keng Zerstéckelung maachen, an dat huet eigentlech dee vun der Regierung bestalten Audit bestäet. Do gëtt net gefrot, dass d'Forstverwaltung soll zerstückelt ginn. De Contraire gëtt gefrot. Si soll gestärkt ginn. An ech hoffen, dass dës Regierung net kuerz virun de Wahlen de Contraire mécht.

Op jidde Fall wëll ech schonn hei ukënnegen, dass vun eiser Partei aus all politesch a rechtlich Mëttele wäerten agesat gi fir ze verhënnern, dass et zu der Ofkappung vun den „Eaux“ an der Eaux-et-Forêts-Verwaltung kënnit, an dass dat Gesetz, wat hei vun der Majoritéit elo wäert eestëmme gestëmmt ginn, an e puer Méint erëm ëmgeännert gëtt. Dat ass jo dat, wat dës Regierung wäert maachen. An e puer Méint kënnit net den Ëmweltminister, net de Statssekretär, mä da kënnit den Innenminister zu der Meenung a seet: Ännert wann ech gelift deen Artikel ëm, deen Der elo viru e puer Méint hei an der Chamber gestëmmt hutt, deelt déi Kompetenzen anescht op a bréngt den zoustännege Minister vun deem ominöse Waasserwirtschaftsamt mat an deen Text eran! Dat ass dat, wat déi Regierung da proposéiert. Dat ass d'Koherenz vun hirer Aarbecht an deem dote Fall.

Och eppes wat eis fundamental stéiert ass, dass et a sech e korrekten Text ass, wuel mat senger Lacunen, mä deen dee ganze Volet Organisatioun vum Naturschutz net behandelt, an dofir wäerte mer och net géint deen heiten Text stëmmen, mä eis enthalten, well deen Text wuel awer d'Essenz iwwerhëlt vun dem Acquis am Naturschutz. Et ass awer en Text, deen an e puer Méint erëm eng Kéier op engem net onwesentleche Punkt soll ëmgeännert ginn, wat a mengen Aen zu enger Schwächung vum Ëmweltschutz, zu enger Schwächung vum Ëmweltministère wäert féieren. Dat ass net gutt.

Dofir soe mer haut, dass mer grosso modo mat de Linne vun deem Text d'accord sinn, dass mer der Meenung awer sinn, dass hei e Manko ass, dass eng wichteg Fro net ugeschwat gëtt, dass eng Chance verpasst gëtt, fir an déi Strukturen Uerdnung eranzebréngen. Fir dass mer den Naturschutz awer virubrinne kënnen, wäerte mer eis bei deem heiten Text enthalten. Merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Naturschutz misst u sech eng elementar Aufgab an eiser Gesellschaft sinn, well nëmmen am Zesammewierke mam natierlechen Ëmfeld kann de Mensch sech gutt entfalen. Hie brauch ouni Zweifel

eng Natur, déi am Equilibre ass, a wann dat net de Fall ass, risquéiert en op laang Siicht seng eege Grundlagen ze zerstéieren.

D'Tatsaach, dass mer haut e verbesserten Text virleien hunn, deen zum Deel och e méi strenge legislative Kader schafft, ass awer leider de Bewäis, dass u sech de Mensch awer net ëmmer deen néidege Respekt vis-à-vis vun der Natur weist, an dofir mussen Regelen opgestallt ginn, fir dass an Zukunft deen elementare Schutz vun der Fauna an der Flora garantéiert ass.

Eis Biodiversitéit, an dat ass de Mëtze schonn e puermol hei gesot ginn, ass leider an deene leschte Jorzéngte vill méi aarm ginn. Ech referéiere mech hei op déi Zuelen, déi kierzlech vun der Internationaler Unioun zum Schutz vun der Natur an den natierleche Ressourcé publizéiert goufen. Deementsprechend waren am Joer 2002 11.167 Aarte bedroht. Dëst Joer si mer schonn op 12.259. Dat ass natierlech en alarmante Chiffer, dee misst ze denke ginn. Och bei eis ass déi rout Lëscht, souwuel wat d'Vullen ubelaangt wéi och aner Espéchen an de leschte Jore vill méi laang ginn. Déi Statistike schwätzen net onbedéngt fir eis Gesellschaft.

Och de Flouer, wéi een esou schéi seet, ass an deene leschte Jorzéngten deelweis méi plakech ginn, an et muss een och soen, dass do, wou oft eng méi strukturéiert Landschaft war, sech haut vill méi Monokulturen entwéckelt hunn.

No den Ursaache brauch een u sech net laang ze sichen. Et stellt een am Allgemenge fest, dass sech u sech méi eng grouss Distanz entwéckelt zu den natierlechen Elementer, an dat beweist sech an der Praxis duerch deen nach ëmmer leider ongebremsten Terrainsverbrauch, virun allem awer och duerch d'Zerstéierung vu wäertvolle Biotoper, wéi och vu Bësch- a Wisenarealer.

Villfach gëtt awer och gemengt, d'Natur misst u sech gefleegt gi wéi e Virgärtchen. Och dat ass alerdéngs eng falsch Astellung, well et féiert dozou, dass oft wichtige Liewensraum fir Déieren a Pflanzenarten zerstéiert gëtt.

Wie sech vill an der Natur dobaussen ophält, muss leider feststellen, eemol méi, dat ëmmer méi d'Natur zu sougenannten Deponië méssbraucht gëtt. Et ass ganz kloer, dass een déi Tendenz sech net méi einfach esou kann entwéckele loosse, mä dass een och do muss déi néideg Moosnamen treffen.

Dernieft fällt natierlech awer och e ganz besonnesche Wäert op den éducativen Aspekt, deen een op kee Fall därer ënnerschatzen. An deem neie Gesetz ass deem jo och eng gewëssen Envergure reservéiert.

Et ass also ze begrëissen, dass dës Majoritéit dem Naturschutz insgesamt vill méi eng staark Note ginn huet. An ech wëll och hei aus der Regierungserklärung vum 12. August 1999 zitieren, wou dra steet: «Le Gouvernement renforcera ses efforts de création de zones de protection de l'environnement naturel et de zones de protection paysagère, ceci dans le but d'assurer la sauvegarde de biotopes et paysages particulièrement importants et riches». Mat deem Gesetzestext, dee mer haut hei votéieren, maache mer ouni Zweifel e Schrott an déi richteg Richtung.

Als positiv ass ouni Zweifel ze bewäerten, dass mer elo profitéieren vun der Ëmsetzung vun deenen zwou EU-Direktiven, fir awer gläichzäiteg eng Adaptatioun vun dem bestehende Gesetz vum 1982 ze maachen, also och e komplett neit Gesetz dee Moment ze schaffen.

Dofir sinn den Ëmweltminister a säi Statssekretär - Statssekretär, dee sech haut domat, wéi ech héieren hunn, och nach e Gebuertsdayscadeau mécht -, plus d'Ëmweltkommissioun ze félicitéieren fir déi ganz gutt Aarbecht, déi an deene leschte Méint geleescht ginn ass. All déi Kolleegen, déi an der Kommissioun sinn, wëssen, dass hei ganz konstruktiv diskutéiert an am Endeffekt, kann ee behaupten, e gudden Text arrétéiert ginn ass.

De Conseil supérieur de la Nature huet dat iwwregens a sengem Avis ganz gutt ëmschriwwen an dofir wëll ech dat och hei kuerz zitieren. «Il s'en réjouit que l'opération de la transposition des directives émargées en droit national ait pu être menée à bons termes après une décennie d'hésitations et de réflexions sur les pourtours juridiques d'une telle opération». A weider: «Le Conseil salue le fait que le nouveau projet de loi ne se résume pas à de simples retouches sémantiques de la législation existante ni à une déclaration d'intention, mais qu'il traduit l'option pour une politique davantage volontariste en matière de la protection de la nature».

Dofir mengen ech, Leit, déi haut hei méi Reserven ausgesprach hunn oder nach wäerten aussprechen, dass déi awer mussen zur Kenntnis huelen, wann awer esou e wichteg Organ esou e positiven Avis ofgëtt, dass dat jo awer och de Beweis ass,...

#### (Interruption)

...dass hei eng ganz gutt legislativ Aarbecht ouni Zweifel gemaach ginn ass.

Naturschutzpolitik kritt ouni Zweifel duerch dëst Gesetz méi eng europäesch Dimensioun, well jo u sech den Naturschutz méi grenzüberschreitend kann organiséiert ginn. D'Ausweisung vu Zones spéciales de conservation a Zones de protection spéciale, droen deenen zwou Direktive Rechnung.

D'Annexe 4 hält déi sougenannten - ech huelen d'Ofkierzung - ZPS fest. Wichtig ass awer, an dat muss ëmmer erëm och hei ënnerstrach ginn, dass an Zukunft permanente Kontakt mat de Propriétaires aus deene verschiddenen Zone gefleegt gëtt, well d'Beispill Haff Réimech huet dat jo bewisen. Den Här Bodry ka sech bestëmmt jo nach gutt dorunner erënnern, zu wat et ka féieren, wann een net e konstruktiven Dialog dës le départ mat allen Implizéierten an engem Gebitt, wat soll zu enger Naturschutzon forméiert ginn, féiert.

Dofir ass et, géing ech soen, am Endeffekt fir den Naturschutz insgesamt u ganz grousser Wichtigkeet, dass mer fréizäiteg jiddferee mat abannen an net vun uewen erof eppes dekretéieren, well grad den Haff Réimech ass, géing ech jo awer soen, dat beschte Beispill, an den Här Strotz wäert mer do net Onrecht ginn, wéi sech een Dossier positiv entwéckelt huet. Wann ee bedenkt wou mer fortgaange sinn a wou mer herno ukomm sinn, dat huet virun allem awer och bedéngt, dass eben do ëmmer e beseren Dialog gefleegt ginn ass.

#### (Interruptions diverses)

Do kann ech lech nëmme bäiflichten, Här Strotz; dat stëmmt. Ech mengen dat soll een och nach eng Kéier hei kloer soen, dass effektiv den Här Lahure an deem Dossier eng ganz korrekt Roll gespillt an och dozou bäigedroen huet,...

#### (Interruptions diverses)

...dass wéi gesot ënnert enger anerer Viraussetzung dann deen Dossier zu engem gudden Enn konnt kommen. Duerfir wëll ech soen, dass all mënschlech Aktivitéiten, déi an esou Zoné stattfannen, net vu virera solle verbuede ginn. An ech denken hei natierlech speziell och un d'Juegd an d'Fëscherei: Et ass falsch fir esou Aktivitéite vu vireran ze verbidden. A contraire, wann eng rasonabel Ausübung vun der Juegd an der Fëscherei geschitt,

da kann dat och komplementär zu engem aktiven Naturschutz sinn. Et ass also wichtig, dass all Partner sech senger Missioun bewosst ass, well nëmmen esou kann een e konkreten, prakteschen Naturschutz dee Moment maachen. De Réseau Natura 2000 schliesslech definéiert jo dann och déi europäesch Naturschutzpolitik fir virun allem deene bedrohten Espéchen och besser Liewenskonditiounen ze erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e wichtige Aspekt vum Naturschutz ass natierlech de Gewässerschutz. Ech mengen dat ass ganz evident, an ech denken hei besonnesch un d'Renaturation vum eise Gewässerleef, an och do solle mer eis kengen Illusiounen higinn. Et sinn an deene leschte Jorzéngten dach plazeweis enorm Feeler geschitt, duerch ebe mënschlech Agréff, Deregulierungsmoosnamen, wou d'Morphologie vun de Gewässerleef oft aus Grënn, déi net onbedéngt ëmmer ganz héich anzeschätzt waren, gemaach ginn ass, an dat huet dozou gefouert, dass mer op ganz ville Plazen eben och keng naturno Struktur méi vun de Gewässerleef hunn, mat all deenen negative Konsequenzen, déi sech doraus erginn. Ech denken ënner anem zum Beispill och un d'Problematik vum Héichwaasser, wou och all Expert haut confirméiert, dass ënner anem déi Regulierungsmoosnamen och Ursaach si fir déi méi oft erëmkommend Héichwaasserkatastrophen.

Wa mer elo den Artikel 8 vum Naturschutzgesetz huelen, dat heescht vun deem neien Naturschutzgesetz, dann ass et jo esou, dass de Minister, deen a senger Attribution den Ëmweltschutz huet, och kompetent ass fir eng Autorisation auszustellen wat u sech all Aarbecht ubelaangt, déi un engem Gewässerlaf gemaach gëtt. An da komme mer natierlech net derlaanscht an deem Kontext effektiv, dat ginn ech ganz gären zou, e Wuert hei iwwert d'Waasserwirtschaftsamt ze verléieren, wou en Text virläit, wou en Avis vum Conseil d'État virläit, a wou mer dann och wäerten an deenen nächste Wochen doriwuer diskutéieren. Kloer ass, dass u sech jiddefalls am Intérêt vum Gewässerschutz hei awer och eng Autorisation muss ausgestallt ginn, déi ouni Zweifel an eischter Linn deenen ekologesche Contrainté Rechnung dréit. Wéi gesot, ech wëll och déi Diskussioun hei net verdéiwen, mir kréie mat Sécherheet nach Geleeënheet dofir. Mir schwätzen haut iwwert d'Naturschutzgesetz an an engem spéideren Phas wäerte mer dann awer och iwwert d'Waasserwirtschaftsamt diskutéieren.

Här President, en aneren Aspekt ass ouni Zweifel och de Landverbrauch. Ech mengen et ass evident, dass een an Zukunft den Terrain vill méi rationell muss notzen. An dat soll och keen Tabuthema méi sinn, well der Landesplanung fällt jo awer och eng iwwergeuerdet Roll an der ganzer Naturschutzpolitik zou. Sécher, fir natierlech an där Fro ëmmer e Konsens ze fannen ass guer net esou evident. Mä et muss awer och an déi Richtung hi geschafft ginn. Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, dass den aktuelle Bauperimeter jo duergeet fir u sech d'Zuel vun den Awunner hei zu Lëtzebuerg ze verduebelen, esou dass déi Diskussioun, fir elo nach zousätzlech eng Ausweidung vum Bauperimeter ze maachen, sech awer de Moment mat Sécherheet alles anescht wéi opdrängt. Dofir muss - wéi gesot - och an Zukunft de Buedem vill méi sennvoll genotzt ginn. Dat bréngt natierlech gewësse Spannunge mat sech, dat wësse mer och. An dat bréngt och nei Konfliktsituatiounen.

Déi kruzial Fro, déi natierlech da muss gestallt ginn, ass: Wat priméiert? Ass et den Intérêt général oder ass et d'Eigentumsrecht? Natierlech läit et op der Hand fir ze



soen, et ass den Intérêt général. Mä wat ass Intérêt général? Wéi definiéiert een den Intérêt général? Och do ginn natierlech d'Meenungen, besonnesch am Naturschutz, allerdéngs ausereen. Well oft jo awer, an dat ass de Problem, mussen an deem Beräich Décisioune getraff ginn, déi sech net onbedéngt direkt kënnen referéieren op e bestehende gesetzleche Kader an déi oft éischter nom Emfanne vun der Situatioun getraff ginn.

Ech denken hei virun allem zum Beispill och un den Artikel 10 vun deem neie Gesetz dee jo seet, datt eng bestehend Konstruktioon an der Gréngzon, déi de Charakter vun Site kompromettéiert, datt do de Minister kann ordonnéieren, datt musse Moossnamen zur Emännerung getraff ginn. Méi kann d'Gesetz jo och net soen. Mä wat elo ausschlaggebend ass, wat wierklech herno muss modifizéiert ginn, dat ennerläit u sech dann awer herno dem Emfanne vun de Beamte respektiv a leschter Instanz natierlech vun dem Minister. Wat gelift?

■ **Une voix.** - Hutt Der och Problemer domat? Ech hunn der och domat.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Ech mengen, et ass eng Tatsaach. Et soll een och déi Saach sachlech gesinn. Ech mengen awer och, datt een hei awer soll e gewëssent Vertrauen an eis Verwaltungen hunn, déi jo awer schlussendlech vu Spezialiste geleet ginn an déi awer och dee Moment wësse wou u sech gewëssen Adaptatioune musse virgeholl ginn.

Et ass nun eben eng Tatsaach, datt den Naturschutz gewësse Konflikter och op anere Gebitter provocéiert. Ech denken zum Beispill och un de Stroossebau. Och do si mer an der Vergaangenheet net verschount ginn. Och do wäerte mer an der Zukunft nach ëmmer Problemer kréien. Mä sécher ass, och hei muss eng realistesch Approche kommen.

#### (Interruptions)

Dat ass jo eben dann erëm déi kruzial Fro wéi wäit datt den Naturschutz och Kenntnisser vun Baue vu Stroossen erfuerdert. Ech mengen och, dat muss een awer mat berücksichtigen, Här Strotz.

■ **M. Nicolas Strotz (CSV).** - Dat gleewen ech kaum.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Dat sot Dir. Ech mengen och esou pauschal Aussoe kann een awer net einfach esou maachen.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

E weidere wichtegen Aspekt ass natierlech awer och d'Gestioun vun eise Bëscher. Ronn en Drëttel vun dem Territoire besteet jo aus Bëscher. Leider ass jo och de Gesondheitszoustand net optimal. Esou referéieren ech mech hei op eng lescht Statistik, laut där 20 bis 25% vun de Beem hei zu Lëtzebuerg krank respektiv esouguer fuiti sinn. Dat misst jo awer u sech och ze denke ginn. Wa mir natierlech och hei zu Lëtzebuerg net vill Méiglechkeeten hunn, eis géint ausserlech Aflëss ze wieren - ech denken hei virun allem un de saure Reen -, esou mengen ech awer, datt mer trotzdeem och Méiglechkeeten hunn, eng ekologesch orientéiert Bewirtschaftung vun eiser Bam- an Heckelandschaft ze maachen.

Fir d'éischt géllt et natierlech awer och emol Tabuzonen auszeweisen, wou dann awer och festgehale gëtt, datt zum Beispill baulech Moossnamen net méi därefer virgeholl ginn. An an deem Kontext muss een natierlech och e Wuert iwwert déi sou genannten Naturbëscher verléieren, wou jo a leschter Zäit gudd Initiativ geholl gi sinn - an ech verweisen hei op Gemenge wéi Beetebuerg, wéi Leideleng oder wéi Bartreng -, wou a rezenter Vergaangenheet eben déi Initiativ

geholl goufen. D'Schafe vun Naturbëscher dréit nämlech dozou bäi, datt de Liewensraum fir vill bedrohten Déieren- a Planzenaarte ka verbessert ginn. An de Beetebuerg Bëscher steet jo iwwregens och op der Annexe 5 vun der nationaler Lëscht.

Ech wëll allerdéngs och hei ennersträchen, datt d'Uleeë vun engem Naturbëscher net kann zur Obligatioun fir privat Bëschesetzer ginn. Jiddefalls muss insgesamt d'Notzung vun Bëscher an Zukunft och vill méi ekologesch orientéiert ginn. Selbstverständlech ass de Bëscher natierlech an éischter Linn en Holzlieferant, mä et därefer een awer net vergiessen, datt et och e wichtegt Erhuelungsgebitt ass, wat awer och net därefer iwwerstrapazéiert ginn. Elementar ass awer och, datt an Zukunft nëmmen nach därefer standuert-typesch Aarten ugeplant ginn, an d'Verjéngung vun de Bëscher muss och esou wäit wéi méiglech op eng natierlech Aart a Weis geschéien.

An deem Kontext muss ee sech natierlech och e puer Reflexiounen iwwert d'Forstwirtschaft insgesamt hei zu Lëtzebuerg maachen. De Moment ennersteet jo den ekologesche Volet vun der Forstwirtschaft dem Ministère vun Environnement an op där anerer Säit huet jo awer och de Landwirtschaftsministère gewësse Kompetenze wat d'Sylviculture ubelaangt. Haut - an ech beruffe mech hei och op Aussoe vun Experten - gëtt natierlech d'Fro gestallt, ob déi Zweegeleesegkeet do nach opportun ass oder ob net den Akzent virun allem méi misst op déi ekologesch Gestioun vun de Bëscher geluecht ginn. Da kann een natierlech och do ofleeden an d'Fro stellen, ob net an Zukunft - mä dat ass d'Aufgab vun enger nächster Regierung - sämtlech Aspekter vun der Bëschwirtschaft sollen an de Ministère de l'Environnement kommen, an och déi Konkusiounen sinn zum Beispill am Audit, dee jo mat der Forstverwaltung gemaach ginn ass, zréckbehale ginn.

Am selwechte Kontext muss een natierlech dann och d'Fro opwerfen, firwat datt vun zwou Säiten aus Subventiounen bezuelt gi wat d'Wahrung vun der Biodiversität ubelaangt, engersäits vun Ministère de l'Environnement, anerersäits vun Ministère de l'Agriculture. Zumindest positiv ass, datt wëll ech awer och nach eng kéier hei ennersträchen, datt jo awer an Zukunft bis zu 75% kënnen u Subventiounen un déi öffentlech Institutiounen ausbezuellet gi fir Aarbechten, déi se am Intérêt vun Naturschutz maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Naturschutz kann natierlech nëmme konkret um Terrain emgesat ginn, wann dat awer och an engem partnerschaftleche Verhältnis geschitt.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

An de beschte Partner vun Stat ass ouni Zweifel d'Gemeng. Mir hate jo ganz vill Diskussiounen och iwwert dee Punkt an der Kommissioun. Et muss ee jo awer och nach eng kéier drop hiweisen - d'Vergaangeheet huet dat jo ganz kloer bewisen -, datt den Naturschutz hei zu Lëtzebuerg net op deem Niveau wier, wann net den Engagement, dee groussen Engagement vu ville Gemengen an deene leschte Jorzéngte gewiesch wier. Ech wëll besonnesch hei, mengen ech, op d'Paradebeispill hiweisen - do wollt ech den Här Bettendorf kucken, deen ass awer de Moment net hei, well den Här Bettendorf...

■ **M. le Président.** - Do steet en.

#### (Hilarité)

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Ah, do steet en.

Den Här Bettendorf huet jo awer do och eng Virreiderroll gespillt. Ech wëll nämlech op d'Joer 1989 ze

spriche kommen, wou de SICO-NA-Westen gegrënt ginn ass, enner anerem enner dem Impuls vun Niki Bettendorf, deen och éischte President war, wou u sech och de Grondsteen vun dem Naturschutz geluecht ginn ass, wat ebe - wéi gesot - dee Moment d'Kompetenz vun de Gemengen war, a wou haut u sech do e ganz grouss Instrument entwéckelt huet, wat ouni Zweifel och muss an Zukunft ennerstézt ginn.

Dowéinst begrëssen ech och, datt hei déi Motioun virgeluecht ginn ass, fir datt - wéi gesot - d'Regierung opgefuerdert gëtt, fir esou séier wéi méiglech nach e Projet de loi ze ennerbreeden. Well et muss een nach eng kéier op déi Punkten oder fréier Artikelen 64 a 65 ze spriche kommen, déi mir jo net konntent zréckbehalen, well de Conseil d'État do eng Opposition formelle gemaach huet. Mä mir hu awer elo hei déi Décisioun geholl, fir herno déi Motioun, déi wéi gesot vu menger Fraktioun ouni Zweifel wäert ennerstézt ginn, ze stëmmen.

Ee vun de Kärpunkte vun deem Gesetz ass ouni Zweifel d'Schafe vun de Zones protégées d'importance communale, sou wéi et am Artikel 46 vun deem Gesetz virgesinn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Naturschutz, an ech hunn et schon e puer Mol hei gesot, dréit leider dozou bäi, datt eng Rei vu kontradiktöreschen a konflikträiche Positioune munchmol entstinn. Den Naturschutz wier e Bremser vun der wirtschaftlecher Entwécklung, gëtt behaupt. Den Naturschutz wier eng Gefor fir d'fräit Eegentum, gëtt op enger anerer Säit gesot. Jiddefalls gëtt et där Beispiller genuch - leider, kann ee soen, all Dag nach ëmmer. Dat ass allerdéngs net ganz gesond.

Tëschent der Landwirtschaft an dem Naturschutz di sech leider ëmmer erëm gewësse Grief op. Wann een den Avis vun der Chambre de l'Agriculture liest, da spiert ee jo awer, datt do staark Reserven nach wie vor am Beräich vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun aktiven...

#### (Interruption)

...Naturschutz bestinn. Wann een och ka Verständnis opréngt fir eng Rei vun Aussoen, déi an deem Avis gemaach ginn, besonnesch ëmmer erëm am Hibleck vun enger méiglecher - ech soen: méiglecher - Violatioun vun Eigentumsrecht, sou mengen ech awer, datt awer och a landwirtschaftlecher Kreesser muss akzeptéiert ginn, datt, wann eng iwwerdriwwen, intensiv Landwirtschaft bedriwwen gëtt, dat awer och Nuisancé fir d'Natur, besonnesch och fir eis Gewässer, ka mat sech bréngen, an och do si jo awer d'Experte ganz kloer.

Dofir mengen ech also, et bréngt näischt, fir elo hei pauschal Aussoen ze maachen a pauschal d'Landwirtschaft ze verdäiwelen a si dohinner ze stellen, wéi wa si d'Haaptresponsabel wiere vun der Degradéierung vun eiser Natur. Dat ass net richtig. Mir musse versichen hei zesumme mat der Landwirtschaft ze kucken, fir wéi gesot d'Natur insgesamt ze valoriséieren. Et gëtt jo och ganz gudd a ganz flott Beispiller. Dowéinst mengen ech och, datt d'öffentlech Hand gefuerdert ass, fir besonnesch der Landwirtschaft, déi méi op extensiv Manéier fonctionnéiert, och an Zukunft nach zousätzlech Ennerstézung ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo ganz genee zéng Joer hier, dass Arthur Andersen déi flott Dokumentioun do der Öffentlechkeet virgestallt hat, wou se nei Visiounen fir Lëtzebuerg entwéckelt hunn a wou se och den Terme „Economie“ geprégt hunn.

Ech wëll mol nach eng kéier aus där ganz interessanter Broschür do zitieren: «L'écologie, thème central d'une nouvelle vision, par essence un thème central, fédérateur, et non pas un argument particulier parmi d'autres.»

Allerdéngs, wa mir haut zéng Joer méi spéit kucken, huet een dach awer heiansdo d'Gefill, wéi wann dee Message nach net esou ganz eriwuerkomm wier, an et huet een heiansdo d'Gefill, wéi wann dee gewünschte Mentalitéitswiesel sech nach ëmmer net definitiv hei am Land agestallt hätt. Well heiansdo huet een dach d'Impressioun, wéi wann den Naturschutz nach net ëmmer géing déi Bedeutung genéissen, déi him u sech awer zousteet, och wann, an dat wëll ech kloer hei ennersträchen, eng Rei vun Ustrengungen natierlech net ze verkenne sinn an och gewësse Verbesserunge sech an der Vergaangenheet agestallt hunn.

Jiddefalls ass dat neit Naturschutzgesetz, wat mir haut stëmmen, aus menger Siicht an och aus der Siicht vu menger Fraktioun mat Sécherheet méi wéi en einfache legislativen Text. Et gëtt eis nämlech verstärkt d'Méiglechkeet, prakteschen Naturschutz ze maachen. Mä et gëtt eis awer och d'Méiglechkeet op engem Gebitt vläicht méi weiderzecommen, dat ass nämlech um Niveau vun Wäertewandel. Fort u sech vun engem ongebrachten Drang no Méi bis hin zu engem méi raisonnablen Émgang mat den natierleche Ressourcen, och wann dat vläicht fir Eenzelner gläichzesetzen ass mat engem deelweise Verzicht.

Duerfir kann een och hei mam Victor Hugo vläicht ofschléissen, dee gesot huet: «Les magnifiques ambitions font faire les grandes choses.» Ech wëll awer net ofschléissen ouni nach mengem Fraktiounskolleeg, dem Emile Calmes, merci ze soe fir säin excellent schrëfflechen an och mëndleche Bericht an him awer och félicitéiere fir säi grouse perséinlechen Engagement, well deen ass mat Sécherheet och an deem Text hei erëmfannen. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Den Här Graas als Waasserexpert mécht grad en Test. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier hie säin Uerteel dann ofgëtt - keng Nitrater? - ...

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, d'Waasser ass gudd.

#### (Hilarité)

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - ...wëll ech mech am Numm vun menger Fraktioun zu deem Gesetz äusseren, engem Gesetz, wat voluminéis ass, e Gesetz, un deem laang geschaff ginn ass, wat eleng ersichtlech ass um Volume vun den Dokumenter, déi et produzéiert huet um Laf vu sengem Wee, a wou notamment de Statsrot sech an enger ganzer Partie Punkte ganz kritesch dozou geäussert huet.

Et ass ee Gesetz, wat noutwendeg ass, well et zwou Direktiven ëmsetzt: d'Habitatsdirektiv an d'Vogelschutzdirektiv, wou mir scho ganz laang a Verzug sinn a wou et effektiv blutnéideg ass, datt dee legislativen Akt hei gemaach gëtt. Gläichzäiteg, an ech mengen, dat soll een och begrëssen, gëtt e fusionéierten Text, e koherenten Text gemaach zesumme mam Naturschutzgesetz vun 1982, wat mat deem Gesetz ofgeruff gëtt. Dat heescht, datt dat dann elo dat neit Naturschutzgesetz gëtt.

Meng Virriedner hu schon ennerstrach, an ech wëll mech dofir dobäi och net laang ophalen, d'Wichtigkeet vun der Erhaltung

vun den natierleche Liewensraum an enger Welt, wou d'ekonomesch Aktivitéit ëmmer méi op dat, wat mir nach vun intakter oder méi oder wéineger intakter Natur iwwreg hunn, iwwergräift. Et ass dofir absolut noutwendeg, a meng Fraktioun deelt déi Approche och, datt mir en Deel vun eisem nationalen Territoire als geschützte Gebidder ausweisen, an dat a verschidde-klässierte Schutzzonen, déi jo och am Unhang vun deem Gesetzestext ausgewise ginn.

Et ass hei gesot ginn, datt dat 13% vun eisem nationalen Territoire ausmécht. Et muss een och ennersträchen, datt e groussen Deel vun eisen nationale Bëscher drënner fällt, sou datt d'landwirtschaftlech Flächen, esou wäit wéi ech dat beuerteete kann, net allze vill heirënner falen. Et ass richtig, wann een déi 13% ofrechent, datt da 87% ouni Restriktiounen bestinn. Allerdéngs muss ee wëssen, datt do jo och all Agglomératiounen an Infrastrukturen, wou mir esou schéi soen: déi zoubetonéiert sinn, och drënner falen.

Et ass kloer, datt dat Gesetz hei sech situéiert an déi Konfliktsituatioun, déi zënter jeher bestanen huet tëschen der Landwirtschaft an der méi intensiver Forstwirtschaft, wann ech mech mol esou därefer ausdrécken, engersäits, an dem definiéierten Naturschutz op där anerer Säit, an notamment ëmmer dann, wann d'Propriétaires vu Fläche sech brüskéiert gefillt hunn.

Et ass dofir absolut noutwendeg, datt an der Applikatioun vun dese Gesetzestexter, déi jo awer e gewëssene Spillraum an den Démarché loosse, Récksiicht geholl gëtt op dee Reflex, dee mir hei hunn, an deen, mengen ech, och berechtigt ass, datt d'Propriétaires ëmmer nach mussen an déi Prozedur matabezu ginn. D'Gesetz gesäit vir, datt eréischt dann, wa kee Konsens ka fonnt ginn, effektiv méi contraignant Mesuren oder Prozeduren zur Uwendung kommen.

Et muss een dofir och d'Chambre d'Agriculture verstoen - ech hu mer d'éinescht erlaabt en Zwëscheruff ze maachen -, déi sech ganz kritesch a ganz besuergt geäussert huet. Ech muss och soen, datt ech dobausse verschiddentlech ugesprach gi sinn, ob dat dann elo esou géing duerchgoen, well d'Leit, ech menge manner aus der Lektür vun den Texter eraus, mä aus hirer Erfahrung eraus, wéi ganz dacks iwwert se ewech gefuer gëtt an och Saache gemaach ginn, dobaussen net vill Verständnis dofir hunn, well den naturschützeresche Wäert net richtig erkannt gëtt, oder zu Recht och deelweis net richtig erkannt gëtt, well déi Leit dofir kee Verständnis hunn.

Här President, wann ech bei der Landwirtschaft sinn, dann erlaben ech mer och e puer Wuert dozou ze soen. Mir verlaangen heiansdo als Politiker vun de Baueren d'Quadratur vun Krees. Jiddere gesäit, wann en nëmme wëllt, a wat fir engem Mooss d'Zuel vun eise Bauebetriber dobaussen ofgeholl huet, wéi wéineg Leit haut nach an der Landwirtschaft schaffen. Déi, déi méi en direkten Drot zu de Baueren hunn, wësse wéivill muss geschaff ginn an datt do de Reflex ass, datt leschten Enns dat rationellt Schaffe priméiert virun deem aneren; dat kann een deene Leit net verdenken. Mä dat ass, géing ech soen, eng Fro vu Choix de société.

Et geet net, datt een engersäits ëmmer nëmmen eng méi extensiv Landwirtschaft priedegt, déi méi naturno ass, déi manner Chemie a manner Maschinnen setzt, an op där anerer Säit een als Konsument de Reflex huet, awer ze verlaangen, datt d'Liewensmittel ëmmer méi bëlleg mussen ginn an een trotz alle schéinen Deklaratiounen, déi Produiten ze kafen, déi enner méi ëmweltfrëndleche Konditioune produzéiert si ginn, dann dach awer ëmmer de kierzste Wee an den



nächste Supermarché hält, wou dann d'Produkt stinn, déi eben deementspreechend méi béleg sinn. Dat bässt sech, an de Bauer steet iergendwou do tëschent Hummer an Amboss an e probéiert säi Liewen ze maachen. E probéiert säi Betrib rationell ze géréieren. Mir sinn do an enger schwieerer Situatioun, wou mer musse Weeër fannen, déi souwuel dat eent wéi dat anert méiglech maachen. Ech hoffen, datt dat, wat hei am 82er Gesetz geännert gëtt, deene Baueren, déi nach iwwreg bleiwen, déi Méiglechkeeten opmécht. Mä mir wëssen awer och, datt d'europäesch Agrarpolitik an engem Mooss an d'Lëtzebuurger Agrarpolitik erawierkt, datt dat och net ëmmer esou einfach ass.

Ee Wuert, Här President, wann ech scho bei der Landwirtschaft sinn, zur Forstwirtschaft. Datt Bëscher, déi ewech gemaach si ginn, musse kompenséiert ginn an zwar an d'äerselwechter Gemeng oder an der Gemeng niewendrun, dat ass eppes, dat kann ee generell begrëssen. Mir si frou, datt mer déi Bëscher hunn. Ech mengen, et sinn iergendwou ëm déi 36% vun eisem nationalen Territoire. Et gesäit een, datt de Prozentsaz lues a lues nach eropgeet. Dat ass ganz sécher eppes wat begrëssenswäert ass, ganz besonnesch elo wou eist Klima sech weist, wéi wann et ëmmer méi instabel géif ginn. Mir wëssen, datt virun allem do wou intakt Bëschfläche sinn, d'Klima doduerch stabiliséiert gëtt an datt déi grouss Katastrophen haaptsächlech do passéiere wou dee Facteur stabilisant net méi ass.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob, wann eis Bëscher insgesamt nach amgaange si prozentméisseg ze wuessen zur gesamter Fläch, et absolut noutwendeg ass dann ëmmer nach mussen ze kompenséieren an heiansdo op Käschte vun de landwirtschaftleche Flächen. An ech wëll drop hiweisen, datt d'Regierung eng Intention hei, mengen ech, beim État de la Nation - oder war et bei der Regierung-sdeklaratioun, wéi se ugeiratt ass? - gesot huet, datt se wëllt e Buedemschutzgesetz ervirbréngen. Et wier absolut noutwendeg, datt mer niewent dem Schutz vun eise Bëscher e Gesetz kréiche wat déi landwirtschaftleche, fruchtbar Flächen och géing schützen.

Mir hunn iergendwou e bëssen de Buedem ënnert de Féiss verluer, well mer mengen, d'Liewensmëttel stéinge jo an de Supermarchéen a se kéimen all Dag vum selwen iergendwéi dohinner. Neen, Här President, si mussen nach ëmmer dobause produzéiert ginn, an et ass déi lescht Jore gutt gaangen, well d'Produktivitéit enorm zougeholl huet. Dat d'äerf eis awer net an de Liichtsënn verleede fir ze mengen, mir kënnen alles un jedes maachen an dat wat an der Landwirtschaft géing geschéien, dat wier vläicht méi eng Activitéit accessible, déi naturschützeresch misst priméieren. Neen, mir sinn nach wie vor der Meenung, datt d'Nahrungsmittelproduktioun déi alleréischte Aktivitéit ass, och wann een driwwer diskutéiere kann enner wat fir enge Konditiounen datt dat heiansdo geschitt.

Här President, de Statsrot hat sech a sengem éischte groussen Avis ganz kritesch zum Projet de loi geäussert an en huet anschliesend eng ganz nei Textproposition gemaach. Ech hu seelen erlieft, datt de Statsrot esou en Effort gemaach huet, fir praktesch en nei Gesetz ze schreiwen, an ech muss soen, datt mir déi Versioun vum Statsrot besser gefall huet, well et méi e koordinéierten Text war. E war méi iwwersichtlech, e war besser verständlech, e war méi einfach an ech hätt ganz kloer eng Präferenz gehat, fir op deem Text ze schaffen. D'Kommissioun huet decidéiert, si géing um Regierungstext virufuere mat all deem wat dat dunn herno un Hin an Hier mam Statsrot no sech gezunn huet.

D'kommunal Schutzzone, muss ech soen, wann ech datt lese wat do als Text zrëckbehale ginn ass, dann hunn ech zwar ganz liicht Schwierigkeeten ze verstoe wéi dat dann elo a leschter Konsequenz gemengt ass. Wann ech am Artikel 48 liesen, «la création de zones protégées d'importance communale est proposée par les conseils communaux», do ass jo scho gesot ginn, si hunn net déi direkt Décisiounsgewalt. Do hat de Statsrot menger Meenung no Recht, wann e sech queesch geluecht huet. «Le ministre et le conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles demandés en leurs avis», dat heescht, si proposéieren, si mussen awer den Avis vum Minister froen. Dann: «le ministre ordonne sur la demande du collège des bourgmestre et échevins l'établissement du dossier administratif, technique, scientifique...». An da kennt nach hannendrun: «la procédure d'enquête publique» - an esou weider - «se font conformément à la disposition des articles 42 et 45 de la même loi». Mä et gesäit een eigentlech aus dem Text hei net eraus wann dann elo leschten Enns dat arrétéiert, datt do soll eng Zone protégée d'importance communale geschafe ginn. Mir schéngt den Text an där Bezéiung net ganz concluant ze sinn.

Ech wollt nach e Wuert duerno soen zu de sou genannte Stations biologiques an der Aart a Weis wéi se funktionéieren. Ech gi gär zou, Här President, datt mer e bëssen de praktesche Background feelt.

#### (Interruption)

Ech hat et eng Kéier proposéiert an der Kommissioun, Här Gira, wa mer schonn op Dijon fuere fir eis bei engem Rapsfeld filmen ze loosse, wou ee keng grouss Differenz gesinn huet zu deem wat anerwärts do ronderëm ass. Dat, wat ech allerdéngs net wëll erofspillen, ass dee Virtrag, dee mer gehale kritt hunn an déi Konklusiounen, déi aus deene Recherchen ervirgaange sinn. Dat muss een awer och soen.

Mä wa mer schonn eng Kéier bis op Dijon fuere, kënt een och emol esou eng Station biologique kucke goen. Ech hu festgestallt an der Kommissioun, datt et awer relativ Divergences de vues gëtt tëschent engersäits deene Gemengen, déi dat wëlle maachen, an dat ass jo eng luewenswäert Initiativ an Aktivitéit, an anerersäits haaptsächlech de Fierschteren oder de Leit vun Eaux et Forêts, déi fannen, datt do Aktivitéite sech e bësse selbststänneg entwéckelt hunn, déi am Fong geholl op hirem Terrain géingen empiétéieren. Wéi gesot, ech sinn net gutt genuch an net suedelsécher genuch an där Matière do, mä ech hunn awer zrëckbehale, datt et noutwendeg ass, datt an deem Domän do eng Kéier kloren Dësch geschafe gëtt, och wat de Finanzelement ubelaangt, wat de Statut ubelaangt, ob een do en Etablissement public kreiert, dee fir dat Ganzt zoustänneg ass, och am Sënn vun der bonne gestion des données publiques a vum Contrôle vun deem wat do passéiert.

Dat huet ganz sécher och domat ze doe wéi d'Administration des Eaux et Forêts reforméiert gëtt an ech wëll do ganz kloer an däitlech soen, datt mir als Partei an als Fraktioun net d'accord sinn, wann des Administratioun do Kompetenzen ewechgeholl kritt, déi awer naturgeméis bei si gehéieren.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Wasserleef an dat, mengen ech, ass dat, wat bei der Landwirtschaft, bei de praktesche Baueren zu deenen negative Reflexer gefouert huet an der Vergaangene, an och zu där mësstrauescher Haltung, déi een haut ëmmer erëm dobause begéint, well do einfach Saache gemaach ginn, déi a leschter Konsequenz kee méi esou richtig verstoe kann.

Wa Baachen, déi an där Zäit riicht gezunn an déif geluecht gi sinn, an déi haut dozou féieren datt d'Waasser ganz séier ofleef wann emol eng Kéier a 24 Stonnen 100 Liter falen, wann déi erëm hiren alen natierleche Laf erëmkreien, da kann een dat verstoen, well dat jo iergendwou den Oflaf brems. Wann awer zum Beispill am Uelzchtall esou kënschtlech Saache geschafe ginn, wou vläicht de Wanter d'Waasser, wann et héich ass, e bëssen iwwerschwemmt, awer de ganze Summer do esou eng Trockenwüste ass, da kennt kee Mënsch méi mat.

Ech muss soen, et sinn eng Partie Baueren - Här Minister, Dir kennt de Milieu gutt -dobaussen, déi relativ sauer sinn iwwert d'Aart a Weis, wéi mat hinnen emgespronge gëtt, iwwert d'Aart a Weis wéi do Saache gemaach ginn, déi een och leschten Enns net méi ganz verstoen an novollzéie kann. Ech wëll ee Wuert hannendrun hanken, wat den Héichwaasserschutz ubelaangt. Dat huet och iergendwou heimat ze doen.

De Problem ass effektiv, datt d'Waasser, wat op eisen nationalen Territoire fällt, haut méi séier ofleef wéi fréier.

#### (Interruption)

An et fällt es, dat ass richtig, duerch de Klimachangement heiansdo méi beieneen, well duerch déi méi héich Temperaturen d'Loft einfach méi eng grouss Capacitéit huet Fiichtegkeet opzelueden, a wann dann eng Kalfront dertëscht kënt, da geet et lass. Mir kennen dat. Do ass et awer net gedoen, dat wëll ech awer soen, mat deene sou genannte Renaturéierungsmoosnamen; awer wierklech net.

Mir mussen, an ech widerhuelen dat, wat ech scho viru Joren hei an enger Interpellatioun gesot hunn, déi ech gemaach hat zum Héichwaasser, e System kreieren zesumme mat de Landpropriétaires, zesumme mat de Baueren, wou op all deene Flächen, déi sech eegne fir Waasser zrëckzehalen, ee mat ganz rudimentaire Mesurë Waasser staut, zrëckbehält an et lues écouléiere léisst. Dat ass honnertmol méi effikass wéi déi deier Mesuren, déi mer elo an d'Fenster stellen, fir eng Partie Uertschafte mat schwéieren technesche Moosnamen ofzeschierme géint Iwwerschwemmungen. Et bréngt ganz sécher méi.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Doriwwer musst Der jo selwer laachen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Dir d'äerft laachen esoulaang wéi Der wëllt, Här Strotz, et bleift nach wie vor wouer. An Dir wäert mech net Ligener strofen, datt mer eng Kéier, wann et nach méi schlëmm gëtt, well dann hëllef all Är Maueren och näischt, um europäeschen...

M. Nicolas Strotz (CSV).- Dat ass gewosst. Et gëtt Leit, déi verstinn näischt vun Héichwaasser!

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst de Riedner dach schwätzen!

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech cedéiere wann ech fäerdig si ganz gären deenen, déi méi dervu verstéi wéi ech, d'Tribün fir dann hir Vuë kënnen duerzeleeën.

Une voix.- Dem Här Strotz?

M. Robert Mehlen (ADR).- Jo, dem Här Strotz. Awer dee kennt nëmme eppes vum Héichwaasser op der Musel. Et gouf awer entre-

temps vergiess, datt d'Sauer méi e grouse Problem ginn ass déi lescht Jore wéi d'Musel, an datt d'Sauer zu engem groussen Deel awer net exklusiv vun deem ofhänkt, wat op de Lëtzebuurger Territoire fällt, sou datt mer eng Méiglechkeet hunn dorop anzewierken.

Mir hunn zegdausend Hektar Wissen, déi relativ flaach sinn, déi sech als Bassin de rétention mat klengen Äerddämm gutt dozou eegnen, Milliounen a Milliounen Kubikmeter Waasser zrëckzehalen a se mat 24, 48 oder nach méi Stonne Verzögerung oflafen ze loosse, wann eng Kéier vill beienee kënt. Et hëllef mat Sécherheet honnertmol méi wéi dat, wat elo mat grousem Opwand geplangt ass. Mä ech sinn awer och d'accord, datt een dat muss probéiere grenziwwerschreidend ze maachen. Et huet net direkt, awer dach iergendwéi indirekt mat dësem Gesetz ze doen.

Här President, ech halen domaden op. Villes wat hei am Gesetz steet, hänkt dovun of wéi et herno emgesat gëtt. De Kolleg Bodry huet ganz zu Recht dorop higewisen. Mir wëssen och, datt een net alles kann an e Gesetz schreiwen, datt engersäits villes vun deem ofhänkt, wat an d'Reglementer stoe kënt, an nach vill méi dovun ofhänkt wéi d'Leit, déi et herno emsetzen, et an der praktescher Approche uginn, ganz besonnesch am Émgank mat deene Leit, déi Propriétaire sinn, respektiv déi Terrain exploitéieren.

Ech wëll hei menger Hoffnung Ausdruck ginn, datt gebührend Rücksicht op déi Leit geholl gëtt a se net iwwerfuere ginn, wéi dat leider an der Vergaangene dacks genuch de Fall war.

Här President, dat Gesetz hei war noutwendeg. Et ass kee schlecht Gesetz. Ech wëll dat hei ganz däitlech soen, mä et sinn awer en etlech Punkten dran, déi eis ze denke ginn. Mir wäerten eis dofir beim Vote enthalen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet, dee mer elo diskutéieren, huet mat deem, dee mer virun diskutéiert hunn, vläicht méi ze di wéi een op den éischte Bléck kéint mengen, well wann en onkontrolléiert Aussetze vun OGMe systematesch stattfénnt, dann ass net nëmme an Zukunft eng Biolandwirtschaft onméiglech, mä dann ass de Risiko fir déi natierlech Aarten och ganz grouss.

Nach virun net allze laanger Zäit sinn Etüden an England gemaach ginn iwwer eng Rei Zorten OGMen, wou zumindest bei enger Zort grad déi do Inzidenzen op déi natierlech Émwelt grouss waren a ganz negativ. Dofir passen déi zwee Gesetzer eigentlech ganz gutt beieneen, an dofir ass et och keen Zoufall wann an där Kärtner Léisung, vun där mer d'éinescht scho geschwat hunn, a wou ech hoffen, dass mer nach méi intensiv d'Käpp driwwer zesummestrecken, zum Beispill d'office sämtlech Naturschutzgebiddere ausgeschloss sinn, dass an deenen däreren OGMen ugeplangt ginn, fir och där heiter Gefor Rechnung ze droen.

Mir sollten eis Natur net och nach deser zousätzlecher Gefor aussetzen, well si ass scho genuch a Gefor. Dat ass beim Audit vun 1998 op d'Tapéit komm. Mir hunn op där enger Säit eng ganz erstaunlech grouss Aarteveelfalt fir dee klengen Territoire Lëtzebuerg. Dat huet domat ze dinn, dass mer awer vu verschiddene Klimazonen Aflëss hei hunn, verschidde Liewensraim hunn, verschidde geologesche Ennergrënn, an awer och verschidde kulturell Aflëss a Liewen. Et ass evident, dass op der Musel eng

aner Fauna a Flora ass wéi am Eislek, an am Minett nach eng ganz aner wéi am Mëllerdall. Dat liicht och engem Net-Spezialist an.

Mä mir hunn awer och eng iwwerproportional héich Zuel vun Aarten, déi vum Ausstierwe bedroht sinn. Eis rout Lëschte si méi laang, proportionell op jidde Fall, wéi déi vun eisen Nopeschlänner. Firwat ass dat esou? Do kéint een elo wéi aushuelen an an den Detail vun där Etüd vun 1998 goen. Ech wëll elo manner op déi inhaltlech Ursachen agoen a vläicht méi op eng Rei strukturell Ursachen. Ech gesinn der haaptsächlech véier, déi och méi mat der Politik ze dinn hunn.

Mir hunn éischters nach ni kloer Ziler an eendeiteg Strategien an der Naturschutzpolitik gehat. Nach keng vun deene bisherege Regierungen.

Et existéiert, zweetens, keng wëssenschaftlech Basis a kee Monitoring iwwert dat, wat mer wëlle maachen an iwwer dat, wat mer scho gemaach hunn.

Drëttens sinn déi bestehend Structure wierklech mangelhaft.

Véiertens sinn déi finanziell Mëttele, wann een alles matabegräift, relativ substanzuell, ginn awer net koherent agesat, fir net méi ze soen.

D'Fro, déi mir als Gréng haut wëlle stellen, an déi mer eis och gestallt hunn, ob mer d'est Gesetz solle stëmmen oder net, ass, ob d'est Gesetz wesentlech Verbesserungen an deene véier Beräicher, déi ech elo grad erwähnt hunn, bréngt.

Zum éischte Beräich: Ziler a Strategien. Mir sinn der Meenung, datt eigentlech an deem Punkt déi meescht Verbesserung kommen. Et ass sécherlech keng immens Leeschtung, wann een no 25, respektiv 12 Joer zwou europäesch Direktiven emsetzt, mä ëmmerhi muss een deser Regierung zegutt halen, dass se dat endlech fäerdeg bruecht huet, wat eng Rei vun hire Virgängerinnen net fäerdeg bruecht huet. Emitterhi kréie mer elo endlech de Réseau Natura 2000 op d'Been. Déi wichtegst Gebitter sinn ausgewisen, an zumindest fir déi Gebitter hu mer kloer Ziler festgesat wéi eng Aarten do sinn, wou an op wéi eng Manéier se ze schützen sinn. Et musse Fleegepläng bis dat nächst Joer erstallt sinn, 2006 am nächste Bericht erstallt ginn an duerno all sechs Joer. Dat ass eigentlech deen Naturschutz, dee mir eis scho méi laang virgestallt hätten.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann eis rout Lëschte solle stabil bleiwen oder - nach besser - méi kuerz ginn, da geet et awer net duer mat Naturschutz an den ausgewisene Gebitter. Da brauche mer e flächendeckenden Naturschutz, awer keen Naturschutz deen esou verstane gëtt, dass keng mënschlech Aktivitéite méi méiglech solle sinn, mä dass mer déi mënschlech Aktivitéiten, déi mer flächendeckend maachen, esou maachen, dass se als Resultat eng gewëssen Aarteveelfalt erméiglechen. Mir begrëssen an deem Kontext och dee sou genannte Plan national, deen dréngend muss erstallt ginn, dee kloer Ziler fir déi Flächen, déi ebe grad net am Réseau Natura 2000 sinn, definéiert - an ech deelen do eigentlech net esou d'Skepsis vum Här Bodry.

Ech menge wann ee kann e Plan national des déchets opstellen, wou een eng Rei Floue festhält, wou een d'Missiounen vun enger Rei Acteuren definéiert, da mengen ech och, dass dat machbar muss sinn an deem heite Beräich, dass een nieft deenen Aarten an den Habitatszonen, an de Vullschutzzone, och kann eng Rei Aarte fir de Rescht vum Territoire erwähnen, wou ee seet: Hei musse mer Schutzmoosnamen ergräifen. A sécherlech hält de Stat sech selwer hei mat dësem Gesetz an d'Gitt, mä en hält awer och déi Leit,



déi dobausse ménschlech Aktivitéitë prakzifizéieren, an d'Gitt, an ech mengeschon dass dat awer eng Approche ka ginn. Wann een deen éischtens wëssenschaftlech ugeet a praktesch ausleet, mengen ech schonn dass esou e Plan national kann eng gewëssen Dynamik an dee ganze Beräich do mat era-bréngen.

Zweete Beräich: wëssenschaftlech Basis a Monitoring. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Aarteschutz ass keen Hobby, mä eng Wëssenschaft. Jo, gutt gemengten awer net fundéierten Naturschutz kann esouguer kontraproduktiv sinn. An eisen Aen ass och eng wëssenschaftlech Basis den A an O fir eng Akzeptanz bei de Leit, a wa ganz oft dobausse kee Versteesdemech opkomm ass fir gewësse Schutzmoosname wéi se deelweis hei erwähnt si ginn, hat dat eiser Meenung no ganz vill domat ze di well d'Ziler net kloer waren, déi mat deene Moosname sollten erreecht ginn, och wéi eng Aarten dass ze schütze wieren a firwat, an esou weider an esou fort. Da brauch ee sech och net ze wonnere wann d'Leit Kreesch doen, da menge se jo grad dat dote wier en Hobby vun e puer Leit; esou wéi aner Leit géingen Timbere sammeln, géingen hei eng Rei Leit vläicht eng Rei Aarte sammeln. Dat ass e bëssen den Image, deen den Naturschutz dobausse bei ville Leit huet, an dat huet eiser Meenung no domat ze dinn, dass e bis elo op kenger gudder wëssenschaftlecher Basis stoung.

Mir hu jo och gesot kritt, a mir wëssen dat: Déi Leit, déi an der Praxis aktiv sinn, wëssen och dass mer praktesch keng Daten zu Lëtzebuerg hunn, an déi, déi do sinn, si ganz oft nëmme sporadesch an deelweis 30 Joer al. Wéi soll een da mat esou lückenhaften Donnéeën e seriösen Naturschutz bedreiwen? Mir plange jo och net, fir dem Här Strotz eng Freed ze maachen, eng Strooss mat Verkéierszählungen aus de 60er Joren. An esou kann een am 21. Jorhonnert net Naturschutz maache mat entweder net existéierenden Donnéeën oder mat Donnéeën aus de 70er Joren. Ech mengen, esou kann een net virgoen. Da brauch ee sech net ze wonnere wann een dobausse keng Akzeptanz féint.

Duerfir hätte mir et fir dréngend noutwendeg fonnt, dass eng nei Struktur geschafe gi wier fir des wëssenschaftlech Basis ze liwweren a fir an engems de Monitoring vun de Moosnamen ze maachen. A mir deelen och, wat dese Punkt ubelaangt, d'Meenung vum Mouvement écologique, dass een hätt sollen en onofhängegen Établissement public schaffen, an et deet eis Leed, muss ech soen, dass dee Konflikt do opkomm ass tëschent där Proposition an de Leit aus der Forstverwaltung. Ech hunn dat Gefill, dass do haaptsächlech laanschtenee geschwat ginn ass amplat mateneen ze schwätzen. Ech mengen nach ëmmer, dass d'Forstverwaltung mat esou engem Établissement public iwwerhaapt näischt ewechgeholl kritt hätt, mä et géingen endlech Aarbechte gemaach ginn, déi bis elo nach keen am Lëtzebuerger Land gemaach huet, ausser usazweis déi eng oder aner biologesch Statioun. Dofir kann een engem jo och näischt ewechhuele wat e bis elo net gemaach huet.

Et ass schued, dass dat do verschidde Leit an de falschen Hals geroden ass. Ech mengen dass esou en onofhängegen Établissement public eng Rei Virdeeler hätt. Ech wëll net an den Detail goen, mä e ka méi autonom schaffen, en ass menger Meenung no méi glafwierdeg no baussen, an dat ass e wichtege Krittär fir Naturschutzpolitik kënnen ze maachen, dass ee glafwierdeg ass mat sengen Aktiounen a mat sengen Dossieren.

Dann ass och ëmmer erëm eiser Meenung no richtegerweis gesot ginn: Eng Forstverwaltung kann net „juge et partie“ sinn. Si kënnen net

sech selwer Autorisatiounen ginn oder selwer jugéieren, ob déi Aarbecht, déi se maachen, gutt ass. En plus wier esou en Établissement public eng flott Form, e flotte Forum gewiescht wou all déi Acteuren, déi iergendwéi vun no oder vu wäit mat Naturschutz zu Lëtzebuerg ze dinn hunn, hätte kënnen éischtens matbestimmen an och zesummen diskutéieren, a glécklecherweis muss ee soen, dass mer ganz vill Acteuren an der Szeen hunn. Deelweis kann ee bedauern, dass e gewëssene Chaos dobaussen um Terrain herrscht. Op där anerer Säit begrëisse mir awer, dass eng ganz Rei Leit aktiv si ginn, an ech mengeschon dass esou e Plan national kann eng gewëssen Dynamik an dee ganze Beräich do mat era-bréngen.

Mir hunn et bedauert, dass des Majoritéit, wou ech dat Gefill hat, am Fong eigentlech der Meenung war, net de Courage hat, direkt op dese richtege Wee ze goen an en Établissement public ze schafen, och direkt vun Ufank un. Da wiere mer vläicht éischtens beim Statsrot duerchkomm. Da wiere mer och vläicht zäitlech duerch de Bësch komm. Dunn ass e Kompromëss gemaach ginn, deen, an ech hat dat direkt an der Kommissioun gesot, menger Meenung no vun Ufank u relativ faul war, a mech huet et net gewonnert, dass déi dach relativ schwammeg Formulatioun wierklech net vill Freed beim Conseil d'État ervirbruecht huet, wéi déi Cellule de coordination proposéiert ginn ass. Ech muss lech awer soen, dass, wann d'Majoritéitspartei standhaft bliwwen wieren an dofir gesuergt hätten, esou bal wéi den zweeten Avis vum Statsrot komm ass, de Marsch duerch de Bësch ze maachen a mat deenen zwee Paragraphen dat Gesetz hei ze presentéieren, hätte mir eis kënnen duerchränge fir dëst Gesetz awer ze stëmmen, well fir eis dat awer e qualitative Sprong gewiescht wier.

Ech muss soen, d'Majoritéit huet elo decidéiert en anere Wee ze goen. Dat ass eng vun den Haaptursache firwat dass mir leider dëst Gesetz net kënnen stëmmen, an och déi Motioun, déi elo virläit; déi ass mer awer e bësse vague muss ech lech ganz éierlech soen. Do erkennt een nach ëmmer net wou et soll higoen. Do gëtt just gesot: Mir maachen eppes. Ech mengen do si mer eis alleguerten eens. Mä d'Majoritéit bekennt no véier, fënnf Joer Diskussiounen nach ëmmer keng Faarf, an duerfir wäerte mer weder d'Gesetz stëmmen nach déi Motioun. Dat ass schued. Mä ech hat dat Gefill, dass zumindest an der Émweltkommissioun e relativ grouss Konsens war, dass esou en Établissement public eigentlech eng gutt Léisung wier, an et ass schued. Dofir bedauere mer, dass dat dote schlussendlech net méiglech war.

Mä elo bleift d'Fro effektiv am Raum stoen: Wie soll dann elo déi néideg Date liwweren? Mir froen eis elo wie soll bis 2004 déi Fleegplang do alleguerten ausschaffen? Wie soll de Monitoring a bis 2006 eng éischt Evaluatioun op Brëssel schécken? Wou hu mer dann elo eng Base légale fir déi biologesch Statiounen? Ech si selwer Vizepräsident vun engem Naturschutzsyndikat an ech hu refuséiert, eng Konventioun mam Émweltministère ze stëmmen, net well ech der Meenung sinn, dass déi ganz Aarbecht eng schlecht Saach wier, mä wann een awer emol eng Kéier Member an enger Dysfonctionnementskommissioun war, da kann ee jo awer schwierig Modelle mat deelen, déi einfach net vun der Form hier ganz korrekt sinn, well awer hei d'Gemenge praktesch Sue kréie fir Aarbecht fir de Stat ze maachen, obwuel mer keng Base légale dofir hunn.

Ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll elo net soen, dat do wier e klasseschen Dysfonctionnement. Déi Sue gi schonn dohi wou se hingehéieren. Mä et ass awer eng ju-

ristesch Konstruktioon, Här President, mat där ech net ka liewen, an ech weess dass an deene Syndikater d'Leit och net frou si wa se esou Konventiounen mussen ënnerschreiwen, an och do si mer nach kee Meter weiderkomm. Also et bleiwe Froen iwwer Froen, déi och mam Vote vun dësem Gesetz onbeantwortet bliewen.

Drëtens, d'Strukturen. Mir wëssen alleguer, dass et en Naturschutzservice an der Forstverwaltung gëtt mat dräi regionalen Antennen. Mir wëssen awer och, dass déi Leit, déi do schaffen, total ënnerbesat sinn. Si kréie knapps hir Autorisationsdossiere verschafft, geschweige dann hätte se Zäit fir preventiven Naturschutz ze bedreiwen. Och hei besteet en dréngenden Handlungsbedarf. Fir eis ass et als Gréng onverständlech, dass nom Virleie vun zwee Auditen, deem vun 1998 iwwert d'Naturschutzpolitik an deem neien iwwert d'Forstverwaltung, et net méiglech war an deene véier, fënnf Joer, éischtens kloer Konklusiounen aus deenen zwee Auditen ze zéien, an zweetens déi Konklusiounen no engem kloere Konzept och zu engem Deel zumindest an dëst Gesetz afléissen ze loossen.

Dofir meng Fro och: Wéi geet et dann elo weider mat der Forstverwaltung? Wat soll d'Roll vun de Fierschteren um Terrain sinn? Wat soll d'Roll vun de Gemengen an hire Syndikater sinn? Mir schafen zwar hei kommunal Schutzzonen, dat ass richtig. Mir definéieren awer net déi allgemeng kommunal Kompetenzen, wéi se solle sinn. Et muss een awer erkennen, dass besonnesch déi Naturschutzsyndikater oft an der Realitéit eng excellent Aarbecht maachen. Ech sinn als Vizepräsident vun esou engem Syndikat selwer iwwerrascht, wat mat engem Minimum u Staff an zwee, dräi Joer um Terrain ka gemaach ginn. Mä dat ass ebe machbar well een do Leit huet, déi 40 Stonnen d'Woch soss näischt maachen.

Ech wëll beileiwen hei de Mérite vun eise Fierschteren net erforschrauwen. Mä wann een emol prioritär e puer Hektar Bësch ze géierieren huet, da kuckt een natierlech virun allem no senger primärer Aufgab. Wann dann nach Zäit bleift, da mécht ee selbstverständlech och nach Naturschutz. Mä et ass evident, dass eng Struktur, déi als Haaptoptrag oder als eenzeggen Optrag d'konkret Émsetzung vu konkreten Naturschutzmoosnamen huet, natierlech vill méi konsequent, vill méi zielstrebeg an effikass kann Naturschutz bedreiwe wéi eigentlech een, deen dat mat vill guddem Wëllen niewebäi och nach niest senger viller Aarbecht, déi e soss nach huet, mécht.

Ech mierken och, wann esou e Syndikat bis existéiert, da kënt einfach an de Gemengen e Reflex. Esou wéi an de Gemengen duerch d'Existenz vun der Asta e Reflex kënt eemol d'Joer e Feldweeërprogramm fir d'nächst Joer opstellen, entsteet duerch de Fait, dass eng Gemeng Member an esou engem Naturschutzsyndikat ass, em dës Zäit einfach de Reflex, dass ee seet: „Gutt, wéi vill Sue setze mir fir d'nächst Joer an eise Budget fir Naturschutz ze maachen? Mir hate mol eng Kéier en Heckekadaster opstelle gelooss. Wéi eng Hecke sinn d'nächst Joer um Programm? Hei sinn nach Flächen, do misste vläicht nei Strukturelementer an d'Landschaft kommen.“

Do entwéckelt sech einfach en Automatismus an dat dréit dozou bäi, dass mir iwwert d'Jore wierklech konsequent Naturschutz kënnen maachen. Mä déi Aarbecht, mengen ech, gëtt hei net kloer definéiert. D'Gemenge wäerten an Zu-

kunft net besser wëssen, ob se dann elo richtig leien, an deelweis och nach vläicht vun engem Ministère de l'Intérieur bei gewëssen Aktiounen och nach Steng an de Wee gehäit kréien, wou se da vun anerer Säit zu Recht Subside kréien an esou weider. Ech mengen, och do ass net alles hei geléist.

A véierten a leschte Punkt: Déi koherent Asetzung vun Mëtelen. Den Audit 1998 huet festgestallt, dass mir eigentlech immens vill Geldmëtelen, direkt oder indirekt, an den Naturschutz investéieren, awer total onkoordinéiert, iwwerhaapt net koherent, jo deelweis esouguer kontraproduktiv. Well zu deene Sue muss een nun emol d'Sue vun enger Landschaftsfleegeprime derbäi rechnen. Wann déi Prime sollt deen Numm verdéngen, ënnert deem se ausbezuelt gëtt, da kann dat jo net nëmme sinn, dass dat eng Gehaltsopbesserung fir d'Landwirtschaft ass. Mä da muss ee jo awer och iergendeng Kéier feststellen, dass dat villt Geld, dat do ausbezuelt gëtt, e konkreten Nidderschlag dobaussen an der Landschaft huet.

Do sinn ech mam Här Mehlen net ganz d'accord, wéi en d'Situatioun duerstellt. Ech mengen awer, dass d'Landwirtschaft vergësst, dass se awer relativ vill Geld vun der öffentlecher Hand kriit, genee fir d'Kulturlandschaft ze halen a fir d'Aarteivelfalt ze bedreiwen. Dann huet d'Gesellschaft och d'Recht - et deet mir Leed -, ze froen no e puer Joer: „Wat huet dat villt Geld, wat dann hei investéiert ginn ass, bruecht?“ An da kann een net nëmme d'Gehaltsopbesserung fir de Bauer kucken, mä da muss een awer och kucken, ob et parallel méiglech war, d'Zuel vun den Déieren an de Planzen op der roudere Lëscht erfzesetzen.

Ech hu schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot, wat ech vun dëser Landschaftsfleegeprime halen. Déi gëtt hirem Numm net gerecht. Mä schlimmer ass awer nach, dass eigentlech do dernieft och nach Suen, fir regelrecht d'Biodiversitéit ze erhalten, och nach enner zwou Kompetenze falen, wou dann zweeërlee Programmer ausgeschafft si ginn. Mir hu vun der Maison de l'Eau vu Réiden mol eng Kéier e Spezialist dropgesat an déi zwee Programmer vum Landwirtschaftsministère a vum Émweltministère verglach. Do sinn awer ganz gelunge Saachen derbäi erauskomm. Net nëmme, dass et relativ chaotesch ass, wann zwee Ministeren zoustänneg sinn, mä et huet sech erausgestallt, dass deelweis mat deenen enge Subsidien eppes futti gemaach gëtt, wat mat anere Subsidien opgebaut ginn ass.

Et deet mir Leed, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, besonnesch an Zäiten, wou d'Keess jo net méi grad esou voll ass, ass dat eng Verschwendung vun öffentleche Gelder. Ech mengen, mir si kloer derfir, dass all Suen an all dës Kompetenze bei den Émweltministère sollen hikommen. Dat huet iwwergens och de Statsrot geschriwwen an de Conseil supérieur de la Protection de la Nature. Dës Mëttele gehéieren an d'Hänn vum Émweltministère, dee se no kloeren, wëssenschaftleche Kritären an zillgerecht muss asetzen. Geschitt dat net, da wäert déi schlächend Banaliséierung, vun där och scho meng Virriedner geschwat hunn, weider viruoen. Onbedéngt hätt dës Geleeënheet misse genotzt gi fir dës Saach ze regelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen aus dësen Ausféierungen hutt Dir verstanen, dass mir dëst Gesetz net kënnen stëmmen. Ech soen lech ganz éierlech, mir hätten et ganz gäre gestëmmt, wann dee qualitative Sprong iwwert déi nei Struktur dra gewiescht wär. Fir de Rescht erkenne mir nämlech un, dass eng Rei Efforté gemaach si ginn. Mir fannen et och gutt, dass profitéiert ginn ass vun der Émsetzung vun deenen zwou Direktiven, fir datt

awer eng Rei Verbesserungen an dat Gesetz erakommen. Déi Démarche hu mir gedeelt, mä et bréngt leider net dee qualitative Sprong, deen dréngend noutwendeg gewiescht wär, fir eis grouss Biodiversitéit ze erhalten a fir eis räichhaltig Kulturlandschaft nohalteg ze schützen.

Mir fäerten, dass och nom Vote vun dësem Gesetz e Fall „Gréngwald“ méiglech ass, a mir fäerten, dass och nach nom Vote vun dësem Gesetz Dossieren, wéi dee vu Meesebuerg, ëmmer erëm optauche wäerten. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Nicolas Strotz agedroen. Den Här Strotz huet d'Wuert.

**M. Nicolas Strotz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech hei d'Wuert ergreifen, da wëll ech d'office soen, dass ech dat a mengem ganz perséinlechen Numm maachen.

### (Interruptions)

Ech maachen dat, well ech a menger laangjähreger Amtszäit als Buergermeeschter, obscho mir an der Gemeng Wellesten zwee Naturschutzgebieder an elo och nach 50 Hektar Bësch als Naturbësch proposéiert hunn, schlecht Erfahrung mat dem bestoenden Naturschutz gemaach hunn. Aus der praktescher Erfahrung eraus war ech der Meenung, dass elo de Moment do gewiescht wär, fir a verschidde Punkten d'Naturschutzgesetz esou ëmzënnern, dass méi Kloerheet an eenzel Artikelen erakomm wär, fir deem groussen Arbitraire, deen an eenzelnen Artikelen zum Virschäi kënt, en Enn ze setzen. Deem ass awer net esou.

Säitens dem Ministère vum Environnement ass ëmmer drop gepocht ginn, dass et virrangeg bei dësem Projet ëm d'Émsetze vun zwou EU-Direktiven, der Habitats- an der Vulleschutzdirektiv géing goen. Wéinst der Net-Émsetzung vun deenen zwou Direktive si mir jo och schonn um europäesche Gerichtshaff veruerteelt ginn. Si mir och elo an Zuchzwang, fir esou séier wéi méiglech de Projet an d'nationale Recht ëmzesetzen, sou sinn ech dach der Meenung, datt mir d'Geleeënheet verpasst hunn, fir e bessert a besonnesch méi kloer Gesetz op eenzelne Punkten auszuschaffen. Zäit dofir wär genuch gewiescht, well et ass laang um Projet gedoktert ginn, wat net onbedéngt ëmmer der Kommissioun an der Regierung hire Problem war, mä och, well de Statsrot ganz oft laang op seng Avisé waarde gelooss huet. Mä trotzdem ass vill Zäit vergaangen, bis de Projet dann elo endlech hei virum Plenum ass.

Et ass mir duerchaus kloer, dass vill, wat ech ze kritiséieren hunn, sech schonn an den Dispositiounen vum Naturschutzgesetz vun 1982 befënt. Emsou méi bedauern ech, dass mir d'Geleeënheet net genotzt hunn, fir eenzel Punkten aus dem Gesetz vun 1982 op eng verstänneg Aart a Weis ëmzënnern.

Net d'accord sinn ech mat dem Här Bodry, deen hei gesot huet, dass et gutt gewiescht wär, datt näischt um 1982er Gesetz geännert géif ginn. Just hien als fréieren Émweltminister misst dach wëssen, wéi vill Problemer hie bei der Émsetzung hat. Scho bei der Diskussioun iwwert déi eenzel Artikel an de Kommissiounen hunn ech ëmmer erëm op verschidde Punkten higewisen, déi méi kloer missten definéiert ginn. Deem ass säitens dem Ministère an, muss ech och soen, säitens dem President vun der Kommissioun net déi néideg Opmierksamkeit zouerkann ginn, sou datt ech mech haut net an der Lag spieren zu dësem Projet meng Zoustëmmung ze ginn.

### (Interruptions)



Et geet hei net drëm, fir den Naturschutz a Fro ze stellen. Perséinlech stinn ech zu engem aktiven Naturschutz. Ech sinn och d'accord mat engem ganz groussen Deel vun deem Gesetz. Ech hunn och d'Motioun mat ënnerschriwwer fir d'Schafung vun enger gesetzlecher Basis vun der Station biologique, déi selbstverständlech ënert der Tutelle vun dem Ministère an der Forstverwaltung muss bliwen. Et geet mir vill méi drëm, fir den arbiträre Charakter vun deem Gesetz ze redresséieren. Dëst ass verpasst ginn ze maachen.

Bei der Ofstëmmung wäert ech mech dofir enthalten, et sief den Här Minister krit mech nach am Laf vun der Debatt vun eppes anescht iwwerzeegt a kënn mir eng Äntwert op meng Awänn ginn. D'office wëll ech awer dem Rapporteur a President vun der Ëmweltkommissioun, dem honorablen Här Emile Calmes, fir säi Rapport merci soen. Hien hat et net einfach, fir an der Kommissioun d'Diskussioun zu deem Projet zu Enn ze bréngen. Konnt hien a sengem Rapport och net op alles agoen, esou bedauern ech dach, dass de schréffleche Rapport vläicht ze wéineg op d'Aarbechten an d'Diskussionen an der Kommissioun agang ass.

#### (Interruptions)

Fir mä Standpunkt nach eng Kéier ze ënnermauern, wëll ech mech a menger Interventioun op e puer Aspekter vum Gesetzestext beschränken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt mir gewünscht, datt am Artikel 5 d'Notioun vun engem Cours d'eau méi genau definiert wär ginn. Ech brauch keen drun ze erënneren, dass dësen Terme ganz vague ass. Et brauch een nëmmen e Larousse opzeschloen, fir eng entsprechend Typologie ze gesinn, déi eng ganz Panoplie vun Termé fir e Cours d'eau begräift, zum Beispill „ruisselet, rigole, ruisseau, rivière, torrent, fleuve etc.“. Ech denken, datt et wuel en Ënnerschied gëtt tëschent engem Floss an enger Baach, tëschent enger Baach an engem Wiselaf, an tëschent natierlechen a kënstlechen Flossleef. Hei hätte mir, wéi gesot, méi Präzisioun gewünscht.

Dass ee muss mat Bauten 30 Meter vun engem Floss oder enger Baach ewechbleiwen, domat kann ech averstane sinn. 30 Meter vun engem Waasserrinnal ewechbleiwen, schéngt mir iwwerdréieren. Hei muss bei urbanisteschen a raumplanerischen Aménagementen genuch Spillraum bleiwen.

Beim Artikel 8 hätt ech et besser fonnt, wann den Zoustännegkeetsberäich vu Bötzarbechten an de Baachen, Entwässerungsarbeiten vum Ofpompel vu Waasser, sou wéi fir d'Flossnaturverierungen an aner Aarbechten, déi sech direkt op de Verlaf vun engem Cours d'eau bezéien, ausschliesslech an d'Kompetenz vun deem Ministère, deem d'Waasserwirtschaftsamt ugegiddert ass - an deem heitege Fall dem Innenministère, vläicht muer engem anere Ministère - geluecht wier ginn.

All déi Zoustännegkeeten, déi eng direkt Inzidenz op d'Flora an d'Fauna vun engem Waasserlaf hunn, müssen awer ausschliesslech vum Ëmweltministère autoriséiert ginn.

Et ass doriwwer eraus fir mech net novollzéierbar wann den Ëmweltministère, spréich d'Forstverwaltung, eleng kompetent ass fir ze appréciiéieren, ob eng Konstruktioun oder soss en Aménagement, dee sech an enger Gréngzon befënnt, dem Charakter vun engem Site entsprécht oder net entsprécht. Dëst bezitt sech virun allem op d'Artikelen 10, 11 a 56, wou et ëm den allgemenge Begrëff vun der Beauté du paysage geet.

Müssen an der heiteger Zäit och ëmwelttechnesch Aspekter an esou Appréciatiounen mat abezu

ginn, esou sinn ech der Meinung, dass e Gremium oder eng Aart Spezialkommissioun, zesummegeat aus Verrieder aus de concernéierte Ministère an aus de betreffende Gemengen, esou wéi eventuell engem Verrieder aus dem Ordre des architectes, am beschte kënn esou eng Appréciatioun virhuelen. Dobai kënn, datt speziell dës Artikele relativ vague gehale sinn, wat net zu enger objektiver Appréciatioun bäidréit.

Bis haut konnt nach kee mer aus dem Bauch eraus erkläre wat „compromettre le caractère d'un site, s'harmoniser avec le milieu environnant“ oder „sans porter préjudice à la beauté et au caractère du paysage“ genau heescht, an dobai ass, egal wien ee gefrot huet, ëmmer eppes anescht erauskomm.

Heescht dat zum Beispill - ech wëll elo net polemisch ginn -, dass all Bam, all Strauch, deen hei zu Lëtzebuerg egal wou gesat gëtt, am Virfeld vum Environnement muss genehmegt ginn. Heescht dat, dass den Environnement virschreift wéi breet eng Strooss däerf oder ka gebaut ginn oder ob eng Bréck am Holz oder am Steen muss gebaut ginn? Heescht dat, dass keng modern Architektur hir Plaz an enger Zone verte huet? Heescht dat, datt een e Projet méintelaang ka verschleefe loossen, wann en engem net passt, oder esouguer refuséiere kann den Dialog ze féieren, dat am Virfeld vun der Auserbechtung vun engem Projet? Esou zum Beispill beim zweete Secteur vum Remembrementsprojet zu Schwéidsbeng. Hei geet et ëm de Revenu an ëm d'Aarbechtsbehandlung vu Wénzer an ech froe mech heiansdo, wéi et mam Verantwortungsgefill vun eenzelne Beamte steet, déi duerch hiert Handele verënnern, datt e Projet e Joer Verzug kritt. An ech kéint mat villen anere Beispiller weider fueren.

Elo kann een, wann et zu Problemer kënn, mer soen: Dëst huet näischt mat den Texter vum Gesetz ze dinn, mä mat de Leit, déi se interpretéieren. Dëst kann een esou gesinn, menger Meinung no huet et awer mat béidem ze dinn. Wann eis Texter bis kloer sinn, gëtt d'Interpretatioun och méi kloer an da wier de Problem wahrscheinlech geléist. Dofir bedauern ech - an ech soen et nach eng Kéier -, dass mer dës Geleeënheet eriwuer goe gelooss hunn ouni déi betreffend Texter ze änneren. Et missten och onbedéngt am Gesetzestext Délaien ageschriwwer ginn, bannent deenen en Dossier misst traitéiert ginn.

Ech hunn an der Kommissioun proposéiert, dass dëst alles, an näischt ausser den Notiounen, wéi ech der elo e puer opgezielt hunn, an engem Règlement grand-ducal genau definiert sollt ginn. Bis haut huet den Här Ëmweltminister nach keen Entwurf vun esou engem Règlement virgeluecht oder soss eng Propos gemaach, wéi een dee Problem léise kënn. Ech wëll dofir lech, Här Statssekretär, froen, ob Der eventuell gewëllt sidd, fir nom Vote vun deem Text op dee Wee ze goen, och wann dee virleienden Text keng Referenz op e Règlement grand-ducal mécht. Oder sinn aner Richtlinnen ausgeschafft ginn no deene verfuert kéint ginn?

Zum Artikel 12 ass ze bemierken, datt haut u sech all Bauprojet, och an der Zone verte, conforme muss si mat dem Bautrenglement vun enger Gemeng. Dës Bautrenglementer si jo och autoriséiert vum Ministère de l'Environnement. Ech froe mech also, ob den Ëmweltministère dann nach kann zousätzlech Oploe maachen a Bezuch op de Bau selwer oder ob dem Ëmweltministère seng Autorisatioun sech net misst op d'Inzidenz vu Flora a Fauna begrenzen. Eng Äntwert dorobber krut ech an der Kommissioun net d'fir; dofir och hei meng Zréckhalung.

Wat den Artikel 16 ubelaangt, hat de Statsrot a sengem Avis virgeschloen, d'mindest Distanz fir

d'Uplanzung vu Résineux bei engem Cours d'eau op zéng Meter ze limitéieren. De Gesetzestext gesäit 30 Meter vir. Gëtt e Propriétaire, deem seng Parzell vun engem Gruef duerchqueert gëtt an deen haauptsächlech Reewaasser offéiert, elo ugehale fir dës 30 Meter ze respektéieren? Dëst ass menger Meinung no iwwerdréieren an zevill Uplanzfläch géif verluer goen. Et wär also och hei wichteg gewiescht, d'Notioun vun engem Cours d'eau ze definéieren an dann eng, jee no der Envergere vum Cours de l'eau, gestaffelt Limite beim Uplanz vu Résineux an zeféieren; och heiriwwer konnt net diskutéiert ginn.

Zur Habitats- a Vullschutzdirektiv wëll ech bemierken, datt et mech vill Iwwerzeegungskraaft kascht huet, fir am Gemengerot vun der Wellesteener Gemeng en unanimenen a positive Vote iwwert déi zwou Direktiven ze kréien. D'Bedingung war awer, dass d'Aktivitéiten an d'Aarbechten am Wéngertsareal, wat dem Wénzer säi Kapital ass, net däerfen ageschränkt ginn, wat eis och a Virgesprécher mat Responsabelen aus dem Ëmweltministère zougesot war ginn. Dach nach ier d'Habitatsdirektiv duerch e Gesetz a Kraaft war, ass scho verlaude gelooss ginn, dass dëst an dat net dierft bei de Remembrementsarbeiten, wéint der Proximitéit zum Bësch, deen an enger Habitatszon läit, realiséiert ginn.

Ech muss hei den Här Ëmweltminister awer luewen, dass hien net déi Klack mat gelaut huet. Ech hoffen, dass beim zweete Secteur vum Remembrement déi faden-scheineg Argumenter net erëm mat ugefouert ginn. Wann awer an der Zukunft dat sollt d'Interpretatioun vun der Direktiv sinn, da géif et mer Leed doe fir de positiven Avis vun der Gemeng Wellesteen, déi wéi keng aner zesumme mat der Gemeng Rëmerschen vun der Direktiv betraff ass. Ech hu versicht deen Ëmstand, dass mer quasi, mat Ausnahm vun Wéngertsareal a vum Bauperimeter, voll an der Habitats- a Vullschutzdirektiv integréiert sinn, als eng Chance fir eis Géigend a fir den zukünftigen Naturpark Dräilännereck duerstellen. Ech hoffen, dass ech elo net enttäuscht ginn an dass net erëm vun uewen erof diktéiert gëtt, mä dass d'Gemeng, d'Awunner an d'Propriétaires enk mat agebonne bleiwe bei der Auserbechtung a bei der Ëmsetzung vun de Gestionspläng. Hei muss et zu engem regelrechte Partenariat kommen.

Hei muss ech zwar schonn erëm eng Remarque maachen. Den 30. Januar 2003 ass an de Büro vum der Forstverwaltung eng öffentlech Soumissioun opgemaach ginn, also quasi virun engem Joer „relative à l'établissement du plan de gestion NATURA 2000 pour la zone spéciale de conservation LU 0001029 et la zone de protection spéciale LU 0001101, intitulé Haff Réimech et région de la Moselle supérieure“. Ausser dass ech déi Annonce an der Zeitung gelies hunn, hunn ech, respektiv d'Gemeng Wellesteen, nach guer näischt vun där Etüd héieren. Dofir wollt ech lech, Här Minister oder Här Statssekretär, froe wou déi Etüd drun ass an ob mir se eng Kéier ze gesi kréien, respektiv ob och eng Kéier mat der Gemeng doriwwer geschwat gëtt.

A Bezuch op d'Auserbechtung vun de Gestionspläng verstinn ech dofir och d'Befierchtung vun de Bëschbesëtzer, déi säit Joren hir Bëscher heegen a flegen. Och hei muss et zu engem volle Partenariat kommen. De Fanatiker vum iwwerdréieren Naturschutz - Fanatiker iwwerdréieren - wëll ech den Artikel 2 vun der Habitatsdirektiv rappeliéieren, deen am Tires 1 seet: «La présente directive a pour objet de contribuer à assurer

la biodiversité par la conservation des habitats naturels»; dëst ass d'Leitlinn vun eisem Gesetz vun haut. Vergiess hu mer awer den Tires 3 vum Artikel 2. Och wa weder am Gesetz nach am Rapport vun der Kommissioun e Wuert doriwwer steet - wat ech bedauern - wëll ech den Tires 3 zitéieren: «Les mesures prises en vertu de la présente directive tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales». Dëst ass also e Bestanddeel, net nëmme vun der Direktiv, mä och vun der Definitioun vun engem Développement durable a muss dofir ëmmer a bei allen am Hannerkapp present sinn, déi zoustänneg si fir d'Ëmsetzung vun deenen Direktiven.

Här President, dat ware grosso modo déi Punkten, déi ech nach eng Kéier wollt hei op dëser Tribün virbréngen. Et steet ausser Zweifel, dass dëst e wichtegt Gesetz ass vun dëser Legislaturperiode. Ech konnt awer net iwwert dës Observatiounen ewech gesinn. Ech hat dës Punkten och an der Ëmweltkommissioun zur Sprooch bruecht a bedauern ausdrécklech, dass keng vu menge Propositionen gehéiert goufen. Ech hunn et dofir fir richtig gehalten, nach eng Kéier op dës Punkten opmierksam ze maachen, well ech et fir fair halen, d'Parlament an de Ministère iwwert d'Grënn vu menger Enthaltung ze informéieren. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, *Secrétaire d'État à l'Environnement*.- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, datt de Minister an ech eis Riedezäit opdeelen, ech fänken un an de Minister géif herno awer och nach Stellung zum Projet huelen. Natierlech wëll ech och fir unzefänken dem Rapporteur e grouse Merci ausschwatze fir säi mëndlechen a schréfflechen Bericht. Effektiv ass hien e grouse Spezialist an där Matière an dat huet sech och a sengem Rapport erëmgespigel.

Wann een d'Debatten haut nogauschert huet, dann hat ech d'Impressioun, datt ganz vill haupsächlech iwwert d'Artikele 64 a 65 hei diskutéiert ginn ass, wat deelweis Aspekter si vu Strukturen an ech fannen et vläicht e bësse schued an ech mengen, et wier dem Projet de loi, dee virläit, e bëssen Onrecht gedoen, wann een eleng un der Fro vun der gesetzlecher Verankerung vun den Naturschutzsyndikater géif dëst Gesetz moossen. Mir hunn hei awer e Gesetzestext virleien, deen duerch eng Rei Dispositiounen eng wichteg Basis fir den Naturschutz zu Lëtzebuerg wäert ginn. Ech wëll drun erënneren, datt déi Texter an enker Zesummenaarbecht mat Naturschutzorganisatiounen geschriwwer gi sinn, an datt mer als Resultat déi Texter virleien hunn, déi an eisen Aen awer fortschrëttlech Texter sinn a wou een an Zukunft och zu Lëtzebuerg eng effizienten Naturschutz ka praktikéieren.

A mengen Aen op alle Fall ass dat hei sécherlech ee vun deenen, wann net dee wichtegste Projet vun Environnement an dëser Legislatur an ech sinn och frou, datt mer elo, no villen Hürden, haut kënnen deen Text hei stëmme loossen.

Effektiv hu mer eng Partie Zäit verluer, wat awer manner un der Regierung oder un der Kommissioun louch, mä ganz vill Zäit ass beim Statsrot verluer gaangen, wat sécherlech ze bedauern ass. Ech mengen, mir hunn an deem Projet endlech d'Verankerung vu wichtege europäeschen Direktive gemaach, déi an eis national Gesetzgebung ëmgesat si ginn: d'Direktiv vun 1979, d'Vullschutzdirektiv a virun allem déi 92er Direktiv iwwert

d'Habitater, déi jo och inspiréiert ass vum Sommet vu Rio, wou virun allem de Schutz vun der Biodiversitéit weltwäit, awer och méi spezifesch am europäesche Kontext am Vierdergrond stoung.

Et war net gutt, datt mer esou laang gebraucht hunn zu Lëtzebuerg fir déi Texter an eis national Gesetzgebung ëmzesetzen. Et ass esou, datt mer jo och mëttlerweil veruertelt gi sinn, well mer dat net gemaach hunn. Dat ass e formaljuristeschen Aspekt, mä ech mengen och vun der Saach hier ass et net gutt, datt mer esou laang gewaart hunn, bis datt mer déi Texter ëmgesat hunn, well et ass esou, datt effektiv an Europa déi rout Lëscht, dat heescht déi Lëscht vun de bedroete Spezien, ëmmer méi grouss gëtt an et ass och kloer, datt d'Aarteivelfalt insgesamt, och an Europa, ofhëlt. D'Natur an d'Biodiversitéit kenne keng politesch Grenzen. Dat ass och schonn an deem Dossier virdrun iwwert d'OGMe gesot ginn, an de Schutz vun der Arteivelfalt ass eng europäesch Aufgab, wou jiddfer Land seng Responsabilitéit muss iwwerhuelen.

Mir iwwerhuelen elo dës Responsabilitéit formaljuristeschen a och prakteschen. Well konkret ass et esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg duerch dëst Gesetz ronn 31 Habitater no der europäescher Lëscht, also Wunnraim fir Planzen an Déieren, wäerte schützen, respektiv méi spezifesch zwou Planzenarten an 19 Déierenarten. Et ass esou, datt deen Text hei largement den Text vun der Direktiv suivéiert mat enger Grondphilosophie awer trotzdem, déi eis guidéiert huet, an déi heescht: Naturschutz net géint d'Leit, mä Naturschutz mat de Leit.

Wéi wëllt een dat maachen? Mä ganz kloer, mir wëllen op kontraktuelle Basis mat de konzernéierte Leit schaffen. Ganz wichteg sinn hei d'Instrumenter vun der Prime vun der Biodiversitéit. Wann een op där enger Säit en Effort mécht fir d'Ziler mat eis gemeinsam ze erreechen am Naturschutzberäich, soll een op där anerer Säit eng Entschiedegung kréien, eng Entschiedegung kréien, eng Entschiedegung a Form vun enger Prime vu Biodiversitéit.

En anert wichtegt Instrument ass dat vun de Plans de gestion fir déi eenzel Gebidder mat all de konzernéierten auszeschaffen, an de Minister wäert herno och nach sécherlech dorobber agoen. Et ass esou, datt déi éischt Gebidder och schonn do an der Maach sinn. Ech wëll der nëmmen e puer esou aus dem Effeff opzielen: Mamerdall, Uelzechtall, Mëllerdall wäert deemnächst ugoen, Prënzebierg an esou weider.

De Prinzip ass kloer, datt mer wëllen déi Plans de gestion mat deene konzernéierte Bewirtschaften ausschaffen, well mir brauchen och déi aktuell Bewirtschaften, sief dat Landwirten, sief dat Bëschbesëtzer, fir kënnen déi Direktiv an d'Praxis ëmzesetzen, well et ass esou, datt mer net kënnen fir d'Fleg vun all Bam oder fir d'Fleg vun all Hektar oder all Ar oppener Landschaft e Beamte vun der Forstverwaltung hannendru stellen. Mir brauchen d'Leit vum Terrain a mir wëllen och net géint déi schaffen, an ech mengen, dat ass eng wichteg Philosophie, eng wichteg Basis an deem Text, déi wierklech noutwendeg ass ervirzestrichen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt an der Vergaangenheet vun de Bewirtschaften vun eiser lëtzebuerger Natur, fir se emol esou ze nennen, gutt Aarbecht gemaach ginn ass. Et ass net fir näischt datt vun den Experten hei zu Lëtzebuerg ronn 38.000 Hektar oder ronn 15% vun eiser lëtzebuerger Fläche als gutt ugesi ginn an als erhalenswäert ugesi ginn. Dat heescht, datt also virdrun do eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass, well se nach an deem Zoustand sinn. An duerch déi Aarbecht ass also och Lëtzebuerg e wichtege Maillon an deem ganzen eu-



ropäesche Réseau vun den Habitater.

An den Diskussiounen, déi mer hatten an de Kommissiounen a virdu mat enger Rei vu Gremien, hu mer festgestallt, datt do eng oder aner Widderstänn ware géint déi Texter, déi awer ganz oft op gewësse Mëssverständnisse oder Feelinformatiounen zréckzeféiere waren. Mir sinn eis bewusst, datt och nach an Zukunft muss déi eng oder aner Informatioun kommen a mir denken och drun, fir do eng Informatiounscampagne ze maachen, fir déi Direktiven nach besser bei de Leit ze presentéieren.

Wat awer och wichteg ass a wat dësem Projet de loi e Pluspunkt gétt, dat ass, datt mer eis net drop beschränkt hunn nëmmen europäesch Direktiven ëmzesetzen, mä datt mer och d'Naturschutzgesetz vun 1982 op de Leescht geholl hunn. Am Virfeld war gefaart ginn, datt, wann een deen Text vun 1982 géif opmaachen, dann de Risiko géif bestoen, datt een dat Gesetz vun 1982 géif verwässeren. Dat ass awer net de Fall a mir hunn hei e Gesetz gemaach, wou mer och dat 82er Gesetz nach verstärkt hunn an hei eraus also nach méi e koherente Text gemaach hunn. Ech sinn awer frou, datt, trotz enger Ausnahm, och d'CSV - an de Marco Schanck huet jo an hirem Numm geschwat - dat voll kann droen.

Fir ze weisen, datt mer hei nach nei Akzenter gesat hunn, wëll ech e puer Punkten ervirsträchen. Et sinn der scho virdu an den Diskussiounen genannt ginn, zum Beispill d'Méiglechkeet fir Défrichementer

duerch Biotopen ze ersetzen, d'Distinction vun den Naturschutzgebiddern innerhalb vun de kommunalen Naturschutzgebiddern an deenen nationalen, datt een do ka Landschaftsschutzgebiddern deklaréieren, oder éischer déi sougenannte klassesch Réserves naturelles, wat sech dann herno an de Reglementer kann erëmस्पигelen.

Virun allem ass och en nationalen Naturschutzplang an deen Text geschriwwen ginn, wou dann all déi implizéiert Milieuen e Plang sollen ausschaffen, deen an Zukunft eng Aart Orientierungskart soll gi fir d'Politik am Beräich Naturschutz an datt dat am Fong dann och deen Text ass, oder dat Instrument ass, deen d'Déclaration d'Intention Générale (DIG) vun 1981 kann ofléisen an aktualiséieren.

E ganze wichtige Punkt an deem Amendement vum 82er Gesetz ass, datt een elo ka kommunal Naturschutzgebiddern ausweisen. Sécherlech ass d'Prozedur net déi einfachst. Si gläicht praktesch där fir national Naturschutzgebiddern. D'Regierung hat och méi een einfachen Text proposéiert, mä mir wëssen, datt deen an der Mille vum Statsrot ënner d'Rieder komm ass an datt mer do déi Opposition formelle, déi op eisem Text louch, guttgeheescht hunn.

Ech muss och betounen, datt an deem ganze Kader, net nëmmen vun de kommunalen Naturschutzgebiddern, och hei iwwert dat Gesetz eng Rei nei finanziell Méiglechkeeten sech fir d'Gemengen opmaachen, well mer an dësem Text och wëllen ënnersträchen, datt

mer eis der Wichtigkeet vun der lokaler Aktioun, vun der regionaler Aktioun bewusst sinn.

Ech wëll drop hiweisen an dat och klorstellen, och wann elo net déi Artikele 64 a 65 am definitiven Text zréckbehalen gi si wéinst der Opposition formelle vum Statsrot, datt d'Gemenge wierklech wäertvoll Aarbecht am Beräich Naturschutz maachen. Dat ass guer net a Fro gestallt, dat ass net nei, dat maache se scho säit villen, ville Joren. Et muss een drop pochen, datt niewent a mat der Forstverwaltung d'Gemenge e wichtige Acteur ass am Naturschutzberäich, virun allem an der praktischer Emsetzung vum Naturschutz. Et ass do scho ganz vill geschitt. Dat kéint een illustréieren mat ganz ville Beispiller, op déi ech net wäert agoen, well d'Zäit e bësse kuerz ass.

Ech wëll awer dann nach e puer Bemierkunge maachen zu deenen Artikele 64 a 65, fir eben nach eng Kéier ze ënnersträchen, datt déi Aarbecht vun de Gemengen an de Syndikater hei net a Fro gestallt gétt an och betounen, datt jo um Terrain schon eng Rei Strukture méttlerweil existéieren. Et ass esou, datt scho bal flächendeckend iwwert d'Land, oder zumindest e groussen Deel vun de Gemenge méttlerweil an esou Naturschutzsyndikater ass an datt mer och Konventiounen mat deene Syndikater „en bonne et due forme“ ofgeschloss hunn, datt do also prezis Ziler festgeluecht sinn. Wat mir erwaarde vun de Syndikater, do sinn deelweis national Aufgaben, zum Beispill de Schutz vu Flanternmais, deelweis méi regional Ziler festgeluecht, an dat gétt no de Vir-

gabe vun dem Ëmweltministère, respektiv vun der zustänneger Verwaltung gemaach.

Och si Budgeté virgesi fir déi Aufgabe kënnen ze erleedegen. Am Budget vum leschte Joer, am Budget vun dësem Joer, am Budget vum nächste Joer sinn déi Konventiounen finanziell ofgeséichert.

Zudeem besteet och eng Koordinatioun tëschent deene verschiddene Syndikater, wéi dat am Artikel 65 virgesinn ass. Mir hunn nach virun e puer Wochen am Ministère eng national Koordinatiounsrund ofgehalen, wou mer all d'Syndikater zesummen haten, an do konnte mer driwwer diskutéieren, wéi mer eis déi Saach virstellen a wéi mer an Zukunft déi Aarbecht gutt kënnen koordinéieren.

Sécher war d'Regierung net dergéint fir dëst an den Artikele 64 a 65 vum Naturschutzgesetz ze verankeren, mä mir haten do eng Opposition formelle vum Statsrot mat e puer aneren, an d'Regierung huet déi Opposition formelle suivéiert, fir kënnen dëse wichtige Projet, deen awer a villen anere Punkte ganz kloer Verbesserunge bréngt, nach en temps utile iwwert d'Ronnen ze kréien.

Fir déi Diskussiounen awer net ofzeschlësse mat deene méi strukturelle Problemer, kéint ee soen, hu mer eis engagéiert, fir iwwer e spezifesch Gesetz dat ze regléieren. Eng Motioun läit vir, wou mer invitéiert ginn, dat ze maachen, an ech kann och do nëmmen der Chamber recommandéieren, fir déi Motioun unzehuelen. Ech kann och soen, datt déi Aarbechten, fir e spezifesch Projet de loi zu

där Problematik auszuschaffen, schon amgaang sinn a mer sécherlech am Januar wäerten déi éischer Consultatiounsrund maachen.

Wourop ech insistéieren wëll, dat ass, wann Diskussiounen gefouert ginn am Beräich Naturschutz iwwer Réseaux scientifiques, fir datt do e spezifesch Projet zustane kéint, da muss ee wierklech alleguerten d'Acteurs consultéieren. Dat ass souwuel d'Forstverwaltung, wéi d'Gemengen, wéi d'ONGen, wéi all déi Leit, déi doran Erfahrung hunn.

Et ass sécher jiddferee mat mer d'accord, datt, wéi d'Kommissioun déi Amendementer abruucht hat, et vläicht e bësse schnell gaangen ass, an déi eng oder aner Administratioun sech eventuell e bësse getrippelt gefillt huet.

Et soll een och net vergiesse bei all deenen Diskussiounen, wéi ee praktesch Naturschutz kann dobaussen ëmsetzen, datt nieft den ONGen, nieft de Gemengen och weiderhin d'Verwaltung vum Ministère mat abezu gétt. Ech soen elo „d'Verwaltung vum Ministère“, an ech soen dat ganz absichtlech, well mer amgaang sinn lwwerleeungen ze féieren, ob an Zukunft déi Verwaltung, also d'Forstverwaltung net och vläicht besser hätt en aneren Numm ze kréien, dee méi dat reflektéiert, wat se effektiv mécht, mä et muss een awer och soen, datt déi Verwaltung, déi haut nach Forstverwaltung heescht a vläicht an Zukunft en aneren Numm huet, weiderhin am prakteschen Naturschutz eng wichtige Roll muss spillen a muss gestärkt ginn, fir dat nach besser kënnen ze maachen.



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live



An deem Sënn hu mer eng Rei Iwwerleeungen ugestallt, besonnesch an der Suite vum Audit, deen d'Regierung an Opdrag ginn hat. Mir hunn eng Rei Iwwerleeungen aus deem Audit iwwert den Naturschutz insgesamt mat afléisse gelooss. Ech kann lech just soen, datt mer eng Rei Recommandatioune vun deem Audit amgaang sinn ëmzesetzen. Deemächst wäerte mer verschidde Pilotprojete presentéieren, wou et besonnesch ëm d'Ausstelle geet, wou mer déi Distinction tëschent Cantonnement an Arrondissement wäerten opléisen. Mir wäerten och an den nächste Wochen en neit Kadergesetz iwwert d'Forstverwaltung presentéieren, wou ee sech och ka Gedanke maachen, ob een do net déi eng oder aner Iddi iwwert d'Strukturen, déi hei virdrun diskutéiert gi sinn, ka mat afléisse loosse.

Dat waren e puer kuerz Bemierkungen. De Minister wäert nach op aner Punkten agoen. Ech wënsche mir op alle Fall, datt an Zukunft d'Verwaltung zesumme mat de Gemengen an den ONGen en engem Strang wäerten zéien, well se all ee gemeinsaamt Zil hunn, nämlech zu Lëtzebuerg den Naturschutz konkret um Terrain ëmzesetzen. Mir sinn och der Meenung, datt dat eng gutt Basis ass fir an Zukunft déi Ziler kennen ze errechen. Weider wëll ech alleguerten deenen, déi fir dat Gesetz stëmmen, eise Merci ausschwatzen.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Ëmweltminister Charel Goerens.

**M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass endlech dee groussen Dag, wou mer kënnen soen, mir géifen eis erëm conforméieren zum europäesche Recht. Et ass och Zäit ginn. Mir hate vun der Cour de Justice e Wénk kritt am Ufank vum Joer, datt mer onbedéngt misste léigiféieren, well mir hätte keng Mesuren, déi deenen opposabel wäeren, déi sech net géifen un d'Habitatsdirektiven halen.

Dofir ass et gutt, dass d'Parlament a besonnesch hir Ëmweltkommission déi Haltung ageholl huet, déi se ageholl huet, well soss hätte mer do en décke Problem kritt. Mir kënnen net permanent eis zu Europa bekennen an dann et versäume fir déi Dispositionen, déi eng Obligation de résultat, spréich Transpositionen an d'nationaalt Recht hunn, ignoréieren.

Dat wat ech nach soe wëll, dat ass, datt dést Gesetz sech an der Continuitéit situéiert. Dofir fanne mer och ganz vill Dispositione vum 1982er Gesetz erëm.

Ech wëll och der Chamber merci soen, datt se dat esou gesäit, a besonnesch hirem Rapporteur, deen eng onwahrscheinlech Geduld hat a mat ganz vill Geschéck d'Kommission gefouert huet. Ech war net ëmmer an de Sitzungen derbäi, kann awer soen, datt seng Kolleegeen him d'Aarbecht erlichtert hunn, doduerch datt se konstruktiv matgeschafft hunn. Dat verdingt och Unerkennung. Et war am Fong e Musterbeispill vu konstruktiver Aarbecht.

Hei ass gefrot ginn, wat mat deem Gesetz geschitt. Den Här Body huet do de Punkt gemaach a gesot: Et hängt ganz vill um politesche Wellen, an net nëmme um politesche Wellen, mä och um Welle vun all deenen, déi mat där konkreter Ëmsetzung vun deem Gesetz ze dinn hunn. Dat ass net nëmme d'Regierung. Dat ass net nëmme d'Regierungsverwaltung. Dat ass net nëmme d'Administration, déi domat ze dinn huet, et sinn alleguer déi, mä et sinn och d'Leit dobaussen, déi an deene Wiesselbeziéunge sech mussen an där Gesetzgebung erëmfannen.

Ech hu ganz vill Verständnis fir Leit, déi sech Gedanke maachen an déi sech froen, ob gewëssen Dispositionen net méi prezis hätte kënnen gestallt ginn. Och mäi Wonsch ass et, fir an enger gesetzlecher Disposition alleguer déi Präzisionen eranzubringen, déi ee kann erabringen. Et mussen awer och Margen an deem Gesetz négociéiert ginn, fir kënnen Interpretatioune ze maachen. An Dir kënt net all Interpretatioun an d'Gesetz schreiben. Den André Malraux huet mol eng Kéier gesot: «L'engagement total de l'État serait le début de l'État totalitaire». Ech fannen, en huet net ganz Onrecht. Do wou een de Bewäis schéleg ass, soll een e versichen ze bréngen.

Ech wëll dem Här Strotz, deen zum Schluss eng Haltung ageholl huet, déi hoffentlech net definitiv ass, soen, dass ech sensibel si fir eng Partie Iwwerleeungen, déi en hei gemaach huet an him soen, wéi aus menger Erfahrung, déi net esou grouss ass wéi dem Här Berger seng, deen all Dag an ausschliesslech mat Ëmweltfroen an Naturschutzfroen ze dinn huet, well ech och nach zwee aner Departementer hunn, aus menger bescheidener Erfahrung eraus kann ech awer soen, datt een nëmme just eppes zu Wee bréngt, wann op kenger Säit, ech betounen: op kenger Säit et zu fundamentalistesche Comportementer kënt. Jiddferen, deen eng excessiv Haltung anhëlt a Froen, déi ee ka mat gesondem Mënscheverstand a raisonnablement interpretéieren, deen dréit net zur Vergrößerung vun der Akzeptanz vun Naturschutz hei am Land bäi.

An ech wollt och soe wéi mer praktesch kënnen virgoen. Ech wëll mat engem aneren Zitat kommen: „Es gibt nichts Gutes, ausser man tut es“.

Wéi procédéiere mer zum Beispill bei de Constructions agricoles en zone verte? Well mer dat net alles kennen an e Gesetzestext kleeden, hu mer eis mol fir unzefänken eng intern Direktiv ginn. Mir deelen d'Zones vertes an dräi Zonen an. Mir soen «zone très sensible, zone moyennement sensible et zone moins sensible». Aus där Andeelung, wat och schonn erëm eng Kéier eng arbiträr Geschicht ass, wann ech esou ka soen, ergëtt sech de Charakter an d'Mass vun den Oploen, déi ee bei engem Objekt ka maachen. A wann et eng Zone très sensible ass an et muss eng Construction agricole autoriséiert ginn, well se net innerhalb vum Plan d'aménagement général vun der Gemeng daerf sinn, wou d'Leit se gären hätten, da muss ee kënnen an d'Zone verte goen, soss verhängt een e Berufsverbot.

Dat ass zum Beispill de Fall bei de Schwéngsställ. Do muss mer kucken, datt mer raisonnabel Oploe fannen, a mir hunn och do e Kompromëss fonnt. All Kéiers dann, wa mer an engem Konflikt sinn tëschent Aspekter, déi méi vum Naturschutz relevéieren an Aspekter, déi méi mat Funktionalitéit ze dinn hunn, da muss mer e Kompromëss maachen. Do wou et wierklech op d'Käschte geet vun der Funktionalitéit, muss mer eben e Kompromëss zu Laaschte vun der Ëmwelt maachen. An do wou dee Präis net ze bezuelen ass, do kann een an den Oploe méi generéis ginn.

A fir et och akzeptabel ze maache fir déi Leit, déi déi Konstruktioune do maachen, hu mer och en Arrangement fonnt mam Ministère de l'Agriculture, datt si 90% vun de Méikäschen, bedéngt duerch d'Oploen, déi de Ministère mécht, droen. Dat ass zum Beispill eng praktesch Ëmsetzung, a mengen Aen eng rasonnabel Ëmsetzung vum Geescht vum Naturschutzgesetz; dat an e Gesetzestext ze kleeden ass onméiglech.

Ech wollt och soen, datt mer a puncto Gestaltung vun deene communautairë Schutzzonen oder Habitatgebiddere net wëllen arbiträr

virgoen, well et ass vu bal jiddferem heibanne betount ginn, datt mer do déi kontraktuell Approche privilegéieren. Wa mer déi aner, de reglementaresche Wee, net ausschléissen, dann ass et och well d'Direktiv dat einfach esou virgesäit, datt wann ee schützenswäert, absolut schützenswäert Aspekter huet an engem Habitatgebitt, wou et op kontraktueller Basis net weidergeet, déi Mesuren, déi „opposables à des tiers“ sinn, fir d'Terminologie vun der Cour de Justice ze beméien, och virgesi sinn an der Gesetzgebung, soss bleift dat Lettre morte, an da versousse mer och géint d'europäescht Recht.

An ech gesinn hei dat europäescht Recht net als en Zwang, ech gesinn et als eng Chance fir kënnen méi Naturschutz ze maachen a geleete Bannen. Mir sinn net dat enzeg Land wat dat muss maachen, mir si mëttlerweil zu 15 Länner, an et sinn zéng Länner déi mussen och den Acquis communautaire do akzeptéieren an déi kommen och net derlaanscht fir herno an deem Réseau do matzemaachen. An dat ass déi Manéier wéi mer wëlle virgoen, an et ginn och effektiv alleguer déi Concernéiert mat agebonnen. Dofir ass e Comité de pilotage virgesinn, deen och déi Interesséiert alleguer mat abënt an deen d'Méiglechkeet gétt matzeschaffen.

Déi Prozedur, ech mengen den Här Berger huet schonn doriwuer geschwat, iwwert de Gemengennaturschutz: Ech wëll nëmme just hei festhalen, datt awer elo emol endlech d'Impulsgeberfunktioen vun de Gemenge festgeschriwwen ass an engem Gesetz. Dat mag net wäit genuch goen, mä eng Gemeng, déi awer wëllt Initiativen huelen an Impulser ginn, déi kann et iwwert dese Wee maachen. An déi kann och déi Impulser, déi se wëllt ginn a puncto kommunalen Naturschutz, maachen andeems datt se zréckgräift op hir Experten, déi si guidéieren, an dat kennen en l'occurrence och biologesch Statione sinn, déi mer och net boudeieren. Au contraire, mir hunn eis beméit fir eng Konventioun hinze kréie fir en ze erméiglechen ze schaffen, an ech mengen dat ass och eng Unerkennung vun der Aarbecht an ech brauch net méi méi laang dorobber anzegoen.

Den Här Mehlen huet gesot, mir misste méi déi landwirtschaftlech fruchtbar Fläche schützen. Mir hunn eng Partie Konfliktsituatioune, dat wëll ech net verstoppen. Wéi d'Chamber d'Nordstrooss gestëmmt huet, huet se och Kompensatioune gestëmmt. An am Uelzechtdall sinn eng Rei vu Moosnamen décidéiert ginn, déi sinn an e Règlement grand-ducal vun 1997 agegoss ginn, opgrond vun den Dispositione vum Gesetz iwwert d'Kreatioun vun enger Nordstrooss, an do ass och eng Obligation de résultat bannent engem Zäitraum vun zéng Joer. Mir hunn och do déi kontraktuell an déi fräiwëlleg Mataarbecht vun de Concernéierte privilegéiert, an et ass och versicht ginn, mat all deenen Administratioune, déi beim Lëtzebuurger Stat eppes kënnen an där Hisicht u Contributioun leeschten, ze schaffen, en l'occurrence den Office national du remembrement, fir ze kucken op fräiwëlleger Basis déi Terrainen ze fannen, déi ee brauch fir deenen Obligationen, déi derbäi sinn, gerecht ze ginn.

Ech wëll hei kee groussen Débat iwwert d'Renaturatioune féieren an hiren Impakt. D'Renaturatioune si fir mech keen Dogma, mä et muss een awer unerkennen, datt d'Renaturatioune et erméiglechen, e positiven Afloss souwuel op d'Gesondung vum Waasser, op den Assainissement vum Waasser, auszeübe wéi och op d'Preventioun vun de

gréisseren Iwwerschwemmungen. Iwwerall do wou Renaturatioune kommen, gétt och eng Evaluatioun an eng Estimatioun gemaach iwwert den Impakt vun deeneselwechten op d'Héichwaasser oder d'Gefore vun Héichwaasser, a mir gétt ëmmer signaliséiert, datt den Impakt positiv ass an deem Sënn, datt de Waasserspiegel duerch d'Verlangsamung vun de Waasserleef an den Uertschaften a besonnesch an deene Fläschenhäls net esou ass wéi wann et déi Renaturatioune net géife ginn.

Dat ännert näischt un der Tatsaach, datt mer och do, en toute circonstance, déi fräiwëlleg Zesummenaarbecht privilegéieren. Ech mengen, dat wär dobaussen net genuch bekannt an ech wëll et awer nach eng Kéier soen. An deem Beräich, deen dem Ministère de l'Environnement oblait, an ech mengen, de Kolleege deen zoustänneg ass fir d'Waasserwirtschaft gesäit dat net aneschters, maache mer dat esou.

Wéi vill Minutten hunn ech geschwat, Här President?

**M. le Président.** - Dir kënt nach e bësse weiderfuere.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Dir sidd scho laang am Rouden!

**M. le Président.** - Déi vill Froen, déi gestallt si ginn!

#### (Interruptions diverses)

**M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*.** - Gesitt Der, Här President, den Här Mars Di Bartolomeo seet, hien hätt am léifste wa se am Roud wär; do gesäit ee wéi een de Begrëff, zum Beispill en l'occurrence „de Rouden“, kann op verschidde Manéieren interpretéieren.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dat ass richtig.

**M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*.** - Hie gesäit et bestëmmt aneschters wéi de President, deen ëmmer rout eng Connotatioun vun Zäit gesinn huet. Mä wann Der mer ni eppes Schlimmeres virwerft wéi dat doten, domat kann ech ganz gutt liewen, Här Di Bartolomeo.

Ech wollt lech zum Schluss, Här President, virschloen, datt mer mat deem Gesetz kënnen vill Guddes maachen, à condition datt d'Acteuren alleguer sech an eng Dynamik abanne loosse. An ech wollt dem Här Strotz e Virschlag maachen. Net fir mech hei op de Bauch ze leeë virun him a fir seng Zoustëmmung ze kréien, mä ech wollt him soen, datt do wou hie mengt Recht ze hunn, mir doriwuer diskutéiere kënnen. Wann Dir mengt et wär ze vill arbiträr, da wëll ech der Chamber virschloen, si soll en Débat féieren. Mir kommen dohinne mat de Vertrieeder aus de verschiddene Verwaltungen an da solle mer einfach d'Fakten op den Dësch leeën, an do wou Dir mengt, datt arbiträr virgaange gi wär, oder wou d'Délaien ze laang daueren, do si mir an der Pflicht fir Antworten ze liwweren, mir als Ministère an och d'Verwaltung als responsabel fir d'Administratioun.

Ech hunn an e puer Dossieren Arbitragé virgeholl déi net einfach waren. Dir hutt vun engem geschwat, datt ass den Dossier Schwéidsbeng. Et ass, Gott weess, keen einfachen Dossier, an ech wëll lech och unhand vu menger Erfahrung eppes soen, an den Här Body, deen elo net méi hei ass, dee kann dat och bestätegen. Am Remembrementsgesetz hu mer e Problem, nämlech deen, datt den Environnement, a besonnesch den Naturschutz, vill ze vill spéit ageschalt gétt. Et wär vill besser wann ofgestëmmt gétt, datt ee vum Environnement respektiv vum Naturschutz kënt op d'Plaz kommen an och de Leit erkläre wat d'Contrainté si vum Naturschutz. Da géif d'Planung deenen Elementer direkt vun Ufank un a voller Transparenz

Rechnung droen, amplaz datt zum Schluss den Environnement kënt, nodeems d'Planung scho gelaf ass, an datt mer dann duerno permanent a sterile Konflikter endegen, déi lauden: Mä den Environnement ass just en Empêcheur de tourner en rond.

Fir dat hinze kréien, misst een den Artikel 24bis vum Remembrementsgesetz endlech an e Règlement grand-ducal kleeden; mir sinn an der Regierung amgaang dat ze maachen. Wann dat virgesinn ass, da gétt den Environnement zwar éischer ageschalt. Ech muss lech soen, datt ech mat de Prozeduren zwar kann ëmgoen, mä ech ginn awer vill besser eens mat de Preprozeduren. Heiansdo ass et méi wichteg datt een, ier d'Prozedur iwwerhaupt ugelaft ass, an an enger Phas wou den Drock nach ganz kleng ass, den Dialog féiert, da kann ee vill méi verstänneg Arrangementer fannen. Da gétt sech net verrannt an der Planung, an ech mengen, mir mussen am Fong, fir datt dat Gesetz hei zum Droe kënt, vill méi op Anticipatioun setzen an op Preventioun vu sterile Konflikter, an ech si ganz gär bereet, deen Débat entweder ënnert Ärer Regie ze féieren oder vun der Regierung aus. C'est à vous de choisir. Ech waarden op eng Reaktioun vun lech, vun der Chamber respektiv vun der Ëmweltkommission. Wann Dir den Débat net maacht, da kënnen mir en organiséieren an lech mat associéieren. Mir ass et esou laang wéi breet wéi et geschitt; wichteg ass, datt et geschitt.

Dat gesot, wollt ech lech merci soen an ech wollt der Chamber och merci soen, datt se dat Gesetz hei stëmmt. Ech si frou, datt keng frontal Opposition komm ass dergéint, mä ech denken et geet awer och duer fir et a Kraaft ze setzen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zu der Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4787 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 70 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Text vum Projet de loi kommen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 34 Jo-Stëmmen a 24 Abstentionen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Lucien Clement), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);*

*Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par Mme Maggy Nagel), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch) et John Schummer.*

*Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Body (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err (par M. Marc Zanussi), MM. Ben Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké,*



Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombero), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### Motion 1

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den Här Émile Calmes abruecht huet.

#### Vote

Wien derfir ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass bei e puer Enthaltung mehrheetlech ugeholl.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi während dem Här Camille Gira senger Interpellatioun iwwert d'Politik fir déi handicapéiert Leit hei deponéiert goufen. Den Här Camille Gira freet nach ee Moment d'Wuert.

## 4. Interpellation de M. Camille Gira sur la politique pour les personnes handicapées (suite)

#### Motion 1

M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur*. - Här President, ech mengen dat meescht ass während der Interpellatioun gesot ginn. Ech wollt just bei der Motioun 1, wou et drëm geet, eng Etüd ze maachen iwwert d'Besoins de places d'accueil pour enfants handicapés an dann déi Besoinen en compte ze huele fir en Encadrement spécifique an e Plan pluriannuel ze maachen, wierklech nach eng Kéier en Appel un d'Majoritéit maache fir dës Motioun unzehuelen, well an der Tëschenzäit, nom éischte Bericht vum Ombudskomitee, déi hei Defiziter dobausse voll bestätegt si ginn.

Et ass kloer erauskomm, dass an deem doten Domän e Problem existéiert. Ech si mer bewusst, dass et net ganz einfach ass, déi Besoinen do ze erfaassen, dofir géing ech nach eng Kéier en Appel maachen un d'Majoritéit, déi do Motioun awer ze stëmmen. Fir de Rescht, mengen ech, hat d'Ministesch Positioun ergraff fir dass d'Fronte kloer sinn. Hei ass awer en neie Moment, mengen ech, wou déi Consideranten, déi ech hei erabruecht hunn, vun enger onofhängeger Stell bestätegt gi sinn, an dofir mengen ech wär dat vläicht en Argument fir ze soen, dass déi Motioun net esou schlecht ass.

M. le Président. - Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 1, déi den Här Gira elo erkläert huet. Maache mer ee Vote par main levée?

#### (Négation)

Ass e Vote électronique verlaangt?

#### (Assentiment)

#### Vote

Déi derfir si stëmmen mat Jo, der dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 1 ass verworfen mat 32 Neen- an 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars

Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombero), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger et John Schummer.

Da kéime mer elo zur Motioun 2.

#### Motion 2

Kënne mer do par main levée ofstëmmen.

#### (Négation)

Et gëtt ee Vote électronique verlaangt.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 2 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmmen a 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

#### Motion 3

Da komme mer zur Motioun 3.

Une voix.- Ee Vote par main levée.

#### Vote

M. le Président. - Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Formidabel. D'Motioun ass also eestëmmegeg ugeholl.

#### (Hilarité)

#### Motion 4

De Vote électronique ass verlaangt bei der Motioun 4.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 4 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmmen an 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot (par M. Jean-Pierre Klein), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean-Pierre Koepp), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Agny Durdu), Alexandre Krieps (par Mme Maggy Nagel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer.

#### Motion 5

Da stëmmen mer iwwert d'Motioun 5 of.

Une voix.- Par main levée.

M. le Président. - Wien also derfir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

D'Motioun 5 ass mehrheetlech verworfen.

#### (Interruptions diverses)

#### Motion 6

Da komme mer zur Motioun 6. Ass do e Vote électronique verlaangt oder e Vote par main levée?

Une voix.- Ee Vote électronique.

M. le Président. - Da maache mer ee Vote électronique.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 6 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmmen an 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia

Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

#### Motion 7

Da kéime mer zur Motioun 7. Et ass och hei ee Vote électronique verlaangt.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 7 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmmen an 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nicolas Strotz), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par Mme Maggy Nagel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas) et John Schummer.

#### Motion 8

Mir kéimen elo zur Motioun 8. Och hei ass ee Vote électronique verlaangt.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 8 ass verworfen mat 32 Nee-Stëmmen an 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger et John Schummer.

#### Motion 9

Da kéime mer zur Motioun 9.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 9 ass verworfen mat 46 Nee-Stëmmen a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Dann hätte mer domat d'Kapitel vun deene Motiounen ofgeschloss a kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi während der Orientéierungsdebatte vum Jugendschutz déposéiert goufen. D'Madame Renée Wagener freet d'Wuert.



## 5. 5225 - Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg (suite)

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Jo, Här President, ech wollt eppes zu der éischter Motioun vun der Madame Frank soen. Aus deeneselwechte Grënn wou mer schonn net begeeschtert iwwert de Rapport waren zu deem Sujet, wäerte mer eis och bei där Motioun enthalen. Mir sinn der Meenung, dass dee ganze Considérant am Fong eng Analys mécht, déi der realer Situatioun guer net Rechnung dréit, datt déi eigentlech vill méi désastréis ass, wéi dat hei duergestallt gétt an datt een do net méi ka vu «certaines lacunes» schwätzen. Wat den «Invite» ugeet sinn och eng Rei vu Saachen, déi mer ze vague fanne respektiv déi feelen, sou datt mer eis, wéi gesot, beim Vote enthalen.

■ Une voix.- Très bien.

### Motion 1

■ M. le Président.- Mir stëmmen also of iwwert d'Motioun.

### Vote

Wien derfir ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Also besteet keen Zweifel: d'grouss Majoritéit ass derfir. Déi Motioun ass dann ugeholl.

### Motion 2

An da komme mer zur Motioun 2 vun der Madame Reuter-Angelsberg.

Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir wäeren ënner Emstänn bereet dës Motioun ze stëmmen, wann déi Gréng d'accord wäeren, fir den zweeten Tiret vum Dispositif erauszehuelen. Am éischten Tiret gétt gefrot, datt nach soll eng Analys gemaach gi vun de Besoins en places d'accueil an am zweeten Tiret gétt schonn d'Konklusioun aus der Analys gezu, nämlech dass d'une manière générale elo schonn d'Capacité d'accueil opgestockt soll sinn. Ech mengen dat eent schléiss e bëssen dat anert aus. Wann also den zweeten Tiret erausgeholl gétt, da kënnen mer mam drëtte Dispositif d'accord sinn an da stëmme mer déi Motioun.

### Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le nombre de places disponibles dans les structures d'accueil pour enfants et adolescents est insuffisant;

- considérant que nous manquons particulièrement de possibilités d'accueil pour garçons entre 12 et 18 ans;

invite le Gouvernement

- à faire conduire une analyse des besoins en places d'accueil;

- à créer un centre d'accueil pour garçons entre 12 et 18 ans.

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

### Vote

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, dass déi Motioun eestëmmege ugeholl ass.

### Motion 3

Da komme mer zur Motioun 3. Stëmme mer hei och «par main levée» of?

### (Négation)

Et ass also e Vote électronique verlaangt.

### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun 3 ass verworf mat 40 Nee-Stëmme a 16 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par Mme Maggy Nagel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling) et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

### Motion 4

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 4.

### Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 40 Neen- an 13 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener.

Ont voté non : Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

D'Madame Wagener freet d'Wuert.

### Motion 5

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt just zur Motioun 5 soen, dass mer déi Motioun an enger anerer Versioun schonn eraginn haten. Mir hunn awer, dat steet jo och drop, elo een oder zwee Tiretë geännert, fir dass se méi verständlech ass. Mä de Sënn vun der Saach ass nach ëmmer deeselwechte bliwwen. Et geet drëms, datt d'Kannerkonventioun an internt Lëtzebuerger Recht ëmgesat gétt, wat bis elo vun de Lëtzebuerger Geriichter net unerkannt gétt.

■ M. le Président.- Mir stëmmen also of iwwert déi modifizéiert Versioun, wéi d'Madame Wagener se elo grad explizéiert huet.

### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 33 Neen- an 22 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombero), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

### Motion 6

Da komme mer zur Motioun 6.

### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 34 Neen- an 22 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer (par M. Marc Zanussi), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nicolas Strotz), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel (par M. John Schummer), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

Esou wéi den Artikel 17 vun eisem Chamberreglement et virgesäit, hält d'Missioun vun der Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ mam Dépôt vun hirem Rapport op, virausgesat, dass d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen ?

### Vote

Déi dofir si sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Et ass keen Zweifel, déi grouss Majoritéit ass dofir, esou wéi et am Artikel 17 vum Chamberreglement virgesinn ass, dass d'Missioun vun där Kommissioun ophält an dass se domadder opgeléist ass.

An da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Ofstëmmen iwwert d'Motiounen, déi während der Orientierungsdebat iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen déposéiert goufen. Wëllt nach een d'Wuert ergräifen?

Den Här Weiler freet d'Wuert.

## 6. 4906 - Débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes (suite)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech denken, dass mer déi siwen éischt Motiounen, déi agereecht gi sinn, kënnen alleguert par main levée ofstëmmen.

### (Interruption)

Ech proposéieren dat.

### Motion 1

### Vote

■ M. le Président.- Mir stëmmen of par main levée iwwert d'Motioun 1.

Wien ass fir d'Motioun 1?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Majoritéit ass dofir fir déi Motioun unzehuelen.

### Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2.

### Vote

Wie fir d'Motioun 2 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun ass à l'unanimité ugeholl.

Den Här Krecké freet d'Wuert zur Motioun 3.

### Motion 3

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech weess net ob Ären Exempleire och nëmme véier Ennerschrëften huet. Op mengem sinn der nëmme véier. Dat ass dat Éischt. Dat Zweet ass, mir géingen se stëmmen, wann deen zweeten Absatz net derbäi wär. Wann deen derbäi ass, muss mer eis leider enthalen.

■ M. le Président.- Ass ee bereet déi fënneft Ennerschrëft ze ginn?

### (Assentiment)

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 3. De Vote électronique ass verlaangt.

### Vote

Déi fir d'Motioun 3 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun 3 ass ugeholl mat 33 Jo-, 11 Neen-Stëmme an 9 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Se sont abstenus: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

### Motion 4

Da komme mer zur Motioun 4. Och do ass de Vote électronique verlaangt.

### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass mat 47 Stëmme géint 6 ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par



M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

#### Motion 5

Da komme mer zur Motioun 5.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 5 ass mat 50 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot (par M. Marc Zanussi), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Da komme mer zur Motioun 6.

#### Motion 6

Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, halen déi Leit, déi dat ënnerschriwwen hunn, um zweeten Absatz fest, da kënne mer d'Motioun net stëmme. Wann Dir awer bereet sidd dat sinn ze loosse, da stëmme mer d'Motioun. Stur, wéi Der sidd, fir der Opposition nëmmen net entgéint ze kommen,...

M. Lucien Weiler (CSV).- Den Text bleift esou wéi e proposéiert ginn ass. Am anere Fall steet en net méi stramm.

#### (Hilarité)

Mir stëmme of iwwert d'Motioun 6.

#### Vote

Déi fir d'Motioun 6 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 6 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 16 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

#### Motion 7

An da komme mer zur Motioun 7. Stëmme mer of par main levée?

#### (Assentiment)

#### Vote

Wie fir d'Motioun 7 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Motioun 7 ass eestëmmege ugeholl.

D'Motioun 8. Den Här Krecké freet d'Wuert zur Motioun 8.

#### Motion 8

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech muss Iech leider soen, dass déi Solutioun, déi hei vun de Kollege vun der gréngeger Fraktioun präconiséiert gëtt, net eis Zoustëmmung fënnt, well am Fong gefrot gëtt, fir bei enger ganzer Rei Servicer, déi d'Intérêt général sinn, soll zréckgegraff ginn op eng Entreprise commerciale.

Mir sinn der Meenung, dass et aner Instrumenter gëtt, déi, wann d'Noutwendegkeet sech erweist fir niewent de classeschen Administratiounen vun enger Gemeng esou eppes ze maachen, méi géeeegent wäeren, an dat wär ouni Zweifel eng Entreprise publique nom Modell vun engem Établissement public à caractère local et régional.

Wann Dir d'accord wäert, fir esou eppes dran ze setzen, da kënnt mer et stëmme, well mer der Meenung sinn, dass een effektiv esou Instrumenter misst hunn, mä d'Société commerciale, an dat wat Dir hei ausgedréckt, déi Geschicht vun der Société d'économie mixte, et gëtt nëmmen eng Société commerciale oder en Établissement public. Et gëtt näischt dertëschent. A fir dat do ze léisen, si mir der Meenung, dass d'Méiglechkeet vum Établissement public fir d'Gemenge méiglech wär, an zwar net eng Loi spéciale fir all eenzelen Établissement public, deen esou geschafte gëtt, mä eng Loi-cadre,

déi dat géing regléieren an den eenzelen Gemengen d'Méiglechkeet ginn, ënner e bësse méi enger lockerer Form, esou wéi et och hei ugestriift gëtt, kënnen eng ganz Rei Aktivitéiten ze maachen, mä mir wëllen dat net ënner der Form vu Société commerciale.

M. le Président.- Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wëll dem Här Krecké widersprieche an deem Sënn, dass et genau dat ass, wat mir wëllen, a wann een d'Basis kuckt vun der Société d'économie mixte locale am Frankräich, da garantéiert déi, dass den Intérêt public d'office d'Majoritéit an där Gesellschaft huet, dass iwwerhaupt keng Méiglechkeet ass, dass déi privatiséiert gëtt. Et ass ëmmer d'office d'öffentlech Hand, déi d'Soen huet. Datselwecht ass mat de Stadwierker an Däitschland.

Mir hunn eis kundeg gemaach a ganz Europa. Et ass kaum e Statut, dee besser garantéiert fir um liberaliséierte Stroum- a Gasmarkt ze existéieren an awer d'Kontroll an öffentlecher Hand ze behale wéi de Modell vun den däitsche Stadwierker. Mir wëlle genau datselwecht.

Mir wëssen, dass mer de Moment zu Lëtzebuerg keng esou eng Base légale hunn, dofir froe mer jo, dass mer eis zesummesetzen, fir e Modell wéi d'Société d'économie mixte am Frankräich oder de Stadwierker ze fanne mat engem Contrôle d'office vun der öffentlecher Hand, also vun de Gemengen.

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, den Här Gira gesäit dat ze vill enk hei. Mir hunn e Gesetz «permettant aux communes de constituer des entreprises commerciales».

Den Artikel 173 vum Gemengegesetz erlaabt justement de Gemengen an de Syndikater fir Participatiounen an enger Société commerciale ze huelen. Dat gëtt et haut. Dat ass méiglech. Dat existéiert jo och op ville Pläng. Et existéiert hei an der Stad Lëtzebuerg. Et existéiert an anere Gemengen.

Dat wat den Här Krecké gesot huet fir Établissements publics communaux ze maachen, dat ass eng Iddi, déi een effektiv kënnt poursuivre. Ech géif allerdéngs mengen, wann een dat géif maachen, da bräicht een nach eng spezifesch Dispositioun fir de Gemengen ze erlaben esou Établissements publics ze kreéieren.

#### (Interruptions diverses)

Neen, net am Kader vun där Loicadre, déi Dir viséiert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, eng aner.

M. Lucien Weiler (CSV).- Mä eng spezifesch Dispositioun am Gesetz, fir datt d'Gemenge kënnen Établissements publics communaux grënnen, an da muss ee gesinn, wéi déi dann en fin de compte ausgesinn. Mä dat wat hei gefrot gëtt, dat hu mer haut. Gemengen a Syndikater, déi kënnen a kommerzielle Gesellschafte Participatiounen huelen. An dofir, mengen ech, dass mer dat heiten net kënne stëmme.

M. le Président.- Den Här François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, dat ass jo net dat, wat hei verlaangt gëtt, dat wat mer schon hunn, et steet jo eppes virdrun. Ech géing awer proposéieren, fir datt mer weiderkom-

men a fir dat ze klären, datt een déi Motioun soll an d'Kommissioun ginn, fir datt all déi Iddië kënnen nach eng kéier diskutéiert ginn. Hei si Saachen, wou deelweis laanschtenee geschwat gëtt. Ech mengen, dat wär déi rasonnabelst Léisung.

M. le Président.- Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Mir kënnen déi Motioun hei roueg ofstëmme, mer brauchen se net an d'Kommissioun ze ginn, well dat, wat hei gefrot gëtt, dat kënne mir an deem Sënn net matdroen, well dat gëtt et.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, dat gëtt et net.

#### (Interruptions diverses)

M. Lucien Weiler (CSV).- Mä dat wat hei ënnen am Dispositif gefrot gëtt, dat gëtt et schon an dofir stëmme mir déi Motioun net.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Hu mir zu Lëtzebuerg «à l'instar du modèle français de la société d'économie mixte locale»?

M. Lucien Weiler (CSV).- «...une loi permettant aux communes de constituer des entreprises commerciales», dat hu mir opgrond vum Artikel 173bis vum Gemengegesetz.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger freet nach d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, mir wëssen an der Stad Lëtzebuerg wéi schwierig et war, fir am Kader vun der Liberaliséierung vun dem Stroum an esou virun eng Gesellschaft ze grënnen, an déi dann och vum Minister vum Intérieur autoriséieren ze loosse.

Kënnst een dann net, amplaz wou Der deen Text formuléiert hutt: «...à élaborer...une loi», wat ech fannen e bësse wäit geet, schreiwen: «à étudier la possibilité d'élaborer une loi». Da kéint ee sech weinstens deem Problem mol unhuelen.

M. Emile Calmes (DP).- Très bien.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ech ka schwéier elo soen, ob dat gutt oder schlecht ass fir Lëtzebuerg, mä et kënnt een awer emol de Problem studéieren, well ech weess et, a meng Kollegen aus dem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg wëssen dat och, wat fir eng Schwierigkeeten dat bis elo ware fir esou eng Gesellschaft ze kreéieren.

#### (Interruptions diverses et coups de la Présidence)

M. le Président.- Een nom anere wann ech gelift.

Den Här Bausch kritt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, mir ware jo eigentlech nach méi verstännege, mir wollten et an der Kommissioun diskutéieren am Sënn wéi den Här Rippinger et gesot huet, mä de Problem kënnt dohier, datt den Här Weiler net méi an enger Gemeng tätég ass, dofir déi schwierig Problematik net méi esou gutt kennt, an dofir ass en esou stur hei.

Dofir proposéieren ech nach eng kéier, kommt mir ginn déi Motioun an d'Kommissioun.

M. le Président.- Jo, Här Weiler?

M. Lucien Weiler (CSV).- Den Här Bausch huet och kee Gemengemandat.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech sinn am Gemenge-rot vun der Stad Lëtzebuerg.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech hunn e Mandat an engem

Schäfferot gemengt, wou ee mat där Problematik konfrontéiert ass, esou wéi den Här Rippinger dermat konfrontéiert ass an och den Här Meyers.

#### (Interruptions diverses)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Mir huelen dem Här Rippinger seng Propos un. Mir stëmme et dann an deem Sënn, wéi den Här Rippinger et gesot huet, of.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. le Président.- Här Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, just der Vollstännegekeet halber nach e Wuert. Mir kënnen dat net esou stëmme, och wann déi Gréng mengen, d'Regierung géing hei d'Gesetzter maachen. Ech géif proposéieren „un projet de loi“ ze schreiwen.

M. le Président.- Mir stëmme par main levée of iwwert d'Motioun 8 mat der Proposition vum Här Rippinger.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mir froen e Vote électronique.

M. le Président.- Dir kommt allerhand spéit domadder.

Also mir stëmme of.

#### Vote

Wie fir d'Motioun 8 modifiée ass...

#### (Brouhaha général)

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President,...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, de Vote ass lancéiert. Ech hu scho gestëmmt.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech hunn den Text net virleien iwwert dee mer ofstëmme. Ech weess net iwwer wat mer genee ofstëmme.

M. le Président.- Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, dat do ass net korrekt. Mir wëssen net iwwer wat fir een Text de Moment hei ofgestëmmt gëtt.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mir wëssen et awer, Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Mir kënnen net un engem Vote participéieren, wou mer den Text net kennen.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, et ass ganz einfach.

Plusieurs voix.- Ah, très bien !

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Den Text, wéi e virläit, kënne mer net stëmme. Ech hunn eng Proposition gemaach. Ech sinn d'accord mat der éischer Proposition, dass se an d'Kommissioun geet an dass mer se do diskutéieren. Ech sinn awer net domadder d'accord, dass ee seet: «...à élaborer une loi». Ech si momentan net amstand esou eppes ze stëmme, well ech net weess wat d'Konsequenze si fir d'Land.

Ech proposéieren: «...à étudier la possibilité d'élaborer une loi permettant...».

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ass d'Chamber elo mat der Proposition wéi den Här Rippinger se gemaach huet d'accord?

#### (Assentiment)



Mir stëmmen elo of iwwert den Text vun der Motioun 8 modifié, déi elo folgende Wuertlaut huet:

#### Motion 8 modifiée

La Chambre des Députés, considérant

- que le secteur public a tendance à confier ses services à des prestataires privés, soit par recherche d'efficacité et d'économie budgétaire, soit par obligation suite aux mécanismes de libéralisation de certains services publics;

- que cette politique s'accompagne en général de répercussions négatives sur la qualité de ces services et sur le statut des salariés-e-s;

- que l'intérêt général de ces services n'est plus garanti;

- que tous les défis futurs - libéralisation, recherche de services publics de haute qualité, etc - ne pourront être atteints sans accorder aux autorités locales de nouveaux outils de gérance pour leurs affaires communales;

- que les communes ne sont plus à considérer comme de simples administrations locales, mais devraient fonctionner comme des prestataires de services de haute qualité;

- qu'il faut dans certains cas permettre au secteur communal de s'associer à des partenaires privés pour assurer des services d'intérêt général;

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité d'élaborer, à l'instar du modèle français de la Société d'économie mixte locale (Seml) ou des „Stadtwerke“ allemands, une loi permettant aux communes de constituer des entreprises commerciales, le cas échéant en association avec des partenaires privés, en vue d'une gestion plus efficace de certains services publics.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Ass e Vote électronique verlaangt?

#### (Assentiment)

#### Vote

D'Motion 8 modifiée ass uegohll mat 47 Jo- an zwou Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Jean Spautz, Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Kriepps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Paul-Henri Meyers et Marcel Sauber.

Da komme mer elo zur Motioun 9. Stëmme mer of par main levée?

#### Motion 9

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President!

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Déi Motioun do ass superfétatoire an deem Sënn wou dee Projet de règlement grand-ducal ënnerwee ass. Dee Projet de règlement grand-ducal ass ënnerwee, dofir ass se jo just superfétatoire. Den Innenminister huet mer haut de Mëtteg den Text vum Règlement zoukomme gelooss, an et ass exactement dat wat hei gefrot gëtt, sauf, wat de Punkt 3 ubelaangt, proposéiert gëtt, de Seuil net op 125.000, mä op 100.000 eropzesetzen. Soss ass et dat wat hei gefrot gëtt, an deementspreechend ass d'Motioun sans objet.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wou ass dann dee Règlement grand-ducal drun?

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech denken, dass d'Ministeren dës Woch oder d'nächst Woch dee Règlement grand-ducal an de Conseil de gouvernement huelen an dass en dann...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wéini, Mokuchsdag?

M. Lucien Weiler (CSV).- Neen, dat kënnt dës Woch.

#### (Interruptions)

M. Robert Mehlen (ADR).- Majo, et ass genau dat wat ech wollt froen, Här President, wann hei d'Regierung opgefuerdert gëtt eppes ze änneren wat am Gesetz steet, da kann et och nëmme duerch Gesetz...

#### (Interruptions)

Da formuléiert dat do ëm. Mir kënnen et jo net esou stëmmen, well et einfach net kohärent ass.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Et steet awer am Gesetz mengen ech esou dran.

M. Emile Calmes (DP).- De Chiffer kann iwwer e Règlement gehéicht ginn, esou steet et am Gesetz.

M. Robert Mehlen (ADR).- Voilà, da muss dat do am Text geännert ginn, soss kënnen mer et net esou stëmmen.

M. Emile Calmes (DP).- Neen, et muss e Règlement gemaach ginn. Et brauch kee Gesetzestext geännert ze ginn.

#### (Interruptions)

M. Lucien Weiler (CSV).- Frot den Här Henckes.

M. le Président.- Also mir stëmmen of par main levée.

#### Vote

Wien domadder d'accord ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Déi Gréng halen se am Suspens.

M. le Président.- Sidd Dir d'accord domat? Dann ass d'Saach jo an der Rei.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Also ech zéie se zréck. Wann an dräi Wochen de Règlement grand-ducal net déposiert ass, kann ech se jo zu all Moment frësch erabréngen.

#### Motion 10

M. le Président.- Mir kommen zur Motioun 10. E Vote électronique ass verlaangt.

#### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 10 ass ofgelehnt mat 39 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 8 Abstentoune.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Jeannot Belling), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Kriepps (par Mme Maggy Nagel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

#### Motion 11

Da komme mer zur Motioun 11. Ass e Vote électronique verlaangt?

#### (Interruption)

Den Här Krecké freet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir wësst, dass mir och fir d'Augmentatioun vum Congé politiqum vum Collège des bourgmestres et échevins sinn, mä mir hunn eis kloer expriméiert fir eng Zuel. Mir hate 50% gesot, fir kloerzestelle wat et soll sinn. Duerfir froen ech ob déi gréng Kolleegen domat d'accord sinn?

Mam leschten Deel kënnen mer net d'accord sinn, do géint et eis éischer drëm goen, de Statut légal fir déi Leit ze kréien, déi esou e Mandat hunn, mä net elo d'Professionalisatioun dovunner - de Statut légal haaptsächlech um Niveau vun der Sécurité sociale. D'Sécurité sociale, dat sinn déi Indemnitéiten, déi do ausbezuelt gi fir Leit. Wann een hei nämlech zesummenzielt, an deen huet e Mandat vun 20 Stonnen Congé politique do a kann nach 20 Stonnen enzwousch anescht Congé politique kréien, dann huet dee 40 Stonnen, an deen ass eventuell guer net an der Lag fir déi Indemnitéiten, déi en do kritt, ugerechent ze kréien an enger Sécurité sociale. A mir wollten éischer op dee Wee goe wéi dat do. Jo, dat ass en anere Problem.

M. le Président.- Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President, mir vun eiser Sait kënnen se och net stëmme wéinst dem leschten Turet vun deene 5.000 Awunner do, wou de Posté vum Buergermeeschter soll professionaliséiert ginn. Mä mir sinn der Meinung, Här Bausch, datt dat keng guut Léisung wier fir eben d'Buergermeeschterposten ze professionaliséieren, well mer eben doduerch nei Problemer schafen. Et geet och net Rieds wat mer da mat deene Leit maache wa

se net méi erëmgewielt ginn, a virun allem och déi Leit aus dem Privatsektor dierft mat esou enger Fuerderung ganz vill Problemer kréien. Dann hätte mer herno nach just Buergermeeschteren aus der Fonction publique, déi esou eng Konditioun kéinten erfëllen.

#### (Interruption)

Neen, neen, well déi Leit aus dem Privatsektor, déi Der géift haaptamtlech Buergermeeschter maachen, déi kéinten, wa se no fénnef Joer net méi erëmgewielt ginn, net méi an hir Betriber zréckgoen. Den Deputéierten huet e Congé politique an hien ass nach a sengem Betrib dran, an hei géift Der en zu 100% professionaliséieren, an da kënnen déi Leit herno net méi an d'Betriber zréckgoen. Dat ginn enorm Problemer am Privatsektor, an Dir kënnt deene Leit keng Garantien doriwuer ginn, an duerfir si mer net mat deem Turet averstanen.

M. le Président.- Den Här Camille Gira freet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech wollt soen, dass mer bei eise Text bleiwen. Ech mengen en ass relativ oppen nach gehalen, well et steet do „à étudier la possibilité“, a mir sinn déi Lescht, wann et sech bei deenen Etude sollt erausstellen, dass Problemer wéi déi, déi den Här Krecké opgeworf huet, nach musse verdéift ginn, dass dat och eng Roll spillt. Da kann een och nach à la limite iwwert de Seuil schwätzen an déi aner Zuelen. Hei stinn zwou Zuelen dran als Propos. Eis geet et drëm, dass iwwerhaupt gekuckt gëtt, wat déi eenzel Pisté wieren. Dofir mengen ech ass se wäit a vague genuch gehalen, dass eigentlech jiddferee se kéint droe wat de Fong ubelaangt, dofir wéilte mer se och net ofänneren, mä dann hätte mer se gären esou zum Vote.

M. le Président.- Mir stëmmen also of. Wie mat der Proposition d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- E Vote électronique, wann ech gelift.

M. le Président.- Et ass e Vote électronique verlaangt.

#### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 11 ass verworf mat 39 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 10 Abstentoune.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Marcel Sauber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel (par M. John Schummer), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Jeannot Belling), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Kriepps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart),

Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Marc Zanussi), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Da komme mer zur Motioun 12.

#### Motion 12

Den Här Mars Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, mir si selbstverständlech bereet déi do Motioun matzestëmmen ënnert enger Viraussetzung, dass «le cas échéant» gestrach gëtt, well et ass keng Hypothese méi dass eppes ze kompenséieren ass, et ass sécher, dass eppes ze kompenséieren ass, an dofir géife mer eis gréng Kolleegge bieden, «le cas échéant» ze strächen. Ech géif selbstverständlech och hei nach eng Kéier e waarmen Appel un all Kolleegen aus dëser Chamber riichten, déi an hirer Eegenschaft als Buergermeeschter, Schäffen oder Conseillere den Appel vum Syvicol ënnerstëtzt hunn, déi heite Motioun och ze ënnerstëtzen, well se soss virun de Choix gestallt si wat fir eng Kap, dass se mussen oppginn.

M. le Président.- Den Här Weiler freet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir verstitt dass mir déi heite Motioun net stëmme wäerten, grad esou wéi mer déi Nummer 13 vun de Sozialisten net stëmme wäerten, speziell och nach well an där Motioun den honorabelen Här Di Bartolomeo eis opfuerdert, mir sollen d'Regierung opfuerderen „à respecter l'accord“ vum 8. Oktober 2001.

Or, wa mer déi heite Motioun géife stëmmen, da géife mer d'Regierung opfuerderen, deen Accord net ze respektéieren, well an deem Accord virgesinn ass, dass déi Kompensatioun, déi hei ugesprach gëtt, nëmme am Fall géif spillen „à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette“, an den Här Halsdorf huet eis virgëschter an d'Regierung gëschter hei des Laangen an des Breeden duergeluecht, dass et keng „augmentation des recettes fiscales“, au contraire, eng „diminution des recettes fiscales“ ginn ass, an deementspreechend gesäit de Stat...

#### (Interruptions)

Ech liesen an Ärer Motioun, an Ärer Motioun zitéiert Dir jo den Accord esou wéi e formuléiert ass, an deementspreechend lehne mir déi zwou Motiounen of.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Mir kéinten am Fong déi Motioun hei matstëmmen, souwuel 12 oder 13, mä mir deelen d'Argumentatioun vum Här Weiler. Jo, well mir hunn, Här Mars Di Bartolomeo, deemools gesot wéi Dir als Member vum Comité an den Här Klein als President vum Comité vum Syvicol deen Accord mat der Regierung ënnerschriwen hutt, datt Der lech iwwert den Dësch zéie gelooss hutt als Syvicol, well Der deen doten Text esou akzeptéiert hutt. Dir hutt d'Gemenge gleewe gedoen...

#### (Brouhaha général)

...mat deem Accord kréicht der d'Akomesse vun dem Impôt commercial vun 2001 garantéiert a wann der lech kënnt erënneren, op der Generalversammlung vum Syvicol hu verschidde Riedner - ënner anerem och ech - gesot, mat deem doten Text hutt Der guer nâischt garantéiert, well wann et esou wäit ass, datt d'Gemengesteieren erfoginn, da ginn och d'Statssteieren erof an dann huet de Stat et ganz einfach, fir op



Grond vun deem doten Text ze soen, mir kompenséieren et net. An haut trëtt dat an, wat mer lech deemools gesot hunn an Dir sollt lech selwer mat der Nues huelen, alleguer, och den Här Halsdorf, déi am Comité vum Syvicol sëtzen.

#### (Interruptions)

Déi hu sech vum Statsminister Jean-Claude Juncker iwwert den Dësch zéie gelooss an haut kréie se d'Quittung dovun.

■ **Une voix.**- Très bien.

#### (Interruptions diverses)

■ **M. le Président.**- Also mir stëmmen of iwwert d'Motioun 12 vum Kollege Gira.

■ **Une voix.**- Wëllt Der «le cas échéant» ewechloossen?

■ **Plusieurs voix.**- Jo.

■ **Une voix.**- «Le cas échéant» sträiche mer eraus.

■ **M. le Président.**- Jo, mir sträichen dat eraus.

#### (Brouhaha général)

##### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 12 ass verworf mat 31 Nee- a 17 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nicolas Strotz), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);*

*Mme Simone Beissel (par M. John Schummer), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Jeannot Belling), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer.*

#### Motion 13

An da komme mer un déi lescht Motioun. Et ass dat d'Motioun 13.

#### (Interruptions)

Den Här Mars Di Bartolomeo freet d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, et wäert lech jo net wonneren, dass ech nach eng Kéier en Élan maachen, fir d'Chamber iwwerzeegt ze kréien a besonnesch déi drai Véirel vun deene Chambersmemberen, déi och e lokaalt Mandat hunn, déi a guddem Glawen den Accord...

■ **Plusieurs voix.**- Oh! Ah!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- ...déi a guddem Glawe vun alle Bänken deen Accord ënnerschriwwen hunn an och nach dru gleewen, dass wann eng Regierung e Wuert gëtt, wann d'Kompensatioun méiglech sinn - an den Här Frieden an de Statsminister hunn eis hei A plus B bewisen -, dass d'Situatioun zwar eescht ass, mä net dramatesch,...

#### (Hilarité)

...dass se zwar ugespaant ass, mä dass mer nach vill Reserven hunn an dass een ouni Weideres mat deene Reserve méi schwéier Zäite kann iwwerbrécken.

Ech wëll lech just drop hiweisen, Här President a léif Kollegeen aus der Chamber, dass mir an eng anerer Situatioun an de Gemenge si wéi de Stat. Well während de Stat nach héich Reserven huet, hunn déi meescht Gemengen, ausser där enger oder anerer löblecher Ausnahm, keng Reserven. An déi Reservé vum Stat sinn do fir am Secteur public insgesamt schwéier Zäiten ze iwwerbrécken, sou dass mer mengen, dass mer an eiser Logik dra sinn, dass mer an eng ugespaanter Zäit fir d'Gemengefinanzen d'Solidaritéit vum Stat kënnen hei beusprochen.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Besonnesch, Här President, wou zwee héichkarateg Ministere sech ganz vill Méi ginn hu fir eis nozeweisen, dass d'Statsfinanzsituatioun ganz akzeptabel ass. An ech muss nach eng Kéier soen, dass et mech extrem wonnert, op wat fir eng nonchalant Aart a Weis eng Rei vu Memberen an dëser Chamber innerhalb vu 14 Deeg hir Meenung diametral geännert hunn. Well viru 14 Deeg hu mer op der Generalversammlung vum Syvicol eis Kollegeen déi aner Säit gesinn applaudéieren zu der Proposition, dass mer sollen zum Accord vum Syvicol stoen.

An an där heiter Motioun, Här President, do steet wierklech näischt anescht, wéi de Respekt vun deem Accord, deen d'Gemenge guttgleeweg mat der Regierung getraff hunn.

#### (Brouhaha général)

An ech invitieren nach eng Kéier eis Kollegeen an dëser Chamber fir ze beweisen, dass dat net de Fall ass, wat heiansdo dobausse behaupt gëtt, dass jee nodeem wat fir een Hutt, dass een undeet, ee seng Meenung ännert; hei an dëser Chamber kann een nëmmen eng Meenung hunn.

#### (Interruptions)

A wann eis Kollegeen hei op de Knäppchen drécke géint dësen Accord, da mussen se hir Konsequenzen am Syvicol droen.

■ **M. le Président.**- Jo, also dann ass...

#### (Interruption)

Ja, de Kollege Camille Gira freet d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech war nieft dem Här Gibéryen deemools op där Säit...

#### (Brouhaha général)

■ **Une voix.**- Den Här Klein stëmmt déi Motioun hei mat.

■ **M. le Président.**- Loosst dach de Riedner schwätzen.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech war op där berühmter Generalversammlung vum Syvicol deemools nieft dem Här Gibéryen och ee vun deenen eenzegen dee gesot huet, dass dat e schlechten Accord wier, dass de Syvicol géing iwwert den Dësch gezu ginn. Dofir wollt ech froen, ob eis Kollegeinnen a Kollege vun der LSAP d'accord wieren, fir beim invite ewechzeloossen «à respecter l'accord du 8 octobre signé entre le Gouvernement et le Syvicol», an einfach ze soen «invite le Gouvernement à s'engager à prendre en charge». Da kënnen mir se och stëmmen. Wann net, da géife mir eis enthalen.

■ **Une voix.**- Mir hu kee Problem.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Ass dat an der Rei?

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...à respecter l'accord, da kréie mer näischt!

■ **Une voix.**- Mir hu kee Problem do domat.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Et ass am Sënn vun deem, wat mer plädéiert hunn. Mir hu kee Problem méi domat.

#### (Hilarité et interruptions)

An ech wëll, Här President...

#### (Hilarité et interruptions)

Entschëllegt, Här President, well eis Kollege vun der CSV ganz vill Schwierigkeeten hunn, fir ze verstoe wat gemengt ass, wëll ech lech just soen, dass aus dem Considérant, aus deene puer Punkte vum Considérant largement erausgeet, wat gemengt ass. Do ass den Accord nämlech zitéiert a wann dat lech et erliichtert fir déi heite Motioun ze stëmmen, well Der jo der Meenung waart, dass Der déi Zwieleft net konnt stëmmen, well et eventuell eng Kontradiktioun war, da misst et jo lo no der Modifikatioun vun eise grénge Kollege méiglech sinn, dass der de Schäi wéinstens géift wahren.

■ **Une voix.**- Dat gesi mer elo beim Vote.

#### (Interruptions diverses)

■ **M. le Président.**- Sou mir stëmmen dann elo of iwwert déi lescht Motioun.

##### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

#### (Brouhaha général)

D'Motioun ass verworf mat 34 Nee-Stëmmen an 23 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot (par M. Marc Zanussi), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean-Pierre Koepp), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.*

*Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nicolas Strotz), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);*

*Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer.*

■ **Une voix.**- Majo dann.

■ **M. le Président.**- Dir Damen an Dir Hären, domadder wier dee Punkt erleedegt.

Wat de Programm vun der nächster Woch ubelaangt, do sinn déi nächst Sitzunge virgesi fir den 9., 10. an 11. Dezember.

D'Präsidentekonferenz huet folgenden Ordre du jour virgeschloen: en Dënschdeg den 9. nomëttes an e Mëttwoch den 10. moies a mëttes hu mer d'Budgetsdebatten nom Modell 7. En Donneschdeg den Nomëtten hu mer:

1. gegebenenfalls d'Suite vun de Budgetsdebatten;
2. de Projet de loi 5056, en international Ofkommen aus dem Bereich vum Akerbau;
3. d'Question urgente 2482 vum Här Lucien Lux iwwer e Sozialplang bei Villeroy et Boch;

4. d'Question urgente 2495 vum Här Ben Fayot iwwert d'Stratégie européenne de sécurité;

5. d'Motioun vum Här François Bausch iwwert de Fonds d'Aménagement et d'Urbanisation du Plateau de Kirchberg, a

6. d'Motioun vum Här François Bausch iwwert d'Établissements publics.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert an domadder wiere mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass also déi nächst Woch, den 9. Dezember mëttes um 3 Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 20.33 heures)**

## Sommaire des séances publiques

4906 - Débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes pages 145-165  
pages 202-205

Ordre du jour page 165

4884 - Projet de loi portant modification du Titre VI intitulé "Règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes" du Livre VII de la Première Partie du Nouveau Code de Procédure Civile pages 165-166

5230 - Projet de loi autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré, d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg pages 166-168

5244 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 168-170

Dépôt d'un projet de loi page 171

Communications page 171

Ordre du jour page 171  
page 172

Dépôt d'une motion pages 171-172

Dépôt de deux motions page 172

5200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004

- Présentation du rapport de la Commission des Finances et du Budget par M. Jean-Marie Halsdorf, rapporteur pages 172-177

- Exposé du Premier Ministre, Ministre des Finances, M. Jean-Claude Juncker pages 178-180

- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden pages 180-182

Ordre du jour page 183

4913 - Projet de loi modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés pages 183-191

4787 - Projet de loi - concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

- modifiant la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes;

- complétant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement pages 191-201

Interpellation de M. Camille Gira sur la politique pour les personnes handicapées (Motions) page 201

5225 - Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg (Motions) page 202

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 5 / 2003-2004

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2358	Renée Wagener	Droit de travail des personnes demandeuses d'asile
2415	Marco Schank	Déductibilité des dons aux associations culturelles
2420	Lydia Mutsch	Politique de l'aéroport de Luxembourg-Findel en ce qui concerne la définition des couloirs d'approche et de départ des avions à destination et au départ de Luxembourg.
2425	Alex Bodry	Reconnaissance générale de la double nationalité en droit luxembourgeois
2433	Camille Gira	État d'avancement des travaux respectivement des projets pour deux lycées situés au nord du pays
2444	Marc Zanussi	Culture du colza et de la betterave d'espèce OGM
2447	Laurent Mosar	Application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale
2449	Aly Jaerling	Revalorisation des friches industrielles

**Question 2358 (22.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant le droit de travail des personnes demandeuses d'asile.**

Selon une nouvelle directive européenne, une personne ayant introduit une demande d'asile peut avoir accès au marché du travail selon certaines conditions.

Quand est-ce que le Gouvernement prévoit l'application de cette directive au Luxembourg?

Sa transposition nécessite-t-elle une réforme du droit du travail? Si oui, est-ce qu'un projet de loi afférent est en cours d'élaboration?

**Réponse commune (17.12.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

La Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile pour les États membres prévoit dans son article 11 un accès des demandeurs d'asile au marché de l'emploi sous certaines conditions. Ainsi, les États membres fixeront une période durant laquelle les demandeurs d'asile n'auront pas accès au marché de l'emploi à partir du dépôt de leur demande d'asile. De même, l'article en question dispose que si une décision en première instance n'a pas été prise un an après la présentation d'une demande d'asile et que ce retard ne peut être imputé au demandeur, les États membres décident dans quelles conditions l'accès au marché du travail est octroyé au demandeur. Enfin, il est prévu que les États membres peuvent accorder la priorité aux citoyens de l'Union et à ceux des États parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers en séjour régulier.

Le Gouvernement est en train d'élaborer le projet de loi afférent afin que la directive puisse être transposée dans les délais y prévus, c'est-à-dire avant le 6 février 2005.

**Question 2415 (1.10.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant la déductibilité des dons aux associations culturelles:**

Certains dons et libéralités sont déductibles en tant que dépenses spéciales. À l'heure actuelle il existe des organismes reconnus d'utilité publique ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG) pouvant recevoir des dons fiscalement déductibles dans les limites et conditions prévues par les articles 109 et 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Certains

organismes, prescrits dans les dispositions de l'article 8 de la loi du 4 mars 1982 portant création d'un Fonds culturel national, peuvent recevoir des dons en nature et en espèces fiscalement déductibles par l'intermédiaire du Fonds culturel national.

Il me revient qu'en novembre 2002 le comité directeur du Fonds culturel national avait accordé l'avantage fiscal aux donateurs d'une association culturelle pour la construction d'un orgue dans une commune au nord du Luxembourg. Cependant un an plus tard le comité directeur informe cette même association qu'il n'est plus en droit d'accepter des dons fiscalement déductibles du fait qu'elle ne remplit plus les conditions définies à l'article 8 précité. Ce revirement est dû à une instruction de la Cour des Comptes qui insiste sur la nécessité de donner une interprétation stricte aux dispositions de l'article 8 de la loi du 4 mars 1982.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quels sont les changements qui ont amené la Cour des Comptes à ne plus faire accepter aux donateurs de cette association culturelle la déduction fiscale?
- Étant donné que de nombreuses personnes souhaitent soutenir de telles associations culturelles, quelles sont les solutions et mesures envisagées pour ces personnes afin de pouvoir bénéficier de la déductibilité de leurs dons à titre de dépenses spéciales?

**Réponse commune (8.12.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances et de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

Par courrier du 6 août 2003 adressé au Fonds culturel national (FOCUNA) concernant le contrôle de la gestion du Fonds pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002, la Cour des Comptes invite les responsables du FOCUNA à «contrôler dorénavant le caractère d'utilité publique des organismes bénéficiaires visés à l'article 8 alinéa premier de la précitée loi».

Il faut savoir que ni l'ancienne Chambre des Comptes, ni l'actuelle Cour des Comptes (instituée par la loi de 1999 sur la comptabilité de l'État) n'avaient jusque là mis en question l'interprétation de la loi du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie et notamment son article 8.

Cette nouvelle approche de la part de la Cour des Comptes surprend d'autant plus que le FOCUNA a,

pendant ces vingt années, rempli son rôle d'aide à la création artistique et culturelle de façon exemplaire. Elle est d'autant plus regrettable que cette décision - en plein exercice budgétaire - met en cause l'existence même de toute une série d'associations culturelles qui soit, organisent des manifestations culturelles comme notamment des festivals de musique, soit - comme l'explique la question de Monsieur le Député - travaillent pour construire un orgue dans une commune au Luxembourg.

Elle met en cause l'existence même de ces associations qui avaient, en préparant leurs activités de 2003 et en soumettant à la fois au FOCUNA qu'au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, un budget prévisionnel, pu tabler sur la participation du FOCUNA selon la pratique en usage depuis 1982. Toutes ces associations risquent donc d'avoir un manque à gagner très important qui rendra déficitaires toutes ces manifestations. Ces associations, criant à l'injustice, s'adressent donc au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour demander une aide financière qui compensera ce manque à gagner. Or, le Ministère ne dispose pas de cet argent supplémentaire, ni en 2003, ni en 2004, car pris de court par cette interprétation de la Cour des Comptes (signalée au mois d'août de cette année) il n'a pas pu, dans ses prévisions budgétaires 2004, inscrire un budget supplémentaire pour toutes les associations qui risquent d'être lésées par cette décision de la Cour des Comptes.

Si les conséquences de cette décision sont catastrophiques pour les acteurs culturels à court terme, elles le sont aussi à moyen et à long terme, parce que cette décision de la Cour des Comptes décourage toute action de mécénat. Cela est d'autant plus regrettable que par le passé l'aide du FOCUNA, non seulement pendant les années «normales», avait été inestimable pendant l'année culturelle 1995 où la loi de 1982 avait permis d'attirer un financement des activités culturelles extrêmement important; dépassant 25% du budget total de l'année culturelle 1995.

Au moment où l'asbl qui a «pour objet de planifier et de veiller à la mise en oeuvre de tous les moyens et de toutes les mesures propres à assurer le déroulement de la manifestation «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture, 2007» ainsi que de recueillir les fonds nécessaires à son organisation, à sa réalisation et à sa promotion vient d'être mise en place, cette décision de la Cour des Comptes risque d'annihiler, ab

initio, tout effort entrepris pour récolter de l'argent de sponsoring.

Une possibilité pour remédier à cet état des choses serait d'inviter toutes les associations culturelles d'adopter une des formes juridiques proposées par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif et de solliciter la reconnaissance d'utilité publique auprès des autorités compétentes. Sachant que cette reconnaissance d'utilité publique est onéreuse et difficile à obtenir et afin de ne pas paralyser la vie culturelle au Luxembourg et de ne pas léser les associations culturelles qui ont déjà engagé des fonds pour leurs projets 2003 et 2004, il est proposé de modifier la loi de 1982 portant création du FOCUNA afin que les associations exerçant une activité notable dans le domaine culturel puissent continuer, sous le contrôle du FOCUNA, établissement public, d'être éligibles sous les conditions d'un article 8 amendé.

**Question 2420 (3.10.2003) de Mme Lydia Mutsch (LSAP) concernant la politique de l'aéroport de Luxembourg-Findel en ce qui concerne la définition des couloirs d'approche et de départ des avions à destination et au départ de Luxembourg:**

D'après de nombreux témoignages, dernièrement les mouvements d'avions de ligne et même d'avions-cargos à une altitude relativement basse se font de plus en plus nombreux et réguliers dans le sud de notre pays.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il y a des changements dans la politique de l'aéroport de Luxembourg-Findel en ce qui concerne la définition des couloirs d'approche et de départ des avions à destination et au départ de Luxembourg?

Si oui, quelles sont les raisons de tels changements?

Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les changements en question sont prévus pour une période de temps déterminée ou illimitée?

**Réponse (5.12.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

La distinction entre les arrivées et départs de l'aéroport est fondamentale, dans le sens que pour les départs les avions de ligne suivent des trajectoires publiées (éparpillement du trafic aérien), sauf contre-ordre des contrôleurs de la circulation aérienne pour des raisons de sécurité aérienne, tandis que les arrivées (concentration du trafic vers un point unique - la piste) sont sujettes à un guidage radar par les contrôleurs.

L'altitude la plus basse pour les arrivées des avions de ligne ou tout autre avion volant sous le régime du vol aux instruments est fixée à 3.000 pieds QNH (environ 900 m au-dessus du niveau moyen de la mer), altitude réglementaire pour intercepter les systèmes de guidage tous temps à l'atterrissage. L'impression optique pour un observateur à partir du sol d'un avion à cette altitude varie avec la taille de l'avion, les gros avions donnant toujours l'impression de voler à une altitude moins importante. Les avions quittent ces 3.000 pieds uniquement lorsqu'ils sont alignés en finale de la piste à une distance d'environ 6 milles nautiques.

L'unique changement intervenu au courant de cette année consiste dans le fait que la réglementation sur les approches à vue des avions

de ligne a changé. En effet, de nouvelles instructions ont été données aux contrôleurs. Ces instructions prévoient que les avions qui effectuent des approches à vue reçoivent un guidage radar les amenant à des interceptions de la finale à une distance d'environ 6 milles nautiques des seuils de piste. Auparavant ces interceptions pouvaient se faire à des distances bien inférieures. Ce changement a été effectué pour éviter le survol à très basse altitude des localités avoisinantes de l'aéroport.

J'ajouterai que j'ai donné instruction à l'Administration de l'Aéroport de définir des corridors à respecter par les pilotes à l'atterrissage et au départ de l'Aéroport du Findel. Ces corridors sont censés être repris dans un règlement grand-ducal dans le but de pouvoir sanctionner les équipages et les compagnies qui, sauf urgence ou instructions spécifiques des contrôleurs, ne respectent pas les règles fixées à cet égard.

**Question 2425 (6.10.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la reconnaissance générale de la double nationalité en droit luxembourgeois:**

Début juillet 2001, la Chambre des Députés a adopté une motion relative à la question de la reconnaissance générale de la double nationalité en droit luxembourgeois.

Le Gouvernement, qui avait à l'époque accepté cette motion, a été invité à procéder à une analyse des problèmes d'ordre juridique qui se posent en matière d'ouverture vers la double nationalité et de communiquer les informations au Parlement.

Plus de deux ans après cette décision, j'aimerais savoir quelles démarches concrètes le Gouvernement a entreprises pour faire droit à la requête de la Chambre des Députés?

Quelles sont les conclusions des études éventuellement élaborées à la demande du Gouvernement?

Le Gouvernement entend-il prendre une initiative en la matière pour compléter notre législation en matière de nationalité?

**Réponse (17.12.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Jus-**

1. Le rapport des professeurs d'université belges chargés de ce travail sera remis en janvier 2004 au Gouvernement luxembourgeois.

2. S'agissant d'une question fondamentale, le Gouvernement estime nécessaire de consulter le peuple luxembourgeois avant de modifier la loi sur la nationalité. Ainsi, le Premier Ministre s'était exprimé sur cette question comme suit lors de la déclaration sur l'État de la Nation du 7 mai 2002: «si kann och eréischt agefouert gi wa sech no Debatten e kloeren Optrag vum Wieler an déi Richtung erauskristalliséiert».

**Question 2433 (15.10.2003) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant l'état d'avancement des travaux respectivement des projets pour les deux lycées situés au nord du pays:**

Pour cette rentrée des classes on a pu fêter l'inauguration du Lycée technique Josy Barthel de Mamer qui est entré en service cinq ans après le vote du projet à la Chambre des Députés. Dans ce contexte j'aimerais me renseigner



sur l'état d'avancement des travaux respectivement des projets pour deux lycées situés au nord du pays.

1) Le Lycée technique d'Ettelbruck compte cette année 1.800 élèves pour un bâtiment construit en 1975 pour 900 élèves et complété les dernières années par 15 containers. Il est évident que cette situation rend extrêmement difficile un déroulement correct de la vie scolaire. Pour améliorer la situation on prévoit depuis des années la création d'un nouveau „Lycée Nordstad“ pour la région.

Dans ce sens j'aimerais savoir:

- a) Quel est le nombre d'élèves par salle de classe à Ettelbruck en comparaison avec la moyenne nationale?
- b) Quel est l'état d'avancement du projet d'un nouveau „Lycée Nordstad“? Comment peut-on expliquer qu'un projet tellement urgent semble avancer si lentement?
- c) Les discussions sur le site sont à mon avis fortement liées au futur concept de circulation de la région Nordstad. Quand est-ce que l'étude élaborée par le Ministère des Travaux publics sera rendue publique?

2) À Wiltz le projet de modernisation et d'extension du Lycée du Nord dure depuis sept ans déjà (loi du 28 avril 1995). Un tel chantier présente nécessairement des inconvénients et les enseignants et élèves concernés espèrent que les travaux avancent au mieux. Or, actuellement le chantier du Lycée du Nord a été pratiquement désinstallé et il n'y a plus aucune activité.

Dans quels délais pense-t-on pouvoir terminer les différentes phases du projet?

**Réponse commune** (2.12.2003) de Mme Erna Henricot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics* et de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

1) Lycée technique d'Ettelbruck

a) Le nombre d'élèves par classe est réglé par instruction ministérielle, qui fixe le nombre minimal ainsi que le nombre maximal d'élèves par classe selon le niveau de classe d'une formation donnée. L'organisation des classes (avec indication du nombre d'élèves) est soumise chaque année à une procédure d'autorisation par le Ministère de l'Éducation nationale (MEN-FPS).

De ce fait le nombre d'élèves par salle de classe du Lycée technique d'Ettelbruck (LTeT) ne diffère pas sensiblement par rapport à la moyenne nationale.

b) Dans le cadre du plan directeur sectoriel lycées a été instauré un groupe d'accompagnement dont le rapport final relatif à la prospection et à l'évaluation comparative de sites d'implantation potentiels au sein de la «Nordstad» propose de retenir, entre huit sites analysés, les terrains situés à Erpeldange pour la réalisation de la Nordstad. Par la suite le comité d'acquisition a été chargé de l'acquisition des terrains par l'État.

c) Au courant de l'année 2001 le Ministère des Travaux publics, auquel s'est associé le Ministère des Transports, a entrepris une étude de trafic pour analyser l'impact de la Route du Nord (A7) sur le développement de l'entité de la Nordstad autour du bipôle Ettelbruck/Diekirch.

L'étude de trafic se rapportait tant aux relations de la Nordstad avec les régions limitrophes l'entourant qu'aux flux de circulation générés à l'intérieur de cette même entité.

Les objectifs visés par l'étude de trafic Nordstad se résument comme suit:

- Au niveau du concept intégré:

- développer un concept global prenant en considération tous les modes de transports (voitures, camions, bus, train/tram, cyclistes et piétons) et permettant:

- la création d'une zone urbaine «Nordstad» multifonctionnelle;

- le renforcement durable des échanges au niveau régional;

- l'établissement d'un concept intégré final réalisable en plusieurs étapes/modules.

- Au niveau du trafic motorisé individuel:

- restructurer le réseau routier (réduire respectivement apaiser la circulation à l'intérieur des agglomérations);

- décortiquer la situation difficile de la circulation aux centres-villes d'Ettelbruck et de Diekirch en supprimant les circuits à sens unique.

- Au niveau des transports en commun:

- restructurer les infrastructures ferroviaires et réorganiser les transports en commun de manière fondamentale;

- promouvoir les transports publics par une amélioration de l'offre ainsi que par une meilleure coordination du transport intermodal;

- réaliser la circulation des bus (les privilégier p.ex. aux carrefours, etc.);

- créer ainsi une réelle alternative à la voiture particulière.

- Au niveau des piétons/cyclistes:

- agrandir les zones piétonnes actuelles/introduire des zones 30 km/h;

- établir un réseau cohérent de pistes cyclables/chemins piétonniers.

- Au niveau du développement urbain:

- définir des zones urbaines se prêtant à être revalorisées grâce à la restructuration du réseau routier;

- coordonner davantage la restructuration des voies publiques et les projets de revalorisation urbaine (intégration optimale des projets d'infrastructures publiques dans le tissu urbain);

- développer de nouvelles idées d'aménagement qui pourraient se dégager d'un concours d'urbanisme lancé à grande échelle.

Pour combattre les défauts mis en exergue par cette étude de trafic et pour assurer une mise en pratique des propositions de réaménagement, il y a lieu de dresser un plan directeur retenant la conception des diverses infrastructures futures. Ainsi, des mesures isolées, ayant des effets éventuellement négatifs dans le contexte global peuvent être évitées.

La présentation de cette étude au grand public est prévue en début 2004.

2) Lycée du Nord à Wiltz

Précisons d'emblée qu'il y a lieu de distinguer entre deux lois distinctes:

Il y a eu, d'un côté, la loi relative à la première phase d'agrandissement du Lycée du Nord, laquelle a été votée en avril 1995 pour un montant de 11.774.942 euros.

Ces travaux ont commencé fin 1996 pour aboutir à la mise en service du bâtiment en septembre 2000.

Il y a eu, d'un autre côté, la loi de juillet 2001 relative à la deuxième phase de l'agrandissement du Lycée du Nord.

C'est dans le cadre de cette deuxième loi que le parking provisoire a été réalisé et l'ancienne école régionale démolie (septembre 2002 à mai 2003). Les travaux de construction proprement dits pourront être mis en adjudication dès l'octroi de l'autorisation commodo/incommodo. La procédure de publication de l'enquête de commodo et incommodo à la commune étant achevée, le début des travaux pourra être envisagé pour la mi-2004.

Quant au délai d'exécution, il y a lieu de retenir que la durée des travaux estimée à quelque cinq ans s'explique par la nécessité de réaliser le projet en phases distinctes (nouvelles constructions, réaménagements bâtiments existants, démolition centre sportif existant et aménagement des alentours).

**Question 2444 (24.10.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP)** concernant la culture du colza et de la betterave d'espèce OGM:

Selon une publication anglo-saxonne récente portant sur la betterave et le colza, les cultures OGM de ces deux espèces auraient des impacts plus négatifs sur la biodiversité que les cultures traditionnelles.

Comme le moratoire européen en la matière est actuellement en passe d'être levé, les pays de l'Union européenne seront ou sont déjà confrontés à des demandes de la part de producteurs qui veulent cultiver le colza et la betterave d'espèce OGM à grande échelle.

Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Grand-Duché a été saisi d'une telle demande?

**Réponse (5.12.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

S'agissant de l'étude britannique mentionnée par l'honorable Député, il s'agit d'une expérimentation à large échelle conduite sur une période de trois ans dans le but d'étudier les effets sur la diversité biologique lors de la mise en culture de trois variétés de plantes génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides. Les résultats de cette étude, connue sous le nom de Farm Scale Evaluations, ont été publiés à la mi-octobre dans le journal spécialisé *Philosophical Transactions of the Royal Society*, et ont conclu à un impact négatif sur la diversité biologique au niveau des champs cultivés pour les deux variétés de plantes génétiquement modifiées, à savoir le colza et la betterave tandis que l'impact sur la diversité biologique serait positif dans le cas du maïs avec cependant une importante réserve de précaution.

Une vingtaine de demandes d'autorisation de mise sur le marché d'OGM ont été déposées auprès des différents États membres pour les espèces visées par l'honorable Parlementaire. Le Luxembourg ne figure pas parmi les États.

**Question 2447 (24.10.2003) de M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à des fins d'habitation principale:

La loi du 30 juillet 2002 et le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 déterminant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale prévoient que l'acquéreur est censé ne payer que le taux super réduit de 3% de TVA lors de l'acquisition d'un logement, sous réserve des dispositions du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002.

Or, force est de constater que bon nombre de promoteurs ne s'en tiennent pas aux dispositions législatives et continuent de contraindre les acquéreurs d'un nouveau logement à solliciter le remboursement de la TVA de 12% auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. L'acquéreur reste ainsi tenu d'avancer le taux normal de TVA de 15%, qu'il peut toutefois récupérer, mais ce avec un retard considérable, après avoir introduit une demande auprès de l'Administration de l'Enregistrement. Cette procédure oblige également l'acquéreur à solliciter un prêt plus élevé et à payer des intérêts supplémentaires, en attendant le remboursement de la différence du taux normal par rapport au taux super réduit.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Y a-t-il un moyen pour modifier les dispositions législatives sus indiquées afin d'obliger les promoteurs à respecter les mesures en rapport avec le taux super réduit de 3% pour la TVA?

**Réponse (5.12.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:**

La loi et le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 relatifs au régime de TVA applicable à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale permettent le choix entre la méthode de l'application directe du taux super réduit et la procédure traditionnelle de remboursement. Cette dernière méthode s'avère indispensable pour couvrir notamment le cas des achats effectués par des particuliers effectuant eux-mêmes des travaux de création ou de rénovation de logements.

Quant à l'assertion faite par l'honorable Député que «bon nombre de promoteurs ne s'en tiennent pas aux dispositions législatives et continuent de contraindre les acquéreurs d'un nouveau logement à solliciter le remboursement de la TVA de 12%», je me dois de constater qu'au 20 novembre 2003, le bureau d'imposition a émis en total déjà 26.229 agréments et que 1.876 entreprises différentes appliquent la procédure de l'application directe du taux super réduit.

Ces chiffres démontrent un succès grandissant des nouvelles mesures auprès des métiers de la construction et laissent présager un usage de la procédure de l'application directe du taux super réduit dans la grande majorité des cas, au moment où la réforme de 2002 aura atteint son rythme de croisière.

**Question 2449 (24.10.2003) de M. Aly Jaerling (ADR)** concernant la revalorisation des friches industrielles:

Wéi derzäit op den Industriebroochen am Süden decidéiert an operéiert gëtt, stéisst bei immer méi Lëtzebuerger op Kritik. Do ass engersäits déi bizarr Verschachtelung vun deenen zwou, nëmme limitéiert haftbaren, Agora-Gesellschaften - déi eng fir d'Gestioun (als Gesellschaft mat beschränkter Haftung), déi aner fir d'Valorisa-

tion (eng Form vu Kommanditgesellschaft) -, déi Froen opwerft, mä anerersäits och d'Omni-presenz vun preisesche Beroder an Décideuren an dese Boiten - ewéi wa Lëtzebuerger Ingenieuren an Architekten net kapabel wieren, équivalent Déngschter ze leeschten. Esou wunnt den Direkter vun eiser Valorisatiounsgesellschaft, den Här H., zu Berlin an ass gläichzäitig „Geschäftsführer“ vun där dorteger Wasserstadt GmbH. Dës Sociétéit huet an der neier däitscher Haaptstad ähnlech Revalorisationsprojete lafen a soll, wéi mir zougedroe gouf, a schlechten Dicher sinn, esou datt behaupt gëtt, des preisesch Gesellschaft géif sech mat Lëtzebuerger Gelder sa-néieren.

Deemno werfen dës, fir den Normalbierger intransparent, Revalorisationsmachenschaften eng ganz Rëtsch Froen op, esou datt et gutt wier, wann den zoustännege Ministère fir emfaassend Explikatiounen zu folgende Punkte géing suergen:

1. Firwat gouf déi genannte Gesellschaftsstruktur gewielt?
2. Wat sinn d'Grënn, déi de „Conseil de gérance“ vun der „Société de développement Agora, Sàrl et Cie, Société en commandite simple“, beweegt hu grad de „Geschäftsführer“ vun der Wasserstadt GmbH vu Berlin als Direkter ze verpflichten a firwat ass kee Lëtzebuerger fir dese Posten a Froe komm?
3. Wéi vill Lëtzebuerger schaffen haut an a fir dës „Agora-Gesellschaften“ - a wéi vill Däitscher (z.B. als Projektmanager)?
4. Wéi war dat genannten Nationalitéitverhältnis virun der Nominatioun vum Här H.?
5. Erbréngt d'Wasserstadt GmbH och direkt Leeschtungen bei der Revalorisation vun eise Frichen - a falls jo, wéi vill kascht dat, vu wem gëtt dat bezuelt a gëtt et keng Lëtzebuerger Experten a Sociétéiten, déi déiselwecht Leeschtungen erbréngen kéinten?
6. Wéi setzt sech d'Kapital an de Verwaltungsrat vun der Agora Sàrl zesummen? A misst net, ugesichts deser Zesummesetzung, eng obligatoresch Kontroll duerch d'Cour des Comptes stattfannen?

**Réponse (15.12.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

D'Gesetz vum 1. August 2001 huet dem Stat erlaabt eng Kapitalbedeelegung an der Gesellschaft Agora ze huelen. Bei deser Geleeënheet gouf d'ganz Gesellschaftsstruktur vun Agora erkläert an duergestallt. Et kann ee sech op d'„document parlementaire“ vun deemools berufen, fir déi verschidden Äntwerten ze fannen, déi vum Deputéierten opgeworf ginn.

Wat déi aner Froen ugeet vum Här Jaerling muss ee festhalen, datt d'Entwicklungsgesellschaft Agora eng privatrechtlich Gesellschaft ass déi hiert Personal selwer rekrutéiert an och muss kucken fir kompetent Personal ze hunn. Heibäi ass wichteg fir, besonnesch an der Ulaufsphas, op erfuerent Personal an op eng erfuerent Direktioun zréckzegräifen.

D'Rekonversioun vun den Industriebroochen ass e Projet, deen an deem Ausmooss hei zu Lëtzebuerg eemoleg ass, an dofir muss Agora kucken entweder hei am Land oder am Ausland déi Spezialisten ze fannen, déi déi néideg Erfahrung hunn, fir dee Projet ze maachen.

Am Verwaltungsrat vun der Agora si véier Vertrieeder vum Stat, véier Vertrieeder vun der Arcelor an zwee Vertrieeder vun de Südgemengen. De Verwaltungsrat huet déi Aufgaben, déi d'Gesetz an d'Statuten dem Verwaltungsrat konferéieren.